



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

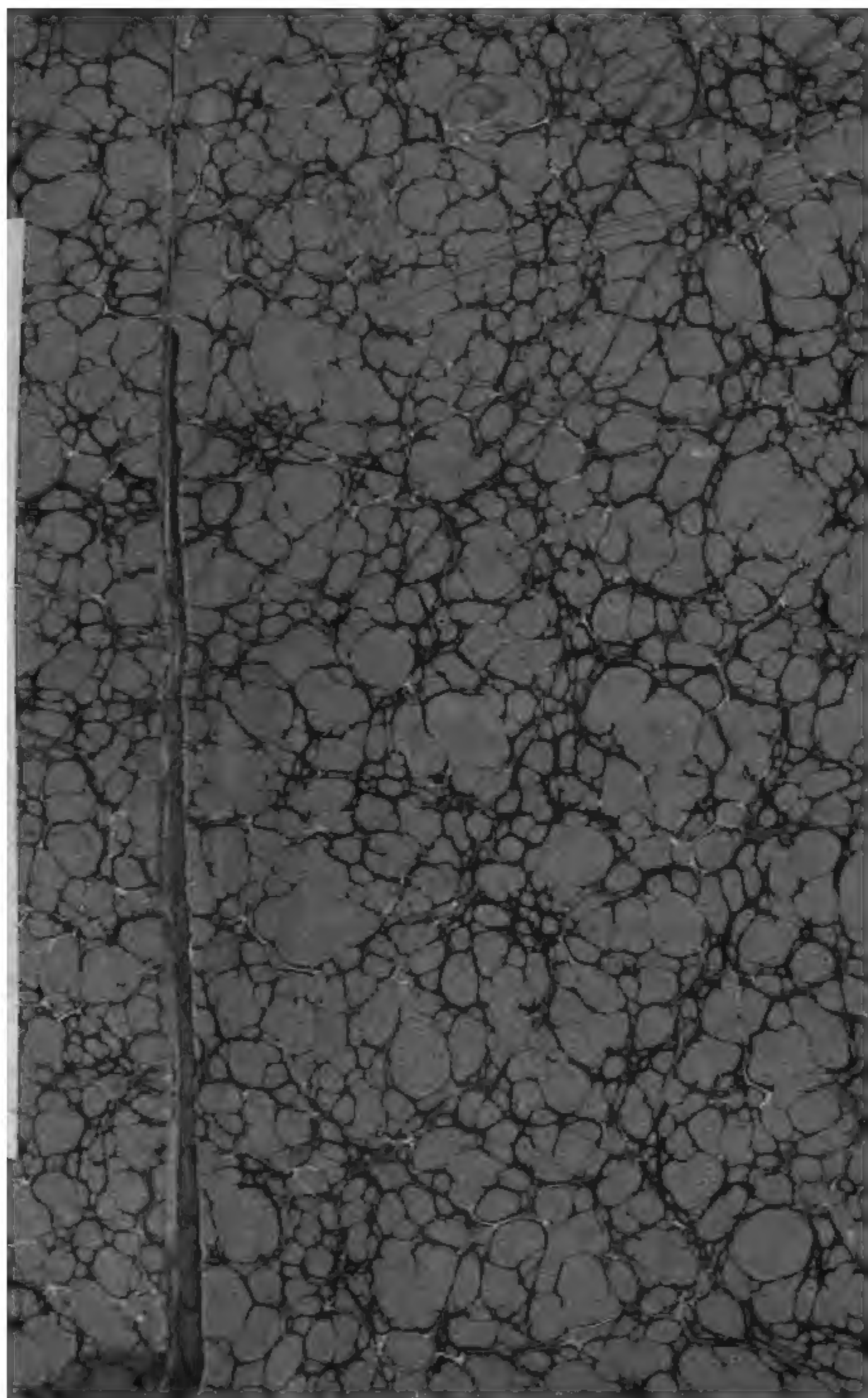


39015 01808587

H.C.



UNIVERSITY of MICHIGAN  
GENERAL LIBRARY  
OCTAVIA WILLIAMS BA  
BEQUEST





100-44388-1A



LES

DC  
2  
B

# INFAMES

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

DÉPUIS SA NAISSANCE

JUSQU'À SON EXIL À CHISLEHURST.

—  
SES COMPLICES

—  
BRUXELLES,

AU BUREAU DU PETIT JOURNAL

26, rue de l'Écuyer, 26.

—  
1871

BRUXELLES

IMPRIMERIE DE H. D. REYNDERS

rue du Marais, 51

*Le Voleur*

*de J. J. J.*

5244

## SOMMAIRE.

---

Explication indispensable au lecteur. — Sa naissance. — Son éducation. — Stasbourg. — L'or de Louis-Philippe. — Ingrat et fou. — Boulogne. — Ses tripots de Londres. — Sauvé. — L'or de Miss Howard. — 1848. — Son retour en France. — Son serment. — Son coup d'État. — Le commandant Vinoy. — Ses infamies, ses crimes, ses cruautés de décembre, ses complices : Magnan — Fleury — Saint-Arnaud — Espinasse — Morny — M<sup>lle</sup> Montijo, sa belle-mère. — Assassinat du général Cornemuse. — Son despotisme. — Ses ambitions. — *L'Empire c'est la guerre.* — La Crimée. — Ses complots. — L'Hippodrome. — L'Opéra-Comique. — Pianori. — Son exécution. — Assassinat de Kelsch. — Tentative de Bellemarre. — La machine infernale. — La Marianne. — Arrestations et déportations. — Marguerite Bellanger et les papiers secrets. — L'exécution d'Orsini. — Le programme du guillotiné. — La loi de sûreté générale. — Le préfet Pougeard-Dulimbert. — L'Italie. — Le contre-amiral Fourichon et le général Cousin Montauban. — La Chine. — Le Mexique. — La mort de Maximilien. — Déjà Bazaine. — Le prince Camméрата. — Son amour. — Son assassinat. — La Prusse. — Sedan. — L'incorrigible !!!





BROCHURES [1870-1871,

1. Les infames ... 1871.
2. R<sup>oiffe</sup>., Eugène. Trahison du Maréchal  
Bazaine ... [1870?]
3. Marchal, Victor. Espoir! ... 4. éd.  
1871.
4. La Guéronnière, Alfred Dubreuil  
Hélion, comte de. L'homme de Sedan  
... 13. éd. 1871.
5. Marchal, Victor. Le drame de Metz  
... 11. éd. 1871.
6. Madame Napoléon. 1871.
7. Saint Mars, Gabrielle Anne Cisterne  
de Courtiras, vicomtesse de. Monsieur  
Napoléon et sa cour ... 5. éd.
8. Vallejo-Virando, Angel de. Un dîner  
à Versailles chez M. de Bismark ...  
4. éd. [1870?]
9. Campagne de 1870 ... 6. éd. ...
10. Les deux terreurs (1871-1873) ...  
2. éd. ... [1871?]
11. Fonvielle, Wilfrid de. La terreur  
la Commune de Paris en l'an 1871  
1871.

... ..

... ..

... ..

... ..

... .. ! ... ..

... ..  
... ..  
... ..

... ..  
... ..

... ..

... ..  
... ..  
... ..

... ..  
... ..

... ..

... ..

... ..

... ..  
... ..

Jotes  
Kundia  
2-10-23  
11236

# NO LES INFAMES

EXPLICATION INDISPENSABLE AU LECTEUR.

Devant tant de honte et de crimes accumulés depuis vingt ans sur notre pauvre France, nous avons cru qu'il était de notre devoir de bon citoyen de faire connaître et propager dans le monde entier toutes les turpitudes, toutes les ignominies que nous ont légué Bonaparte et ses complices.

L'Empire nous avait gardé vingt années sous le régime de la force, et aussi sous le régime de l'espionnage.

Ne parlez pas si haut, disait-on de suite en conversation avec un ami, si l'on allait nous entendre !



Quelle crainte, quelle appréhension. L'Empire nous avait si bien habitué à cette peur continuelle qu'aujourd'hui encore c'est à peine si l'on ose s'aborder pour maudire tout haut le régime déchu.

N'ayez crainte, citoyens, Piétri est en fuite, et la police est faite par des citoyens honnêtes, elle ne s'occupe qu'à rechercher les voleurs, les assassins, en un mot les gens tarés de la société.

La presse aussi était bâillonnée, Aucun écrivain n'osait exprimer franchement son opinion, il était même défendu de relater dans les journaux ou autres écrits les faits qui se passaient au vu et au su de tout le monde. Un simple mot qui déplaisait au gouvernement faisait déferer le journaliste ou l'écrivain aux tribunaux où siégeaient les Grandperret, les Deslesvaux, les Zangiacomi, les Devienne.

De tels hommes étaient chargés de rendre la justice en France.

Aussi, voici comment la presse anglaise appréciait ceux que l'Empire appelait aux premières fonctions de l'État.

« Qu'est-ce que cette magistrature adultère qui se  
donne à tous les passants, ne se refuse à personne,  
qui ne connaît ni le frein de la raison, ni les obligations du cœur, ni les ménagements de la pudeur,  
qui passe, comme Hélène, dans les bras de tous  
les ravisseurs, qui a des sourires, des révérences,  
des louanges, des serments pour quiconque à la  
clef du trésor et des rigueurs pour les amis restés  
fidèles à tous ceux qu'elle a trahis ! »

Aussi que de crimes ont été commis par ceux-là  
mêmes qui étaient sûrs de l'impunité.

Nous avons cherché, fureté partout, nous avons  
recueilli un à un des documents curieux que nous  
nous empressons de livrer à la publicité. La France  
a recouvré maintenant son entière liberté de la  
presse, et personne n'a intérêt à cacher la vérité.  
Nous indiquons dans le cours de cet ouvrage, la  
source où nous avons puisé nos renseignements.  
Quelques pages copiées (1) sont grossièrement écrites  
mais nous avons jugé indispensable de les repro-  
duire textuellement, parce qu'elles ont ainsi l'auto-  
rité de l'écrivain qui jouait en même temps un rôle  
actif dans les crimes qu'il raconte.

Nous voulons flétrir celui qui vient de ruiner,

(1) *Mémoires de Griscelli.*

[illegible]

1. The Government of the United States of America  
 2. hereby certifies that the following is a true and  
 3. correct copy of the original as the same appears  
 4. in the records of the Department of the Interior  
 5. at Washington, D. C.  
 6. In testimony whereof, the Secretary of the Interior  
 7. has hereunto set his hand and the seal of the  
 8. Department at Washington, D. C., this 1st day of  
 9. January, 1901.  
 10. Secretary of the Interior

IN THE COURT OF THE DISTRICT OF COLUMBIA  
 UNITED STATES OF AMERICA  
 vs.  
 JAMES EARL RAY  
 Defendant

### Sa naissance. — Son éducation.

Bonaparte, qui fut empereur des Français, naquit le 20 mars 1808. Sa mère, Hortense de Beauharnais, la fille de Joséphine, avait épousé Louis Bonaparte que son frère Napoléon avait placé sur le trône de Hollande. Cette union ne fut pas heureuse. Louis Bonaparte constate lui-même, dans le récit du mariage de sa mère, que jamais deux époux ne conçurent plus vivement le pressentiment de toutes les horreurs d'un mariage forcé mal assorti.

M<sup>lle</sup> de Beauharnais s'était éprise et s'attendait à épouser le général Duroc. Van Scheelten raconte ainsi le refus de Duroc d'épouser Hortense. Un soir, le premier consul fait appeler son secrétaire et lui dit : « Tout à l'heure, quand Duroc arrivera aux Tuileries, dites lui que je veux qu'il épouse Hortense et qu'il l'épousera..... dans deux jours au plus tard. Je lui donnerai cent mille francs de dot et le commandement d'une division militaire. » Duroc répondit



qu'il n'était pas disposé à jouer le rôle de Georges Dandin et qu'il refusait net cette union.

Six ans plus tard, le 30 avril 1808, naquit Charles-Louis-Napoléon, à Paris. Jamais son prétendu père, le roi de Hollande, ne voulut le voir à la cour de La Haye, la voix du sang ne parlait pas. L'amiral Wéruhel fit visite à la reine.

Hortense, après la chute de Napoléon, passa la plus grande partie de sa vie à conspirer contre les gouvernements établis en France. La Restauration avait exclus tous les Bonapartes du sol de la patrie.

L'ex-reine de Hollande s'appliqua alors à donner à son fils Louis une éducation en rapport avec la situation qu'elle espérait lui faire reconquérir un jour. Philippe Lebas, fils du conventionnel qui s'était voué aux études savantes, fut attaché comme précepteur auprès du jeune prétendant ; puis, M. Narcisse Vieillard, ancien officier d'artillerie, compléta son éducation militaire.

C'est probablement à l'étude toute spéciale de l'artillerie que lui fit faire M. Vieillard, que Louis Bonaparte se crut *le plus grand artilleur* de son époque et nous valu nos récents désastres par suite de l'infériorité de nos canons sur les Krupp prussiens.

## II

### Strasbourg et Boulogne.

Depuis quelques temps, Hortense voyait le moment venu de pousser son fils dans une tentative de révolution pour renverser le gouvernement de Louis-Philippe qui lui avait toujours accordé aide et protection chaque fois qu'elle s'était adressée à lui ; elle habitait Bade, où Louis recevait la visite fréquente du colonel Vaudrey, commandant le 4<sup>me</sup> régiment d'artillerie, à Strasbourg, que le gouvernement de la Restauration avait écarté de l'armée par suite de ses opinions bonapartistes et qui avait été rappelé au service par le roi Louis-Philippe. Vaudrey avait sollicité diverses faveurs du gouvernement et il conservait une haine profonde par suite des refus opiniâtres qui l'avaient humilié. Il se voua corps et âme à la cause de Bonaparte ; il y fut, du reste, aussi entraîné par une femme jeune encore, et qui a exercé une énorme influence sur la tentative faite à Strasbourg.

M<sup>me</sup> Gordon fut un des auxiliaires les plus actifs de cette folle entreprise. Un jeune lieutenant de pontonnier, M. Armand Laity, vint grossir le petit groupe des gens qui s'étaient raillié autour de Bonaparte et de son ami Fialin, que nous retrouverons plus tard sous le nom de duc de Persigny. Celui-ci explique le choix fait de la ville de Strasbourg pour commencer avantageusement l'entreprise.

Le plan du prince consistait, dit-il, à se jeter inopinément au milieu d'une grande place de guerre, à y rallier le peuple et la garnison par le prestige de son nom, l'ascendant de son audace, et de se porter aussitôt, à marches forcées, sur Paris, avec toutes les forces disponibles, entraînant sur sa route, troupes et gardes nationaux, peuples des villes et des campagnes, enfin tout ce qui serait électrisé par la magie d'un grand spectacle et le triomphe d'une grande cause. Strasbourg était bien la ville la plus favorable à l'exécution de ce projet. Une population patriote, ennemie d'un gouvernement qui s'est vu contraint de licencier sa garde nationale; une garnison de huit à dix mille hommes, une artillerie considérable, un arsenal immense de ressources de toute espèce, faisant de cette place importante une base d'opération qui, une fois acquise à la cause populaire, pouvait amener les plus grands résultats. La nouvelle d'une révolution faite à Strasbourg par le neveu de l'empereur, au nom de la liberté et de la souveraineté du peuple, eut embrasé toutes les têtes. Si l'on se rendait maître de cette ville, la garde nationale était immédiatement organisée pour faire elle seule le service de la place et veiller à la garde de ses remparts. La jeunesse de la ville et des écoles,

formée en corps de volontaires, se réunissait à la garnison. Le jour même où cette grande révolution s'accomplissait, tout s'organisait de manière à partir le lendemain pour marcher sur Paris, avec plus de douze mille hommes, près de cent pièces de canon, dix à douze millions de numéraire et un convoi d'armes considérable pour armer la population sur la route.

L'exemple de Strasbourg entraînait toute l'Alsace et ses garnisons. La ligne à parcourir traverse les Vosges, la Lorraine, la Champagne : Que de grands souvenirs réveillés...

Nous n'engageons pas M. de Persigny à parcourir aujourd'hui la ligne des Vosges, de la Lorraine et de la Champagne : *Que de grands souvenirs réveillés!!!*

Cette échauffourée de Strasbourg ne fut absolument que ridicule. Le roi Louis-Philippe fit grâce au conspirateur et lui ordonna simplement de se rendre en Amérique, où il serait libre. Il fut embarqué à Lorient, sur la frégate l'*Andromède*. M. Villemain, alors sous-préfet à Lorient, vint le visiter à bord et s'informa s'il avait besoin d'argent pour faire face à ses premiers besoins en Amérique. Louis-Napoléon accepta seize mille francs en or, de la part du roi, et chargea M. Villemain de lui transmettre ses remerciements. De son côté, Fialin avait échappé aux recherches de la police après l'attentat de Strasbourg.

Louis-Napoléon résidait depuis quatre mois en Amérique, en quête d'une position quelconque, lorsqu'une lettre de sa mère mourante vint le rappeler en Europe. Il gagna secrètement Arenenberg et arriva juste à temps pour assis-



ter à la mort de sa mère, le 3 octobre 1837. Louis Bonaparte se retira alors en Angleterre. Que pouvait faire un Bonaparte à Londres, à moins de conspirer? Aussi le prince Louis s'empresse-t-il de fonder à Paris un journal entièrement bonapartista, intitulé le *Capitole*. La polémique soutenue dans ce journal devait faire pressentir au gouvernement de juillet que le vaincu de Strasbourg préparait une nouvelle tentative; en effet, sous prétexte de faire un voyage d'agrément sur les côtes d'Écosse, Napoléon loue un bateau à vapeur à une société anglaise et vient débarquer devant Boulogne, le 5 août 1840.

Voici copie du plan de campagne saisi comme preuve de conviction dans le portefeuille du colonel Voisin, l'un des conjurés :

« Entrer dans le port de Vimereux à marée montante,  
» s'emparer des douaniers ; arrêter tout ce qu'on rencon-  
» trera en chemin. Aller droit à Wimille, prendre des  
» voitures.

» Marcher sur le château, ayant une avant-garde com-  
» mandée par Laborde, Bataille, aide de camp, Persigny,  
» sergent-major, et six hommes.

» Parlémenter avec le garde du château Choulems. Le  
» château pris, y laisser deux hommes, dont l'un se tiendra  
» en dedans et gardera les clefs; l'autre fera sentinelle en  
» dehors.

» Le capitaine Dunin commandera l'arrière-garde, com-  
» posée de Conneau, sergent-major, et dix hommes. A son  
» arrivée à la haute ville, il prendra les dispositions sui-  
» vantes :

- » 1° Fermer la porte de Calais ;
- » 2° S'établir militairement à la porte de l'Esplanade ;
- » 3° Fermer la porte de Paris ;
- » 4° Poser une sentinelle sur la place d'Armes, au point de repère des trois portes, pour être prévenu à temps de ce qui pourrait survenir ;
- » 5° Le corps principal s'emparera de l'hôtel de ville, où il y a cinq cents fusils, et, chemin faisant, on enlèvera le poste de l'église Saint-Nicolas, où se trouve dix hommes et un officier ; on se dirigera sur la caserne, et, avant d'y pénétrer, des sentinelles seront placées sur toutes les issues pour en interdire les approches.
- » Ces diverses opérations seront faites dans le plus profond silence ; mais une fois la troupe enlevée, on viendra s'établir à l'hôtel de ville ; on fera sonner le tocsin, on répandra les proclamations et on prendra les dispositions suivantes :
  - » 1° S'emparer de la poste aux chevaux ;
  - » 2° S'emparer de la douane ;
  - » 3° S'emparer du sous-préfet ;
  - » 4° S'emparer des caisses publiques ;
  - » 5° S'emparer du télégraphe.
- » La haute ville sera indiquée comme lieu de rassemblement.
- » MM. le colonel Laborde et le capitaine Desjardin s'occuperont chacun de la formation immédiate d'un bataillon de volontaires qu'ils rassembleront sur la place d'Armes, devant l'hôtel de ville. A cet effet, ils nommeront des capitaines chargés de recruter chacun cent hommes. Ces capitaines nommeront leur sergent-major, et les volon-

taires choisirent leurs sous-officiers, ainsi qu'un sous-lieutenant et un lieutenant. Ces compagnies de volontaires auront un effectif de cent hommes, compris un sergent-major, quatre sergents, un fourrier et huit caporaux.

» Aussitôt qu'une compagnie sera formée, on la conduira sur la place des Tintelleries et on la fera monter sur les voitures. »

« L'escorte de Louis Bonaparte se divisa la besogne. Le sous-intendant Galvani fut chargé de se procurer les voitures et la nourriture. Orsi fut chargé de s'emparer des caisses publiques et du sous-préfet. Le colonel Laborde devait surprendre la poste aux chevaux; le colonel Nébru était chargé de la réorganisation de l'administration civile et militaire et de la garde nationale; M. Flandrin devait détruire le télégraphe de Saint-Tricat; le colonel Mautauban était chargé de suspendre le poste des douaniers; le colonel Vaudrey devait s'emparer des armes, des canons et des munitions, et en faire la distribution; le colonel Parquin devaitquisitionner des chevaux de selle, il avait sous ses ordres M. Fialin. Le capitaine de Querelles reçut le commandement de la compagnie de guides composée de cinquante hommes; le commandant Maisonnant fut chargé du service de l'état-major.

» Le matin du 6 août, vers les deux heures, le débarquement commença. La côte de Wimereux ne permettant pas au bateau d'approcher de terre, il fallut se servir du canot; les hommes n'arrivaient que par escouades, et les premiers faillirent être victimes de leur empressement. Si un poste de douaniers, qui accourut, ne s'était pas laissé

tromper par l'uniforme, le numéro des boutons et le récit d'un événement de mer qui forçait les conjurés à prendre terre, ils pouvaient devenir prisonniers; mais, après le débarquement de toute la troupe, ce furent les douaniers qui durent, à leur tour, céder à la force. On les amena avec le cortège, mais sans pouvoir les corrompre; ils restèrent fidèles, malgré l'offre d'une pension de 4,200 francs que Louis Bonaparte fit faire à leur chef.

» Cet accueil, qui n'était guère en rapport avec l'enthousiasme universel auquel s'attendaient les conjurés, fut suivi d'une déception encore plus sensible. Les intrigues liées et suivies en France dans les deux dernières années leur avaient persuadé qu'ils pourraient compter sur le zèle et l'activité d'un grand nombre de partisans. Plusieurs émissaires, entre autres les inculpés Forestier et Bataille, avaient pris les devants et apporté dans les jours précédents, à Boulogne même, la nouvelle du débarquement. Ils étaient de leur personne sur la plage au moment où il s'opérait; mais ils s'y trouvèrent à peu près seuls : ni soldats ni citoyens ne les avaient accompagnés. Tous les efforts de la conjuration n'avaient abouti qu'à séduire un jeune lieutenant du 42<sup>me</sup>, Aladenize, que l'exaltation de ses idées rendait facile à tromper.

» Les conjurés, en ne trouvant sur le port de Wimereux, avec Forestier et Bataille, que le lieutenant Aladenize, ne purent se rassurer que par la confiance qu'ils avaient dans son influence sur les deux compagnies de son régiment en garnison à Boulogne.

» La troupe, conduite par Louis Bonaparte, se range

autour du drapeau tricolore surmonté d'un aigle, et rappelant par des inscriptions les grandes victoires de l'empereur. C'était le nommé Lombard qui le portait. Elle se met en marche et arrive sans nouvel incident dans la ville de Boulogne, rue d'Alton, où se trouvait un petit poste du 42<sup>m</sup>. Trompé par les épaulettes et les uniformes, ce poste avait pris les armes. Le commandant Parquin se détache et lui propose de suivre le mouvement. Son chef, le sergent Morange, lui répond sans hésiter qu'il ne marchera que sur un ordre du commandant de la place. Les conjurés passent outre. C'est à la caserne qu'ils croient triompher. Ils y arrivent à cinq heures du matin. Le lieutenant Aladenize les y avait précédés. Déjà il faisait battre le rappel. Les soldats prenaient les armes; ils se mettaient en bataille, surpris par les cris de *Vive l'empereur!* et par la nouvelle inattendue que Louis-Philippe cesse de régner. *A Paris!* leur crie-t-on, *A Paris!* Des proclamations leur sont jetées et l'argent est distribué à pleines mains: le prince se fait reconnaître, il prodigue les promesses. Tous les sergents sont nommés capitaines, tous les soldats sont décorés.

» Que faisaient cependant les officiers pendant que leurs soldats étaient livrés aux plus dangereuses suggestions? Il n'y avait pas malheureusement de logement pour eux à la caserne, le lieutenant Ragou seul y demeurerait. Aussitôt informé, et n'ayant pas assez de confiance dans son influence personnelle sur l'esprit des soldats. Il avait couru au plus vite chez le capitaine Col-Puygellier. Le sous-lieutenant de Maussion venait de rencontrer les conjurés et

avait refusé de les suivre, malgré l'insistance du prince lui-même.

» Il s'était aussi rendu chez le capitaine; celui-ci volait aussitôt vers la caserne. Un grenadier, portant le numéro du 40<sup>me</sup>, veut l'arrêter; il l'écarte en disant que ce n'est pas le 40<sup>me</sup> qui fait la police. Il arrive à quelques pas de la porte, obstruée plutôt que gardée par les nouveaux venus. Un homme portant l'uniforme et les insignes de chef de bataillon va droit à lui et s'écrie : « Capitaine, le prince Louis est ici : soyez des nôtres, votre fortune est faite. » Le capitaine lui répond en mettant le sabre à la main, et manifestant vivement par ses gestes et ses paroles la résolution d'arriver à sa troupe. Il est saisi de toutes parts; plusieurs personnes s'emparent de son bras armé; il pousse, il résiste de tous côtés pour se débarrasser des obstacles et arriver à ses soldats. Avant d'y parvenir, et tout en continuant ses valeureux efforts, il essaie d'éclairer les conjurés eux-mêmes. « On vous trompe, disait-il, apprenez qu'on vous porte à trahir. » Sa voix est étouffée par les cris de *Vive le prince Louis!* « Où est-il donc? » s'écrie-t-il à son tour. Alors se présente à lui un homme de petite taille, blond et paraissant avoir trente ans, couvert d'un chapeau, portant des épaulettes d'officier supérieur et un crachat. Il lui dit : « Capitaine, me voilà, je suis le prince Louis; soyez des nôtres, et vous aurez tout ce que vous voudrez. » Le capitaine l'interrompt : « Prince Louis ou non, je ne vous connais pas; je ne vois en vous qu'un conspirateur... qu'on évacue la caserne. » Tout en s'exprimant ainsi, M. Col-Puygellier continuait ses efforts. Ne pouvant par-

venir à ses soldats, il veut au moins essayer de se faire entendre : « Eh bien ! assassinez-moi, ou je ferai mon devoir. » Sa voix parvient alors à Aladenize, qui accourt, et le couvrant de ses bras, s'écrie énergique : « Ne tirez pas, respectez le capitaine, je réponds de ses jours. »

« Cette brûlante et vive altercation attire enfin l'attention des deux compagnies du 42<sup>m</sup>. Les sous-officiers accourent à la voix de leur chef ; ils l'aident à se dégager des mains des conjurés, qui font un mouvement en arrière. M. le capitaine Puygellier, d'une voix forte, s'écrie : « On vous trompe, *Vive le roi !* » Mais l'ennemi rentre à rangs serrés, Louis Bonaparte en tête. M. le capitaine Puygellier se porte vivement à sa rencontre, lui signifie de se retirer, ajoute qu'il va employer la force, et, pour toute réponse, lorsqu'il est retourné vers sa troupe, il entend la détonation d'un pistolet que Louis Bonaparte tenait dans la main, et dont la balle va frapper un des grenadiers à la figure.

» Soit que les conjurés aient été alors bien convaincus de la ferme résolution du capitaine d'employer la force dont il disposait, soit que le coup de pistolet, attribué d'abord au hasard, à un accident, à un mouvement involontaire plutôt qu'à la préméditation, eut changé leurs dispositions, ce coup de feu devint le signal de leur retraite de la caserne. Ils l'effectuèrent en ordre, sans être poursuivis, mais sans renoncer encore à leur projet. Après avoir échoué auprès de la garnison, ils osèrent compter sur la population, dont ils se croyaient si follement toutes les sympathies.

» C'est vers la haute ville que marchent les conjurés,

semant des proclamations et de l'argent, aux cris de *Vive l'empereur!* Louis Bonaparte veut s'emparer du château et y prendre des armes pour les distribuer à la population. Le sous-préfet, prévenu à temps, marche à leur rencontre, et, au nom du roi, leur intime l'ordre de se séparer. Lombard lui répond par un coup de l'aigle qui surmontait le drapeau. Ils continuent leur marche, un instant interrompue, vers la haute ville. Les portes en avaient été fermées par les ordres du sous-préfet et du commandant de place. Les conjurés essaient de les enfoncer. Deux haches sont inutilement dirigées contre cette clôture. Il faut renoncer à cette autre partie du plan, et il ne reste plus aux conjurés qu'à fuir, qu'à regagner leur embarcation ; mais, soit que, dans leur délire, ils gardent encore quelque espoir d'entraîner la population, soit que la confusion et le désespoir les égarent, soit qu'ils cherchent une mort que ce lieu aurait la puissance d'ennoblir, ils marchent à la colonne élevée sur le rivage à la gloire de la grande armée.

» La distance est parcourue sans obstacle. Arrivés au pied de la colonne, les conjurés veulent constater leur prise de possession par la plantation du drapeau sur le sommet. Celui qui le porte, Lombard, pénètre dans l'intérieur et se met en devoir d'en gravir les degrés ; les autres font des dispositions pour se défendre contre la force publique, qu'ils voient arriver de toutes parts. En effet, le capitaine Col-Puygellier avait fait battre la générale, distribué des cartouches et mis sa troupe à la poursuite des rebelles. (Le sous-préfet, le maire, les adjoints, le colonel et les



principaux officiers de la garde nationale s'étaient mis de la partie et amenaient les gardes nationaux de bonne volonté.)

» Mais les conjurés, à la vue de cet accord dans la défense entre la troupe et la population, n'avaient pas tardé à se débander. Ils laissèrent Lombard dans la colonne, où deux citoyens de Boulogne le firent prisonnier, et ils s'enfuirent, les uns vers le rivage, où ils essayèrent de gagner le bateau qui les avait portés, les autres vers la ville ou dans les campagnes :

» Les premiers, parmi lesquels étaient Louis Bonaparte, le colonel Voisin, Faure, Mésonan, Persigny, d'Hunin, parvinrent à entrer dans un canot, qu'ils s'efforcèrent de pousser au large. Ils ne voulurent pas s'arrêter, sur l'ordre qui leur en fut donné ; on tira sur eux quelques coups de fusil, qui blessèrent le colonel Voisin et tuèrent le sieur Faure. Le mouvement qui s'opéra dans le canot le fit chavirer. D'Hunin se noya. Les autres se mirent en devoir de gagner à la nage le paquebot ; mais le commandant du port, Pollet, qui avait été dépêché pour le saisir, les ayant aperçus, les retira de l'eau et les fit prisonniers. Presque tous ceux qui s'étaient sauvés dans les rues de la ville ou dans les campagnes éprouvèrent le même sort. »

Cette triste comédie n'avait pas duré longtemps. Bonaparte et ses complices, qui s'étaient présentés à la caserne de Boulogne à six heures du matin, étaient tous arrêtés à huit heures. Louis Bonaparte, trempé jusqu'au os par suite de son bain forcé, fut enfermé immédiatement au château de Boulogne.

Nous avons oublié de mentionner que Bonaparte, en vrai comédien, avait emmené avec lui un aigle apprivoisé, qui se tenait perché sur son chapeau à la Napoléon dans lequel se trouvait du lard que becquetait l'animal.

Bonaparte et ses complices furent traduits devant la cour des pairs qui, le 6 octobre, prononça l'arrêt suivant :

« Il condamnait le prince Charles-Louis-Napoléon Bonaparte à l'emprisonnement perpétuel dans une forteresse située sur le territoire continental du royaume ;

» Jean-Baptiste-Charles Aladenize à la peine de la déportation ;

» Charles Tristan, comte de Montholon,

» Denis-Charles Parquin,

» Jules-Barthélemy Lombard,

» Jean-Gilbert-Victor Fialin, dit *de Persigny*,

» Chacun à vingt années de détention ;

» Séverin-Louis Le Duff de Mésonan à quinze années de détention ;

» Jean-Baptiste Voisin,

» Jean-Baptiste-Théodore Forestier,

» Napoléon Ornano,

» Chacun à dix années de détention ;

» Hippolyte-François-Athale-Sébastien Bouffet-Montauban, Martial-Eugène Bataille, Joseph Orsi,

» Chacun à cinq années de détention ;

» Henri Cofneau à cinq années d'emprisonnement ;

» Étienne Laborde à deux années d'emprisonnement.

Les autres accusés étaient absous.

### III

**Ham. — Son évasion. — Son amour. — Ses enfants.  
— Son séjour en Angleterre. — Miss Howard. — 1848.  
— Son retour en France.**

Aussitôt les condamnations prononcées, Bonaparte fut conduit au château de Ham et il obtint d'y être accompagné du comte de Montholon et du docteur Conneau, son ami intime. Jusqu'en 1846, Bonaparte consacra les loisirs que lui faisait sa captivité à écrire des articles dans les journaux de l'opposition tels que le *Progrès du Pas-de-Calais*, ou encore à composer des ouvrages sur l'artillerie, son travail de prédilection.

En 1846, il sollicite du gouvernement de Louis-Philippe la permission d'aller rendre visite à son vieux père malade, s'engageant sur l'honneur à rentrer dans sa prison lorsqu'on lui en donnerait l'ordre. Le gouvernement de Louis-Philippe refuse d'accéder à cette demande et Bonaparte alors résolut de tenter son évasion.

Des ouvriers maçons étaient employés à des travaux dans la cour de la forteresse. Bonaparte remarqua les allées et venues des ces ouvriers et résolut de sortir vêtu comme eux. Il coupa ses moustaches, passa par dessus son gilet une grosse chemise de toile coupée à la ceinture, une cravate bleue et une blouse en mauvais état. Le reste de son costume se composait d'un vieux tablier de toile bleue, d'une perruque noire à cheveux longs et d'une mauvaise casquette. Ainsi vêtu, il chaussa des sabots, plaça dans sa bouche une pipe de terre et, l'épaule chargée d'une planche, passa devant les sentinelles du château et sortit de Ham où l'attendait une chaise de poste que lui avait préparé son valet de chambre Charles Thérin. Il gagna ainsi Valenciennes, de là la Belgique et l'Angleterre.

Pour compléter le récit de l'évasion, ajoutons ce qui se passait à Ham pendant la fuite de Napoléon.

Le docteur Conneau commença par fermer la porte de la chambre qui donnait dans le salon, où il alluma un grand feu malgré la chaleur du jour, prenant pour prétexte une indisposition du prince. Il en parla à l'homme de peine, qui put voir une cafetière placée dans l'âtre. Vers huit heures, un paquet de plants de violettes arriva par la diligence; le docteur pria le gardien de préparer plusieurs pots à fleurs, d'y mettre de la terre, et l'éloigna ainsi du salon. A neuf heures et demie, l'on vint demander où le déjeuner devait être servi. Le docteur répondit que ce serait dans sa propre chambre et qu'il n'y aurait pas besoin de prendre la grande table, attendu que le général Montholon

gardait aussi le lit. Il ajouta que le prince avait pris médecine, et, pour qu'on n'eût pas à en douter, il en prit une lui-même ; mais, l'effet en ayant été nul, il inventa un mélange de café et de croûtes de pain brûlé, qu'il étendit d'acide nitrique, et l'odorat des gardiens suffit à les persuader sans qu'ils songeassent à concevoir le moindre soupçon de cette chimie.

Bientôt après, le commandant s'informa des nouvelles du prince, et Conneau lui répondit qu'il se trouvait mieux et fut forcé d'accepter un domestique pour suppléer Thélin qu'on savait absent. Cet homme fut chargé de faire le lit du prince, qui était supposé étendu sur un sofa dans le salon.

Tout alla bien jusqu'à sept heures et quart du soir. A ce moment le commandant se présenta quelque peu rembruni : « Le prince est un peu mieux, lui dit Conneau. » — « S'il est mieux, répliqua le commandant, je peux lui parler ; il faut que je lui parle. »

Un mannequin était dans le lit avec l'apparence de la tête tournée du côté du mur. Le docteur appela le prince qui, l'on peut bien se l'imaginer, ne répondit pas. Alors, faisant un signe, le docteur indiqua que le malade était endormi. Peu satisfait par cette pantomime, le commandant s'assit dans le salon en disant que ce sommeil ne durerait pas toujours et qu'il allait en attendre la fin. En même temps il remarqua que l'heure d'arrivée de la diligence était passée et qu'il était singulier que Thélin ne parût pas. A quoi le docteur répondit que celui-ci avait pris un cabriolet et s'en servait, sans doute, pour revenir.

Le commandant se leva tout d'un coup et dit : « Le prince a remué ; le voilà qui s'éveille ! » Conneau assura n'avoir rien entendu et demanda que le repos du malade ne fût pas troublé. Mais le commandant était déjà dans la chambre et s'était approché du lit où il découvrit la ruse. « Ah ! mon Dieu, s'écria-t-il, le prince est parti !... » Puis il sortit précipitamment après avoir demandé quels étaient les hommes de garde dans la matinée.

Ce pauvre commandant fut arrêté, ainsi que les gardiens et le docteur, au premier moment de la nouvelle.

Le docteur fut condamné par le tribunal correctionnel à trois mois de prison, et Thélin à six mois par contumace.

Bonaparte avait essayé d'embellir les rigueurs de sa captivité ; il remarqua que la jeune fille chargée du blanchissage de la prison était assez avenante et il en entreprit la séduction, sa laideur physique repoussante ne favorisant pas ses amours, il envoya de l'or au père de cette jeune fille qui était sabotier à Ham. Ce mode de séduction réussit, il avait acheté l'amour de la blanchisseuse qui le rendit, pendant sa captivité, père de deux fils, actuellement officiers dans l'armée.

A son arrivée en Angleterre, après son évasion, Bonaparte se trouvant à court d'argent, mena quelques temps une vie assez obscure, lorsque le hasard lui fit rencontrer une femme qui devait jouer un rôle assez important dans sa vie.

Voici comment Griscelli, agent secret de l'empereur Napoléon III, raconte cette rencontre dans ses mémoires :

« Par une soirée de brouillard, comme il y en a à Lon-

dres, un homme se promenait, à Hay-Market, de long en large. Il avait cinq pieds et quelques pouces, long de taille, très-court de jambes, visage livide, yeux petits, des moustaches, boutonné jusqu'au cou et portant une canne plombée à la main; sans le chapeau, tous les passants l'auraient pris pour un policeman. Tout à coup un portail donna passage à une lady élégamment mise dont l'ample crinoline faillit renverser notre héros. Celui-ci se retenant à une colonne du Théâtre-Royal, s'écria :

— Ho ! Madame, seule, si tard, et par un si mauvais temps...

» Et, sans aucune invitation, il suivit la dame qui, en arrivant dans son salon et croyant avoir affaire à un aimable policeman, voulut le récompenser en lui offrant *deux schellings* (fr. 2-50).

» — Madame ! de l'argent ! à moi !

» — Et qui êtes-vous donc ?

» — Je suis le prince Louis-Napoléon.

» Le lendemain, le conspirateur de Strasbourg et de Boulogne, l'évadé du fort de Ham, se rappela au souvenir de ses adeptes en leur envoyant de l'or anglais pour conspirer encore contre le gouvernement qui lui avait laissé deux fois la vie. Dès ce jour, la misère qui accablait le fils de l'amiral Verhuel fut chassée par les banknotes de Miss Howard. Le soir, les joueurs de Tam-Tall remarquèrent que l'heureux tricheur au lansquenet faisait défaut au tapis vert. »

La révolution de février 1848 vient faire renaître les espérances de ce conspirateur toujours sur la brèche :

il arrive à Paris, le 25 du même mois, chez son ancien précepteur, M. Vieillard, qui demeurait rue du Sentier. Il informe immédiatement le gouvernement provisoire de son arrivée en faisant déclarer, par M. de Persigny, qu'il n'a plus d'autre ambition que celle de servir son pays. Mais les membres du gouvernement ne sont pas dupes de ses belles paroles et donnent l'ordre à Bonaparte de regagner immédiatement l'Angleterre.

Pendant ce temps, les élections à l'Assemblée constituante eurent lieu en France ; deux Bonaparte furent élus, mais Louis attendit les élections complémentaires pour se présenter. La propagande bonapartiste fut immense et il fut élu, le 3 juin, par les départements de la Seine, de la Corse, de l'Yonne et de la Charente-Inférieure.

La Commission exécutive, se basant sur la loi d'exclusion de 1816, demanda l'annulation de cette quadruple élection ; l'Assemblée refusa de bannir le citoyen Louis Bonaparte, et son élection fut validée. Malgré cette validation, Louis-Napoléon, en comédien habile, envoya sa démission au président de la Chambre dans les termes suivants :

« Londres, le 13 juin 1848.

» Monsieur le président,

» J'étais fier d'avoir été élu représentant à Paris et dans trois autres départements ; c'était, à mes yeux, une ample réparation pour trente années d'exil et six ans de captivité ; mais les soupçons injurieux qu'a fait naître mon élection, mais les troubles dont elle a été le prétexte, mais l'hostilité du pouvoir exécutif, m'imposent le devoir de refuser un honneur qu'on croit avoir été obtenu par l'intrigue.



» Je désire l'ordre et le maintien d'une République sage, grande, intelligente ; et puisque involontairement je favorise le désordre, je dépose, non sans de vifs regrets, ma démission entre vos mains.

» Bientôt, je l'espère, le calme renaitra en France et me permettra de rentrer en France comme le plus simple des citoyens, et aussi comme un des plus dévoués au repos et à la prospérité de son pays.

» Recevez, Monsieur le président, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

» LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE. »

De nouvelles élections complémentaires sont faites encore, et Louis vient prendre sa place à l'Assemblée nationale, le 26 septembre 1848. Peu de temps après, le 10 décembre, Louis-Napoléon Bonaparte était élu président de la République française. Le 20 du même mois, en séance solennelle, il prêta le serment constitutionnel suivant :

« En présence de Dieu et devant le peuple français représenté par l'Assemblée nationale, je jure de rester fidèle à la République démocratique une et indivisible et de remplir tous les devoirs que m'impose la Constitution. »

Après avoir prêté ce serment solennel et pour donner plus de sanction encore à son serment républicain, il prononce de la tribune les paroles suivantes :

« Citoyens représentants,

» Les suffrages de la nation et le serment que je viens de prêter commandent ma conduite future. Mon devoir est tracé ; je le remplirai en homme d'honneur.

» Je verrai des ennemis de la patrie dans tous ceux qui

tenteraient de changer, par des voies illégales, ce que la France entière a établi.

» Entre vous et moi, citoyens représentants, il ne saurait y avoir de véritables dissentiments. Nos volontés, nos désirs sont les mêmes.

» Je veux, comme vous, rasseoir la société sur ses bases, affermir les institutions démocratiques et rechercher tous les moyens propres à soulager les maux de ce peuple généreux et intelligent qui vient de me donner un témoignage si éclatant de sa confiance.

» La majorité que j'ai obtenue, non seulement me pénètre de reconnaissance, mais elle donnera au gouvernement nouveau la force morale sans laquelle il n'y a pas d'autorité.

» Avec la paix et l'ordre, notre pays peut se relever, guérir ses plaies, ramener les hommes égarés et calmer les passions.

» Animé de cet esprit de conciliation, j'ai appelé près de moi des hommes honnêtes, capables et dévoués au pays, assuré que, malgré les diversités d'origine politique, ils sont d'accord pour concourir avec vous à l'application de la Constitution, au perfectionnement des lois, à la gloire de la République.

» La nouvelle administration, en entrant aux affaires, doit remercier celle qui la précède des efforts qu'elle a faits pour transmettre le pouvoir intact, pour maintenir la tranquillité publique.

» La conduite de l'honorable général Cavaignac a été

digne de la loyauté de son caractère et de ce sentiment du devoir qui est la première qualité du chef d'un État.

» Nous avons, citoyens représentants, une grande mission à remplir ; c'est de fonder une République dans l'intérêt de tous, et un gouvernement juste, ferme, qui soit animé d'un sincère amour du progrès sans être réactionnaire ou utopiste.

» Soyons les hommes du pays, non les hommes d'un parti, et, Dieu aidant, nous ferons du moins le bien, si nous ne pouvons faire de grandes choses. »

Louis Bonaparte n'était pas encore arrivé à son but, son ambition ne peut être satisfaite qu'en montant sur le trône. Pour cela il veut préparer le pays au coup d'État qu'il médite. Il fait différents voyages dans l'intérieur de la France et partout il se fait acclamer par une nuée d'agents de police envoyée en avant pour préparer l'enthousiasme des populations.

De retour à Paris, le palais de l'Élysée et le palais de Saint-Cloud sont transformés en ignobles lupanars, l'orgie, le vin, les femmes ; tel est le passe-temps de celui qui va égorger la France et tel est le moyen dont il se sert pour se donner des complices pour le crime qu'il médite. Saint-Arnaud, Maupas, Magnan, Morny, Canrobert, Espinasse et autres composent son entourage habituel ; avec de tels hommes il peut risquer la partie.

#### IV

### **Le coup d'État — Proclamation.**

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 décembre, au moment où tous les honnêtes gens reposaient péniblement chez eux, pendant qu'un bal se donnait à l'Élysée où le prince-président recevait le corps diplomatique, les hauts fonctionnaires de l'État, Morny, le frère adultérin de Bonaparte, faisait occuper militairement les boulevards et les principales rues de Paris; les proclamations les plus incendiaires furent affichées sur les murs de la capitale. Les représentants furent arrachés à leur sommeil et conduit à la Conciergerie et à Vincennes. La Chambre fut occupée militairement et on lisait partout les proclamations suivantes qui restent pour la postérité comme la preuve du crime accompli.

## PROCLAMATIONS.

L'Assemblée nationale est dissoute.

L'état de siège est décrété dans l'étendue de la première division militaire.

Le Conseil d'état est dissous.

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Paris 2, décembre 1851.

(Contre-signé) MORNAY.

Tout individu pris construisant des barricades, ou défendant une barricade, ou les armes à la main sera fusillé.

LEROY SAINT-ARNAUD.

Paris, le 3 décembre 1851.

L'état de siège est décrété. Le moment est venu d'en appliquer les conséquences rigoureuses.

« Usant des pouvoirs qu'il nous donne, nous, préfet de police, arrêtons :

» Le stationnement des piétons sur la voie publique et la formation des groupes seront, SANS SOMMATION, dispersés par les armes. »

(Ordonnance du 4 décembre 1851.)

« Je le répète et je le pratique : avec la force seule, nous serons maîtres de la situation. A ce soir, les barricades ! DU CANON, DU CANON ET DU COURAGE ! »

(Rapport du 2 décembre, à midi.)

« Il faut supprimer toutes les causes d'agitation, en pratiquant sur une vaste échelle un système de perquisitions et d'arrestations. »

(Lettre aux commissaires de police, du 8 décembre 1851.)

MORNY :

« Il faut absolument DÉBARRASSER la capitale de tous les éléments impurs et dangereux ; il faut éloigner de Paris, et au besoin de la France, ces meneurs qui égarent les hommes faibles et préparent les révolutions. Il faut enfin que Paris cesse d'être le refuge des *bandits* de tous les pays pour mettre la société en péril. Il faut exécuter avec une persévérante énergie le décret du 8 décembre contre les repris de justice et les hommes convaincus d'affiliation aux sociétés secrètes. Je m'en rapporte à votre zèle, et je suis convaincu que vous pensez, aussi bien que moi, qu'il est temps d'imprimer à ces hommes, qui ont troublé le pays depuis trente ans, UNE TERREUR SALUTAIRE. »

(Lettre du 16 décembre 1851, à Maupas.)

« Nous jouons notre tête, et il ne faut pas la perdre. Il ne sera fait aucun mal aux représentants du peuple ; je les ferais tous fusiller, si le succès du coup d'État rendait leur mort nécessaire ; mais je crois que nous n'aurons pas besoin de les frapper. »

« Nous déporterons en Afrique vingt mille républicains. »

(Réponse de Morny à une interrogation.)

« Surtout, pas de demi-mesures ! »

(Billet de la Lehon à Morny, 2 décembre 1851.)

MAGNAN :

« Laissez-moi faire ; je vous réponds de tout. »

(Paroles adressées à Saint-Arnaud,  
le 2 décembre.)

« Vous allez entendre le canon ; soyez tranquille, l'affaire sera vigoureusement menée. »

(Lettre écrite à Maupas, le 3 décembre,  
à midi.)

« Tous les obstacles furent élevés au pas de course, et ceux qui les défendaient PASSÉ PAR LES ARMES. »

(Rapport du 9 décembre 1851.)

Est-ce assez tragique ! Le colonel Rochefort veut se distinguer. Les faits suivants le prouve.

**LE COLONEL ROCHEFORT :**

« Restez calmes jusqu'au moment où j'ordonnerai la charge.  
Mais, une fois l'affaire engagée de quelque manière que ce soit,  
jetez-vous en avant et ne faites grâce à personne ! »

(*Allocution à ses lanciers, le 3 décembre,  
à dix heures du soir.*)

A la hauteur de la rue Taitbout, un rassemblement d'hommes *bien vêtus* crie : *Vive la République ! Vive la Constitution ! A bas le dictateur !*

Aussi rapide que l'éclair, d'un seul bond le colonel Rochefort du 1<sup>er</sup> lanciers franchit les chaises et l'asphalte, tombe au milieu du groupe et fait aussitôt le vide autour de lui. Ses lanciers se précipitent à sa suite. Un de ses adjudants abat, à coup de sabre, deux individus. Le colonel continua sa marche en dispersant tout ce qu'il rencontrait devant lui et une *trentaine* de cadavres restèrent sur le carreau presque *tous couverts d'habits fins*.

Près du Château-d'Eau, le colonel Rochefort s'élança comme un lion furieux au milieu d'un groupe d'où sortaient des cris, en frappant d'estoc, de taille et de lance. Il resta sur le carreau *plusieurs* cadavres.

De retour à la place Vendôme et sa mission accomplie, le colonel Rochefort s'empressa d'en rendre compte au général de division Carrelet.

LE CAPITAINE HYPOLITE MAUDUIT, PANÉGYRISTE DU CRIME  
DE DÉCEMBRE.

« Je veux, dis-je à un de mes camarades retiré du service, que  
» je rencontrai le 2 décembre, je veux d'abord voir l'armée  
» prendre sa *revanche* de 1830 et de 1848 ; après cela, Dieu fera  
» le reste.

» J'augurai que l'armée ferait payer cher aux Parisiens les  
» affronts de 1830 et les humiliations de 1848. *Mon cœur de soldat*  
» s'en réjouit. »

Cet horrible Mauduit, qui a écrit les lignes précédentes  
aux pages 148 et 149 de *la Révolution du 2 décembre*, se  
glorifie des assassinats commis par son fils, aide de camp  
du général de Cotte ; et il avoue que, pendant le massacre,  
il était entré dans l'église de Saint-Roch afin *d'attirer les*  
*bénédiction*s de Jésus-Christ et de la Vierge sur les massa-  
creurs et leur *digne* chef !

La province ne perd pas pour attendre. Voici quelques  
proclamations recueillies au hasard qui prouvent que les  
complices avaient aussi de terribles instructions à faire  
exécuter.

INSTRUCTIONS AUX COMMANDANTS DES DIVISIONS MILITAIRES.

Tout ce qui résiste doit être fusillé.

SAINT-ARNAUD.

5 Décembre 1851.

DUCOS AU COMMANDANT DU *Duquesclin*, M. MALLET.

Je vous défends absolument de donner du vin aux malades  
eux-mêmes, je n'ordonnerai pas celui qu'on a distribué sans  
mon ordre.



**DUCOS AUX MEMBRES DU CONSEIL DE SANTÉ, A BREST.**

Que l'on embarque tous les malades de l'hôpital, *quelque soit le degré de leur maladie!*

**LE GÉNÉRAL FOUETTEUR HERBILLOT.**

« Le général Herbillot faisait donner le fouet aux insurgés âgés de moins de vingt ans qu'on lui amenait, et les livrait ensuite aux sergents de ville. »

(P. Mayer, *apologiste du coup d'Etat*, page 165. Histoire du 2 décembre.)

**FOY, CHIRURGIEN-MAJOR DU 6<sup>e</sup> CHASSEURS :**

« Messieurs, il ne faut rien épargner ; — tirez, sans sommation, sur les rassemblements et les curieux : c'est le vrai moyen de nous débarrasser des voyous. »

(Paroles adressées aux officiers du 6<sup>e</sup> chasseurs, le 4 décembre 1851).

**LE CAPITAINE GÉRARD, DU 7<sup>e</sup> LANCISRS :**

« Nous les avons tués par l'arme blanche (*les défenseurs de la Constitution*) ; c'était économie de poudre et de bruit. L'ordre était de ne garder aucun prisonnier. »

(Lettre adressée à M. M., à Bruges.)

Le capitaine Gérard est passé au régiment des guides.

Le commandant Vinoy, aujourd'hui général, gouverneur de Paris, a aussi son petit dossier :

**LE COMMANDANT VINOY.**

« A Saint-Étienne, la colonne du commandant Vinoy a fait de bonnes prises. Huit individus ONT ÉTÉ FUSILLÉS sans désespérer. »

(Patrie, n° du 22 décembre 1851.)

Voici sur ces crimes l'appréciation de M. H. Mayer, écrivain confident de l'Élysée :

« Il fallait non pas seulement prévenir, mais *épouvanter*. En matière de coup d'État, on ne discute pas, ON FRAPPE; on n'attend pas *l'ennemi*, on fond dessus; on BROIE, ou l'on est broyé.

» Le préfet de police avait dit clairement à tout le monde :  
» *N'allez pas sur les boulevards, car les attroupements seront dissipés par les armes et sans sommations préalables.* — CELA DIT TOUT  
» ET JUSTIFIE TOUT. »

(Hist. du deux décembre, pages 55 et 171.)

— 35 —

## V

### **Ses infamies du 2 décembre.**

Beaucoup de gens croient encore sincèrement que le 2 décembre était commandé par le salut public; que les nécessités suprêmes de la raison d'État ont tout justifié; que d'ailleurs les comices populaires ont tout lavé, ont tout amnistié. Il ne sera pas inutile, sachez-le bien, de réfuter, même sérieusement, les sophismes du crime heureux et de dissiper l'erreur des masses. Le châtiment seul, si sévère qu'il fut, ne démontrerait pas assez clairement à la conscience publique, troublée par tant de révolutions successives, la fausseté du prétexte imaginé par le coup d'État pour se machiner et s'accomplir, et la nullité absolue, l'impuissance radicale d'une ratification escroquée par des manœuvres dolosives, ou imposée par la terreur.

Il sera bon de prouver par un débat public et libre, contradictoire avec les accusés, que la société n'était pas en péril; que le salut public, invoqué comme justification ou

comme excuse, ne parlait pas ; et que l'approbation prétendue, fût-elle expresse, et non avenue, parce que, en droit, la sanction d'un crime est impossible, et parce que, en fait, le consentement allégué du peuple a été le résultat vicieux de l'erreur, le fruit impur du dol et de la fraude, l'effet honteux de la peur, un acte de faiblesse et de démence, rétracté, d'ailleurs, par l'insurrection nationale qui livre enfin les coupables à la vengeance imprescriptible de la morale et des lois.

Attendez donc le grand argument de la ratification populaire et du salut social ; et si les accusés n'osent pas le produire, provoquez-les-y ; et s'ils se taisent, soulevez d'office l'objection et répondez-y. Sera-t-il difficile de prouver que le scrutin du 20 décembre est un faux et une mystification ? de bafouer le singulier moyen de sauver la société, mis en œuvre par ces brigands ? d'établir, les codes en main, qu'ils ont attenté violemment aux bases sur lesquelles toute société repose, aux droits essentiels qui la constituent, aux garanties qui la conservent, aux institutions qui la défendent contre l'attaque des bandits ? de démontrer, enfin, qu'il n'est pas un principe de l'ordre social, liberté de conscience, liberté individuelle, sûreté personnelle, garantie de l'existence, de la propriété, pas un des droits du citoyen et de l'homme vivant en société, que ces étranges sauveurs de la civilisation n'aient violés, foulés aux pieds, anéantis ? Sera-t-il difficile de constater que le 2 décembre n'a pas même pour excuse les intentions de ses auteurs ? que le bien général ne fut pas leur but ? que les fins immondes de leur crime aggravent encore la criminalité de leurs moyens ?

qu'ils ont attenté aux lois, à la liberté et à la vie des citoyens uniquement pour se saisir des caisses pleines ? que ces héros de probité, ces grands prêtres de la morale, ces sentinelles dévouées de la propriété, se sont rendus coupables de parjure, de concussion, de dilapidations, de pillage et de sac du trésor public ? qu'à l'exemple des malfaiteurs qui soufflent sur les réverbères, prennent le passant à la gorge, lui demandent sa bourse et la tuent pour le dépouiller, ils ont éteint les institutions, arrêté, assassiné, dévalisé les citoyens ? et qu'enfin la société fut sauvée par eux comme l'est une maison par des voleurs qui l'envahissent, garottent les habitants, les égorgent, pillent les coffres, boivent, chantent, dansent, violent les filles, font orgie sur les cadavres et mettent le feu aux quatre coins avant de fuir ?

L'approbation, même éclairée, volontaire et libre, d'un crime, est nulle en soi. Que sera-ce donc si la ratification a été surprise à l'ignorance, extorquée par le dol et la fraude, ou imposée par la force ? Pas de consentement, s'il n'a été donné que par erreur ou par contrainte.

Qui donc oserait dire que le scrutin du 20 décembre a été libre et éclairé ? l'opération probe et sincère ? le dépouillement de l'urne loyal et véridique ? Où était la presse indépendante ? La parole publique était le privilège exclusif des auteurs du crime et de leurs complices. Nul ne pouvait dire un seul mot, encore moins l'écrire. Défense était faite d'imprimer des bulletins négatifs ; quiconque les aurait colportés ou distribués aurait été frappé comme coupable, sans quartier. Les masses ont été trompées par des calomnies que personne n'a pu démentir, ou

contraintes par des violences qui répandaient l'effroi partout. Or, quand la terreur l'interroge, le peuple souverain répond toujours comme un esclave. La peur présidait aux comices et des faussaires tenaient les urnes; le vote du plébiscite est, tout à la fois, le fruit d'une falsification et le résultat honteux d'une lâcheté. Ce n'est pas un consentement au crime, une ratification de l'attentat, une amnistie, un bill d'indemnité et d'innocence. Le forfait est resté, après le 20 décembre, ce qu'il était avant, et les coupables appartiennent à la loi aussi justement que s'ils avaient été réprimés dans leur tentative et saisis par la vindicte publique en pleine exécution de leur crime et la main dans le sang des citoyens.

En admettant que la volonté de la nation ait été indépendante et comme illuminée soudainement, son vote n'implique pas la justification de l'attentat. La majorité elle-même n'avait pas le pouvoir d'aliéner la souveraineté de tous, contre la volonté du petit nombre, au mépris du droit de la minorité, resté entier.

Les chefs militaires pouvaient et devaient briser leur épée. Les fonctionnaires civils pouvaient et devaient se soustraire, par leur démission, à l'exécution d'ordres coupables. Ils sont responsables de leur obéissance qui a été volontaire; ils sont criminels et condamnables.

Il y a, en France, une tribu de parasites, étrangers à la nation et vivant de sa substance, gent sans foi ni loi, toujours prête à ruiner les familles, à égorger les citoyens, pour conserver un grade, une place, ou pour s'élever. Les fonctionnaires publics se sont habitués à considérer leur

charge comme une propriété sacro-sainte. Quand on leur reproche d'avoir obéi à des commandements criminels, ils vous répondent : « Il faut que nous vivions ! » — Le sens moral est descendu si bas, à votre époque, qu'on admet volontiers cette excuse odieuse. On trouve tout naturel que, pour garder une position, un traitement, ces messieurs-là, attendent de gaité de cœur à la liberté, à la fortune, à la vie des citoyens. Il est temps de redresser ce préjugé et de refaire les mœurs publiques par un exemple solennel.

Le refus d'obéir à un pouvoir usurpateur, dût-il entraîner la ruine des fonctionnaires, leur obéissance à des ordres assassins est condamnable. Pour qu'ils vivent dans l'opulence et dans le crime, est-il donc juste que des milliers de victimes meurent dans le dénuement et l'innocence ? L'irresponsabilité de ces hommes malfaisants est la négation de toute justice. Avec cette indulgence parricide, la liberté politique et civile est impossible.

D'abord, les crimes ne sont-ils pas constants ?

Le complot, la haute trahison, l'attentat, le pillage des deniers publics à main armée, les abus d'autorité contre la chose publique et les particuliers, les violations de domicile, les atteintes à la liberté individuelle, la coalition des fonctionnaires, les usurpations de pouvoir, les arrestations et les séquestrations illégales, les tortures exercées sur les personnes, les détentions et les déportations arbitraires, les meurtres, les assassinats ne sont-ils pas certains ?

Et les preuves légales manqueront-elles donc contre les auteurs de tant de forfaits et les complices ?

Les actes sont là, éclatants, indélébiles comme la tache de sang que les assassins portent au front. Le *Moniteur* a publié les faits et les conserve ; les recueils officiels les ont enregistrés et les gardent ; les journaux et les historio-graphes du coup d'État les ont relevés, certifiés, légalisés. On dirait que, durant le vertige du lendemain, la presse criminelle s'était donné la mission d'informer authentiquement le procès du 2 décembre ; que les bardes du succès avaient pris à cœur de livrer à la justice les malfaiteurs auxquels ils s'étaient vendus. On ne sait qu'admirer le plus, ou de l'impudence des plumes vénales, ou de l'imprudence providentielle des criminels qui les soldaient. Tous les chantres de la victoire ont été des juges d'instruction. Est-ce tout ? Non ; les coupables ont écrit eux-mêmes leurs propres noms à côté de leurs crimes, sur leurs proclamations sauvages, au pied de leurs bulletins enivrés par le triomphe, sur leurs mandats de *justice*, sur la minute de leurs arrêtés de proscription et de leurs sentences homicides. *Confitentes reos habebitis*. Ils ont dressé de leur main leur acte d'accusation. Tenez, vous aurez trop de preuves et d'aveux. Cela n'est point un paradoxe ; car beaucoup de misérables, ivres de cupidité, se sont vantés officiellement d'infamies dont ils n'étaient pas coupables.

Prouvons régulièrement les bacchanales du crime, les massacres en masse, les égorgements en détail, les assassinats ; prouvons les fusillades nocturnes du Champ-de-Mars, les exécutions dans les caveaux des prisons, sous les voûtes sombres et sourdes ; prouvons les tortures des prisonniers dans les cachots, sur les pontons, dans les camps



africains, aux galères de la Guyane; étalons l'effroyable boucherie du 4 décembre aux yeux de la France épouvantée et des peuples rebelles à croire; conduisons-les dans le cimetière de Montmartre, devenu ce jour-là une succursale de la morgue; promenons-les sur ces herbes foulées par les tombereaux si chargés, à travers ces traînées de sang et si larges et si longues; remuez-moi ce charnier où furent déposées les victimes, la face vers le ciel; montrez ces rangées de têtes pâles et livides, ces bouches béantes et muettes, ces yeux vitrés et sans regard; cette couche immense de corps à peine recouverts de terre, faisant tremplin sous les pieds de la femme qui cherchait son mari, du fils qui appelait son père, de la mère qui demandait à ces morts le cadavre de son enfant; découvrez ces fosses mystérieuses où la chaux a brûlé tant de monceaux humains; fouillons les cimetières de l'Afrique, l'ossuaire de Cayenne; exhumons les ossements; montrons les lambeaux de chair que la mitraille a dispersés, les mares du sang qui a croupi, les ruisseaux du sang qui a coulé, les larmes qui coulent toujours; peignons le deuil des familles, la ruine des orphelins, la misère des vieux époux privés de leurs chers enfants; racontons tant de scènes déchirantes, les douleurs qui durent encore, inconsolables, éternelles, et les désespoirs qui ont fini par le suicide ou dans la folie plus affreuse que la mort; montrez, dans vos villes, la demeure et l'atelier du pauvre ouvrier déporté, vides des meubles et des outils que Louis Bonaparte a fait vendre à l'encan, et la femme et les enfants, accroupis sur le seuil de la maison où le père ne reviendra plus; montrons les agents

impitoyables de Bonaparte surveillant, pour en saisir le prix, la vente par les veuves des hardes de leurs maris morts dans l'exil ; montrez dans les champs de vos provinces, des bourgs décimés, des hameaux déserts, des cabanes abandonnées, la terre du malheureux, inculte, la famille désolée, vivant de l'aumône des voisins pauvres, quand la peur que Bonaparte inspira n'étouffait pas la pitié dans les âmes, ne glaçait pas la charité dans les cœurs ; appelons vos témoins, des bois de la Nièvre où tant de malheureux ont été traqués et égorgés ; des vallées des Alpes où tant de fugitifs ont été passés par les armes ; des gorges du Var qui a roulé tant de cadavres ; que chacun de ces témoins dise la vérité sur ce qu'il sait ; qu'il puisse déposer sans crainte devant les juges, comme il aura juré devant Dieu de parler sans haine ; que le vieillard apporte ses soupirs ; l'orphelin, ses larmes ; la veuve ses sanglots ; tous leurs vêtements de deuil, leurs misères et leurs douleurs

## VI

**Ses complices. — Magnan. — Fleury. —  
Saint-Arnaud. — Épinasse.**

C'était au mois de juillet 1851. Le coup d'État approchait. M. Bonaparte faisait prendre position à ceux qui devaient être les complices de son crime. Magnan remplace Baraguay d'Hilliers dans le commandement de l'armée de Paris.

Cette nomination causa une certaine émotion dans l'Assemblée. La moralité du personnage y était trop connue pour qu'on ne vit pas là un symptôme inquiétant. Mais les moins défiants se trouvèrent rassurés par un ordre du jour où M. Magnan parlait en assez bons termes du respect des lois. Tous ces hommes ballottés entre la peur de la République et la peur de Bonaparte se contentaient de peu en pareille matière. Celui-ci le savait bien, et il agissait en conséquence.

M. Bonaparte est d'une dissimulation si profonde; il a

mené sa conjuration avec une réserve si perfide que, selon toute probabilité, il nomma M. Magnan au commandement de l'armée de Paris sans l'initier encore au complot. Mais entre ces deux hommes, il n'était besoin d'entente ni d'engagement préalables.

Leurs antécédents, l'état désespéré de leurs affaires, leur avidité parlaient assez haut, assez clairement. Sans s'être dit un seul mot, peut-être, du crime à commettre, ils s'étaient compris et concertés, chacun d'eux y prenant son rôle, faisant ses conditions et acceptant celles de l'autre : à Bonaparte le trésor public et le pouvoir ; à Magnan une large part dans le butin.

Depuis le 2 décembre, les conspirateurs ont causé beaucoup, — rien de plus indiscret que la voie de l'orgie ; — et ce que nous savons de leurs récits concorde parfaitement avec ce que nous venons de vous donner comme une probabilité.

Ils racontent que la première ouverture directe, faite par M. Bonaparte à M. Magnan, remonte au 21 septembre seulement. Ce jour-là, je vous l'ai dit déjà, M. Bonaparte réunit, dans son cabinet, à Saint-Cloud, le commandant en chef de l'armée de Paris et les généraux de division Le Pays de Bourjolly, Renault et Saint-Arnaud. Il était décidé à faire son coup le lendemain, espérant avoir meilleur marché de l'Assemblée et du parti républicain pendant la prorogation.

Il exposa son plan, en présenta le succès comme infail-  
lible, promit à chacun grosse part dans la curée de la République, et il finit par demander si on était décidé à l'aider. Mais, comme nous l'avons dit aussi, MM. Renault et

Saint-Arnaud se montrèrent irrésolus, plaidèrent les circonstances difficiles, impossibles même, et leur conclusion fut qu'il fallait différer l'affaire. M. Magnan, au contraire, appuyé par M. Le Pays de Bourjolly, fut pour l'action immédiate.

Voyant cette division entre les hommes sur lesquels il se croyait le plus en droit de compter, M. Bonaparte en inféra, sans doute, que les choses n'en étaient pas encore à maturité, car il leva la séance en disant qu'il réfléchirait aux objections présentées; mais qu'il comptait toujours sur le dévouement de ses interlocuteurs.

Le coup fut remis à une époque indéterminée.

M. Magnan a pu être très-audacieux, très-entreprenant à vingt ou vingt-cinq ans; mais il s'est singulièrement détrempé dans la vie de désordres et d'expédients qu'il a menée depuis. Pourquoi donc opina-t-il si chaleureusement pour que le crime fut tenté sans délai?

Était-il entraîné par la passion politique? Il n'en a même jamais eu d'opinion politique. Après avoir été successivement bonapartiste, légitimiste, orléaniste, républicain, il était redevenu bonapartiste, mais sans plus tenir à ce parti qu'il n'avait tenu aux autres. Véritable condottière, il servait qui le payait, se réservant toujours, à part lui, de passer à qui le payerait davantage.

Était-il poussé par ce désir d'aventures, par cette soif de l'inconnu, qui viennent parfois à l'homme le plus sceptique? Pas davantage.

Il obéissait à des motifs beaucoup plus vulgaires.

Depuis qu'il était parvenu au commandement en chef

de l'armée de Paris, sa situation vis-à-vis de ses créanciers était devenue intolérable. Apprenant que ses appointements s'élevaient à soixante mille francs, ils s'étaient, tous ensemble, précipités sur lui, chacun avec la prétention d'être payé promptement : chacun avec la crainte que cette aubaine de soixante mille francs ne fut que passagère.

M. Magnan devait *cinq cent mille francs* ; il avait une femme et cinq enfants sur les bras, il ne lui était pas possible de satisfaire à de pareilles réclamations. Il demandait des délais, des renouvellements, des accommodements ; tous moyens dont il avait usé et abusé. On les lui refusait. Il cherchait des prêteurs ; il n'en trouvait pas.

Sans le coup d'État, il allait vite et droit à Clichy.

C'est la peur de la prison pour dettes qui lui a donné l'audace du crime.

Aussi n'a-t-il pas manqué à M. Bonaparte, au jour de l'exécution.

Le 2 décembre, à trois heures du matin, M. Magnan fut réveillé par le colonel Fleury qui venait le prévenir que le moment était arrivé et qui lui remettait cinq cent mille francs en billets de banque. « Ce n'est là qu'un à-compte, lui dit M. Fleury. — Je le crois, pardieu bien ! répondit M. Magnan ; car c'est tout juste ce que je dois. — Bah ! répliqua l'émissaire de M. Bonaparte avec son cynisme habituel, mettons la main sur la caisse ; il y en aura pour tout le monde à discrétion, et quand il n'y en aura plus, il y en aura encore. »

On sait trop comment M. Magnan contribua à l'enlèvement de la caisse.

Il fut le bras droit de M. Saint-Arnaud dans les massacres qui ensanglantèrent Paris.

Il n'a pas tenu à lui que les généraux arrêtés et le colonel Charras ne fussent fusillés dès le 2 décembre. Des officiers de son état-major, voulant sans doute montrer par là combien il tenait à « assurer le salut de la société, » ont dit, en effet, qu'il avait insisté, avec la plus grande énergie, pour qu'on se débarrassa immédiatement de ces hommes dangereux. D'autres, sans contredire cette assertion, ont raconté, cependant, que M. Magnan montra, un instant, une grande indécision.

Ce fut lorsqu'il s'agit de signer l'ordre de faire évacuer la mairie du 10<sup>me</sup> arrondissement et d'arrêter les deux cents représentants qui y délibéraient. Mais cette hésitation fut de courte durée. Peut-être alors les yeux de M. Magnan rencontrèrent-ils, sur son bureau, quelque réclamation d'un créancier le menaçant de Clichy.

M. Fleury avait dit vrai : les cinq cent mille francs n'étaient qu'un à-compte.

Dès le 4 décembre, le commandant en chef de l'armée de Paris reçut encore trois cent mille francs. Le massacre des boulevards allait recommencer. M. Bonaparte payait une nouvelle prime d'encouragement à l'assassinat.

Examen fait du caractère et de la moralité de chacun des généraux sur qui on pensait pouvoir agir, au moment décisif, par l'appât des richesses et d'une grande fortune militaire, il fut reconnu que nul ne légitimait de plus belles espérances que M. de Saint-Arnaud. On le soupçonnait, à la vérité, quelque peu d'avoir conservé des relations

avec les princes d'Orléans; mais le commandant Fleury détruisit ces soupçons en lisant plusieurs lettres récentes où son ancien chef et compagnon de plaisirs montrait le plus grand dévouement au *prince-président*, comme on disait alors à l'Élysée. Il affirma, d'ailleurs, qu'il savait au général trop de bon sens pour rester attaché à un gouvernement tombé.

Pour de pareils choix, M. Bonaparte avait un conseil précieux. C'était le commandant Fleury, dont il avait fait un de ses officiers d'ordonnance.

Complètement ruiné par des folies de jeunesse, M. Fleury avait été tenter fortune dans les rangs des spahis et y avait mené une vie assez étrange dans l'intimité du fameux Youssouf. Par ses anciennes relations de Paris, par ses habitudes, il s'était trouvé en position de voir ce qu'il y avait de moins pur dans les cadres de l'armée.

Il avait été capitaine de spahis, à Orléansville, sous les ordres de M. de Saint-Arnaud, qui avait fait de lui le compagnon le plus intime de ses plaisirs et duquel il avait reçu large part dans les dépouilles des tribus vaincues. Il avait indiqué, tout d'abord, son ancien chef comme le premier sur lequel il fallait faire fond dans une affaire où il s'agirait, avant tout, de mettre la main sur le trésor public.

Saint-Arnaud cependant hésitait. Il hésitait non devant l'énormité du crime, mais devant les chances incertaines de l'entreprise. Il croyait à l'Assemblée une grande force et la volonté de se défendre.

On touchait à la fin d'octobre; et il allait donner, selon toute apparence, un démenti complet aux assurances de



M. Fleury et aux espérances de M. Bonaparte, quand un événement imprévu le décida à se livrer corps et âme aux conspirateurs.

Depuis quelque temps un conseiller à la cour d'appel d'Alger faisait, à Orléansville, une enquête sur certains désordres signalés dans l'administration d'un commandant de place. Les faits incriminés remontaient à l'époque où M. de Saint-Arnaud était à la tête de la subdivision et où le commandant de la place remplissait les fonctions de commissaire civil et de juge de paix. Or, il arriva que, de recherches en recherches, le conseiller en vint à trouver le nom du général compromis de la manière la plus grave.

L'affaire s'ébruita tout de suite; l'*Atlas*, journal républicain d'Alger et le *National* en parlèrent. Il était impossible de l'étouffer, alors même que la justice y eût consenti. Le gouverneur en écrivit sans retard au ministre, et tout ce qu'on put faire, ce fut d'interrompre l'enquête, sous je ne sais quel prétexte. Mais elle devait être reprise inmanquablement et prochainement.

M. de Saint-Arnaud, informé du coup qui le menaçait, accepta, sur le champ, le portefeuille de la guerre, résolu à tout tenter pour échapper à la justice qui tendait déjà la main pour le saisir.

Voilà comment il fut jeté dans la conspiration bonapartiste !

Une fois engagé dans la conspiration, il employa, pour en assurer le succès, toute la ruse, toute la perfidie, toute l'audace, toute l'activité qui se peuvent imaginer.

Depuis quelque temps, M. Bonaparte avait réuni, à Paris,

tout ce que l'armée comptait de généraux et de chefs de corps corrompus, vicieux, endettés : les Magnan, les Renault, les de Cotte, les Féray, les Garderens, les Rochefort, etc., et tout ce qu'elle pouvait fournir de plus ambitieux et de plus avide : les Marulaz, les Canrobert, les Espinasse, les d'Allouville, les Tartas, les Korte, etc.

Dès son entrée au ministère, M. de Saint-Arnaud se mit à pratiquer ces hommes, déjà circonvenus par l'Élysée, avec un art qui ne se peut trouver que dans des natures vicieuses comme la sienne et, comme la sienne, développées par une vie d'aventures et d'expédients, sans cesse en prise aux lois de la délicatesse et au Code criminel.

Plusieurs hésitaient, les uns par crainte, les autres par un sentiment de respect, de reconnaissance, d'amitié pour les généraux qui devaient être les premières victimes de M. Bonaparte. Il sut faire cesser leurs hésitations, en parlant à chacun le langage qui convenait le mieux à son caractère, à son ambition, à ses besoins, à ses vices en un mot.

Le plan des conspirateurs était arrêté, plusieurs jours avant le moment fixé pour l'exécution ; les historiens bonapartistes nous l'ont dit. Quand M. de Saint-Arnaud serrait affectueusement la main à son ami Leflo, cherchant à dissiper ses défiances, il était donc résolu déjà à donner cet ordre, dont le colonel Espinasse devait être l'exécuteur en chef : arrêter les questeurs Baze et Leflo ; et, s'ils résistaient, les tuer.

Ce trait seul suffirait à faire juger le ministre de M. Bonaparte.

M. de Saint-Arnaud n'éprouva pas plus de scrupules au sujet du général Bedeau, à l'excessive bienveillance duquel il devait de n'avoir pas été chassé, une seconde fois, de l'armée; je l'ai déjà dit.

La part qu'il a prise aux crimes de décembre est trop connue pour que j'y insiste. Elle est inscrite au *Moniteur* même en lettres de sang.

La représentation nationale violée; les représentants enlevés de leur domicile, repoussés du lieu de leur séance, à coups de baïonnette, voiturés dans les voitures à forçats, incarcérés en masse; le sang des citoyens ruisselant sur le pavé de Paris; les prisons encombrées; la presse égorgée, le règne des lois remplacé par celui d'une soldatesque ivre, aux ordres de généraux gorgés d'or; la proscription frappant les têtes les plus illustres comme les plus humbles; la terreur partout; les massacres partout; la France en deuil, la France déshonorée devant les contemporains et devant l'histoire; tel est le grand œuvre dont M. de Saint-Arnaud fut le principal ouvrier.

Oui, c'est ainsi qu'il a coopéré au salut « de la religion, de la famille et de la propriété, » lui l'ex-légitimiste exalté, le chassé des gardes du corps, l'ex-pensionnaire de Sainte-Pélagie, l'ex-histrien, l'ex-orléaniste courtisan des princes, l'espion de Blaye, l'ami du général Rulhière et du général Bedeau, l'inculpé d'Orléansville! Allons! curés, évêques du catholicisme, de l'encens, de l'eau bénite sur tout cela! Saint-Arnaud y a droit autant que Bonaparte.

Espinasse aussi attendait le coup d'État.

Le 2 décembre, dès trois heures du matin, il fut averti

que le moment d'agir était venu par M. Persigny, qui le réveilla par ces mots : « Demain, général de brigade, aide de camp du prince à trente mille francs par an ; aujourd'hui, cent mille francs que voici en billets de banque et bientôt, tout autant. A vous d'aller fermer les portes de l'Assemblée, et de prêter main forte à l'arrestation des questeurs ! »

M. Espinasse avait prévu cette visite, a-t-il raconté depuis, sur un mot que lui avait dit la veille, à l'Élysée M. Bonaparte, et sur la recommandation expressément réitérée que celui-ci lui avait faite de ne pas s'absenter de son logement avant huit ou neuf heures du matin.

Il prit le paquet de billets de banque des mains de M. Persigny, s'assura qu'il y en avait bien pour la somme indiquée, revêtit son uniforme, reçut ses instructions, et, tout en écoutant l'agent de M. Bonaparte, raffermir sa résolution par plusieurs verres d'eau-de-vie.

Le tour de service des corps alternativement chargés de la garde du palais de l'Assemblée avait été récemment changé et réglé par M. Saint-Arnaud, de manière que, le 2 décembre, jour fixé pour le coup d'État, cette garde fut confiée à un bataillon du 42<sup>e</sup> de ligne. Ce régiment était, en effet, celui sur lequel les conspirateurs comptaient le plus.

M. Espinasse fit immédiatement appeler auprès de lui, non le chef, mais l'adjutant-major de ce bataillon ; car le premier n'était pas sûr, et le second l'était.

L'adjutant-major venu, M. Espinasse lui montra un ordre signé par le ministre de la guerre, ordre apporté par M. Persigny et prescrivant au colonel du 42<sup>me</sup> d'occuper,

à six heures un quart précises, le palais de l'Assemblée, d'assurer l'enlèvement des questeurs par tous moyens et, *en cas de résistance de leur part, de les tuer.*

« Je vais exécuter cet ordre ; puis-je compter sur vous, dit le colonel à son subordonné ? » Mais avant que celui-ci eût prononcé un mot, M. Persigny, prompt comme l'éclair, lui tendant dix mille francs en billets de banque, ajouta : « Prenez ; et ce n'est pas tout : le *prince* m'a chargé de vous dire qu'il vous nommait chef de bataillon et que sa générosité ne s'arrêterait pas là. »

Ce fut marché conclu. Le traître s'en est vanté plus d'une fois : car l'acheteur a tenu parole.

L'adjudant-major s'engagea à faire ouvrir, sous un prétexte quelconque et à l'insçu de son commandant, au moment où M. Espinasse s'y présentait avec sa troupe, la porte du palais de l'Assemblée donnant sur la rue de l'Université ; et il retourna à son bataillon.

En attendant l'heure fixée pour le coup, M. Espinasse fit appeler successivement son lieutenant-colonel, les chefs des deux autres bataillons de son régiment, plusieurs officiers, plusieurs sous-officiers choisis parmi ceux dont l'immoralité lui garantissait le concours, tous, d'ailleurs, travaillés de longue main ; et, appuyé par les arguments, sous forme de billets de banque, que M. Persigny tirait incessamment d'un portefeuille, il les enrôla dans la conjuration.

La représentation nationale, la liberté de la patrie, l'honneur du drapeau, tout fut ainsi livré et payé comptant. Ce n'était pas sans but que M. Bonaparte avait fait enlever,

la veille, de la Banque et transporter à l'Élysée vingt-cinq millions de francs !

A cinq heures, la diane battit dans le quartier du 42<sup>me</sup> de ligne. A cinq heures et demie, il était sous les armes, rangé en bataille dans la cour. Les sergents-majors distribuèrent 10 fr. à chaque soldat, 20 fr. à chaque sous-officier, et cette distribution faite, on se mit en marche. Les prétoriens modernes allaient commencer leur ignominieuse besogne.

M. Espinasse et M. Persigny marchaient à la tête de la colonne. Au moment où ils arrivaient à la hauteur du palais de l'Assemblée, un groupe de 40 ou 50 agents de police, sergents de ville, argousins de toute espèce, les poches garnies de pistolets et de poignards, vint à eux et, après quelques mots rapidement échangés entre M. Persigny et un des agents de M. Maupas, il se plaça devant le premier peloton du 42<sup>me</sup> de ligne, avant-garde ! Le poignard assassin devant la bayonnette qui devait lui venir en aide au besoin. Le sbire devant le condottière.

La porte du palais de l'Assemblée s'ouvrit au signal indiqué. L'adjudant-major gagnait ses dix mille francs et son grade.

Le palais de l'Assemblée envahi et occupé, les questeurs arrêtés et conduits à Mazas, le 42<sup>me</sup> avait gagné le donatif de César, compté par les soins de M. Persigny. Il se mit en devoir de le boire et de le manger. Alors comme dans les cours, dans les corridors du palais d'ivrognerie et de débauche que nous venons de tracer, et qui furent le prélude

Paris et déshonora le glorieux uniforme des soldats français. Cependant, dans des appartements d'où l'on voyait, d'où l'on entendait les éclats de la joie grossière de cette soldatesque avinée, deux jeunes femmes, deux mères de famille, pleuraient sur la destinée inconnue de leurs époux violemment arrachés à leurs embrassements.

M. Espinasse n'y prit garde : il recomptait ses billets de banque, pensait à ses épaulettes de général, aux trente mille francs de rente qu'allait lui donner sa place d'aide de camp du prince ; il savourait les douceurs de ses haines jalouses et satisfaites contre les généraux avocats.

## VII

**Morny. — M<sup>lle</sup> de Montijo. — Sa belle-mère. — Assassinat du général Cornemuse. — La guerre de Crimée. — La mort de Saint-Arnaud.**

Morny fut un des nombreux bâtards de la reine Hortense, et il était fils, dit-on, de M. Flahaut, sa ressemblance frappante avec Louis Bonaparte prouvait assez son origine. C'est à lui que revient l'honneur d'avoir organisé et dirigé cette bande de flibustiers, de coquins qui fit le 2 décembre. Son frère lui en sut gré et l'en récompensa en honneur et en argent.

Bonaparte, devenu une année après empereur des Français, ne pouvait continuer à mener la vie de débauches et d'orgies comme il avait coutume de le faire, il résolut de prendre femme. Il s'adressa à toutes les cours de l'Europe qui toutes refusèrent d'accepter ce misérable dans leur famille.



Il fit alors la rencontre d'une jeune aventurière dont il voulut faire sa maîtresse ; mais celle-ci, écoutant les avis de sa prudente mère, s'arrangea de telle façon que Bonaparte en fit bel et bien l'impératrice des Français.

La moralité de la famille se trouve toute entière décrite dans les lignes suivantes de Griscelli, l'agent secret dont nous avons déjà parlé.

Mouvillon de Glimes était ambassadeur de Don Carlos à Saint-Petersbourg. A la chute de ce roi sans couronne, il s'accoupla avec la comtesse de Montijo, jeune veuve qui partageait ses convictions politiques. Ils parcoururent ensemble, accompagnés de la jeune Eugénie, l'Italie, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, etc. Tous trois descendaient au même hôtel, avaient même appartement, même table.

Les gens, en les voyant passer, disaient : Le père, la mère et la fille.

Lors du mariage de leur chère Eugénie, M<sup>me</sup> de Montijo partit pour Madrid ; de Glimes, ex-ambassadeur, devint financier. Il fonda à Chichy-la-Garenne une société en commandite, avec un capital de 6,000,000 fr., intitulée : *Produits chimiques*. Il prit la qualité de chimiste et s'empara du titre de gérant. C'était : *Produits chimériques* qu'il eut fallu dire.

Croira-t-on, et pourtant c'est la pure vérité, qu'un Espagnol, sans administration, sans employés, sans avoir une seule action imprimée, ait trouvé moyen de faire faire à ces mêmes actions fabuleuses 30 à 35 francs de prime à la cote des agents de change, et cela dans Paris.

Grâce à la fondation de cette fabrique singulière, qu'une haute protection qu'on devine aisément prit sous son patronage, de Glimes a escroqué les sommes ci-après :

Au général Schram . . . . .	30,000
Au général Fleury . . . . .	25,000
Au chambellan Tascher de la Pagérie .	30,000
Au député Belmontet . . . . .	20,000
Au député Husson . . . . .	15,000
Au colonel Thirion. . . . .	12,000
Au général Vaudrey . . . . .	10,000
Au régisseur Gélis . . . . .	10,000
A l'employé Griscelli . . . . .	72,000
A l'employé Alessandri . . . . .	10,000
A l'employé Bertova . . . . .	5,000
A M. de Bassano . . . . .	25,000
A M. de Pierre . . . . .	25,000
A M. de Lourmèl . . . . .	25,000
A M. de Wagner . . . . .	25,000
Au banquier Vallet, passage Saunier. .	450,000
Au banquier Lévêque, rue de la Victoire.	600,000
A l'agent de change Gouin . . . . .	150,000

---

TOTAL fr. 1,539,000

Un million cinq cent trente-neuf mille francs !

Le jour même où l'amant de la Montijo escroqua cette somme (à l'ombre d'une presque filiale et impériale faveur), le comte Mouvillon de Glimes passa les Pyrénées et s'en alla à Madrid auprès de son ex-compagne.

Une plainte fut déposée immédiatement entre les mains de Chaix-d'Est-Ange, alors procureur général, qui la transmit à M. Camusat de Busseroles, juge d'instruction, pour que celui-ci commençât une instruction. Mais hélas ! malgré la puissance des signataires lésés qui demandaient l'arrestation et l'extradition de de Glimes, une puissance plus forte arrêta toute plainte, déposition des témoins, etc., etc., en échange d'une commission de sénateur et d'un brevet de conseiller à la cour.

La jolie famille ! La jolie société !

Un incident dramatique vint attrister le palais de Saint-Cloud. Une discussion s'était élevée entre Saint-Arnaud et un général de service au palais, nommé Cornemuse, au sujet de la disparition d'une somme de cent mille francs et d'une tabatière enrichie de diamants que l'empereur avait déposées sur une cheminée d'une des salles du palais. Trois personnes seulement, Saint-Arnaud, Cornemuse et le roi Jérôme, avaient pénétré dans l'appartement. Cornemuse offrit de faire la preuve qu'il n'était pas l'auteur de cette soustraction. Saint-Arnaud entra alors dans une grande colère, déchargea son revolver sur le général et le tua sur le coup. Les journaux enregistrèrent le lendemain la mort du général Cornemuse frappé d'apoplexie.

Quelques temps après, Bonaparte déclare la guerre à la Russie. Saint-Arnaud était nommé général en chef des armées et mourut à la bataille de l'Alma. Il emporta dans la tombe le secret de l'oncle et bon nombre de ceux du neveu.

## VIII

**Complot de l'Hippodrome. — Complot de l'Opéra-Comique. — Attentat de Pianori. — Son exécution. — Assassinat du malheureux Kelsch. — Tentative de Bellemarre. — La machine infernale de Périnchies. — La Marianne. — Arrestation dans les départements (1852-1857).**

La police, qui joua un rôle considérable pendant la durée de l'Empire, apprit tout à coup qu'un complot s'était formé pour s'emparer de l'empereur. L'Hippodrome était choisi comme lieu d'exécution. Tous les conjurés furent arrêtés et le coup avorta.

Les arrestations opérées, la police ne pouvait rester calme; elle rêva un nouveau complot. Griscelli nous raconte ainsi l'affaire de l'Opéra-Comique.

« La France et Paris se rappellent encore le calme parfait qui régnait dans l'Empire français pendant la guerre de Crimée. Tous les partis se donnaient la main pour combattre le colosse russe. La police, elle, s'occupait à faire

des victimes et à semer des larmes là où l'on ne voyait que paix, concorde et travail. Elle prit surtout pour but de ses manœuvres deux grandes fabriques où les commandes de la France et de l'étranger affluaient. Par ordre supérieur, deux *espions provocateurs* durent se faire agréer comme ouvriers : l'un, Lagrange, sous le nom de Jules entra dans la fabrique Réné-Caille, quai Billy ; l'autre, Platot, sous le nom de Martin, fut agréé dans la fabrique de chaises et fauteuils en fer à la barrière de l'Étoile. Ces deux agents avaient pour consigne d'être d'une exactitude modèle dans leur travail ; ils devaient seulement faire de la politique pendant les repas et les jours de fêtes. Ils ne devaient se rendre à la préfecture que les dimanches soir, après minuit, pour y recevoir de nouvelles consignes, de l'argent et y donner leurs renseignements ; ils devaient payer à boire à ceux qui se laisseraient embaucher ; ils devaient correspondre entre eux d'une manière ostensible, afin de faire croire qu'on était à la veille d'une grande révolution, et qu'on devait se défaire à jamais, soit par l'assassinat, soit par l'enlèvement de Napoléon et de l'Espagnole. Lorsque les deux agents eurent des signatures assez nombreuses pour faire croire à la Cour et aux gens timides que les partis conspiraient, ils donnèrent rendez-vous à leurs victimes à l'Opéra-Comique, un jour de représentation par ordre.

» Leurs Majestés impériales y arrivèrent à 8 heures ; les arrestations commencèrent à 9 heures. Avant la fin du spectacle, la police de Piétri avait incarcéré cinquante-sept ouvriers des deux fabriques sus-désignées.

« De nombreuses condamnations furent prononcées, même contre des personnes étrangères au complot. La police ne voulait pas perdre la main à ces sortes d'affaires et immédiatement le bruit d'une tentative d'assassinat sur la personne de l'empereur se répandit dans Paris. »

Un malheureux, Pianori, cordonnier de profession, arriva à Paris et se logea rue de la Galande. Ne parlant pas le français et ne trouvant pas d'ouvrage, il tomba dans une misère complète. Dans le même hôtel que lui demeurait un de ces misérables connus sous le nom d'agents provocateurs. L'espion commença par plaindre Pianori, lui donna de l'argent, lui paya à manger, à boire surtout, et pendant qu'il était ivre, l'agent l'excita contre Napoléon.

L'employé de la préfecture prit un tel ascendant sur l'Italien, que ce dernier, croyant avoir trouvé un Dieu bienfaisant, se serait jeté dans la Seine plutôt que de désobéir à son bienfaiteur qui le nourrissait et le logeait sans travailler.

Le jour de l'attentat, Pianori, ivre d'absinthe, est conduit par l'agent aux Champs-Élysées; on lui met à la main un revolver et il tire trois coups sur Napoléon.

Arrêté, jugé et condamné à mort. Le jour de son exécution, à six heures du matin, au moment où la tête de Pianori tombait dans le panier, le *Moniteur* annonçait à ses lecteurs que Hébert était fait chevalier de la Légion d'honneur pour services exceptionnels.

Pianori est le premier individu qui ait tenté seul d'assassiner l'empereur. Griscelli raconte cependant dans ses mémoires qu'un nommé Kelsch, ancien déporté, était rentré

et se fit conduire chez son frère, en descendant les boulevards jusqu'à la Madeleine, la place de la Concorde, boulevard des Invalides, rue de Vaugirard, etc. Aussitôt que sa voiture arriva à la porte, toute la famille descendit précipitamment, lui sauta au cou et le fit entrer dans la maison, en renvoyant la voiture.

» Deux heures environ après, il sortit accompagné de son frère et ils se rendirent rue du Transit, 43, chez Desmaret, restaurateur. Là également on le fêta. La demoiselle surtout ne le quittait pas, et prit le café avec les deux frères pendant que, dans un cabinet attenant à la salle, je mangeais une côtelette que je payai d'avance.

» Dès qu'ils eurent pris le café, ils sortirent pour se rendre aux Champs-Élysées chez Crémieux, loueur de chevaux. Là les deux frères se quittèrent, et je saisis au vol les paroles de Kelsch.

» — La police de Napoléon est trop bête pour me trouver : elle me croit endormi à Londres. Il est inutile que je couche chez Girard, je viendrai coucher à la maison. Ne crains rien ; à ce soir !

» Pauvre Kelsch, il ne savait pas que ses paroles seraient recueillies justement par un agent de police de Napoléon, chargé de ne pas le perdre de vue, et qu'avant peu il aurait le désagrément de se trouver face à face avec lui. Quoique je ne veuille pas anticiper sur les événements, j'annoncerai à mes lecteurs qu'en entrant chez Desmaret, j'eus un éblouissement si fort que je faillis me trouver mal. Était-ce un pressentiment du drame qui devait s'y jouer quelques jours après ou bien qu'était-ce ?

» En voyant sortir Kelsch à cheval de chez Crémieux, et se diriger vers les Tuileries, je courus rue Montaigne (aux écuries impériales), fis seller un cheval et me rendis place de la Concorde, où, à mon contentement, je retrouvai l'assassin chevauchant en cavalier accompli sur un cheval pur sang.

» A deux heures précises, Sa Majesté impériale, le colonel Fleury et le capitaine Merle arrivaient sur la place, en venant par la rue de Rivoli. Kelsch, qui se trouvait alors vers le pont Royal, accourut au galop au devant de Napoléon. J'étais déjà derrière lui, la tête de mon cheval touchait la croupe du sien, quand l'empereur passa près de nous. De la main gauche je tenais les rênes de mon cheval, la main droite était sur le manche de mon poignard.

» Kelsch ne fit aucun mouvement : sa mort ne devait pas arriver aux Champs-Élysées.

» Aussitôt que Sa Majesté impériale fut passée, elle prit le galop de chasse jusqu'à l'Arc-de-Triomphe. Plus de trente cavaliers suivirent avec Kelsch et moi jusqu'au lac ; là, Napoléon, voulant se débarrasser de la foule qui l'entourait, prit de nouveau le galop jusqu'à la porte Maillot. Puis nous descendîmes au pas jusqu'au pont de Neuilly et l'on rentra aux Tuileries par le parc Monceau et le faubourg Saint-Honoré. Kelsch nous quitta rue de la Paix.... Je ne répéterai pas tous les incidents que cette surveillance occasionna pendant quinze jours et quinze nuits, ce serait allonger ce chapitre déjà trop long. Mais je tiens à ce qu'on sache que Kelsch fut constamment gardé à vue : J'ai mangé à la même table, pris bien souvent le café dans le



même cabinet ; à cheval, en voiture ou à pied nous n'avons jamais cessé de nous voir, et jamais le séide, tant il était aveuglé de l'idée de son assassinat, ne s'est aperçu qu'il était surveillé. Toutes les lettres qu'il recevait de Londres et celles qu'il écrivait étaient décachetées, lues et envoyées ensuite à leurs adresses.

» Sa Majesté impériale, qui m'avait appelé plusieurs fois pendant ce temps, me fit mander le 14, au matin, dans son cabinet. Pendant que j'y étais, M. Piétri y arriva pour donner connaissance d'une lettre que Kelsch écrivait à Mazzini pour lui annoncer que l'empereur serait assassiné dans deux jours. Malgré les prières du préfet de police qui voulait faire arrêter Kelsch immédiatement, Napoléon refusa, m'ordonnant seulement de changer de cheval pour la sortie, à deux heures, qui aurait lieu comme à l'ordinaire vers le bois de Boulogne.

» A l'heure indiquée, pendant que Kelsch, en casquette, bottes à l'écuyère, jaquette verte, sous laquelle il perçait quelque chose, faisait caracoler son cheval, Sa Majesté impériale et M. Fleury arrivaient sur la place de la Concorde. En les voyant, Kelsch se porta au triple galop vers eux, qui, voyant cela, prirent l'avenue de l'Étoile à fonds de train. J'eus le temps de dire aux jockeys de serrer de près Sa Majesté impériale et de ne laisser passer personne devant eux. En arrivant au bois de Boulogne, commença un steeple-chasse furibond. Murs, ruisseaux, allées, lacs furent tournés et franchis au triple galop. Les promeneurs qui nous voyaient passer disaient que le chef de l'État était ou fou ou ivre...

» Hélas ! il n'était ni l'un ni l'autre... Mais il avait peur pour sa vie. Après trois heures d'une course effrénée, nous passions la porte Maillot pour rentrer aux Tuileries. En passant par l'avenue de l'Étoile, nos chevaux étaient blancs d'écume. En remontant l'avenue, celui de Kelsch refusa de marcher, malgré les éperons et la cravache de son cavalier. La vue de ce cheval qui refusait d'avancer m'inspira une idée irréfléchie et audacieuse. Je piquai des deux pour dépasser Sa Majesté impériale. En passant à côté d'elle, je saluai en criant :

» *Vive à jamais les Napoléon ! l'assassin est vaincu !*

» Sa Majesté impériale se retourna et, voyant que le séide payé était resté au bas de la côte, m'ordonna de le suivre au château. En rentrant dans son cabinet, Napoléon, baigné de sueur, ouvrit un tiroir et me donna 5,000 francs en me disant.

» — Allez vous reposer ; on aura besoin de vous ; envoyez-moi Piétri.

» Une heure après, ce dernier venait m'éveiller rue des Moulins, pour m'ordonner de venir à son cabinet à minuit.

» Minuit sonnait quand je me présentai à la préfecture, où je fus étonné de trouver quarante agents de sûreté que le chef de la police voulait m'imposer pour arrêter Kelsch. Après une vive discussion devant le préfet, je consentis à en prendre trois avec moi, et même je dis que si l'on voulait Kelsch mort, je n'avais besoin de personne.

» Hébert, Letourneur et moi, nous sortîmes du cabinet avec mandat d'arrêter l'assassin, mort ou vif. A six heures précises, encore un vendredi, nous arrivions chez Desmaret,

où notre homme venait tous les jours prendre l'absinthe : nous y commandâmes un dîner pour six personnes. A huit heures arrivait un certain Morelli, qui venait de Londres pour assister à la curée de l'empereur ; il demanda à Desmaret où était Kelsch. On lui répondit qu'il arriverait à neuf heures. A l'heure dite, Kelsch arriva. Pendant qu'il prenait son verre, j'ordonnai à Letourneur d'arrêter Morelli ; Hébert et moi nous empoignâmes Kelsch qui, quoique nous fussions à deux, nous échappa à travers la salle à manger, le salon, les chambres et, sautant par une fenêtre, tomba en dedans du mur d'enceinte au fond duquel se trouvait une porte. Si cette porte eût été ouverte, l'assassin était sauvé, la surveillance de quinze jours était perdue. Mais nous étions un vendredi, la maison Desmaret portait le n° 13, j'avais eu deux éblouissements : il devait y avoir du sang, et il y en eût. Ne pouvant pas se sauver par la porte et sentant que son crime était découvert, Kelsch, en homme de cœur, voulut vendre chèrement sa vie. Il s'arrêta, arma un pistolet. Je fis comme lui ; nous étions à trente pas l'un de l'autre ; les deux coups ne firent qu'une détonation. Il tomba baigné dans son sang, ma balle lui était entrée entre le nez, le front et l'œil droit, et lui était sortie derrière l'oreille gauche. La sienne m'avait sifflé à l'oreille. Son complice Morelli accourut au coup de pistolet. Pendant qu'il sautait dans le mur d'enceinte, je lui cassai l'épaule avec mon autre pistolet.

» A dix heures, les deux mandataires de la révolution étaient dans la cour de la préfecture. M. Piétri me sauta au cou et courut annoncer la nouvelle aux Tuileries et aux

ministres qui, à cause de la première tentative, attendaient tous avec impatience la nouvelle de cette importante arrestation. »

Pianori trouva bientôt un imitateur. Un cordonnier nommé Bellemarre, venait de sortir de Bicêtre où il était enfermé comme aliéné depuis quelque temps; il attendit l'empereur à la sortie du Théâtre-Italien et tira sur sa voiture. De nombreuses arrestations furent faites à cause de cette tentative. Quant à Bellemarre, on n'entendit plus parler de lui. Est-il mort à Bicêtre, vit-il dans quelque cabanon, nul ne le sait.

En août 1855, la cour d'assises de Douai jugeait les accusés d'un complot découvert à Périnchies près Lillé. Les deux frères Jacquin étaient accusés d'avoir miné le pont du chemin de fer pour le faire sauter lors du passage de l'empereur. Mais les deux accusés s'étaient réfugiés en Belgique et le gouvernement belge refusa leur extradition.

Une émeute qui éclata à Angers fait découvrir une nouvelle société secrète, *la Marianne*. Cette société embrassait plusieurs départements du sud-est. *La Marianne* désignait la République. Nombreuses arrestations furent encore faites dans les départements à cause de cette association.



## IX

**Naissance de mon fils.—Marguerite Bellanger et les papiers secrets.—L'exécution d'Orsini.—Le programme du guillotiné.— La loi de sûreté générale. — Déportation en masse des citoyens.— Le préfet Pougead-Dulimbert.— Le contre-amiral Fourichon. — La guerre d'Italie.—La paix de Villafranca et les casques prussiens. — La guerre de Chine. — La guerre du Mexique. — Mort de Maximilien. — Déjà Bazaine.**

Le 16 mars 1856, l'empereur avait un héritier. Les papiers secrets trouvés aux Tuileries après la fuite de cette famille maudite, laissent des doutes considérables sur l'existence de la vraie mère de celui qui fut le prince impérial. La lettre suivante, écrite par Marguerite Bellanger, maîtresse de l'empereur, à M. Devienne, semble désigner assez qu'il est question du futur Napoléon IV.

« Monsieur (*Devienne*),

» Vous m'avez demandé compte de mes relations avec l'empereur, et, quoi qu'il m'en coûte, je vais vous dire la vérité. Il est terrible d'avouer que je l'ai trompé, moi qui lui dois tout, mais il a tant fait pour moi que je vais tout dire. Je ne me suis pas accouchée à sept mois, mais bien à neuf. Dites-lui bien que je lui en demande pardon. J'ai, Monsieur, votre parole d'honneur que vous garderez cette lettre.

» Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

» M. BELLANGER. »

— Dans les derniers mois de 1857, le comte Orsini, désireux de voir l'Italie *une* des Alpes à l'Adriatique, avait fait demander à l'empereur, par le prince Napoléon son ami, de bien vouloir faire intervenir la France pour l'exécution de ce projet. Sur le refus formel de Bonaparte, Orsini résolut de se venger. Dans ce but, il fabriqua des bombes avec une poudre fulminante dont il était l'inventeur, et, accompagné de trois hommes dévoués à sa cause, les nommés Pieri, De Rudio et Gomez, il attendit l'empereur à l'entrée de l'Opéra, lança ses bombes sous les voitures de la cour. L'explosion fit de nombreuses victimes sans atteindre celui contre qui les bombes étaient dirigées. Le procès fut immédiatement instruit; trois complices furent condamnés à mort et exécutés.

Quelle belle occasion pour l'Empire, pour frapper la France d'une terreur effroyable! Espinasse, de triste mé-

moire, est nommé ministre de l'intérieur et de la sûreté générale ; on ne pouvait faire un meilleur choix.

« Le ministre de l'intérieur et de la sûreté générale commença par mander tous les préfets à Paris. Il reçut chacun d'eux en audience particulière. Voici le dialogue échangé entre ces fonctionnaires et le général Espinasse : — Vous êtes préfet ? — Oui, Son Excellence. — De quel département ? — De la Sarthe (1). — Ah ! vous êtes préfet de la Sarthe (il consultait une liste où les départements étaient inscrits avec des chiffres en regard) ; la Sarthe, *tant* d'arrestations. — Mais, monsieur le ministre, qui faut-il arrêter ? — Qui vous voudrez, je vous ai donné le nombre, le reste vous regarde. » Les préfets s'empressèrent de mettre à exécution ces instructions sommaires.

L'affaire d'Orsini avait prouvé, de la façon la plus irréfragable, que la France était restée complètement étrangère à l'attentat du 14 janvier. Les vrais coupables punis, le gouvernement aurait dû, semblait-il, se tenir pour satisfait ; mais la demande faite par l'empereur du dossier du procès de la machine infernale, indiquait que les traditions et la politique du Consulat et de l'Empire seraient encore suivies, et que Napoléon III profiterait de l'occasion pour frapper les républicains, comme le premier consul Bonaparte profita du complot légitimiste de la rue Saint-Nicaise pour déporter les débris du parti de la révolution.

Le Sénat ne s'opposa nullement à la promulgation de la loi, et un décret impérial, du 27 février 1858, la rendit

(1) Ou tout autre nom. (*Taxile Delord* histoire du second empire).



exécutoire sur toute l'étendue de l'Empire français. Les prisons cependant étaient pleines avant le décret et même avant la présentation de la loi. Les membres restants du *Comité de résistance*, Louis Combes, Eugène Fombertaux, Frédéric Gérard, Chardon, Goudouneche, G. Tilliers et quelques autres, furent désignés les premiers à la police. Frédéric Gérard, employé au ministère de la guerre, naturaliste distingué, était mort ; les agents surprirent par leur visite sa famille encore en deuil. M. Chardon, instituteur, fut arraché à la prison par son frère, officier d'artillerie ; Fombertaux fut emporté par la voiture cellulaire sans avoir pu dire adieu à sa femme ; Goudounèche, maître de pension, ancien rédacteur en chef du journal *l'Avenir*, subit le même sort ; M. Georges Tilliers, homme de lettres, traîné de prison en prison, tondu, rasé, jeté à la Roquette, attendit, au milieu des condamnés, dont il portait le costume, le départ de onze forçats avec lesquels il fut conduit à Marseille. Sa mère et sa fiancée étaient, pendant ce temps-là, jetées dans une prison de Nevers : M. Benjamin Gatineau, rédacteur en chef du *Guetteur de Saint-Quentin*, et plusieurs autres journalistes des départements furent arrêtés et prirent également le chemin de Marseille et de l'Afrique.

Pour donner une idée de ce qui se passa alors dans toute la France, nous citerons une page de l'ouvrage de M. C. Ténor et A. Dubort (1).

« Les voilà, ces hommes chassés de leur patrie, arrachés

(1) LES SUSPECTS EN 1858.

» à leur famille, à leurs amis, jetés dans les cachots et  
» transportés en Afrique.

» Qui sont-ils ? Nous ne craignons pas de le dire : ils  
» sont tous d'honnêtes gens, contre lesquels nous défions  
» qu'on relève le moindre délit ! Médecins, avocats, offi-  
» ciers ministériels, négociants, artisans, ils ne s'occu-  
» paient plus de politique : qui donc s'en occupait depuis  
» 1852 ! Ils descendaient, non pas gaiement, comme on le  
» leur conseillait, le fleuve de la vie, mais laissant à d'au-  
» tres le souci des affaires publiques ! Ils regrettaient le  
» passé, et ils s'en font gloire, mais en silence.

» Les uns étaient couchés, moribonds, sur leur lit de  
» douleur ; les autres vivaient retirés au fond de leurs  
» montagnes, évitant avec soin jusqu'au mot qui pouvait  
» donner prise aux gendarmes. Ceux-ci revenaient, depuis  
» quelques mois à peine, d'exil, de Cayenne ou de Lam-  
» bessa : ceux-là étaient morts depuis des années !

» Une nuit, entre minuit et deux heures, à peu près  
» partout, le jour anniversaire de la révolution de février,  
» on va frapper à la porte des vivants et jusqu'aux tom-  
» beaux des morts ! « — Qui va là ? — La police. — Que me  
» veut-elle ? — Tu es républicain ? — Il ne m'est pas per-  
» mis de le dire. — Tu l'es, tu as défendu la République en  
» 1848, la Constitution et la loi en 1851. Suis-moi, tu es  
» un gibier de prison, un pensionnaire désigné de Cayenne  
» ou de Lambessa ! viens, et suis-nous, la chaîne au cou  
» et les menottes aux mains ! Tu es malade ? tu vas mou-  
» rir ? En voiture cellulaire, c'est bien bon pour un répu-

» blicain ! — Mais pourquoi ? — L'italien Orsini a tiré sur  
» l'empereur.

» — Et toi, qui es-tu ? — Vous demandez mon père ?  
» il est mort depuis deux ans. Mon mari ? Il est dans une  
» maison de fous. Mon frère ? Il est aux États-Unis. Mon  
» autre frère ? Il est encore en Afrique, où vous l'avez  
» transporté en 1852.

» — Ton père est mort ? Ce n'est pas vrai, puisqu'il est  
» sur la liste. Tu soutiens toujours qu'il est mort ? Viens  
» avec nous, il nous faut quelqu'un de ce nom.

» Et ailleurs : — Et vous, Madame, vous êtes la femme  
» d'un républicain, vous êtes républicaine vous-même ;  
» votre mari revient de Cayenne ? Allons, laissez-là votre  
» mari, vos enfants, vos affections, votre ménage, vos  
» occupations ; suivez-nous au cachot et en Afrique.

» Et ailleurs encore : — Qui es-tu, toi ? — Moi ? que  
» me voulez-vous ? Et la fille aux gendarmes : — Que  
» voulez-vous à mon père ? — Retirez-vous, retirez-vous :  
» nous l'emmenons en prison. Et l'enfant et la femme  
» tombent étendus sans vie sur le parquet.

» Et ce colloque se continue, se prolonge, s'étend pen-  
» dant des mois et dans tous les coins de la France entre  
» les gendarmes et près de deux mille citoyens français. »

Le préfet, dans chaque département, prenait au hasard le nombre d'individus fixé par ordre ministériel. Les zélés bonapartistes, les gens poussés par des haines ou par des intérêts particuliers, signalaient aux préfets les individus dont ils voulaient se débarrasser. Quelques préfets s'y prirent à deux fois pour compléter leur liste : il y a eu deux dé-

portations en 1858, la première du 24 au 26 février, la seconde après cette époque. Le département du Gard fut terrorisé à deux reprises différentes: M. Pougeard-Dulimbert, préfet de ce département, avait pris une part cruelle au coup d'État comme préfet des Pyrénées-Orientales. C'était un fonctionnaire tout à fait selon le cœur d'Espinasse. La femme d'un insurgé, mère depuis huit jours, ne voulait pas révéler la retraite de son mari, elle fut sans son enfant mise au cachot, où la fièvre de lait la prit; un citoyen, espérant exciter la pitié du préfet pour cette malheureuse, lui dit qu'elle se mourait et que ses soins allaient éclater : « C'est ce qu'il faut, répondit-il, son secret sortira par là. »

M. Pougeard-Dulimbert, peu de temps après avoir pris possession de la préfecture du Gard, reçut comme tous ses collègues, après l'attentat d'Orsini, un paquet de lettres de cachet signées en blanc; comme il ne se souciait pas de se mettre mal avec la bourgeoisie nîmoise, il choisit ses premières victimes parmi les citoyens les plus obscurs.

M. Eugène Ducamp (1), condamné de 1852, réfugié en Suisse et rentré au bout de trois ans sur la foi d'un sauf-conduit qu'il n'avait ni sollicité ni payé, donnait prise autant que qui que ce soit aux mesures dite de sûreté, mais il appartenait à une des meilleures familles de Nîmes. Il fut d'abord épargné. Malheureusement il était devenu depuis deux ans, à la suite de sacrifices d'argent très-importants, agent général de la *Compagnie du Phénix*, poste

(1) Aujourd'hui membre du Conseil général du département du Gard.

qui lui donnait par an près de 30,000 francs de bénéfices et dont le portefeuille, propriété du titulaire, valait plus de 150,000 francs.

La place était belle ! le préfet promettait depuis longtemps une place de receveur particulier au maire de Nîmes, qui, outre une promesse formelle, invoquait de grands services, entre autres celui d'avoir accepté les fonctions de maire, dont personne ne voulait. Le gouvernement l'avait décoré, c'est vrai, mais cela rapporte peu. La place d'agent général de la *Compagnie générale du Phénix* valait mieux.

M. Eugène Ducamp, deux mois après la première razzia du général Espinasse, le 24 avril vers midi, se promenant sur le boulevard, devant la porte de ses bureaux, fut accosté par un individu de mauvaise mine, râpé, canne à la main, col de crin, moustache grise en brosse, qui lui dit de la part de M. le préfet que celui-ci désirait lui parler. Arrivé à la préfecture, il se trouva en présence non du préfet, mais du commissaire central qui lui dit :

« Vous me voyez navré, j'ai une bien triste mission à  
» remplir ; chargé de veiller sur votre conduite, je ne puis  
» que vous en louer, mais il faut que quelque mauvais  
» drôle vous ait dénoncé, et je suis obligé de vous arrê-  
» ter. »

» M. Ducamp répondit : J'ai été appelé en audience par  
» le préfet ; a-t-il voulu me tendre un guet-apens. S'il n'est  
» pas un misérable, il faut que je le voie, que je lui parle ;  
» c'est à lui que j'ai affaire. Le commissaire reprit : Le pré-  
» fet est occupé, vous lui écrirez de la prison ; du calme.  
» Le plus sage est de vous rendre tranquillement à la

» maison d'arrêt comme vous êtes venu ici, sans bruit  
» fâcheux, sans esclandre. ...

» Je suis venu ici en visite, de mon plein gré, voulez-vous  
» que j'aille en prison de même ! pour qui me prenez-vous ?  
» pour un voleur ! Si quelqu'un doit rougir de tout ceci, ce  
» n'est pas moi : je n'irai en prison que par la force, et j'irai  
» le front haut. »

Le commissaire fit emmener le prisonnier par quatre sergents de ville, après lui avoir remis sa lettre de cachet signée Espinasse, et portant la date de Paris 24 avril, le jour même où cette scène se passait. C'était donc une pièce signée en blanc, oubliée au fond d'un tiroir et exhumée sans motif politique.

Les gardiens attendaient à la géôle. Ils invitèrent M. Ducamp à déposer tout ce qu'il avait sur lui, sa montre, ses clefs, son argent, et comme l'un d'eux mettait brutalement la main sur lui pour le fouiller, il fit involontairement un geste de dégoût et un mouvement en arrière..... « Oh ! oh !  
» mon petit, dit le principal gardien, c'est comme ça !  
» Allons ! allons ! apportez les petites machines, nous allons  
» apprendre à ce Monsieur qu'il n'est pas le maître ici. »

Les gardiens lui mettent les fers aux mains ; un des bracelets qu'on lui passe étreignant trop un de ses poignets, il en fait l'observation. — « Tu t'y feras, mon bonhomme,  
» ça prêle ! d'ailleurs ça fait entrer l'amitié. »

Celui qui s'exprimait avec cette grossièreté avait cent fois parlé chapeau bas au prisonnier, du temps que M. Ducamp était avocat : « En avant ! » reprit le chef, et M. Ducamp fut entraîné, bousculé à travers un corridor et jeté,

la tête en avant, dans un cachot en contre-bas de deux marches ; il tomba sur ses mains enchaînées pendant que les verroux et la serrure criaient derrière lui ; il resta accroupi à terre. En jetant les yeux autour de lui, il reconnut la cellule où, quelques années auparavant, il avait vu un misérable enfant de vingt ans, que son défenseur n'avait pu sauver de la guillotine, hurler les angoisses de sa dernière nuit ; il se trouvait à côté d'un vase cylindrique de terre grossière de 50 centimètres de haut, et d'une paille immonde, éventrée en plusieurs endroits, grabat du crime et de la misère, d'où s'échappait un paille concassée et pulvérulente. Il était escamoté, supprimé, il pensait à sa fortune engloutie, à sa mère désolée mourant loin de son fils. L'humidité des dalles le fit lever. Un peu avant la nuit, on glissa près du baquet, par la porte entre-bâillée, une casserole où nageaient quelques légumes et une cuillère de bois ; il regardait cela stupidement en se disant. — « Qui sait, » tu te décideras peut-être à manger de ça demain ou un » peu plus tard. »

Soutenu par la fièvre, il allait dans l'ombre le long du mur opposé à la paille, comptant les heures une à une. Deux heures du matin sonnèrent ; il entendit passer un camion ou quelque chariot lourdement chargé ; il songea tout de suite aux voitures cellulaires. Des pas se firent entendre dans le corridor ; sa porte s'ouvrit, le gardien-chef, une lanterne à la main, pénétra dans le cachot entre deux soldats, la baïonnette en avant, et dit : « Levez-vous, vous allez partir. » Quatre gendarmes le conduisirent à la gare : deux brigades, l'arme au poing, se promenaient le long de

l'esplanade et de l'avenue ; à la gare, il fut remis à deux gendarmes qui s'installèrent avec lui dans un compartiment spécial. Il descendait à Marseille à six heures du matin et traversait enchaîné un groupe d'employés dont plusieurs avaient, l'année auparavant, collaboré avec lui à la grande assurance de la Compagnie Paris-Lyon-Marseille, et à qui il avait à cette occasion offert à dîner ; ces jeunes gens pâlirent à sa vue et il leur dit doucement « Vous savez que je ne suis pas un coquin ! »

M. Ducamp entra dans le préau de la maison d'arrêt à sept heures. Les malfaiteurs qui jouaient au bouchon, s'empresèrent auprès du nouveau venu et lui adressèrent insolemment quelques questions cyniques ; l'un d'eux, changeant tout à coup de ton, en voyant le silence méprisant du nouveau venu, lui dit : « Ah ! vous êtes un politique, venez ! vous avez là-bas un camarade. »

Ce camarade était un brave ouvrier cordonnier d'Orléans, nommé Lenormand, qui, assis sur une marche, lisait dans un vieux livre ; il apprit à M. Ducamp qu'il partait le matin même, à neuf heures, pour l'Afrique avec un autre, et que cet autre c'était sans doute lui. Aller en Afrique en redingote noire, chapeau de soie, bottes vernies et pas un sou en poche ! M. Ducamp courut au guichet : « Pardon, Monsieur ! dit-il au guichetier, pourrais-je savoir si c'est moi qui pars ce matin avec l'honnête homme que voilà là-bas. » Un gendarme intervint : « Je vais vous le dire tout de suite, c'est moi qui mène le convoi, comment vous appelez-vous ? » M. Ducamp dit son nom. « C'est bien ça, reprit le gendarme, nous partirons à huit heures. » L'at-



tente ne devait pas être longue ; les deux prisonniers furent menés dans la cour, on leur mit les menottes et, par les rues étroites et noires du vieux Marseille, on les dirigea tout droit sur le port de la Joliette ; au débouché d'un carrefour, ils rejoignirent quinze individus enchaînés conduits par une brigade, baïonnette au bout du fusil ; c'était le convoi ; autrefois on disait *la chaîne*.

Un bateau à vapeur, ses feux allumés, n'attendait plus que le convoi pour partir ; le troisième jour, à l'aube, il touchait à Stora, qui n'est qu'un abri où l'on débarque avant de se rendre à Philippeville. Un groupe de déportés attendait, dans cette dernière ville, le courrier de Bône à Alger, le *Titan*, pour être déposés les uns à Djidjelli, les autres à Bougie. Ce navire avait été, quelque temps auparavant, le théâtre d'une scène ignoble : des prisonniers politiques furent, ce qu'on appelle, mis à la broche (1) sur le pont ; infamie inscrite injustement par les déportés au compte du commandant Leroux, du *Titan*, qui appliqua la même mesure aux déportés dont faisait partie M. Ducamp ; mais qui le fit le cœur navré et par suite d'un ordre ajouté en marge par le contre-amiral Fourrichon, commandant la marine à Alger, ancien gouverneur de Cayenne. Le frère de M. Ducamp servait comme lieutenant de vaisseau sous les ordres de cet officier général. Voulant demander la grâce de son frère à l'empereur, il sollicita un congé pour affaire de famille. M. Fourrichon lui répondit :

(1) C'est-à-dire enchaînés à la file l'un de l'autre et maintenus par une tringle de fer passée dans les anneaux de la chaîne.

« Je sais pourquoi vous voulez ce congé, vous ne l'aurez pas. »

Pendant ce temps-là, le maire de Nîmes, qui se posait comme ayant fait un voyage à Paris dans l'intérêt de M. Ducamp, disait avec mélancolie à son retour : « Le » pauvre garçon n'était pas défendable ; on m'a montré » un dossier effrayant. » La place du « pauvre garçon » était donc définitivement vacante ; rien n'empêchait cet honnête homme de la prendre pour lui. Il y fut nommé *gratuitement*, alors que des négociants très-honorables de Nîmes s'engageaient, s'ils avaient la préférence, à verser entre les mains de l'ancien titulaire des sommes variant de soixante à cent mille francs. La Compagnie confisqua le portefeuille, la propriété, la fortune de M. Ducamp et en nantit purement et simplement son successeur, sous prétexte que le gouvernement voulait avoir un agent de confiance dans ce poste important par le grand nombre de sous-agents qui en dépendent.

Peu de temps après Napoléon, mettant à exécution les idées d'Orsini, déclare la guerre à l'Autriche, entre en Italie en déclarant qu'il ne remettra l'épée au fourreau qu'après avoir rendu l'Italie libre des Alpes à l'Adriatique. Joli programme qu'il ne put exécuter malgré ses victoires successives. M. Bismark montra la pointe des casques prussiens et Bonaparte signa alors la paix de Villafranca.

Le peu d'étendue de cet ouvrage nous oblige à passer rapidement sur des faits qui appartiennent tout entier au domaine de l'histoire. La guerre de Chine restera célèbre

par suite du triste rôle qu'y joua le général en chef Cousin Mautauban : le pillage du palais d'été.

La guerre du Mexique comporte à elle seule un volume de travail. Disons donc simplement que cette guerre, aussi insensée que criminelle, a été entreprise par Bonaparte au profit d'un banquier véreux qui avait promis de gorger d'or la tourbe de ministres qui entourait ce criminel. Maximilien d'Autriche paya de sa vie l'honneur d'avoir été empereur de ce pays essentiellement républicain.

Cette guerre nous révéla encore le bonheur de posséder un illustre général qui, plus tard, devait encore rehausser l'éclat de son nom par un acte d'infamie. J'ai nommé Bazaine.

## X

**Le prince Cammérata. — Son amour pour Eugénie. —  
Assassinat du prince. — M<sup>lle</sup> Haussmann.**

Un incident extraordinaire, que nous avons omis de signaler précédemment, s'était produit au moment de l'élaboration de la loi de sûreté générale. Griscelli raconte ainsi les faits suivants :

### LE PRINCE CAMMÉRATA.

Après la formation du Conseil d'État du nouvel Empire, une séance extraordinaire fut tenue aux Tuileries, sous la présidence de Sa Majesté impériale, pour préparer la loi de sûreté générale. Un jeune membre du Conseil, d'origine italienne, prince du sang, parent du chef du gouvernement, s'éleva seul et dans une improvisation éloquente contre la

loi qu'il qualifiait de loi draconienne ; son discours serré, savamment combiné, prononcé avec feu, fit une sensation extraordinaire. Le jeune prince, bien qu'il eût parlé contre tous, fut applaudi par Napoléon et par toute l'assemblée.

Dès ce jour, le prince Cammérata fut le héros de toutes les fêtes officielles, ministérielles et bourgeoises. Son esprit élevé, son savoir, ses manières de gentilhomme, sa parenté avec le potentat, sa position, son rang le faisant admirer. Mais ce qui lui avait gagné tous les cœurs partout où il s'était montré, c'était sa modestie... Les savants, parmi les hommes, recherchaient sa société. Parmi les femmes, l'impératrice Eugénie se distinguait par la préférence qu'elle lui accordait dans les fêtes des Tuileries. C'est dans une de ces fêtes, hélas ! que le malheureux prince, ayant à son bras celle qui savait si bien l'accaparer sous prétexte de parler italien, eût le malheur de dire à sa souveraine : « Je vous aime ! » parole innocente, sans doute, si elle avait été dite en secret, mais parole imprudente, parce qu'elle fut entendue des dames d'honneur. La hardiesse était publique !... Aussi la fille de la Montijo, comme une hyène blessée, s'élança-t-elle vers son époux-empereur pour demander vengeance. A l'instant même, le prince Cammérata fut livré à l'agent Zambo qui conduisit le conseiller d'État dans son appartement et lui fit sauter la cervelle par derrière d'un coup de pistolet. M. Piétri et moi, instruits de ce qui venait d'arriver, courûmes chez le prince, mais quand nous arrivâmes il était mort.

Le préfet de police se jeta sur le corps de son ami en pleurant comme un enfant. Quelques instants après, il se

leva. Je n'avais pas versé une larme. Nous fermâmes la porte et nous passâmes par les Tuileries où l'on dansait encore. En entrant chez le concierge, j'appris que Zambo était rentré et ressorti quelques minutes auparavant.

M. Piétri et moi nous rentrâmes à la préfecture pendant que les assassins du prince dansaient aux Tuileries. Le matin, en me levant, j'eus un éblouissement sanguin. Une heure après, sans autre idée que celle de venger l'ami de mon bienfaiteur, je me présentai chez M. Piétri et lui demandai un passeport pour Londres. Il me regarda en face, puis me dit ces mots :

— Va, je t'ai compris ; que la vengeance ne se fasse pas attendre.

— Comptez sur moi si je le rencontre... je...

Il m'embrassa, me donna 1,000 francs. Cinquante heures après j'étais de retour ; Zambo, méconnaissable et poignardé, était couché sous le pont de Waterloo-Bridge.

Les polices de Londres et de Paris usèrent leurs limiers, mais ceux-ci ne purent rien découvrir.

Environ quinze jours après le bal des Tuileries, j'avais accompagné Leurs Majesté impériales à Saint-Cloud, et je me promenais dans la cour, quand Napoléon m'ordonna, par une fenêtre, de monter au salon. Dès que je fus en sa présence, Sa Majesté impériale, devant l'impératrice, me demanda :

— Connaissez-vous Londres ?

— Oui, Sire !

— Quand y avez-vous été ?

— Lorsque Sa Majesté impériale m'y a envoyé porter une lettre à M. de Persigny.

— Mais vous y avez été depuis. (Il me disait cela en me regardant en face.)

— Oui, Sire ! répondis-je en le regardant également en face, le jour où M. Piétri m'a donné un passeport.

— Ah ! je le savais bien : *Vendetta Corsa !* me dit Napoléon en me tournant le dos.

Bonaparte a tout fait pour Paris ; le vieux rentier Dumarais se perd au milieu des nouveaux quartiers qui ont surgi sous le coup de baguette de M. Haussmann.

Ce préfet à poignes et à truelle doit sa carrière au bonheur d'avoir eu deux jolies filles. La dotation Palikao, que la Chambre refusa de voter, fut un sujet de brouille entre Haussmann et son maître. Bonaparte avait promis de faire épouser l'aînée des demoiselles Haussmann par le fils de Montauban qui, moyennant la dotation, aurait accepté une paternité par trop anticipée. Le baron Perneti répara tout le malheur.

## XI

**L'incident Hohenzollern. — La guerre de Prusse. — Sedan. — Wilhemshöhe. — Bazaine et Metz. — Le Gaulois et le Drapeau. — L'incorrigible.**

Le plébisciste qui semblait accorder à Bonaparte une immense majorité, ne le satisfait cependant qu'à demi. En effet, il n'était pas difficile à remarquer que la partie intelligente de la nation protestait énergiquement par son vote contre les ignominies et les turpitudes du régime impérial.

Une diversion d'idées était nécessaire. Bonaparte accomplit l'acte le plus infâme de son règne, il déclare sans motif sérieux la guerre à la Prusse. La candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne lui sert de prétexte. La guerre commence immédiatement par les désastres de notre armée. Bonaparte vient signer à Sedan l'acte de capitulation le plus honteux que l'histoire ait jamais enregistré.

La Prusse, cependant, rendit à ce goujat de bas-étage les



honneurs dus à un souverain et l'internât dans le beau château de Wilhemshoehe ; il y fût bientôt rejoint par un homme qui venait presque de l'égaliser en infamie et en turpitude. Bazaine venait de livrer aux Prussiens, Metz-la-Pucelle. Les faits honteux de cette reddition ont été racontés très-longuement dans *l'Homme de Metz*, d'Albert Alexandre (1). Nous y renvoyons nos lecteurs.

Pendant la fin de cette guerre désastreuse, Bonaparte et ses complices, dans l'espoir d'une restauration impériale, conspirent continuellement contre le salut de la France. Deux journaux, le *Gaulois* et le *Drapeau*, devinrent à Bruxelles les organes de cette conspiration permanente. Heureusement la France a ouvert les yeux et a compris que la République seule est la forme de gouvernement qui lui convient et qui peut la sauver des désastres accumulés sur elle par vingt ans d'infamies.

La paix conclu et lorsque l'Assemblée nationale à l'unanimité proclame sa déchéance, *l'incorrigible* cherche encore les moyens d'entraîner à sa suite l'armée qu'il a trahi et vendu. Il adresse, de sa résidence en Allemagne, une lettre au maréchal Mac-Mahon, prisonnier comme lui, mais qui peut rentrer en France le front haut. (Le maréchal, il est vrai, a commis de grandes fautes stratégiques, mais à coup sûr, il est resté honnête homme, il n'a pas trahi.)

---

(1) Bruxelles, 1871. *Office de Publicité*.

Voici copie de cette lettre.

« Wilhemshöhe, 12 mars 1871.

» Mon cher maréchal,

» Au moment où vous allez rentrer en France, il est de mon devoir de vous rappeler les services de l'armée qui a si malheureusement succombé à Sedan. Il n'est pas juste que les officiers, sous-officiers et soldats qui se sont bien conduits dans les différents combats qui ont eu lieu soient privés de l'avancement et des récompenses auxquels ils ont droit.

» Depuis que je suis prisonnier, j'ai reçu plusieurs réclamations à ce sujet. J'ai éprouvé un véritable chagrin de ne pouvoir y faire droit, car l'armée de Sedan s'est bien battue, et c'est la seule qui n'ait reçu aucune récompense.

» Je crois donc qu'il vous appartient de préparer un mémoire de propositions pour les militaires qui étaient sous vos ordres et de le soumettre au ministre de la guerre à votre arrivée en France.

» Croyez, mon cher maréchal, à ma sincère amitié.

» NAPOLEON »

Cette lettre, publiée dans les journaux au moment où la révolution éclate dans Paris, inspire au journal *le Temps*, les réflexions suivantes :

« Le gouvernement donne à entendre dans ses proclamations, et plusieurs journaux croient pouvoir affirmer que

l'élément bonapartiste joue un très-grand rôle dans les troubles qui attristent Paris. Rien ne nous paraît plus vraisemblable, eu égard au caractère de l'ex-empereur, conspirateur émérite et aux moyens d'action dont il peut disposer encore. Mais, dans des circonstances aussi graves, des affirmations ne suffisent pas, et si le gouvernement a véritablement entre les mains, comme ses proclamations le feraient supposer, des preuves sérieuses de la participation des bonapartistes aux mouvements qui viennent de se produire à Paris, il doit, sans retard, les faire connaître. Les réticences seraient en ce moment hors de saison, et le devoir de s'expliquer, qui incombe au gouvernement, est d'autant plus impérieux, qu'il suffirait sans doute, pour éclairer Paris et la France, de montrer dans les événements qui s'accomplissent, la main de l'homme de décembre, qui fut aussi, nul ne le conteste, le complice de juin.

» Quant à nous, sans avoir autre chose que des défiances et des pressentiments, nous croyons que le bonapartisme est loin d'être inactif en ce moment. Et si nous avons pu conserver encore quelques doutes à ce sujet, la lettre insérée solennellement, hier soir, en tête des colonnes du *Peuple français*, les aurait certainement dissipés.

» Il est impossible de ne pas remarquer que, lorsqu'il y a moins de huit jours, l'homme de Sedan écrivait cette lettre ridicule, il ne pouvait avoir d'autre but que de se créer, parmi les prisonniers qui rentrent en France, une popularité de mauvais aloi, popularité que les derniers défenseurs

de l'Empire cherchent à exploiter au moment même où la capitale est profondément agitée. »

Oui, ce monstre, ce vieillard conspire encore, il conspi-  
rera toujours. Il trouvera toujours des complices qui vien-  
dront se grouper autour de lui pour essayer de sucer encore  
un peu le sang et l'or de la France. Veillons sur notre salut  
car le bonapartisme a encore ses *infâmes* debout, prêts à  
nous étreindre par tous les moyens, même les plus crimi-  
nels.

FIN.



## TABLE DES MATIÈRES.

### Explication indispensable au lecteur.

	Pages.
I. — Sa naissance. — Son éducation . . . . .	5
II. — Strasbourg et Boulogne . . . . .	7
III. — Ham. — Son évasion. — Son amour. — Ses en- fants. — Son séjour en Angleterre. — Miss Howard. — 1848. — Son retour en France . . .	20
IV. — Le coup d'État. — Proclamation . . . . .	29
V. — Ses infamies du 2 décembre . . . . .	36
VI. — Ses complices. — Magnan. — Fleury. — Saint- Arnaud. — Espinasse . . . . .	44
VII. — Morny. — M <sup>me</sup> de Montijo. — Sa belle-mère. — Assassinat du général Cornemuse. — La guerre de Crimée. — La mort de Saint-Arnaud . . .	57
VIII. — Complot de l'Hippodrome. — Complot de l'Opera- Comique. — Attentat de Pianori. — Son exécu- tion. — Assassinat du malheureux Kelsch. — Tentative de Bellemarre. — La machine infernale de Périnchies. — <i>La Marianne</i> . — Arrestation dans les départements (1852-1857) . . . . .	61

	Pages.
IX. — Naissance de mon fils. — Marguerite Bellanger et les papiers secrets. — Attentat d'Orsini. — Son exécution. — La loi de sûreté générale. — Déportation en masse des citoyens. — Le préfet Pougead-Dulimbert. — Le contre-amiral Fourrichon. — La guerre d'Italie. — La paix de Villafranca et les casques prussiens. — La guerre de Chine. — La guerre du Mexique. — Mort de Maximilien. — Déjà Bazaine . . . . .	75
X. — Le prince Camméрата. — Son amour pour Eugénie. — Assassinat du prince. — M <sup>me</sup> Haussman . . .	89
XI. — L'incident Hohenzollern. — La guerre de Prusse. — Sedan. — Wilhemshöhe. — Bazaine et Metz. — Le <i>Gaulois</i> et le <i>Drapeau</i> . L'incorrigible . . .	93

*L. Valet de -*

*H. Salva*

*H. Salva*

1-18-28-134-81-1  
Je dédie ces pages au lieutenant d'Infanterie Henri Salva, mon meilleur ami et l'un des plus dignes Républicains de France. Victime comme moi depuis vingt ans des injustices d'un pouvoir détesté, ayant vu sa carrière brisée par les hommes corrompus de l'Empire, il comprendra l'indignation bien naturelle qui a conduit ma plume.

Nous pouvons dire tous deux avec orgueil que les actes les plus arbitraires, pris contre nous par une autorité militaire indigne, n'ont pu nous abattre.

Nos maux sont oubliés puisque la République est fondée en France.

Une fraternelle poignée de main à Salva, actuellement prisonnier en Prusse.

EUGÈNE R...

LIEUTENANT D'INFANTERIE

Lyon, le 17 Décembre 1870.





# TRAHISON

DU MARÉCHAL

# BAZAINE

---

En 1867, une lettre signée du général mexicain Ortéga parut dans l'*Opinion nationale* ; ce général accusait Bazaine d'avoir vendu à son profit 2000 fusils et 2,000,000 de capsules appartenant à l'État ; il lui reprochait également sa monstrueuse conduite envers Maximilien, l'ex-empereur du Mexique.

A cette époque, des regards indiscrets n'avaient pas encore plongé dans la vie de Bazaine, personne cependant n'ignorait son premier mariage scandaleux ; on se demandait bien dans l'armée : Quels services ce général vient-il de rendre à la France, pour être investi subitement de la confiance de

**l'Empereur? Quelle victoire l'a rendu célèbre? Quels sont ses talents militaires? Généralement il parle peu, et quand il ouvre la bouche, ce qui lui arrive rarement, on est étonné de sa nullité.**

**Maintenant nous tenons pour vraie la lettre d'Ortégá.**

**Pour cette ignoble expédition du Mexique, source de ruines pour tant de familles françaises, pour cette expédition dégoûtante d'intérêts privés et scandaleux, l'homme du deux décembre ne pouvait mettre la main que sur un général profondément taré, il choisit donc Bazaine, et ce voleur patenté par Napoléon III a bien justifié la confiance de son digne maître.**

**La conduite de Bazaine depuis le commencement de la guerre, vient d'augmenter, s'il est possible, la couche de honte amassée sur sa tête.**

**Pauvre et malheureuse France!! Dieu dans sa colère a voulu punir tes dix-huit années de défaillance morale en mettant à la tête de ton armée des Bazaine, des Lebœuf, des Frossard et des Canrobert; est-il possible de trouver tant d'incapacité réunie à tant de lâcheté, à tant de trahison?**

**Mais la patrie se relèvera plus grande et plus puissante, elle aura puisé de nouvelles forces dans l'adversité et cette grotesque mascarade de l'Em-**

pire, et tous ces misérables cachant leur nullité sous des panaches et sous leurs grosses épaulettes, tous ces hommes sans foi et sans honneur, profondément pervertis, capables de toutes les apostasies, ces hommes, dis-je, auront servi du moins à lui donner une leçon dont elle profitera; elle ne confiera plus ses destinées aux caprices d'un maître et la République une et indivisible, ce gouvernement du peuple par le peuple, ce gouvernement qui bientôt réunira tous les peuples du monde sous ses lois, ce gouvernement sera fondé en France et pour toujours.

Dix-huit années d'oppression et de saturnales avaient commencé à abaisser notre niveau moral, le souffle empoisonné de cet empire avait corrompu beaucoup de consciences; la magistrature en partie vendue et avilie, les Préfets, Sous-Préfets, Maires et Adjoints, ces séides du pouvoir, changés en courtiers électoraux; des maréchaux et des généraux incapables, stupides, gorgés d'honneurs et de sacs d'argent; presque toutes les têtes de colonne de nos régiments à plat ventre devant l'autorité, gens poussés par une ambition sans bornes et capables de toutes les platitudes pour arriver, une armée vaillante, il est vrai, mais diminuée de moitié.

**Les quatrièmes bataillons de nos régiments en formation.**

**La garde nationale mobile non organisée.**

**Toutes nos places de l'Est sans vivres et sans armement (*Les forts et les remparts de Metz ne furent armés que les 13 et 14 août*).**

**Deux cent vingt mille hommes seulement éparpillés de Thionville à Strasbourg. Puis, sur la frontière, devant nous, prêtes à nous écraser, trois armées prussiennes de trois cent mille hommes chacune, réunies en masses profondes, des généraux capables, instruits, résolus, commandant à des troupes solides, exercées, victorieuses de l'Autriche, une artillerie formidable et bien servie, trois fois supérieure en nombre à la nôtre; voilà dans quelles conditions nous avons commencé une guerre injuste pour soutenir et relever un empire dégradé qui s'est lâchement écroulé à Sedan sous la risée et le mépris de l'Europe entière.**

**Après les désastreux combats de Wissembourg et de Freschwiller, après la sanglante affaire de Forbach où cet infâme Frossard montra tant d'ignorance et ne parut même pas sur le champ de bataille, nos affaires pouvaient encore se relever si Bazaine avait eu le moindre talent militaire, si Mac-Mahon et de Failly au lieu de précipiter leur**

retraite avaient essayé de couvrir Nancy et occupé fortement la ligne des Vosges si redoutable et si facile à défendre, en y jetant quelques milliers d'hommes résolus, commandés par des officiers éprouvés, si le chemin de fer de l'Est avait été détruit, si on avait fait sauter les ponts et tunnels, si la voie ferrée de Nancy à Strasbourg avait été rendue impraticable, si la ville de Toul, cette petite place si importante, puisqu'elle commande le chemin de fer de l'Est et présente, pour ainsi dire, la dernière barrière pouvant arrêter l'ennemi, si Toul, dis-je, avait eu dans ses murs une garnison nombreuse, si on avait construit rapidement une forte redoute sur le mont Saint-Michel qui commande la place, si au lieu de laisser soixante bouches à feu, quarante mille projectiles et trois millions de matériel dans la place de Marsal défendue seulement par deux cent cinquante soldats tailleurs et cordonniers, formant le petit dépôt et la compagnie hors rangs du 60<sup>e</sup> de ligne, on avait dirigé cette artillerie sur Metz et Thionville, ces canons, pris par les Prussiens n'auraient pas servi à bombarder Toul et à mitrailler des Français.

Mais à quoi pensait donc le général commandant la 5<sup>e</sup> division militaire? Que faisait à Nancy cette nullité appelée Général de Braüer? est-ce

**que ces deux généraux ignoraient l'existence de Marsal, place si importante, couverte par les forts d'Orléans et d'Araucourt et parfaitement garantie par les inondations de la Seille et de l'étang de Lindre? De deux choses l'une, ou ces généraux sont des traîtres ou des ânes, mais alors l'ignorance chez un général est un crime; ces deux hommes devront être mis en jugement.**

**Si Bazaine, dont les différents corps d'armée (environ cent vingt mille hommes) se trouvaient réunis sous le canon de Metz, le 12 août, au lieu de se laisser bloquer stupidement par deux cent mille Prussiens, si Bazaine avait jeté ses malades, ses bagages et dix mille hommes de renfort dans cette place, et, par une marche rapide, s'était replié sur Mac-Mahon, nous aurions eu pour couvrir Paris deux cent mille soldats solides, éprouvés par le malheur, auxquels se seraient joints les bataillons de la garde nationale mobile, l'armée en formation dans la capitale, l'armée de la Loire, les troupes de l'Ouest; ajoutant à ces forces les compagnies de francs-tireurs des départements, nous aurions pu alors opposer au débordement des Prussiens huit ou neuf cent mille hommes résolus, ayant une bonne organisation, et le noyau principal de l'armée française.**

Metz, défendu par six mille gardes nationaux sédentaires, six mille gardes nationaux mobiles, quatre mille paysans armés et dix mille hommes de troupes de ligne, aurait tenu indéfiniment en immobilisant autour de ses murs cent quatre vingt mille Prussiens; l'infâme capitulation n'aurait pas été signée; et deux cent cinquante mille soldats français ne seraient pas actuellement en captivité.

Mais rien, rien de tout cela n'a été fait, et l'incapacité notoire de nos généraux, et la faiblesse criminelle de nos chefs de corps d'armée devaient nous faire tomber dans le piège qui nous était tendu et perdre une des plus belles armées du monde.

Quelques souvenirs glorieux viennent cependant prouver à la France, à l'Europe, que nos régiments, nos soldats et nos officiers étaient dignes d'un meilleur sort. La bataille de Borny, livrée le 14 août sous les murs de Metz, jeta un vif éclat sur nos armes : soixante mille Français, mal commandés, refoulèrent complètement l'armée du général Steinmetz (cent soixante mille hommes environ); plusieurs positions furent enlevées au pas de charge, malgré le feu épouvantable d'une artillerie supérieure. Dans cette glorieuse affaire, la garde royale prussienne fut décimée.



L'élan était vigoureusement donné; pourquoi Bazaine n'a-t-il donc pas poursuivi nos succès? Ignorance! Incapacité! A dix heures du soir, nous abandonnions des positions conquises au prix de tant de sang!

Le 16, deux jours après Borny, une deuxième bataille s'engage à Gravelotte, sur la route de Verdun. Officiers et soldats sentent le besoin de vaincre; la patrie compte sur tous : là encore nous sommes vainqueurs; les masses prussiennes sont écrasées; la trouée est de nouveau possible, car la route de Verdun nous est ouverte. Hélas! Bazaine s'arrête. Victoire stérile! Le surlendemain, 18, la route de Verdun nous était coupée.

Le 18, troisième grande bataille. Les Français luttent à outrance contre deux armées prussiennes ayant opéré leur jonction. Nos régiments sont héroïques; nous nous battons contre des forces triples. Nos pertes sont grandes; cependant nous conservons nos positions, mais à quel prix?

Pendant la bataille, on se demande où est le maréchal Bazaine, où est la garde impériale. Mystère! Pendant que nos officiers et nos soldats mouraient bravement pour la France, en faisant noblement leur devoir, Bazaine se reposait au fort Plappeville, et la garde, n'ayant pas reçu d'ordres, n'arri-

vait sur le théâtre de l'action que le soir, à la nuit.

Ignorant, lâche et misérable Bazaine, vous rendrez compte un jour à la France de votre infâme conduite; tous les officiers de l'armée vous accusent, quarante millions de Français vous maudissent et vouent à jamais votre nom à l'infamie.

Croira-t-on jamais qu'à la ferme de Moscou, pendant la bataille du 18, quarante de nos pièces cessèrent complètement leur feu à trois heures de l'après-midi, faute de *munitions*, et furent en partie démontées par l'artillerie ennemie, et cela à 8 kilomètres d'un parc de réserve, aux portes d'une place comme Metz, regorgeant de matériel et si bien approvisionnée. Les soldats du 59<sup>e</sup> et du 60<sup>e</sup> de ligne attesteront la vérité de ce fait inqualifiable et criminel, dont la responsabilité écrasante retombe sur le général commandant l'artillerie, sur le maréchal Lebœuf, commandant le troisième corps, et sur cet inepte baron Aymard, commandant la quatrième division de ce corps.

Après la sanglante bataille du 18 août, les différents corps de l'armée française prirent position autour de la ville de Metz et se couvrirent par des tranchées, pendant que les Prussiens, déployant leurs masses profondes, commencèrent la construc-

tion de leurs lignes fortifiées et investirent étroitement et l'armée et la ville.

Le quartier-général du prince Frédéric-Charles fut installé au village d'Ars-sur-Moselle, pendant que Bazaine établissait commodément le sien dans un château splendide situé au Ban-Saint-Martin, à un kilomètre de Metz.

Nous allons assister maintenant jour par jour, heure par heure, à l'agonie d'une ville n'ayant jamais été prise, une des premières places fortes de l'Europe, le boulevard de la France dans l'Est, couverte par quatre forts inexpugnables, tenant l'ennemi à huit kilomètres des remparts, et garantie en outre par les inondations de la Moselle et de la Seille.

Nous verrons une armée solide, éprouvée, victorieuse dans trois batailles rangées, bloquée dans son camp retranché par un ennemi qu'elle avait vaincu, se désorganiser progressivement et se fondre, pour ainsi dire, au souffle des maladies, des privations et du découragement ; nous verrons cette armée demandant à marcher, à faire une trouée, retrouvant son énergie et sa bravoure dans les rares sorties que faisait exécuter Bazaine pour dissimuler jusqu'au dernier moment sa lâche trahison, en attendant l'instant où il pourrait lever le

masque et dire à ses soldats indignés : Nous sommes vaincus par la faim, livrons nos armes, transigeons avec l'honneur, perdons l'avenir du pays et passons sous les fourches caudines ; moi, Bazaine, maréchal de France, je vais vous en donner le premier l'exemple.

« La capitulation de Sedan, a écrit le général Pellé, est une honte pour tout un peuple, » il a refusé de la signer, mais que pensera l'Europe de celle de Metz ?

A Sedan, le régiment de zouaves, en colonnes serrées, se frayant un sanglant passage à travers les lignes prussiennes donne raison aux paroles énergiques et sévères du général ; ce sublime régiment s'est couvert d'une gloire immortelle, en montrant le chemin à une armée française courbant la tête sous les aigles prussiennes, à la voix de ses généraux.

A Sedan, quelques généraux de courage et d'énergie auraient suffi pour que toute l'armée suivît l'exemple de ce noble régiment et pour éviter à la France la honte de cette capitulation. A Metz, bien plus encore, nous pouvions sauver et notre honneur et notre armée, si le misérable auquel les destinées du pays étaient confiées dans ce moment suprême n'avait pris à tâche d'annihiler avec un art

infernale notre énergie et nos dernières ressources.

La ville de Metz se rappellera toujours la grotesque comédie jouée par le général Coffinières, lorsque le commandement de la place lui fut confié ; cet homme, devant une foule frémissante de patriotisme, la main sur le cœur, jura qu'il ferait fusiller le premier qui parlerait de se rendre ; c'est en vain maintenant qu'il cherche à couvrir sa conduite par le décret du 13 octobre 1863, ainsi conçu : « *Lorsqu'un général en chef est à proximité d'une place, il en a le commandement absolu, c'est lui qui nomme ou qui suspend le commandant supérieur, c'est lui qui doit assurer les approvisionnements, c'est lui qui prescrit les mesures de précaution pour assurer la défense, etc.* »

Évidemment, le premier coupable est Bazaine, qui abuse indignement de son autorité pour entraîner les officiers placés directement sous ses ordres, afin de les rendre complices de son forfait ; mais une part de cette culpabilité ne retombe-t-elle pas sur ces généraux dont la faiblesse criminelle a hâté notre ruine ? Que vient-on nous parler de discipline, d'obéissance absolue, sans commentaires. Lorsque la trahison d'un chef est prouvée jusqu'à l'évidence, ne doit-on pas lui résister, l'arrêter même ; est-ce que les troupes républicaines ne

firent pas feu sur Dumouriez, lorsque cet autre traître prit la fuite après avoir vainement cherché à entraîner son armée contre la Convention ? Pourtant Dumouriez avait du génie, Dumouriez avait sauvé la France à Walmy, à Jemmapes ; mais la trahison est un crime que la postérité ne pardonne jamais, et cet homme, qui aurait pu devenir une des gloires les plus pures de son pays, fut condamné à traîner à l'étranger une vieillesse dégradée et à vivre d'une aumône que lui faisait annuellement l'Angleterre.

Vers la fin du mois d'août, le service des vivres fut organisé dans l'armée sur un pied qui laissait croire à l'existence de grands approvisionnements ; les rations de la troupe ne furent aucunement diminuées ; malgré les nombreuses observations faites au commandant en chef, la ville ne fut pas rationnée et les fourrages furent donnés à profusion ; aussi nos officiers et nos soldats, remis de leurs fatigues, impatients d'en venir aux mains, commencèrent à trouver étrange l'inaction dans laquelle on les laissait ; plusieurs officiers protestèrent et firent sentir la nécessité d'une trouée.

A cette époque, la trahison, en germe dans le cœur de Bazaine, n'avait pas encore pris le déve-

loppement que nous constaterons bientôt; une grande indécision dans ses mouvements, une incertitude de tous les instants, un silence absolu étaient déjà pour des esprits éclairés les signes précurseurs des malheurs qui devaient fondre sur l'armée.

Le 26 août, Bazaine sort de sa léthargie, des ordres de mouvements sont donnés, pendant quatre heures nos différents corps se massent en avant du fort Saint-Julien; il est évident qu'une bataille va s'engager, l'armée entière est superbe d'entrain, officiers et soldats comptent sur une victoire qui doit nous permettre de marcher en avant. Hélas !! La pluie survient et Bazaine, prétextant le mauvais temps, donne aux troupes l'ordre de regagner leurs campements. Pourtant nous savions tous que Mac-Mahon et son armée marchaient vers le Nord, il aurait été facile alors de faire une trouée, d'opérer une jonction, on évitait ainsi le désastre de Sedan. Étrange et mystérieux commandant en chef !! arrêté par la pluie.....

Quelques jours après, l'ennemi recevait des batteries de position et nous enserrait plus étroitement.

Le 31 août, l'armée prend les armes, nous attaquons enfin; l'ennemi est refoulé, ses positions sont enlevées avec un élan admirable, le village

de Sainte-Barbe est pris, les Maxes sont emportées après un combat sanglant, la journée promet ; si Bazaine masse son artillerie sur un point central, si l'armée par un suprême effort s'élance sur les lignes prussiennes, la trouée est parfaitement possible, même pendant la nuit ; nous nous faisons jour et nous sauvons la France ; mais aucun ordre n'est donné, pas d'ensemble, pas de commandement, des généraux irrésolus ; le troisième corps reste depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures du soir sans recevoir l'ordre d'attaquer, mystère !! nous quittons des positions qui nous ont coûté tant de sang, nous abandonnons Sainte-Barbe et les Maxes en y laissant les immenses approvisionnements qui s'y trouvaient entassés et nous regagnons tristement nos campements ; pendant la nuit, les Prussiens étonnés du silence qui se fait autour d'eux reprennent Sainte-Barbe et les Maxes, en détruisant les denrées que nous avons négligé d'emporter ; ce dernier village fut livré aux flammes.

Le soir de cette journée pendant laquelle nos troupes furent admirables et luttèrent si vaillamment, Bazaine rentrait à Metz sans s'occuper de ce que devenait son armée.

Après les sanglants combats livrés le 31 août, l'armée française, découragée mais non vaincue,



resta dans une inaction complète jusqu'au 7 octobre; les quatre forts couvrant Metz tirèrent cependant de nombreux coups de canon pour s'opposer à l'établissement des batteries de position de l'ennemi, mais le résultat de ces canonnades fût négatif et aucune amélioration ne fût constatée dans la situation de nos braves troupes, dont la désorganisation commença rapidement, suite naturelle des maladies occasionnées par les pluies et l'inclemence de la saison.

Les rations furent diminuées, le sel manqua presque complètement.

Les fourrages se faisant rares, on commence à manger les chevaux de la cavalerie.

La ville est rationnée et attaque ses vivres de réserve.

Une lassitude immense et un abattement profond s'emparent de nos régiments dont l'effectif diminue journellement, les compagnies ne sont plus commandées en moyenne que par un seul officier (les vacances n'étant plus remplies), nos ambulances et nos hôpitaux sont encombrés de malades et de blessés.

Dans cette triste position, officiers et soldats songent à la Patrie, à Paris dont on ne reçoit aucune nouvelle, à Mac-Mahon et à son armée; on se dit

tout bas, car les langues sont encore enchaînées par la discipline : Mais que veut donc le commandant en chef ? quelles sont ses intentions ? Veut-il attendre le moment où, affaiblis par le manque de nourriture, nous n'aurons plus la force de tenir nos armes, pour nous livrer à l'ennemi ? La défiance et le soupçon entrent dans tous les cœurs ; enfin, le désastre de Sedan étant connu nous porte le dernier coup, tous sans exception nous déclarons indignes les généraux qui ont signé la honteuse capitulation.

Le 12 septembre des nouvelles officielles nous arrivent, la déchéance de Napoléon, la formation du gouvernement de la défense nationale et la proclamation de la République se répandent dans l'armée avec la rapidité de la foudre ; nous lisons avec enthousiasme la circulaire de notre grand citoyen Jules Favre et nous saluons avec bonheur l'aurore de la liberté.

Pendant que l'espérance commence à renaître dans nos cœurs, un bandit, un maréchal de France, notre commandant en chef, songe lâchement à trahir son pays et à vendre son armée.

La déchéance de Napoléon fut un coup de foudre pour Bazaine, dès ce moment son parti fut pris et arrêté irrévocablement : ouvrir des intelligences avec l'ennemi, se mettre en rapport, soit avec

l'Empereur, soit avec l'Impératrice, manger le reste de ses vivres, achever de désorganiser son armée pour la livrer à l'ennemi, afin de la mettre ainsi dans l'impossibilité d'essayer une trouée, faire tomber du même coup Metz dont le décret du 13 octobre 1863 lui donnait le commandement absolu, en qualité de commandant en chef à proximité d'une place forte, voilà quels furent les projets de ce misérable ; malheureusement, rien n'a manqué à ce programme, et notre jeune République qui certes devait compter sur la défense à outrance de la plus forte de ses places de guerre, sur le concours d'une armée dévouée, notre jeune République a vu de ce côté ses espérances brisées et son avenir un moment compromis.

Les principaux chefs d'accusation qui écrasent Bazaine se résument ainsi :

1° Pourquoi dans la deuxième quinzaine de septembre avoir invité tous les officiers de l'armée à prendre connaissance, à l'état-major de chaque division, des forces prussiennes ayant envahi la France ?

Le but était clair et parfaitement dessiné : porter le découragement dans les cœurs faibles, abattre les courages et masquer la trahison. Qu'avions-nous besoin de connaître le nombre de nos ennemis ?...

2° Pourquoi le général Bourbaki a-t-il quitté l'armée, quelle était sa mission, où est-il allé ? Mystère...

3° Pourquoi n'avoir pas fait reconnaître dans l'armée le gouvernement de la défense nationale ?

4° Pourquoi le général Boyer est-il allé à Londres, que signifie son entrevue avec l'Impératrice et les partisans de l'Empire ?

Connaissant l'existence du gouvernement de la défense nationale et la proclamation de la République, cette démarche ordonnée par vous, Bazaine, est un crime de haute trahison qui retombe également sur votre premier aide de camp dont l'impudence a dépassé toutes limites en écrivant dans un journal belge, qu'il tenait sa mission de l'armée du Rhin tout entière ; Monsieur le général Boyer, vous en avez menti !!! les officiers de l'armée vous jettent cette suprême insulte au visage et ne voient plus en vous qu'un traître ; notre digne armée était incapable de trahir le pays, car elle s'est ralliée immédiatement au nouveau gouvernement.

5° Que signifie cette communication faite verbalement aux officiers par leurs chefs, le 19 octobre 1870, et dont voici les principaux passages<sup>1</sup> :

<sup>1</sup> Ces paroles n'ont jamais été imprimées, mais nous faisons appel aux souvenirs des quatre mille officiers qui, comme nous, les ont

« Messieurs, je suis chargé par monsieur le gé-  
« néral de division, de la part de monsieur le  
« maréchal commandant en chef, de vous faire  
« connaître les faits importants qui se sont pro-  
« duits depuis quelques jours ; monsieur le maré-  
« chal Bazaine a cru devoir entrer en pourparlers  
« avec l'ennemi. Il a désigné le général Boyer, qui  
« s'est rendu à Versailles. . . . .

« . . . . .

« Les renseignements recueillis par le général,  
« le long de la route, auprès des chefs de gare, et  
« auprès de diverses personnes, se résument ainsi :

« L'anarchie la plus complète règne actuellement  
« en France ; Paris investi, affamé et sans commu-  
« nications extérieures, doit s'ouvrir aux Prussiens  
« dans très-peu de jours ; la discorde civile y pa-  
« ralyse la défense ; les membres du comité de  
« défense nationale ont été débordés ; Gambetta et  
« de Kératry sont partis en ballon, l'un est venu  
« tomber à Amiens, l'autre à Bar-le-Duc.

« Le désordre est au comble dans le midi de la  
« France ; le drapeau rouge flotte à Lyon, à Mar-  
« seille, à Bordeaux.

« Une armée de volontaires bretons a été dé-

entendues, et nous affirmons que nous en reproduisons le sens littéral.

« truite du côté d'Orléans. La Normandie, par-  
« courue par des bandes de brigands, a appelé les  
« Prussiens pour rétablir l'ordre.

« Le Havre, Elbeuf, Rouen, ont actuellement  
« des garnisons prussiennes, qui concourent avec  
« la garde nationale à sauvegarder la sécurité pu-  
« blique.

« Un mouvement d'un caractère religieux a  
« éclaté en Vendée, le Nord désire ardemment  
« la paix.

« La Prusse réclame la Lorraine, l'Alsace et  
« plusieurs milliards d'indemnité de guerre; l'Italie  
« réclame la Savoie, Nice et la Corse. . . . .

« . . . . .

« Les différentes villes ne s'accordent pas, quant  
« à la forme d'un gouvernement nouveau. Les  
« d'Orléans ne se sont pas présentés. . . . .

« . . . . .

« Le gouvernement prussien ne peut songer à  
« établir des bases de négociations qu'en s'adres-  
« sant au gouvernement de fait qui existait avant  
« le 1<sup>er</sup> septembre, c'est à dire à la Régence ou au  
« Corps législatif qui a siégé jusqu'au 1<sup>er</sup> septem-  
« bre, mais pour que ce Corps puisse délibérer, il  
« faut qu'il soit protégé par une armée française.

« Tel est le rôle qu'aura sans doute à remplir  
« l'armée de Metz.

« En attendant le retour du général Boyer, re-  
« parti pour Versailles, il est urgent de faire savoir  
« aux troupes que la situation pénible où nous  
« nous trouvons n'est que transitoire.

« L'armée sépare sa cause de celle de la ville de  
« Metz. En attendant qu'elle puisse partir pour  
« aller remplir une nouvelle mission patriotique,  
« elle saura supporter encore courageusement  
« quelques jours de privations.

« Si vous avez, Messieurs, quelques explications  
« nouvelles à demander, je m'empresserai de vous  
« les donner, mais je dois vous dire qu'aucune  
« discussion ne saurait être admise. »

Ce discours a été écouté par tous dans le plus profond silence, tellement nous étions frappés de stupeur. Bazaine a donc levé le masque ; il veut faire de nous les soldats d'un nouveau *Deux-Décembre*. Infamie !!! mêlés aux Prussiens, nous allons marcher sur Paris pour mitrailler des Français et rétablir la famille maudite des Napoléon, non ! Dieu ne permettra pas un tel crime, nos armes nous tomberaient plutôt des mains ou se tourneraient contre nous.

Ce ballon d'essai avait un but : tâter l'opinion

de l'armée et essayer de l'entraîner sous l'effort de la discipline ; mais le résultat qu'on croyait obtenir ne fut pas atteint, et nos dignes officiers ne répondirent même pas à ces lâches avances.

Ce chef d'accusation peut se passer de commentaires, il démontre la trahison de Bazaine jusqu'à l'évidence. Ce n'est pas tout.

6° Pourquoi du 1<sup>er</sup> septembre au 7 octobre, l'armée et la garnison de Metz n'ont-elles pas exécuté des sorties, tenté des coups de main, fatigué, inquiété et harcelé l'ennemi ? Chaque jour nous aurions pu infliger à l'armée assiégeante des pertes considérables qui auraient porté chez elle la plus grande démoralisation. Trahison évidente.

7° Pourquoi, les opérations étant suspendues, Bazaine a-t-il tenu constamment des conseils de guerre mystérieux avec les généraux de l'armée ? Trahison !!!

8° Pourquoi, le 7 octobre, Bazaine a-t-il livré un grand combat dans la plaine de Thionville ? Pourquoi a-t-il engagé seulement quelques régiments contre des forces énormément supérieures ?... Pourquoi n'a-t-il pas fait soutenir cette attaque par tous les canons dont il pouvait encore disposer ?

Malgré notre infériorité numérique, nos soldats,



toujours admirables, ont réussi à enlever les grandes Tappes, vigoureusement défendues.

Si plusieurs corps d'armée avaient été engagés, les résultats pour nous auraient été incalculables; mais tel n'était pas le plan du commandant en chef, envoyer lâchement ses soldats à la boucherie favorisait bien mieux ses projets monstrueux.

Dans cette sanglante affaire, cinquante officiers et près de mille soldats tombèrent bravement. Misérable Bazaine !!! le sang de ces braves retombera éternellement goutte à goutte sur vous.

9° Pourquoi Bazaine a-t-il toujours fait peser une censure arbitraire sur les journaux de Metz? (*Écrivant alors dans l'Indépendant de la Moselle, j'ai remarqué plusieurs fois que les épreuves avaient été retournées à la rédaction parce que le mot de République avait été employé.*)

10° Enfin dans son ordre de départ, pourquoi Bazaine a-t-il défendu strictement la destruction des armes? beaucoup d'officiers ne lui ont pas obéi et ont fait briser les fusils de leurs soldats.

La trahison du sieur Bazaine, ex-commandant en chef de l'armée du Rhin étant démontrée jusqu'à l'évidence, nous demandons que cet homme soit déclaré traître à la patrie et que son nom soit à jamais voué à l'infamie.

Nous demandons également que tous les généraux présents à Sedan et à Metz qui n'ont pas protesté soit verbalement, soit par écrit, contre ces honteuses capitulations, soient révoqués et déclarés indignes de servir dans les armées françaises.

Nous demandons encore que la conduite des colonels et chefs de corps soit l'objet d'un examen sérieux de la part d'une commission républicaine.

Enfin, nous demandons que le colonel Boissie du 60<sup>e</sup> de ligne soit déclaré traître à la patrie pour avoir traité notre grand citoyen Jules Favre d'*immense canaille* et avoir dit aux officiers de son régiment qui ont voulu l'entendre :

*Les Membres du gouvernement de la défense nationale ne valent pas six pieds de corde pour les pendre.*

Ces paroles dans la situation grave où nous nous trouvions constituent une véritable trahison.

Nos cœurs se brisent à ces souvenirs néfastes. Non!!! la capitulation de Sedan et celle de Metz ne sont une honte ni pour le peuple, ni pour l'armée ;

la lourde responsabilité de ces actes déshonorants retombe entièrement sur ces lâches généraux qui ont livré à l'ennemi les armes, le matériel, les drapeaux, les aigles, les canons et les munitions de la France, quand ils pouvaient imiter les zouaves, en faisant comme eux, après Sedan, une trouée à travers les lignes prussiennes.

Jetons un voile de deuil sur ce passé douloureux, sur cette triste page de notre histoire ; les coupables seront jugés par le pays et la postérité ratifiera le jugement, quelque sévère qu'il soit.

Serrons nos rangs et rallions-nous au gouvernement de la défense nationale ; les hommes qui le composent sont honnêtes, justes, énergiques ; le souffle révolutionnaire de 1792 anime tous ces grands cœurs ; ce gouvernement, par ses actes, est bien digne de l'immortelle Convention qui jadis sauva les libertés de la France, décréta la victoire, et donna à la coalition un si sanglant démenti.

Ne désespérons jamais de la sainteté de notre cause, montrons à l'Europe étonnée et craintive ce que l'amour de la patrie peut enfanter de res-

**sources, ce que le sentiment national peut déployer de courage.**

Quand à nous, notre tâche est terminée. En écrivant les lignes qui précèdent, nous n'avons pas voulu faire œuvre de parti, pas plus que nous n'avons obéi à un esprit de rancune ou de vengeance, nous avons été guidé par un sentiment plus noble en essayant de démontrer que la honte de ce dernier désastre ne doit pas rejaillir sur les vaillants soldats qui en ont été les témoins et les victimes, et qu'elle retombe de tout son poids sur la tête de celui qui, obéissant aux sentiments mesquins d'une basse et vulgaire ambition, nous a précipités dans l'abîme.

Je fais appel aux souvenirs de tous mes camarades, de ceux qui comme moi ont bravé tous les périls, pour échapper aux suites de l'infâme capitulation et venir mettre de nouveau leur cœur et leur bras au service de la France; je fais appel aussi aux souvenirs de ceux qui, moins heureux, et après avoir refusé comme nous d'être prisonniers sur parole ont préféré partager sur la terre d'exil les souffrances de leurs infortunés soldats.

C'est la tête haute que je m'appuie sur la foi de tous ces témoins oculaires et maintenant j'ai hâte de quitter la plume pour reprendre l'épée et aller rejoindre l'armée où nos frères donnent au monde un si bel exemple de patriotisme.

Groupons-nous donc autour du drapeau tricolore qui est celui de Walmy et de Jemmapes et marchons à l'ennemi aux cris de : Vive la France !!!  
Vive la République !!!

EUGÈNE R...,  
Lieutenant d'infanterie.

A Lyon, le 17 décembre 1870.

FIN

# ESPOIR !

PAR

LE P. MARCHAL

Auteur du *Drame de Metz*.

QUATRIÈME ÉDITION

LYON

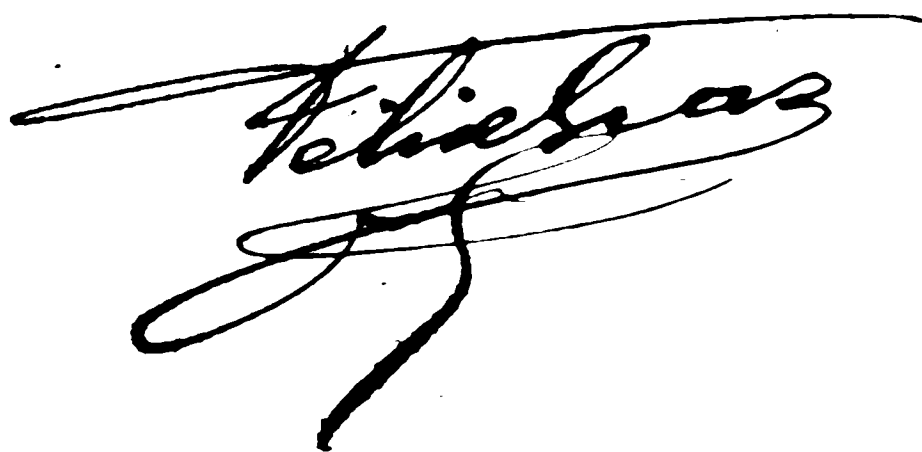
P. N. JOSSERAND, LIBRAIRE-ÉDITEUR

3, PLACE BELLECOUR, 3

—  
Janvier 1871

TOUS DROITS RÉSERVÉS.





## AVANT PROPOS

---

La bienveillance avec laquelle mes chers concitoyens ont accueilli *le Drame de Metz*, m'encourage à leur offrir, pour étrennes, cette nouvelle brochure, intitulée : *Espoir !*

J'ai souffert en écrivant la première, parce que j'avais à raconter des faits bien douloureux, et que je me sens peu de goût pour le triste rôle d'accusateur. J'ai presque tressailli de joie, en écrivant la seconde, parce que, rentrant dans ma mission d'apôtre, je pouvais laisser libre cours à mes sentiments patriotiques, sans m'exposer à blesser la charité. Libre de toute attache et dégagé de tout intérêt, j'ai dit dans ces pages ce que je pense, et ce que je sens; c'est mon droit, car il doit être permis



d'exprimer ses idées, quand on les croit bonnes et qu'on en a souffert pendant vingt ans.

Que mes lecteurs me permettent de saisir cette occasion pour leur souhaiter, ainsi qu'à la France, une *bonne* année, et leur témoigner toute ma gratitude pour leur sympathie, qui a été mon appui dans la lutte, et ma consolation dans l'épreuve.

Lyon, fête de l'Épiphanie 1871.

# ESPoir !

---

## I

La France est si noble que tout ce qui la touche est grandiose, même ses épreuves. Elle aura pu enregistrer dans son histoire des triomphes incroyables et des désastres inouïs ; mais elle aura toujours le droit de dire : Mes triomphes sont à moi ; quant à mes désastres, ceux-là seuls peuvent en revendiquer l'opprobre, qui n'ont su que paralyser mon énergie, sans tenir compte de mes aspirations. J'ai montré un excès de confiance par un excès de peur ; voilà mon crime.

Dieu nous punit de ce crime, et c'est justice. Cette peur excessive qui acclamait le pouvoir personnel, malgré le dégoût qu'il inspirait, et sacrifiait la liberté pour éviter l'anarchie, révélait un grand fond d'égoïsme. Elle provenait d'un culte exagéré pour les intérêts matériels, et d'un amour immodéré pour le bien-être. Tout

s'affaissait au sein d'un luxe païen, les convictions, les caractères et les tempéraments. Une sorte de *malaria* énervait les âmes rassasiées de convenu. Les esprits s'effarouchaient d'une parole sincère, comme d'un blasphème, et les consciences aimaient à s'endormir dans les compromis. Notre jeunesse était vieille et ne savait plus guère aimer que la chair et l'or. Pour la plupart de nos prétendus catholiques de la majorité, la religion était un accident de naissance bien plus que le résultat d'une conviction ; une affaire de mairie bien plus qu'une affaire d'église. Ils auraient pu, sans un grand effort, changer de foi en changeant de domicile. Le *sel de la terre* lui-même était un peu *affadi* ; et le clergé, à la fois protégé et surveillé par le pouvoir, dépensait dans des luttes irritantes, une activité dont la moitié aurait suffi à nous préparer des jours meilleurs, en élevant l'âme du peuple.

La France impériale, qu'on me pardonne le mot, ressemblait à une femme élégante, mais frivole, qui était plus occupée à bien vivre qu'à vivre bien. Dieu la fait passer par le creuset de l'épreuve, et maintenant elle apparaît aux yeux du monde qui la contemple, avec la beauté touchante de la *mère de douleurs*, se tenant debout, vaillante et forte sur son calvaire.

Elle peut souffrir, elle peut être appauvrie, mais elle ne saurait périr, même déchoir.

La France mutilée et réduite aux proportions mesquines d'une puissance de troisième ordre, ce serait l'équilibre européen rompu, et l'humanité reculant pour des siècles. Londres est une boutique, Berlin est une caserne, Paris seul est la capitale de l'Europe et le soleil

du monde. Si les puissances, retranchées dans leur égoïsme, assistent impassibles à la lutte gigantesque dont les péripéties nous font tressaillir, c'est que les rois redoutent plus encore nos idées que nos armes. Ah ! si les peuples étaient assez clairvoyants pour comprendre ! ils sentiraient que notre cause est la leur, et que les deux autocrates du Nord, unis dans une étroite alliance, n'ont qu'un but : celui d'éteindre, en étouffant la France, le foyer des idées libératrices, et d'aplatir l'Europe sous la botte du Cosaque ou du Teuton.

Mais non : la France a eu de tout temps l'incomparable privilège de ne faire que des ingrats. Soldat de la justice et de la liberté, après s'être montrée toujours prête à défendre les opprimés, elle se trouve seule pour se défendre elle-même. La révolution cosmopolite, au lieu de lui envoyer un million d'hommes avec un milliard d'écus, n'a su que lui prêter l'appui compromettant d'une poignée d'hommes indisciplinés, avec l'épée rouillée de Garibaldi.

Rendons hommage à tous les dévouements, mais attendons de plus haut notre triomphe définitif et notre salut.

Malgré ses fautes et quoiqu'on en dise, la France est encore la nation la plus catholique et la perle la plus précieuse de la couronne de l'Église. Nul peuple n'a envoyé aux extrémités du monde plus de vaillants missionnaires. Nul n'a mis plus souvent son épée au service des nobles causes, et ne multiplie, comme lui, sous toutes les formes, les œuvres de charité. L'Espagne, l'Italie, l'Autriche peuvent être animées d'une foi plus ardente ou plus superstitieuse ; la France, plus raison-

nable dans ses croyances, sait aussi se montrer plus vaillante et plus féconde dans son action. Durant plus de vingt années, elle a monté la garde aux portes du Vatican et dépensé plus d'un milliard au profit du Saint-Père. Nos plus grands noms se sont illustrés à Castelfidardo ou à Mentana, avant de briller d'un éclat nouveau sur les rives de la Loire. La France n'a épargné ni son sang, ni son or, et si Pie IX a perdu sa couronne, ce n'est pas à elle qu'il faut s'en prendre, mais bien plutôt au compère de notre César qui, au lieu de nous rendre à Sedan le sang versé à Solferino, n'a vu dans nos épreuves que l'occasion propice pour assouvir ses appétits<sup>1</sup>.

Or, il y a une grande loi proclamée par Saint-Augustin et Bossuet. Cetteloi la voici : Les individus étant immortels ne reçoivent pas toujours dès cette vie leur récompense ou leur châtiment. Dieu peut permettre qu'ils souffrent ici-bas malgré leurs vertus, ou qu'ils prospèrent, malgré leurs vices, ce qui se voit tous les jours, au grand étonnement des faibles dont la vue ne s'étend pas plus loin que la terre. Ils ne songent point au tribunal qui nous attend tous, grands et petits, au delà de la tombe. C'est à ce tribunal que le juste recevra la récompense de ses vertus méconnues et que le scélérat se verra infliger le châtiment réservé à ses iniquités impunies.

Si la reine Augusta était bien pénétrée de ce principe, elle ferait plus d'efforts pour convaincre son époux septuagénaire qu'une multitude de mères en pleurs se lève-

<sup>1</sup> Le roi d'Italie était moins l'allié de la France que du César tombé; et celui-ci a eu le talent, par son système à bascu'e, de mécontenter les catholiques sans mériter la reconnaissance des Italiens.

ront pour l'accuser au jugement de Dieu, et le César teuton trouverait peut-être, entre deux ivresses, le temps d'ouvrir la Bible, pour méditer ces paroles du prophète : « *Potentes potenter cruciabuntur*, les puissants seront puissamment tourmentés. <sup>1</sup> »

Mais il n'en est point ainsi pour les nations. Les peuples, en tant que peuples, ne sont pas immortels, et ils accomplissent, dès ici-bas, leurs destinées. Il n'y a pour eux ni enfer ni paradis, et le Seigneur leur mesure, en ce monde, le salaire de leurs vertus ou de leurs vices. Or, s'il en est ainsi, comment supposer que la France puisse périr sous les serres de l'aigle noir ? Quelle soit châtiée, épurée, on le conçoit, car le châtiment qui épure est déjà une récompense accordée par l'infinie miséricorde, mais quelle soit disloquée, humiliée, pour des siècles, cela ne se peut pas. L'Allemagne protestante et philosophe ne peut-être plus chère à Dieu que la France catholique et chevaleresque. La patrie des Brandebourgs ne saurait l'emporter, dans la balance du Très-Haut, sur la patrie de Jeanne-d'Arc et de Saint-Louis.

Un pareil scandale justifierait, en réfutant le beau livre de Balmes, cette proposition de M. Guizot : « Le protestantisme est pour les peuples un élément de prospérité, tandis que le catholicisme les condamne fatalement à la décadence. »

<sup>1</sup> En voyant ce qui se passe, on se demande combien il faudra d'années à la Justice divine pour blanchir l'âme de Guillaume et celle du démon qui l'inspire. On s'étonne aussi qu'il puisse y avoir des matérialistes, car le matérialisme aboutit fatalement à cette conclusion qui soufflette la conscience. « Le sort de Guillaume expirant noyé dans son vin ou son orgueil sera identique à celui de Jeanne d'Arc, mourant sur son bucher en baisant son crucifix ! »

En effet, tout esprit impartial est contraint d'avouer que l'Italie, l'Espagne et l'Autriche font bien triste figure si on les compare à l'Allemagne et à l'Angleterre. Il en est ainsi dans le Nouveau Monde où les républiques latines font pitié par leurs divisions, tandis que la République du Nord étonne l'Europe par les prodiges qu'elle opère. La France reste seule depuis longtemps comme une exception magnifique au milieu des peuples latins, et nous console, par sa grandeur, des décadences qui l'entourent. Qu'elle s'affaisse ou succombe au sein de ses malheurs, et nos ennemis pourront dire, avec une apparence de raison : L'église catholique n'a plus qu'une couronne flétrie, et il suffit qu'un peuple reste fidèle à Rome pour qu'il soit condamné à périr !

Vous ne ménagerez pas un tel scandale aux faibles, ô mon Dieu, et déjà notre âme se rassure à l'aspect des miracles que nous voyons.

Il y a, disent les saints, dans la vie de chaque homme, un moment décisif, une espèce d'épreuve suprême où Dieu lui donne rendez-vous. Selon qu'il triomphe ou succombe, il imprime à son existence une direction d'où dépend sa destinée. Qui nous dit que les peuples, eux aussi ne rencontrent pas, dans le cours de leur existence, une de ces occasions suprêmes où ils assurent leur avenir en révélant toute leur vitalité ? Or, la France est sortie victorieuse de cette tentation, le 31 octobre 1870. Quant elle apprit que le seul de ses maréchaux sur qui elle comptait l'avait trahie, que Metz était rendu, qu'il ne lui restait plus ni armée, ni matériel, que le Midi se parquait dans son égoïsme, et que Paris, étranglé par un cercle de fer, avait à réprimer les tentatives infâmes de

la lie de ses faubourgs, ah ! certes l'heure était solennelle, l'épreuve était décisive, et la défaillance de notre chère patrie n'eût étonné personne après tant de malheurs. Eh ! bien, non, arrivée au sommet de son golgotha, la France n'a désespéré ni de Dieu ni d'elle-même ; elle a trouvé dons son sein des citoyens viriles qui ont su répondre, en son nom, aux envahisseurs stupéfaits : Plutôt la mort que la honte !

Quand un peuple sait répondre ainsi, en un tel moment, c'est une preuve que le Tout-Puissant se prépare à le sauver, car il n'inspire pas de telles résolutions sans donner les moyens de les tenir. France, ma patrie, bon espoir ! Aide-toi, le ciel t'aidera parce qu'il est toujours avec le droit. Pendant que tes fils combattront le bon combat, nous lèverons au ciel nos mains et nos cœurs pour implorer l'assistance de Celui sans lequel rien de grand ne se fait. Les larmes de nos mères et de nos sœurs seront plus puissantes que les boulets des barbares qui nous oppriment, et bientôt tu sortiras radieuse de tes limbes pour célébrer tes Pâques, en montrant comme une gloire les stigmates de ta passion <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Remercions la Providence de ce qu'elle a permis que nous n'eussions, dans cette crise qu'un gouvernement provisoire ; un roi quelconque, si bon qu'on le suppose, n'aurait pas eu en face de Bismarck, un langage aussi français que celui de Jules Favre. C'est pour nous mettre dans la nécessité de vaincre que Dieu nous a mis dans l'impossibilité de traiter.



## II

Le ciel est avec nous; sachons être avec lui par le concours de toutes nos énergies. On peut dire de la France, malgré ses revers, comme de tout homme, malgré ses fautes, que ses destinées sont entre ses mains, et que, pour se sauver il lui suffit de le vouloir.

Ce ne sont pas les forces qui nous manquent, mais plutôt l'ardeur qui les décuple, et le génie qui les rend irrésistibles. La France pourrait perdre *quarante* armées de cent mille hommes qu'il lui resterait encore plus de défenseurs valides qu'elle n'en avait après Waterloo. L'Espagne n'avait pas quinze millions d'âmes en 1810 : sa flotte était détruite; il ne lui restait pas d'armée, pas d'argent; elle n'avait pour toutes ressources que ses montagnes et son désespoir, mais elle voulut vaincre le vainqueur de l'Europe et elle le vainquit. Nous autres Français, nous sommes quarante millions; nous avons une flotte magnifique; nous avons des hommes, des armes et de l'or en abondance, et nous douterions du succès définitif ! J'espère mieux de mon pays.

Nos citoyens dévoués qui ont assumé la lourde charge de sauver à la fois la patrie et la liberté, font sans doute ce qu'ils peuvent, mais font-ils toujours ce qu'ils doivent ? Savent-ils toujours discerner les hommes les plus

propres à les seconder, et s'en faire obéir ? Ont-ils su comprendre, dès le principe, le point sensible ou il fallait frapper l'ennemi ? Ce n'est pas sur la Loire qu'il faut chercher à le combattre. Laissez-le s'avancer, si cela lui convient, jusqu'aux Pyrénées, car l'éparpiller c'est l'affaiblir. C'est dans l'Est qu'il faut porter toutes nos forces ; c'est par Nancy que nous devons débloquer Paris.

Pourquoi Garibaldi à Autun, à la tête d'une armée *française* ? Qu'on ait accepté les services de ce vieux soldat, dans un pareil moment, je le conçois ; mais il n'avait qu'un rôle possible à remplir. Ce rôle consistait, pour lui, à se jeter avec quinze mille francs-tireurs déterminés dans les forêts des Vosges ; de désarmer en passant toutes les petites garnisons prussiennes qui s'y trouvent disséminées ; de rendre la confiance à nos paysans exaspérés qui n'attendent que l'occasion propice pour retrouver leurs fusils ; de couper partout le télégraphe et d'atteindre, pour en faire sauter les ponts, la grande ligne de Strasbourg à Paris.

Isoler de l'Allemagne la grande armée des envahisseurs, c'est lui couper les vivres, et surtout les munitions de guerre ; c'est annihiler sa puissante artillerie qui fait son unique force ; c'est démoraliser ses soldats impatients et rendre à nos vaillantes populations de l'Est, l'espoir de creuser leur tombeau.

Que Bourbaki, de son côté, à la tête de deux cent mille hommes, délivre Dijon, culbute Werder, dégage Belfort et reste à cheval sur la grande ligne de Mulhouse, en appuyant sa gauche sur Langres et sa droite sur Besançon. Alors nous toucherons au dénouement de ce drame

**gigantesque dont les péripéties tiennent le monde hale-tant depuis plusieurs mois. Ou l'armée allemande qui entoure Paris, restera dans ses lignes avec ses communications coupées, et alors elle se verra prise entre l'enclume et le marteau ; ou elle fera volte face pour courir au secours de Werder, et alors elle aura sur ses derrières Trochu et Ducrot, avec le torrent de lave brûlante que vomira ce cratère immense qui s'appelle Paris !**

**Alors, la France verra l'aurore de son triomphe, et l'Allemagne le commencement de ses revers <sup>1</sup>.**

**Pour atteindre cet idéal, il faut que tous les Français se lèvent, pleins d'ardeur et de courage, en imitant l'exemple de leurs pères. La victoire, en définitive, appartient toujours à ceux qui savent mourir. Tôt ou tard ils sont les maîtres de ceux qui tiennent trop à vivre, parce que dans la lutte ils ont plus à donner.**

**Craignons donc la servitude ou la honte plus que la mort : le triomphe est à ce prix. C'est par l'immolation volontaire que les peuples se sauvent. Jamais une nation n'a péri par le sang qu'elle a versé sur les champs de bataille, mais par celui qu'elle a suinté dans les raffinements du luxe et de la volupté. Ne pensons donc pas à l'obus qui peut nous atteindre, mais à la patrie qui nous implore et à la gloire qui nous tend la main. Ne songeons pas trop à nos mères qui pleurent, mais à la liberté qui nous réclame, et à la conscience qui nous**

**1 La Prusse nous a vaincus par la science et par la ruse bien plus que par le courage ; écrasons-la par l'audace. Empruntons-lui ses qualités, sans abdiquer les nôtres. Assez prudents pour ne pas nous laisser surprendre, sachons nous emparer de ses canons à l'abordage, et bondir sur ses lignes à la baïonnette. J'ai vu les Prussiens de près, ils ne résistent pas à l'arme blanche.**

crie : Voici l'heure de montrer que tu n'es point un lâche !

N'écoutons pas ceux qui nous disent : La paix ! la paix à tout prix ! Ceux-là, sans le savoir, se font complices de nos ennemis. La paix, dit saint Augustin, c'est « la tranquillité dans l'ordre, *tranquillitas ordinis*. » Or, l'ordre, c'est le règne de la justice, et non le triomphe affermi de l'iniquité. Eh bien, pour savoir si c'est une telle paix qu'on vous offre, écoutez ce qu'on vous demande. On exige d'abord la cession de l'Alsace et de la Lorraine, c'est-à-dire le sacrifice de vos deux boulevards et de trois millions de frères qui protestent contre votre abandon, par ce cri patriotique : Vive la France !

Sacrifier ces deux provinces, c'est sacrifier le berceau de Jeanne d'Arc, bouleverser de fond en comble votre commerce, et perdre, avec Strasbourg et Metz, vos plus belles pépinières de soldats.

La rapacité germanique, cependant, ne se contente pas de ces deux bijoux ; elle exige, en outre de cette cession, quelques milliards d'indemnité, avec une partie de nos vaisseaux de guerre. Cela veut dire qu'elle veut vous laisser une France humiliée, déshonorée, ruinée de fond en comble, avec vingt-deux milliards de dettes pour l'aider à se refaire ! une France finie, enfin, qui deviendrait la risée du monde, après avoir été l'éternel objet de ses jalousies.

Ah ! plutôt mourir que de subir cette honte, en ratifiant une telle spoliation !

Et ne dites pas : Nous prendrons notre revanche. Non, jamais. Nos ennemis sont trop habiles pour nous laisser les moyens de réaliser cet espoir ; et d'ailleurs,

une nation qui s'abandonne dans sa force, ne se relève jamais dans sa faiblesse. Sachons donc repousser les offres de la Prusse, comme une injure, et souvenons-nous qu'il nous suffit, pour réprimer ses insolences, de dépenser, pour la combattre, l'or qu'elle exige pour payer notre opprobre.

La victoire sera coûteuse, mais qu'elle sera belle la récompense que l'avenir réserve à nos sacrifices ! Plusieurs de nos frères auront succombé, ensevelis dans leur gloire ; mais qu'il sera doux de se sentir citoyen libre de cette chère France épurée ! Comme nous nous aimerons du Rhin aux Pyrénées, de l'Océan aux Alpes, en songeant que nous avons souffert ensemble, et combattu pour la même cause !

Que cette perspective radieuse nous enivre au point de ne plus calculer le péril ; mais n'oublions pas que les croyants seuls savent bien mourir, et que la foi fait les héros.

Si nous laissons envahir notre âme par le matérialisme si nous la dépeuplons de ses fortes croyances, pour ne lui laisser en perspective que le néant, nous serons vaincus, parce que nous serons lâches. On a peur pour son corps quand on est persuadé que tout finit avec lui, et l'on cherche un milieu entre la victoire ou la mort : on se rend !

Le croyant sait combattre, et au besoin mourir, parce qu'il espère. Sa foi lui dit que son corps meurtri n'est qu'un vêtement déchiré, et que son âme, épurée par le sacrifice, ne quitte qu'un purgatoire pour s'en aller orner un paradis. Et en effet, un chrétien mourant pour une noble cause, c'est une âme qui se déshabille pour

**prendre son essor, un esprit captif échappé de sa prison, un forçat devenu ange. Son départ peut provoquer des regrets bien vifs et faire couler des larmes bien amères ; il peut répandre le deuil et creuser le vide dans un intérieur dont l'absent faisait tout le charme ; il peut enfoncer dans les cœurs qui l'aimaient un glaive qu'on n'arrachera qu'avec la vie ; mais Dieu a bonne mémoire ; s'il eut des gloires incomparables pour la Mère de douleur qui sut donner son divin Fils, pour le salut du monde, il aura des consolations ineffables pour le père, pour la mère, pour la Sœur ou l'épouse qui aura donné un soldat à la justice et une victime à la patrie.**

**« Comment va votre fils ? » disait quelqu'un à un père dont l'enfant se battait à Belfort — « Il va bien, répondit-il, mais j'aimerais qu'il se portât plus mal et que la France se portât mieux ! » Admirons cet homme, et demandons à Dieu que tous les pères lui ressemblent.**

**Chaque victoire du droit, chaque transformation salutaire a coûté bien des victimes. Si l'humanité a marché, c'est grâce aux vaillants qui lui ont frayé une issue à travers toutes les broussailles, en rougissant le sentier de leur sang. C'est par les martyrs, et non par les habiles que toutes les grandes causes ont fini par triompher. Ces âmes héroïques et pures n'ont laissé ici-bas que la glorieuse poussière qui leur servit de prison : elles règnent maintenant radieuses dans les cieux ; du sein de leur gloire elles nous crient : comprenez le prix de la vie ; si elle est précieuse, ce n'est pas parce qu'elle vous permet de jouir, mais de vous immoler pour la justice et la liberté. Il est beau de mourir dans l'amour, mais il**

est plus glorieux encore de mourir par l'amour. De tout temps, pour emporter une citadelle il a fallu franchir des fossés pleins de cadavres. Or, vous avez en face de vous comme une menace terrible contre vos libertés reconquises, une vieille Bastille, hérissée de canons d'aciers et couronnée de casques pointus. Jetez-vous dans le fossé : si votre enveloppe y reste, elle servira de pont à vos frères qui viendront après, et qui crieront, en plantant sur le rempart le drapeau tricolore : Vive la France libre !

Vous avez peur de mourir en héros ! aimez vous donc mieux vivre esclaves et déshonorés ? Ah ! mieux vaut une tombe glorieuse ou une créature adorée vient verser des larmes et des prières, que les longs jours d'une vie sans gloire, où la conscience accuse, et où l'admiration de la femme aimée ne trouve même plus à glaner.

Épouses et mères, sœurs et fiancées qui pleurez les chers absents, écoutez ceci : Sobieski, roi de Pologne, était à cheval entre ses deux fils, s'apprêtant à courir au secours de Vienne menacé par les Turcs. La reine en deuil, ayant à côté d'elle le plus jeune de ses enfants, regardait le héros en pleurant. « Pourquoi pleurez-vous, madame, lui dit Sobieski ? — Je ne pleure pas de vous voir partir, s'écrie cette mère héroïque, mais je pleure de ce que notre troisième fils que voilà, n'est point assez fort pour vous suivre comme ses frères ! »

Femmes françaises, mes sœurs vénérées, demandez à Dieu, au moment de l'angoisse, qu'il vous donne un cœur comme celui de cette reine de Pologne. Ne pleurez pas comme des morts ceux qui ne sont partis que pour aller

vous attendre. Souvenez-vous qu'un trépas héroïque purifie bien des souillures, et que les anges du ciel aiment à déployer leurs blanches ailes sur les champs de bataille, pour accueillir, avec un sourire plus radieux que les étoiles, ceux qui « ont combattu le bon combat. » Pleurez le vide creusé dans votre cœur par le départ des victimes, mais réjouissez-vous de pouvoir dire à la France qui vous bénit : « j'ai enfanté un héros, j'aime un martyr. »

D'ailleurs la guerre a revêtu un caractère si sauvage de la part de nos ennemis, que la fureur, une fureur sublime, doit remplacer dans nos âmes toutes les faiblesses de l'attendrissement, comme tous les calculs de l'égoïsme.

La France ne combat plus pour la gloire ou la conquête : elle combat *pro aris et focis*, pour ses autels et ses foyers, pour la justice et la liberté. Nouvel Attila, Guillaume *le sanguinaire*, a commis le sacrilège de bombarder Paris, tandis que ses soudards, par ses ordres, pillent nos cités, ravagent nos campagnes, incendient nos villages, fusillent nos paysans, massacrent froidement nos femmes et nos enfants. Tous ces forfaits font bondir le cœur, mais affermissent notre espérance. Ils révèlent chez nos ennemis la rage de l'impatience qui commence à douter du succès ; ils font frémir l'Europe d'une indignation qui présage son réveil ; ils nous enivrent d'une colère qui nous assurera la victoire en multipliant les héros.



## III

Un prince de l'antiquité, arrivé à sa dernière heure appela auprès de son lit de mort ses nombreux enfants. Il leur remit à chacun un javelot, en leur disant d'essayer de le rompre. Ils le rompirent. Alors le père assembla, en un seul faisceau, autant de javelots qu'il avait d'enfants, et le leur présentant, il leur dit : « Essayez maintenant de le rompre ! » aucun d'eux ne put y parvenir. « Eh bien, dit le prince, vous ressemblez à ces javelots. Isolés par la haine ou l'antipathie, vous serez facilement brisés et vaincus ; unis par la concorde vous serez forts et invincibles. »

La France, avec ses quatre-vingt-neuf départements, représente ces javelots. Ce n'est pas la force qui lui manque ; ce qui lui aura fait défaut, si elle succombe, c'est l'unité d'impulsion et d'enthousiasme. Que le faisceau se forme, que la même fièvre nous brûle, que nos consuls se fassent obéir par leurs délégués, que ceux-ci châtient l'inertie comme un crime, que chaque département prenne sa part égale de l'impôt du sang ou de l'or, et nous sommes invincibles.

Pourquoi ce Midi qui dort ou qui danse pendant que le centre se bat ? Habitants du Languedoc et de la Pro-

vence que signifie cette *ligue* de la lâcheté et de l'égoïsme ? Êtes-vous Français ou Visigoths ? Est-ce Marseille, est-ce Toulouse qui est votre tête, où Paris ? Est-ce à saccager des imprimeries ou à assassiner des préfets que la France vous convie ? Prenez garde : si la France est vaincue vous saurez trop tard, par expérience, combien est lourd le joug qui écrase en ce moment la Champagne et la Lorraine ; si elle est victorieuse, malgré vous et sans vous, je n'ai qu'une chose à vous dire, c'est qu'elle aura de la mémoire. En attendant elle n'éprouve qu'un profond mépris pour les lâches qui vous déshonorent, et pour les proconsuls qui les autorisent.

Malgré mon ardent désir de ne froisser personne, je ne puis m'empêcher de signaler aussi comme un danger l'esprit de parti. Un tel esprit ne peut que nous affaiblir, parce qu'il nous divise. Seul il a rendu possible l'attentat du 2 décembre et les vingt années d'opprobre qui l'ont suivi ; seul il peut compromettre encore à cette heure solennelle, les destinées de la France.

Au moment où la moitié de nos départements sont profanés, pillés, saccagés par l'étranger, au moment où Paris se montre sublime d'abnégation, rien ne serre le cœur comme les insinuations dissolvantes d'une certaine presse qui aime mieux servir les intérêts de quelques prétendants, que de souffler dans les âmes le feu sacré du patriotisme. Ainsi faisaient les Grecs du Bas-Empire : ils se perdaient en discussions stériles, pendant que Mahomet, à la tête de ses hordes barbares, escaladait les remparts de Byzance !

Conservez vos opinions, si elles vous semblent conformes à votre honneur et indispensables à votre exis-

tence, mais, de grâce, daignez ajourner vos projets jusqu'au jour où le dernier Allemand aura repassé le Rhin. Fils de la Lorraine et de l'Alsace, nous pouvons avoir du respect pour l'idole de vos rêves, mais nos cœurs sont à ceux qui nous délivreront des hordes qui nous pillent. Critiquez, s'ils vous semblent blâmables, les actes du gouvernement actuel, mais ne mettez pas son origine en question, ne fût-ce que pour ne pas l'affaiblir. Né de la force des choses, il opère des miracles qui prouvent qu'il est obéi ; or, lui obéir dans de telles circonstances, c'est le ratifier. Sachons donc, pour le moment, nous contenter du possible, et que notre seul cri soit celui des vieilles républiques italiennes, inspirées par la papauté : *Fuori barbari !*

La République, à la bien prendre, n'est pas un parti : elle est plutôt un terrain neutre où nous pouvons tous nous unir sans abdiquer. Seule elle pouvait développer l'énergie, l'élan qui doivent nous sauver, après tant de malheurs, et jamais elle n'a trouvé plus magnifique occasion de s'affermir.

Les princes d'Orléans ont prouvé par leur admirable attitude, qu'ils savent attendre longtemps plutôt que de s'imposer. Ils sont comme un trésor de réserve qui, dans l'occasion, épargnerait à la France la honte d'aller mendier, comme l'Espagne, de porte en porte, quelque prince étranger. Le comte de Chambord est trop Français pour consentir jamais à mettre sa signature sur un traité qui lui donnerait le trône au prix de l'Alsace et de la Lorraine réunies à la France par ses ancêtres. Le principe qu'il représente a une beauté peut-être trop antique pour séduire une génération tout imprégnée des

principes de 89. Ajoutons que s'il a le talent de faire de très-beaux manifestes pour tenir ses fidèles en haleine, il a le tort immense de n'avoir pas d'enfant. Quant aux Bonapartes, il est permis de croire, pour l'honneur de la France, qu'ils sont à jamais finis. La légende napoléonienne sera bientôt un mythe. Napoléon III a tout enterré à Sedan : son sénat, son cousin, son héritier, *même son oncle*<sup>1</sup> !

La République s'impose donc à nous fatalement, et si elle périt encore, ce sera seulement par ses propres excès.

Elle est, quoiqu'on en dise, la forme de gouvernement la plus logique, la plus digne de l'homme, la plus propre à mettre fin aux guerres de conquêtes comme aux révolutions. Mais un tel gouvernement, il faut le dire, est aussi le plus facile à compromettre, et le plus difficile à conserver. Il ne se soutient que par la vertu, dit Montesquieu, et la vertu est malheureusement ce qu'il y a de plus rare en ce monde.

« Un peuple a rarement le gouvernement qu'il désire, mais il a presque toujours le gouvernement qu'il mérite. »

Si nous avons subi l'Empire avec ses préfets et ses commissaires ; si nous nous sommes prêtés, avec un empressement aussi scandaleux à toutes les exigences de cette effroyable hypocrisie ; si nous avons obligé, à force de docilité, l'homme qui nous gouvernait, à nous croire capables de tout, même de subir sa race de longues années encore, c'est que nous étions des hommes de convoitise

<sup>1</sup> C'est l'expression de Bismarck, et nous devons convenir, tout en abhorrant le génie infernal de cet homme, qu'il trouve parfois des mots aussi profonds que ses desseins.

et de spéculation, bien plus que des hommes d'ordre et de conviction, des Carthaginois bien plus que des Romains. Si nous voulons être dignes de conserver la République et de nous gouverner nous-mêmes, il faut que nous soyons des hommes de justice et d'austérité. Pour qu'une nation mérite de vivre libre, il faut qu'elle se compose de citoyens et non d'eunuques ou de chambellans ; il faut que les femmes sachent dire aux hommes : celui que j'aime, c'est celui que j'admire, et non celui qui me pare ! Il faut que chaque père de famille sache se créer des ressources par son travail et son industrie, au lieu de s'en aller implorer dans les antichambres, à force de bassesses, la faveur d'emporter son petit morceau du budget <sup>1</sup>.

Les institutions peuvent contribuer à former les mœurs, mais ce sont les mœurs qui préparent les institutions, ou les affermissent. Sachons réprimer nos passions si nous voulons nous passer d'un dictateur. Sachons obéir à la loi éternelle de Dieu, si nous voulons éviter le poignet du sbire ou le sabre du prétorien.

<sup>1</sup> C'était le 10 septembre : nous venions d'apprendre à Metz le désastre de Sedan et la proclamation de la République. Comme je me montrais assez satisfait de l'échange et fort peu désespéré, une dame qui se trouvait là s'écria en se voilant le visage : « Monsieur, vous me scandalisez : La République ! mais c'est une horreur ! — Comment cela madame ? de grâce expliquez-vous ? — Mon mari était concierge d'un palais impérial : il est mort, et l'empereur me faisait une pension de cinq cents francs. Vous voyez bien que votre république est une abomination ! — Je vous comprends madame, plus d'empereur, plus de pensions pour les veuves des concierges des palais impériaux ! c'est à faire frémir, et si j'étais autre chose qu'un pauvre contribuable, vous m'auriez converti. » Pour peu qu'on observe le monde, ou voit avec stupeur que la plupart des convictions politiques, s'appuient sur des raisonnements aussi solides, et des principes aussi nobles que ceux de cette veuve intéressante.

Être libre, c'est jouir de ses droits, mais le droit de chacun est limité par le droit de tous, et le respect de ce droit devient un devoir. L'autorité a pour mission de protéger tous les droits, en réprimant toutes les convoitises qui voudraient les violer, et c'est dans ce sens qu'elle est la gardienne de toutes les libertés. L'autorité, sous une république, n'étant que la loi librement consentie, se fait moins sentir que sous un gouvernement personnel, et risque d'avantage de n'être point obéie. Il faut donc, pour qu'un peuple mérite de vivre libre, qu'il sache mettre le droit sous la garde du devoir, et se montrer toujours fidèle à ce grand principe de la loi naturelle : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit à toi-même. » Il faut aussi qu'il sache s'instruire pour comprendre ses propres intérêts, et la valeur de son vote. Un peuple ignorant sera toujours un peuple opprimé, et les despotes n'ont jamais eu de plus sûrs complices que les sots ou les scélérats.

Il est peut-être permis d'espérer que le peuple français saura enfin comprendre cela, après tant d'expériences douloureuses, et quinze siècles de christianisme. D'ailleurs, la divine Providence, dans sa miséricorde, semble avoir voulu hâter notre éducation, en nous forçant d'avouer que nous devons toutes nos calamités à un César sans cœur, et à un roi sans entrailles.

Cessons donc de répéter comme un dogme cet adage des sous-préfets en retraite : « La République est impossible en France. »

Mais d'abord, lui a-t-on jamais laissé quelques années pour faire ses preuves par le jeu régulier de ses institutions ? Est-ce sa faute, si ceux qui avaient juré de la sou-

tenir ont préféré l'étrangler en violant leur serment, et si la France a renfermé dans son sein assez d'habiles pour les applaudir, ou de dupes pour les absoudre ?

Croire la République possible, c'est supposer que nous pouvons, dans l'occasion, avoir autant de bon sens que les Suisses ou les Américains ; c'est commettre tout au plus le crime de nous croire capables de trop de sagesse et de trop de vertus. La proclamer impossible, au contraire, c'est supposer que nous n'aurons jamais assez d'esprit pour comprendre nos intérêts, ni assez de cœur pour accomplir nos devoirs ; c'est désespérer de voir jamais la grande âme d'une nation catholique assez imprégnée de la sublime morale de l'Évangile pour en recueillir les plus beaux fruits ; c'est prétendre que nous serons toujours de grands enfants, qui ont besoin, pour vivre en paix, de donner cent cinquante mille francs par jour à un homme très-peu moral, afin qu'il daigne nous mener à coups de trique, en riant avec ses laquais de notre adorable candeur !

Essayons plutôt de nous montrer virils et chrétiens ; moralisons les masses par la parole et l'exemple ; préférons l'école et l'église au club et au cabaret ; oublions, s'il le faut, nos petits intérêts particuliers, pour songer un peu plus à l'intérêt général, et nous verrons que rien n'est impossible en France, pas même le mariage sentimental de l'ordre avec la liberté.

## IV

Mais hélas ! nos gouvernants ne songent peut-être point assez que l'opinion les observe, et ne pèche pas à leur égard par un excès d'indulgence. Les fonctions publiques deviennent trop souvent la récompense de l'empressement qui sollicite, au lieu d'être une *charge* offerte au mérite qui attend ; et nos tribuns devenus proconsuls trouvent plus commode d'imiter les faiblesses des familiers de César que les vertus de Lincoln ou de Washington. Les hommes, sous tous les régimes, ne savent point assez s'oublier. Après à la curée ils cherchent à satisfaire leurs intérêts, bien plus qu'à honorer leurs principes, Voilà pourquoi nos révolutions ne sont que des convulsions stériles ; au lieu d'être le droit triomphant de l'oppression, elles ne sont que la revanche des ambitions mécontentes contre les égoïsmes satisfaits.

Si l'on plonge son regard dans les bas-fonds de notre société, on sent redoubler ses appréhensions. Il y a là une multitude dépravée, affamée, et que l'envie dévore. Pour ces êtres sans foi, sans espérance, qui n'ont pour capital que leurs vices, leurs désirs et leurs dettes, la liberté, c'est la licence. La République à leurs yeux, c'est



le droit acquis d'insulter tout ce qui est respectable, et de demander à la spoliation les ressources que l'on refuse de demander au travail. C'est l'église fermée au profit du cabaret, les chantiers nationaux substitués aux couvents, et le culte de Dieu remplacé par le culte du plaisir.

Ces lâches ne savent point se battre, mais ils savent assassiner ; on ne les voit pas sur les champs de bataille, mais dans les clubs ; ils répudient les joies saintes de la famille, mais ils courent après les orgies du lupanar. Auxiliaires infâmes de l'envahisseur, ils ont juste assez de courage pour ajouter à nos douleurs, par le meurtre d'Arnaud, le deuil d'un fratricide et l'horreur d'un forfait.

La République n'enfante point ces monstres, mais elle les met au jour. Je les dénonce, avec une franche colère, comme les plus redoutables ennemis de la France que j'aime, et comme les éternels complices des tyrans que j'abhorre.

Voulez-vous conserver la liberté ? soyez implacables contre l'anarchie. Que craignez-vous ? Jadis, pour mieux vous asservir, on vous a montré, comme un épouvantail, *le spectre rouge* ; allez à lui fièrement, regardez-le bien en face, et vous serez tout étonné de ne trouver qu'un fantôme. Ce qui fait la force des perturbateurs, c'est l'apathie des honnêtes gens que la peur transforme en complices.

Les hommes peureux favorisent toutes les tyrannies, et autorisent, tout en les désapprouvant, la plupart des forfaits. Incapables de commettre un crime, ils sont aussi incapables de l'empêcher. Ils veraient conduire le

**Christ au Calvaire par des sbires, qu'ils n'oseraient protester, de peur de se créer un embarras. Cette timidité déplorable a fait, de tout temps, la fortune des dictateurs ou des minorités turbulentes ; elle a condamné la France, depuis cent ans, à osciller sans cesse entre le despotisme et l'anarchie.**

**C'est peut-être pour nous en guérir que Dieu a permis cette crise douloureuse que nous traversons. Toute la partie saine de la nation est armée, et tous les partis ont donné la mesure de leur valeur. Tandis que notre vaillante jeunesse répand son sang généreux sur les champs de bataille, que nos Frères des écoles s'en vont, avec nos prêtres, recueillir les blessés, et que nos femmes se multiplient pour verser le baume sur toutes les douleurs, les hommes d'ordre font l'exercice et se comptent sous les armes. En maniant le fusil qui doit repousser l'invasion, ils retrouvent l'énergie de défendre la justice, et de dire à tous les démons de l'anarchie : « Nous avons fini d'avoir peur ; à vous de trembler ; nous voulons la liberté pour tous, et la licence pour personne. »**

**La France victorieuse et libre avant six mois, avec Trochu pour président : telle est la solution que j'entrevois et le miracle que j'espère. Craignons seulement de légitimer la violence en faisant redouter la réaction. Tous, nous avons quelques reproches à nous faire, et les plus innocents ne sont guère que les moins coupables.**

**Ah ! de grâce, dirai-je à mes frères de la gauche, pas de représailles, pas de violences. Souvenez-vous que la République sera fondée du jour où elle cessera de faire peur aux colombes, après avoir rogné les griffes aux vautours. Pour vous, frères de l'extrême droite, gardez-**

LIBRAIRIE P. N. JOSSERAND, ÉDITEUR

PLACE BELLECOUR, 3, A LYON

**ALMANACH**  
**DU VRAI RÉPUBLICAIN**  
**Pour 1871**

Un volume in-16. — Prix : 50 cent.

Un penseur disait un jour, après une discussion politique : « J'aimerais assez les légitimistes sans la légitimité et la république sans les républicains. » Pour moi, j'avoue en toute simplicité que j'aime de tout mon cœur le républicain du petit Almanach dont je viens d'achever la lecture.

Ce portrait, sous forme de catéchisme, est tracé de main de maître. Ce qui me plaît surtout dans ce bon petit livre, c'est qu'il montre que la république peut très-bien durer en France comme ailleurs, si nous y mettons de la bonne volonté. Il nous suffit pour cela de mettre en pratique les excellents conseils qu'il nous donne, en combattant nos passions avec un peu de courage.

Je voudrais que ce cher petit Almanach pénétrât partout, afin d'éclairer, en l'élevant, l'âme des habitants de nos villes et de nos campagnes. Nous aurions alors le bonheur de posséder bientôt une bonne république, parce qu'elle serait composée de *vrais républicains*.

P. MARCHAL.

# L'HOMME DE SEDAN

PAR LE

*Dernière édition*  
COMTE ALFRED DE LA GUÉRONNIÈRE

Il mourra dans l'impénitence finale.

(ECLESIASTE.)

~~~~~  
TREIZIÈME ÉDITION  
~~~~~

BRUXELLES  
OFFICE DE PUBLICITÉ

IMPRIMERIE DE A.-N. LEBÈGUE ET COMPAGNIE

RUE DE LA MADELEINE, 46

—  
REPRODUCTION INTERDITE





## INTRODUCTION NOUVELLE

DE LA TREIZIÈME ÉDITION

L'accueil flatteur fait par le public à cette œuvre, ayant laissé douze éditions insuffisantes pour défrayer les demandes, rend de nouveau la parole à l'auteur. Il n'en abusera pas. Nous n'avons rien à ajouter au texte; nous lui laissons la forme dans laquelle l'a produite l'indignation. Aux émotions de notre douloureux pèlerinage est venu se joindre le murmure de honteuses machinations. La presse belge a témoigné de l'intrigue signalée par nous. A quelques semaines du jour néfaste, on peut juger, aux échos de l'Europe, si notre patriotisme a poussé sans raison le : *Garde à vous!*

A quelques lieues de la Meuse, que rougissait naguère le sang de nos soldats, en face de Bazeilles incendié, de tant d'autres ruines, l'ambition, qui a ce baptême de sang, osait encore s'afficher. Il semble que la figure de l'*Homme de Sedan* a dépouillé la honte sous un nouveau masque d'emprunt.

Lorsque nous avons cru devoir prendre l'initiative sur l'arrêt que la génération contemporaine adresse à l'histoire, en vérité, nous n'étions déjà qu'un écho, sous la grande voix de la conscience humaine. De toute part, en effet, nous arrivaient mille détails : leur étrangeté, propre à enflammer le flegme le plus impassible, leur assignait plutôt le caractère étouffant du cauchemar que celui d'un fugitif rêve. — Il y a lieu de citer l'adage : *Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable.*

Au plus fort d'une lutte mortelle qui renferme le sort de la nation dont l'héroïsme fait partie de l'épopée, celui qui fut tenu seul responsable des conséquences, par Guillaume, se remet à conspirer encore. — Le prix, c'est la reprise de ce pouvoir

qui s'est évanoui par l'acte le plus honteux des annales du monde. — Pour avoir la vie sauve abrité dans un palais, Napoléon III n'a pas hésité à faire de Sedan le tombeau de l'empire où il a engouffré l'armée que la France affolée avait remise à ce qui n'était que l'impuissance d'un nom. — O fatal mirage ! — Le délire de l'absolutisme, c'est une bouche d'abîme.

Quand se fera le bilan du passif que ce César dégénéré a posé sur la France, sans parler de celui de sang qu'il a mis au compte de l'Allemagne, l'esprit d'humanité reculera d'horreur. Vainement le génie, la gloire des armes, l'habileté diplomatique, la sagesse constitutionnelle ont concouru à l'envi à notre grandeur nationale ; vainement le souvenir en est consacré dans le palais de Versailles que leur dédia Louis-Philippe ; hélas ! les images de ces grands hommes se sont trouvées les prisonnières de l'envahisseur. Tout le capital conquis, accumulé par les siècles, a été follement engagé, dissipé, par un insensé, météore de ce désastre. Le faible intervalle écoulé de la



présidence à l'écueil de Sedan, dix-huit années, ont suffi pour jeter au torrent les attributs de la France royale séculaire, et ceux du rapide mais fécond passage du régime constitutionnel. Jamais la pensée d'un grand poète n'a trouvé une plus terrifiante application : " Il faut des siècles pour fonder un empire, il suffit d'une heure pour le renverser. "

Nous pourrions nous arrêter sur cette remarque, si bien appropriée au sujet. L'auteur va mettre en relief la pensée de la brochure dans un dernier tableau. Le bonapartisme, ce négateur de tous les principes qui oppose au peuple les constitutions de l'ancien Empire, aux traditions monarchiques, la prétendue volonté démocratique, ne voit, ne poursuit qu'un but personnel. En 1815, lorsque s'avancait l'Europe coalisée, la coterie implacable pressait le maître de conserver par la violence le pouvoir frappé à mort sur le champ de bataille de Waterloo. Il s'agissait de faire enlever par ses séides les Lafayette, Dupin, Lainé, Pontecoulant, revendiquant le salut par le

droit national à relever des cendres du despotisme militaire. C'était pour un homme, chair périssable, vouer une nation à l'holocauste. — Aujourd'hui, que la situation est plus grave encore, que trouvons-nous ? Sur la scène lugubre apparaît l'homme fatal. Autour de lui s'agite la coterie acharnée à ressaisir la proie. A l'instar du maître, ce protégé de l'âge moderne, des messagers habiles à prendre tous les déguisements, tentent les crédulités, les défaillances, les peurs. Au fond, il n'y a que la morale traduite d'un adage célèbre : *Qui potest capere capiat*.

Mais pour couronner de nouveau le crime national, il faut mettre la France en pièces. Ce ne serait plus Allah et son prophète, ce serait la France à la merci de celui qui l'a perdue et livrée. Ah ! s'il y a une ironie capable de donner raison à l'impie, ce serait ce défi jeté à la foi, à la vertu, à la Providence. — Ce forfait ! — A-t-on calculé les soulèvements de la conscience humaine, qui n'admet pas que l'anathématisé puisse égarer et faire descendre à lui, la loyauté d'un

roi? Non jamais celui qui se porte l'héritier du droit divin ne voudra étaler le nom couronné de victoires, hélas! bien douloureuses pour la France, comme le dais éclatant du trône souillé où reviendrait, en profanateur, le spectre de Wilhelms-hœhe!

---

## AVANT-PROPOS.

En vain la Providence, le sort des armes ont prononcé sur l'empereur renversé sous le poids de ses fautes. Du pouvoir qu'il avait élevé sur la violation du plus solennel serment, il s'est précipité lui-même dans la captivité. Celui qui a fait verser tant de sang ne voulait pas risquer le sien. Sa valeur, célèbre dans les bulletins officiels, a été en défaut au champ de bataille : il semblait qu'une si honteuse chute n'eût plus qu'à se dis-

simuler dans l'égoïsme d'une paisible retraite.

Au lieu de ce que lui prescrivait la pudeur la plus vulgaire, le bonapartisme, faisant de la mauvaise foi le cortège de sa défaite, intervertit les rôles, travestit les responsabilités : il y a donc l'urgence d'un devoir à dégager la lumière. J'avais voulu exposer l'idée sans enseigne. Après avoir lu, on comprendra pourquoi j'ai décliné l'anonyme. — C'est à visage découvert que je viens soutenir les droits de la vérité dans la justice. Puissé-je en réfléchir le rayonnement, sans lequel tout est ténèbre ! En effet, il y a dans la vie de ces conjonctures solennelles où se taire, c'est être complice.

Le moyen, en vérité, de contenir l'âme prise de douleur devant cet océan de ruines et de désastres ! La vue s'y trouble, la pensée s'y anéantit à ce point que le passé le plus saillant n'est plus qu'un point perdu.

L'homme, aujourd'hui soumis au jugement de l'histoire, n'a-t-il pas conspiré successivement contre son pays, ses institutions ? Les divers États

de l'Europe, la grande république des États-Unis elle-même ont été l'objet de ses trames. Il commença par rêver, décréter même, un jour, l'annexion de la Belgique (1), cet heureux pays où le malheur de la France a recueilli des sympathies, qui se traduisent en une admirable assistance pour les prisonniers et les blessés. C'est touchant ! Honneur et merci aux Belges et au gouvernement de cette généreuse nation !

Hélas ! le peuple, abusé par le charlatanisme organisé qui avait accaparé jusqu'au monopole de la publicité, doit savoir aujourd'hui que l'homme aux *coupes sombres* a étrangement employé les forces que lui a livrées le coup d'État sanctionné par les *plébiscites*, ce grand remords *national*. Il n'a servi qu'à féconder les anarchies par l'anarchie d'une origine criminelle ! Jamais expiation n'a été plus terrible.

Eh bien ! devant cette prétention qui étale le

(1) Le maréchal St-Arnaud s'opposa à l'attentat. Cette trame ne fut point abandonnée, comme en témoignent les papiers des Tuileries.

cynisme dans l'audace, — après Sedan, cette pierre sépulcrale du déshonneur sur un nom, sur une race, les laves de l'indignation la plus ardente ne peuvent être que des scories d'un volcan : il a pour foyer la fournaise de l'indestructible anathème.

Un journal publié à Londres, spécialiste de la restauration bonapartiste, avec l'argent dont on sait l'origine, *la Situation*, entreprend la propagande du mensonge — et de la calomnie. Il s'agit de faire renaître le pouvoir écrasé sous la bombe que le césarisme plébiscitaire a fait éclater contre lui-même. Nous avons recueilli une bombe prussienne sur le champ de bataille de Bazeilles ; elle fut inoffensive, comparativement à celle que Napoléon fit éclater sur la France trompée. La première n'a pu atteindre que quelques combattants, ce qui est déjà trop ; la seconde laisse une nation gisante sous le coup de l'ennemi. Voilà le legs de Napoléon au pays qu'il brûle de victimiser encore.

L'heure est venue d'ouvrir l'instruction criminelle, ne laissant aucune issue aux faux-fuyants.

Combien de faits, de témoignages accablants, vont en surgir ! Déjà, ils font irruption dans la presse de l'univers, qui, chaque jour, rend plus retentissant et unanime l'écho accusateur. Ce sont les préludes d'une dégradation ; les rois scandalisés ne déclineront, pas plus que les peuples, la voix de ce tribunal qu'on appelle l'opinion.

Mais l'auteur de tant de maux est celui qui, après en avoir provoqué, même consacré la cause, tout à coup, au mépris des avertissements de M. Thiers, ce Nestor de la politique, a prétendu étourdiment fait rebrousser l'effet. Devant la France, devant l'humanité, reste donc le véritable coupable, c'est l'entrepreneur de cette guerre.

Les captivités de ces armées livrées, arrachées à la patrie, proie de l'ennemi, les hécatombes de la mort imposant la dévorante conscription du sang, tout se réunit pour attacher l'anathème à ce nom fatal, Bonaparte.

Il a été l'écueil où la liberté, comme la natio-



nalité, sont venues se heurter, acculées par lui au bord du précipice.

C'est ce que nous allons démontrer.

COMTE ALFRED DE LA GUÉRONNIÈRE.

CHATEAU DE THOURON,

HAUTE-VIENNE

(FRANCE.)

---

# I

Un homme s'est rencontré, non tel que Cromwell, pour faire amnistier son usurpation par la gloire et la prospérité nationales. A l'encontre du Protecteur, le prétendu sauveur de la mascarade sanglante du 2 décembre, a engagé, profané, perdu le patrimoine sacré, remis en ses mains, par un peuple pris du vertige d'un nom fastique. — C'est par ce sortilège, qui entraînera toujours la foule dans le piège, que le berneur des paysans dont l'ignorance ne saurait discerner ni principes, ni libertés, ni supériorités, a pu follement bouleverser la tradition des âges, faire insulter

la gloire, — emprisonner les plus illustres de l'armée, de la tribune, — flétrir les plus honorables services, — démoraliser le suffrage universel, au sein duquel il plaçait le ver rongeur de la candidature officielle, — désorganiser toutes les branches, — faire pulluler les traitants, les péculats, les désordres en tout genre, allant jusqu'à offrir au pays une fausse armée, un matériel mensonger, enfin — pour dénouement tragique de cette comédie de vingt ans, lui donner la capitulation de Sedan, cet abîme dont le patriotisme et même l'étranger osent à peine sonder la profondeur.

---

## II

Maître des emplois, de la fortune publique, chef d'une bande de sycophantes, de séïdes, — enrôlant toutes les ambitions, les cupidités, — enlaçant le pays dans les rets d'une police innombrable, — faisant tristement dire : " L'empire, c'est l'espionnage, — affaiblissant l'armée du pays pour donner à sa personne une garde prétorienne où la patrie s'éclipsait devant l'homme distributeur des grades et des croix, — comptant, dans tous les recoins d'une administration formidable, des condottieri prêts à tout, ces Corses dont les Romains, au dire de Tacite, ne voulaient pas pour esclaves : On sait quel

fut son sacre de sang et de proscriptions. On a raillé les symboles qui empruntent leur prestige au passé, où la religion s'unit à la tradition héréditaire, sous le bandeau des souvenirs qui moralisent une nation. Reims et son ampoule ont fourni aux Beaumarchais de la critique un texte d'inépuisable satire. Serait-ce mieux de canoniser la dérision plébiscitaire, sous la surveillance d'une soldatesque en débauche ? Pour cette investiture, il y a deux vedettes, l'ignorance et la peur. — On peut raccoler les *oui*, le sang reste, ils ne le lavent pas.

Qui ne frémit en songeant à cette nuit du 2 décembre, quel tableau en a été fait ! Mais ces horreurs, les émotions qui s'y rattachent, sont indescriptibles et mettent en mémoire ces paroles : " le sang appelle le sang, comme l'abîme appelle l'abîme. " Malheureux peuple, que celui où le pouvoir a une si criminelle origine ! Qui contestera que Napoléon III s'est faufilé par une voie de sang et un système de terreur, près duquel a pâli dans ses effets, celui des Danton, et de Robespierre ! Encore ces hommes, auxquels s'attache le juste stigmaté de l'histoire, avaient-ils pour excuse la patrie à sauver ; mais Napoléon, venant après Lamartine, qui avait tenu docile la foule et les clubs

révolutionnaires ; après Cavaignac, Lamoricière, Bedeau, qui avaient désarmé l'émeute de la rue ; qu'était-il autre qu'un exploiteur qui, se couvrant du masque de l'ordre, créait le désordre ? Sous le vain prétexte de sauver la société, il fallait ouvrir pour elle, pour l'étranger et la nation, cette cascade de défiance, nécessitant ces armements ruineux. Ils couvaient Sedan, la plus funeste page de l'histoire de France, le siège de Paris, ce malheur immense, dont le fait seul est un désastre.

Et lorsque ces désolations épouvantent le monde, soulèvent contre leur exécration l'indignation des plus indifférents, alors que le Prussien lui-même, avant d'avoir semé la désolation dans les maisons envahies par lui, semblait, faisant la part de l'humanité, déplorer « que l'agresseur de son roi, » comme il le dit, l'ait obligé à cette rude et triste besogne, — que fait ce fugitif ?

Après avoir détourné, pour le soin de sa personne, et celui de ses luxueux bagages rappelant les rois asiatiques, des forces si nécessaires là où l'on se battait, il se livre (1). Lui-même fournit la serrure qui va river la chaîne de captivité d'une armée, sur laquelle reposait le sort de la France.

(1) La lettre du général Wimpfen ne permet plus l'équivoque et ne laisse plus d'accès à la mauvaise foi : elle anéantit le certificat d'innocente aumône des aides de camp.

L'ambition exclusive d'un homme se joue de l'une et de l'autre. — Alors, emportant les débris de ses splendeurs insensées, étalage sous lequel, aux yeux de la foule hallucinée, il dissimulait sa petitesse, il ne rougit pas de montrer à son austère vainqueur, aux Germains étonnés, le contraste de tant d'humiliation avec la file des chevaux qu'il transporte dans un somptueux exil. — Les récits de ceux qui l'ont vu, à cette heure, pour lui grosse de tant de remords, respirent une pénible impression. Comment ne pas la ressentir, alors que ce faux empereur, source de tant de misères et de larmes, son éternelle cigarette *d'hébétement* à la bouche, ayant pour réponse aux plus saisissantes causeries le continuel tic du tourment de sa moustache, lorsque, disons-nous, *cet envoyé de la fatalité*, que le chrétien nomme plus justement la colère divine, va se pavaner impassible dans le sybaritisme d'un palais du triomphateur, aumône que celui-ci fait au vaincu.

Voilà l'homme — ce n'est qu'un pâle galbe — de ce que cette figure dite longtemps indéfinissable a frayé, dans son cours de vingt ans, c'est-à-dire la voie de la décadence, comme s'il se fût donné la mission de creuser le tombeau de la France.

### III:

Ah ! celui qui écrit ces lignes, faisant écho à la grande voix de Chateaubriand, son premier et glorieux maître et modèle, crie à son tour, " non, je ne veux et ne puis croire que j'écris sur le tombeau de la France. "

Si cela pouvait être, il y aurait de quoi élever contre la Providence l'amertume de l'imprécation du poète orateur qui, à travers l'apothéose des cendres, entrevoyait l'écueil où poussait la séduction d'un symbole. — Vainement, plus tard, Lamartine tenta d'écarter le masque qui dissimulait à la foule l'homme sinistre. Le peuple abusé



éleva de ses propres mains au sommet de l'empire ce souverain du désastre. Il enveloppe la patrie qui, comme Rachel, veuve de sa gloire, pleure ses enfants. Ce *sauveur*, comme il s'intitulait fastueusement, lui a-t-il fait assez boire au calice de douleur et de honte? Combien de ruines encore? Combien de morts exigent l'ineptie et la trahison qui ont été le solde final laissé à la France!

Ceci dit, dans la sincérité de la conscience, pour la justice de l'histoire, dont le flambeau fera tomber l'œil sur de bien plus tristes découvertes et lamentables effets, nous aborderons une rumeur venue de la presse officielle de Berlin.

---

## IV

Ces mystères d'iniquité — ces tripotages de toutes sortes empruntant les formes de pot-de-vin, ces audacieuses mises en commun de bénéfices à prélever par les associés sur la crédulité publique, drainant l'épargne des familles, affectant le capital provincial — ces marchés usuraires, l'exploitation des fournitures, les devis surfaits dans le monopole des travaux publics et adjudications d'État : la commandite de toutes les cupidités liguées ensemble contre cette pauvre nation livrée en proie aux cormorans — les licences accordées par le conseil d'État et le souverain ayant la manche large, à des sociétés de malheur, telles que celles du Crédit mobilier et tant d'au-

tres — les agents financiers transformés, un beau jour, en pêcheurs pour appâter, amorcer le capital en faveur du Mexique, guerre entreprise pour le profit de quelques spéculateurs, grâce à une misérable majorité de serviles, vainement avertis par l'illustre Thiers : — tels sont les souvenirs qui non-seulement blessent la France, mais encore l'humanité, aussi l'honneur des couronnes, dans la moralité dont les gouvernements doivent l'exemple aux peuples. Ah ! voilà des témoignages qui se lèvent accablants, solennels, pour protester contre une ténébreuse intrigue de l'empereur déchu et ses associés ; de leur part, il faut s'attendre à toutes les folles conceptions ; on dirait des joueurs désespérés. Pour retrouver leurs grosses prébendes, non conquises par des services, mais fruit de l'abjecte courtisanerie, que ne feraient-ils pas (1) !

(1) Nous laissons parler un témoin oculaire, sur le témoignage de *l'Étoile belge* :

« Ce qui m'a le plus frappé, lorsque j'ai vu l'empereur, le prince Ney de la Moskowa, Pajol, Castelnau et Reille, le 2 septembre au château de Bellevue, ça été leurs brillants uniformes ; on eût pu croire par la splendeur de leurs vêtements qu'ils étaient les maîtres de la situation. Il paraît que ceci n'a pas fait le meilleur effet sur les soldats français fatigués et harassés. La veille de la bataille de Sedan, lorsqu'une partie de l'armée de Mac-Mahon a vu arriver l'empereur, son état-major et toute sa maison militaire, dans leurs splendides costumes, pas un soldat n'a crié : « Vive l'Empereur ! » Quant à la maison militaire, elle a été huée. Les zouaves les ont engueulés, m'a dit un officier, en se servant d'une expression un peu soldatesque. »

## V

Quoi qu'en puissent dire les journaux officiels et la presse de Berlin, ceux qui tiennent pour principe que la moralité d'un gouvernement doit répondre à celle de la conscience humaine ne saurait admettre une aussi téméraire allégation, en ce qui se rattache à ce projet qui laisserait un honteux rôle à la Prusse. Car il est une loi souveraine qu'on a dit avec raison être la religion de la terre et que Montesquieu a définie être l'essence d'une monarchie, c'est l'honneur. Eh bien! on n'y forfait pas impunément, quelque puissant que l'on soit, à la face du monde.

Napoléon III en a subi le châtement ; avant lui, son oncle, qui était l'Attila acharné aux vieilles dynasties, en avait fourni la preuve encore plus frappante, lui l'assassin délibéré de Condé, le voleur de couronnes même par guet-apens, au besoin, comme il le fit pour l'Espagne, l'*insulteur* de l'héroïque et belle Louise de Prusse, laissant un volcan de colère au cœur d'un peuple dont la France plébiscitaire, folle, chauvine, est la victime aujourd'hui. — Quand on n'est ni Catilina, ni Napoléon III, quand on a le respect d'un nom, de ses souvenirs glorieux, celui de l'opinion du monde, on n'assume pas, inconscient de la pudeur et du sens commun, la responsabilité d'un outrage qui ne s'adresserait pas seulement à la France indignée, protestant par son dernier homme de cœur et d'honnêteté, mais qui appellerait le *tolle* de l'Europe. Elle lancerait le stigmatte à l'Erostrate qui viendrait brûler le temple où la moralité humaine a élevé l'autel des honnêtes gens. Là il n'y a pas deux manières de sentir, de recevoir, de conclure ; ce n'est pas une règle autre à Berlin qu'à Paris, à Londres et à Saint-Pétersbourg.

L'écho de la cabane répond à la voix des villes ; l'ouvrier, dans son échoppe, concorde avec l'aristocrate, lorsqu'il s'agit d'honorer ce qui est

grand, de flétrir ce qui est odieux. — Voilà ce qu'on appelle l'opinion : elle assigne à chacun sa place. La noblesse des actions se détache dans sa lumière ; le stigmaté se pose sur les profanateurs.

Ainsi donc, à ce point de vue, il est facile de faire la part de chacun et de pressentir le cours des choses. Quelque prix que puisse offrir le bénéficiaire déshonoré d'un pareil marché, quelque disposé soit-il à fouler toute décence, à faire du peuple dont son nom a surpris la confiance, la li-tière sanglante d'une âpre convoitise, succédant à l'ambition effrénée qui lui a fait engager la guerre, sous un fallacieux prétexte, oh ! ce n'est pas un roi de race qui descendra à la bassesse d'un pareil marché, qui peut laisser le laurier de la victoire s'égarer, se flétrir dans une pareille boue (1).

Quelque grande que fût la soumission de sa poupée impériale, prête, au besoin, pour retrouver les vaniteuses mollesses de son sybaritisme couronné, à faire de sa main l'étrier de son vainqueur, eh bien ! celui-ci, par le fait de l'abjection même de sa créature restaurée, ne peut et ne veut épouser le discrédit, provoquer l'horreur qui surgirait

(1) Le discours de M. Thiers, dans la séance du Corps législatif du 18 juillet 1870, exclut le démenti *posthume* de l'empereur.

d'une si honteuse anomalie. Quoi ! ce serait là le prix du sang versé à torrents, de ruines par milliards, tapissant la France, et refluant sur l'Europe atteinte elle-même par l'anéantissement de tant de valeurs, où puisaient son commerce et son industrie ! Quelle ironique compensation au deuil des nombreuses familles qui, en Allemagne, pleurent aussi des héros confondus dans l'ossuaire des nôtres, tombés sur les champs de bataille d'une guerre, dont est uniquement responsable cet homme sinistre, l'empereur des *plébiscites* ! C'est justice d'y solidariser sa majorité formée par la candidature officielle, cette forêt de Bondy du suffrage universel. Dans un ouvrage, l'acte d'accusation le plus complet et le plus énergique qui, — suivant l'expression du *Temps*, — ait été dressé contre la politique intérieure et extérieure du second Empire, les plaies du système ont été dévoilées dans leurs terrifiants aspects (1).

Que celui, tour à tour meurtrier, — ravisseur de l'antique et légitime patrimoine de la maison d'Orléans, lequel avait été respecté et tenu pour inviolable par la république de MM. Crémieux,

(1) *La Politique nationale*, grand in 8° de 500 pages, par le comte Alfred de la Guéronnière, auteur des *Hommes d'État de l'Angleterre, de la Prusse et de l'Europe*; de la *France et l'Europe*, de la *Voix de la France*, etc., formant les annales de toutes les défaillances du second Empire.

Ledru-Rollin, Louis-Blanc, par la nation ; — que le dilapidateur du fonds national et, en particulier, du budget de la guerre ; — que l'inventeur du plébiscite, cette façon d'escamotage, par le crible de l'ignorance du paysan ou de la passion populaire si facile à enflammer, appliquant les procédés de Robert Houdin à la souveraineté non conquise, mais artificiellement dérobée aussi dextrement qu'une muscade ; — que le conspirateur dont les ténébreux desseins ont eu tour à tour pour objectif les peuples flattés, entraînés et abandonnés, les couronnes et États divers qu'il a prétendu dissoudre, les uns par les autres, avec un machiavélisme en action, qui, finalement, s'est retourné en expiation contre le provocateur ; — que l'entrepreneur d'un pareil et si complet chaos, à l'aide d'un diadème et d'un nom dissimulant, pour la foule, son indignité, ait pu persuader aux paysans voyant, les uns en lui un sorcier, les autres, par le fanatisme de l'oncle, tôt ou tard, l'infailible rénovateur d'Austerlitz et d'Iéna ; enfin, par sa fourmillière d'agents et sa cascade de mensonges du charlatanisme, sous toutes les formes, ayant mis dans toute la gent rurale et fonctionnariste l'écho adulateur que lui seul Napoléon III, plus fin que les rois ses frères, inférieurs en génie, plus



profond que le comte de Bismark, les Gortschakoff, les hommes d'État de l'Angleterre et de tous pays, finirait, comme coup décisif du maître, par recueillir les épaves du naufrage de ceux dont il avait marqué la chute, à l'heure où il lui plairait de sonner leur agonie, sur le cadran du temps; — que cette pluie d'adresses, de compliments, de consécration idolâtres, par les corps constitués, dans un esprit de servilité digne des jours dégradés du bas-empire, — qu'un magot de telles flatteries, élevé par les Rouher, les Lavalette et tant d'autres, à l'infailibilité d'un Dieu, objet, pour ces tigellins, de plus d'hommages sur le trône de sang et de boue du 2 décembre que le roi des cieux; — qu'halluciné par les voluptés et la vapeur que des courtisans pareils devaient répandre dans cet esprit sombre d'abord, détraqué plus tard, il ait pu pousser l'infatuation jusqu'à se croire missionnaire de la fatalité pour reporter à l'Europe (1) monarchique ou constitutionnelle

(1) Un homme dont l'atticisme de langage burinait la pensée. M. Cousin, me disait un jour : « Napoléon me fait l'effet d'un pirate qui, envahisseur d'une île, veut légaliser sa déprédation : voici comment il s'y prend : il occupe l'escalier et le rez-de chaussée et se fait le truchement des communications entre les intérêts et classes : il dit aux pauvres, aux travailleurs relégués dans les dessous inférieurs, en leur montrant les étages supérieurs : Vous entendez ces cris de joie des riches, des privilégiés, ah! les égoïstes, ils vous laisseraient mourir de faim, mais fiez-vous à moi, pauvretoux que vous êtes, je vais les mettre à contribution pour vous

qu'il enveloppait dans le même ostracisme, la dissolution qu'il a inoculée à la France, où il a tout bouleversé, sans rien reconstituer ; qu'au-dessus de cette mer de larmes survive l'homme sinistre voulant ajouter des ruines à celles dont il a

secourir : « alors on découvre la perspective chatoyante du socialisme ; puis se retournant, ce trompeur, par inclination et calcul, dit aux riches : « Vous entendez ces rugissements de convoitise contre vous, on veut vous dévorer, le spectre rouge vous guette, moi je le contiendrai, je l'anéantirai ; seulement, cela exige de grands sacrifices ; on ne saurait trop payer sa sûreté. » Alors on accroit l'impôt, on multiplie les emprunts. « *Je n'ai rien tant de peur que de la peur*, disait le sage Montaigne. » On sait, en effet, où a abouti cette double mystification ; que, procédant par voie tortueuse, en homme nourri d'une haine contre le passé dans ce qu'il avait d'auguste, contre le génie dans ce qu'il offre de recours à une nation trop longtemps abusée, ne voyant que ses sycophantes, il ait mise pour lui et pour eux la France en coupe non réglée, mais sombre ; — qu'il l'ait drainée, saignée, et par la formation de ces sociétés rapinières, par l'octroi à ces traitants, accapareurs établis sous l'enseigne de l'estampille impériale ; — que, sous le prétexte qu'à lui seul appartenait le pouvoir de constituer ou d'effacer ; — qu'en lui, par la délégation plébiscitaire, résidait la démocratie autoritaire, dès lors, pouvant aviser comme bon lui semblerait ; — qu'à ce titre suspect, mais acclamé par la tourbe des stipendiés, il ait pu, au mépris de toutes les règles de morale comme de la véritable économie politique, se jouer de tous les principes ; — que, violateur dans le droit politique international, il ait fait entrer dans les affaires une filibusterie légalisée, dont les conséquences vont envelopper dans une ruine commune des millions de dupes de tous rangs et classes ; — que par suite, il ait facilité et encouragé la création, à toutes enseignes amorçantes pour la crédulité, de ces montagnes de fausses valeurs, hélas ! gouffre de tant d'économies, de capitaux ; — que, dans une partie où il engageait la fortune de la France, le sang de ses enfants, l'avenir de cent générations, il ait mis le comble, par la malédiction universelle, même des soldats qui l'ont si souvent acclamé, par le mépris du monde pour le pitoyable acteur qui, par une porte dérobée, se sauve honteusement au lieu de mourir sous le drapeau qu'il a compromis ; — qu'arrivé à ce point de décadence (le mot est trop doux encore), il ne craigne pas d'y mettre le comble *summa injuria*, par le dernier outrage aux lois divines et humaines ; — qu'il soulève la conscience de qui n'a pas abjuré Dieu et garde une étincelle d'honneur, un reflet du vrai ; eh bien ! quelque effrayant que soit ce cynisme, il est dans la fatalité de cette nature. Elle tapisse sa vie de conspirations, de men-



## VI

Là se détache un point de vue qui dissipera toute équivoque.

L'empire constitué devait rappeler sur la France les défiances que le premier avait laissées au cœur des nations et des dynasties humiliées. — Ce qui est pis encore, c'est d'avoir naturalisé la présomptueuse et dangereuse illusion d'une force, d'un pouvoir, d'une domination irrésistible, comme par l'effet d'un talisman. C'est que Napoléon I<sup>er</sup> développant une force surhumaine, avait surfait l'effort national ; à force de génie, il l'avait poussé au delà des limites du possible. Au contraire, Napoléon III, abaissé d'esprit et de cœur,

a dépensé follement le capital de force et de gloire remis sans contrôle entre ses mains débiles. La France le paie aujourd'hui.

Cependant l'expédition du Mexique, tant d'autres méfaits se levaient contre le pouvoir discrétionnaire réclamé par le plébiscite. Huit millions de voix n'en ont pas moins acclamé le césarisme. On aura beau faire, la déconvenue vainement multiplie les leçons ; pour l'ignorance, pour la foule superstitieuse, bien longtemps encore il y aura le fanatisme de ce nom. Les malheurs venus par lui couvrent la France du deuil de sanglantes défaites dues uniquement au chef de l'État. Néanmoins, que dit le paysan aveugle dans sa fascination ? Il s'en prend à tout autre qu'au coupable, il crie à la trahison. L'égorgement du comte de Moneis est un éclair de mort sur ce redoutable abîme, que quelques jours de plus de l'empire eussent ouvert sur mille points divers. Si, comme au temps du Vieux de la Montagne, il est un charme qui puisse faire les séides, il est dans ce nom fatal. Pour lui, les campagnes, une fois relevées de leur étourdissement, se précipiteraient à de nouvelles folies ; comme l'a dit Béranger :

- On parlera de lui sous le chaume bien longtemps,
- » Car on n'y connaît pas d'autre histoire. »

Là est le péril pour la France en même temps que pour le monde. L'ignorance accouplée au suffrage universel en rendrait le retour facile en même temps que redoutable. La fatalité est inhérente à certains personnages, à l'ombre même de leur mémoire ou de leur sang dégénéré. Le paysan, en vérité, perd sa raison quand il entend prononcer ce nom : Napoléon.

Telle est la vérité qui frappe quiconque, égaré dans les campagnes, aura occasion d'entrer dans une cabane, causer avec le laboureur, qui a pour musée national deux ou trois enluminures grossières des victoires de l'Empire. Tout est là pour lui. Les hommes d'État, les libertés constitutionnelles, les forces des autres pays, pure chimère à ses yeux. Qu'on plaisantât à cet égard, que l'on fit des journaux et des discours, rien ne prévalait contre ce fétichisme créé par le *catéchisme* napoléonien, un petit almanach tenu pour plus vrai que l'Évangile du Christ. Toujours est-il que, dans un gouvernement où la loi vient du nombre, c'est le paysan qui prédomine. Il déborde les villes, siège des lumières, il les *gouaille* avec malice. Ainsi s'expliquent les folies *caligulaires* du second Empire. A cette sinistre lumière se découvre la cause des malheurs de la

France. Une ligne noire de M. Dupin, dans sa division topographique, marquait l'ignorance ; en est-il une qui puisse être à l'unisson de cet aveuglement des villages ? Ni Waterloo, ni le 2 décembre, qui inaugura l'escamotage abominable, ni les plus douloureux revers, n'ont pu dessiller la majorité rurale. En attendant que le désastre de Sedan fasse tonner la malédiction nationale par la voix de la France et de l'Europe, il est prudent de se précautionner contre une nouvelle surprise à l'ignorance. Vient le propos de l'adage : *Mens agitat molem.*

---

## VII

Ce n'est pas un tableau fantastique, c'est à peine une esquisse d'un désastre, qui reporte sur celui auquel en revient la principale part une responsabilité plus brûlante que la tunique de Déjanire. — Voit-on ce que cette entreprise lugubre de l'œuvre de l'élu plébiscitaire a enfanté de souffrances humaines dans le présent, légué d'onéreux sacrifices aux générations futures, en supposant l'hypothèse de la moins funeste issue ! Il faut considérer dans la tâche qu'a M. Favre l'état désespéré où l'empereur a laissé la France ? Qui peut ainsi mesurer la profondeur de l'abîme



entr'ouvert par la présomption, frayant la route par le crime, par la désorganisation, à cette grande catastrophe?

Que Guillaume, ce fier monarque qui invoque le droit divin en l'appuyant d'une victorieuse épée, lui l'héritier opiniâtre, plein de foi, du grand Frédéric; que représentant d'une origine et de doctrines en opposition avec cet accouplement de socialisme dont Napoléon a fait l'enveloppe de son arbitraire sans frein, — que le comte de Bismark, sans nul doute un grand architecte d'Etat, sur les entreprises desquelles M. Thiers et nous-même avons en vain averti le pays; que ce ministre, dont la logique terrible, dans la mission qu'il poursuit, secondé par une rare sagacité, — que le planisphériste d'un nouvel empire veuille se donner non pour auxiliaires, mais comme obstacles et fulminates, les soulèvements de l'âme nationale, l'épouvante des honnêtes gens révoltés, — qu'il blesse la fierté des couronnes troublées par cette impossible résurrection; croire que souverain, chancelier, gouvernement de la Confédération du Nord s'abaissent de la sorte si au-dessous de la hauteur de leurs vues, — qu'ils puissent rouler si bas du sommet de leurs prin-

cipes, si l'on veut de leur superbe ambition, par cela même exclusive non des moyens terrifiants, mais des vils complots, — qu'ils importent les procédés de l'immoralité napoléonienne dans leur politique, — voici ce que nous refusons de croire, par respect pour ces terribles adversaires ! — Le laurier n'entrelace pas le pilori du coupable. Les procédés de la vraie grandeur, le soin de sa réputation, la coquetterie de la gloire excluent cet accès au mépris ; on ne peut vouloir assurément, à aucun prix, lui fournir cette justification. Tout homme qui se respecte, à quelque parti qu'il appartienne, doit donc considérer comme apocryphe cette prétendue participation, ou propension, à un projet aussi scandaleux. Une *vilainerie* de cette nature serait l'opprobre sur le front des plus glorieux.

Car si le souverain déchu, à défroque plébiscitaire, est capable, à tous prix, en avalant la honte comme de l'eau, en souscrivant à toutes les capitulations anti-nationales, de vouloir, gnome sorti de la mort, se ruer, de nouveau, en exploiteur sur sa victime, la France, s'il l'ose, après Sedan, ou, par une raison qui se fait transparente, il a livré l'armée française rançon de sa personne, tel qu'un rat dans une souricière ; de-

vant ce nouvel attentat, un si grand choc des consciences se fera, que l'audace n'aboutira pas. Contre elle commencera par s'élever l'anathème du soldat; il fallait l'entendre à Sedan; il fallait le voir défiler, la rage dans le cœur, en longues files, sous l'escorte des vainqueurs; il faut avoir recueilli ses récits et jugements sévères; il faut avoir visité ce vaste champ où la défaite était écrite d'avance par la topographie qu'a méconnue le plan de la bataille, où le soin de la sûreté de l'Empereur dominait la question militaire et nationale; on sent partout la fatalité dans laquelle cet homme enveloppe, par des fils diaboliques, pays, armée, présent, avenir! Comme les harpies de la fable, il empoisonne ce qu'il touche.

Ainsi l'histoire, écho courroucé du sentiment public, n'aura pas à gémir sur une restauration où le crime entraînerait, comme le spectre dans la danse macabre, la victoire, la politique et la diplomatie de l'Europe. Ce serait pis que la révolution de la violence, ce serait le sacre par le mépris.

Croire que le futur empereur d'Allemagne, qui, en recevant la déclaration de guerre, au milieu de sa famille, entouré de Moltke et de Bismark, prenait le ciel à témoin que Napoléon était l'agres-

seur (1) responsable ; — s'imaginer que lui et le Richelieu allemand qui a dépassé le nôtre, acceptent la souillure d'un compte à demi avec le contact napoléonien : à moins de voir cette profanation par nos yeux, à moins d'entendre par notre ouïe rétracter le langage auquel ils nous ont accoutumés depuis 1866 et que nous avons caractérisé ailleurs, jusque-là nous ne croirons pas qu'ils puissent s'envelopper dans le linceul d'une pareille infamie. — Pour avoir les faux sourires d'une troupe de *gamblers*, ce ne sont pas des autocraties, des aristocraties, ce n'est pas le puritanisme protestant, ce n'est pas un peuple fougueux dans sa vocation, austère dans ses mœurs, fier dans ses professions, d'une si haute culture intellectuelle ; aucun d'eux ne consentirait, au prix de quelque bassesse que ce fût, à prendre la diabolique responsabilité du retour d'un règne qui a réuni toutes les anomalies démoralisatrices. Ni la légitimité, — ni les évocateurs du droit ne sauraient servir de parrains à l'illégitimité des principes et des personnes, — de même qu'à la flibusterie plébiscitaire élevée sur les mépris du droit traditionnel, au

(1) Plus tard Guillaume le séparait de la France. De ce langage, il ressort que le coupable tombé, il serait humain d'arrêter l'holocauste dont, suivant le roi de Prusse, son prisonnier est le seul auteur. Voilà le cri de la justice et de l'humanité.

point de vue monarchique, sur celle de la souveraineté de la raison, au point de la démocratie honnête, jalouse de régler sa marche sur l'esprit nouveau.

Ce serait donc pour réimpcser ce régime de renégats, à la pointe de leurs canons sur le monde de victimes des deux races, que l'Allemagne aurait fait ces efforts de géants, dans ce long parcours de morts. — Ici, l'absurde des fantaisistes du projet le dispute à l'odieux. Quoi ! la fausse grandeur qui s'est elle-même jetée en bas du haut de la colonne de l'oncle réapparaîtrait tout à coup. La décadence du bas-empire n'a rien de comparable. Le césarisme souillé à ce point, trouvant une race royale comme sa garante, couvrirait en Europe les laves du socialisme. Chaque jour apporte un nouveau méfait. L'Empereur s'est dérobé à sa mission — a forfait à son devoir envers son peuple — comme à ses déclarations envers l'Allemagne, à ses offres même au roi Guillaume, témoin la révélation sur le tentateur Benedetti.

Écoutez ce tonnerre qui roule chaque jour plus tonnant dans l'esprit public ; c'est pour avoir démoralisé la nation que Napoléon III recueille le dégoût de l'Europe, dont le prince Albert et tant d'autres se sont fait les organes.

## VIII

L'affaire des adresses provoquée par M. de Morny, figure élégante sous laquelle se dissimulaient tant de passions, fut sur le point de nous brouiller avec la Grande-Bretagne. Il a été révélé par nous, dans un autre ouvrage, comment cette extravagance fut prévenue : son accomplissement tint à un fil. La guerre, dont le même souverain a pris l'initiative à l'égard de l'Allemagne, alors qu'infidèle il retenait dans une infériorité numérique l'armement de la France, semble avoir eu pour motif une rancune corse. Mais au lieu d'un individu qui dénonce la vendetta, à ses risques et périls, c'était un autocrate insensible qui

jetaient dans sa querelle la vie de son peuple.

Le vice et le faux étaient entrés à ce point dans l'âme oblitérée de Napoléon, qu'il ne sentait pas les outrages qu'il faisait à sa mère, en couvrant d'honneurs des hommes dont l'origine émergeant au regard de la foule devait altérer le fils. Le diadème n'absout pas, il affiche. Qui l'endurcissait ainsi à braver l'opinion, si ce n'est le mépris des hommes qu'il jugeait à sa mesure? Peut-être aussi importait-il au pouvoir une funeste idée, plus en rapport avec l'atmosphère de la cour d'assises qu'avec celle d'un trône : c'est que les déclassés, en rupture avec les principes, sont les plus dociles instruments. Aussi a-t-il lancé la fusée qui devait donner le signal des malheurs de la France appuyée sur trois hommes de mauvais augure.

L'un était renégat de la République; l'autre avait délaissé la légitimité, sa caressante nourrice; le troisième (1), champion des tristes bureaux arabes dont il avait fait partie, prétendait faire sortir la régence du désastre et des hontes de Sedan, au moment où il s'agissait de prévenir les effets de la juste colère du peuple par la déchéance, qui était un devoir. Autrement, la nécessité, plus forte que l'intrigue, allait dicter son

(1) M. Jérôme David.

arrêt à l'assemblée, frappée de terreur. L'invasion de la Chambre était l'inévitable conséquence de l'hésitation des aveugles de la majorité. Ils voulaient par voie oblique, imposer au public indigné la race qui portait le stigmate de l'impopularité et de la défaite; et là encore, ne savait-on pas ce qui est aujourd'hui témoigné par Wimpffen, c'est que le chef, pour échapper au péril, a livré ses soldats en trahissant son devoir. Il n'a pas été fait prisonnier en combattant l'épée à la main, comme les chevaleresques vaincus de Poitiers et de Pavie. — Après avoir engagé la guerre seul, il ne s'inspire que de lui-même pour faire arborer le sombre drapeau de la soumission. Il se dérobaît par la porte de la honte, mais il plaçait l'armée dans la cage de la captivité; il jetait au gouffre la fortune et l'honneur de la France.

La République est donc née de l'obstination dynastique à s'imposer quand même, comme le conflit a été le fait exclusif du parti bonapartiste; — il ne faut pas laisser au subterfuge, à la mauvaise foi, un succès pour reporter le blâme sur qui les a avertis. La paix (on ne saurait trop établir les faits donnant pour chacun la mesure de sa responsabilité), M. Thiers en avait tracé le programme : — il était accepté par le roi de Prusse



— l'opposition s'était ralliée à l'esprit, à la pensée du célèbre homme d'État. — Le *Times*, ce journal d'une grande autorité, a, dans des articles de la plus haute portée, mis en relief tous les torts de l'empereur. On ne trompera ni les cabinets ni M. de Bismark, ni les classes éclairées, qu'on désigne, sous la dénomination *de la galerie du premier européen*.

L'incrédulité que nous opposons à ces rumeurs propagées par de certains organes de la Prusse, ayant laissé supposer la propension de M. de Bismark pour une restauration impériale, n'est au fond qu'un hommage à des adversaires qu'on peut combattre (et nous l'avons fait toujours), mais il faut en reconnaître l'habileté. C'est le devoir de l'homme politique de repousser les illusions et de s'élever au-dessus de la partialité.

Le motif prêté à M. de Bismark a une profondeur de dégradation, où sa fierté ne peut pas plus tomber que sa prévoyance. Ce n'est donc pas lui qui redressera le césarisme napoléonien, ce symbole brûlant de la guerre et de la perfidie.

---

## IX

En général, le public est trop enclin à attribuer aux chefs d'empire, aux grands ministres, un machiavélisme qui écarte la moralité d'un vaste but à poursuivre. Le génie créateur, même conquérant, a pour meilleur auxiliaire la conscience humaine à mettre de son parti. Après l'œuvre de destruction accomplie en terrifiant la chair, vient l'œuvre de la reconstitution. Pour que le succès même obtenu ne soit pas passager comme un rêve, il faut gagner l'esprit. On n'y réussit que par l'honnêteté.

Ainsi, il y a des positions où, grandi par elles,

par les actes, par le dessein que l'on se propose, sous le regard braqué du monde que tient attentif un grand renom, dans l'ordre moral comme dans la conduite pratique, on ne rompt pas avec la conscience universelle.

Voici pour le principe, alors qu'il est la colonne d'un idéal incarné dans des succès inouïs. Les lugubres, mais immortels lauriers de Koeniggraetz et de Sadowa devaient remener la massue de l'hégémonie prussienne sur le pâle héritier de Napoléon I<sup>er</sup>, dès lors qu'après *avoir souscrit à l'établissement d'un empire allemand*, tout à coup il veut, par un procédé oblique, réagir contre ce qu'il avait encouragé et salué comme propice. Cet incapable, auquel l'officiel et une presse gagée prêtaient la profondeur d'un immense génie, n'avait pas vu que proclamer *maudits* les traités œuvre de M. Talleyrand, surprise faite aux vainqueurs, c'était préparer sa propre déchéance. — Grâce à lui, la France suspecte était compromise *dynastiquement*, par le retour même à la dynastie Bonaparte, très-fatal mariage ; elle était — *politiquement* — isolée par le fait même de ces façons d'un capitaine fracasse, qui n'avait rien à offrir que cette perpétuelle rengaine des souvenirs d'une autre époque. Répétés à tout

propos, ils devenaient une injure, une menace, un agacement pour les gouvernements et les peuples étrangers.

Ah ! si les mânes frémissent au bruit de la terre, ceux que le prince de Joinville alla chercher à Sainte-Hélène, et qui reçut l'hommage d'une grande nation, doivent rejeter leur linceul, sous la honte imprimée à ce nom fabuleux par *Napoléon le Petit*. Augustule a fini l'histoire de César ; l'ironie de la Providence se retrouve à travers les siècles rééditant les mêmes leçons.

votre règne sur une nation chrétienne serait la négation profanatrice de tout ce que l'Évangile proscriit et l'honneur réclame. »

Que pourrait être un empire repêtri avec des misères si lamentables, surgissant de tant de sang et de ruines ? Il serait une insulte aux chaumières incendiées, aux populations chassées sans asile, aux famines, — cortège d'une pareille guerre, — aux malédictions formant un concert infernal dont l'écho troublerait l'Europe, en figeant le remords au cœur des complices. — Il semblerait la statue du commandeur placée sur le trône de Louis IX, pour en faire descendre, au lieu du doux rayonnement des vertus du saint roi, la vengeance, la colère, le désespoir.

---

## XI

Il est un personnage terrible, dont la poésie a grandi l'horreur, c'est le Don Juan remis en scène par Molière et lord Byron. A travers les déguisements que revêt l'ironique corruption de ce fripon, pour lequel il n'y a rien de sacré, un jour il apparaîtrait avec tous les insignes de la plus pure dévotion. — Ce n'était rien cependant en regard de ce que se proposerait Napoléon III. L'imagination du plus sombre des poètes serait restée bien en deçà de l'horreur de ce plan; s'il lui était donné, par la réussite, de souiller l'histoire, ce serait le Bazeilles de la morale. Seulement, l'incendie de

cette cité a été la lugubre prouesse de quelque obscur capitaine.

Aujourd'hui ce serait le Roi, dont M. Russell traçait ces jours-ci la figure accentuée, qui *ayant foi au droit divin, se croit une mission*, viendrait consterner la conscience humaine. Pour jeter sur la terre la sacrilège ironie de la force, il n'imaginerait rien de mieux que de couronner le coupable, et de l'armer du glaive aiguisé sur la meule étrangère, pour le supplice des familles pleurant les victimes entassées par cet empereur de la défaite et de la mort. Ce blasphème-là ne tombera pas d'une bouche royale. Sous son feu dévorant, le capitol du vainqueur lui deviendrait un cuisant remords.

Comme nous, une même impression saisit les visiteurs des champs du carnage. — La stupéfaction de la ville de Sedan témoin de la défaillance de son hôte impérial, — les 90,000 hommes qui sont allés rejoindre les 60,000 plaçant 150,000 de nos compatriotes dans cet exode de la captivité (1) — les officiers prussiens étonnés d'une soumission sans exemple dans les annales de la guerre, — un empereur qui fait pour se rendre, au lieu de

(1) Les capitulations de Toul, de Strasbourg, et d'autres combats de détails en ont encore accru le nombre.

combattre, et de faire pour lui et les siens la trouée qu'offrait le général Wimpffen, — ce dédain qui ne laisse tomber des lèvres glacées un mot de sympathie pour ceux dont il a causé l'infortune, — tout devrait faire rentrer dans les catacombes les plus reculées celui qui a fait cette tragédie.

Devant cet océan formé par toutes les misères humaines, s'il n'est pris de l'endurcissement de quelques incorrigibles attachés à l'auge impériale, qui oserait arborer la fausse enseigne d'un tel empereur ! Ce serait la plus grande injure que pourrait ambitionner la démagogie pour la majesté royale. Alors, en vérité, la république s'offrirait aux peuples scandalisés comme une sauvegarde contre une pareille infamie. Quel souverain de sang, quel chef d'État, sans que l'explosion de toutes les consciences n'éclate en volcans, pourrait donner à cette contrefaçon souillée ce titre prescrit par l'étiquette : " mon frère " .

---



## POST FACE.

Alors que Paris, la métropole reconnue de la civilisation, des arts, de la richesse, fonds commun du monde, se voit assiégée par une autre nation, provoquée par le bonapartisme décidé à une querelle quand même; de quelque part qu'elle vienne, une fin de non-recevoir serait un sacrilège. Il appartenait à un homme illustre, que la vérité a fait son ambassadeur, que l'Europe honore, de montrer ce qu'est l'âme de la France laissée à elle-même. — Sous la pression du gouvernement personnel, elle a été détournée de noble vocatioir. La conspiration qui fit du plé-

biscite l'instrument de nos malheurs fait rejaillir sur l'empereur une responsabilité qu'il essaiera vainement de répudier : non-seulement il n'a rien voulu entendre, mais il s'est toujours présenté comme *seul responsable*. M. Thiers, suivi de toute l'opposition, outragé par la majorité d'abord, par les chefs d'orchestre, le *Figaro* en tête, a en vain voulu empêcher cette guerre impie.

Voilà la vérité. Ceux qui ont approuvé les meurtres de décembre, la confiscation des libertés, le Mexique, cette grande leçon perdue, osent déjà avec plus d'impudeur qu'autrefois (il pouvait y avoir des allusions) refaire la propagande bonapartiste. Peuvent-ils surprendre, dans leur cause abhorrée, les souverains, les hommes d'État ? La presse anglaise, dont le mâle et indépendant langage ouvre, d'ordinaire, la marche de l'opinion publique ne déguise pas ses sentiments ni ses inclinations, pour que la France, livrée par son souverain ne soit pas la victime expiatoire des fautes et forfaits accumulés de celui-ci : l'Angleterre était d'avis de mettre un terme à la fureur impie des combats. C'est qu'en effet la civilisation ne peut avancer que par la paix, le libre développement de la liberté et de l'industrie. Cette noble émulation des facultés humaines exclut et interdit

l'égorgement par la guerre, ce *meurtre impie*, disait le noble Lamartine. La guillotine n'abat qu'une tête, mais la lutte telle qu'elle se poursuit, en ce moment, ayant pour grossir la moisson de la mort les grosses armées servies par les fusils nouveaux, par les engins de la plus effroyable destruction, les mitrailleuses, les obusiers, les bombes infernales, interminable nomenclature, oh ! c'est affreux !

Qui peut sans frémir y avoir recours sans justification ? Ah ! qu'il songe à Dieu, à l'arrêt de demain ; — sous l'horreur d'un pareil holocauste, ce sera la *Marseillaise* de la paix qu'entonneront peuples et rois.

---

## XII

Le sentiment exprimé par M. Gambetta, à Tours, *du pacte avec la victoire* ou la mort, se retrouve dans toute sa véhémence contre Bazaine et sa capitulation. C'est la sincérité d'une grande douleur mêlée à un indomptable patriotisme. — Toujours est-il que le mot *guerre à outrance*, avec le pouvoir discrétionnaire adjugé par la grandeur de la terrible lutte, serait, dans l'opinion du jeune ministre délégué, le mot d'ordre exclusif d'une situation où se poursuit le drame le plus lugubre peut-être de l'histoire du monde.

Il est des extrémités où il faut savoir mourir individuellement : mais, pour une nation, ceux

qui la guident ont pour premier devoir de ne pas la laisser courir à cette extrémité.

Nous ne saurions avoir la prétention d'être une boussole. Nous coupons court au pèlerinage qui nous donne l'Europe pour hôtellerie, vouant à la patrie tout ce qui nous reste d'âme et de force. — Un homme n'est rien, il disparaît un peu plus tôt un peu plus tard; qu'importe? C'est la nation qui doit rester vivante.

Devant la scène qui se déroule, ce flot nouveau d'Attila que nous avons vu défiler à Sedan, dans quel appareil! nous avons éprouvé une douloureuse impression. Que de renseignements tristes recueillis, à cet égard, à la charge du gouvernement rapace, infidèle, trompeur auquel revient la principale part dans la catastrophe! Quant au remède à apporter, qui peut être sûr de son jugement? Qui peut, étourdi sous l'explosion de tant de coups de malheur, marquer la limite où le sacrifice nécessaire se détermine, où le devoir commence pour se poursuivre avec une implacable et amère résolution.

La partie est suprême. La lutte cessant d'être politique, semble ne plus se circonscrire dans le duel des armées, mais devenir le choc de deux races.

La civilisation n'a qu'à se voiler, l'humanité s'écrie : *Horreur !*

Les intérêts vrais des deux belligérants demandaient la paix. Les conditions, nous n'avons ni la possibilité de les discuter, ni les éléments d'appréciation pour émettre un humble mais consciencieux avis. — S'il faut croire ce que nous apporte la presse étrangère (celle de notre pays ne pouvant plus circuler), il y aura une responsabilité, que burinera l'histoire vengeresse, pour celui qui aura rendu impossible la solution pacifique en refusant de faire la part recommandée par la justice aux uns, imposée aux autres par des événements qui sont le fait du sinistre empereur.

C'est qu'il est des circonstances où il faut savoir s'élever au-dessus de la passion populaire et des plus nobles susceptibilités. On doit oublier ses propres souvenirs, ses aspirations.

Telle est la conjecture, où retombe sur un groupe d'hommes placés au pouvoir par l'émotion d'un grand désastre la charge du salut de tout un peuple. Trente-huit millions d'âmes vivantes forment un océan au delà duquel il y a l'immensité des générations et de l'avenir national. Echapper à la passion du moment, à l'influence

d'un zèle vrai chez quelques-uns, faux et forcé chez d'autres, c'est la vraie tâche de l'homme d'État à la hauteur d'une telle mission, c'est aussi le plus glorieux rôle du patriote. — On peut se sacrifier soi-même à une susceptibilité, à une conviction forte de son droit, — car on dispose de sa personne, — mais quand il s'agit de la destinée nationale, ce qu'il faut voir, c'est le possible, c'est le lendemain. On est trop enclin, dans notre pays, à rappeler l'application des souvenirs de l'autre siècle alors qu'il n'y a aucune analogie entre les époques et les choses.

C'est dans cette faiblesse que Napoléon III a enivré et égaré la France. — Sans doute, les faits historiques de 92 sont une grande page de l'histoire, mais ceux qui en parlent sans cesse se sont-ils bien rendu compte de la différence des temps? Elle est sensible cependant. Louis XVI, ce roi honnête, ne livrait ni une France envahie dans son cœur, ni épuisée dans ses ressources. Aussi put-elle faire ce qui fut impossible, deux fois, à Napoléon le Grand. A celui-ci le génie ne manquait pas, mais plutôt les ressources, qu'il avait épuisées par l'abus même de la victoire.

Bien loin de son oncle l'organisateur, Napoléon

le pirate, après avoir drainé jusqu'à la dot sacrée de la guerre, a laissé une situation sur laquelle un procès-verbal de carence deviendra le titre définitif, au grand ébahissement de ses dupes, que nul n'a plus averti que Berryer, Thiers et nous-même, leur humble mais fidèle écho.

C'est pourquoi nous croyons pouvoir hasarder une pensée qui répond à toutes nos défiances et accusations, non-seulement contre l'empire tombé, mais contre l'empereur dans sa puissance, alors qu'il liait les langues et profanait les consciences.

Devant cet abîme qu'il a ouvert *gurgite vasto*, ce qui semblait impossible, sous le régime constitutionnel, se dresse dans des proportions terrifiantes. La France rugit de n'être plus elle-même, par suite de l'exploitation qui, pendant vingt ans, semble avoir voulu railler l'honnêteté de la Restauration, abolir l'ordre de Louis-Philippe, insulter à la modération de la République dont Lamartine fut l'inaugurateur et Cavaignac le loyal chef. En tout cas, le rachat, quelque dur qu'il soit, ne pourra être mis au compte de la commission de la défense nationale.

Dans un pays où l'impression court, où les événements viennent rouler les flots d'une opinion irrésistible, si, ce qu'à Dieu ne plaise, de nou-



veaux malheurs suivaient la ronde infernale engagée par le bonapartisme, mon Dieu! mon Dieu! quelle responsabilité!

C'est qu'en effet le monde pullule de présomptueux qui, étrangers aux notions nécessaires pour juger, font fi des expériences et supériorités. C'est pourquoi la France s'est trouvée au bord de l'abîme, alors que sur les hâbleries du gouvernement, elle se croyait maîtresse du monde, admirée, suivie d'alliées. — Quand une voix loyale s'élevait pour signaler les mirages, on aurait lapidé l'avertisseur. C'est ainsi que, dans la province, on propageait l'impopularité sur M. Thiers, par exemple, avec ces mots : *Généralissime des Prussiens*. Que ne l'a-t-on écouté!

Un régime de mensonge universel, inhérent à l'homme qui s'était approprié la France, devait avoir pour finale une liquidation de déceptions; aujourd'hui c'est pis, c'est un désastre. — Devant l'ennemi qu'il nous a amené, on mine les ponts; lui a miné l'édifice. Il semble que dans les ténèbres de son noir esprit, il a comploté que rien ne survécût à un règne sur lequel planait le génie des ruines.

Le patriotisme a d'autant plus de force, pour s'adresser à l'opinion et aussi à ses adversaires,

qu'il s'appuie sur l'impartialité. Nous nous y attachons, comme à la meilleure boussole pour la France égarée, sur l'océan semé de gouffres où l'a entraîné le gouvernement personnel.

La rupture des négociations de Ferrières a donné lieu à un éloquent exposé de M. Jules Favre.

En politique, il faut savoir subordonner les impressions les plus légitimes à l'empire irrésistible des faits, et de ce qu'ils prescrivent souvent de douloureux sacrifices (1).

(1) Postérieurement à nos éditions précédentes, M. Gambetta est venu, par la route du ciel, porter les résolutions de Paris. Il n'a pas d'ailleurs dissimulé la situation critique léguée par le gouvernement déchu

L'Empire avait une armée formidable en apparence. Mais l'empereur n'était qu'un général de costume à étaler dans les revues -- Quels choix faisait-il? Wissembourg, Woerth, Sedan ont répondu. Les généraux sont jugés par leurs œuvres et les témoins victimes de leur impéritie. La nation expie la faiblesse de s'être mise à la discrétion d'un homme qui n'avait que l'étiquette de son nom. Le désordre, la démoralisation, la défaite en ont été la conséquence.

La France, restée avec son courage, ne forme plus qu'un camp : ce qu'elle réclame surtout, c'est une direction raisonnée, c'est un homme qui sache et qui puisse combiner ses forces. Voilà le cri de tous, il sort du sentiment de la situation.

Quels que soient l'énergie, le patriotisme, les facultés oratoires incontestables de M. Gambetta, sans même réviser le bilan des moyens qu'il indique, il est une question dominante, sur laquelle il convient d'insister.

C'est qu'une guerre pareille exige un général, plutôt qu'un Démosthènes.

Si la stratégie ne vient pas rendre effectif l'enthousiasme, on n'aura fait que renouveler les relais d'illusions toujours suivies d'un triste réveil, en guerre surtout.

Voilà ce que l'on ne saurait trop dire en se rappelant Sadowa et Sedan. — La France n'a manqué ni de soldats, ni de dévouement, ni de ressources. Mais de tête, elle n'en avait pas.

La théorie de la levée en masse n'a de valeur auxiliaire que reliée à la science militaire, pour en diriger les mouvements.

Telle est la tâche immense compliquée du gouvernement intérieur, qui est dévolue à la dictature non déferée, mais prise. Le double génie du politique et du guerrier doit lui donner pour légitimation la victoire.

Autrement ce mot : la paix qui fait protester le mobile indigné serait, à coup sûr, celui de la résignation de l'homme d'État qui s'attache au résultat. On ne saurait prétendre à ce titre, que sous la stricte condition de ne se laisser détourner ni par les courants d'une colère justifiée, ni par de fausses espérances.

---

## CONCLUSION.

Ce n'est pas le souverain que domine l'esprit du droit traditionnel dans ses discours et ses actes — ce n'est pas son ministre qui pourraient sanctionner un grand outrage à la justice universelle. Ce serait déroger à eux-mêmes que de vouloir glisser, par la porte dérobée d'une conspiration ténébreuse, un faux roi dans la famille des couronnés par la naissance. Hors la rare exception que crée la supériorité, la violation de ce principe dans les monarchies est un vol funeste au peuple. Le génie, comme la vertu, a besoin de règle : la dérogation qu'y fait même la gloire

ne conjure pas le péril. Napoléon I<sup>er</sup> et tant d'autres en ont donné la preuve.

Ceux qui tirent leur force d'un principe, en y contrevenant, ne font qu'armer ses négateurs. La révolution n'a qu'à applaudir des auxiliaires aussi inattendus par elle.

Etrange anomalie ou faute ! Ce serait bien peu rentrer dans le rôle de la Providence et dans la logique de la situation, auxquelles on ferait cette injure interprétative. — Quoi ! voici un être tombé, comme si le doigt de Dieu l'avait marqué, pour que sa chute intimidât l'usurpation ; — voici qu'à des révélations, à des découvertes soudaines, on reconnaît qu'on avait sur le trône un grand faussaire d'industrie, un protecteur de toutes les compagnies de drainage financier du pays, le machiniste du mensonge introduit partout, finalement un traditeur de l'armée qu'il avait scandalisée. Cette légende de défaillances, qui serait longue à décliner, se transformerait en titres l'emportant sur tous les autres ! Ceux de la liberté républicaine, les aspirations du passé, M. le comte de Chambord avec les sacres de Reims et la carte de France que présentent ses aïeux, les d'Orléans avec la sagesse, la modération, la prospérité, la paix qui se liaient à leur gouver-

nement constitutionnel, n'immobilisant pas, eux, le progrès dans le bon plaisir d'une *responsabilité purement chimérique*; rien de tout cela ne vaudrait plus.

Les droits du guet-apens du 2 décembre, les manques de foi répétés envers l'Europe, la France, la religion, la liberté; le Mexique, Wissembourg, Wœrth, Sedan, tous les désastres dont Napoléon III est l'auteur, lui assureraient la présence pour que ce déchu, à son défaut le baptisé du feu de Saarbruck, vienne tout balayer de l'abjection de tels souvenirs. Ah ! peut-on croire qu'il y ait, dans ce siècle, un souverain, une force, un embauchage, par la terreur, susceptible de faire dévorer à la France un pareil affront, de courber la conscience de l'Europe, l'arrêt de l'histoire sur le billot d'une pareille tyrannie ? Oh non, ce serait pis que l'abus de la force, ce serait l'infamie garantie par un roi. Eh bien ! eût-on fait de la nation entière un cadavre, sous l'étreinte du bourreau rétabli par le pardon de celui qui l'avait fait captif, il resterait l'Europe, il resterait ce long lendemain qui est l'avenir, sous l'anathème duquel princes, ministres, tous ceux qui auraient concouru à ce dénouement, trouveraient leur expiation.

A la hauteur où les événements ont placé notre

puissant ennemi, on a autre chose à faire qu'à réhabiliter le crime. Ce serait un sacrilège tel que le monde n'en aurait pas encore été le témoin. L'ancien prisonnier de Ham avait surpris une couronne à force de dissimulations, de trames, dont le fil se brouille à chaque haleine, sous le couvert d'un nom dont il a fait le piège national. Mais aucun roi, aucun homme d'État véritable n'iront avouer publiquement, ou favoriser implicitement cette majesté d'emprunt qui a été si funeste à la France et à l'humanité. Que de forces accumulées par les siècles, le génie, la politique, les arts, ont été absorbées ou perdues par le César sorti des plébiscites, cette razzia des suffrages faite sur l'ignorance des paysans, sur la servilité des fonctionnaires, sur la faiblesse de ceux qui, par *peur*, se sont attirés le grand mal de la guerre, de l'invasion ! Ils n'ont rien voulu entendre : tous, à l'heure fugitive, ils marchaient à cet avenir où se rencontre l'expiation des fautes.

Il ne faut donc pas prendre les *contrefacteurs* de la pensée d'un haut esprit comme le thermomètre de ses véritables vues.

Celui qui écrit cet opuscule a vu le bonapartisme conspirer contre le repos de l'Europe non

moins que contre les libertés de la France; il a suivi pas à pas toutes les folles conceptions, les turbulences, les menées de cet étrange alchimiste de tyrannie, de carbonarisme, composant la nature de Louis-Napoléon. Tantôt il voulait muse-ler l'esprit moderne dont il avait peur, tantôt il le poussait jusqu'au paroxysme de la démagogie contre les rois. Après les avoir appelés dans ses palais, où il croyait les séduire par le luxe indé-cent d'un parvenu abusant de tout, il ourdissait la conspiration contre ceux qu'il avait environnés de plus de soins.

Au dernier acte du drame, se sentant perdu, il laissait ses infimes agents répandre dans les campagnes les semences d'une jacquerie nouvelle. On provoquait les ombrages du paysan, si faciles à réveiller, par les susceptibilités de son aveugle crédulité. C'était au moment où, dans la province, les esprits éclairés convergeaient vers la sage politique de conciliation dont M. Thiers s'était fait l'organe, aux seuls applaudissements de l'opposition solidarisée dans sa sagesse. Voilà ce que l'on osait au nom de l'*empereur des paysans*! Quelle fascination attachée par le premier ineffaçable Napoléon, dans les campagnes, à ce nom fatal!

On accusait, tour à tour, « constitutionnels,



orleanistes, légitimistes, catholiques, républicains (la chanson variait suivant les zones), de trahir l'empereur. " M. de Moneïs, dans le noir Périgord, a été victime de ces nouveaux cannibales surexcités par la propagande dynastique. Partout c'était le même feu grisou souterrain de calomnies, d'excitations, lorsque la république est venue donner aux masses rurales abusées de nouvelles préoccupations. D'un autre côté, le parti bonapartiste attisait la guerre et livrait à la dérision de ses journaux et au discrédit, par son agence de calomnies, le patriotisme éclairé, en chaque district, où il revendiquait la paix.

La lumière se fait, et bientôt il n'y aura plus d'équivoque volontaire, on saura discerner les hommes qui, compromis avec l'empire et par l'empire, sacrifieraient la France et le monde, la religion, leur patrie, à leurs convoitises d'un jour, — triste race, qui a acculé le pays à l'abîme qu'il borde aujourd'hui !

Au moment où nous écrivons ces lignes, voici que tous les échos de l'Europe, depuis la Néva jusqu'à la Tamise, retentissent du même cri d'horreur, " racca " sur l'homme fatal qui, par sa corruption inhérente à sa duplicité, a scandalisé la civilisation et courroucé le Ciel contre le pays qui

a souscrit à *cet ignoble césarisme*. Que sa race, sur laquelle il a lui-même posé un stigmate que rien n'effacera désormais, se dérobe derrière les millions conquis sur le plus grand désastre des temps modernes, dont la cause dévoilée laisse douter si une telle monstruosité était possible, accouplée au trône! Le murmure de l'armée, tout ce qui s'échappe de malédiction instruirait, au besoin, quiconque veut mettre la justice dans son jugement, qu'il reste à la France le malheur immérité de tant de déceptions et de profanations.

Nous devons résumer la pensée de cet opuscule tracé en traits rapides, incorrects, sous l'émotion de tout ce qu'a vu, recueilli le voyageur, à l'oreille duquel ont retenti dans un long parcours, devoir de l'amitié et de la philanthropie, les soupirs d'angoisse du patriotisme troublé. — Il y a de quoi.

Poussé par la vocation irresistible de la vérité libérale, nous avons voué les vingt ans du règne qui a glissé dans le sang français versé à torrents inutiles, à combattre l'empereur, son régime, et à avertir ceux trompés et engagés dans cette voie de perdition, qui devait avoir pour débarcadère l'abîme. Nous avons publié, dans ce but salutaire, étranger à toute ambition et crainte, 2,000 pages in-8°. En dernier lieu, nous avons pris rang

dans le journal le *Centre gauche*, le premier qui a pris l'initiative de la déchéance, acte pour lequel il a été supprimé. Nous sommes avec M. Thiers. avec tous ceux qui voient dans la liberté ce patrimoine sacré, le meilleur palladium des peuples et des rois, la plus sûre égide de l'ordre et des principes sociaux, sans le respect desquels tout s'écroule.

C'est sous cette bannière, qui nous a trouvé inébranlablement fidèle, c'est sous l'autorité de cette constance, que nous plaçons avec confiance un loyal appel. Il s'adresse à toutes les délicatesses, aux noblesses de sentiment, à la conscience et à l'honneur des hommes auxquels est commis le sort des nations. Le peuple va au bien ou au mal, suivant qu'on l'attire par la grandeur et la justice, ou qu'on le scandalise par l'immoralité qui se couvre de la force.

Le temps de l'expiation devait venir pour cet homme au masque déteint de son oncle, pour ce sauveur imaginaire qui n'a su faire autre chose que de tout rapporter à lui et à ses créatures et d'enlever au droit, à la moralité des bons exemples, la dignité des choix. La confusion, introduite partout, a préparé la débâcle du système. Elle était inoculée par les expédients désorganisa-

teurs substitués aux principes, seule base du pouvoir, qu'on ne l'oublie pas, avant de passer dans la rigueur d'une accablante réalisation. C'est la peine des gouvernements de fait ayant pour raison d'être la violence, pour mode la corruption, d'être *défaits* au premier souffle d'un insuccès.

Après de pareils enseignements, alors que la tache et le coup ont pris des proportions qui effacent les Waterloo, les Sadowa, inoffensives journées comparées à celles dont Sedan devait fournir l'építaphe lugubre à l'histoire ; quoi ! De ces revers honteux, des ruines de ce matérialisme écroulé, on prétendrait relever la baraque impériale ! Mais regardez, allez à Sedan, écoutez, lisez, jugez avec la conscience commune ! Eh bien ! vous verrez que cet échafaudage de vingt ans n'est plus que boue, sang, accusation. Où trouver dans les matériaux épars un débris qu'un gouvernement quelconque, y compris celui dégradé par Prim, voulût transporter et s'approprier ? Il semblerait qu'il apporterait avec lui une contagion de malheur et l'ire de Dieu. C'est le cas de dire avec Bacon : " Il n'y a pas de puissance sur la terre qui puisse créditer et rétablir une pareille corruption. " — Le venin atteindrait celui qui s'en approcherait. On voit où un homme peut égarer une na-

tion, quand toute moralité disparaît, alors que l'on veut donner au pouvoir cette basse d'argile ou l'on prend pour *levier les vices des hommes au lieu d'agir avec leurs vertus*, a dit mon illustre maître Chateaubriand.

La centralisation la plus oppressive, la distribution de tous les emplois, des prix de la fortune, de la vanité, une représentation fictive, à la merci de ce grand démoralisateur qui a tant prélevé sur la faiblesse humaine, voilà ce qui explique la série des illusions, des changes qu'il a pu offrir, pendant vingt ans, à l'Europe, longtemps abusée, à la France, sa malheureuse victime. Tacite a dit que la plus grande épreuve dont on puisse accabler un peuple, c'est de donner des emplois à des hommes indignes de les occuper. Qu'est-ce donc quand un souverain est chargé d'un fardeau d'iniquités (1), qui nous accable d'aussi affreuses conséquences? Il est bien jugé. Mais est-il dans l'histoire un anathème qui puisse s'élever à la hauteur du forfait?

Le jour où, contrairement aux plus loyales adjurations, il a lancé ce plébiscite pour surprendre à la foule ignorante le blanc-scing du despotisme

(1) L'affaire Jecker vient encore sortir de cette sentine.

qui emportait toute espérance et couvait la guerre, nous avons jeté notre protestation. C'était l'ultimatum de la conviction qui prend le ciel et la terre à témoin qu'on répudie l'empirisme du faux souverain qui doit tout perdre. — Quel nouvel Holbein peindra cette danse des morts ? disions-nous dans notre douleur. — Après la défaite de Sedan, l'empereur, l'impératrice, pouvaient encore, par un désistement, montrer et prouver qu'ils ne faisaient pas d'une prétention à régner plus longtemps le tombeau d'un peuple ! Il a fallu que celui-ci, poussé à bout, vînt signifier, à l'ombre d'une représentation, qu'elle et son souverain n'avaient qu'à disparaître d'une scène où, de concert, ils avaient jeté la France sur la route des abîmes. Ce tableau, ainsi que la peur qui poussa, au dehors, ceux de la veille si rodomonds, ne s'effaceront jamais de la mémoire des témoins de la journée du 4 septembre.

---

## ÉPILOGUE.

Jadis, en donnant l'accolade à un chevalier, le parrain qui consacrait un autre brave se considérait comme solidarisé dans l'honneur ou la défaillance. Il ne prenait pas cette responsabilité pour le premier venu, à plus forte raison eût-il reculé devant une félonie qui, d'ailleurs, ne laissait pas accès dans ce noble corps qui avait l'honneur pour loi, le sacrifice pour devoir.

Encore moins un roi ne peut-il, à bon escient, engager sa responsabilité sur une tête déshonorée. A ceux qui supposent ce but, en dehors des précédents chrétiens, qui serait la déca-

pitiation par une main royale de tous les principes, qui serait le scandale bravant la conscience humaine sous un diadème maudit, nous disons, non, ce n'est pas vrai, car ce n'est pas possible ! Ce cauchemar sur le monde consterné nous semblerait y avoir été posé par l'esprit du mal. C'est que Dieu lui aurait livré la terre pour la submerger dans le torrent fangeux du déshonneur. La royauté, collectivement frappée dans son essence même, perdue dans l'esprit des peuples, mettant la rougeur au front de ses fanatiques, ne trouvât-elle que la voix libre de l'Angleterre, celle accusatrice de l'Amérique ; la royauté suicidée par elle-même ne survivrait pas à ce soulèvement. Elle ne peut, sans être l'antéchrist, se faire le héraut de cet outrage à l'Europe, au droit des peuples, à la dignité des couronnes.

---



## LA VÉRITÉ,

C'EST L'HONNEUR ET LA FORCE POLITIQUES.

Il est un sentiment, celui du juste, qui réunira toutes les âmes éprises du culte du vrai ; on a beau faire des combinaisons habiles, lui seul donne la force et assure la durée. Les gouvernements qui s'y conforment acquièrent, par l'estime de la confiance, les meilleurs gages de leur durée.

C'est à ce principe du loyalisme que M. de Talleyrand, si renommé pour sa finesse, rendait cet hommage significatif de sa part : " La meilleure diplomatie, c'est la franchise. "

Un régime de faussetés forgées dans les arcanes de l'esprit public, répandues dans les sphères

officielles de l'empire, a altéré le sens national du Franc, si droit par sa nature. Le gouvernement impérial a vécu vingt ans par ces mystifications. En dernier lieu, on a poussé l'artifice jusqu'à fabriquer les victoires là où l'on avait recueilli la défaite. La fausse monnaie politique passait dans le cours qu'ouvrait la phase de la guerre. Un exemple entre mille, le jour où se rendait Sedan : on ne craignait pas d'envelopper cette amère pillule à faire avaler à la France dans l'annonce hétéroclyte que " le mot massacre seulement pouvait rendre la perte des Prussiens. "

C'est de la sorte qu'on emportait dans un gouffre la nation abusée, noyée dans une pluie de mensonges qui n'ont pas été un mince discrédit à l'étranger.

Sans doute, l'empereur avait fait sa règle de cette remarque d'un homme d'esprit que l'imbécillité humaine était un riche revenu. Peut-être, allant plus loin encore, faisait-il sa morale de celle que préconisait un jour devant son auditoire confondu, un prince de sa famille brillant dans la causerie, tout en s'éclipsant du champ de bataille. Sa théorie était qu'une mauvaise réputation était une grande force gouvernementale, car " cela me permettrait, " disait-il, " de

„ faire beaucoup de mal ; on me saurait gré de  
„ n'en pas faire davantage. „

Sous un aussi asphyxiant régime, la médiocrité, loin d'être une exclusion, obtenait la préséance : il lui suffisait de se chaperonner de son dévouement à l'empereur. La question dynastique primait tout. La France devait lui faire litière.

M. Rouher, la parole sonore du règne, pour laquelle l'empereur détachait sa plaque, avait perfectionné l'art de travestir la pensée et les faits les moins déniabables. Qui a oublié les mirages du Mexique et la théorie abusive des trois tronçons ? L'événement est venu bafouer ce charlatanisme et couvrir de honte, sinon de remords, sa majorité de candidats triés à l'égal de la magistrature transformée en chambre étoilée, politique, ce qui faisait frémir la conscience indignée de Berryer. M. le ministre d'État, si robuste de voix, si défaillant de cœur, aujourd'hui à Jersey, peut reconnaître qu'elle est bien fragile la grandeur qui s'appuie sur le mensonge et sur les intrigues du palais. — M. de la Vallette, le premier des courtisans, mais le dernier au rang de la politique et de la diplomatie ; d'autres, qui n'avaient que la scintillation de leurs costumes et de leurs crachats diamantés, ne sont pas tombés

sur le cœur et l'estime de leurs concitoyens, comme ceux dont nous avons suivi la bannière, Chateaubriand, Lamartine, Thiers. — En quittant le pouvoir, ceux-là n'allaient pas se dérober au delà de la frontière.

Ainsi les ministres, leurs subordonnés, tous formaient dans la nation comme une congrégation ne connaissant, n'admettant rien de vrai, de possible, en dehors du mot d'ordre tombé d'en haut.

N'avons-nous pas été témoins des efforts de M. Rouher (1), haletant sous la charge de M. Thiers, alors que le ministre faisait souscrire

(1) On trouvera notre jugement bien sévère sur M. Rouher ; pour la justification de l'auteur, il lui suffit de mettre cet organe du règne sous le poids de ses propres doctrines. Quel enseignement pour qui se souvient !

M. Rouher repoussait le système de la responsabilité ministérielle.

« Je réponds qu'aucun de nous n'est assez grand pour un pareil rôle. En présence du suffrage universel, il n'y a qu'un homme qui par la *grandeur* de ses *services* puisse être responsable à la nation, et cet homme, c'est le souverain. Les autres, quel que soit le dévouement, ne sont que d'*obscurs individus*. Penser autrement, c'est du délire. Vous voulez couvrir la responsabilité du souverain ; je vous déclare que c'est la vraie responsabilité qui sera *sa gloire* et *sa grandeur*. Car pour nous, *obscurs serviteurs*, nous n'avons nullement la prétention d'accroître la part qui nous sera attribuée. »

Quel langage, sans doute égaré de Téhéran à Paris ! — Cependant, le Sénat, la haute assemblée, comme on l'appelait, basse quant à l'esprit et à la prévoyance politique, couvrait d'applaudissements ce rampant langage.

Dans son dernier discours, le président du Sénat, l'ancien porte-étendard de la parole gouvernementale, toujours le conseiller intime et l'écho du maître, a vu dans les préparatifs faits pour la guerre, depuis quatre ans, le plus beau titre de l'empereur. Jamais le cynisme de l'immoralité a-t-il poussé plus loin l'adulation ? Ici l'homme d'État n'est plus qu'un docile laquais, dissimulant la servilité sous les oripeaux dorés et placardés. On dirait l'importation en France, par contrebande, à destination impériale, du langage usité dans la cour du *Fils du soleil*.

la Chambre à l'instruction subreptice de principes nouveaux, par la porte dérobée de la jurisprudence. Lord Brougham, Somers, Harwicke, Stovel, Camden, et vous tous si fiers, mais si libéraux, un de vous eût-il jamais profané son caractère et scandalisé la représentation anglaise par de telles doctrines ?

Le temps de l'expiation devait venir, il est venu. L'homme implacable de cette chambre étoilée s'est brûlé la cervelle.

Ainsi dans ce qui constituait le gouvernement, ses principes, ses choix, l'empereur creusait l'abîme où devait, au premier souffle, tomber son échafaudage.

Comment pouvait-il en être autrement ? Les moyens honnêtes sous ce gouvernement de favori-

La déclaration Benedetti, les procédés Grammont, l'assurance sans doute donnée par ordre, au Corps législatif, par Leboeuf, que « tout était prêt, mille fois prêt, » tout dit le complot en désignant l'auteur et ses complices. Dans ce tripot dynastique, c'est la nation que l'on jouait. — On peut juger sur un exemple, pris entre cent autres, si Napoléon III a le droit de revendiquer, en sa faveur, le bénéfice des circonstances atténuantes. On sait que pour les causes désespérées, c'est le refuge ordinaire des coupables devant les cours d'assises.

Voilà la France plébiscitaire qu'avait créée l'empire ! — En Belgique, d'où ces lignes sont écrites, se trouverait-il un ministre pour abaisser son caractère à ce degré d'humilité dans l'hérésie de celle qui livre tout à un homme ? Quand de pareils souvenirs tombent comme l'accusation d'un crime, on rêverait, on ourdirait des retours bonapartistes. C'est idiotie, ou folie. — Non : c'est l'implacable ambition qui est prête à faire son marche-pied sur le cadavre d'une nation.

tisme n'étaient plus que des étiquettes du garde-meuble constitutionnel.

Voici que s'avancent à leur place les pachas du règne qui, en déclarant le bonapartisme dogme souverain, faisaient plus sûrement leur proie de la fortune publique.

En vain, dans ce milieu délétère, se flattait-on d'établir le correctif par l'armée. — L'aigle qui brillait au casque et sur les drapeaux s'autorisait des souvenirs pour étouffer la force morale, dynamique, dont l'autre relève. Il faut, en effet, que l'armée sente au bout de sa baïonnette l'âme nationale pour se dévouer : on ne se sacrifie pas longtemps à un homme. — Qu'est-ce donc quand le chef a tout attiré, absorbé pour aboutir à la plus affreuse débâcle préparée par son incurie ?

Toute cette série de désastres est la conséquence de ce régime autoritaire, où, sous l'imaginaire garantie de la responsabilité de l'Empereur abritant l'administration, se sont accumulés les désordres et les dilapidations. Tout est à découvert aujourd'hui, il est inutile de récapituler ce que chacun sait.

Mais ces épreuves, ces holocaustes, ces dévastations ne sont que la conséquence de l'annihilation de nos troupes régulières, qu'a perdues le commandement de l'empereur. Voici que l'ex-

termination, l'incendie y joignent leur horreur. L'humanité frémit. Si, comme il faut le craindre, les départements de l'Est occupés, sont mis dans l'impossibilité de résister, les communications de l'ennemi avec l'Allemagne, sans trouble, lui permettent d'agir à coup sûr sans rien confier à la fortune. Enfin, s'il y a des millions de bras prêts à combattre, le gouvernement qui a précédé avait-il préparé les armes nécessaires, les munitions, les éléments d'instruction pour utiliser et diriger le bouillant courage? L'état de la science, le rôle nouveau de l'artillerie, qui semble rejeter dans l'accessoire le fusil perfectionné, qui, lui-même, écarte la baïonnette, toutes ces circonstances laissent-elles l'accès aux levées en masse qui avaient leur raison d'être en 92? L'Europe militaire dit non, et les combattants français de Sedan concordent. Ce serait manquer à son pays et au gouvernement que de ne pas leur rapporter la manière de voir des organes, des hommes d'État désireux de voir échapper la France au gouffre où l'a porté l'empire.

La république française, par les œuvres, legs de cet homme fatal, s'est donc trouvée de prime abord dans les rets ourdis par le captif de Wilhelmshöhe.

Au sein de difficultés de toute sorte s'engendrant les unes les autres, nous entendons l'héroïsme s'écrier : " Combattre, vaincre ou mourir ! "

Puis vient l'homme politique, dont le devoir est de peser les conséquences, de mesurer les moyens au but. L'expérience peut-elle être aussi affirmative dans le sens de l'action qui subordonne la conciliation à la force ? Napoléon I<sup>er</sup>, après la domination de l'Europe, ne pouvant se résigner dans les limites de Louis XIV, en appela à l'épée. Il a eu Sainte-Hélène, et la France a été la victime de cette inflexibilité. Sans les Bourbons et la majesté de souvenirs, sacre des siècles, c'eût été bien pis. On leur a reproché les traités de 1815, qui n'étaient pas leur œuvre, et cependant le salut du pays en sortit, tout en lui réservant l'avenir (1). Si M. Jules Favre, hors les impressions qui l'entourent et le jettent loin des évidences de son esprit et de l'histoire, avait pu se recueillir, libre avec lui-même, et se dire : — " Dans la situation faite à la France, qu'eût fait un grand politique, plus réaliste que sentimental, écartant les sentences pour ne s'attacher qu'au meilleur résultat, M. de Talleyrand, par exemple ? "

(1) Un proverbe populaire en Allemagne dit des traités de 1814, 1815 : « les plumes des diplomates ont gâté l'épée du soldat. »



En se pénétrant de la pensée qui inspira cet architecte de la réparation nationale, on peut conjecturer le parti qu'il eût conseillé dans la perplexité où le neveu de celui qu'il écarta avec tant de raison avait placé la France, trois fois livrée à l'invasion par la même famille.

Certes, un million 600,000 âmes environ, nos sœurs, confondues dans nos souvenirs et notre gloire, — c'est une grande valeur, la perdre est affreux. Mais si dans le plateau opposé de la balance de l'homme d'État se trouve l'humanité avec les principes et le sentiment chrétien, aussi le sort d'une nationalité à ne pas risquer dans la continuation d'une guerre impie, — alors peut-être doit-on s'attacher à la paix. Sa réalisation, en laissant respirer le monde, en venant sceller la liberté, ne ferait pas oublier la part du sacrifice, mais le rendrait moins amer. On rassérènerait le présent si lugubre, en laissant à l'espérance tous les rayonnements de l'avenir. — N'est-ce pas ce qu'a fait l'orgueilleuse Prusse après Iéna ? Hélas ! il y a des circonstances où la résignation est la meilleure force du patriotisme, et la patience devient la vertu la plus réparatrice des maux qu'a amenés l'emportement.

## LA CAMPAGNE DE L'EMPEREUR.

Que d'événements ! Il semble que les coursiers olympiques du temps, rapides comme la foudre, promènent à travers la France, enveloppée de deuils, un affreux char, monstre d'une forme indéfinissable. — Il passe tel qu'un roulement du tonnerre le plus formidable, au milieu des combattants qui rivalisent dans l'émulation de s'entredétruire. — Rien ne fait diversion pour eux à cette tâche ; au contraire, ils n'en sont que plus excités. — Les spectateurs formant cette galerie qui s'appelle le monde, pris d'un vertige d'horreur, sentent un frisson courir dans leurs veines, comme une

électricité douloureuse. — C'est celle de la sympathie humaine révoltée. L'œil attaché aux panneaux du lugubre équipage se concentre sur de gigantesques armoiries. Sur leur fond rouge, emblème du sang, se détachent d'innombrables squelettes. Ceci rappelle la grande fresque du jugement dernier de Michel-Ange. Partout où passe la figure que transporte le convoi sinistre, les regrets, les maux, la douleur se multiplient. Bientôt un cri unanime s'échappe de toutes les poitrines : on a reconnu la fatalité!!!

Et qu'on ne croie pas que ce soit un tableau de fantaisie, au pastiche de Byron : Yong y joignit-il ses soupirs, ses lamentations plus sombres que le titre de son livre : *les Nuits*, ils manquent d'une couleur assez sombre pour rendre la vérité de l'horrible tableau dont nous allons esquisser quelques traits.

Nous avons démontré quels furent l'auteur et le prétexte frivole de la guerre. Il nous reste à réfléchir de cette tragédie unique dans le monde quelques-unes de ses plus terrifiantes scènes.

Voici le baptême de feu de Saarbruk, à l'intention, et pour l'éducation militaire du prince impérial. — Les dragées devaient coûter cher à la France. L'agression, en fait, confirmait celle

dont l'initiative prise par l'empereur, le 15 juillet, au Corps législatif, allait faire tomber sur la France la responsabilité d'une extravagance pire que celle du Mexique.

Wissembourg ouvre la revanche des Allemands. — Wœrth une affreuse défaite pour nous continue leur succès. L'armée française si brillante à l'aurore n'était plus, au couchant, qu'une déroute semée de cadavres et de blessés. Nous avons 20,000 hommes hors de combat. Failly manque au rendez-vous.

La journée de Forbach témoigne en vain de l'héroïsme français qui y fait des prodiges ; mais l'infériorité des dispositions, le manque de stratégie y ménagent une nouvelle défaite. Cette fois-ci, c'est au tour de Frossard à frustrer les plans : avec ses troupes il fait défaut au champ de bataille. On payait la faute de l'éparpillement de corps mal attachés les uns aux autres, parce que la tête dirigeante manque. Napoléon III s'était bien fait général en chef, mais la nature et les talents ne servaient pas cette prétention.

C'est ainsi qu'on peut expliquer la malheureuse séparation des diverses parties de l'armée des unes des autres. Failly, Frossard, Ladmirault enveloppés dans le commun désastre, cherchaient

péniblement à se rejoindre. — Mac-Mahon, auquel Faily cherchait à se souder, était coupé du centre de l'armée. Canrobert se dirigeait vers la forteresse qui devait être sa souricière et celle de la dernière grande armée de l'empire. L'autre partie de son corps se dirigeait sur Nancy ; ce fut le moment où se fit sur Metz la concentration des 180,000 hommes qui viennent d'être faits, hélas ! prisonniers de guerre ! C'est toute une population militaire qu'a enserrée et déportée le génie calculateur de Moltke. Le patriotisme voile la honteuse énormité du chiffre.

Il fallait de la décision, du coup d'œil, il n'y eut que de l'incertitude et de l'impéritie. L'empereur, démoralisé, cachait son insuffisance sous ce flegme infécond que ses flatteurs imputaient au compte d'un génie épiant l'heure propice. On expliquait par la profondeur des desseins le mutisme qui est " l'esprit de ceux qui n'en ont pas d'autre, " au dire de la Rochefoucauld.

Napoléon perdit trois précieux jours à Metz, à s'agiter dans le vide de conseil, de revues, de déploiement de cartes, que terminaient les somptueux dîners offerts à son état-major. — Mais, durant cet oubli de Capoue, les généraux allemands poussaient en avant : le prince Frédéric-

Charles, qui avait passé la Moselle à Pont-à-Mousson, faisait échec à la retraite de la ligne française, avec 250,000 hommes et 800 canons. C'était une forteresse crénelée ambulante.

On peut voir sur le calque de ce souvenir appliqué à la carte la portée de ce temps perdu. Bien employé, le temps dévasté eût pu changer l'arrêt du destin, dont la rigueur n'est presque toujours que le faux pas de l'imprévoyance et de l'incapacité de l'homme (1).

Il y aurait trop à dire, et ce n'est pas l'heure de ces détails qui n'entrent pas dans notre plan, du reste. Mais il était bon d'esquisser sommairement une marche qui ne saurait mieux être rendue que par l'image des fantômes que la ronde infernale attire et entraîne.

Dans la dernière quinzaine d'août, à travers une série de combats sanglants, Vionville, Doncourt, Gravelotte, qu'on a comparé par la vigueur mutuelle des efforts à Borodino, nous trouvons Bazaine tendant de frayer sa route sur Verdun. Il lui fallut se retirer sur Metz ; coupé et cerné par le prince Frédéric-Charles et Steinmetz, il devait

(1) Un homme d'esprit, qui connaissait bien l'empereur, me disait un jour : Il me rappelle ce voyageur, pressé le soir, qui, devant partir le lendemain, charge son service de le réveiller à 5 heures du matin, pour prendre le train à 6 heures. L'ordre est exécuté. Celui-ci, voyant qu'il a encore quelques minutes à donner à son repos, diffère son lever — Il s'endort ; le convoi part : il a manqué son projet et son but. Tel a fait Napoléon.

constater à ses dépens la justice de cet axiome du premier Napoléon sur « le danger d'une situation *défensive* quand elle ne peut être une station où se prépare, où doit aboutir l'offensive ? » Le résultat lamentable du siège montre qu'il n'est donné qu'aux hommes de génie d'avoir la seconde vue des événements futurs et de les préparer par d'habiles mesures. Pour être juste, il faut dire que le maréchal, comme tous ceux dans le cercle et dans la destinée de l'Empereur, ont porté la peine de la fatalité attachée à cet homme.

Le chapitre suivant va mieux justifier cette opinion prise au daguerréotype des événements dont il est impossible de casser l'arrêt. C'est, comme on le dit, la première page écrite sur cette mémorable journée, grâce à des documents exacts et à des documents précieux. Nous réclamons avec confiance l'attention du lecteur, au moment où l'on annonce la prochaine publication d'un récit émanant du grand et principal acteur (1). Quant à nous, une seule passion nous guide, celle de la vérité, que nous poursuivons *avec un implacable amour*, pour emprunter les mots d'un de ceux qui ont le plus honoré l'esprit humain.

(1) C'est ce que fait observer un écrivain militaire Bazaine, en précipitant son départ, le lendemain du combat de Mars-Latour, aurait pu gagner la Meuse, et en rejoignant Mac-Mahon, au camp de Châlons, changer la fortune de la guerre.

## LA CAMPAGNE, LA DÉFAITE

### ET LA PRISE DE SEDAN.

Les impressions mesurées aux faits forment ce que l'on appelle l'opinion, laquelle, suivant Pascal, " fait tout " en ce monde. C'est ainsi que Napoléon III passait pour *fataliste*; ce que l'on ne saurait mettre en doute, c'est qu'il ne fût la fatalité faite homme.

Le regard de l'aigle, qui peut contempler le soleil, le plus intrépide cœur se troubleraient dans ce tourbillon de désastres qui laisse tomber des lèvres haletantes, sous l'horreur des souvenirs et des perspectives les plus sombres, ce terrible mot : *fatalité*.



Jamais, peut-être, elle n'a imprimé à ce point son sceau sur une série de fautes grosses de désastres.

Prenons seulement, comme exemple, un épisode de cette existence où les contradictions s'amoncellent en nuages, pour en faire pleuvoir les déceptions : c'est la campagne, à partir du commandement en chef pris par l'empereur.

Il avait débuté, comme on l'a vu, par nommer des généraux qui n'offraient dans le passé aucun des gages dont a besoin une armée à laquelle on demande l'héroïque tribut du sang. A leur tête apparaît M. Lebœuf. Contrairement aussi à la loi militaire, qui fait d'un commandement en chef la condition du maréchalat, il avait reçu peu de temps avant le fameux bâton. Dans la presse et l'armée, ce fut un murmure, et pour l'Europe, une surprise (1).

Le général Frossard, favori de cour, dont le seul titre connu était d'être le gouverneur du prince impérial, reçoit le commandement en chef d'un corps d'armée. Il ouvre la campagne par la représentation *Franconi* à Saarbruck, qui amène les représailles de Wissembourg, ce premier acte du

(1) Les principaux organes étrangers l'exprimèrent, notamment le *Times*, etc.

drame de sang où la France va se trouver enveloppée.

Woerth suit de près : ici l'armée était commandée par un Bayard, mais le général en chef manquait. — On avertit le brave maréchal Mac-Mahon de l'insuffisance de ses troupes, il attaque quand même. Il est juste de faire remarquer que de Failly (1), en s'immobilisant, amène cette déroute sur Saverne. C'était pire qu'une défaite, car, la défaillance, manifeste à tous, dans le commandement, l'insuffisance des chefs, commencent cette démoralisation contagieuse du soldat. Non-seulement celui-ci en perdant la foi, sent affaïsser son moral, mais l'ennemi sent grandir sa confiance, ce puissant ressort de la victoire : L'observateur même non militaire peut entrevoir les désastres qui sont dans la logique de la situation par l'*illogisme* de l'empereur, de son état-major, par l'imprévoyance dans toutes les branches qui constituent cet ensemble, où excellait Napoléon I<sup>er</sup>. Les traditions que gardèrent la Restauration avec les Saint-Cyr, Bellune ; le gouvernement de juillet, avec les Soult,

(1) Il commandait en chef le 5<sup>e</sup> corps

Encore un homme de malheur : à Woerth, où il laisse tonner le canon sans marcher à ce signal non équivoque, et à Sedan, ainsi qu'on le verra plus tard. Il n'avait d'autre titre à un poste si éminent que l'indécente bouffonnerie : « Les chassepots font merveille. »

Clausel, Bugeaud; la République de 1848 sous la forte main des Lamoricière, Changarnier, cet ordre dans les services et les dépenses de l'armée, qu'en avait fait Napoléon III, affranchi de contrôle? — On le sait, on l'a vu, la forfanterie, les mots sonores : des victoires du premier Empire rappelées à tout propos, un chauvinisme passé à l'idolâtrie pour le nom Bonaparte, voilà ce qui restait au pays, qui avait le budget de guerre le plus chargé de l'Europe. — C'est qu'il faut revenir à la justesse du proverbe : " Tant vaut l'homme, tant vaut la terre. " L'empereur jouait au soldat et démantibulait les forces vitales de la véritable organisation militaire; il avait toujours à la bouche les trophées et symboles glorieux, et le favoritisme de ses caprices se glissait dans les choix où la capacité seule peut sauvegarder nation et souverain. — Toujours la fatalité, celle d'un pouvoir immense qui met la main à tout pour détruire sans rien fonder : on dirait la monomanie qui vient conspirer contre l'œuvre collective des siècles et de l'expérience.

Un cri de réprobation s'élève de toute part. — Chacun voit le péril. — En vain, on se flatte que si Bazaine est impuissant à relever la gloire de nos armes, au moins il retiendra les

forces du prince Frédéric-Charles, en vain on improvise de nouvelles armées précipitées à la frontière. — Voilà l'instrument, il est dans les meilleures conditions, une artillerie superbe y est jointe. (Hélas ! nous avons pu en juger à Sedan, où nous l'avons énumérée captive.) Mais l'esprit qui anime, pousse la matière dans ce maniement d'hommes à relier, ah ! c'est le commandement. Les grands capitaines font les bons soldats ; et les bons soldats, sans la direction d'ensemble, feront des prouesses, mais ils ne seront que des braves dans une défaite. Or, ce destin, aujourd'hui dans les conditions de la guerre actuelle ; l'héroïsme poussé au délire, non-seulement ne le conjurera pas, mais le rendra plus fatalement inévitable. La mécanique annule l'homme, qu'elle oblige de la servir : l'artillerie et la tactique annihilent la baïonnette et l'élan qui ont valu tant de succès français.

Les revers s'étaient succédés comme grêle. Le moment est suprême, il s'agit d'arrêter un plan stratégique de réparation, on peut dire de salut. — Deux opinions étaient en présence. — La première était celle qui consistait à rejoindre avec 110,000 hommes, formés au camp de Châlons, le maréchal Bazaine, de le dégager entre Metz et Montmédy, où dix-huit cent mille rations de toute

nature étaient *concentrées*. — Cette jonction des deux armées formait une masse de 290,000 hommes, qui, à en juger par la contenance, la solidité de Bazaine, avant sa trahison, devait mettre en déroute l'armée réunie entre la Meuse et le Chiers du prince Frédéric-Charles et du général Steinmetz. De la sorte, le prince Frédéric-Guillaume, après le refoulement de la première armée, se fût trouvé entre cette masse de 290,000 hommes et la ligne de la Marne, sa base d'opération. Sa situation devenait pleine de périls, puisque derrière lui se trouvait Paris déjà en état de défense, et autour de l'ennemi, la France.

L'autre plan sacrifiait d'emblée Bazaine, Metz le grand arsenal. On eût lapidé J. Favre, dit-on, s'il eût fait l'abandon à l'ennemi de places à sa merci dans une situation *désespérée*. Comment aurait-on qualifié, grand Dieu, cet écart immense de l'est de la France, de l'abandon de Metz, que la famine seule pouvait vaincre, si on l'eût jeté en holocauste à une retraite qui livrait sans coup férir notre plus solide armée et un général estimé alors, mais depuis...? La question a été soumise à un conseil, il fut d'avis, le maréchal Vaillant en tête, de se porter au déblocage de Metz et à la rencontre des 200,000 hommes d'élite, dont la main

libre, c'était la victoire. On le voit aujourd'hui.

Malheureusement, l'empereur, quoique passif en apparence et en principe, restait à l'armée, dont la Constitution le faisait le chef, c'était à Mac-Mahon que l'exécution était dévolue. Il faut être juste; comme au temps de Benedeck, l'opinion, qui a des erreurs d'optique lointaine, la presse qui a des engouements irréfléchis et fait les réputations, avaient placé sur le nom et le prestige de Magenta des espérances et un résultat qui devaient avoir un triste lendemain.

Le succès d'une manœuvre vraiment populaire, la seule même qui répondît au tempérament national jaloux d'aller en avant, se fondait sur une avance de trois à quatre jours qu'avait l'armée française sur le prince royal, dont la marche sur Paris allait atteindre Epernay. De la jonction projetée dépendait le sort de la guerre. L'attitude de Bazaine, qu'on ne pouvait ni forcer, ni paralyser dans les rudes pertes qu'il avait la faculté d'infliger, la résistance qu'oppose Paris ne permettent plus de doute sur les conséquences de ce plan, s'il eût été vivement exécuté.

Une comparaison de la distance parcourue par les deux armées, dont nous avons pris l'état en ce qui concerne les étapes prussiennes, sur un livret

allemand à nous communiqué, dénote la première faute dans l'exécution.

Est-ce l'empereur, général fantastique, qui serait venu encore interposer sa funeste autorité et une influence regrettable que subissait Mac-Mahon? Est-ce l'indécision, une influence dans la tactique qui sont venus faire échouer le plan stratégique? Quoi qu'il en puisse être, voici d'autres fautes de détail: on ne rompt pas des ponts qui facilitent le passage et l'avance de l'ennemi. Il y a pis encore. On se détourne du chemin direct pour se laisser acculer à l'extrême frontière. Ce n'était pas la voie topographique, ce ne pouvait être la direction du plan. Le sens commun indique qu'il consistait à se diriger sur Metz, par Verdun, sous la protection de cette ville fortifiée et du passage qu'elle assurait.

Mais, pour la manœuvre stratégique, dont la netteté saisit l'œil, il y avait une condition élémentaire. — Il fallait garder, par une marche rapide dans la vraie voie, l'avantage de distance qu'on avait sur le prince royal, qui s'était trop avancé, dans l'ardeur intempestive de se rapprocher de Paris. C'était la faute qu'il avait commise; à un général pourvu comme l'était Mac-Mahon, il appartenait de la lui faire expier. *Aux rapides*

*la victoire*. Le maréchal ne sembla pas s'en douter. La réussite consistait dans la prompte mise à exécution de la marche de Châlons sur Metz, par Verdun et Briey. Frédéric-Guillaume s'était trop détourné pour arriver à temps. Des pluies qui le surprirent dans un terrain mou d'effondrement ajoutèrent un retard de 24 heures aux 60 dont il était distancé. Il lui fallut, comme Blücher à Waterloo, réparer par les efforts du soldat. Le prince royal, un habile adversaire, même un grand général, revenu de son illusion, gagne de vitesse, et toutes ses colonnes se portent de front sur la marche de flanc de notre armée. On ne peut donc se rendre compte de ce que M. de Bismark, dans son langage pittoresque, appelait la *marche ondoyante* de Mac-Mahon sur Sedan.

L'étoile malheureuse de Wœrth se retrouve dans une nouvelle défaillance de Failly, à la tête du 5<sup>e</sup> corps. Toujours négligent à se garder, à s'éclairer, d'une présomption de discours qui laisse l'acte en désaccord, il s'était laissé surprendre par l'arrivée subite du prince de Prusse, dont la hardiesse dans la rapidité est assez connue pour engager à la vigilance. Il en résulta une complète déroute dans le 5<sup>e</sup> corps (de Failly); elle réagit sur l'armée entière.



Le général Vinoy formait, en outre, une arrière-garde de 22,000 hommes, qu'il pouvait augmenter de 10,000 hommes de la division Exéa, à Reims, qui faisait partie de ce corps d'armée, soit 32,000 hommes. Tous ces calculs, dispositions se liaient à la marche sur Verdun.

Ce n'est pas tout : lorsqu'à la lenteur du mouvement d'attaque correspond la marche rapide d'un ennemi que devait frustrer la distance, on ne rompt pas même les ponts. Il y a trouvé des facilités inespérées en gagnant du temps, ce capital qui, bien employé, contribue tant au succès.

Il est une faute qui ne s'explique, de la part d'un homme de guerre, que par le trouble, les déviations, les embarras que la présence de l'empereur a suscités; Mac-Mahon délaisse les hauteurs d'Illy qui dominent Sedan. Pour quiconque suivra, étudiera la topographie du champ de bataille, celui où l'empereur a attiré Mac-Mahon présageait la défaite. — C'est écœurant. — Il est, en effet, des points dont l'occupation, si elle n'assure pas absolument la victoire, la préparent et la facilitent. Telles furent à Waterloo, les fermes de la Haie-Sainte et d'Hougoumont. Elles formèrent les attaches du plan de la bataille de Wellington, dont le centre était le Mont-Saint-Jean.

C'est dans des proportions plus largement lugubres qu'il faut mettre au crédit de l'action prussienne et de ses résultats l'occupation du point culminant abandonné par Mac-Mahon. Il maîtrise la plaine et les versants qui devinrent le tombeau de tant de braves, notamment de cette admirable infanterie de marine dont nous avons vu le glorieux mais sanglant calvaire. Nous y avons trouvé encore épars, sous les témoignages de leur bravoure, par les armes brisées, une foule de leurs livrets, recueillis pieusement par un compatriote, pleurant sur tant de vies inutilement sacrifiées. — Enfin, Sedan, sous le feu d'une pareille position, ne pouvait être qu'un monceau de cendres et de débris humains : une formidable artillerie sur ce point, c'est une ville, une population, une armée à merci. — C'est ce qui arriva. Alors il n'y avait plus qu'à pousser le cri de désespoir de Brutus. Il retombe comme un anathème, dont l'écho retentira jusqu'à la postérité la plus reculée.

Si l'histoire n'offre pas d'exemple d'une pareille capitulation, elle n'a pas d'entreprise à mettre en parallèle avec celle dont Paris est la cible en ce moment, dans un cercle de 50 kilomètres d'enceinte, environ. — Non, le siège lamentable de

Le fastidium par Titus, n'est, en comparaison,  
une entreprise liliputiennne.

Avant un galle pris sur les lieux 1. et après les  
 plus nombreuses informations fournies par les  
 acteurs et témoins — l'histoire mettra en lumière  
 le fait et la responsabilité de chacun. Le maréchal  
 Albuquerque peut être assimilé à un Bayard, à un  
 Arbutus mais non-seulement il semble étranger  
 à ces événements et complications de l'armée des  
 Portugais. Comme Napoléon, mais à la fin chance-  
 reux dans la bataille. Mais à la fin devant soi. Le  
 maréchal a été le plus habile. Un tas de  
 gens le regardent avec respect. Les gens de  
 l'armée sont la science militaire, sans la pré-  
 sence des involontaires, l'absence des autres. Les  
 seigneurs mais le maréchal est la victoire.

[illegible][illegible]

## L'ENDURCISSEMENT.

L'intrigue bonapartiste s'assoupit, se réveille, s'éclipse encore, mais n'abdique pas. Un journal qu'elle commandite (1), des allées, venues, des mystères, des publications, qui se préparent, mille échos, des symptômes successifs, tout la révèle. Qu'on ne s'étonne donc pas que ceux qui connaissent l'homme et se rappellent comment la France y a été prise, veillent et avertissent. C'est pourquoi nous avons dressé cet appel à toutes les

(1) *La Situation*, à Londres, nous a vivement attaqué. On a pu voir notre réponse dans l'*Écho français*.

consciences dont la fière probité est prête à protester contre les abominations.

Ce n'est pas de la phraséologie ceci. Est-il un lecteur qui, en égarant la pensée de cette réflexion sur le personnage, ne trouve et n'avoue que c'est bien la physionomie prise au daguerréotype de la conscience révoltée? Alors s'est offert à elle le miroir qui réfléchit le lugubre tableau.

La vérité en fera l'arrêt de l'histoire.

Après la conspiration et le crime de sa guerre purement dynastique, on le sait, Napoléon écrasé, détrôné et captif, offrait à son vainqueur son opprobre comme garantie de sa soumission.

Cet homme ne semble pas se douter du poids qu'il a attaché à son fatal souvenir. — Par sa faute, à cette heure, Paris, le charme du monde, le centre de tous les intérêts, est renfermé dans un cordon de souffrance, de mort, de perspectives qui terrifient les moins sensibles; ce Versailles, le plus somptueux des palais où le grand roi semblait toujours attendu, consacré aux gloires de la France par Louis-Philippe, a pour protection la croix rouge désignant l'hôpital des blessés prussiens. Tout ce que le génie, la célébrité, l'héroïsme ont conçu y a son image dans les salles, livrées aux soldats de la rude Poméranie, dont la

présence est insultante. — Dans ce temple de la magnificence, nos plus glorieux symboles se détachent au milieu des baïonnettes qu'ils ont annihilées si souvent.

L'hôte royal qui y était traité en ami, il y a quatre ans, va les occuper en vainqueur. Celui qui lui en faisait les honneurs, où est-il? Captif dans un palais, il conspire encore, aux dépens du peuple qui lui a tout livré, et qu'il a dépouillé, trompé, exploité de toutes façons, qu'il a finalement conduit à une défaite qu'on doit à son incapacité. Cependant, lui, calomniateur de son armée, ne manquera point, par la voix gagée de ses émissaires, auprès des paysans, de mettre son propre méfait sur le compte de la trahison.

Le cynisme qu'étale ce grand coupable peut indigner, non étonner. — C'est la série des fatalités qui s'appellent et s'engendrent.

Mais que Guillaume, M. de Bismark, que l'Allemagne savante, qui ont la passion des arts et des lettres, pris d'un vertige de vengeance, de sang, d'émulation dans la ruine, s'acharnent à la victime à eux livrée par un empereur de contrebande, on ne peut l'admettre. Ce serait la crucifixion dans une monstruosité.

Hélas ! est-ce qu'on estimerait qu'il n'y a pas assez de sang versé , de deuils allemands et français ? Un cri d'angoisse, bientôt accusateur, s'élève de l'univers.

Nous l'avons dit après lord Castleragh : Prusse, Russie, France, aucun peuple n'abuse impunément. Si, comme le déclarait M<sup>me</sup> de Staël à lord Byron : " Le monde est trop fort contre quelque individu que ce soit, " — l'Europe et l'opinion du juste, qui confondront les nationalités, ne sauraient être vaincues par la victoire, même la plus foudroyante. Le lendemain est à tous, il est à l'expiation, cette loi dont Dieu a fait la justice qui, dès ce monde, anticipe celle assurée de l'autre.

Quoi ! on pourrait songer à exercer sur un peuple cette violence, le plus honteux des outrages que l'esprit du mal ne peut rêver ! Dieu ne laissera pas aboutir au but sacrilège.

Et ce serait pour cela qu'on forcerait une ville qui devrait être un palladium , sous la garde des nations dont elle était l'attrait hospitalier, à renouveler les scènes de Saragosse , à s'ensevelir comme Jérusalem ! Quoi ! tout à coup une sollicitude subite se serait glissée dans le cœur qui a voulu qu'on suivît la voie criminelle, où Dieu l'a fait tomber ! L'innocente victime frappée dans

l'honneur, la destinée, la vie, la fortune de ses enfants, profanée dans ses sanctuaires de gloire, pourrait être de nouveau la proie de l'aigle avide et imprévoyant !

Ah ! c'est de ce gouffre de désolation que Guillaume, le représentant du droit divin, ferait surgir pour le dénouement à son expédition d'Alexandre non un Darius, celui-là savait mourir, mais le mendiant d'une couronne soumise à sa loi !... Il viendrait par cette porte honteuse renouveler une domination qu'on peut abhorrer avec plus de raison que les traités de 1815 !

Il y aurait là pour le monde, non la morale en action régaliennne : ce serait l'explosion d'une indignation, à faire sauter en éclats les plus solides couronnes.

Il ne resterait plus aux nations soulevées, averties de ce que peut le machiavélisme royal, qu'à suivre à tout prix les étapes des doctrines si redoutables aux dynasties.

La conscience humaine se détournerait d'elles. L'impérialisme n'était pas un abri, c'était le caveau mortuaire, l'arsenal où ce sombre conspirateur, Napoléon III, tramait contre l'Europe ; il y avait marqué la place des libertés et des vieilles dynasties.



一、  
二、  
三、  
四、  
五、  
六、  
七、  
八、  
九、  
十、  
十一、  
十二、  
十三、  
十四、  
十五、  
十六、  
十七、  
十八、  
十九、  
二十、  
二十一、  
二十二、  
二十三、  
二十四、  
二十五、  
二十六、  
二十七、  
二十八、  
二十九、  
三十、  
三十一、  
三十二、  
三十三、  
三十四、  
三十五、  
三十六、  
三十七、  
三十八、  
三十九、  
四十、  
四十一、  
四十二、  
四十三、  
四十四、  
四十五、  
四十六、  
四十七、  
四十八、  
四十九、  
五十、  
五十一、  
五十二、  
五十三、  
五十四、  
五十五、  
五十六、  
五十七、  
五十八、  
五十九、  
六十、  
六十一、  
六十二、  
六十三、  
六十四、  
六十五、  
六十六、  
六十七、  
六十八、  
六十九、  
七十、  
七十一、  
七十二、  
七十三、  
七十四、  
七十五、  
七十六、  
七十七、  
七十八、  
七十九、  
八十、  
八十一、  
八十二、  
八十三、  
八十四、  
八十五、  
八十六、  
八十七、  
八十八、  
八十九、  
九十、  
九十一、  
九十二、  
九十三、  
九十四、  
九十五、  
九十六、  
九十七、  
九十八、  
九十九、  
一百、

porter un éclat nouveau n'a su que ternir l'ancien. — Son progrès à lui, c'était la défaite avec tous ses maux.

L'héritier de Napoléon le Grand, à cette hauteur où il semblait que nul autre ne pût atteindre, l'héritier de ce conquérant dont l'ombre rendit la France aussi folle qu'imprévoyante, eh bien ! cet empereur défaillant à son nom, à sa famille, à son peuple, à tout, est prisonnier à Wilhelmsshöhe. Aux lueurs sinistres qui s'échappent d'une carrière qui devait avoir un pareil et un si tragique dénouement, l'histoire rougira d'écrire le nom qui a ébloui le commencement du siècle. Il laisse bien loin derrière lui les plus fatals, celui qu'on appellera désormais : *L'homme de Sedan*.

---

Il a succombé après avoir fait de la France, si virile et si glorieuse, la Niobé des nations. Il est tombé jouet de lui-même. Au lieu de demander la gloire à la vérité, à la vertu, il a voulu emprunter le triomphe à la ruse. Mais les faveurs de la fortune, moins capricieuse qu'on ne le suppose, ne s'ouvrent qu'au génie qui sait la fixer.

Napoléon III a trouvé sa punition dans le destin même auquel il a marché, sans nul souci des lois divines et humaines dont il faisait la litière de la route. — Ici se rencontre la justice providentielle qui a mis son sceau indélébile sur l'anathème des hommes.

L'histoire du monde offrit-elle jamais un plus grand *erudimini* dans le plus dramatique des résultats ?

L'héritier du grand Frédéric, de cette race militaire que Napoléon I<sup>er</sup> semblait avoir éclipsée à jamais, est à Versailles. Lui et son fils ont placé leur quartier général dans ce séjour du roi qui justifiait sa devise : *Nec pluribus impar*.

C'est devant la splendide statue de Louis XIV que *Fritz* distribue ses récompenses à ceux qui l'ont amené là.

Souvenirs de notre gloire, est-ce assez de profanation ! Le Prométhée qui prétendait lui ap-

invasions. A la chute du premier empire, la vieille race de Clovis put seule rédimmer la nation du courroux, qui invoquait le droit de terribles représailles. Au milieu de cette détresse, le Titan qui avait amené la coalition se cramponnait au pouvoir, comme le pilote troublé au mât du navire dont il a causé le naufrage.

Napoléon I<sup>er</sup>, trahi par la fortune, ne s'était pas ignominieusement rendu; sous les lauriers de Montmirail et Champaubert, il se flattait d'attacher à son épée, restée terrible, le talisman de sa dynastie. C'est pourquoi il dépêche Caulaincourt à Alexandre. Talleyrand et Fouché, auxquels rien n'échappait des plus secrètes intrigues, veillaient. — Aussi l'ancien fastueux ambassadeur, errant dans la banlieue, avait vainement voulu pénétrer dans Paris. — Le hasard lui en ouvre les portes. Le grand-duc Constantin se promenant dans son attelage tartare, rencontre cet ancien Parmenion favori de l'Alexandre français. Il le prend et l'emène à son frère. Celui-ci était sous le toit de M. de Talleyrand; Caulaincourt, adroit, insinuant, trouve le moyen de toucher le noble cœur du tzar et de rendre favorable l'allié qui, à Tilsitt, s'écriait dans son enthousiasme :

« L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux. »

Au sein de ces épanchements, de ces évocations des jours heureux, triomphants, la nuit marque l'heure du repos. L'hôte impérial de M. de Talleyrand offre au duc un lit jumeau de celui dont il usait dans son dédain des mollesses de la civilisation. — La conversation prolongée de la sorte réveille des échos sympathiques.

Grand était l'espoir du duc de Vicence, mais les cœurs des rois sont comme les destins : la raison d'État laisse peu d'accès ou de durée aux inclinations, là où elle emprunte une voix autorisée comme celle du prince de Bénévent.

On va en juger.

Anxieux de cette longue conférence dont le motif était transparent, M. de Talleyrand feint pourtant le flegme : pas un mot ne trahit ni son émotion ni sa pensée.

On s'assemble pour le conseil non d'une nation, mais des nations les plus puissantes suivies des plus petites. — Castlereagh, cet homme de fer qui, héritier de la haine de Pitt, l'avait portée à but, brillait parmi les souverains, les dominait même.

M. de Talleyrand prend la parole. Voici le sens puisé dans notre mémoire de la mémorable allocution par laquelle il fait évanouir le rêve de nuit, la chimère d'une amitié plus fanatique que natio-

nale : il démontre les périls qu'elle recélait pour l'Europe :

„ Majestés, Excellences. Le parti que vous allez prendre comptera dans l'histoire, suivant que la sagesse ou l'illusion l'inspirera. Vous allez fonder le repos ou perpétuer le trouble du monde. Après tant de leçons données par la Providence, après tant de témoignages de l'impossibilité du caractère de l'Empereur de tenir le repos dans le respect du droit d'autrui, il faut reconnaître la vérité. Pour moi, cet aveu m'est pénible, car il m'accuse. En France, hélas ! nous avons tout essayé, nous avons eu recours à tous les expédients, nous avons épuisé toutes les variétés républicaines. Nous en sommes venu au gouvernement militaire, fausse enseigne de l'ordre. Tout a été vain, caduc, tout cela le serait encore, car nous étions et serions toujours la révolution. „

Devant ces paroles si graves, sous le sceau de tant de sang et de ruines, il n'y avait qu'à s'incliner.

C'en était fait non-seulement du César couronné de tant de lauriers, mais aussi de sa dynastie. L'Autriche elle-même, gagnée par le principe d'une sécurité mutuelle à établir entre les États, recueillait son archiduchesse et effaçait le titre

Au sein de ces épanchements, de ces évocations des jours heureux, triomphants, la nuit marque l'heure du repos. L'hôte impérial de M. de Talleyrand offre au duc un lit jumeau de celui dont il usait dans son dédain des mollesses de la civilisation. — La conversation prolongée de la sorte réveille des échos sympathiques.

Grand était l'espoir du duc de Vicence, mais les cœurs des rois sont comme les destins : la raison d'État laisse peu d'accès ou de durée aux inclinations, là où elle emprunte une voix autorisée comme celle du prince de Bénévent.

On va en juger.

Anxieux de cette longue conférence dont le motif était transparent, M. de Talleyrand feint pourtant le flegme : pas un mot ne trahit ni son émotion ni sa pensée.

On s'assemble pour le conseil non d'une nation, mais des nations les plus puissantes suivies des plus petites. — Castlereagh, cet homme de fer qui, héritier de la haine de Pitt, l'avait portée à but, brillait parmi les souverains, les dominait même.

M. de Talleyrand prend la parole. Voici le sens puisé dans notre mémoire de la mémorable allocution par laquelle il fait évanouir le rêve de nuit, la chimère d'une amitié plus fanatique que natio-

nale : il démontre les périls qu'elle recélait pour l'Europe :

„ Majestés, Excellences. Le parti que vous allez prendre comptera dans l'histoire, suivant que la sagesse ou l'illusion l'inspirera. Vous allez fonder le repos ou perpétuer le trouble du monde. Après tant de leçons données par la Providence, après tant de témoignages de l'impossibilité du caractère de l'Empereur de tenir le repos dans le respect du droit d'autrui, il faut reconnaître la vérité. Pour moi, cet aveu m'est pénible, car il m'accuse. En France, hélas ! nous avons tout essayé, nous avons eu recours à tous les expédients, nous avons épuisé toutes les variétés républicaines. Nous en sommes venu au gouvernement militaire, fausse enseigne de l'ordre. Tout a été vain, caduc, tout cela le serait encore, car nous étions et serions toujours la révolution. „

Devant ces paroles si graves, sous le sceau de tant de sang et de ruines, il n'y avait qu'à s'incliner.

C'en était fait non-seulement du César couronné de tant de lauriers, mais aussi de sa dynastie. L'Autriche elle-même, gagnée par le principe d'une sécurité mutuelle à établir entre les États, recueillait son archiduchesse et effaçait le titre



pompeux du roi de Rome sous celui de duc de Reichstadt : c'était le deuil d'un empire.

Quel enseignement à cinquante-six ans de distance, au sein des malheurs renouvelés, démesurément agrandis aux proportions d'une ruine nationale, publique et privée, par la fatalité qui avait été attachée à cette famille ! On dirait la race qui sème le malheur, un fléau à destination spéciale de la France.

Vous qui l'avez prôné, plébiscitaires, qui l'avez consacré, demandez pardon à Dieu et aux hommes, de la part que vous y avez prise. En regardant vos familles, vos foyers dévastés, et la place vide de tant d'êtres ravis, par la faute de cet homme... mon Dieu ! nous venons pleurer avec vous (1) !

Ainsi, les deux Bonaparte, l'oncle et le neveu, ont abouti aux grandes tragédies de Waterloo et de Sedan, objet de nos plus minutieuses investigations.

(1) On peut en vain fouiller les annales les plus lugubres, on n'y rencontrera pas une page pareille. La désolation, la ruine, l'humiliation ne s'étaient pas montrées encore à ce degré.

Le prétorianisme du 2 décembre, l'embauchage du conspirateur, son parjure, son outrage aux généraux les plus illustres, saisis impunément tels que des malfaiteurs ; voilà ce qui a produit ce relâchement des principes et de la discipline de l'armée. Jamais la Némésis des poètes n'a revêtu une figure si terrifiante.

## LA VOIX DE LA JUSTICE ET DE L'HUMANITÉ.

L'écrivain qui ne relève que de sa conscience ne flatte pas les rois et les puissants, il leur porte la voix qui dit *sursum corda*, au vainqueur qui a déclaré : " Je n'en veux qu'à celui qui m'a provoqué, nullement à la France. " — Il est cependant tombé, ce provocateur, et la mort, la désolation ne font que grossir. Eh bien, là où la résistance du droit est impuissante contre la force, la justice divine ne l'est pas. Voilà une vérité pour laquelle on peut frapper le prêtre, mais elle

lui survit, elle accuse, elle triomphe tôt ou tard.

Cependant, il ne faut pas être partial. Le moment est trop solennel pour ne pas distinguer la responsabilité de chacun. Il est des circonstances où le silence devient une perfidie.

Donnons essor à une pensée qui n'est que l'écho de celle de l'Europe humaine et sympathique aux malheurs de la France trop excitée, peut-être trop égarée par tant de déceptions, pour l'accepter sous la contrainte de son malheur.

Qu'advient-il de toutes les tentatives d'armistice, prélude de paix? Elles semblent n'avoir ni faveur, ni chance d'aboutir, si l'on prend à la lettre les déclarations du gouvernement. Encore y doit-on placer moins d'espoir, si on considère les dispositions manifestées par les grands centres. Pendant que M. Thiers, le seul homme d'État de la France, doué et en situation pour cette tâche, ramenait l'Europe, voici des hommes, jeunes ou illusionnés, attachés à des maximes, qui ne sont pas des canons, qui minent les bons effets de sa patriotique mission.

Les généraux se succèdent sans qu'il leur soit possible de rien organiser, ni d'opposer une force régulière à des armées constituées, aussi forte-

ment préparées de longue main, aussi solides et exercées que celles de la Prusse (1).

Suivant les probabilités humaines, des défaites nouvelles peuvent échoir, tant qu'on ne sera pas en mesure. C'est donc un panorama de malheurs.

— Ce qui rend la situation si critique, c'est l'état de dénuement que l'empire a laissé à la France. On est à court de matériel. La bravoure vainement s'élance, à l'instar des Gaulois nos pères. Une guerre d'artillerie, dont le prince Frédéric-Charles est l'inventeur tacticien, fait pleuvoir la mort de la main d'un ennemi invisible. Napoléon III s'en fiait à ses mitrailleuses : il ne soupçonnait pas l'ascendant de justesse et de portée contre lequel il lançait, en étourdi, l'armée et la destinée de la France.

Pour persévérer dans la guerre à outrance, il faudrait que Paris, ou la province, les deux simultanément, puissent repousser ou détruire l'armée assiégeante. On sait combien sont douteuses les espérances à cet égard.

Nous devons achever par une triste perspective qu'appelle la continuation de la lutte, si un

(1) L'auteur a été à même d'en juger dans les deux plus mémorables phases de l'histoire moderne, en 1866, en Allemagne, en 1870, à Sedan. Il a vainement averti l'empire, il poursuit le même rôle ingrat. Ceci dit avec la conscience de la vérité et du devoir qu'elle prescrit.

génie providentiel n'ouvre pas l'issue dans cette impasse où l'abîme est béant.

L'approvisionnement de Paris est une question de jours. Dans un long cercle l'environnant, le pays est ou sera dévoré. Vienne l'heure où, faute, non de courage, mais de subsistance, il faille céder, alors on n'ose envisager cette série de souffrances, de désastres.

En dehors de la paix, peut-on ne pas apercevoir dans quel labyrinthe la France serait placée? La misère ne peut manquer de se répandre, comme une contagion, sur les parties préservées. Ce serait pis que les conflits d'ambitions, on assisterait à la lutte acharnée de la faim. Oh! la faim, quelle démoralisatrice des plus honnêtes natures! Nous avons vu à Sedan d'hospitalières demeures portant les ravages inattendus du soldat français, et même des soldats se battant entre eux pour le pain du jour.

C'est une menace flagrante aux familles, à la propriété, à la nationalité, à la liberté, à la fortune publique et privée.

Pour résumer l'état des choses.

La question se pose ainsi : doit-on, en exagérant le point d'honneur, suivre les errements du passé impérial, au lieu de faire la part aux cir-

constances et aux malheurs, œuvre de l'empire?

Usons des bons sentiments des neutres. Qu'on se rappelle qu'au-dessus de la république, comme de toutes les formes monarchiques, plus ou moins durables, il y a ce qui est inaliénable, la nationalité. Il n'est permis à personne de la risquer sur des théories nébuleuses qui dérobent un gouffre. Elles apparaissent non comme des étoiles de salut, mais plutôt à l'instar des comètes qui, suivant Napoléon le Grand, annonçaient la catastrophe. Puissent Dieu et les sympathies des peuples préserver la France ! Détruire Paris, c'est éteindre le plus brillant foyer de la civilisation : ce serait un outrage au monde, et un crime envers l'avenir !

---

## PAS D'ILLUSION.

La science de la guerre consiste à ce que les moyens se trouvent toujours en rapport avec le but. — Il faut des forces suffisantes pour tenir la défensive ; il faut des forces submergeantes pour l'attaque, de manière à briser toute résistance. — Voilà le système amené par Moltke à ses conséquences mathématiques.

Quels moyens a la France livrée sans défense par son empereur ? La démoralisation créée par lui est tout à la fois politique et militaire.

Le second Empire n'était qu'une fantasmagorie enluminée d'artifices. L'Empereur était le

dieu devant lequel il n'y avait ni droit ni mérite. Il a altéré le fort esprit de l'armée, comme toutes les forces vives qui sont l'essence d'un gouvernement.

D'un autre côté, le socialisme, par ses idées fausses, ses utopies, sans tenir compte du milieu de l'organisation établie, est venu tout mettre en question. L'armée en a senti le contre-coup. On ne s'en doutait pas, quand le plébiscite vint sillonner l'abîme d'un éclair précurseur. Toujours est-il que les apôtres de Belleville, qui se sont tant occupés du soldat, l'ont embrouillé dans un labyrinthe de doctrines hybrides. Tour à tour l'individu se trouve juge suprême des institutions dont il devait faire litière, ou être réduit à l'état d'une machine subordonnée à suivre une impulsion collective. Il en est résulté cette confusion dans les idées qui devait avoir pour corollaire la désorganisation militaire. Le soldat s'est trouvé désagrégé de ses chefs, par l'esprit nouveau. Lorsqu'au jour du sacrifice du sang, qui fait de la foi à sa cause, de la confiance au commandement les conditions vitales du succès, il s'est senti défaillir en trouvant à sa tête des favoris empanachés, étrangers à leur métier, même sans la pudeur de leurs hauts grades.



L'autorité incontestée du commandement est donc une des premières conditions de la victoire. L'histoire en a témoigné toujours, la Prusse en est la preuve irrécusable aujourd'hui.

Dans cette situation, il faut envisager la réalité. — Laissons l'état de la France, si tourmentée par des partis divers, où des folies, se constituant à part dans de grands centres, comme Lyon, Marseille, Toulouse, Limoges, ne peuvent que faire beaucoup de mal, en détournant ce qu'il serait plus patriotique de reporter à la défense nationale.

Est-ce que la destinée de la République exigerait que la France parcourût les stations de ce sanglant Calvaire? La pensée chrétienne et sociale d'arrêter ce flot de douleur doit confédérer tous les peuples.

Paris, fier, inébranlable, prêt à tous les sacrifices, est un des plus émouvants spectacles de l'histoire. Seulement, en présence de cette organisation allemande formidable, de ses grandes armées disposées de manière à rétrécir et à fermer, chaque jour, le cercle des assistances, Paris apparaît comme la grande victime d'une série de fautes, dont la République n'avait pas la responsabilité. Malheureusement sa ligne de conduite n'a fait que compliquer la situation.

M. de Bismark, lui-même, doit sentir trébucher l'idée du bombardement ou de la famine dans l'horreur de l'outrage. — Il ne le commet pas seulement contre la France, mais contre la Rome de la civilisation moderne. C'est le centre où tout converge, c'est la constellation dont l'attraction entraîne les autres peuples dans son orbite.

C'est pourquoi, nous ne saurions assez le répéter, l'intervention des puissances spectatrices émues seule est capable de trancher le nœud gordien, œuvre de la politique embrouillée de Napoléon III. La France, la Prusse peuvent et doivent accepter cet arbitrage amiable, tout officieux, de manière à ce que l'humanité trouve sa satisfaction plénière dans la part faite aux circonstances.

Les neutres sont appelés à être les agents actifs du retour de la paix. Les motifs d'ambition, les adages vulgaires, ne sauraient réclamer crédit et cours, en face de cette grande boucherie d'hommes, qui stupéfie les contemporains, en attendant qu'elle courrouce l'histoire.

Le gouvernement provisoire est sûr que la représentation convoquée plus tard ne cassera pas l'œuvre humanitaire des arbitres. La Prusse a une garantie, la meilleure de toutes : c'est que Sedan et tous les désastres qu'il a amenés ont

mis le bâillon pour un siècle sur le parti de la guerre. Elle est discréditée par l'indignation qui a marqué, à tout jamais, du signe néfaste, — la race et le front de l'homme de Sedan (1).

(1) Au moment où l'on réimprime ces considérations et vœux, tombe l'émouvante nouvelle que M. Thiers est rappelé et que les négociations sont rompues. Quel noir horizon de désordre et de sang!

---

## LES SIGNES PRÉCURSEURS DU DRAME

(TABLEAU HISTORIQUE.)

L'Empire est venu, comme on le sait, en 1852. Quelle série extraordinaire va attirer les regards de l'univers! un mouvement inouï est produit par cette résurrection qui vient dresser devant la vieille Europe un esprit provocateur. La France, dans la terreur qui, en lui faisant perdre ses esprits, lui enlève la prévoyance, se laisse ravir, en échange de l'ombre d'un nom, la vie et la force que le système constitutionnel pouvait seul lui donner. Elle laisse les réalités pour les chimères dont on l'enivre à la fumée du souvenir des batailles qui rappelaient un autre temps et exigeaient

un autre homme. En Asie, en Afrique, en Amérique, les événements se succèdent. Pas un jour sans émotions, sans surprises. Les chefs d'Etat sont placés dans un enfer d'activité. L'agitation apportée par l'empire électrise la scène sans laisser l'entr'acte au repos.

Les systèmes, les ambitions, des projets de remaniement, tour à tour mis en avant et abandonnés, mais ouvrant une lice où tous les droits mis en question chancellent, — puis des guerres, des annexions, des révolutions donnant le congé aux dynasties errantes; les grandes agglomérations posées en principe, s'élevant sur la ruine des traités et laissant entrevoir d'autres champs de bataille dans le fond du tableau; — les plus gigantesques armées et la folie endémique des engins de la plus effroyable destruction; un tres-saillement des esprits; — une anarchie des intérêts, se déchirant au sein des théories les plus contradictoires, telles que la concurrence illimitée préconisée par les uns, la protection graduée, invoquée par les autres; — les missionnaires de l'épée et de l'ambition des découvertes, courant aux combats de la Chine, de l'Abyssinie et aux fortunes lointaines de la Californie et de l'Australie; — la propagande de la vapeur effaçant les

espaces, étonnant les barbares; — le drapeau de la France frayant la route d'un empire transatlantique, au mépris des pronostics des véritables hommes d'État, pour ne bientôt laisser apparaître que le linceul d'un héros martyr, empereur déchu, d'une antique race qui se retrouve digne d'elle-même, mourant en roi, le sourire sur les lèvres, sous les balles de Queretaro; — l'émigration de la vieille Europe formant l'exode de l'Irlande; ces files de pèlerins de diverses nations, entraînées par la misère aux plages du nouveau monde, dont Châteaubriand, le René des Natchez, a vu les poétiques déserts, aujourd'hui transformés en cités opulentes d'une puissante république, tous les problèmes d'une politique sans boussole posés par l'Empereur, provoquant les défiances de l'Europe, qui isolaient la France au moment où son chef préméditait, organisait la guerre : les batailles qui effacent par leurs proportions et leurs conséquences ce que l'histoire a de plus mémorable, Sedan, le blocus de Paris, la dévastation, le pillage, la mort, la terreur, l'incendie, formant le cortège de l'invasion; — les contrées les plus fertiles et les plus riches innocentes de tout, soumises à ce drainage de réquisitions et même de destruction gratuite; — la famine se détachant à l'horizon où M. de

Bismark, d'un doigt sinistre, en montre l'heure et en promulgue la légitimité; — enfin le démon de la guerre venant pousser deux races à s'entretuer, à effrayer le monde, à jeter cette haine immense qui fera prendre aux peuples en exécration les institutions monarchiques, tenues pour responsables; tant de victimes, un si prodigieux ébranlement, une révolution encore plus surprenante et plus étendue dans ses effets moraux que dans ses destructions matérielles, voilà ce que font le roi Guillaume, M. de Bismark, l'Allemagne poussée à ces abominations!!! — Quelle complexité! quel drame! quel avenir! Aussi quelles expiations. — Celle de Sedan n'en est que le prologue.

La justice divine ne fait défaut à aucune folle ambition, à aucuns coupables!

---

# AU CLUB DES PATRIOTES DE MARSEILLE

---

## RÉPONSE

### A LA PROPAGANDE PATRIOTIQUE

### DE L'HOMME DE SEDAN.

CITOYENS !

Aujourd'hui seulement j'ai connaissance de la motion et du vote dont j'ai été l'objet, ainsi que *l'Homme de Sedan*, de la part du club des patriotes de Marseille (1).

Avant d'aborder avec vous de nouveau ce lugubre personnage, je sens le besoin de vous dire que les témoignages tels que les vôtres dans cette

(1) *Séance du Club des patriotes de Marseille*  
du 20 octobre 1870.

Le comité, après avoir pris connaissance de l'ouvrage intitulé : « *l'Homme de Sedan* », par le citoyen Alfred de la Guéronnière, et trouvant cet écrit d'accord avec les principes



forme franche de l'esprit populaire, me sont une douce récompense de mes travaux. Nous pouvons différer sur les moyens de réparations que réclament les fautes et les vices du régime dont nous sommes tous les victimes, mais quand il s'agit de patriotisme, du salut de notre chère France, nous n'avons qu'un cœur, et chacun de ses enfants doit se serrer l'un contre l'autre et sceller, au besoin dans la mort, un indomptable dévouement.

Ceci dit, je dois vous confesser une faiblesse paternelle : je suis sûr que vous la légitimerez par votre approbation. Je vous en fais juges.

Il me faut pour cela aborder une question personnelle, mais elle se lie à une question de morale publique, je me flatte de ne pas vous apporter d'ennui par les détails qui sont nécessaires.

Vous m'avez reproduit dans les proportions d'une propagande, jusques alors sans précédents

de salut public qui dirigent le Club des Patriotes, décide :

1° Le citoyen Alfred de la Guéronnière a bien mérité de la reconnaissance des vrais Français ;

2° L'impression de son livre sera faite à Marseille, aux frais du Club des Patriotes, pour la vente en être activée et propagée dans toute la France.

Ainsi décidé en séance publique du Club, sur la proposition du comité, le 20 octobre 1870.

*Le Secrétaire,*  
E. PARABEL.

*Le Président,*  
V. CASTEIGNAC.

sur cette échelle ; vous avez jugé que j'avais da-guerrotypé, dans ses traits sombres, dans son machiavélisme multiple, celui dont la vie fut un complot, contre le peuple qui l'a trahi, contre les autres dynasties qu'il minait souterrainement, non pour y substituer le règne démocratique, mais pour suivre une inclination corse, nullement française, jouir de leur chute, s'attribuer dans leurs dépouilles ce qui pouvait uniquement servir son autocratie et satisfaire les appétits qu'il avait développés. A défaut des vertus publiques, condamnées comme un reproche, il fallait développer et satisfaire les vices.

Voilà le régime impérial ! — Saisis des mêmes évidences qui ont courroucé ma plume, faisant écho à mes accents qui ont retenti dans l'univers (et j'en suis fier vraiment), nous disons ensemble : " Raca sur le grand coupable " ; c'est bien, et il ne peut y avoir deux cris, quand on n'est pas un Français de la décadence bonapartiste.

Je reviens à la faiblesse que je vais vous expliquer.

Je suis un ouvrier de la pensée. L'édition que vous avez reproduite et que vous propagez n'est qu'une imparfaite ébauche de mon indignation et

des douleurs ressenties sur le champ de bataille de Sedan. Il faut voir ce Golgotha où ce faux empereur a livré une nation.

Ce galbe imparfait auquel j'ai donné depuis ses traits, sa physionomie, la couleur de la vie et de l'irritation de mes sentiments, était exclusivement destiné aux cabinets de l'Europe. Mon but était de détruire, dans son germe, une abominable intrigue rencontrée sous mes pas, par hasard. — Je suis resté dans l'exil uniquement pour suivre cette mission continuée par d'autres œuvres dans le même esprit de conviction et de dévouement.

On jugea que ma protestation ne devait pas seulement s'adresser à un cénacle agissant sous l'empire de vues personnelles, mais au monde, et par là, à la conscience publique. — Les témoignages qui me sont venus, le vôtre, me prouvent que j'ai pénétré au vif de l'âme saisie d'horreur, et il y a de quoi, quand on a le sang d'un homme libre. La vérité ni l'histoire n'admettent le langage du courtisan, cette sorte de crapaud volant.

Alors le regard et la bienveillance des milliers de lecteurs affluant à l'œuvre m'imposaient un sacrifice nécessaire. — Abraham allait immoler Isaac, c'était un bon père pourtant. — Moi aussi

j'ai l'amour de ma progéniture, comme me le disait un jour une grande célébrité du temps, c'est pour cela que j'ai l'amour-propre *que la chair de ma chair, l'âme de mon âme* se produise au monde, qui veut bien lui faire accueil, dans toute sa limpide physionomie. J'ai surtout cette coquetterie pour Marseille, dont je garde une impression qui remue les plus douces fibres de mon cœur.

Il y a peu de temps encore, c'est là que, me détournant des perspectives sombres du plébiscite, je fuyais en le maudissant : rien n'était plus propre à faire diversion à mes angoisses politiques, que votre ciel, vos monuments, l'azur bleu de cette Méditerranée où j'aimais à m'aventurer : après un séjour dans Nizza la Belle, je revenais et m'attardais encore chez vous. — J'y étais heureux. Mon cœur s'épanouissait au sourire d'une fille chérie, que la Russie rendait à mon amour, douce, angélique comme son nom, Angèle.

Citoyens, vous me procurez le réveil de ces émotions en me fournissant l'occasion de graver, au sein de mes luttes pour la liberté, les lettres adorées qui forment pour moi ce nom talisman de mon souvenir le plus attractif. — J'avais de plus

la séduction de mes petites-filles, sortilège de leur grand-père. C'est qu'elles gazouillent les langues comme le rossignol ses trilles harmonieux. C'est près d'elles que je serais, si, ne confirmant ma vocation pour un rude devoir, je n'avais été tenu de courir sus à l'intrigue rencontrée de l'homme de Sedan.

Vous êtes pères, citoyens, vous comprendrez cette douce lumière, qui en me renvoyant son éclair me rend plus fort pour la lutte que je soutiens depuis plus de trente ans : et si je suis alerte, c'est que je ne plie sous le poids et sous le reproche d'aucune faveur ni d'aucune croix.

Toujours est-il que dans la situation que créait l'empressement de l'Europe à me lire, pour l'autorité de la vérité, pour l'honneur de l'écrivain qui doit la répandre, je devais métamorphoser, recréer ma pensée et la modeler. — De l'ancienne, vous ne pouviez rendre que les ombres, le corps ayant été transformé pour n'en laisser subsister que l'esprit. — Dix éditions successives, des tirages multiples pour chacune, ne laissent qu'un souvenir effacé de mon premier dialogue, il n'a plus sa raison d'être, il n'est qu'un écho des morts : c'est malheureusement pour vos lecteurs celui-là que vous avez reproduit; fleurs fanées qui ne sont

plus dignes du public et de vous ! vous en jugerez en acceptant l'hommage de l'auteur ; il vous est offert cordialement.

Dans la longue carrière que j'ai parcourue, en restant le soldat de la liberté, la plus grande satisfaction qui puisse s'ajouter au témoignage de la conscience, c'est de se sentir grandi par la sympathie de l'âme du peuple. Je puis en appeler à vos frères du Limousin. Aux affreux jours qui ouvrirent l'ère de nos malheurs, lorsque les proscriptions du coup d'État frappaient les braves travailleurs, les républicains, mes relations, mon cœur leur ont servi de bouclier : que j'en ai sauvés ! Pourtant, citoyens, je ne puis sans ressentir non de la colère, mais de la pitié, songer qu'il s'est trouvé quelqu'un pour donner un démenti à ces souvenirs d'honneur, en destituant du seul emploi qu'il ait jamais voulu occuper un démissionnaire de la mairie d'une commune de 800 âmes, l'auteur de l'*Homme de Sedan* : votre témoignage écarte ce hors-d'œuvre.

Cependant, dans le *Centre gauche*, le premier journal qui ait demandé la déchéance, qui avait plus protesté que moi ? — Je m'étais élevé contre la mystification du ministère Ollivier, alors que son apostasie faisait envoler en fumée le dernier

espoir d'un régime constitutionnel. Le plébiscite, par suite de l'ignorance des paysans et du servilisme officiel réunis, allait devenir le billet de mort de leurs enfants et du désastre national. — Les courtisans qui faisaient des droits confisqués le macadam pour rendre plus roulante la route du char dynastique étaient loin de se douter qu'ils épousaient l'abîme pour eux-mêmes. Voilà ce qui vous a indignés, je le comprends, mais le patriotisme est d'autant plus imposant qu'il dédaigne les ennemis tombés, alors toutefois qu'ils ne conspirent pas, comme la troupe de Wilhelmschœhe.

De même que les vagues de votre belle mer que j'ai vues si caressantes, se soulèvent au souffle de la tempête, ainsi les émotions des malheurs publics viennent faire bondir votre colère. — Dans ces crises suprêmes, dans celle-ci, la plus terrible qu'ait amenée la dépravation d'un homme, qui peut marquer la limite à tenir, avec le compas de la règle si facile dans l'état normal ? Tout est caduc, tout est à renouveler, non par la pourriture déchue, mais sous les enseignements de l'épreuve, dans la pureté des principes dont la liberté est le pivot. Il me faut vous quitter, je vous ai parlé en toute sincérité, comme il convient entre citoyens qui ont à confondre leur

douleur, leur légitime indignation, leurs efforts, pour la rédemption des crimes, des erreurs que nous n'avons pas commis, et que le délire du sophisme ose nous imputer. Après vous avoir présenté mes œuvres, celles dignes de vous et du but, bientôt suivies d'une autre, à laquelle je retourne en vous quittant, laissez-moi résumer ma pensée : soyons des Français apôtres de la fraternité des peuples ! Voilà où est la paix, ce patrimoine sacré de l'ouvrier qui, lui, n'a qu'à subir les charges, déshérité qu'il est d'avance dans la distribution des avantages réservés aux chefs qui engagent ces terribles duels des nations.

Je vous laisse, citoyens, en vous assurant l'expression des sentiments aussi patriotiques que dévoués : — restons unis par la pureté des souvenirs pour le but national.

COMTE ALFRED DE LA GUÉRONNIÈRE.

10, PETITE RUE DE L'ÉCUYER.

Bruxelles, 25 novembre 1870.



## NOTES JUSTIFICATIVES.

Parmi les nombreuses lettres qui arrivent à l'auteur, il en choisit deux ; celle qui suit revendique les doctrines et pratiques de l'Évangile, pour le salut des peuples qui s'égorgent non plus dans l'individualité du cirque, mais par des exterminations collectives, à l'ordre de chefs sans entrailles ; ils n'arrêtent pas cette boucherie humaine, alors que leurs oreilles entendent le refrain sauvage :

*Ave Cesar te morituri salutant.*

Ajat, 8 janvier 1871.

« Monsieur le comte,

» Je rencontre, par hasard, aujourd'hui, au milieu de mes papiers, une lettre que je croyais depuis longtemps à Bruxelles...

» Tous ces écrits si remarquables envoyés par vous-même,

monsieur le comte, la lecture attentive que j'en fais, me rendent toujours honoré, joyeux et édifié.

» *L'Homme de Sedan*, c'est plusieurs mondes... D'ailleurs le fond n'est autre que celui de vos antérieurs travaux ; quelques détails d'actualité s'y mêlent, et le tout tombe cette fois de votre plume en laves plus ardentes que jamais. Ce degré d'indignation et de douleur, presque sans espoir, est bien légitime en vous, monsieur le comte : intelligence et cœur naturellement très-élevés, grandis encore par la foi chrétienne, votre sensibilité et vos vues doivent avoir peu de pareilles. Appartenant à cette lignée d'esprits dont l'action créa, unifia, organisa, glorifia la France, et dont l'absence, ou la mise à l'écart, couche notre nation au tombeau, vous aviez la vision claire des désastres prochains de notre pays ; de vos lèvres la prophétie nous venait sur tous les tons, et les *vœ*, pour m'exprimer comme l'Écriture et comme Bossuet, ne cessaient, dans vos livres, de sillonner, comme la foudre, le ciel livide qui nous menaçait ; vous disiez : *L'heure venue, le mot d'ordre sera : frapper vite et fort.* — Et dans le même ouvrage : *je n'ai plus qu'un mot à ajouter : Que Dieu protège la France !...*

» Madame la comtesse de Brettes a bien voulu me faire tenir *La Prusse devant l'Europe*. Que le monde moral vous bénisse, monsieur le comte !

» Et puis, vous avez des pages à éloquence *patrologique*, c'est dire que l'homme ne monte pas plus haut.

» Enfin, avec le plus grand respect, dans Bismark et dans Guillaume, vous avez, pour l'éternité, cloué la force brutale au carcan.

» Je passe sur les insinuations, avertissement aux États complices. Je crains aussi un bouleversement inouï en Europe ; il me semble assister à l'époque *génésiatique* d'un monde nouveau, me plaçant toujours au point de vue divin et historique : Dieu n'a pu créer que pour rendre semblable à lui ; à chaque époque, les nations reçoivent un élément pro-

videntiel d'assimilation : l'Europe l'a possédé, il l'a mis hors de puissance ; maintenant, à d'autres peuples ! La barbarie atroce remplacera, pour nous, la douce face du divin Christ, pour nous faire rentrer dans l'ordre, afin d'ajouter une voix de plus pour crier, dans l'histoire, aux générations futures : NON, PAS DE PAIX, POINT D'HONNEUR POUR L'HOMME, TANT QU'IL REFUSERA DE CONFORMER, DANS LES ÉTATS DIVERS DE SA VIE, SON ÊTRE DÉRIVÉ A L'ÊTRE-PRINCIPE QUI NE SE MANIFESTE, *ne se communique entièrement, sans mélange sauvage, sans danger de retour à la confusion horrible, que dans l'Église catholique, vraie continuation du Verbe incarné qui n'est lui-même que la théologie du ciel, la raison et la bonté souveraines, qui a tout créé, tout ordonné, et qui ne permet pas, sous peine de mort et de honte, qu'on touche à son ouvrage.*

» Je termine, monsieur le comte ; cependant, que de douleurs j'aurais encore à vous faire entendre : Pauvre France ! Du fond de ma solitude, je contemple un chaos !... Ah ! je ne dis pas comme Michel-Ange ou Raphaël au sein de la désolation : *Laissez-moi dormir !* mais bien : *Laissez-moi prier !*

» J'ai eu l'honneur de voir aujourd'hui même, au presbytère, madame et M. Du Puy. J'ai tenu, pour la joie de votre âme, à couronner ma lettre de ce souvenir comme d'un suave bouquet de fleurs.

» Je ne puis vous exprimer, monsieur le comte, jusqu'à quel point je suis à vous.

» PINDARY, curé d'Ajat. »

Voici un curé du Midi qui parle le langage de Salvien, de saint Jérôme, de Fortunat, évêque de Poitiers, qui ont décrit la désolation semée par les Vandales.

# TABLE DES MATIÈRES

## CONTENUES DANS CET OUVRAGE.

	Pages.
Introduction nouvelle de la dixième édition. . . . .	v
Avant-propos. . . . .	xi
Chapitre I. . . . .	17
» II . . . . .	19
» III . . . . .	23
» IV . . . . .	25
» V. . . . .	27
» VI . . . . .	35
» VII . . . . .	39
» VIII. . . . .	45
» IX . . . . .	49
» X. . . . .	52
» XI . . . . .	55
Post face . . . . .	58
Chapitre XII . . . . .	61
Conclusion . . . . .	69
Epilogue . . . . .	80
La vérité, c'est l'honneur et la force politiques. . . . .	82
La campagne de l'Empereur . . . . .	91
La campagne, la défaite et la prise de Sedan. . . . .	97
L'endurcissement . . . . .	109
Un rapprochement historique, M. de Talleyrand . . . . .	116
La voix de la justice et de l'humanité . . . . .	121
Pas d'illusion. . . . .	126
Les signes précurseurs du drame. (Tableau historique.) . . . .	131
Au club des patriotes de Marseille. — Réponse à la propagande patriotique de l'Homme de Sedan . . . . .	135
Lettre d'un prêtre du Midi au comte de La Guéronnière . . . . .	144



LE *Felix Guizot*  
DRAME DE METZ

— 31 Juillet - 31 Octobre 1870 —

PAR

LE P.<sup>acteur</sup> MARCHAL

AUMONIER  
DE LA GARDE IMPÉRIALE

ONZIÈME ÉDITION

LYON

P. N. JOSSERAND, LIBRAIRE-ÉDITEUR

3, PLACE BELLECOUR, 3

—  
Janvier 1871

TOUS DROITS RÉSERVÉS



# LE DRAME DE METZ

— 31 Juillet — 31 Octobre 1870 —

---

## I

Anjourd'hui 31 octobre 1870, mon âme déborde de douleur et mes yeux versent des larmes de colère. J'ai assisté hier au dénouement lugubre d'un drame de cent jours, et j'ai vu les hordes prussiennes profaner, par leur présence, la cité vierge qui leur avait été livrée sans coup férir. Mais n'anticipons pas : tâchons seulement, en rassemblant nos souvenirs, d'égrener, sans être injuste pour personne, le chapelet de nos indignations et de nos angoisses.

Arrivé à Metz le 31 juillet, par un soleil splendide, je fus ébloui par l'éclat de notre état-major, émerveillé de sa joyeuse insouciance et, disons-le, médiocrement rassuré par les énormes consommations qu'il se permettait à la rue des Clercs. Je me fis montrer, avec un empressement candide, nos maréchaux, nos généraux, nos intendants, etc.; or je vis, avec stupéfaction, que tout cela paraissait vieux, viveur, et que toutes ces



figures portaient toute autre marque que celle du génie.

Dès ce moment j'eus peur pour notre pauvre France.

Il fallait m'équiper pour faire la campagne, et c'est alors que je pus apprécier la probité des petits marchands de Metz. « — Combien cette tente? — Cent dix francs sans les piquets. » Or, cette tente dura deux jours et fut déchirée en lambeaux par le premier orage, tandis qu'une bonne tente d'officier vaut cinquante francs. « — Combien cette peau de mouton? — Quarante francs. » C'est ce que vaut la peau avec le mouton; mais il fallait partir le lendemain, et il n'y avait pas à balancer. « — Combien cette simple selle de cheval? — Cent quatre vingt-dix francs. — Etes-vous circoncis? — Quelle question? — C'est que votre probité me prouve que tous les juifs ne le sont pas. »

Disons-le tout de suite, pour n'avoir pas à interrompre plus tard notre récit, la population de Metz a su se montrer, durant tous ces mauvais jours, sérieuse, énergique et véritablement patriote. Une foule de propriétaires ont vu, avec une résignation empreinte de je ne sais quelle grandeur civique, la dévastation de leurs terres et de leurs maisons de campagne; les dames les plus respectables de la ville ont soigné nos blessés avec un dévouement au-dessus de tout éloge; mais là, comme ailleurs, la cupidité des marchands de comestibles et de tous les objets nécessaires à une armée en campagne s'est manifestée sans pudeur. Elle a englouti, par millions, de scandaleux bénéfices, dont une moitié suffirait à indemniser amplement ceux qui n'auront connu de la guerre que les fléaux qui l'accompagnent et les ruines *qu'elle amoncelle*.

Nous voici en route pour la frontière par une journée magnifique. La garde se déroule comme un immense serpent aux reflets d'argent et d'or d'une longueur de 20 kilomètres. Tout le monde est rayonnant d'espoir et de bonne humeur. « — Où allons-nous? — A Berlin ! » disent les moins modestes ; « à Sarrelouis », disent les plus modérés ; « nous n'en savons rien » disent les mieux informés. Bref, nous campons à Vormelange, non loin de Boulay.

En suivant la route qui va de Boulay à Saint-Avold, nous pouvions arriver le vendredi à Forbach et changer, le lendemain, en victoire la défaite de Frossard. Mais, hélas ! le généralissime avait des combinaisons plus profondes. Ordre arrive de rétrograder jusqu'à Courcelles-le-Chaussy pour se mettre à cheval sur la grande route de Mayence.

Jamais je n'oublierai le spectacle que nous eûmes cette nuit sous les yeux. Surprise par un orage épouvantable, la garde avait dressé ses tentes, à neuf heures du soir, dans des champs de pommes de terre détrempés. Un bois était à côté : on y porta la hache et l'on alluma de grands feux. Nos malheureux soldats ôtèrent leurs chemises qu'ils présentèrent à la flamme en chantant la Marseillaise. Vu de la colline d'en face un tel spectacle avait quelque chose de fantastique et d'inférieur.

Le dimanche nous partions pour Saint-Avold, en suivant la grande route de Mayence, dite de la Grande-Armée, et nous arrivâmes à midi sur les hauteurs de Longeville. « Comment s'appelle cette ferme ? s'écria un brave général ; c'est ici que nous devons attendre des ordres. » Un officier prussien n'eût pas fait cette question, car tous ceux qui commandaient l'armée alle-

mande avaient en poche une carte admirablement faite, et l'avaient longtemps étudiée. Chose triste à dire, ils connaissaient mieux notre propre pays que nos généraux. Avouons-le en toute franchise, les officiers allemands sont sérieux; ils travaillent, tandis que les nôtres sont souvent plus occupés à plaire aux dames, ou à s'abrutir par l'absinthe qu'à étudier la géographie. Cela nous explique pourquoi cette triste campagne ne fut guère qu'une suite de surprises désastreuses.

Pendant que la garde campait sur les hauteurs de Longeville, je descendis au village. Là, on me conduisit vers un convoyeur qui nous raconta, les larmes aux yeux et en tremblant, le désastre de Forbach. C'était la veille que le corps de Frossard avait été mis en déroute, et cela sous les yeux du corps de Bazaine qui n'avait pas brûlé une cartouche, tandis que depuis deux jours, à une étape de distance, la garde était occupée à abîmer les récoltes du village de Courcelles !

Je ne juge pas, je raconte, et ma tristesse n'a point de fiel.

Je remontai la côte au galop. Le général Desvaux était couché, comme un guerrier antique, à l'ombre d'un mur, sur une gerbe de blé. Je lui raconte ce que j'ai appris du convoyeur. Il a l'air de dire : Je sais tout, et donne ordre de faire rétrograder les équipages sur la route de Metz. La garde reste sur le *qui vive* ! A dix heures du soir, je parcours les rangs de ma division, priant nos chers soldats de recommander leur âme à Dieu et de s'apprêter à se battre en héros, puis je m'en-dors de fatigue sur les bagages de l'intendance. Tout à coup, vers deux heures du matin, le cri *aux armes* ! retentit dans tout le camp, et en un clin d'œil la garde

se trouva prête au combat. C'était une fausse alerte, mais nous n'en commençâmes pas moins notre mouvement de retraite, jetant ainsi l'épouvante dans les villages qui nous avaient vus passer la veille.

La route, à certains endroits, était encaissée et encombrée par une multitude de voitures. Nous longions de plus une forêt à une demi-portée de fusil. Or, cette forêt n'avait pas été fouillée, et l'on se contentait de faire filer quelques cavaliers sur la lisière, à cent pas de la colonne. « Voyez, me dit un officier, comment nous prenons nos précautions. Qu'arriverait-il, si deux divisions ennemies débouchaient tout à coup de ces bois, pour nous prendre en flanc ? Je ne crois pas à la bravoure de nos généraux, mais ils me forcent de croire à leur ineptie. »

Je le trouvai sévère sans oser croire qu'il avait tort. Les soldats commençaient à dire : « Nous sommes vendus ! » et quand le soldat se permet de dire cela, il a perdu la moitié de sa force. Quelques jours après, nous arrivions sous les murs de Metz, où nous étions rejoints par les corps de Frossard, de Canrobert, de Ladmirault et de l'*immortel* Bazaine.

## II

Nous étions là, oisifs et mécontents, depuis quelques jours, arrêtant quelques faux espions, sans savoir mettre la main sur les vrais, quand nous apprîmes que l'ennemi était à *Nancy* et avait occupé, sans coup férir, la tête

du chemin de fer de Frouard, qui était un de ses objectifs. Nous avons laissés intacts les ponts d'Ars et de Novéant, comme pour faciliter à l'armée allemande le passage de la Moselle. En revanche, le *génie* avait fait sauter le magnifique viaduc du chemin de fer de Thionville, si bien protégé par les formidables batteries du fort Saint-Quentin.

On peut se demander, sans être trop méchant, si le *génie* doit servir à faire des folies.

Enfin, le 14 août à quatre heures du soir, le canon se fit entendre sur toute la ligne qui s'étend du fort Queuleu au fort Saint-Julien. Ce combat, dit de Borny, dura jusqu'à la nuit et fut très-meurtrier. Impossible de décrire le formidable concert qui résultait de la fusillade, réhaussée par le grondement du canon et par les horribles craquements de nos mitrailleuses. Nos pertes furent considérables, et celles de l'ennemi beaucoup plus grandes, grâce à l'énergie du brave Ladmirault.

Le lendemain, beau jour de l'Assomption, j'arrivai à cinq heures du matin sur le champ du carnage. Je passe par le parc du château, où je m'étais promené la veille, en disant mon bréviaire. Là, sous une touffe d'arbustes, je vois un soldat couché, puis un autre, et un autre encore ! Je m'approche ; j'enlève la casquette qui leur couvre la figure : ils étaient morts ! Je traverse le village abandonné, et j'arrive dans une ferme assez à temps pour administrer deux agonisants. Je m'avance enfin dans les champs jonchés de quelques centaines de morts, parmi lesquels je découvre cinq ou six blessés, dont plusieurs pouvaient guérir. Je regarde pour appeler du secours, et je vois quelques hommes occupés à *dépouiller les cadavres* et à vider les sacs abandonnés ! Je

les supplie de m'aider à transporter les blessés à la ferme voisine ; mais, sans me répondre, ils continuent leur horrible besogne ! J'accoste un pauvre boiteux : il prend un de ces malheureux sur ses épaules, et s'écrie en pleurant : « Que ne puis-je les emporter tous à la fois ! »

Ainsi vont les choses sur cette pauvre terre : la vertu y coudoie le vice, et l'on y rencontre des anges à côté des démons.

Cependant l'ennemi avait atteint son but, qui consistait à nous couper la route de Verdun, en faisant filer ses innombrables colonnes par la vallée de Gorse, pour gagner les plateaux de Mars-la-Tour et de Rezonville.

L'empereur l'avait senti, car, en rentrant en ville, j'appris qu'au lieu de célébrer sa fête et sa victoire, il était en retraite avec toute son armée, pour essayer de gagner Châlons. Les nombreux équipages de Sa Majesté encombraient la route à un tel point que la garde ne put arriver à Gravelotte (13 kilomètres) qu'à onze heures du soir. Rien ne manquait au ménage de cet austère général en chef, et l'on voyait, dit-on, sur une de ses voitures, cette magnifique inscription : *Homards frais !*

« — On dirait l'armée de Darius, m'écriai-je en m'adressant à un officier de mes amis. — Rien n'y manque, me répondit-il, pas même Darius, et de tous nos bagages c'est, sans contredit, le plus embarrassant. »

En effet, si j'en crois le bruit qui courait dans l'armée, la bataille du 16, dite de Gravelotte, ne fut livrée que pour nous débarrasser de ce bagage. L'empereur voulut passer le matin, et rencontra l'ennemi qui lui barra la route. Il se retira, dit-on, dans une ferme du voisinage, avec le *petit prince*, et la bataille commença, vers neuf

heures du matin, par le corps de Frossard. Celui-ci se laissa surprendre, dit-on, comme à Forbach, et refusa de donner des ordres, sous prétexte qu'il était à déjeuner et n'avait pas pris son café.

J'ignore si ce pauvre général a mérité tout le mal qu'on a dit de lui, mais, s'il est innocent, le bon Dieu lui doit un beau dédommagement pour toutes les calomnies dont il se sera vu l'objet.

Cette journée du 16 fut la seule vraie bataille livrée par l'armée de Bazaine. Commencée à neuf heures du matin, elle ne finit guère qu'à neuf heures du soir. Durant ces douze heures de carnage, j'ai pu voir de mes propres yeux, près du village de Rezonville, l'intrépidité de nos troupes de ligne, les brillantes charges de nos cavaliers et la solidité de nos artilleurs. Là, comme ailleurs, ceux qui firent le mieux leur devoir furent les officiers inférieurs et les soldats. Je dois dire cependant, pour être vrai, qu'en général, nos soldats de la réserve se montrèrent assez faibles. Beaucoup se réfugiaient derrière les équipages, sous prétexte de les garder, et il fallut la gendarmerie pour les faire avancer. Je pus voir aussi, en me tenant derrière les lignes que, quand un malheureux avait reçu quelque légère blessure, ses deux voisins se montraient fort empressés à sortir des rangs pour lui faire la conduite, en portant son sac et son fusil.

Quoi qu'il en soit, on se battit bien ce jour-là. Des milliers de blessés passèrent par nos ambulances, ou ils reçurent de nos chirurgiens les soins les plus intelligents et les plus empressés. La salle des amputations surtout, présentait un spectacle à faire frémir. J'emportai dans *la fosse d'à côté*, plusieurs jambes coupées dont on

n'avait pu tirer les bottes. Je vis des visages fendus en deux et des entrailles sortant du ventre. Ma mission fut bien douloureuse ce jour-là, mais ma moisson fut belle, car ma croix d'apôtre fut blanchie par les baisers de nos héros expirants.

J'appris, le soir, qu'un soldat ennemi venait de commettre un crime horrible, au mépris de la convention de Genève. Le major Burdy était occupé à panser nos blessés à l'ambulance de Rezonville, quand il voit arriver, sabre nu, un cavalier prussien. Le docteur montre le brassard qu'il avait au bras, mais le barbare lui répond par deux coups de sabre qui l'étendent raide mort, et font de cet homme de bien un glorieux martyr!

Craignant d'être inexact en voulant trop préciser, je n'ose évaluer nos pertes, mais autant que j'ai pu en juger, nous aurions eu, ce jour-là, peut-être trois mille morts et le double de blessés. Les pertes de l'ennemi, dit-on, auraient été triples. J'aime à le croire, mais je regrette que jamais nous n'ayons remporté une victoire assez décisive pour nous permettre de compter les pertes de l'armée allemande, en restant maîtres du champ de bataille.

Qu'était devenu l'empereur pendant cette horrible mêlée? Il aurait, dit-on, passé sous bois, à notre droite, pendant qu'un brillant état-major aurait donné le change à l'ennemi, en se portant sur notre gauche. Ce stratagème a peut-être nui au résultat de la bataille, mais qu'importe? La guerre, cette affreuse guerre n'avait-elle pas été déclarée dans un intérêt dynastique? Quand Frossard commit la faute immense de lancer quelques obus sur les maisons de Sarrebruck, au risque de surexciter l'amour-propre allemand, n'était-ce pas afin qu'on pût



apprendre à toute la France qu'un enfant chétif « avait reçu le baptême du feu? » Et quand, un peu plus tard, le brave et honnête Mac-Mahon se vit contraint de livrer bataille à Sedan, dans des conditions impossibles, n'est-ce pas parce que l'empereur avait entendu le cri d'angoisse de l'impératrice, qui disait : « Il nous faut une victoire à tout prix, sinon c'en est fait de la dynastie ! »

Le lendemain 17, selon ma coutume, je parcourais dès le matin le champ de bataille jonché de morts. Le sol labouré par les obus ressemblait à un champ fouillé par un troupeau de sangliers. Plusieurs de ces engins, qui avaient la forme d'un pain de sucre en fonte, n'avaient pas éclaté ; mais d'autres, hélas ! avaient causé de bien cruels ravages dans nos rangs. Ici, c'était un cavalier coupé en deux, à côté de son grand cheval qui gisait là, le poitrail ouvert ; plus loin, quatre ou cinq beaux grenadiers tombés dans le sillon, la face tournée vers l'ennemi. Mais je vois là-bas quelque chose de noir qui s'agite. J'accours et je trouve un pauvre soldat de la ligne couché sur le cadavre d'un dragon de l'Impératrice. Ne pouvant plus parler il agitait le bonnet à poil de son compagnon mort, pour appeler du secours. Je lui versai un peu de rhum mélangé de café, et comme il n'était blessé qu'aux jambes, j'eus le bonheur de le sauver.

Je pus, grâce à Dieu, en découvrir ainsi une trentaine, dont je reçus les aveux et dont quelques-uns ont pu guérir. Sur le penchant de la colline d'en face, à 200 mètres environ, j'apercevais les morts de l'ennemi, mais les uhlands à cheval veillaient sur le sommet, tandis que deux officiers prussiens, en manteaux noirs, se *promenaient en bas*, à quelques pas de moi. Impossible

d'aller plus loin. Je jetai un dernier regard sur tous ces restes glorieux qui m'environnaient et je m'écriai, les larmes aux yeux : O rois, quand les peuples se lasseront-ils de payer les frais de vos folies meurtrières !

Je me mis à genoux pour réciter le *De profundis*, et je quittai ces champs désolés qui avaient bu le sang de tant de martyrs obscurs.

Quand je rentrai à Gravelotte, vers midi, l'armée française avait décampé pour se replier sur Metz. Chose inouïe ! je vis çà et là les feux à demi-éteints qui achevaient de consumer une partie de nos effets et de nos provisions. Ainsi, avec un peu d'intelligence et d'énergie, Bazaine, après avoir laissé une ou deux divisions à Metz, pouvait percer les lignes prussiennes à Rezonville et rejoindre Mac-Mahon avec cent mille hommes. A coup sûr, il épargnait les rations de la place, et lui permettait de tenir six mois avant d'avoir épuisé ses vivres. Mais non, après sa prétendue victoire, Bazaine ne trouva rien de mieux à faire que de brûler les effets de son armée à 8 kilomètres du fort Saint-Quentin, pour la ramener dans la place, et s'apprêter à les livrer l'une et l'autre, armée et forteresse, après les avoir affamées.

Le maréchal avait-il prévu cela ? Je ne le crois pas. Il avait probablement, pour unique but, de conserver son armée intacte, en attendant quelque diversion heureuse de la part de Mac-Mahon. Pour qu'un maréchal de France consente à jouer le rôle infâme de traître, il faut qu'un grand intérêt le pousse, et l'on est à se demander encore quel intérêt Bazaine pouvait avoir à nous trahir ? Disons qu'il a manqué de perspicacité et de génie, mais gardons-nous, jusqu'à preuve évidente,

de suspecter son honneur qui n'avait encore pas trop souffert de cette journée.

Le lendemain 18, la bataille recommença, bataille brutale et meurtrière où l'artillerie, comme toujours, joua le premier rôle, et où nos troupes, comme à l'ordinaire, manquèrent de munitions. Vers la fin de cette journée, dite de Saint-Privat, une horrible panique s'empara de nos convoyeurs qui arrivèrent jusqu'aux portes de la ville en y jetant l'épouvante. Un corps ennemi, venu de Trèves, nous coupa la voie de Thionville restée jusqu'alors la seule libre. Metz, dès ce jour, se vit bloqué dans un cercle de trois lieues de diamètre, avec cinquante mille réfugiés, dix-huit mille blessés, et une armée magnifique de cent trente mille hommes.

« Les Français, m'avait dit un Anglais, aiment à se nourrir de deux aliments peu substantiels : de romans et d'illusions. » Je me rappelai ce mot, en voyant qu'après la défaite de Saint-Privat on prêtait à Bazaine des desseins patriotiques et des combinaisons profondes. Pour mon propre compte, je me sentais fort peu rassuré, pour avoir lu, dans le *Times*, un mois auparavant, que de Moltke avait pour objectif « d'envelopper, sous les murs de Metz, l'armée française dans les plis de l'armée allemande. »

### III

Durant les premiers jours, cependant, nous conservâmes notre bonne humeur. L'on attendait Mac-Mahon, et

l'on espérait broyer bientôt l'armée prussienne entre l'enclume et le marteau. Le 31 août, on fit une sérieuse tentative, pour emporter le plateau de Sainte-Barbe. La bataille, commencée vers trois heures du soir (toujours trop tard), se prolongea jusqu'à la nuit noire. Nos troupes de ligne firent merveille, et emportèrent plusieurs positions à la baïonnette. Cette journée, si Bazaine l'eût voulu, dit-on, pouvait être décisive et empêcher, peut-être, le désastre de Sedan. Mais on ne comprit rien, ni à son plan, ni à sa conduite. On le vit rentrer en ville, probablement pour dîner, au plus fort de la bataille. Nos premières lignes ne furent point suffisamment soutenues, et la retraite sonna au moment où l'on allait atteindre le but.

Le lendemain, 1<sup>er</sup> septembre, nouveau semblant de combat jusqu'à midi, puis retraite générale de l'armée dans les lignes du camp retranché.

Durant ces deux affaires on vit, dit-on, le maréchal Lebœuf chercher la mort avec une espèce de désespoir, comme pour échapper à ses remords et se dérober aux sévérités de l'opinion. Le brave général Changarnier avait eu pour nos soldats de chaudes paroles d'encouragement. Nulle part on n'avait vu Bazaine. Quant à Frossard, j'eus l'honneur de le voir au moment où il gourmandait des soldats qui avaient eu l'audace de passer à côté de lui sans le saluer.

« — Ils ne saluent pas même leur général, s'écriait ce brave homme, quels soldats! — Il aime mieux boire que de se battre, répliquaient nos soldats, quel *Rossard*! »

Quand on assiste à de telles scènes, il est facile de prévoir que tout est perdu.

Cependant on se demandait à quoi devaient aboutir

tous ces avortements meurtriers quand, le 6 septembre, à sept heures du soir, on entendit une furieuse canonade. L'ennemi faisait feu de toutes pièces, le temps était affreux, et un immense cercle d'éclairs se projetait sur le ciel sombre. « C'est Mac-Mahon qui arrive ! s'écriait la foule qui se pressait sur le pont des morts ; nous sommes sauvés ! » Hélas ! c'était le général de Failly qui passait à Ars avec quatre mille officiers français prisonniers. L'ennemi voulait leur faire croire qu'il bombardait Metz, tandis qu'il célébrait la victoire de Sedan !

Le lendemain, des prisonniers échangés nous apportèrent quelques journaux français qui nous apprirent la révolution du 4 septembre, et la proclamation de la République. La population de Metz en fut ravie, ainsi qu'une bonne partie de l'armée ; mais Bazaine et Coffinières se tinrent dans une réserve qui ressemblait à un complot, et présageait une trahison. Les aigles furent maintenues à la hampe des drapeaux. La garde impériale fut toujours traitée comme un corps privilégié. Les journaux de la localité furent soumis à une censure très-sévère. La garde nationale et la garde mobile n'avaient que des fusils à tabatière, sans cartouches, tandis que l'arsenal regorgeait de chassepots.

Nous étions là, sans nouvelles du dehors, et sans aucune communication de la part des autorités. Les vivres devenaient fort chers, et l'on commençait à tuer les chevaux de l'artillerie pour nourrir la troupe. D'un autre côté, le bruit courait que, du 5 au 10 septembre, une moitié de l'armée ennemie étant partie sur Paris, il ne restait pas cent mille Prussiens autour de Metz. L'armée *et la ville* murmuraient. Chacun sentait d'instinct que

la situation était fausse, et qu'il fallait en sortir à tout prix ; mais Bazaine se taisait et restait invisible comme un satrape, dans son château du ban Saint-Martin.

Le 27 septembre, on fit sur Peltre une tentative pour se ravitailler. Nos braves soldats se montrèrent si pleins d'ardeur que, si l'on avait engagé trente mille hommes au lieu de quelques bataillons, il eut été possible de pousser jusqu'à la ligne du chemin de fer de Forbach, de la couper, et de s'emparer d'une immense quantité de vivres. Mais non, cette tentative n'eut, comme les autres, qu'un résultat partiel. Bazaine semblait jouer avec la vie de ses soldats, et ne les faire massacrer en détail qu'afin de pouvoir dire un jour que l'armée n'a pas manqué de courage, ce dont personne ne l'accuse.

Après cette affaire, on autorisa nos soldats à se construire des huttes en bois, ou en terre, au milieu de magnifiques vignes, qui se trouvent ainsi perdues pour cinq ans. Cette espèce d'installation faisait supposer qu'on abandonnait l'idée d'opérer une trouée prochaine à travers les lignes ennemies. De plus, on nous donnait, pour nos chevaux, du *blé* en guise d'avoine, ce qui nous faisait espérer que jamais le pain ne manquerait pour les hommes.

On comptait sur un siège de la part de l'ennemi qui n'attendait, disait-on, pour nous bombarder, que les pièces de gros calibre à l'aide desquelles il venait de brûler Strasbourg. Personne n'avait peur : nos forts étaient hérissés de pièces de 24, et toute notre ligne de défense n'était qu'une ceinture de batteries formidables. Chacun disait : « Ils s'y briseront la mâchoire, et Metz la Pucelle restera pucelle ! »

Tout à coup, le 7 octobre, une partie de l'armée se

porta vers le Nord, dans la direction de Thionville, par Ladonchamp, avec une multitude de voitures. Voulait-on percer ? Voulait-on seulement se ravitailler ? C'est le secret des dieux. Le fait est que la bataille commença vers une heure, et que je pus assister jusqu'à la nuit à une *sanglante comédie*.

Un jour, dit-on, un missionnaire racontait avec éloquence la Passion du Sauveur. Tout le monde sanglotait. Deux hommes se tenaient debout auprès de la grande porte de l'église. L'un des deux dit à l'autre en pleurant : « Comment ! tu ne pleures pas ? — Moi, dit l'autre, je ne suis pas de la paroisse ! » Ce mot me revint à la mémoire, en quittant le champ de bataille où j'avais vu les feux ennemis décimer les voltigeurs de la garde avec quelques bataillons de la ligne, et blesser à mort le brave général Gibon. Des obus ennemis, en tombant sur la masse de nos voitures, y avaient causé une véritable déroute ; quelques centaines de prisonniers défilaient par escouades, et nos blessés arrivaient en foule portés sur des mulets. Or, il y avait là, tout près, derrière les lignes de Voippy, plusieurs généraux. Ces généraux étaient entourés de fringants officiers qui se peignaient la moustache, et semblaient assister à quelque représentation de l'Opéra. Derrière eux étaient échelonnés plus de vingt mille hommes qui n'avaient pas été engagés. Les uns faisaient cuire leur cheval, les autres jouaient aux quilles ou aux lotos !

Je me dis en pleurant : Ceux-là ne sont pas de la paroisse !

Pourquoi avoir engagé dix mille hommes où il en fallait trente mille ? Pourquoi laisser toujours à l'artillerie *prussienne le temps* de broyer nos soldats, quand ils ne

demandaient qu'à bondir sur elle à la baïonnette? Pourquoi n'engager un nouveau régiment dans la mêlée que quand il ne restait plus que des débris de celui qui l'avait précédé? Pourquoi enfin se laisser toujours déborder sur ses ailes, par l'ennemi, au lieu de le déborder?

O généraux, maréchaux, familiers de César, souvenez-vous que si la France vous a gorgés d'or et d'honneurs, c'est qu'elle comptait qu'à l'heure décisive, vous sauriez déployer pour son salut, un peu de courage avec un peu de génie; or, elle vous a trouvés ineptes et lâches à l'heure du péril, et notre génération ne peut plus avoir pour vous, sachez-le bien, que la vénération qu'on éprouve pour les bouquins dorés sur tranches.

## IV

Le lendemain, 8 octobre, une joyeuse nouvelle parcourt le camp et la ville. Un sous-officier fait prisonnier à Strasbourg et rendu à Metz avait reçu, disait-on, en passant à Nancy, une dépêche ainsi conçue : « Trois grandes victoires sous Paris — cent quatre-vingt mille Prussiens hors de combat; — l'armée ennemie en retraite sur Châlons; — trente mille francs-tireurs, après avoir repris Lunéville, se dirigent sur Nancy; — que Metz tienne bon, on arrive ! »

Chacun s'abordait joyeux, pour se communiquer la *bonne nouvelle*, quand le maréchal Bazaine crut devoir



sortir de son mutisme pour réprimer cette dangereuse allégresse par un *communiqué* qui peut se résumer ainsi : « Rien ne nous autorise à croire ces bonnes nouvelles, et nous devons nous borner à en souhaiter la réalisation. Malgré tous mes efforts, je n'ai pu me mettre en rapport avec le gouvernement actuel. Un seul cri doit sortir de nos poitrines : Vive la France ! »

A partir de ce jour, la trahison parut évidente. Le général Bourbaki, dont le départ mystérieux avait prêté sujet à tous les commentaires, ne reparaisait pas. Quelques officiers supérieurs avaient parlé d'une *mission d'ordre* que l'armée aurait à remplir. On chuchotait le mot de restauration bonapartiste. L'armée du Rhin, en se joignant aux quatre-vingt mille prisonniers de Sedan, formerait l'armée prétorienne qui ramènerait à Paris l'impératrice avec Napoléon IV. On mettrait à Vincennes *les onze messieurs du boulevard* et chacun y trouverait son compte, sauf la nation. Eugénie serait régente de droit ; Bazaine le serait de fait, et le roi Guillaume, enchanté de trouver avec qui s'entendre, empocherait un bon traité qui lui accorderait, avec l'Alsace et la Lorraine, quelques milliards d'indemnités.

Sous l'empire de ces idées, la garde nationale signe une adresse pour demander à Bazaine ce qu'il a fait, ce qu'il pense faire, et pour lui dire que chacun s'effraie de son inaction. Le maréchal lut cette adresse en fumant son cigare sur son lit de repos et se contenta de dire : « Tout cela mériterait d'être fusillé. »

Un rassemblement se fait devant l'hôtel-de-ville. On crie : A bas les aigles ! Vive la République ! Quelqu'un monte au premier étage, enlève l'aigle du drapeau, la jette au peuple et salue. Le peuple crie : Vive la Répu-

bligue ! à bas Bazaine ! Point de capitulation ! et l'on couronne d'immortelles la statue de Fabert.

Le général Coffinières semblait osciller entre le parti national et le parti impérialiste, mais au fond il était d'accord avec Bazaine, et personne ne s'y trompait. Très-sévère pour les patriotes, il n'était souple que pour le maréchal entre les mains duquel il finit par abdiquer son commandement. Il avait pour le conseil municipal des paroles polies, même doucereuses, mais il ne cherchait qu'à endormir ceux qui voulaient se défendre à outrance, et il ne permit jamais qu'on tentât l'épreuve d'un ballon captif pour étudier les positions ennemies.

Les journaux eurent alors le courage de laisser en blanc la place destinée aux articles patriotiques, supprimés par la censure. Durant plusieurs jours, nous n'achetions guère que du papier, et nous vîmes, par là, combien était lourde la main des traîtres qui nous étouffait avant de nous livrer.

Cependant les vivres devenaient de plus en plus rares. Le pain était horrible, le bœuf introuvable, les autres denrées hors de prix, surtout le sucre et le sel qui se vendaient dix ou quinze francs la livre. Nos soldats se lassaient de patauger dans la boue, en faisant cuire leur morceau de cheval, sans sel, avec quelques branches vertes de peuplier. Notre cavalerie se fondait à vue d'œil, car on abattait jusqu'à 500 chevaux par jour, et nos ambulances regorgeaient de fiévreux. On s'interrogeait avec anxiété, et nos officiers demandaient avec instance qu'on fit une trouée, la nuit, par le brouillard, avec les quatre-vingt mille hommes qui pouvaient encore porter un fusil. Par ce moyen, on permettait à la place de tenir plus d'un mois, et l'on jetait soixante mille hom-

mes sur les Vosges, en coupant les communications de l'armée qui assiégeait Paris.

Le maréchal Bazaine avait d'autres vues.

Pendant que nos soldats succombaient d'inanition dans un camp qui ressemblait à une mare; que nos malades expiraient par centaines dans les tentes du Saulcy et du Polygone; que quatre mille cadavres s'entassaient dans la fosse commune, et que les enfants mouraient en foule, faute de sucre et de lait, Bazaine se tenait dans son château comme Jupiter dans les nuages, digérant ses truffes, fumant ses cigares et ne se montrant qu'à ses familiers.

Pour ma part, malgré ma bonne volonté, je n'ai jamais pu apercevoir la figure de cet homme.

Il a dû, malgré tout, se faire des amis dans l'armée; et voici comment : Il fit servir aux officiers, le 10 octobre, la solde de la première quinzaine du mois; le 12, il solda la deuxième quinzaine, et le 20, il fit distribuer toute la solde de novembre. Quant aux croix d'honneur, il en pleuvait. Le lâche s'arrogeait, disait-on, le droit de récompenser la valeur; le traître se mêlait de discerner le mérite. Pour comble d'ignominie, on a vu des hommes honorables solliciter cette faveur, et se montrer tout fiers de ce pauvre ruban qu'ils avaient reçu de cette main qui devait bientôt signer la capitulation de Metz.

On se demande si la République saura se montrer assez bonne femme pour ratifier, un jour, tous les diplômes dont ce maréchal s'est montré si prodigue.

Il est permis de se demander aussi comment l'armée a pu laisser cet homme réaliser impunément ses projets, *et préparer à sa patrie une catastrophe inouïe dans*

l'histoire. Hélas ! c'est que cet homme, avant de nous vendre, avait su nous tromper.

Il avait envoyé son aide de camp, le général Boyer, au quartier général du roi Guillaume, à Versailles. Or, quand ce général fut de retour, on fit répandre, dans tout le camp, les nouvelles suivantes : « La France parle, mais elle n'agit pas. Au lieu de se défendre, et d'organiser une armée de secours, pendant que nous paralysons ici, depuis deux mois, une armée ennemie de deux cent mille hommes, elle se déchire. Les provinces de l'Est n'ont su trouver quelques milliers d'hommes déterminés pour couper les communications de l'ennemi entre Strasbourg et Paris. Les socialistes de Belleville ont renversé le gouvernement provisoire. Trochu et Jules Favre sont en prison. Gambetta et Kératry n'ont échappé à la mort qu'en se sauvant en ballon. Bourges et Vierzon sont au pouvoir de l'ennemi. Rouen et le Havre implorent des garnisons prussiennes pour se préserver du pillage. La guerre religieuse a mis en feu l'Ouest et le Midi. La république rouge a arboré son drapeau à Bordeaux, à Marseille, à Lyon, où le sang coule par torrents. »

En apprenant ces nouvelles, données à peu près comme officielles, nos cœurs se serrent et les bras nous tombent. Je fais observer aux officiers qui me les racontent, qu'il faut se méfier de Bazaine et de son envoyé ; que celui-ci n'avait pu se mettre en rapport qu'avec le quartier général de l'ennemi, et que l'état-major prussien avait tout intérêt à nous tromper. On s'étonne de mon opiniâtre incrédulité et l'on s'écrie : « Quoi ! la France est occupée à une pareille besogne, pendant que nous mourons ici de faim, pour défendre

son boulevard ! » On ne pouvait se résigner à le croire, et l'on pouvait d'autant moins en douter, que nul secours ne se montrait à l'horizon.

Pour faire, autant que possible, la part de chacun, disons que Bazaine qui n'avait été d'abord qu'un égoïste incapable conspirait, depuis deux mois, contre la République, en faveur de la dynastie tombée ; mais ajoutons que la France a eu le tort immense de trop compter sur lui.

Causant, le 7 septembre, avec un officier prussien prisonnier je lui disais ceci : « La guerre impériale est finie ; la guerre nationale commence, et avec elle vont commencer vos embarras et vos déboires. — Nous le savons, me répondit-il, mais nous comptons sur votre stupeur et sur vos divisions. »

Le fait est que la France perdit un mois à se réveiller de sa stupeur, en mettant tout son espoir dans un homme qui ne méritait pas cet excès de confiance, comme la suite des événements se chargea de le démontrer.

On nous réduisit bientôt à 250 grammes d'un pain où rien ne manquait excepté la farine, et l'on nous annonça que, même dans ces conditions, la place pouvait encore tenir à peine quelques jours. Le temps persistait à se montrer horrible, et nos soldats se jetaient avec avidité sur les chevaux morts. Un orage ayant emporté, la nuit, les tentes de l'esplanade et de Chambières, nos infortunés malades se virent exposés à toutes les intempéries, et je les vis amener par charretées, le lendemain matin, dans nos ambulances, pour achever d'y mourir. Or, il y avait en ville une multitude de maisons *dont les propriétaires avaient fui*, et ces maisons res-

taient fermées. La conscience publique a le droit de demander à Coffinières pourquoi ces maisons n'ont pas été ouvertes d'autorité, pour offrir un asile à nos agonisants, et sauver la vie à des centaines de fiévreux.

Une trouée, si désastreuse qu'on la suppose, nous aurait fait subir moins de pertes que les maladies provoquées par le blocus.

En ces jours de souffrance, disons-le bien haut, l'âme de la patrie se révéla par des faits bien consolants. Un lieutenant du 57<sup>e</sup> de ligne, en passant dans la rue, vit un petit jambon suspendu à la devanture d'un charcutier. Las de ne manger que du cheval depuis plus d'un mois, il voulut s'offrir, ainsi qu'à ses camarades, le luxe d'un festin de Lucullus. « Combien ce jambon ? — Vingt francs. » Et il allait s'exécuter quand il voit passer une dame qui quêtait pour nos blessés : — « Tenez, madame, s'écrie-t-il, prenez vite cette pièce de vingt francs, pour de plus malheureux que moi. Cette pièce me brûle la main, et si vous ne vous hâtez, je sens que je vais succomber à la tentation ! »

De leur côté, les braves habitants de Metz ne voulaient point qu'on parlât de capitulation. Ils étaient pâles de colère plus encore que de faim, et pas une plainte lâche ne s'élevait de cet océan de misères. Les femmes surtout se montraient admirables de dévouement, et leur patriotisme égalait, s'il ne le surpassait pas, celui des hommes.

Mais Bazaine se montra sourd, jusqu'à la fin, à tous les nobles accents qui s'élevaient du camp et de la cité. Il accéléra dans l'ombre le dénouement du drame, de concert avec ses maréchaux compromis, et son habileté fut à la hauteur *de son infamie*.

Il communiqua aux journaux une note détaillée pour nous prouver que la faim nous interdisait une plus longue résistance, et qu'une trouée à travers les lignes ennemies était impossible. Il fit ensuite répandre le bruit que les officiers seuls seraient prisonniers, et que les soldats seraient libres de rentrer dans leurs foyers.

La poire était mûre, et il pensa qu'il pouvait la cueillir.

Le 28 octobre, une affiche blanche nous apprit que l'armée du Rhin était prisonnière, et que l'armée allemande franchirait le lendemain à midi, les portes de la cité vierge, sans qu'aucune de ses bombes ait pu l'effleurer !

Le lendemain 29, à midi, je traverse la porte de France pour me diriger sur Ars et gagner Nancy. Je croise deux cavaliers prussiens dont le regard à la fois béat et arrogant m'est plus douloureux qu'un soufflet. Me voici au ban Saint-Martin, dans ce camp où trois mois auparavant j'avais vu notre armée si pleine de vigueur et d'enthousiasme. Quel spectacle ! un commissaire prussien était là, enregistrant nos fusils, nos caissons, nos voitures, notre magnifique artillerie et nos drapeaux. En face, le superbe fort de Saint-Quentin se couronne peu à peu d'un serpent noir ; c'est l'infanterie prussienne qui prend possession de ses foyers, et semble dire : « J'y suis, et bien des flots passeront sous le pont des Morts avant que vous m'en chassiez ! » A gauche, cinq ou six cavaliers français sont là, couchés dans la boue, exhalant un dernier soupir d'angoisse sur leurs pauvres chevaux expirants. Plus loin, près de Longeville, un général français entouré de ses officiers, sans épée, s'avance, *morne et pensif*, à pied, pour aller au-devant de Fré-

déric-Charles, tandis que les zouaves de la garde l'attendent à la Porte de France, pour présenter les armes.

O zouaves, ces baïonnettes que la France vous avaient confiées pour sa défense, il sera donc dit qu'elles n'auront servi dans vos mains, qu'à enivrer d'orgueil quelque prince teuton qui venait d'incendier nos villages !

Arrivé à Ars, j'apprends que les nouvelles de France ne sont pas si mauvaises qu'on l'avait cru. Garibaldi, disait-on était dans l'Est avec une armée de trente mille hommes ; Kératry organisait les forces de Bretagne ; le Midi s'agitait, et Paris se montrait résolu à se défendre à outrance. Je reviens sur mes pas, et je croise nos colonnes désarmées que nos officiers, la mort dans l'âme, conduisaient au camp prussien comme un troupeau de victimes. Ils étaient pâles de faim et pleuraient de rage. Beaucoup me tendirent leur main loyale, en me disant : « — Priez pour nous, et dites bien par là, quand vous serez libre, que nous ne sommes pas des traîtres ! — Soyez tranquilles, mes amis, car je vous ai vus à l'œuvre. Je dirai que vous avez plus souffert des tristesses de la patrie que des crampes de la faim, et que vous êtes désespérés de ne pouvoir prendre part à ses luttes héroïques. Le cœur de la France comme le cœur de toutes les mères, est un abîme au fond duquel vous trouverez une larme avec une bénédiction. »

Rentré en ville, je raconte ce que j'ai appris, devant la statue du maréchal Ney. Plusieurs officiers étaient là, ils s'écrient en pleurant : « Monsieur, nous vous croyons, mais *il est trop tard !* de grâce ne nous faites pas mourir. ! » Je leur annonce que j'ai vu plusieurs de leurs camarades déguisés en paysans travers-



ser les vignes de Sainte-Ruffine et gagner les bois pour aller rejoindre les armées nationales.

« Au fait, c'est une idée, » s'écrient-ils, et plusieurs disparaissent pour se disposer à suivre cet exemple.

Revenu sur la place de l'Hôtel de Ville, je vois arriver un beau régiment de cavalerie prussienne. C'était à faire frémir. L'état-major était rangé devant la statue du général Fabert. Du haut en bas, cette statue était enveloppée d'un crêpe, et les officiers ennemis s'approchaient, tour à tour, pour lire l'inscription qui se résumait ainsi : *Plutôt mourir que de me rendre !* Un peu plus loin, je vois un beau cavalier à pied, la tête nue, les larmes aux yeux ; cet homme parcourt la rue en criant : « Metz, ma patrie, ils t'ont vendue ! O jour de deuil, pourquoi ne suis-je pas mort avant que tu te lèves ? et que vois-je, ô mon Dieu ? des magasins ouverts quand ils devraient être fermés ; des hommes qui regardent en curieux quand ils devraient porter un crêpe au bras, et pleurer la gloire de la patrie qu'on enterre ! des femmes vêtues de rouge, qui, après avoir amolli nos chefs, vont montrer leur enseigne aux hoberaux de Kœnigsberg ! Ah ! c'est à souffleter cette canaille ! » J'embrassai cet homme avec transport, et je m'enfuis en criant : « O France ! j'ai vu ton vendredi-saint, verrai-je le jour de ta résurrection ? »

## V

Tel fut le résultat de cette mémorable campagne : commencée avec imprévoyance, elle fut conduite avec ineptie, et finit par la honte. Un empereur fait prisonnier

avec quatre maréchaux, dix mille officiers et trois cent mille soldats ! Plus de deux mille canons, livrés à l'ennemi avec des centaines de mitrailleuses et quatre cent mille chassepots, sans compter une forteresse imprenable, voilà ce que la postérité ne voudra pas croire.

Comment expliquer de semblables désastres ? d'autres se chargeront, de cette tâche, et s'en acquitteront avec plus d'autorité ; pour moi je me borne à raconter simplement ce que j'ai vu, ce que j'ai senti, J'ai pu manquer parfois d'exactitude : nul ne m'accusera d'avoir manqué de sincérité. Qu'on me permette d'ajouter à ce triste récit, avec la même franchise, quelques réflexions dans l'intérêt de mon pays.

On a dit en parlant de nos soldats : « Ce sont des lions conduits par des ânes. » A part quelques exceptions, le mot est exact pour ce qui concerne les ânes. Il est certain que notre armée impériale n'a pas eu un seul chef à la hauteur de sa mission. Pas un seul fait de guerre dû à l'initiative d'un chef de corps n'est venu durant cette lugubre campagne, consoler l'amour-propre de la patrie en deuil. Quant aux lions, je distingue et j'affirme qu'un bon quart des soldats de l'armée du Rhin doivent, pour être sincères, repousser cette qualification comme une flatterie. La plupart ne demandaient pas mieux que de se montrer héros, et ils l'ont prouvé dans l'occasion, mais j'en ai vu d'autres, qui n'étaient que maraudeurs fricoteurs et lâches.

Comment pourrait-il en être autrement ? Un soldat pour valoir quelque chose, doit être animé du patriotisme le plus pur, ou soumis corps et âme à une discipline qui l'oblige à marcher sans lui laisser la peine de raisonner. Or le soldat français raisonne et ne brille pas

toujours par la discipline. Quant au patriotisme il brûle rarement le cœur du braconnier qui se vend comme remplaçant, ou du vieux troupier qui aime la vie de garnison parce qu'il abhorre les travaux des champs, et qu'il suffit d'enivrer d'eau de vie pour qu'il consente, comme au 2 décembre, à mettre la main sur les représentants de son pays.

Nos officiers sont braves, mais ils n'ont pas pour le soldat cette sollicitude un peu paternelle qui double la force en provoquant l'affection. Aimant trop la vie de salon ou de café, ils sont loin de briller, pour la plupart, par l'amour du travail et par la science qu'il procure. Ils s'exposent ainsi à commettre des erreurs déplorables dont un excellent capitaine me citait un exemple .

C'était, dit-il, le 18 août, jour de la bataille de Saint-Privat. Faisant ma ronde aux avants-postes, j'arrive à la grand'garde. Quelle n'est pas ma surprise, quand je vois nos soldats regardant Metz et tournant le dos à l'ennemi? « — Qui vous a placés ainsi? leur dis-je. — Le capitaine X... — Dites-lui de ma part d'apprendre la géographie, et faites volte-face, car Metz est ici, et les Prussiens sont là ! »

Cette ignorance, jointe à je ne sais quelle légèreté chevaleresque, nous a exposés, dans tout le cours de cette funeste campagne, à une foule de surprises. L'ennemi avait une multitude d'espions intelligents, des éclaireurs déterminés, et n'avancait qu'à coup sûr. Dans son camp, point de tentes, point de feux, point de clairons, un simple sifflet. Quant à nous, nos espions recevaient notre argent pour nous vendre; nos éclaireurs n'apportaient que des renseignements qui n'apprenaient *rien*; nos feux de bivouac ressemblaient à des incendies,

et nos clairons annonçaient *urbi et orbi* que nous étions là !

Le grand malheur de notre armée du Rhin, ce qui explique sa faiblesse et en faisait pour la France un péril, consiste surtout en ceci : Prétorienne bien plus que nationale, elle fait de la guerre un *métier* au lieu d'en faire un devoir. Brave par ambition plutôt que par patriotisme, elle est plus sensible aux faveurs de César qu'à la joie pure d'avoir défendu son pays. La France comptait trop sur elle, et c'était un tort ; sa confiance endormait son énergie. C'est dans ce sens que la catastrophe de Metz, au lieu d'être un désastre, ne sera que l'aurore providentielle de notre résurrection.

Soyons justes, même envers nos ennemis et avouons qu'au point de vue religieux et moral, l'armée allemande pourrait en remontrer à l'armée française. Nos troupiers se permettent des jurements à faire dresser les cheveux sur la tête. Beaucoup se livrent à des excès déplorables d'ivrognerie et d'immoralité, recherchant souvent le superflu plutôt que le nécessaire. Nous avons pu remarquer dans nos ambulances, que nos blessés guérissaient difficilement, et que nos amputés succombaient presque tous. Ceci provenait sans doute de la pénurie où nous nous trouvions, grâce au blocus, en fait de vivres et de médicaments, mais révélait en même temps un sang bien appauvri. Le soldat prussien est plus moral, se porte mieux et guérit plus vite.

Le troupier français conserve très-peu de foi, et rien ne brille moins chez lui que le sentiment religieux. On dirait même, à l'entendre, qu'il suffit de servir l'empereur pour être dispensé de servir Dieu. Il accepte assez facilement le ministère du prêtre, à sa dernière heure,

mais rarement il le réclame. Enfin, persuadé que tout lui est dû parce qu'il est malade, fût-ce par sa faute, il se montre, en général, fort peu prodigue en fait de gratitude.

L'Allemand est plus mystique et beaucoup plus penseur. Il porte une bible dans son sac, avec un livre de prières, et, dans son cœur, comme sur son casque, cette belle devise : *Avec Dieu et le roi, pour le pays de nos pères !*

Qu'on me pardonne cette brutale franchise, et qu'on ne m'accuse pas de manquer de patriotisme. Dieu sait combien j'aime nos pauvres soldats, ce que j'ai fait pour eux, et combien il m'en coûte de rendre ainsi justice aux ennemis de ma patrie. Mais la vérité a des droits imprescriptibles, et cacher le mal ce n'est pas le guérir.

Quant à nos officiers, je n'ai eu qu'à me louer de leurs aimables procédés, et j'ai voué à plusieurs d'entre eux une éternelle gratitude. Cependant, le prêtre se fait difficilement pardonner sa présence au milieu d'eux, parce qu'il représente, à leurs yeux, des préceptes impraticables et des dogmes impossibles. Quelques uns se montrent franchement catholiques, même dévots ; les autres sont déistes ou spirites, et un trop grand nombre matérialistes. Les premiers peuvent être braves sans cesser d'être conséquents, car l'on comprend qu'un homme sache se battre quand il est convaincu qu'un trépas héroïque lui ouvre l'accès à un monde meilleur ; mais on ne comprend guère la bravoure chez les derniers. Quand on est persuadé qu'on n'est qu'une machine plus ou moins bien organisée, on doit éprouver une furieuse tentation, celle de dérober cette machine précieuse au *coups de l'ennemi*, de peur qu'il ne la démonte.

Telle est peut-être la raison profonde du drame lugubre que nous avons raconté. Si nos vieux maréchaux avaient cru fermement à la justice éternelle qui attend les héros pour les couronner, et les traîtres pour les punir, Metz ne serait point rendu, et la France ne pleurerait point sa gloire obscurcie.

Je ne dirai rien de l'intendance, sinon pour avouer qu'elle fait tout au monde pour mériter la reconnaissance des fabricants de papier. Ses rouages sont si compliqués qu'il faut être du métier pour s'y reconnaître, ce qui n'a pas empêché nos soldats de manquer souvent du nécessaire. J'ai pu remarquer aussi que les intendants sont très-bien payés pour ne rien faire, les sous-intendants un peu moins pour faire un peu plus, et les officiers inférieurs presque pas pour faire tout.

Ceci d'ailleurs est éminemment conforme au système du gouvernement absolu, où les charges sont des sinécures, où la faveur tient lieu de mérite, et où les uns ont la peine, tandis que les autres ont le bénéfice.

Il aurait suffi de connaître cela il y a quatre mois, pour prédire, sans être prophète, les malheurs qui nous accablent. Dieu n'a pas eu besoin de nous punir : les dépravations provoquées par l'empire n'ont eu qu'à porter leurs fruits pour produire ce que nous voyons.

L'histoire dira qu'un César sexagénaire, à la tête de deux cent trente mille hommes qu'il avait amollis, a osé déclarer la guerre à douze cent mille hommes parfaitement armés et pleins d'ardeur. L'histoire dira que l'inepte Frossard a reçu le commandement d'un corps d'armée pour avoir donné à un pauvre enfant malade des leçons de vélocipède, et que toutes les forces organisées de la France ont été remises entre les mains de l'aventurier

dont la jalousie avait préparé le drame de Queretaro. L'histoire dira qu'un bandit couronné, au lieu d'armer son peuple contre l'étranger, n'a songé qu'à s'armer contre lui, et qu'après avoir sauvé pour sa part des millions d'économies, il n'a laissé à la France aux abois, avec les débris d'une couronne profanée, que vingt milliards de dettes et le fléau de l'invasion !

Et maintenant, peuples, instruisez-vous. Sachez-bien que l'avenir du monde est engagé dans le formidable duel que vous avez sous les yeux. C'est la lutte du passé contre l'avenir, de la force contre le droit, de l'autocratie contre la liberté. Et vous, habitants de nos campagnes, efforcez vous de comprendre. Si on vous enlève vos chevaux, vos bestiaux et vos voitures, après vous avoir pris vos fils pour les conduire à la boucherie, c'est grâce à l'Empire, à cet Empire que vous avez tant acclamé, après avoir fermé l'oreille à la voix de ceux qui voulaient vous instruire. Cet homme à qui vous devez tous vos malheurs, vous croyez peut-être qu'il souffre de vos souffrances, en pensant aux ruines qu'il a faites, aux mères et aux fiancées qu'il a mises en pleurs, aux ruisseaux de sang que j'ai vu couler parce qu'il l'avait ainsi voulu ? Non, vous vous tromperiez. Cet homme habite un château splendide ; on lui sert vingt-un plats à sa table, où il se plaît à réunir tous ses maréchaux, tous ses généraux, pour conspirer avec eux, de concert avec nos ennemis, contre la France qu'ils ont vendue.

Donc, ne votez plus jamais sans savoir ce que vous faites. Instruisez vous et sachez vous montrer citoyens pour avoir le droit d'être électeurs. Les impôts deviendront lourds, il faut s'y attendre. Des hypocrites vien-

dront à vous et vous diront : Vois comme la République est bonne mère ! Au temps de l'empereur tu ne payais que tant, et maintenant tu paies davantage ! — Répondez-leur avec mépris : Retirez vous Satan ; si nous payons si cher, c'est que nous acquittons la note des orgies de l'Empire.

Encore vingt ans de ce régime, et la France s'effondrait au sein de toutes les corruptions qui, seules, ont rendu possible ce règne infâme. Qu'arrivera-t-il ? Je n'en sais rien. Mais mon âme se refuse à pleurer le désastre de Sedan. César triomphant à la tête de ses maréchaux, c'était son despotisme affermi pour de longues années encore. César captif et lâche, c'est l'Empire devenu impossible, grâce au dégoût qu'il inspire, et la France reprenant possession d'elle-même. Bénissons donc nos défaites, qui nous ont valu la liberté, en organisant les victoires qui nous rendront l'honneur avec l'indépendance.

On se demandera peut-être pourquoi ce langage de la part d'un aumônier de la garde impériale ? Je réponds : Nommé aumônier de la garde sans avoir sollicité cette faveur, je n'ai pas, en l'acceptant, cru m'interdire le droit de juger l'Empire. Aimant la France plus que tout au monde, j'ai cru pouvoir signaler à l'opinion, d'un cœur ému, quelques-unes des fautes qui l'ont plongée dans l'abîme. Ma conscience seule a inspiré ces lignes et je compte, pour m'encourager à les publier, sur la conscience de mes concitoyens. Qu'importent les vanités froissées en face des maux qui nous accablent, et des souvenirs qui nous navrent ! L'heure est solennelle, et j'écris ces lignes à deux pas des patrouilles allemandes, dont j'aperçois les baïonnettes.



Si, ce qu'à Dieu ne plaise, le retour de César me condamnerait à l'exil, en voilant encore une fois la statue de la Liberté, je m'y résignerais sans mérite, persuadé que nulle joie n'est comparable à celle que l'on éprouve d'avoir fait son devoir. Mais, si terribles que soient nos épreuves, j'ai foi en l'avenir de ma patrie, parce que sa cause est celle de l'humanité. Toutes les nations sont guérissables quand le Christ les a touchées, et la France, j'en ai la confiance, sortira de sa chaudière, comme autrefois l'aigle de Patmos, *purior ac viridior*.

Et comment ne point espérer quand on voit les prodiges qui s'opèrent et la fièvre qui nous brûle? Ah! ne pleurons pas trop nos forteresses, comme si tout était perdu. La force d'un peuple n'est pas dans ses remparts de pierres, mais dans la poitrine de ses citoyens libres qui consentent à mourir. Redoutons seulement la licence qui, seule, peut compromettre encore nos libertés reconquises. N'ayons tous qu'un cœur et qu'une âme, en réservant toutes nos colères pour les envahisseurs, et souvenons-nous que, « si le courage fait les vainqueurs, la concorde fait les invincibles <sup>1</sup>. »

Nancy, jour des Morts 1870.

<sup>1</sup> Dans un nouvel écrit que nous faisons paraître, sous le titre de : **ESPOIR !** nous examinons l'état actuel de la France, et nous montrons à nos concitoyens que, malgré nos revers, nous devons avoir foi en l'avenir qui nous réserve des jours meilleurs.

**FIN**

*La Vierge de la*

*de la Vierge*

# MADAME NAPOLEON.

## I.

### UN MOT AU LECTEUR.

Quand la femme passe dans la vie, humble et discrète, se contentant de remplir, au mieux de ses forces, la noble mission à elle confiée et par les lois de la nature et par les conventions sociales du temps où elle vit, il n'est que juste et strictement du devoir d'un homme d'honneur de la laisser en dehors des discussions publiques, de la tenir à l'abri des coups, des accusations, des attaques et des jugements souvent passionnés, qui sont le nécessaire apanage des hommes ayant consacré leur vie aussi bien que leur fortune, leur intelligence et leur honneur à la gestion de la chose publique.

Jeune fille irréprochable et sans tache, soigneusement et pieusement garantie de toutes atteintes par la vie de la famille, elle entre par le mariage dans une condition nouvelle, où la suivent l'estime et souvent la vénération publiques.

Tirée d'une existence aventureuse, réhabilitée d'une réputation équivoque, voire même scandaleuse, par un honnête homme qui, dans son âme et

conscience, l'absout des calomnies dont elle a été victime ou lui pardonne les fautes qu'elle a pu commettre, qui la prend sous la responsabilité de son honneur en osant lui en confier la garde, personne n'a plus le droit de se déclarer son juge, et le mariage le couvre absolument !

Femme, épouse, mère, toute sa conduite postérieure, en tant qu'elle se produit dans la maison de l'homme qui l'a faite sienne, au sein de ce gynécée des anciens, fermé et respecté à l'égal du plus inviolable de tous les sanctuaires, toute sa conduite, disons-nous, échappe à la satire ou au contrôle de n'importe lequel de ses contemporains.

C'est assez dire que nous n'approuvons aucunement, et qu'encore moins nous voudrions imiter ces coureurs d'anecdotes, ces pamphlétaires cancaniers, ces éditeurs de mots, qui vont ramasser des armes jusque dans la famille ou le ménage de ceux de leurs ennemis politiques qu'ils veulent frapper.

Socrate fut un mari malheureux : il n'empêche que ses contemporains ne l'aient tenu pour un sage, un grand philosophe, un parfait honnête homme, jugement qui de tous points a été confirmé par une postérité qui sera bientôt vingt fois séculaire !

Molière, lui aussi, fut un époux ridiculisé par son public et ses rivaux, ce qui pourtant ne l'a pas empêché d'être un des premiers parmi les grands génies du grand siècle.

Que si maintenant de « la femme qui passe dans la vie, humble et discrète, se contentant de remplir au mieux de ses forces sa noble et sainte

mission, » nous arrivons à la femme comme la voudraient certains esprits faussés, à la femme réclamant des prérogatives exceptionnelles, se jetant dans la mêlée politique où grouillent toutes les ambitions malsaines, côte à côte, il faut le reconnaître, avec les plus nobles vertus et les plus patriotiques aspirations, alors, mais alors seulement, nous ne sommes plus tenus à la même réserve, nous n'obéissons plus aux mêmes scrupules, et nous estimons qu'à cette *virago*, qui s'est elle-même déclassée, nous ne devons tout juste que le respect que ses actes et sa personne méritent ! A son égard, nous reprenons toute la liberté que nous aurions avec un homme, notre adversaire. Nous ne sommes pas obligés d'amortir nos coups. Nous frappons dans la limite de nos forces, et nous jugeons dans l'indépendance absolue de notre conscience !

Pour nous, cette femme n'est qu'un mandataire auquel nous avons le droit de réclamer nos comptes, et il serait par trop commode pour elle de se retrancher derrière cette *béotie* ; « Je ne suis qu'une faible femme ! »

Allons donc ! nous scrutons son passé parce que sa conduite présente nous en ouvre les portes ; nous mettons au grand jour ses actes et leurs mobiles, parce que tout ce qui touche, intéresse la chose publique, la *res publica* des grands citoyens d'Athènes et de Rome, tombe sous le coup de notre jugement, et que notre devoir strict est de ne reculer devant aucune responsabilité. Nous lui demandons compte de ses paroles, nous avons le

droit de numérotier ses liaisons, si elle en a, de contrôler sa maternité, de sonder la profondeur de sa bourse, de critiquer l'usage qu'elle fait de sa fortune, de soulever le voile sous lequel elle abrite ses incognitos, de mettre au jour les intrigues auxquelles elle se livre, aussi bien que celles qu'elle encourage ou traite autorise,... tout cela, par cela seul qu'elle aspire à jouer un rôle dans la gestion de la chose publique.

Ceux qui briguent l'honneur de représenter un département, un arrondissement, un canton, une commune, et qui demandent aux électeurs la faveur de leur vote, appuient généralement leurs prétentions d'une profession de foi, sorte de manifeste où il ne suffit pas de déclarer qu'on a devancé la justice du peuple, mais où il faut encore faire connaître son passé et prendre des engagements pour l'avenir. De ce moment, leur personne, leur fortune dans son origine, et, jusqu'à un certain point, leurs relations, sont, en toute liberté, livrées, à la discussion et à l'appréciation publiques. Dans l'exercice de ce droit, l'opinion a toujours su faire la part de ce qui tombe sous sa juridiction et de ce qui doit être laissé au domaine de la conscience individuelle.

Qu'y aura-t-il changé dans ce contrat si le candidat est une femme?

Rien, absolument rien !

Dans le cas qui nous occupe, et qui va faire le sujet de notre rapide esquisse, nous avons encore une autre raison péremptoire nous commandant

notre tâche à l'égal du plus impérieux de tous les devoirs,

Assez volontiers, nous eussions laissé madame Napoléon dans le profond oubli auquel la condamnera l'histoire ! Mais il est de notoriété publique que devant le verdict absolu et sans appel qui a frappé l'homme, les partisans intéressés, nous ne dirons pas du régime, mais de la raison sociale Bonaparte et C<sup>ie</sup>, cherchent du moins à sauver le nom de la femme et à placer sur sa tête le peu d'espoir qui reste à leur rapacité et à leur ambition. Nous voyons partout recommencer ce travail latent de la reconstruction de la seconde légende napoléonienne ! Spéculant sur la naïve crédulité des masses, ils voudraient, ces intrigants, reconstruire un petit dieu en jupons, destiné à remplacer la redingote grise qui a fait son temps, se réservant, comme de juste, d'en être les grands prêtres et d'empocher le produit des offrandes.

Mais il ne nous faut plus d'idole, fût-elle de l'or le plus pur ; nous ne voulons plus être gouverné que par la justice, l'honnêteté, la probité et le droit !

C'est pourquoi, résolu à ne pas nous émouvoir des clameurs que vont sans doute pousser les Don Quichote de l'ex-société impériale, dédaigneux des accusations salariées, nous qui ne sommes payé par personne, ferme dans ce que nous considérons comme un devoir, ne tenant pas pour juste le ridicule propos « qu'il ne faut pas s'attaquer aux femmes, » pas plus que nous tiendrons pour raisonnable celui

qui s'opposerait au sacrifice d'un chien enragé, sous le prétexte que cet animal est l'ami de l'homme, nous commençons notre tâche, sinon d'un cœur léger, du moins avec une conscience tranquille.

Nous promettons de frapper fort ; dans la limite de notre jugement, de frapper juste, aussi bien que de ne pas nous laisser aveugler par la colère, prenant pour règle absolue cette formule sacramentelle de la justice de tous les pays.

La vérité, rien que la vérité, mais aussi toute la vérité !

---

## II.

### SON ARRIVÉE A PARIS.

Dans les derniers jours de décembre 1852, deux femmes, pour le moment accompagnée d'un jeune homme et d'un vieux fou, firent leur entrée dans la bonne ville de Paris, encore sous le coup des massacres de décembre 1851.

Nous ne pouvons donner ici la date précise et encore moins l'heure de l'arrivée, car l'histoire, qui ne prévoyait pas le rôle important qu'une de ces femmes jouerait dans ces pages, a complètement négligé de tenir note de leurs faits et gestes.

Ces deux étrangères qui venaient ainsi à la suite d'un pèlerinage plus qu'accidenté, s'il faut en croire l'histoire, chercher fortune dans la ville dont le nom à peine proclamé devait sous peu faire la

grande Babylone moderne, étaient la très-haute, très-puissante, très-répondue et très-noble dame comtesse de Montijo et sa fille Eugénie, de son chef, comtesse de Teba.

Toujours en l'absence de documents authentiques, il y a tout lieu de supposer que ces dames n'étaient pas fort riches; mais du moins, la plus jeune, la fille, était fort belle; avec cela, de l'audace et beaucoup d'ambition, on arrive toujours à quelque chose, comme la suite le prouva.

Ce qu'il y a de très-certain, par exemple, c'est qu'à tort ou à raison, ces dames arrivaient avec une réputation significative pour tout ce qui touche à la vertu et aux bonnes mœurs, et si le *vox populi*, • *vox Dei*, est un adage qui de nos jours mérite encore créance, on peut sans crainte affirmer que ces deux comtesses étaient à tout prendre et pour dire la chose en termes polis, des femmes dont on avait beaucoup parlé.

Quand à l'âge des deux nouvelles débarquées, celui de la fille a seul quelque importance à déterminer;..... l'autre n'étant destiné à ne jamais être que ... la mère de sa fille!

L'âge d'une femme a toujours été question délicate à résoudre, et nous n'avons pas la prétention d'avoir en main l'acte de naissance de ces dames. D'autant plus qu'Espagnoles toutes deux, elles venaient d'un pays où l'état-civil est d'une constatation plus que primitive. Dans ce joyeux pays des Espagnes, plus renommé par l'excellence de ses vins, de ses orangers, et la beauté de ses Adalouses, que par



l'ordre qui n'a jamais cessé d'y régner. les registres baptismaux du pâtre font foi, et, comme avec le ciel, il est avec ce « pauvre homme » de faciles accommodements. Il y a en effet des personnes qui, poussées par un faux orgueil, peuvent vouloir cacher certaines particularités de leur généalogie, car plus d'une grande dame est assez sotte pour rougir d'avouer qu'elle est la petite-fille d'un épiciier, ce qui pourtant n'est à aucun point de vue déshonorant.

D'autre part, nous avons minutieusement recherché dans la collection du *Moniteur* de l'époque, nous n'avons pu y trouver aucun document qui puisse nous renseigner à cet égard, et il faudrait avoir accès aux archives de l'empire pour connaître l'âge, sinon réel, du moins celui que se donna mademoiselle Eugénie de Montijo, comtesse de Teba, dans le contrat de mariage qui la liait à celui que dix-huit ans durant on a appelé son auguste époux. Toutefois, nous ne croyons pas nous tromper en disant qu'en 1852, mademoiselle Eugénie de Montijo, comtesse de Teba avait un peu plus de vingt-huit ans.

Vingt-huit ans ! voilà, à lui seul, un chiffre qui dit bien des choses ! Vingt-huit ans, belle, admirablement belle, un grand nom, sinon une grande fortune et..... encore fille !

Ces dames arrivaient à Paris avec une assez maigre traite sur la maison Rothschild. La traite était souscrite par un Anglais et portait « pour  
de tout compte, » mais on n'a jamais pu savoir  
de quel chef elle était justifiée, quelle tran-

saction elle liquidait, de quel marché elle était l'appoint, non plus que de quels services elle était la récompense !

Toujours est-il qu'après plusieurs visites au richissime banquier, qu'après une apparition tapageuse à une grande fête donnée par le roi de la finance dans son splendide château de Ferrières, ces dames s'installèrent fort luxueusement dans un petit hôtel des Champs-Élysées et s'entourèrent d'un luxe relativement considérable. Seulement, pour les aristocratiques connaisseurs du monde parisien, cela sentait le clinquant et surtout son parvenu d'une lieue.

On eut des laquais magnifiques, — *la mère avait un faible pour les beaux hommes*, — un coupé et une calèche de gala, le tout au mois, mais sortant de chez Binder.

En fait de relations, on n'en avait aucune à Paris, et on en était réduit à la protection un peu subalterne de M. Belmontet, qui n'était guère à cette époque qu'un poète sans talent — il n'a pas changé depuis — et un vieux partisan du Bonaparte de Strasbourg et de Boulogne, ce qui lui donnait quelque accès à la nouvelle cour se formant autour du criminel de décembre 1851 et du nouvel élu de décembre 1852.

Pourtant, ce fut sur cet appui incertain que ces dames basèrent leurs plans de campagne.

Grâce aux quelques amis littéraires de leur poète, ces dames nouèrent tout d'abord des relations avec des journalistes, des petits écrivains, des échetiers, de ceux qu'on devait plus tard appeler boulevardiers.

diers. Le soir entre hommes on fumait la cigarette espagnole, on jasait de l'un et de l'autre aussi bien que de *l'une* et de *l'autre*, et c'est des cancans de ce petit cénacle que partirent, pour se répandre dans les salons et dans la presse, les plus vives attaques et les traits les plus perfides contre l'entourage féminin et les liaisons avec assentiment marital que l'on prêtait alors à profusion au nouveau César !

La personne la plus maltraitée, probablement parce qu'on la considérait comme la plus redoutable, fut cette miss Howard que la caprice du maître fit comtesse de Beauregard, celle-là même que les papiers secrets découverts après la débâcle du 4 septembre viennent de nous montrer discutant avec son amant, en vrai style de procureur et d'homme d'affaires entendu, le prix de son silence et la dot des enfants qu'elle était censée avoir eus de lui.

Cette femme, aux yeux de nos dames, était considérée comme très-dangereuse, car un journal, en parlant d'elle, avait écrit :

« Un des jours de la semaine dernière, cet illustre  
» personnage (Bonaparte) visitait les Tuileries avec son  
» Anglaise, une ex-écaillière avec laquelle il a eu trois  
» enfants.

» Dans la certitude d'être élu (empereur), il fixait déjà  
» la destination que devait avoir chaque appartement.  
» Il assignait celui de l'ex-reine Amélie à la belle  
» Anglaise, qui, dit-on, va devenir souveraine de la  
» che, et le pavillon Marsan aux trois enfants  
iss, qui n'est encore qu'à moitié lady ! »

On s'attaquait ainsi à la première occupante, parce qu'on voulait faire place nette....; on usait ainsi envers elle de ces armes discourtoises et déloyales; l'incrimination et la médisance; dont, par un juste retour des choses d'ici-bas, on devait avoir dans la suite si cruellement à souffrir soi-même.

Mais on avait ses vues, ses projets et ses ambitions à satisfaire!

---

### III.

#### MADAME SA MÈRE.

En abordant ce sujet, nous devons tout d'abord déclarer que, fidèle aux principes énoncés dans notre mot au lecteur, nous ne touchons qu'incidemment au côté biographique de la question, car madame la comtesse de Montijo n'a jamais essayé de se créer un rôle politique, ou du moins, si elle l'a fait, ses efforts n'ont pas été perceptibles au public, et par cela même elle échappe pour ainsi dire à notre tribunal.

Nature excessivement superficielle et légère, plus portée aux intrigues et aux aventures galantes qu'aux ennuyeuses menées politiques, madame la comtesse-mère joua le rôle de conseiller dans toutes les petites manœuvres, à son point de vue légitimes, qui précédèrent le mariage de sa fille.

Jadis assez jolie femme, quoique d'une très-humble extraction, elle sut conquérir un nom à peu près honorable, bien que l'on ait en plus d'un légitime



sur la marche chronologique des événements, c'est pour nous débarrasser au plus vite d'un personnage fort peu intéressant du reste, et parce qu'il n'est pas à notre convenance de rééditer tous les commérages auxquels se livrèrent la malignité et peut-être bien la clairvoyance publiques.

Par une mesure, que du reste commandaient à la fois la prudence et le respect dûs au public, madame la comtesse-mère ne vit aucun avantage de rang ou de titre stipulé en sa faveur dans le contrat de mariage de sa fille.

Simple comtesse de Montijo elle était, et comtesse de Montijo elle resta ! Elle reçut seulement une assez forte somme d'argent à titre d'épingles ou de joyeux avènement ; de plus, sa fille en tant que personne privée, lui constitua une pension annuelle et viagère d'un demi-million. Son gendre lui donna en nue-propriété le splendide hôtel des Champs-Élysées qui a été connu de tout Paris sous le nom d'hôtel de Montijo, et dont la grande pelouse de façade avait fort grand air.

L'économie n'avait jamais été la vertu favorite de madame de Montijo, la source où elle puisait lui semblait en outre intarissable : elle en usa tout d'abord avec la plus entière prodigalité. Ses grands équipages, ses valets de pied légendaires, ses lentes promenades en remontant l'avenue des Champs-Élysées, l'espèce de revue que, nonchalante et faisant montre de restes assez beaux et surtout fort puissants, elle passait de tout ce que Paris comptait de beaux hommes, lui acquirent bientôt une

de ces réputations parisiennes, qui, suivant le point de vue d'où on les regarde, prêtent aussi bien à l'éloge qu'au blâme. Des nuages ne tardèrent pas à éclater entre le gendre et la belle-mère. La fille ne s'interposa jamais entre ces deux inimitiés.

La comtesse de Montijo fit des voyages intermittents. Puis, des fantaisies par trop royales ayant été satisfaites, des caprices par trop libres et régence ayant été assouvis, en quelque sorte *coram populo*, la rupture définitive éclata vers 1856, et un décret de famille, qui ne fut pas promulgué au *Moniteur*, comme bien l'on pense, interdit à tout jamais le séjour permanent en France à la trop ardente quoique déjà mûre comtesse.

Son hôtel des Champs-Élysées fut vendu, puis livré à la pioche des démolisseurs, et la mère de la souveraine des Français alla mener en Espagne.... ou ailleurs un genre de vie dont le public ne s'occupa plus.

Monsieur Napoléon, par cet acte, se donna le mérite apparent de donner satisfaction à cette opinion publique à laquelle il reconnaissait déjà qu'appartient la dernière victoire, et qui commençait à gronder contre lui; mais, en réalité, il vengeait une vieille rancune, car il est de notoriété publique qu'il n'avait jamais pardonner à madame la comtesse de Montijo d'avoir réussi à devenir.....sa belle-mère!

La nation avait toujours eu le bon esprit de ne pas prendre au sérieux les querelles intestines de ces gens-là..... elle en riait.... pour ne pas être obligée d'en rougir!!!

## IV.

### SA PARENTÉ.

Tout le monde connaît le distique latin qui a donné lieu au proverbe : « Qu'on a beaucoup d'amis quand on est dans la prospérité, mais qu'on reste seul quand arrive l'adversité !! »

Eh bien, il en est à peu près de même de la parenté.

Mademoiselle Eugénie de Montijo, n'étant que simple comtesse de Teba, avait évidemment autant de cousins que quand elle fut impératrice ; seulement, elle n'avait eu guère occasion de les connaître. Quand elle se fut assise, en la glorieuse compagnie que l'on sait, sur le premier trône du monde, ce fut comme une éclosion instantanée, et sa famille, sa parenté, se développèrent avec une fécondité vertigineuse.

Il n'y eut pas dans toutes les Espagnes une seule famille en possession de la grandesse, qui ne fouilla incontinent ses archives généalogiques pour démontrer, preuves en main, qu'elle tenait par les femmes, cette raison si élastique et si commode, à la glorieuse maison des Montijo.

Il n'y eut pas jusqu'à la problématique descendance du Cid, ce héros plus que certainement imaginaire, que le grand génie de Corneille avait évoqué du néant en lui prêtant toutes les vertus et tous les courages dont le peuple espagnol a été ancien-



nement crédité, et en en faisant l'incarnation d'une époque .... tout comme pour la plupart, les héros d'Homère et les merveilles de l'Illiade ne sont que l'unification et la personnification d'une infinité de légendes que le vieil aveugle ambulant avait recueillies dans ses nombreuses pérégrinations, il n'y eut donc pas, disons-nous, jusqu'à la problématique descendance du Cid qui ne tint à honneur, toujours par les femmes bien entendu, d'avoir fourni quelques-unes des gouttes du noble sang qui circulait dans les veines de la nouvelle impératrice.

Et chacun se souvient des redondantes périodes, des ridicules flagorneries que ce fameux « sang du Cid » fournit aux écrivillons qui n'avaient d'autre talent qu'une rare science de platitude.

Oh ! misère de nous !

Comme il n'entre pas ici dans notre but de contrôler tous ces vieux parchemins et d'élucider la question de savoir si jamais une Montijo avait épousé un Medina-Coeli, par exemple, ou une Medina-Coeli un Montijo, nous laisserons tous ces riens de côté, et nous nous bornerons à mentionner la seule famille directe incontestable et incontestée dont le monde ait tenu quelque notice.

Le père était mort ; la mère, nous en avons parlé ; il ne reste donc plus que la sœur, et par extension..... le beau-frère.

La sœur de celle qui fut madame Napoléon était de quelques mois son aînée.

C'était une nature douce, bonne, un peu apathique, n'ayant ni l'énergie des grandes vertus ni

la force des vices. Une de ces femmes capables sans doute de quelques faiblesses, mais en somme destinées à être de bonnes épouses et d'excellentes mères de famille. Très-aimante, elle adorait sa sœur Eugénie, et, quoique son aînée, lui reconnaissait tacitement une sorte de supériorité sur elle et se laissait assez facilement influencer par l'énergie de volonté et la propension très-déclarée de sa cadette à la tyrannie.

Quand le duc d'Albe fut reçu dans la famille dans le but honorable et avoué de faire sa cour à l'aînée des demoiselles de Montijo, Eugénie devint la confidente de sa sœur. Mais la présence du duc dans une maison où il y avait deux filles, de tous points physiquement charmantes, n'était pas sans quelque danger.

Quand le mariage fut célébré, quand mademoiselles de Montijo fut devenue la duchesse d'Albe, le premier chagrin qu'éprouva la jeune femme lui vint de sa sœur, dont elle fut jalouse par suite de nous ne savons quelle découverte qu'elle avait cru avoir faite.

Très-probablement la duchesse d'Albe se trompait.... mais on ne raisonne pas ces sentiments-là. Toujours est-il qu'elle souffrit en silence et en vint sans doute à reconnaître son erreur.

Plus tard, ce fut Eugénie qui devint jalouse de sa sœur, sans que bien certainement cette dernière y ait donné lieu; mais la nature violente et despotique d'Eugénie ne sut pas arrêter l'expression de ses sentiments, et l'on croit assez généralement que ce fut de ce chagrin-là que, jeune encore, mourut la pauvre duchesse d'Albe.

Eugénie en eut un chagrin mortel, il faut le dire; elle se chargea de ses nièces. Quant aux neveux, enfants d'une intelligence plus que somnolente, ils furent laissés à la garde du père.

Le lecteur comprendra qu'il ne nous appartient pas de nous entretenir plus longtemps de ce sujet, qui en somme n'a, ni pour lui ni pour nous, la moindre importance.

---

## V.

### SA PREMIÈRE ENTREVUE AVEC MONSIEUR NAPOLÉON.

A cause de sa parenté, fort éloignée du reste et assez incertaine, avec la bataille d'Austerlitz, monsieur Napoléon s'habillait en général. Ce fut donc sous ce costume que mademoiselle Eugénie de Montijo aperçut pour la première fois son futur époux.

C'était à l'Opéra, où l'on jouait *Guillaume*, par ordre.

Madame la comtesse-mère, par une circonstance qu'on a tout lieu de croire n'être pas due au hasard seul, avait retenu la loge juste en face de celle occupée par le souverain de la France et son très-mélangé cortège.

Il était là, ce Louis Bonaparte, qui, au prix d'un serment violé, d'un coffre-fort enfoncé et pillé et d'un peuple assassiné, avait escroqué le trône de France.

On avait souvent dit à Eugénie : Oh ! il n'est pas beau, allez, — et en voyant cet homme de moyenne taille, froid, pâle, lent, qui a l'air de ne pas être

tout à fait éveillé, cette moustache épaisse et couvrant le sourire, comme dans les vieux portraits du duc d'Albe (l'assassin des Flandres), cet œil éteint comme celui de Charles IX, ces longues oreilles plates, ce nez immense, cette physionomie blafarde, sans cachet, sans grandeur, sans expression, ce visage sans attrait, qui, par une bizarrerie étrange, pour ne rien dire de plus, n'offre pas la moindre ressemblance et ne porte aucun des traits caractéristiques et de famille des Bonaparte, traits essentiellement reproductibles à travers plusieurs générations, on en a la preuve, M<sup>lle</sup> Eugénie de Montijo put se convaincre qu'on ne lui avait pas menti et que réellement le nouveau César n'était pas un Adonis.

Mais à cela elle avait réponse, car un jeune homme qui l'accompagnait lui ayant dit en riant : Eh bien, n'est-ce pas qu'il est laid, notre maître?— elle riposta sèchement :

— Monsieur, un empereur est toujours beau !

Ces dames étaient arrivées, comme de juste, au beau milieu du second acte seulement, et leur venue avait fait sensation.

Il entra dans les calculs de la mère de ne faire leur première apparition à l'Opéra qu'accompagnées d'un Mentor à peu près respectable.

Deux femmes seules font toujours assez mauvais effet, et ces dames étaient chaperonnées par monsieur Belmontet.

Nous ne nous arrêterons pas à décrire la toilette de mademoiselle de Montijo, nous nous contenterons de

déclarer qu'elle était admirablement belle, que sa présence fit une énorme sensation, et que dans toute la salle, y compris la loge impériale, il n'y avait certainement pas une des femmes qui pût lui disputer le sceptre de la grâce et de la beauté.

Sa Majesté Napoléon, troisième de nom, ne tarda pas à remarquer la nouvelle étoile. Dès ce moment, l'auguste César ressentit l'effet de ce que les experts en l'art d'aimer ont appelé le « coup de foudre ! »

Il aimait !

Le filet, qui avait été assez bien tendu du reste, enlaçait le poisson..... et comme conséquence, le brillant colonel Fleury, qui avait la réputation d'être le *Lebel* du maître, fut immédiatement mis en campagne.

C'est ici surtout que la haute comédie commence ?  
On en a ri beaucoup dans le temps.

---

## VI.

### SES INTRIGUES.

Il n'y avait pas encore longtemps que le saltimbanque à l'aigle de Boulogne avait escaladé les Tuileries, et pourtant ce César ennuyé avait plusieurs fois essayé de faire asseoir quelqu'un à côté de lui sur le trône de Charlemagne.

Il était de notoriété publique que Bonaparte avait demandé officiellement la main d'une princesse de la famille des Wasa ; les choses avaient même été si

loin, que le nouvel empereur portait à son cou l'image de la future impératrice et que le de Morny avait déjà ses lettres de créance pour aller épouser par procuration, suivant l'usage, la princesse du Nord.

Mais malgré cela, un refus brutal vint tout rompre. Napoléon attribuait cet échec à l'influence de l'empereur François-Joseph, et ceux qui connaissent la nature rancunière de l'ex-souverain n'hésitent pas à croire que cette colère longtemps couvée fut une des causes de la guerre d'Italie.

On avait éprouvé un semblable refus d'une princesse de Saxe-Meiningen.

La duchesse-veuve de Leutchtenberg avait envoyé une rebuffade encore plus méprisante.

Le chef de la très-humble principauté de Hohenzollern-Sigmaringen, dont le budget s'élève à 600,000 francs et dont le contingent fédéral était de 356 hommes, avait également refusé une de ses filles, sur l'ordre formel du roi de Prusse.

Et même parmi les familles honnêtes et plus modestes de France, aucune n'avait voulu donner une de ses filles au sacripant couronné.

Aux Tuileries, dans l'entourage, dans le cénacle des parents et des complices, on se montrait fort irrité, préparé à un véritable coup de tête.

Madame de Montijo et sa fille, qui s'étaient minutieusement fait rendre compte de l'état exact de la situation, bâtirent leur plan de campagne en conséquence.

Il était incontestable que mademoiselle Eugénie

avait fait une réelle et profonde impression sur Napoléon, car dès le lendemain, le colonel Fleury avait rendu visite à ces dames.

Le but de cette mission était facile à deviner; mais, grâce à la mère, qui avait entrevu un plus beau et plus complet triomphe, il échoua.

Deux jours après, le général Magnan apporta à ces dames une invitation pour les chasses de Compiègne.

La préoccupation amoureuse du maître était si visible, et la cause en était si connue, que les ambitieux de la cour commencèrent à prendre position.

Fleury fut le chef des opposants, et traitant cette amourette un peu par-dessous la jambe, il conseillait à son maître d'imiter César, de venir, de voir et de vaincre.

Morny, qui avait du nez et qui en fait de femmes se connaissait en roueries et en intrigues, et pour cause, quand il vit la tournure que prenaient les choses, se rangea carrément du côté de la belle Montijo.

Comme à l'Opéra, Eugénie fit sensation à Compiègne; ce fut là que pour la première fois elle entendit la voix à accent tudesque de celui qui devait finir à Sedan.

. . . . .

Durant toute la chasse, Napoléon se fit l'écuyer de la belle Espagnole; ils se perdirent ensemble dans les fourrés... il y eut des incidents, y compris une certaine chute de cheval qui fut très... spirituelle et eut d'heureuses conséquences.

Sur le conseil de sa mère, la fille avait imité

madame de Maintenon, qui, avant le mariage, renvoyait son amant toujours ~~amigé~~, jamais désespéré.

Quand les dames de Montijo quittèrent Compiègne, de Morny dit : Elle sera impératrice, — et ce roué, qui avait le talent de se mettre du côté du manche, commença immédiatement à se faire le recruteur de la nouvelle étoile. Son parti grossit avec une rapidité effrayante ! Par une aberration inouïe du sens moral, on vit la magistrature, l'armée, le clergé, se faire du jour au lendemain les serviteurs et les prôneurs de ce qu'ils avaient méprisé la veille.

Seul, le peuple de Paris, avec ce bon sens inaliénable, cette impitoyable raillerie qui l'a toujours rendu si redoutable à ses gouvernants, ne voulut jamais prendre la chose au sérieux et se mit à chausonner les prétentions outreucidantes de celle qu'il appela Lola Montès II.

Ce quatrain fut une de ses vengeances :

Montijo plus belle que sage  
De l'empereur comble les vœux ;  
Ce soir, s'il trouve un pucelage,  
C'est que là belle en avait deux !

Étrange coïncidence ! l'un des témoins d'Eugénie fut justement un monsieur B..., qui avait amené à Paris Lola-Montès, y avait vécu maritalement avec elle et l'avait conduite en Bavière pour la marier au vieux roi Louis.

---



## VII.

### SON MARIAGE.

Le 21 janvier 1853, le conseil de l'empire fut convoqué sur l'ordre du maître. Sans discussion préalable, sans demander l'avis de personne, l'empereur déclara catégoriquement à ses mandarins ahuris et stupéfaits :

« Qu'après avoir fait le bonheur de tout le monde, il voulait faire le sien, et que conséquemment, il prenait pour femme Eugénie de Montijo. »

Le lendemain, le Sénat et le Corps législatif étaient convoqués et recevaient communication de l'incomparable message suivant :

« Messieurs les sénateurs,  
» Messieurs les députés,

» Je me rends aux vœux si souvent manifestés par le pays, en venant vous annoncer mon mariage.

» L'union que je contracte n'est pas d'accord avec les traditions de l'ancienne politique, c'est là son avantage.

» La France, par ses révolutions successives, s'est toujours brusquement séparée du reste de l'Europe ; tout gouvernement sensé doit chercher à la faire rentrer dans le giron des vieilles monarchies ; mais ce résultat sera bien plus sûrement atteint par une politique droite et franche, par la loyauté des transactions, que par des alliances royales qui

créent de fausses sécurités et substituent souvent l'intérêt de famille à l'intérêt national.

» D'ailleurs, les exemples du passé ont laissé dans l'esprit du peuple des croyances superstitieuses; il n'a pas oublié que, depuis soixante-dix ans, les princesses étrangères n'ont monté les degrés du trône que pour voir leur race dispersée et proscrite par la guerre et la révolution. Une seule femme a semblé porter bonheur et vivre plus que les autres dans le souvenir du peuple; et cette femme, épouse modeste et bonne du général Bonaparte, n'était pas issue d'un sang royal.

. . . . .

» Quand en face de la vieille Europe, on est porté par la force d'un nouveau principe à la hauteur des anciennes dynasties, ce n'est pas en vieillissant son blason et en cherchant à s'introduire à tout prix dans la famille des rois qu'on se fait accepter.

• » C'est bien plutôt en se souvenant de son origine, en conservant son caractère propre et en prenant franchement vis-à-vis de l'Europe la position de *parvenu*, titre glorieux lorsqu'on parvient par le libre suffrage d'un grand peuple.

» Celle qui est devenue l'objet de ma préférence est d'une naissance élevée. Française par le cœur, elle a, comme Espagnole, l'avantage de ne pas avoir en France de famille à laquelle il faille donner honneurs et dignités.... Catholique et pieuse, elle adressera au ciel les mêmes prières que moi pour le bonheur de la France; gracieuse et bonne, elle

fera revivre dans la même position *les vertus* de l'impératrice Joséphine.

» Je viens donc, messieurs, dire à la France : J'ai préféré une femme que j'aime et que je respecte à une femme inconnue dont l'alliance eût eu des avantages mêlés de sacrifices. Sans témoigner de dédain pour personne, je cède à mon penchant, mais après avoir consulté ma raison et mes convictions. Enfin, en plaçant l'indépendance, les qualités du cœur, le bonheur de famille, au-dessus des préjugés dynastiques et des calculs de l'ambition, je ne serai pas moins fort, puisque je serai plus libre.

« Bientôt, en me rendant à Notre-Dame, je présenterai l'impératrice au peuple et à l'armée ; la confiance qu'ils ont en moi assure leurs sympathies à celle que j'ai choisie, et vous, messieurs, en apprenant à la connaître, vous serez convaincus que, cette fois encore, j'ai été inspiré par la Providence ! »

Est-ce assez complet, est-ce assez idiot, est-ce assez impudent, cela ? Nous n'avons pu résister au désir de placer cette prose impériale sous les yeux de nos lecteurs, estimant qu'elle est la justification de tous les commentaires passés, présents et futurs.

Le 30 janvier 1853, l'empereur se rendit à la métropole, dans la voiture qui avait servi au sacre de Napoléon I<sup>er</sup>.

Sa femme l'accompagnait. Le digne couple reçut la bénédiction nuptiale des mains de Mgr Sibour, archevêque de Paris.

L'Église, à laquelle il n'appartient pas de sonder

les cœurs, ne pouvait refuser son ministère, mais nous espérons pour eux que, dans leur âme et conscience, les prêtres ont dû rougir de la honteuse palinodie qu'on leur a imposée autant qu'ils l'ont déplorée.

Eh bien, madame, vous voilà impératrice ! vous voilà femme légitime, introduite dans ce repaire encore fangeux et humide des orgies de la veille.

Que vous nettoyez ou non ces écuries d'Augias, de ce jour, votre vie et votre conduite ont un peuple pour témoin. Élévation inouïe, votre mariage a froissé toutes les notions de convenance d'un pays chevaleresque à l'excès et a humilié les susceptibilités d'une nation qui se croyait plus de droit au respect de ses gouvernants. Vous remplissez une place écrasante par la série des noms qui s'y sont succédés, et fussiez-vous désormais une sainte, vous ne seriez que tout juste et à peine à la hauteur des devoirs que vous allez avoir à remplir.

Votre mari a fait le coup d'état du crime et de la violence contre le droit et la justice, vous venez d'accomplir, vous, le coup d'état de la *fille* contre la famille et les convenances sociales ! Votre avènement au mariage, madame, a été le 2 décembre des déclassées.

Eh bien, soit !

Mais, du moins, n'oubliez pas que le serment que cet homme vient de vous donner n'est pas le premier qu'il ait prêté aussi solennellement, et si, comme la suite l'a prouvé, il ne le tient pas, vous vous en pourrez consoler à votre manière..... mais,

en tous cas, vous vous pourrez dire : J'étais prévenue.....; car sous vos yeux, ce menteur avait déjà trompé et trahi une autre femme qui vous valait bien : la France!

---

## VIII.

### DÉTAILS SUR SA GROSSESSE.

Dans un temps assez rapproché du 30 janvier 1853, pour autoriser quelques suppositions, le *Moniteur* annonça qu'un accident était arrivé à Sa Majesté l'impératrice.....

C'était juste le lendemain d'un soir où un violent mal de tête avait empêché madame Napoléon d'accompagner son mari à l'Opéra, d'où ce dernier était parti un peu après dix heures pour s'informer de la santé de sa femme....., mais, pour une raison ou pour une autre, la porte était défendue, et ce ne fut qu'assez avant dans la nuit que Sa Majesté put être rassurée complètement sur ses angoisses d'époux.

Le 11 octobre 1855, le *Moniteur* annonça à la France la seconde grossesse de l'impératrice.

Cet heureux événement fut, comme de juste, considéré par la feuille officielle comme une nouvelle garantie de la solidité de nos institutions et était censé remplir de joie le pays.

Sauf dans l'entourage, on ne s'en aperçut guère.... il est vrai que le pays avait peut-être la joie taciturne.

Depuis deux ans et demi que mademoiselle Eugénie de Montijo était devenue la souveraine de la France, il faut dire que, sauf sur l'article modes et toilettes, son influence ne s'était pas fait sentir du tout.

Cependant, les proscriptions de décembre avaient continué; comme les malheureux qui saisissent la moindre occasion favorable, croyant y trouver une espérance, beaucoup de femmes, de parents, de filles des transportés à Cayenne et à Lambessa avaient cru devoir sacrifier la dignité républicaine de leur mari, leurs parents ou de leur père, et pensant que la femme est miséricordieuse, avaient adressé à madame Napoléon des recours en grâce.

Il n'a guère paru que la nouvelle épouse ait tenu grand compte de ces larmes, non plus que de ces supplications, car aucune grâce ni aucune justice ne sortirent de ces efforts.

Son maître lui avait-il fait entendre que la puissance de ses charmes n'allait pas au delà d'une certaine limite très-restreinte, ou bien madame attachait-elle plus d'importance à la coupe d'une robe ou à la tournure d'une coiffure qu'à ces cris de désespoir qui lui arrivaient de femmes comme elle, mais de femmes de cœur et du peuple, avec lesquelles, elle, la patricienne, ne pouvait avoir rien de commun: c'est là une alternative dans laquelle nous laissons le choix à faire à la conscience de nos lecteurs, mais toujours est-il que d'aucune façon le peuple n'avait ressenti dans cette voix de la clémence l'influence de la femme, que personne n'avait

eu connaissance d'aucun effort de sa part en ce sens, et que la France n'était pas encore remplie d'admiration pour celle qui devait rappeler sur le trône les vertus de l'impératrice Joséphine. Le manifeste du 22 janvier, que nous avons mis sous les yeux des lecteurs, n'avait sans doute pas osé dire : « les vertus de la reine Hortense. »

L'impératrice allait devenir mère; une influence nouvelle allait renforcer celle qu'elle n'avait pas encore; un enfant allait rompre le monotone tête-à-tête impérial.

Dans cette période d'attente de cinq mois, toutes les anciennes conjectures des naissances royales furent renouvelées. On se demanda : Sera-ce un garçon ou une fille?.... Ceux qui connaissaient les nécessités de la situation n'hésitèrent jamais à dire : Ce sera un garçon.

Et il n'y eut vraiment que les badauds qui, le 16 mars 1856, attendirent avec curiosité le vingt-deuxième coup de canon.

Les Bonaparte, qui ont une étoile, ont toujours eu des fils quand cela était absolument nécessaire.

---

## IX.

### MONSIEUR SON FILS.

Quand l'héritier était venu au monde, monsieur son père, sous ses épaisses moustaches et avec cet accent tudesque qui ne faisait pas précisément le

charme de sa conversation, avait prononcé ces paroles amphigouriques et creuses :

« Lorsqu'il naît un héritier destiné à perpétuer un système national, cet enfant n'est pas seulement le rejeton d'une famille, mais il est véritablement encore le fils du pays tout entier, et ce nom lui indique son devoir ! »

Vous n'avez pas entendu votre auguste père prononcer ces paroles, jeune homme, aussi j'espère bien qu'il n'est jamais entré dans votre cervelle que vous étiez le fils de France et que ce beau pays faisait partie de vos domaines !

Dans tous les cas, vous êtes à présent complètement désabusé, n'est-ce pas ?

Nous n'avons pas la prétention d'écrire pour l'instruction personnelle du fils de monsieur et madame Napoléon. Nous espérons bien même que notre prose ne tombera jamais sous ses yeux, mais comme en tout nous ne considérons que ce qui est la justice et respectons toujours ce que l'on a coutume d'appeler les convenances, il n'entre pas dans notre but de rien écrire ici qui puisse l'autoriser soit à mépriser, soit à accuser les auteurs de ses jours. Nous tenons pour strictement obligatoire et pour une vertu éminemment républicaine le respect filial. Les courtisans feront assez vite l'autre besogne.

Dès l'âge où la volonté et les instincts commençaient à percer jusque dans des choses tout à fait insignifiantes, celui qu'on appelait *altesse* ne donnait pas de brillantes espérances.

Il avait à peine une huitaine d'années, que monsieur



son père le mettait officiellement en pénitence pour avoir osé frapper sa mère. Madame Napoléon, dès le premier moment, s'était étudiée à avoir une influence prépondérante sur l'esprit de son fils. Nous ne prétendons pas dire que l'amour maternel n'avait aucune part dans cette conduite ; Dieu nous en garde, d'autant que nous ne considérons pas comme un mérite spécial le simple accomplissement d'un devoir.

Mais, par la suite, la mère tira de tels avantages de son amour maternel et de l'autorité sans contrôle qu'il lui donnait sur monsieur l'héritier présomptif, que nous avons le droit d'affirmer qu'entre ses mains, cet enfant fut aussi un moyen et une arme.

Pour tout ce qui touche aux grands intérêts politiques de la France, dès les premiers jours de son mariage, madame Napoléon n'y fut pas complètement étrangère. Elle avait bien sa petite part d'intrigues dans les changements de personnes et dans les remaniements des ministères ; il n'était pas tout à fait indifférent de plaire à madame pour obtenir tel ou tel poste convoité, surtout pour la munificence du traitement y attaché. Mais jusqu'en 1867 et presque en somme jusqu'en 1869, le système restant le même, il était fort indifférent au pays que messieurs tels ou tels fussent ministres ; pour lui, ce n'était jamais que le choix dans la manière dont il serait spolié.

A partir de 1861, madame Napoléon fut désormais une puissance dans l'État. Sa première régence

de 1859 lui avait dessiné un rôle, et la mort, plus ou moins ouvertement escomptée de monsieur son mari, lui avait créé un parti. Or, le principal levier à l'aide duquel elle avait édifié cette ingérence politique ~~était~~ justement la personne de monsieur son fils. Si le maître avait avec elle un de ces accès de rage froide et de tyrannie violente auxquels il était sujet, vite madame se retirait sur le mont Aventin de ses petits appartements et emmenait son fils avec elle. Cet argument féminin finit à la longue par bien avoir son influence et sa valeur, *et les maris qui ont le malheur d'avoir des femmes acariâtres reconnaîtront la vérité de cette observation.* Le tyran commençait à devenir vieux, et au milieu des orgies dont il ne se faisait pas faute, il avait perdue le peu d'énergie dont l'avait doué la nature.

Jusqu'à la veille de la déclaration de guerre de 1870, l'éducation donnée au jeune homme aussi bien qu'à l'enfant fut des plus déplorables. On ne l'élevait pas pour la France, on lui persuadait que la France était faite pour lui. Au lieu de lui faire voir et comprendre qu'il n'était qu'un individu comme les autres, on lui bourrait l'esprit de compliments, de flatteries, de platitudes, qui ne pouvaient qu'augmenter chez lui la malheureuse propension qu'on y avait remarquée d'un orgueil excessif et d'une fatuité écœurante. Ses augustes parents n'avaient pas eu seulement la vulgaire habileté du roi citoyen Louis-Philippe, qui avait envoyé ses fils dans les écoles publiques. Il est vrai que ce roi avait été dans la grande, belle et pure acception du mot un

vrai père de famille, et que sa femme honnête était respectée au point de n'avoir jamais été atteinte par la calomnie.

Monsieur et madame Napoléon, eux, n'avaient qu'un fils, fruit de leur vieillesse, pour ainsi dire. Le père avait prématurément dépensé ses forces et semé le monde de pas mal de bâtards ; la nature n'avait pas sans doute donné à la mère les qualités nécessaires à une nombreuse postérité.

A la déclaration de guerre, ce fut la volonté maternelle qui prévalut, quoiqu'elle eût contre elle le bon sens, la raison et, nous dirons plus, l'humanité.

Quoi ! c'était un enfant qui n'avait pas encore quinze ans, que cette volonté de femme, cette ambition de parvenue, cet amour maternel, envoyait parfaire son éducation sur le champ de bataille.

Le destin plus sage en décida autrement, par les événements que l'on sait, et l'enfant ne devait plus revoir Paris. Éternisez bien vos souvenirs, jeune homme ! Gravez profondément dans votre esprit, conservez précieusement dans le fond de votre âme l'aspect de cette ville sublime et la grande voix de ce Paris que vous ne devez plus revoir. Réalisation d'un calcul dont la France ne lui doit aucun gré, votre père l'a embelli outre mesure, mais il a lui-même suscité l'ennemi sauvage et barbare qui est en train de le détruire.

Nous nous abstenons ici de vous redire toutes les fautes de cet homme, car ce n'est pas à vous de le juger. Mais si vous avez au cœur un bon sentiment,

si, né sur ce glorieux sol de France, vous avez l'intention de rester bon Français, vous devez dès aujourd'hui, quelque jeune que vous soyez, imposer silence à ceux qui vous y prédisent un retour au prix d'un crime inouï, la guerre civile, et d'un autre forfait non moins horrible, le déshonneur du pays !

Tout en vous abstenant de juger votre père, vous devez vous dire que ses fautes vous ont imposé une éternelle expiation. Qu'après avoir tué ce qui restait de gloire à son oncle, il impose à son fils un éternel exil, et que celui-ci doit s'y soumettre en priant dans le fond de son âme pour le salut républicain de la France.

Du reste, la prévoyance de votre mère vous rendra facile le côté matériel de votre tâche : elle vous a fait riche.

---

## X.

### DEUX MOTS SUR LA GUERRE DE CRIMÉE

#### ET L'ALLIANCE ANGLAISE.

Il arrive quelquefois à un fou d'avoir des instants lucides, moins souvent à un fripon de se montrer honnête, mais enfin, cela s'est vu !

En bien, la seule idée juste que l'histoire reconnaîtra dans le règne de Napoléon, est l'alliance étroite de la France et de l'Angleterre.

Unies, ces deux puissances sont maîtresses du monde.

Politiquement, l'Europe est aujourd'hui divisée entre deux races, celle du nord et celle du midi, la race latine et la race germanique. Il en est une troisième ayant des affinités nombreuses avec les deux autres, et qui fatalement est destinée à faire pencher le plateau du côté où se mettra son alliance.

La France, on l'a dit, est la seule nation du monde capable de faire la guerre pour une idée, c'est-à-dire pour la justice elle-même, et sans un objectif immédiat de profits personnels. D'autre part, l'Angleterre est, de son côté, le seul pays de l'Europe dont la nature ait assez nettement défini les contours, pour lui interdire en quelque sorte tout projet d'agrandissement et de conquête.

De ces deux positions spéciales et en quelque sorte créées l'une pour l'autre, ressort logiquement l'alliance indissoluble des deux pays qui, seuls, peuvent efficacement assurer et maintenir la police de l'Europe et du monde.

Mais encore faut-il que l'alliance anglo-française ne soit pas un marché de dupe tout à l'avantage de l'une des deux parties : mais telle que l'a pratiquée Napoléon, cette entente ne pouvait produire et n'a pas produit tout les résultats qu'on était en droit d'en attendre.

Depuis vingt ans, cette alliance a contenu bien des ambitions et empêché bien des guerres ; mais encore faut-il que les hommes d'état français connaissent assez l'Angleterre pour ne point l'aliéner

par des maladresses gratuites et non profitables. Le caractère anglais a, lui aussi, ses petits revers qu'il faut savoir flatter, car peuples et hommes ne sont bien menés que par leurs défauts.

Pays positif, l'Angleterre, nous le voyons bien aujourd'hui, prise la force et courtise le succès ; c'est ce qui lui a fait dans le temps acclamer Napoléon qu'elle n'a jamais autrement estimé. Se croyant les plus intelligents du monde, les Anglais vous en estimeront davantage, si vous parvenez loyalement à les tromper ; mais encore faut-il que vous teniez scrupuleusement vos promesses et que vous ne leur fassiez jamais jouer le rôle de Râton.

Eh bien, si depuis le commencement de la guerre actuelle, les Anglais ne nous ont jamais été sympathiques, si, depuis nos revers, l'Angleterre n'a pas prononcé en faveur de son ex-alliée son *quos ego*, c'est qu'elle a encore sur le cœur la paix de Paris du 27 avril 1856, paix qui lui a été imposée par son allié d'alors Napoléon, dont aujourd'hui la France paye et endosse les fautes !

Après la prise de Sébastopol, l'Angleterre ne faisait que commencer la guerre. Elle voulait poursuivre l'abaissement du czar, ne signer la paix qu'à Saint-Petersbourg, imposer des frais de guerre qui, financièrement, eussent paralysé la Russie pour un demi-siècle au moins et empêché pendant toute cette période la réouverture de la question d'Orient justement posée en ce moment.

La ridicule sentimentalité du gouvernement français de l'époque, l'orgueil stupide de monsieur Napo-

l'éon, qui se laissa leurrer par une lettre autographe et de félicitations sur la naissance de monsieur son fils, que lui écrivit l'empereur Alexandre, en décidèrent autrement ; l'Angleterre dut ronger son frein ; elle exprima hautement que cette guerre serait à recommencer dans vingt ans ! Six ans avant cette époque, les événements viennent de donner raison à la prophétie des plénipotentiaires anglais.

Seulement, on ne recommencera pas la guerre, et cette question, si jamais elle est résolue, le sera en dehors ou contre la France.

Au milieu des circonstances pénibles et éminemment critiques sous lesquelles la France se débat, et malgré tous les avis contraires, nous persistons à croire qu'il n'y a encore de possible et de juste que l'alliance anglaise. Aucune autre ne pourrait être obtenue par nous qu'à un prix trop haut ou même déshonorant.

L'aristocratie anglaise qui compose le gouvernement et le dirige, le haut commerce qui le soudoie et jusqu'à un certain point le conduit, ont à cette heure irrévocablement engagé l'Angleterre dans une politique d'abstention absolue. De ces lords et de ces marchands, la France n'a donc plus rien à attendre ; avec eux, par contre, elle n'a plus rien à ménager. Incapables, ils n'ont pas compris que l'intérêt de leurs pays était avec nous ; vénaux, ils ont vendu à la Prusse la plupart de leurs journaux, et s'ils en ont reçu un bon prix, ils peuvent au moins se vanter d'avoir consciencieusement rempli leur part du honteux contrat.

Reste le peuple ! et c'est avec lui, mais avec lui seul, que la France doit conclure cette alliance indissoluble, cette alliance des heures suprêmes, qui seule peut sauver le monde de la domination des barbares.

Les Anglais ont besoin, et ils le sentent, d'accomplir leur révolution sociale. Quelques milliers possèdent tout le sol, pendant que des millions s'étiolent de misère et subissent littéralement les tortures du froid et de la faim. Nous leur devons la propagande de nos immortels principes de 1789, l'aide morale et au besoin matérielle qui est nécessaire pour mener à fin leur juste entreprise. Ils supposent, parce que leurs exploiters les entretiennent dans ces idées fausses, que les principes et les institutions républicaines sont synonymes de désordre, d'anarchie et de pillage ; démontrons leur, en marchant, comme déjà l'ont fait leurs frères de la grande république américaine, que là seulement sont le droit, la justice, la prospérité et le salut.

Sous des dehors constitutionnels, l'Angleterre a depuis longtemps la prétention de prouver au monde que son gouvernement royal est la meilleure des républiques, et pourtant, les événements viennent de démontrer que les sympathies capricieuses ou de famille d'une vieille femme peuvent victorieusement résister aux aspirations vraies de tout un peuple.

L'Irlande s'agite, les classes laborieuses frémissent sous le joug de fer qui les exploite et les opprime ; allons ! pas de fausse honte, tendons la



main à toutes ces aspirations, et disons-nous bien que c'est en démocratisant l'Angleterre qu'on peut rendre possible l'établissement en Europe de la justice, du droit et de l'égalité.

---

## XI.

### PREMIÈRE RÉGENCE.

#### MOTIFS DU VOYAGE EN ÉCOSSE.

En vertu des décisions qui avaient été dictées par le maître au Conseil privé, et qui étaient le résultat des efforts heureux de madame Napoléon, quand ce dernier partit en guerre contre l'Autriche et alla prendre le commandement de l'armée d'Italie, Eugénie fut proclamée régente le 10 mars 1859.

Nous l'avons vue à l'œuvre. Dans les mots : beaucoup de libéralisme, de bonté d'âme, une infatigable préoccupation des besoins des pauvres, quelques grâces habiles, quelques mesures politiques avec un semblant de justice, mais surtout une pluie continuelle de promesses ! Dans les actes : la continuation rigoureuse du système du mari, une réaction très-prononcée contre tout ce qui pouvait porter quelque ombrage chez les hommes et dans les aspirations nouvelles, la haute main ouvertement rendue à la bigoterie et au jésuitisme, la trace indéniable du favoritisme encore envenimé par les inégalités, l'incohérence et le caprice de la femme,

voilà à peu près ce que fut madame Napoléon à l'œuvre.

Elle présidait des conseils de ministres, d'assez tristes sires, qui jouaient avec elle la comédie de discuter en sa présence des questions déjà résolues d'avance, et qui apportaient à sa signature les mesures dictées de son camp par le maître.

Dans cet aréopage de comédiens, madame bornait son soin à produire de nouvelles modes, à étaler de coûteux oripeaux, réservant sa faveur pour celui de ses conseillers qui saurait lui faire le plus fin et le plus chatouilleux compliment sur la suavité de ses charmes, la fraîcheur de ses grâces et le suprême bon goût de ses toilettes.

Pendant cette période de complète liberté pour elle, alors qu'il lui était permis de s'affranchir de tout contrôle, que, maîtresse absolue de ses actes, elle n'avait pas la permission du maître à solliciter, ni l'objection d'un ministre à craindre pour une fredaine, madame Napoléon commença à mettre à exécution son plan, qui dénotait chez elle une profonde habileté et une certaine clairvoyance politique.

Les nouvelles d'Italie arrivaient toutes plus glorieuses les unes que les autres, car la stratégie du maître, malgré toutes ses bévues, toutes ses fautes et toutes ses incapacités notoires, n'avait pas si bien qu'en 1870 réussi à annihiler la bravoure proverbiale des soldats français, non plus que l'incomparable élan de leurs bataillons. Mais malgré cela, la popularité de Napoléon marchait vers un

déclin rapide. L'évidence de cette vérité fut démontrée par la nécessité des concessions de 1861 à 1869, et c'est véritablement de la guerre d'Italie elle-même que la fatalité, comme disent les Bonaparte, s'attache à l'empire.

La nation française avait compris qu'on la leurrait par des grands mots, et que la frayeur des bombes Orsini avait poussé son tyran à une guerre dont l'intérêt du pays ne devait jamais profiter.

Les Bonaparte n'avaient pas à ce moment la ressource de s'appuyer sur le libéralisme obligatoire d'un héritier présomptif... le bambin était encore au biberon, et le cousin succombait sous une telle renommée de couardise, qu'il devenait inutile même dans l'emploi des troisièmes rôles.

De cet instant, madame Napoléon conçut le projet de se créer une popularité à elle, fût-ce aux dépens de son mari; elle connaissait à fond l'indulgence extrême qu'ont malheureusement les Français pour les femmes, et elle toucha assez bien de cette guitare !

Le cercle de madame devint un foyer clérical, *le sang du Cid*, qui soi-disant coulait dans ses veines, lui permit de faire quelques avances au faubourg Saint-Germain.

Le confesseur eut un parti à la cour, et son influence amena le ralliement de quelques grands noms de France, qui eurent l'impudeur d'apporter à l'empire l'aumône de leur honorabilité passée.

Madame Napoléon voulait singer Marie-Antoinette ! Elle fit reconstruire le petit Trianon et y

donna des fêtes ; elle rallia, donna des gages même au parti légitimiste, et, Dieu nous pardonne, si le comte de Bordeaux eût eu une fille, elle eût été capable d'aller lui demander sa main pour son fils à elle, réalisant ainsi à son profit l'équivalent de cette fusion à laquelle les princes d'Orléans avaient refusé de souscrire !

• • • , • • • • • • • • •  
• • • • • • • • • • • • •

Mais le maître était revenu, et la régente rentra dans ses petits appartements et reprit en apparence son rôle de femme. César n'avait pas tardé à s'apercevoir du manège de sa femme en son absence, et, qui plus est, à en ressentir les fruits. La politique qu'il voulait suivre dans la question romaine n'avait pas d'ennemis plus déclarés et plus turbulents que sa femme et sa coterie.

S'il faut en croire certains commérages, des scènes d'une violence excessive eurent lieu entre les deux époux.... des reproches amers et même des mots offensants furent échangés.

Madame, qui n'était pas la plus forte, usa des grands moyens, elle bouda son mari.... et pour se soustraire aux tentations maritales.... et aux faiblesses de femme auxquelles ces entreprises auraient pu donner lieu, elle fit un voyage lointain.... en Écosse, chez un parent éloigné, que, pour une raison assez connue, on ne voyait que très-rarement à la cour.

**Cette détermination de la femme était contre le mari une arme à deux tranchants, car elle le privait**

d'une société agréable autant que... **légitime** et prêtait assez le flanc à de malveillants propos que nous voulons bien ne pas croire fondés.

Madame revint, et nous entrons, avec son retour, en plein dans cette furieuse période de réaction, qui, à travers des oscillations constantes, aurait suffi à pervertir les meilleures intentions si on en avait eu, dans cette période de réaction, surtout cléricale et autoritaire, qui devait forcément et fatalement aboutir à la catastrophe, et qui n'a pas peu contribué au détraquement inouï de tout le soi-disant système impérial.

---

## XII.

### LA RÉACTION.

C'en était fait ! madame Napoléon était en guerre ouverte avec tout ce que la France comptait d'hommes honnêtes et.... crédules, qui pensaient qu'on pouvait arracher l'empire à l'ornière du pillage, du vol, des malversations, des abus, où il s'enfonçait tous les jours de plus en plus.

En femme habile, il le faut reconnaître, elle ne négligeait aucun des moyens qui pouvaient l'aider dans son œuvre. La plus petite circonstance se présentait-elle, pouvant lui offrir l'occasion d'une apparence de dévouement, devant amener un regain de popularité, elle la saisissait au vol. Elle avait l'avantage d'avoir autour d'elle de très-habiles metteurs

en scène et des prôneurs qui chantaient en parfait accord, et dans les salons, et dans les lieux publics, et dans la presse, son éloge.

Forcé de consentir à quelques réformes libérales, monsieur Napoléon connaissait et avait fini par approuver le jeu de sa femme, semblable à ce joueur qui, tout en pontant sur la noire, met aussi quelque chose sur la rouge, se réservant en cas d'accident une poire pour la soif.

Il n'entre pas dans notre plan, et la brièveté d'un travail pareil au nôtre ne le comporterait guère, de refaire ici l'histoire du second empire. Mais nous ne pouvons nous empêcher de rappeler aux souvenirs de nos lecteurs, les actes des Pinard, des Émile Ollivier, des Clément Duvernois. Chacun de ces ministres prenait avant d'agir et le bon plaisir et l'autorisation de madame, et il est de notoriété publique, que quand, par le plus grand des hasards, un ministre se montrait récalcitrant, l'impératrice (d'alors) était chargée de le convaincre ou de le séduire.

Combien de fois cela n'est-il pas arrivé à cet Émile Ollivier qui avait des instants de probité politique et des velléités de résistance libérale ?

Nous avons beau compulser les collections de tous les journaux de l'époque, nous ne pouvons trouver nulle part autre chose que la preuve palpable et évidente de cet appui militant prêté par madame Napoléon à la réaction, dont elle s'était faite la tête, le chef et le centre.

Elle jouait aussi un autre jeu, l'impudente femme !

Elle osait porter son influence pernicieuse et coupable jusque dans les rangs et le sanctuaire de cette magistrature française, qui aura dû à l'empire son déshonneur tout au moins partiel et la profonde déconsidération dont elle est aujourd'hui la victime. Oui, madame Napoléon osait adresser des recommandations à la justice. Il ne se plaidait pas une cause de malheureux héritiers naturels disputant à un couvent, une communauté religieuse ou un prêtre indigne et captateur la fortune d'un parent, qui ne trouvât, quand l'enjeu en valait la peine, ses ténébreux adversaires armés d'une faveur et d'une protection qu'ils avaient été exiger de la souveraine.

Et croyez-vous que madame Napoléon rendait ces services gratuitement? Nous ne prétendons pas dire que cela se payait avec de l'argent, non, c'eût été ridicule, car on avait de faciles moyens d'en trouver ailleurs, mais couvents, communautés religieuses, ténébreuses associations, prêtres et nonnes, mettaient, par ce honteux marché, leurs influences de villes, de provinces, de confessionnal, au service du parti et des intérêts politiques de leur auguste protectrice!

Est-ce que ce n'est pas de la concussion, cela, et du genre le plus ignoble et le plus honteux, une concussion dont le prix n'était pas la vulgaire pièce de cent sous, mais, chose bien plus déshonorante encore pour les deux partis, la vente de leur conscience.

conscience! les deux partis n'en avaient pas!

et ils se trompaient mutuellement sur la qualité de la chose vendue !

Tenez, lecteurs, voulez-vous des preuves, des noms ?

Voilà ce que nous trouvons dans un article de fond du journal *la Liberté* publié à Bordeaux, qui pourtant ne passe pas pour porter une haine bien féroce à l'ex-régime impérial :

« Il ne manquait au commencement de la guerre ni argent ni crédit à la maison Émile Erlanger (fils aîné), établie à Paris. Eh bien, argent et crédit lui avaient été conservés par suite d'une coupable et personnelle intervention de l'impératrice Eugénie auprès des conseillers de la cour impériale à l'occasion d'un procès dont tout le monde se souvient, procès intenté à monsieur Émile Erlanger par les actionnaires de l'exposition permanente d'Auteuil. »

Les actionnaires étaient français et ils avaient raison, monsieur Erlanger était prussien et il avait tort, mais sur la recommandation de madame Napoléon, il gagna son procès.

Aujourd'hui, avec cet argent français ainsi sauvé par l'intervention de la souveraine, ils sont devenus les fournisseurs, les pourvoyeurs d'approvisionnements pour l'armée d'invasion prussienne. Ces messieurs accaparent en Angleterre les *meat-pie*, les farines, les *cocoa*, créant une augmentation de prix dont souffrent les Français.

Et qui sait ? C'est peut-être aussi avec cet argent-là que les Prussiens ont acheté et rempli ces bombes homicides qui tombent sur le Panthéon, qui



dévastent le Val-de-Grâce, qui achèvent les femmes malades dans leur lit à la Pitié, qui percent Saint-Sulpice, qui tuent les femmes et les enfants dans les rues de Paris, et c'est vous, madame, c'est votre intervention qui a sauvé cette fortune ! Ah ! tenez, l'indignation nous suffoque, la douleur nous étreint le cœur, nous pleurons et nous ne pouvons retenir sur nos lèvres le cri qui deviendra le cri unanime de notre pauvre France : Vous aussi, soyez maudite !!

---

### XIII.

#### GUERRE DE 1870. — FUITE DE PARIS.

Tout cela est déjà jugé ! l'histoire, comme il arrive pour tous les grands crimes, se prononce dès leur lendemain, et son jugement reste irrévocable.

Nous répondrons ici à un reproche qu'on a peut-être déjà adressé à notre œuvre, de n'avoir pas qualifié comme ils le méritent toute la honte, les crimes, la lâcheté et les infamies de monsieur Napoléon. Eh ! que voulez-vous, les vérités écœurantes, ne sont bonnes à dire qu'aux gens debout et pour les faire tomber, mais quand ils sont à terre, quand leurs actes connus de tout l'univers sont suffisants pour leur assurer à jamais le mépris universel, à quoi bon remuer tant de boue ? C'est une besogne qui n'est pas amusante, et quand elle

est faite, nous ne nous sentons pas le courage inutile d'y remettre la main.

Dans le verdict unanime de la nation française hautement approuvé par l'Europe, il n'y avait qu'une lacune, les bonapartistes, eux, qui ont du flair, ont mis leur dernière espérance dans madame Napoléon. Comme nous l'avons dit en commençant, ils voulaient se relever par elle et continuer la légende napoléonienne, et c'est pour parer à ce danger que nous avons élevé la voix.

Nous poursuivons notre triste besogne.

Ce fut, avons-nous dit, la volonté absolue de la mère qui envoya le fils assister inutilement aux horreurs de la guerre ; mais l'habileté de la régente et de la femme politique fut bien aussi pour quelque chose dans cette barbare détermination. Si l'on revenait victorieux, il ne fallait pas que le père sur lequel on ne comptait plus bénéficiât seul de toute la gloire, le fils devait en avoir sa part... pour la faire rejaillir sur la mère et lui assurer une régence omnipotente, qui se serait prolongée bien au delà de la majorité du petit prince, car madame s'était ménagé sur l'esprit de l'enfant un empire indéterminé.

On voulait jouer à la Médicis !

Comme la femme spartiate, on avait dit au vieux César partant en guerre : Il faut revenir avec ou sur ton bouclier, c'est-à-dire, mort ou victorieux !

Le brave de Boulogne avait promis, et vraiment madame Bonaparte était une femme de tête, car de toutes façons, elle faisait un marché d'or, qui pour

elle n'avait que des alternatives favorables. Victorieux ! vivant ou mort, cela allait de soi ! mais même vaincu et alors *secouru par un beau désespoir*, n'ayant pas survécu à sa défaite, la régente héritait du sacrifice héroïque de son époux, sans compter qu'en prévoyante mère de famille, elle avait fait assurer sa vie pour une somme énorme par une richissime compagnie anglaise.

Plus sage qu'on ne le croyait, *lui* n'est pas revenu du tout, mais aussi s'est bien gardé de mourir, et sa façon actuelle de charmer les loisirs de la captivité indigne en ce moment non-seulement la France, mais l'Europe.

Dans un moment de fureur indicible, voyant que pour vous tout était perdu, vous vous êtes écriée : Je ne le reverrai plus, le lâche !

Et pourtant, vous l'avez revu, madame !

Mais bast, serment de Bonaparte, mâle ou femelle, cela ne tire pas à conséquence !

. . . . .  
Dites donc, madame, un souvenir, si vous le permettez.

Dans vos thés particuliers, au milieu de vos petits appartements, et alors qu'à devant vos intimes vous permettiez quelques écarts à votre rare franchise, avez-vous vous-même assez glosé le piteux départ de Paris du pauvre roi Louis-Philippe et en avez-vous assez ri ?

Eh bien ! qu'en pensez-vous aujourd'hui ?

Vous aussi, vous avez votre fiacre, non pas seulement cela, une de maraicher

vous êtes déguisée en servante pour partir...., lui n'était descendu que jusqu'au bourgeois ! Le pauvre vieux roi, qui s'en allait en partie la conscience tranquille, et surtout pour ne pas mitrailler ce peuple de Paris, que votre mari a assassiné en décembre, fut cependant accompagné et protégé par le dévouement d'un gentilhomme ; vous êtes filée avec votre dentiste, vous ! n'est-ce pas ?

.....  
Ah ! pardon, il y a encore entre les deux départs une autre différence que nous oublions de signaler, et vous nous en auriez pu vouloir de vous laisser ainsi prendre pour une femme sans ordre.

Louis-Philippe laissa sur la table de son secrétaire deux ou trois cent mille francs de sa cassette particulière, il oublia toute sa garde-robe, il n'enleva aucun des objets d'art du mobilier des Tuileries ni des diamants de la couronne.

Vous, vous n'avez pas oublié votre bourse !

Depuis un mois déjà, votre déménagement était fait, et vous aviez quatre cent quatre-vingt dix-sept colis qui vous attendaient en Angleterre !

---

## XIV.

### ARRIVÉE ET SÉJOUR EN ANGLETERRE.

Sortir des Tuileries n'était pas suffisant, il fallait aussi quitter Paris, puis ensuite la France, et madame Napoléon entreprit une aventure de tous

points semblable à la fuite de Varennes ; seulement, le gouvernement provisoire, quoiqu'il ait été parfaitement instruit, montra pour elle plus de longanimité que la convention de 1792.

Ne voulant pas courir le risque d'être reconnu en chemin de fer, madame Napoléon fit la route de Paris à Trouville dans une voiture de paysan. Cela lui prit deux nuits et trois jours.

Le 6 septembre, elle arriva sur le bord de la mer. Il n'y avait en rade que la *Gazelle*, un yacht anglais appartenant à sir J. M. Burgoyne.

Monsieur de Lesseps alla à bord, et après avoir demandé au gentleman anglais sa parole d'honneur de ne pas divulguer son secret, il lui confia que l'ex-impératrice sollicitait la faveur d'être conduite en Angleterre.

Monsieur Burgoyne attendait sa femme, qui revenait de Suisse, et il promit au solliciteur de rendre le service qu'on lui demandait et de partir à l'heure qu'il avait primitivement fixée, c'est-à-dire le lendemain 7 septembre, à sept heures et demie du matin.

Madame Napoléon se rendit le 6 au soir à bord de la *Gazelle*, qui, le lendemain, leva l'ancre à l'heure dite.

La *Gazelle* arriva le jeudi 8, à quatre heures du matin, dans le port de Ryde, et la fugitive, monsieur ~~Ferdinand~~ de Lesseps et madame Lebreton descendirent à l'hôtel d'York, chez monsieur Childe, qui n'aurait jamais reconnu les hôtes qu'il avait reçus, si, dans leur départ précipité, ils n'avaient oublié..... un petit chien... réclamé

dans la soirée par une femme de chambre, qui, alors, déclina les titres et qualités de son auguste maîtresse.

La cause du départ précipité de madame Napoléon avait été la lecture d'un journal anglais, lui apprenant que son fils était à Hastings avec le capitaine Duperré, qui remplissait auprès de lui l'office de protecteur que lui avait confié la mère.

Monsieur Duperré était capitaine de vaisseau, commandant *le Taureau*, mais il avait jugé plus convenable, pour lui sans doute, de remplir une mission de courtisan que de rester à son bord au service de la France.

Depuis, monsieur Duperré a reçu du ministère de la marine l'ordre de rejoindre son poste, mais il n'a pas jugé à propos d'y obtempérer.

La réunion de la mère et du fils se fit au milieu de larmes et de sanglots que nous comprenons.... et auxquels nous serions tout disposés à sympathiser, si nous les croyions inspirés par le repentir... et par un tardif amour de la patrie.

Madame Napoléon s'installa avec sa suite, devenue assez nombreuse par l'adjonction de l'entourage de son fils et une trentaine de domestiques à peu près, à l'Hôtel de la Marine à Hastings, où elle resta jusqu'au 24 septembre.

Ce jour-là, tous les exilés déménagèrent pour aller s'établir à Camden-House, Chislehurst, où ils sont encore en ce moment, et qui est devenu le rendez-vous général de toutes les manœuvres, de tous les complots et menées bonapartistes.

On mène là dedans une vie assez retirée. Madame Napoléon qui, déjà pendant son règne, en sa qualité de *parvenue*, était la terreur et le fléau des domestiques et des employés de la maison impériale, ne s'est pas améliorée dans le malheur. Elle est hautaine, orgueilleuse au delà du possible ; elle a mis sa maison sur un pied de parcimonie destiné sans doute à égarer le public sur les moyens pécuniaires dont elle dispose. Mais ce n'est là qu'un leurre, bon tout au plus à tromper les naïfs, car nous savons de sources certaines que l'ex-majesté a avec elle un capital disponible d'au moins deux cent cinquante millions, sans compter les nombreuses propriétés qu'elle possède personnellement en Espagne, en Italie, en Amérique et en Angleterre.

Dans ce moment, c'est elle qui fournit aux besoins de son ex-auguste époux, et vraiment, le Corse Piétri a beau jeu de démentir les bruits qui ont couru dans les journaux, et d'affirmer que son maître ne possède aucune fortune personnelle.

Parbleu ! c'est sa femme qui a le magot.

---

## XV.

### COMLOT BAZAINE-BOYER. — COMPLICITÉ DE MADAME NAPOLEON.

Nous ne dirons rien de l'intrigue soi-disant conduite par le fameux monsieur N., et dont fut victime le général Bourbaki. Il est certain que le commandant actuel de notre armée de l'Est eut à Hastings une entrevue avec madame Napoléon, qui lui offrit à mots couverts de conspirer contre la France et de la trahir au profit de la restauration des Bonaparte.

Le général refusa avec indignation et ne put que promettre une chose, qui était de ne pas livrer à la publicité, et par conséquent au mépris, les infâmes propositions qu'on lui avait faites. Le général eut tort, mais enfin, nous respectons ses susceptibilités, et nous nous refusons à le juger.

Depuis, le parti bonapartiste a essayé de se venger de lui. Un mouchard a été expédié d'ici, soldé par madame N., pour suivre le général en France, le compromettre malgré lui, le rendre suspect au gouvernement de la défense nationale, et par tous les moyens possibles, priver la France de son courage et de son épée. Cette honteuse campagne n'a heureusement qu'à moitié réussi, et nous savons que bientôt tout cela sera établi, preuves en mains, au grand jour !



Cette mission Bourbaki n'était que le premier acte d'une odieuse comédie, dont la mission Boyer devait être l'infâme dénouement.

~~Tous les~~ ~~cœurs~~ français en ont fait la douloureuse expérience; il y a quelque chose de plus pénible encore que la plus grande défaite, la plus cruelle catastrophe, c'est de constater la honte et la trahison d'un homme entre les mains de qui tout un pays avait mis ses espérances, mais auquel heureusement il n'avait pas confié la garde de son honneur.

En quittant la ville de Metz pour se rendre auprès de l'homme de Sedan, *monsieur Bazaine* (car il n'est plus maréchal de France), caché au fond de sa voiture, n'a échappé que grâce aux gendarmes prussiens à la fureur des femmes de Metz, qui, brisant les vitres de son carrosse, lui ont crié : Rends-nous donc nos fils et nos hommes, traître !

Voilà le verdict populaire, et il restera, car les documents abondent, les preuves foisonnent pour démontrer surabondamment que c'est avec justice que Gambetta a cloué au pilori de la honte le nom de Bazaine.

Ah ! vous croyez, messieurs les bonapartistes, qu'il suffit de déclarer que l'*impératrice* a refusé de sanctionner le démembrement de la France, pour qu'on vous croie sur parole. Allons donc !

Le 18 octobre, le comité de guerre de l'armée fut convoqué au grand quartier-général du banc Saint-Martin, pour entendre le rapport du général Boyer sur sa mission à Versailles. M. Boyer, qui laissa ignorer au conseil qu'il avait fait une

démarche auprès de madame Napoléon, dit que Bismark ne traiterait qu'à la condition que l'armée reconnaîtrait et soutiendrait tous les engagements pris par l'impératrice régente, le seul gouvernement régulier que la Prusse voulait bien reconnaître en France.

Le conseil décida d'envoyer M. Boyer à Hastings (il ignorait sans doute que l'ex-impératrice était à Camden-House, Chislehurst).

Le 24 octobre, six jours après, alors qu'on n'avait pas eu le temps matériel de pouvoir se rendre en Angleterre, Bazaine déclare au conseil que l'impératrice ne veut pas s'occuper de traiter et qu'elle fait des vœux pour l'armée de Metz.

Bazaine pouvait parler à coup sûr des intentions de madame Napoléon, car il avait eu une entrevue avec elle, dans son quartier-général, la nuit du 23 au 24 octobre; sous un incognito qu'on croyait impénétrable, madame Napoléon, retour d'une troisième visite à son époux, avait gagné Luxembourg, et de là était partie pour Metz dans une voiture desservie par des relais prussiens. Pour ne pas faire le détour par le chemin de fer de Saarbruck, et pour prendre la route de terre qui passe à travers les lignes d'investissement de Thionville, elle était munie d'un sauf-conduit tout spécial, signé par M. de Bismark en personne.

---

## XVI.

### SES MANŒUVRES.— SES VOYAGES.— SES INCOGNITOS.

Pour toutes ces allées et venues, on prenait un certain soin ; on voyageait avec une très-grande rapidité. Grâce à un secret assez bien gardé, les journaux n'étaient prévenus qu'après deux et trois jours.... ils annonçaient le passage de l'impératrice à Arlon, Bruxelles, Willemshöhe, le jour même de leur date, pour paraître bien informés ; mais ce dont ils parlaient avait eu lieu la veille ou l'avant-veille, c'est ce qui donnait beau jeu aux journaux bonapartistes pour répondre : Tel jour, telle heure, l'impératrice, qu'on disait à\*\*\*... recevait à Chislehurst la visite de la reine d'Angleterre... par exemple.

Ce jeu-là a trompé bien des gens, mais il est un fait certain, c'est que, depuis son arrivée en Angleterre, madame Napoléon a disparu cinq fois pendant des périodes qui ont varié depuis quarante-huit heures jusqu'à cinq jours.

A ces moments-là, il arrivait toujours des visites nombreuses ; les inconnus étaient éconduits sous prétexte que Sa Majesté était souffrante, les tièdes amis faisaient antichambre jusqu'à ce qu'on les informât que Sa Majesté regrettait de ne pouvoir les recevoir pour le moment ; les sûrs, les fidèles, étaient régulièrement introduits, ils allaient présenter

leurs compliments au fauteuil... vide de madame, faisaient un bout de conversation avec le confident.... le capitaine Duperré, et ressortaient ravis, prêts à jouer leur rôle de témoins dans un *alibi* préparé pour les besoins de la cause.

Ce n'est pas plus difficile que cela.

Pendant ce temps, les trains express, les bateaux spécialement frétés, marchaient avec une rapidité vertigineuse, et madame Napoléon jouissait pleinement de cet heureux privilège d'ubiquité, qui a toujours été l'apanage des grands de ce monde, des jongleurs de profession et des voleurs de grand chemin, qui ont besoin de tromper la maréchaussée sur leurs faits et gestes.

Madame Napoléon était encore servie par ses incognitos. Elle partait avec un..... inconnu et passait pour sa femme, elle descendait même jusqu'au rôle de servante; elle était, suivant le besoin, brune ou blonde à volonté; enfin, ayant recours à tous les subterfuges, elle jouait tous les jeux et trompait toutes les surveillances, elle s'imposait toutes les privations, subissait tous les désagréments, courait même certains petits dangers anodins, en un mot, se sacrifiait!..... Et tout cela pourquoi?

Pour remplir son devoir d'épouse... et aller porter les consolations de son amour au malheureux prisonnier de Sedan, à ce captif infortuné, qui n'avait pas voulu séparer son sort de celui de sa brave armée et qui subissait avec elle... toutes les horreurs que l'on sait des prisons prussiennes? Non pas! à cette mission-là, une autre femme avait

pourvu ! Sa Majesté la reine de Prusse s'était chargée du bien-être matériel du captif de son mari ; et quant aux consolations morales, l'homme de Sedan étant incapable de les apprécier, on était dispensé de ce soin.

Mais alors, c'était sans doute pour aller organiser en Allemagne les secours aux prisonniers français, à ces pauvres soldats de Sedan que n'avait pu sauver l'héroïsme de leur empereur, utilisant ainsi les centaines de millions qu'on avait emportés ? Non, pas encore cela ; la seule aumône qu'on faisait à ces pauvres gens était une distribution, très-libérale par exemple, du journal le *Drapeau*, dont la bourse de madame faisait et fait encore les frais.... en récompensant les glorieux services des gens que l'on sait et en entretenant le dévouement de l'armée !

Mais alors, on allait sans doute essayer de fléchir la colère et d'arrêter la vengeance inexorable de ce Prussien, qui avait déclaré ne pas faire la guerre à la France, mais seulement à Napoléon III ; on allait auprès de ce rigide vainqueur et de son cauteleux ministre prendre ce rôle de suppliante que la France se refusait à remplir ? Non, pas encore cela ; au contraire, on disait volontiers au Prussien : Frappez fort ! courbez-nous ces orgueilleux républicains, ces Français faufarons, ce sera de la besogne de moins pour nous..... au retour !

Rien, rien, de tout cela ! Ce qu'on voulait, c'était d'obtenir du vieil homme de décembre, de l'histrion de Boulogne, de l'amoureux de Compiègne, du

lâche de Sedan.... *UNE ABDICATION absolue, définitive, de la couronne impériale en faveur de son fils et de la régence de la mère !* . . . !

Avec cette pièce en main, légalement paraphée, contresignée des maréchaux, des généraux, des ex-ministres, monsieur de Bismark avait promis de traiter, de laisser l'armée de Metz intacte au service de la régente, qui, de son côté, abandonnait l'Alsace et la Lorraine, les deux tiers de notre flotte et une indemnité de cinq milliards de francs.

Monsieur de Bismark tient en ses mains, un pareil engagement revêtu de la signature de madame Napoléon, et il s'en servira un jour, soyez-en sûr. Mais le sédentaire, qui connaît madame, n'a jamais voulu signer son abdication; il avait peur sans doute qu'après cela, son avenir... à lui ne fût pas assuré!

Et la voilà, cette femme qu'on voudrait nous représenter comme pleurant les malheurs de la France !

Allons ! madame, si vous voulez que l'on vous croie, des actes ! des actes !

Envoyez vos millions au gouvernement de la défense nationale ! Dites donc à vos partisans de ne plus conspirer, chassez-moi donc de vos anti-chambres ces repus et ces lâches qui les encombrent, et vous rendant justice à vous-même et à votre parti, par un de ces héroïsmes auquel quelques femmes atteignent, déclarez donc à la face du monde que votre dynastie est finie, et que la France rentre dans le chemin de l'honneur, d'où vingt ans d'empire l'avait fait dévier.

## XVII.

### SES VISITES. — SES ENTREVUES.

Dans cette malheureuse France, dont son mari avait fait, avec les Morny, les Fialin, les Magnan, les Baroche et autres, *un cabaret*, suivant l'expression triviale de la Metternich, madame Napoléon remplissait, à la satisfaction générale, le rôle de maîtresse de maison,

On tenait table ouverte, et les empereurs et les rois s'y rendaient assez volontiers ; mais, sauf les vieux, ils avaient le soin de ne guère y amener leurs femmes, de sorte que la maîtresse du logis n'eut jamais de concurrente à craindre, pour se voir enlever le sceptre de la beauté. On continuait toujours à être entre hommes.

La reine d'Angleterre n'avait cédé qu'à d'absolues nécessités de politique lors de sa visite aux Tuileries. Plus tard, se rendant à une villégiature continentale, la même Majesté avait encore traversé Paris. Madame Napoléon s'était empressée de rendre visite à sa *cousine*, de par l'usage. Elle s'attendait évidemment à ce que sa politesse lui serait rendue dans la même journée ; elle avait même fait à cette intention des préparatifs, donné des ordres, endossé des toilettes mirobolantes....., mais le tout en pure perte, car la cousine visitée le matin eut la migraine le soir, et, subitement guérie, partit le lendemain.

Paris glosa et rit beaucoup de cette impolitesse, mais madame Napoléon entra dans une fureur indescriptible..., elle en écrivit à Louis, elle exigea que la France fit de cette misère une affaire d'État, fut de ce moment l'ennemie la plus acharnée de l'alliance anglaise, enfin, fit tant et si bien que les relations diplomatiques des deux pays s'en ressentirent notablement. Et nous sommes plus sérieux et plus dans le vrai qu'on ne le pourrait supposer, en affirmant que cette ridicule fureur contribua pour sa part à relâcher entre les deux pays les liens d'amitié qui les unissaient, et à paver la voie de l'abandon dans lequel l'Angleterre laisse aujourd'hui la France.

. . . . .  
Quand un souverain étranger met, en exilé et en fugitif, le pied sur le territoire anglais, ce refuge classique des détrônés, il est d'usage que le souverain d'Angleterre leur rende immédiatement une visite de condoléance.

La reine remplit ce devoir de convenance envers Louis-Philippe, dans les trois jours de son arrivée.... Elle n'a fait la même visite à madame Napoléon qu'après deux mois pleins écoulés, et encore, avec une si mauvaise grâce, que vraiment cette dernière n'a pas dû en être excessivement flattée.

En thèse générale, nous ne sommes pas grands admirateurs de cette caste particulière d'*exploiteurs* qu'on appelle les *rois*. Leur grandeur n'est en somme que relative à la petitesse et au servilisme de ceux qui se laissent gouverner ; leurs vertus, ou



du moins celles dont on entretient le peuple, ne sont guère que des vérités de courtisans; leur utilité plus que problématique ne nous semble répondre à rien autre chose absolument qu'à ce besoin puéril qu'ont les masses d'un hochet emplumé, les monuments publics d'une inscription, les tricornes d'un panache, les casques d'une aigrette, les vieux habits d'un galon, les vaisseaux d'une flamme, ou les vieilles maisons d'une girouette et les neuves d'un bouquet!

Mais encore est-il juste de respecter chez ces gens-là de certaines susceptibilités, et vraiment, nous ne nous sentons pas la force de blâmer les hommes de leur laisser-aller, non plus que les honnêtes femmes de leurs abstentions.

Si les visites ont été rares, les entrevues en revanche sont nombreuses.

Entrevue de Biarritz avec la reine d'Espagne, suivies de beaucoup d'autres à Paris et ailleurs en l'absence aussi bien qu'en présence de *il signor Marfori!*

Entrevue avec le mastodonte Ismaïl Pacha, pèlerinages au harem, où madame avoue dans une lettre à son époux avoir été témoin des danses les plus indécentes qu'elle ait jamais vues! Que devait-ce donc être, mon Dieu!

Et depuis surtout que madame Napoléon est en Angleterre, entrevues de toutes les sortes, conciliabules de toutes les espèces, avec les plus marquants comme avec les plus infimes agents du bonapartisme. Entrevues de toutes les heures :

madame n'est jamais ni sortie ni malade pour le plus vulgaire mouchard qui vient lui apporter un renseignement, le plus audacieux coquin qui vient lui offrir son concours non gratuit. Il y a une demi-virtu chez ces Bonaparte, c'est de ne jamais refuser une aide si minime qu'elle soit ; ils ne s'arrêtent pas au casier judiciaire de leurs séides, ce leur est même une recommandation quand on a eu maille à partir avec la justice.

Il est vrai que lorsqu'on a fait le 2 décembre, on est l'égal de tous les criminels et qu'on n'a plus à rougir de personne.

---

## XVIII.

### SON ENTOURAGE A LONDRES.

Nous ne parlerons pas du menu fretin de la domesticité ; que madame Napoléon ait trente ou quarante laquais, cela ne nous importe qu'en ce sens que c'est l'argent de la France qui les paie.

Camden-House, près de la petite ville de Chislehurst, comté de Kent, en Angleterre, est une de ces grandes et confortables résidences comme il y en a tant dans ce pays, où l'aristocratie passe la plus grande partie de l'année dans ses terres. Un parc immense, aux arbres centenaires, entoure la maison, et aux environs, un assez grand nombre de fermes très-riches font une ceinture à ce château,

dont elles sont financièrement les très-lucratifs tributaires. Cette propriété passe pour appartenir personnellement à madame Napoléon, sous le couvert d'un fidéi-commis, rendu nécessaire par la législation anglaise, qui ne permet la possession du sol qu'aux seuls citoyens anglais.

Les seuls habitants à demeure fixe du château sont : madame Napoléon, monsieur son fils, monsieur le capitaine Duperré et madame Lebreton. On n'a pas même conservé un répétiteur ou un précepteur pour continuer l'éducation du jeune homme. Le capitaine suffit à tout, paraît-il, et son dévouement est sans limites, s'il n'est pas sans récompense !

Mais de cet isolement relatif, il ne faut pas conclure que là se borne l'entourage de madame Napoléon, qui au contraire est très-nombreux.

Il se compose, peut-on dire, presque sans exception, de tous les bonapartistes qui, sous l'empire, ont fait des fortunes si scandaleuses que, ne pouvant en justifier l'origine et n'espérant en pouvoir jouir en paix sous aucun régime autre que celui des Bonaparte, ils ont mis leur dernière espérance en la restauration de madame la régente.

Voilà les dévouements qui l'entourent !

Ce sont Fialin, créé duc de Persigny par la grâce impériale ; cet ex-sous-officier de cavalerie, qui est devenu millionnaire et seigneur de Chamarande, et qui s'ennuie depuis qu'il n'a plus occasion de caser la belle prose que lui fournissaient ses secrétaires.

Rouher, l'épais auvergnat, le foudre d'éloquence, qui a été le porte-parole et le complaisant de toutes les palinodies politiques de monsieur Napoléon, celui qui prononçait au corps législatif les discours du maître et les « jamais ! » des cléricaux de madame, le petit avocat lourd et pâteux de Riom, que l'empire n'a pas eu le temps de faire duc ou prince, celui qui s'est cru et se croit encore un des grands hommes d'état de l'Europe, et qui, en politique, n'a jamais été qu'un fort piètre sire, l'homme aux trois tronçons....., celui enfin qui, pauvre il y a quelques années, est aujourd'hui plusieurs fois millionnaire.

Schneider, l'homonyme d'une femme en somme plus remarquable que lui, l'exploiteur du Creusot, l'homme qui a sur la conscience le meurtre des malheureux ouvriers qu'on a tués dans ses usines, ce président du corps législatif, qui, second Dupin, l'heure du danger et des comptes étant venu, n'a pas eu le triste courage de rester sur son fauteuil.

Baroche, celui qui devançait la justice du peuple, mais duquel nous nous abstiendrons de parler, parce que la mort, aussi bien que l'héroïque courage de son fils, l'ont soustrait à notre sévérité.

Lavalette, ce marquis, ministre des affaires étrangères, qui avait fait un pacte de famille avec Rouher, pensant en faire un bail avec le pouvoir.

De Bouville, ce modèle des préfets à poigne, qui, journaliste assez peu fortuné, lors du coup d'état, sut si bien manœuvrer et rendre de tels services, qu'il est devenu depuis un des plus gros bonnets de

la bande et auquel le temps seul a manqué pour devenir ministre. Le capitaine Duperré, qui, jusqu'à présent, a été spécialement chargé de la correspondance de madame avec le *Daily Telegraph*, pour démentir ses voyages et nier ses altercations avec le très-cher cousin, celui-là même qui, dans une lettre et un discours célèbres, avait si audacieusement affirmé l'union modèle et l'amour admirable qui régnaient et régneraient toujours dans la famille Bonaparte quand viendraient les jours mauvais ! Et nous en passons, et des meilleurs.

A propos du reproche que nous adressons à la plupart de ces gens de s'être taillé des fortunes seigneuriales pendant leur passage aux affaires, nous voulons réfuter une objection que souvent nous avons entendu faire par quelques personnes de bonne foi.

Ces messieurs ont pu légitimement faire des économies sur les traitements excessifs si vous voulez, mais du moins légaux, qu'ils recevaient.

La raison n'est que spécieuse, et la réponse est d'autant plus facile qu'elle se résout à une simple question de chiffres, sans oublier les opérations financières qu'ils ont pu faire.

Ah ! c'est là que nous vous attendions, ayez donc le courage de le dire : ils ont joué à la Bourse !

Disposant des ficelles qui font mouvoir la hausse et la baisse, dépositaires de ces fameux secrets d'état qui ne sont le plus souvent créés et mis au monde que pour amener dans la poche de leurs auteurs ce qu'on appelle par euphémisme *les diffé-*

*rences*, ces gens ne sont ni plus ni moins que les égaux de ces *grecs* se servant de cartes biseautées, c'est-à-dire, des voleurs !

Et l'on ne nous contredira pas, en contemplant les immenses catastrophes financières qui ont signalé l'empire !

Pauvres actionnaires ! Vous demandez où est votre argent !

Regardez dans la poche des Bonaparte et des bonapartistes !

---

## XIX.

### SES PROJETS !

Les projets et les visées de madame Napoléon ressortent évidemment de tout ce que nous avons dit d'elle dans le cours de cet opuscule et nous écrivons ici un chapitre inutile pour la plupart de nos lecteurs.

Mais nous le ferons court et à titre de simple résumé.

Madame Napoléon visa à être impératrice, elle le fut ; mère, elle le devint ; elle voulut se créer un parti, elle y réussit au delà de toute espérance, car il est incontestable qu'elle en eut un très-puissant, nommé le parti *de la cour*, et qui, influent de 1860 à 1867, devint presque maître de la situation de 1867 à 1870.

Pour se convaincre de la vérité de cette assertion, il suffit de regarder et de voir.

Il y a à cette heure deux émigrations bonapartistes distinctes, deux foyers, deux centres d'intrigues : Bruxelles et Londres.

Bruxelles et Willemshöhe ne font qu'un, ce sont les partisans du mystérieux idiot qui a su longtemps se faire passer pour un aigle qui y fourmillent; ceux qui, compromis trop gravement, ne peuvent avoir d'espoir que dans le maître, et qui pour la plupart ont été répudiés par le parti plus clairvoyant et aujourd'hui plus en faveur de la régente; ceux qui, comme Devienne, ont trop personnellement servi les caprices du *doux seigneur* pour jamais trouver grâce devant la rancune de l'altière Espagnole.

Londres a donné refuge aux prévoyants qui avaient plu à madame, ou ne s'étaient jamais déclarés ses ennemis, ceux qui ont reconnu et s'avouent entre eux que le *sédentaire* est définitivement perdu, et qui travaillent de toutes leurs forces à mettre sur pied cette autre légende, seconde manière des Napoléon, contre laquelle nous avons écrit ces pages, en en démasquant l'héroïne.

Depuis longtemps, madame Napoléon préméditait un coup d'état de famille à son profit, et il eût réussi... si la catastrophe amenée par les agissements, les déprédations de vingt ans, ne fût venue tout détruire sous les ruines inouïes et sans précédents dont la France est accablée.

Nous reconnaissons, madame, que vous avez été

très-habile, nous admettrons même, si cela peut vous faire plaisir, que vous fûtes une intrigante de génie, mais rien de plus.

---

## XX.

### SES RÊVES !

Donc, aujourd'hui tout s'évanouit en fumée, et de ces beaux projets, de ces marches savantes, de ces intrigues machiavéliques, de ces combinaisons politiques, de ces menées souterraines, de ces efforts de popularité, il ne reste plus rien que quelques châteaux en Espagne, et un assez joli nombre de millions !!!

Avoir rêvé d'être la moderne Cléopâtre, et n'avoir réussi qu'à devenir la femme d'un César de contrebande ;

Avoir rêvé d'être la Catherine de Médicis de la France impériale, et n'être plus que la mère détrônée d'un pauvre petit jeune homme à la santé débile, comme un nouveau François II, qui n'a pas eu, et qui n'aura pas l'amour d'une seconde Marie Stuart ;

Avoir rêvé de remplir le rôle de la grande Catherine, impératrice de toutes les Russies, avoir comme elle réussi à s'élever au trône d'une position



relativement humble, mais n'avoir pas trouvé son Potemkin, et surtout n'avoir pas pu comme elle devenir maîtresse d'un grand empire, et en somme, n'aboutir qu'à une vie ignorée dans ses vieux jours, entourée d'une fortune dont chaque écu représente un remords ;

Avoir voulu jouer ce beau rôle de Marie-Thérèse, luttant en homme pour pouvoir sauvegarder l'héritage de son fils, et ne réussir qu'à rester la veuve d'un individu qui n'est pas mort, et la garde-malade d'un mari goutteux et d'un fils lymphatique ;

Avoir voulu ressembler à la belle Marie-Antoinette, comme elle avoir tenu le sceptre de la beauté et de la grâce, avoir été comme elle la reine de la fashion et de la mode, mais se voir refuser l'apothéose du temple, l'autel de la place de la Révolution, et finir misérablement comme on a commencé, par une vie inutile et sans éclat ;

Avoir fait de si beaux rêves et retomber lourdement et honteusement dans la réalité poignante....

C'est évidemment un sort cruel, mais aussi, c'est une punition justement méritée !

C'est la justice de Dieu qui commence !

Ah ! madame, on n'est pas impunément la femme du crime fait homme ! Ce n'est pas impunément que par son élévation on insulte à la morale publique, à toutes les notions du droit et de la justice, qu'impunément encore on exploite une nation, ou pressure un peuple, qu'on prend sur le budget de la guerre des millions pour payer le dévouement de ses complices ou acquitter la note

de sa couturière et de son parfumeur... tôt ou tard, arrive l'heure des comptes à régler, et l'on tombe d'autant plus bas que l'on tombe de plus haut !

Femme ! il ne vous reste plus qu'un devoir à remplir, et, si c'est possible, pour obtenir un demi-pardon de cette France dont vous et les vôtres aurez fait et le malheur et la honte, élevez votre fils en citoyen et tâchez de lui désapprendre le rôle de prétendant !

Dans la longue nomenclature des pages de notre histoire, aussi bien que dans celles du monde tout entier, il y a eu des rois dont le nom n'est parvenu à la postérité que parce qu'ils ont été les époux faibléants de saintes femmes, ou de puissants esprits politiques, il y a eu des reines et des impératrices dont le nom n'a été sauvé de l'oubli que parce qu'elles ont été les femmes, les épouses et les mères de grands hommes, de grands généraux, de grands législateurs et de rois intègres. Vous n'aurez pas pareil service à vous devoir l'un à l'autre. D'aujourd'hui, tous les deux vous retournez au néant, d'où, pour le bonheur et l'édification de la France et du monde, vous n'eussiez jamais dû sortir !!!

---



## CONCLUSION.

---

*Ecce mulier !*

Pour ceux qui l'ont connue dans sa jeunesse et dans sa gloire, il suffisait d'un regard jeté sur cette figure insignifiante dans sa grâce pour comprendre que les grandeurs éphémères n'ont rien changé au fond de cette nature aventureuse et futile, et que l'intelligence n'était pas au niveau de la fortune. Vers la fin, ce n'était plus même une figure, mais une œuvre d'art. Eugénie quadragénaire était peinte comme une princesse du demi-monde.

Il y avait du demi-monde en effet dans l'ensemble de cette souveraine factice contemporaine et voisine du déclassement de la société française et du règne des courtisanes, dans cette femme dont l'avènement à un trône volé n'avait été que le 2 décembre d'un caprice impérial surexcité par une résistance habile, n'avait en somme pu faire qu'une souveraine de contrebande !

Elle fut, elle devait être, l'impératrice provisoire d'un moment où la politique s'appelait Morny et Rouher, où le roman se nommait Ponson du Terrail, où les grandes dames n'étaient que des cocodettes, où le tailleur pour femmes devenait une puissance, où les fils des croisés, les fils de Voltaire, les fils des agents de change allaient pêle-mêle jouer un jeu d'enfer chez la Cora Pearl ou la Barruci, où le théâtre appartenait aux féeries, la parole au mensonge, le succès au *Figaro*. Paris à monsieur Haussmann, l'argent aux agioteurs, l'urne électorale aux préfets, et la France aux charlatans !

*Ecce mulier !*

Elle a voulu essayer de dégager sa responsabilité dans ce sombre tissu de crimes qu'on appelle le second empire, par quelques actes de courage ou de charité !

Elle va faire, à grand renfort de publicité, ce que vingt mille sœurs de Saint-Vincent de Paul font simplement tous les jours

sans le crier si fort et nous ne sachions pas que le simple accomplissement d'un très-simple devoir méritât en somme d'être chanté si haut !

On a fondé pour elle quelques établissements de charité, dont plusieurs, la Caisse du prince impérial entre autres, payaient assez bien ; mais on l'a fait avec l'argent de la France, sans qu'il lui en ait coûté un sacrifice ou une privation.

Et l'on voudrait que nous la considérions comme libérée *vis-à-vis de nous*, qu'avec ces simagrées nous lui permettions de se créer des droits à notre respect et des espoirs de restauration sur les ruines fumantes de notre France ?

Ah ! allons donc ! Elle n'en mérite pas moins dans la mesure de son influence d'être regardée comme complice du mal affreux que nous ont fait l'empire et l'empereur.

Si le couple impérial fut sujet à des querelles de ménage, il ne s'accorda que trop bien sur un point. On eût dit qu'il s'était distribué les diverses parties de ce rôle de dissolvant dont nous subissons aujourd'hui les conséquences fatales.

Louis Bonaparte s'était chargé de sa politique, de la diplomatie, de la guerre, des administrations, et des finances publiques. Eugénie, obéissant à ses goûts mesquins et frivoles, incapable de vraie grandeur, créa, pour ce monde énervé et pervers, une atmosphère particulière de parfumerie et de serre-chaude, où des plaisirs extravagants et puérils alternaient avec un inexorable ennui !

Plus que personne, elle contribua à abaisser par ses préférences cet idéal, qui, suivant qu'il s'élève ou se dégrade, ennoblit ou avilit une nation et une époque.

Elle répandit dans son entourage, qui le communiqua de proche en proche, cette passion de diamants et de toilette onéreuse pour tous, ruineux pour un grand nombre, qui vers la fin de son règne arracha à un vieux drôle (pour le pousser en plein Sénat) un cri d'alarme contre le luxe effréné des femmes !

Sa piété n'eut rien de solide ni de grave. Volontairement associée aux hypocrisies de son auguste époux, condamnée aux ennuis des longs sermons qu'apaisaient les créations de M. Worth, au décorum des *Te Deum* officiels, qui précédaient ou suivaient les cascades de la *Vie parisienne* ou les proverbes de M. Octave F. Millet, cette piété fut d'un mauvais exemple, en ce sens qu'elle

échoua dans le vide, qu'elle ne fut jamais appuyée par des actes, que personne ne la prit jamais au sérieux et qu'elle ne fit qu'affermir dans leur cynisme les roués, les mécréants et les viveurs dont foisonnait la cour impériale.

*Ecce mulier!*

Voilà, voilà, dans toute sa nudité la femme, qui, de concert avec son époux, a fait de la France ce que l'on sait et de Paris la Babylone de l'Europe !

. . . . .  
. . . . .  
. . . . .  
. . . . .

## PARIS.

Paris ! la Babylone moderne, la Gomorrhe de son siècle, la Sodome de 1870, dites-vous, ô salariés de Guillaume et de Bismark, Paris, que vous soumettez au bombardement pour le laver de ses souillures ! Mais vous oubliez tous, Russes, Prussiens, Autrichiens, Italiens et Anglais, de dire que c'est vous, vous les débauchés de l'Europe, qui, vous y donnant rendez-vous, alors que le gouvernement impérial favorisait ce flux de corruption, que c'est vous, vous, qui avez fait de Paris le théâtre de vos saturnales !

Le Nord y envoyait son empereur pour assister en débotté aux obscénités scéniques d'une prostituée en renom ; l'Allemagne y entassait ses espions, y envoyait ses plus blondes filles remplir les lupanars, ses princes goulus se gorger de ses vins et de sa bonne chère, et l'Italie lui expédiait ses proxénètes et ses entremetteurs, ses assassins et ses pifferari.

Et la dernière de toutes, sinon la moins prédominante, la pudique Angleterre, y fournissait la première, sinon la plus belle de ses courtisanes, ses riches bourgeois, ses lords, ses princes, qui venaient ; dans des orgies célèbres, s'y dédommager des privations et des hypocrisies nationales !

Mais, à cette heure qu'une révolution pacifique, et qui n'a pas

coûté une seule goutte de sang, a balayé toute cette boue immonde, contemplez-le, ce Paris livré à lui-même.

La voyez-vous, cette grande et sublime cité? Elle n'a plus de police, mais aussi elle n'a plus de voleurs; elle n'a plus de Germains, mais aussi elle n'a plus ni mendiants ni espions; depuis qu'impérialistes et colonies étrangères sont parties, elle n'a plus de femmes galantes, mais elle a des femmes honnêtes, des épouses, des patriotes, des Françaises, qui encouragent les hommes au combat, des mères sublimes, dont les bombes du civilisateur Guillaume vont tuer les enfants jusque dans leurs bras, ce qui ne les empêche pas de crier : Vive la France ! Paris n'a plus de banquiers prussiens, de juifs allemands, de courtisans impériaux ni de laquais bonapartistes, mais en revanche, il a des citoyens qui sont tous devenus des soldats !

Dans les murs du cœur de la France, il n'y a plus ni banquistes, ni coulissiers, ni agioteurs, ni traitants, mais en revanche, il y a d'honnêtes gens qui partagent entre eux leur moindre bouchée de pain, et qui apportent leurs biens, leurs fortunes, leur vie, sur l'autel de la patrie !

Et maintenant, ô Europe ! descends dans le fonds de ta conscience et dis-nous combien de tes capitales seraient capables d'en faire autant.

. . . . .

Il viendra, le jour de la délivrance, car ce Dieu, cette Providence que Guillaume remercie quand il est victorieux, et qu'il renie quand il est vaincu, est un Dieu de justice, et à moins que le droit ne périsse, la France doit être libre !

Londres, janvier 1871.

FIN.

MONSIEUR  
NAPOLÉON  
ET  
SA COUR



---

**DÉPOSÉ AU VŒU DE LA LOI**

---

*Saint Mars, Gabrielle Vigne l'interne de  
= Courtiras, vicomtesse de.*

*1.*

MONSIEUR

# NAPOLÉON

ET

SA COUR

---

CINQUIÈME ÉDITION

---

BRUXELLES

OFFICE DE PUBLICITÉ

A.-N. LEBÈGUE ET C<sup>e</sup>, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE DE LA MADELEINE, 46

---

REPRODUCTION INTERDITE



*La Vierge du Va*

*Félix*

## AVANT-PROPOS.

La guerre est-elle finie, ou va-t-elle continuer jusqu'à l'épuisement complet de la France? Al-lons-nous, au prix de sacrifices bien douloureux, mettre un terme à cette lutte qui, depuis six mois, accable notre patrie de désastres et de désolations? Nous n'éprouvons aucune humilia-tion à convenir de notre défaite, et nous rejetons les subterfuges dont se sert la vanité blessée. Il y a, selon nous, une certaine dignité dans cet aveu.

Malgré la situation critique où nous sommes,

la plus réelle difficulté n'est pas encore abordée peut-être.

Après les batailles terminées, il nous reste à régler notre avenir, à choisir un gouvernement, à décider de notre sort. Le pays est appelé de nouveau à prononcer sur lui-même et pour lui-même. Jamais, ce me semble, une circonstance plus grande ne se présenta dans la vie d'un peuple. Aussi, nos devoirs changent maintenant ; après avoir défendu la patrie, il appartient aux bons citoyens de la diriger, de lui signaler les écueils qui l'entourent et de tout employer pour la conduire au port.

La vérité doit se produire et se faire jour. Il ne s'agit plus de se taire, il faut éclairer les masses et chercher pour elles dans le passé un préservatif contre de nouvelles erreurs.

Un homme qui se respecte ne calomnie jamais, une certaine réserve lui est imposée

envers les grandeurs déchues ; cependant, lorsque l'honneur d'une nation, lorsque ses intérêts les plus chers sont en jeu, il serait coupable s'il gardait le silence.

Les partisans de l'empire s'agitent, ils déploient leurs dernières ressources et cherchent tous les moyens de ramener ce gouvernement honteux, auquel nous devons notre ruine et nos malheurs.

Quelques esprits faciles peuvent se laisser séduire par cette pitié qu'inspire l'infortune. On peut leur persuader que Napoléon et les siens ont été victimes des passions démagogiques, et que, poussés à une guerre inévitable, par l'influence pernicieuse de leurs ennemis acharnés, ils n'ont pas mérité leur sort.

De semblables idées proclamées, répandues, acceptées, plongeraient la France dans un abîme de misères et de douleurs : il importe de les combattre, c'est ce que nous allons essayer.

Pour arriver à ce but, le moyen le plus efficace est de faire connaître ceux qu'on cherche à nous imposer, de les montrer tels qu'ils sont, sans haine, et avec la loyauté de la stricte justice, de tracer enfin un tableau réel, impartial, de ce bas-empire qui nous a livrés à la merci de l'étranger.

Nous ne serons que vrais, qu'on lise et qu'on juge!

---

# I

**SOMMAIRE.** — Monsieur Napoléon. — Madame. — L'héritier. — Préjugés de la foule. — Comment elle juge sans savoir. — La vérité vraie. — Le Français d'Allemagne. — Le rire en dedans. — Le feu et l'eau. — Les étoiles et leurs conséquences. — L'homme à plans. — Point de prestige. — On le mène. — Le perroquet mélancolique. — L'autruche. — Comme il est roulé. — Ni héros ni scélérat. — Un masque. — Le silence. — La cigarette éternelle. — La foi en soi. — Le *va-tout*. — La fin.

Monsieur Napoléon est généralement mal jugé. On exagère ses défauts et ses qualités, suivant cette maxime que rien n'est petit chez les grands. Il y a dans ce Bonaparte du bon et du mauvais, dont personne ne parle, tandis qu'on fait sonner très-haut ce qui n'y est pas.

Monsieur Napoléon passe pour très-intelligent, il se croit même spirituel ; il n'a rien de



français, c'est un Allemand sombre et rêveur, c'est un Anglais empesé, c'est tout ce qu'on voudra, excepté un Gaulois. Il est facile à amuser, il aime à rire en dedans, ce qui nous plaît et nous intéresse n'est pas son fait ; il ne l'avoue pas, pourtant il suffit de l'étudier pour le voir. Notre nation ne lui plaît point, telle qu'elle est. Il ne la connaît ni ne l'apprécie. Il voudrait l'animer de son souffle, il n'y réussira pas, c'est le feu et l'eau.

Bien qu'il ait des dehors religieux, il n'est point croyant. Sa foi, c'est la superstition. S'il y avait encore des astrologues, il en eût caché un aux Tuileries comme Catherine de Médicis. Il est fataliste ; selon lui, ce qui arrive est écrit et les étoiles jouent un rôle important dans nos destinées. Une diseuse de bonne aventure lui a prédit son élévation, ce qui, joint aux circonstances romanesques de sa vie, compose un horoscope sur lequel il compte pour le présent et pour l'avenir.

Il ne fait pas le mal pour l'amour du mal ; s'il s'en produit par sa faute, c'est à son insu, c'est que l'exécution de ses plans l'exige, car mon-

sieur Napoléon est un homme fertile en plans. Il en fait à propos de tout; il entasse les probabilités les unes sur les autres, il en déduit les conséquences, et il les croit enfouies quand il n'en a parlé à personne. Il a de l'astuce, cependant l'adresse lui manque. Il ne sait ni plaire ni enthousiasmer; cette séduction sympathique, indispensable aux souverains, lui fait défaut. Il manque complètement de prestige.

On le croit très-énergique, d'une volonté inébranlable, c'est une erreur; il n'est pas ferme, il est entêté. Pour ceux qui savent s'y prendre, rien de plus facile que de le mener, tout en lui laissant croire qu'il est le maître. Sa femme le mène, ses ministres le mènent, ses maîtresses le menaient; l'opinion, qu'il fait profession de mépriser, le mène. Il l'a prouvé le jour où, pour la caresser, il a cru nécessaire d'accorder des concessions au libéralisme. On a dit de lui qu'il ressemblait à un perroquet mélancolique; il a aussi beaucoup de l'autruche : lorsqu'il se cache la tête, il se figure qu'on ne le voit pas.

Aussi Bismark l'a joué, il l'a dupé comme un enfant crédule. On l'a roulé pour la guerre

d'Italie, pour celle du Mexique, pour la question parlementaire; enfin, il n'est guère d'événements de son règne où ce profond politique n'ait été pris à un piège quelconque. Même aujourd'hui, il s'abuse, il regarde encore si les nuages permettent à son astre de *montrer le bout de son nez*; qu'il en aperçoive un pâle rayon, il se croira acclamé et triomphant.

Monsieur Napoléon n'aime l'argent que comme moyen et pour ce qu'il procure. Il l'a semé sans compter, sachant ce qu'il rapporte, et méprisant profondément ceux qu'il achète. Depuis qu'il est déchu, on l'accable d'injures, — on le traitera peut-être de scélérat, de monstre; il ne mérite point tout cela, pas plus qu'il ne méritait les éloges prodigués par ses flatteurs. Ce n'est point un héros, encore moins un génie, ce n'est pas non plus un misérable et un coquin; c'est un homme ambitieux, sans le moindre préjugé, la nature l'a doué d'un masque impénétrable, qui laisse supposer à la foule une grande profondeur unie à la puissance des idées. Son principal secret est qu'il se domine, par là, il domine souvent les autres.

Les souverains peu communicatifs puisent

une force réelle dans leur silence et dans leur morgue. Ils ont l'air de voiler de sublimes pensées, tandis que c'est chez eux une simple affaire de tempérament, leur flegme masque la nullité de leur esprit.

Monsieur Napoléon est plutôt audacieux que brave, il fuit les périls tout en ayant l'air de vouloir les braver. Aucune émotion ne l'entraîne jamais. Il affecte d'être partout le même. Il fumait son éternelle cigarette à Sedan, avec son éternel sang-froid, comme s'il avait assisté à la revue de ses troupes.

Il se rappelle les services rendus et il l'a prouvé. Il n'oublie surtout pas les offenses, seulement il cache sa rancune et ne la montre que lorsqu'il peut s'en servir. Il n'est pas fourbe, il n'est que dissimulé. Il a peut-être la probité de l'homme, il n'a aucunement celle du monarque, pour lui ce sont deux individus séparés, qui ne se doivent rien. Il a plus de valeur comme particulier que comme chef d'État ; bien que ce ne soit pas son opinion. Il croit fermement en lui, en ses actes, en ses projets, il est, pour

tout ce qui touche son orgueil, d'une naïveté sans limites.

Malheureusement pour lui, sa santé s'est dérangée, il a senti son épuisement, il a jeté au sort une sorte de défi et risque un va-tout, dans le genre de Strasbourg et de Boulogne. Ainsi est tombé son château de cartes en précipitant sa fin.

Tel est monsieur, voici madame.

---

## II

### MADAME NAPOLEON.

La dame de carreau — L'adresse des sots — Leurs succès — La bohème — On peut perdre un pari. — Le roman et l'histoire. — La chaîne de diamants. — Liberté chérie — La frénésie des chiffons. — L'atelier permanent. — Garnitures et poufs. — *Une fois* — La vente des mansardes — L'élégance de hasard. — Dévotion à manches larges. — Le cancan. — Tristes prévisions d'avenir — Dévouement écourté. — Amusons-nous. — Enrichissons-nous. — Après nous le déluge !

Elle n'est devenue souveraine que de raccroc, elle n'a pas été élevée pour cela ; il y paraît. Lorsqu'elle recevait chez elle les personnages d'une valeur réelle, ils souriaient discrètement de la peine qu'elle se donnait pour représenter la dame de carreau. Des aptitudes indispensables à son rôle, elle n'en possédait que deux :

La ténacité et une certaine énergie.

Encore cette dernière faculté est-elle plus factice que réelle. Née de l'autre, elle s'y rattache. Ajoutez-y une beauté incontestable, vous aurez le bilan complet des droits de madame Bonaparte à la couronne qu'elle a portée.

Pour le reste, c'est une Espagnole. Aucune instruction, point de brillant, mais l'adresse suprême des gens qui manquent d'esprit. Ils sont bien plus aptes à réussir que les autres. Ils poursuivent leur but avec une persévérance dont rien ne les détourne et ne changent pas d'idée, ils n'en sont pas assez bien fournis pour cela. Elle a de plus la finesse particulière aux femmes d'aventures et qui est le levier le plus sûr de leur fortune. Ce savoir-faire natif explique l'empire qu'elles acquièrent sur les hommes supérieurs, ils ne le soupçonnent pas et ne se tiennent pas en garde contre lui ; une femme intelligente les effraye, ils se défient de son pouvoir et le combattent par précaution.

---

Mademoiselle de Montijo, comtesse de Théba, est certainement une grande dame ; elle n'en a

pas moins du sang et des instincts bohêmes, dont elle ne se défera jamais. Avant son mariage, elle a beaucoup couru le monde et fait parler d'elle, à Bruxelles et à Spa surtout. C'est peut-être à tort. Son existence, ses habitudes excentriques, son caractère frivole, ardent, primesautier, ont pu lui donner des apparences coupables. — S'en est-elle bornée là ? je le parierais presque. — On perd quelquefois de meilleurs paris.

Elle a probablement ébauché bien des romans avant d'en arriver à l'histoire invraisemblable d'une couronne, éphémère sans doute, mais qu'en réalité elle a porté vingt ans. Ces romans sont probablement restés au troisième volume, elle a toujours raté le dénouement. Pour le dernier, mieux conseillée, entraînée vers la position, non pas vers l'homme, elle a compris que pour s'assurer l'une, il fallait maintenir l'autre à distance. Elle a réussi. Depuis son mariage, la malveillance même n'a pu lui attribuer aucune faute positive, des légèretés, des excentricités tout au plus. Si l'on savait combien il est difficile de *mal faire* dans la condition où elle était, on lui donnerait toute absolution,



non pas de pensées, mais d'actions contraires à ses devoirs.

Lorsqu'elle se confesse, si elle est sincère, elle doit apporter au saint tribunal bien des entraînements réprimés, des désirs inassouvis. Elle a maudit plus d'une fois la chaîne de diamants qui l'attache; pourtant elle aime singulièrement les diamants, je vous l'atteste.

Une fois le premier enivrement d'ambition passé, elle a dû vaincre des instincts d'indépendance, des besoins de liberté, des envies folles de s'échapper et d'aller courir les rues et les bois, sans suite, sans gardes et sans surveillance. C'est alors qu'elle s'est jetée dans la politique, pour laquelle elle n'était pas faite, et où elle s'est livrée, en dédommagement, à des grands écarts. Son autre soupape fut la frivolité, et dans ce rôle, du moins, elle est sans reproche, elle a complètement réussi.

Les femmes lui doivent la frénésie de chiffons qui trouble les ménages et ruine les maris. Elle sonna le glas de la raison et de la simplicité, bien peu résistèrent à son appel. Sa toilette fut

sa première affaire et sa consolation. Il existait aux Tuileries un atelier permanent de couturières où l'on travaillait sans cesse, tous les jours, aux atours de madame Napoléon. Elle y venait très-souvent, dirigeait les ouvrières, et faisait exécuter devant elle les garnitures et les pous qu'elle avait rêvés. Quelquefois, pour encourager le commerce, elle permettait à un faiseur breveté de lui présenter les nouveautés de la saison, mais c'était une exception; tout s'élaborait consciencieusement sous ses yeux.

Elle ne portait *qu'une* fois ses parures, elles appartenaient ensuite aux femmes de chambre, pour lesquelles c'était un revenu plantureux. On y laissait les dentelles, les blondes, les fleurs, les ornements précieux neufs qui se payaient au poids de l'or. Deux fois par an, on faisait une vente dans les mansardes des Tuileries : quantité d'actrices et d'élégantes de hasard ne se fournissaient pas ailleurs. Elles obtenaient, pour des totaux relativement minimes, des robes d'un grand prix, entièrement neuves, et s'habillaient ainsi aux dépens de la liste civile, c'est-à-dire de la nation.

Cet atelier et ses produits, ainsi gaspillés, coûtaient des sommes insensées.

Madame Napoléon est dévote, elle n'est pas pieuse. Elle dépense sa foi en amulettes, en petites croyances, elle n'a pas la religion d'en bas. Elle a tous les travers des bigottes à manches larges. Bavarde, tripotière, indiscreète, elle aime à savoir pour répéter et médire. Sa cour était sans dignité, on y dansait volontiers le cancan à huis-clos. Les conversations roulaient sur les futilités, les chanteurs, les actrices des différents théâtres, les filles du demi-monde. L'indulgence y était sans bornes, pour les affidés, bien que l'on parût collet-monté ostensiblement pour les autres.

Madame affichait de bonnes intentions, mais on n'en a jamais été dupe. Elle a accompli des actes honorables, dont personne ne lui a su gré, elle n'a point été honorée par les gens de bien, et les classes populaires l'ont tenue en défiance, malgré ses mises en scènes de charité et ses visites aux hôpitaux.

Ses qualités sont négatives. Peut-être n'est-

elle pas foncièrement méchante ; à coups sûr elle n'est pas bonne. Sa sensibilité n'a rien de communicatif, il semble qu'elle soit affectée. Elle inspire moins de sympathie encore que son mari, parce qu'elle est plus nulle et plus hautaine. Quant à l'ambition, ils se valent. La voici malheureuse, peu de gens s'associent à son infortune et la défendent sans intérêt.

Une impression permanente et involontaire a toujours dominé à la cour impériale, c'est le sentiment d'un bouleversement inévitable. Nul n'a cru sincèrement à sa durée. Tous agissaient en conséquence. De là venaient la hâte de jouir, les déprédations, les tripotages effrenés dont nous avons été témoins.

— Après nous le déluge ! amusons-nous.

Telle était la devise universelle. Les maîtres seuls se prenaient au sérieux, et encore ! se regardaient-ils au miroir sans rire ? Madame Napoléon a si peu de capacités politiques que la Prusse elle-même a préféré traiter avec le gouvernement de la défense nationale que d'essayer de galvaniser ce fantôme de pouvoir.

# III

## LE JEUNE NAPOLEON.

**SOMMAIRE.** — Un lymphatique. — Succession. — Courtisans en jaquettes. — Un cœur blindé. — Les oiseaux plumés. — Bon époux et bon père — Un paon faisant la roue — La pourpre et le roi de Rome. — Le fétiche. Un savant, un homme, un roi. — Méditation à distance.

L'héritier est un pauvre malingre, lymphatique jusqu'à l'exagération, et menacé d'une de ces maladies qui ne guérissent point et dont on ne parle que sous des noms supposés. Ceci fait partie de la succession; on tient habituellement cette prédisposition de ses parents. Je ne sais si c'est ici le cas, et cela ne fait rien à l'affaire qui nous occupe.

Cet enfant est né avec une intelligence ordinaire, on n'en a pas d'abord forcé le travail, la

délicatesse du *sujet* s'y opposerait, on l'a gâté, on a satisfait à ses fantaisies, on l'a entouré de flatteurs, qui lui ont fait une petite cour à sa taille et qui lui ont appris son métier de prince en apprenant leur métier de courtisans.

Il n'a pas la sensibilité de son âge, il est, au contraire, cuirassé contre les surprises, et vous ne le verrez pas s'émouvoir au récit d'une infortune. S'il la soulage, et presque toujours il le fera, ce sera pour remplir son devoir d'empereur futur, dont il est déjà très-imbu, et non pas pour obéir à l'entraînement de son cœur.

S'il en a un, il n'est et ne sera pas susceptible d'entraînement.

Ne l'a-t-il pas prouvé à la bataille où on l'a conduit ?

A-t-il montré un instant d'émotion ? A-t-il pâli en voyant couler le sang ? A-t-il éprouvé le désir de sauver les pauvres soldats qui risquaient leurs vies pour sa cause ?

Il a froidement ramassé les balles, qui tom-

baient autour de lui. De la part d'un être si jeune, ce ne saurait être de la bravoure, c'est de l'insouciance ou de la cruauté.

N'a-t-on pas vu les Nérons de cet âge, dans des conditions plus modestes, plumer, en riant, les oiseaux de leur volière et s'amuser des convulsions de leurs douleurs!

Tout ceci ne veut pas dire que ce petit garçon ne devienne pas un très-honnête homme, partout ailleurs que sur le trône de France. Il peut être bon époux et bon père, suivant le style des épitaphes; pourvu qu'il ne continue pas le *commerce* de son susdit père, afin d'achever l'oraison funèbre, nous n'en demandons pas plus.

Un des traits saillants de ce caractère, plus formé qu'on ne l'est à son âge, c'est un orgueil sans limites. Il tenait aux prérogatives de son rang infiniment plus que personne de sa famille. Parce qu'il était né sur la pourpre impériale, il se croyait très-supérieur à tous les Bonaparte présents et passés, à peine reconnaissait-il le roi de Rome pour son égal, et cela tou-

jours à cause de la pourpre et des Tuileries. Quant à Napoléon I<sup>er</sup>, c'est un fétiche, il est hors de cause, on n'y touche pas.

Le jeune Napoléon a eu d'assez remarquables précepteurs; les gouverneurs n'ont pas été si bien choisis. Il ne s'agissait pourtant pas seulement de le bourer de latin et de grec, il fallait surtout en faire un homme avant d'en faire un savant. Il fallait développer son cœur, élever le plus possible son âme, orner son esprit, donner à son intelligence une grande portée, lui inculquer ce principe, gage futur du bonheur de la France :

« Les rois sont faits pour les peuples, et non pas les peuples pour les rois. »

Heureusement il n'aura plus à méditer que de loin sur les conséquences de cette vérité.

---



## IV

### LE COUSIN DE MONSIEUR NAPOLÉON :

**SOMMAIRE.**— Une âme et un cœur. — Un caméléon. — Princesse et parvenu. — Républicain. — Mépris toujours. — Affiché. — Le palais de la Bohême — Un camée. — Point d'étiquette, des hommages. — Un mirage du trône. — Des éclairs. — L'argent. — Hautain et familier. — Étrange audace. — Faires ses preuves. — Un duel voyageur. — Un duel sédentaire. — Un étranger

Le cousin de monsieur Napoléon n'est pas un homme ordinaire, il s'en faut.

Si Dieu lui avait donné une âme et un cœur à la hauteur de son intelligence, nul n'eût été mieux partagé que lui sur l'échelle de l'humanité; comme son oncle, il eût joué un grand rôle dans son siècle, non pas par ses conquêtes, mais par la puissance de ses facultés, par une instruction sérieuse, et par une promptitude de conception rare; il en est peu d'aussi élevée.

Tous les contrastes sont en lui ; c'est un être multiple et fantasque à ce point que pour en tracer un portrait fidèle, il faudrait employer toutes les couleurs de la palette.

Né d'un parvenu et d'une princesse, il a pris les défauts des deux races, il en a pris les instincts dangereux, et son éducation n'a fait que les développer, au lieu de les amoindrir.

Insolent comme le parvenu, il est orgueilleux comme le prince, et, malgré son masque de républicain, jamais despote ne rêva une autorité plus absolue, plus tyrannique que celle de ce défenseur zélé du progrès humanitaire et de la liberté.

Il méprise les hommes, il regarde les femmes comme des instruments de plaisir et rien de plus. Ses affections — sont-ce des affections ? — se sont toujours portées vers une classe de personnes dont l'influence morale sur lui était nulle, mais dont les entraînements étaient pour son instinct plus faciles à suivre que les exigences de sa situation ne l'auraient demandé

Marié à une jeune princesse irréprochable, à peine a-t-il eu pour elle les égards dus à sa vertu, à son caractère; il lui donna publiquement des rivaux indignes, il se montra avec elles en public et afficha sans vergogne son goût pour une société plus que douteuse.

Le Palais-Royal était fréquenté non-seulement par des mécontents et des conspirateurs au petit pied, mais par toute la bohème politique et littéraire, cachant ses convoitises sous une apparence démocratique, et qui trouvaient en lui un appui et un protecteur. Il se plaisait dans la mauvaise compagnie, il écoutait avec plaisir, avec approbation, les théories saugrenues ou dissolvantes de toute morale, de toutes garanties d'avenir pour le monde.

Mal élevé, sans aucune distinction, il n'exerçait pas la moindre séduction en dehors de son titre de prince et des avantages qu'il présentait à ses courtisans. Son profil de camée antique avait néanmoins une certaine grandeur, son front révélait une valeur intellectuelle, et son regard avait parfois une puissance que démentaient ses gestes, ses façons vulgaires, et la brusquerie de ses paroles. Il avait, en un mot,

quelques partisans intéressés à sa fortune, mais pas d'amis.

Ceux qui l'entouraient ne se faisaient point faute de dévoiler son caractère. Il ne prenait pas la peine de le cacher, du reste, il avait de la dissimulation, pas d'hypocrisie.

Il imposait nettement son cynisme, il lui semblait indigne de lui de se contraindre; la gêne lui était odieuse, l'étiquette lui pesait, c'était pour lui une fatigue insupportable que la représentation; néanmoins il aimait les hommages; il trouvait très-mauvais qu'on ne lui en rendît pas.

Ambitieux à sa manière, il eût passionnément désiré le trône, et chacun de ses actes l'en éloignait.

Peu d'hommes savent causer comme lui de choses sérieuses; il manque de charme, et pourtant il est d'une finesse exquise. Doué d'un esprit supérieur, il n'a pas les saillies délicates; ses mots perçants et incisifs tiennent plus du fiel que de l'ambre.

Violent, emporté, d'un commerce désagréa-

ble, il y a quelquefois des éclairs de bonté, qui tiennent à son tempérament et qui, aux yeux de certains flatteurs, rachètent ses boutades.

Il aime l'argent, il le dépense mal, ses goûts sont fastueux, les arts lui plaisent, et plus encore les artistes. Il pourrait s'en faire une cour, qu'il ne saurait pas tenir. Son caprice, son impression du moment sont ses seuls guides. Tour à tour familier et hautain, il acceptera avec indifférence un manque de respect de la part de certains parasites, et relèvera vertement au contraire une inattention non préméditée.

Le prince Napoléon place son amour-propre dans son cynisme, il professe un dédain complet pour l'opinion publique et se croit au-dessus d'elle. Il prétend lui imposer ses principes et ses actes et ne se contraindra pas pour lui complaire.

Il a osé des choses que nul autre n'aurait pu risquer, sans rien perdre de son assurance. Son nom ne lui impose que jusqu'à un certain point, il n'accepte l'héritage que sous bénéfice d'inventaire. La guerre n'a pour lui nul attrait,

et cette disposition pacifique a fait tenir sur lui une foule de mauvais propos, il ne s'en soucie point, et ils ne l'ont jamais engagé à faire ses preuves.

A peine avait-il dix-huit ans qu'il occupa la renommée d'un duel voyageur, dont tous les salons de l'Europe retentirent. Ni lui ni son adversaire n'avaient envie de se remontrer ; ils se donnèrent cinq ou six rendez-vous dans différents pays, sous prétexte de lois répressives, et s'arrangèrent de façon à arriver trop tard. Quand l'un était présent, l'autre courait la poste, ce qui donnait le temps à l'autorité de prendre ses mesures. On les traquait, et ils s'en allaient chercher ailleurs.

Ce fut une vraie comédie. Elle eut son dénouement. Les combattants finirent par s'aboucher. Après plusieurs mois de courses, un parent du prince lui ouvrit son royaume, à condition qu'il ne le quitterait pas sans avoir accordé satisfaction à l'offense, la plaisanterie ne pouvait aller plus loin. On se battit, et une blessure légère mit un terme à ces pérégrinations, qui promettaient ce qu'elles ont tenu.

Une autre provocation, non moins célèbre, empêcha longtemps le prince Napoléon de se rendre en Angleterre, où la vue du duc d'Aumale paraissait lui être particulièrement désagréable.

Cette famille Bonaparte, en dépit de ces prétentions, n'a pas du sang français dans les veines. Elle n'a rien de nos penchants et de nos aptitudes.

L'intelligence même du prince Napoléon, quoique remarquable et au-dessus du vulgaire, est tout allemande. Quant à son caractère, il lui est personnel. Il n'a pas l'élan, la chevalerie française, il n'en a pas l'entrain dans l'élégante acception du mot, c'est encore un étranger.

Maintenant qu'il n'est plus Altesse Impériale, s'il cherche à occuper ses loisirs, il pourra devenir un homme de science, un homme utile, peut-être, mais un Bayard, jamais.

---

## V

### LA COUSINE DE MONSIEUR NAPOLÉON.

SOMMAIRE. — Une femme de parvenu. — Toujours l'oncle. — La revanche. — A la tartare — Elle eut raison. — Ils eurent tort — Un refrain de Béranger — Les bégueules et la gaudriole. — Femme et princesse. — Les paroles de l'Évangile. — Point de Français. — Qu'ils se passent de nous !

La cousine de monsieur Napoléon n'a fait, que je sache, de mal à personne, elle n'a eu aucune influence sur les affaires publiques, et sa vie privée ne nous regarde pas. C'est assurément la meilleure de toute la race, en la prenant surtout comme la femme d'un parvenu, qui l'a épousée à cause de son oncle, pour être le neveu d'un héros.

Mon Dieu ! que cet oncle, mort ou vivant, a



donc exercé d'influence sur les siens et que de choses, bonnes ou mauvaises, heureuses ou malheureuses, sont arrivées en mémoire de son nom ! Ne lui devons-nous pas le second empire, par conséquent l'invasion actuelle et les désastres qu'elle entraîne ?

Cette guerre est une revanche de la sienne, le siège de Paris a vengé la prise de Berlin.

Mathilde ressemble de visage, comme son frère, à Napoléon I<sup>er</sup>. Elle épousa un prince russe de nouvelle fabrique et ses millions, alors que la partie de sa famille semblait absolument perdue ; elle ne croyait pas devenir jamais une Altesse Impériale. Son mari, sans respect pour la grande ombre dont il briguit la descendance, la traita brusquement, et même, dit la chronique, trop à la tartare. Elle ne supporta pas les violences brutales, ils se séparèrent ; elle eut raison. Ils firent beaucoup de bruits et mirent toute l'Europe dans leurs confidences ; ils eurent tort. Décidés à ne pas vivre ensemble, ils devaient s'en aller chacun chez soi et se taire.

Elle vint à Paris, et, si l'empire fût resté

dans les limbes, son histoire eût été celle de beaucoup d'autres.

Dieu lui-même ordonne qu'on aime !

a dit Béranger ; pourquoi aurait-elle désobéi au commandement ?

Elle a vécu en grande dame riche, aimant et cultivant les arts, avec collaboration ; sa maison fut un milieu intelligent, où tout ce qui avait une célébrité quelconque fût heureux d'être admis. On n'était point bégueule dans ce salon, on y causait, on y riait, on n'y craignait pas la gaudriole. A Saint-Gratien, surtout, la liberté de la campagne faisait fuir l'étiquette.

Tout cela, je le répète, n'a nulle conséquence pour une femme débarrassée de son mari, indépendante et ne devant de compte à personne ; mais une princesse a d'autres obligations. Elle doit d'abord l'exemple, et le scandale lui est interdit. Celle-ci a bien apporté sa pierre à l'édifice de corruption impériale, elle fut un des anneaux de la chaîne qui nous enserre, on n'a cependant pas le courage de lui en vouloir. Il

lui sera beaucoup pardonné... vous savez le reste.

Elle va vivre en simple particulière, avec le douaire magnifique que son mari lui a laissé. Délivrée des grandeurs, auxquelles elle tient peu, elle suivra ses goûts élégants et artistiques. En la voyant de plain-pied, on l'appréciera mieux que sur son estrade, elle trouvera de vrais amis.

Pourvu qu'elle ne revienne plus avec les autres chez nous, quelle soit heureuse ailleurs!

Ces gens-là doivent perdre l'espoir de nous toucher par les doléances de leur exil et de leurs regrets. Il n'y a pas un vrai Français parmi eux. L'étranger est leur patrie.

Monsieur n'a de notre sang que par sa mère.

Madame est Espagnole et Irlandaise.

L'héritier est cosmopolite, étant la provenance de ces mélanges.

Les enfants de Jérôme sont nés d'une Alle-

mande loin de la France; la plus longue partie de leur existence s'est écoulée aussi loin d'elle. Ils peuvent donc franchement se passer de nous, et nous ne les plaignons point, malgré leurs revendications.

---

## VI

### M. DE MORNÿ.

**SOMMAIRE.** — Un charmant officier et une reine. — Le sire de Framboisy. — Vieillards complaisants — Prophétie de M de Talleyrand. — Un peu de bâtardise — Les enfants assistés — L'enfant de Crispin. — Une notoriété. — La Niche à Fidèle — De jolis millions — Ainsi finit la comédie. — Le vent pousse. — La boue et l'or. — Le balai et le manche — Mariage. — Liquidation.

Mornÿ était le fils de la reine Hortense de Beauharnais et du comte de Flahaut, un des plus charmants officiers du grand empire. L'auguste époux Louis avait pris la mouche à une occasion précédente : il avait fallu la volonté expresse du maître pour que les vitres ne fussent pas cassées. La récidive devait le trouver intraitable, il devenait donc nécessaire de préparer au joli poupon un asile où il pût braver les foudres de la Hollande.

Un couple, privé de descendants, se trouva

tout à fait à propos. Le comte et la comtesse de Morny parurent un jour, après une longue absence, ornés d'un délicieux petit garçon, dont les moyens précoces frappèrent jusqu'à M. de Talleyrand.

« Ce petit drôle sera ministre un jour », dit-il.

Il s'agissait de développer cette intelligence, on n'alla pas plus loin pour lui trouver un guide.

La comtesse de Souza, sa grand'mère, femme très-supérieure, a publié plusieurs ouvrages dont le succès fut retentissant à cette époque. Elle se chargea d'élever son petit-fils : elle en fit un parfait gentilhomme, un homme remarquable comme instruction et comme développement d'idées. Quant à l'esprit, à la finesse, à l'habileté, la nature y avait pourvu. Le jeune homme, très-légitimement comte de Morny de par la loi, fut connu dès son entrée dans le monde par sa bâtardise ci-devant royale. On ne prit pas la peine de la cacher, on s'en fit un relief.

Du reste, nous vivions dans ce régime-là en partant de très-haut. Beaucoup de nos digni-

taires en étaient atteints et convaincus, la liste en serait trop longue. Je ne sais qui voulait écrire sur les Tuileries : *hospice des enfants assistés*.

Ne disait-on pas qu'une très-grande dame elle-même avait quelques chances pour en faire partie, et qu'elle pourrait bien être un enfant de lettres, né, comme celui de Crispin, très-posthume. Certain brevet de sénateur, tombé de la lune sur le bureau d'un des plus remarquables prosateurs de l'époque, donnerait quelque créance à ce bruit. •

Morny parut d'abord comme officier delanciers et comme familier assidu de la cour de Louis-Philippe; il vécut dans l'intimité des jeunes princes et fut bientôt le héros d'un poème très-connu. Une des plus belles dames du corps diplomatique proclama hautement la préférence qu'elle lui accordait. Cette liaison devint une de ces notoriétés qui imposent au scandale; à côté de l'hôtel de la dame se bâtit une petite maison artistique, appelée par les Parisiens la *Niche à Fidèle*. Tout alla bien pendant de longues années, mais l'intérêt brouilla

ce ménage frelaté. Ils firent ensemble de superbes affaires, et laissèrent leurs capitaux en commun. Lorsque l'amant se maria, la maîtresse réclama sa part. On la lui rendit, entamée, prétendit-elle. Il y eut dans cette affaire de petites et même de grandes saletés, de part et d'autre. Le majestueux frère intervint, il fit dire à la demanderesse qu'elle eût à se contenter du magot offert, — quelques millions, — et qu'en intentant le procès, dont elle menaçait la lune de miel de Fidèle inconstant, elle se perdrait elle-même, en perdant l'amitié de son ancien associé. Elle répondit qu'elle se moquait de toutes ces pertes-là, et qu'elle voulait son argent. *E finita la comédia.*

Le sous-lieutenant jeta l'uniforme aux orties et se lança dans la spéculation. Il n'est point de faiseurs avec lesquels il n'ait tripoté. Au moment de l'exhumation des Bonaparte, le futur ministre avait beaucoup risqué. Le vent le poussait, il en profita.

Une bonne direction en eût fait un autre homme. A une époque honnête, comme celle du gouvernement de Louis-Philippe, il eût



montré des qualités brillantes ; mais en ce régime de boue et d'or, il tomba dans l'une pour avoir l'autre. La soif des richesses l'a perdu.

Il avait l'intelligence, le coup d'œil, le courage, la résolution prompte, il avait ce qui manquait à monsieur Napoléon, le charme et la séduction. Il n'était pas méchant, mais pouvait devenir féroce, si on le contrecarrait dans ses projets ; tous les obstacles devaient céder devant lui. Il avait une volonté de fer et une adresse merveilleuse. Son fameux mot du 2 décembre le peint tout entier :

« Il faut un ballet pour nettoyer tout cela ; je tâcherai d'être du côté du manche. »

Le comte de Morny se maria en Russie, alors qu'il y était ambassadeur ; il n'y a rien à dire à cela.

Il est mort ruiné et en laissant des dettes, liquidées par sa veuve.

---

## VII

**SOMMAIRE.** — L'aventurier et la grandesse. — Non ! en chœur. — Diane chasseresse. — Agnès Sorel. — Faute de grive on prend un merle. — A Notre-Dame. — L'amour et l'argent. — Les couronnes hors de prix. — Un mari de hasard. — Les lions antiques et modernes. — Alcibiade et Morny. — Le premier et le dernier.

Lorsque monsieur Napoléon, alors prince Louis, fut nommé président de notre triste république de 1848, il tombait dans un monde tout nouveau pour lui. Il avait vécu chez sa mère, dans les pays étrangers, beaucoup en Angleterre, toujours dans les intrigues et les expédients, comme un autre Gil-Blas, il avait couru des bordées sur tous les rivages. Tantôt haut, tantôt bas, il savait beaucoup de choses, mais il ignorait complètement le côté sympathique de l'esprit français.

Il se présenta bien des maîtres pour lui apprendre la science du monde, mais sa portée intellectuelle n'alla pas au delà des leçons qu'il reçut. Ses progrès dans ce genre débraillé furent remarquables, il s'y donna à corps perdu, et nous devons lui rendre justice, c'est une des *gloires* de son règne. Sous son impulsion, la vie parisienne est arrivée à son point culminant. L'oubli, le mépris de toutes choses sensées et honorables ne sauraient aller plus loin. Paris s'est moqué de tout. Depuis les sentiments les plus sacrés jusqu'aux sergents de ville, il ne respecte rien. Si l'empire revenait, il gouaillerait peut-être un jour nos désastres.

Napoléon fut environné de viveurs et de personnes charmantes, empressées à lui plaire. Sa famille même lui offrit toutes les facilités possibles pour se former une ou plusieurs de ces commodes intimités qui n'occupent guère et ne dérangent pas.

Lorsqu'il rencontra la belle Eugénie, il était toujours président, et ne lisait pas encore très-clair dans sa destinée. Mademoiselle de Montijo, très-fière, très-aristocrate, ne vit ni profit ni

honneur pour elle à épouser un chef temporaire de république, fort peu solide, qui, au total, n'était qu'un aventurier à moitié parvenu, sans fortune, illustré par des folies et par le reflet de son oncle. Lui, au contraire, trouvait l'appui de la Grandesse, et des alliances. En cas de chute et d'exil, l'Espagne, dans de telles conditions, serait un excellent refuge. De plus, il était amoureux; il espéra qu'une fille de vingt-sept ans, peu riche, ambitieuse, déjà rompue à de nombreux *steeple-chase* conjugaux, serait trop heureuse de l'accepter. Il ne lui plaisait pas; elle refusa carrément.

Il lui garda rancune; et quand il entrevit l'ombre du sceptre et du manteau impérial, il fit sonder les maisons souveraines, pour savoir si, en cas de réussite, on lui donnerait une princesse pour en faire une impératrice.

Il obtint la même solution partout: les puissances répondirent : non! en chœur.

Sur ces entrefaites, la comtesse, bien renseignée, reparut un jour à Compiègne, pendant une chasse. Elle arriva sans être attendue, plus

belle que jamais et moins cruelle qu'autrefois. Elle laisse pointer une espérance sans la détruire. Elle se posa en Agnès Sorel, comme le prix d'un trône pris d'assaut.

En 1852, monsieur Napoléon s'était proclamé empereur; en janvier 1853, elle fut couronnée à Notre-Dame. Le recueil des chansons et des vers commis en cette occasion mémorable ferait une collection divertissante.

Monsieur Napoléon rompit pour ce nouvel amour un lien cimenté par de grands services et par la naissance d'un enfant. Il avait depuis longtemps pour maîtresse, en Angleterre, madame Howard, peut-être bien miss Howard, mais le madame est plus poli. Lorsqu'il vint en France tenter la fortune, il était léger de bagage et très-chargé d'espérances. Il chercha de l'argent partout, la vérité nous oblige à dire qu'il en trouva peu. Rien de poltron comme les capitaux sous les républiques. Ils se cachent comme des aristocrates qu'ils sont, et le diable ne les déterrerait pas. Il en fallait pourtant, la vie de Paris est chère et les couronnes sont hors de prix.

Madame Howard offrit tout ce qu'elle possédait, c'était une somme ronde. Avec cet or, monsieur Napoléon posa les fondations de l'empire. Le futur monarque ne l'accepta qu'à la condition de le rendre, — l'or, non pas l'empire, — ce qui est bon à prendre est bon à garder. — Il le rendit, en effet, — toujours l'or, — avec augmentation, mais avec peine aussi ; il fallut beaucoup tirer l'oreille au trésor pour qu'il s'exécutât. La délaissée, plusieurs fois millionnaire, trouva un mari et acheta un château splendide aux environs de Paris. Elle est encore en possession de l'un et de l'autre. C'est une consolation ! D'ailleurs, elle est plus certaine de son fait que si elle eût été l'impératrice.

Le chaperon du futur Napoléon III dans la vie élégante fut son frère, le comte de Morny, depuis longtemps un des *lions* fêtés de l'aristocratie et des coulisses. Cette sorte de gens à la mode a toujours existé, il y en avait à Rome, en Grèce, à Babylone, à Ninive, à Memphis, sans doute. En France, ils changent de nom à toutes les époques, le type est éternel.

Ils se divisent en deux espèces : l'une, très-

commune, il ne faut qu'être riche, oisif, sot et vaniteux pour en faire partie.

L'autre est très-rare : je ne m'amuserai pas à en chercher les modèles clairsemés dans l'histoire, je n'en citerai que deux pour me faire comprendre, sans définitions : Alcibiade et Auguste de Morny.

Celui-ci, je le sais, n'est pas à la hauteur de l'autre, c'est le premier anneau d'une longue chaîne et le dernier, il y a moins d'alliage dans le métal au début.

-----

## VIII

On peut diviser ce règne comme les pièces de théâtre, en trois périodes, ou trois actes qui furent tous différents les uns des autres et qui marqueront dans l'histoire, sous leurs faces diverses, par leurs terribles conséquences.

Lorsque la révolution de 1848 éclata, elle apporta un grand trouble social. La proclamation de la république et les manifestations démagogiques qui la suivirent, répandirent sur les classes éclairées et patriotiques un sentiment de douloureuse appréhension pour les desti-



nées du pays. Tout observateur un peu attentif et impartial devait comprendre que cette forme de gouvernement n'enfanterait jamais la liberté, et que l'autorité dictatoriale appartiendrait au prétendant assez hardi pour l'exercer.

Aussi la confiance ne revenait pas; les émeutes produites par les compétitions d'amour-propre se succédaient; on sentait le sol s'affaïsser, sous ces secousses réitérées, à chaque instant, et la vie publique et morale ne reprenait pas sa marche ascendante. Les bas-fonds de la plèbe, au lieu de se livrer au travail, passaient leur temps dans les rues ou à vociférer aux clubs. Ils prétendaient vivre dans l'oisiveté, tout en criant misère sur tous les tons, depuis la menace jusqu'à la prière.

Pour acheter leur silence, on inventa les ateliers nationaux; les paresseux, les gens de mauvaise vie furent engagés moyennant un bon salaire à des travaux fictifs ou dérisoires. On leur fit remuer de la terre, qu'ils transportaient d'un endroit dans l'autre, uniquement pour leur donner le prétexte de flâner derrière une brouette vide, la plupart du temps, de faire des

manifestations et d'intimider ceux qui demandaient que les différents chefs, placés à leur tête, ne fussent ni des hommes tarés, ni des misérables.

Lorsque le gouvernement se crut assez fort pour discipliner cette foule, il exigea des résultats et, sur le refus, il supprima cette pépinière de fainéants. Ceux-ci, pour qui la vie inoccupée était douce, n'y renoncèrent pas de bonne volonté. Ils se battirent dans les journées de juin ; ils se firent tuer, en se moquant des idées plus ou moins socialistes, pour les délices du *far niente*. Ils devinrent les héros du désordre, dans l'espoir de reconquérir non pas le droit au travail, qu'ils proclamaient si haut, mais le droit à l'oisiveté.

La dictature du général Cavaignac sombra dans ce cataclysme.

C'était un honnête homme que Cavaignac, un général médiocre, par parenthèse, mais ce n'était ni un caractère, ni une intelligence hors ligne, ainsi qu'il l'aurait fallu en cette situation. Il resta l'homme d'une coterie avocassière, incolore et personnelle. Il n'eut pas la résolu-

tion de rompre tout à fait en visière aux émeutiers, et ne sévit pas contre la populace, par crainte du parti constitutionnel, dont l'opposition lui semblait plus redoutable.

L'élite de la nation ne se sentit ni soutenue ni appuyée ; elle fit comme une jeune femme qui dans une situation dangereuse ne trouve pas un protecteur dans le fiancé raisonnable choisi par ses parents. Elle se jette dans les bras d'un aventurier qui lui crie :

— Je vais vous sauver !

Ce fut ce qui arriva. Elle eut peur de la boue, elle tomba dans le sang.

La France manque de raisonnement et d'initiative, on ne peut se le dissimuler. Ce n'est pas une discussion que j'entame, c'est un fait que je constate, le nom de Napoléon est légendaire ; le souvenir de Sainte-Hélène, les chansons de Béranger, les images des victoires remportées flattaient la vanité populaire. On oubliait faci-

lement nos revers et nos désastres pour ne voir que le côté glorieux de la médaille.

Quand ce nom fut lancé comme un point lumineux pour sortir de ces bas-fonds où l'air commençait à manquer, le pays crut à l'avenir et se rattacha à ce souvenir toujours vivant. Le neveu du grand homme trouva des complices dans toute la France. Le coup d'État indigna une faible partie de Paris, il effraya la province, elle en craignit les résultats probables. Elle se rassura toutefois, en espérant une tranquillité qu'elle désirait par-dessus tout, sans y croire. Elle reprit confiance et se livra de bonne volonté au nouveau dictateur, qu'elle acclama par neuf millions de voix. Il se crut sûr de pouvoir tout risquer, et, grâce surtout à des conseillers intéressés à le soutenir, il marcha résolûment dans sa voie.

Cependant il se pressa trop. Il ne comprit pas ou ne voulut pas comprendre qu'un empereur est autre chose qu'un chef de parti. Il ne peut pas se rallier par sa droiture cette minorité qui représente l'intelligence, et avec laquelle tôt ou tard il faut toujours compter. Enivré par l'or-

gueil de la réussite et du triomphe, il se vit César ;  
il se crut le possesseur du monde, rêva la puissance universelle pour lui et pour les siens.

Ici finit le prologue et commence le premier  
acte du drame.

---

# IX

## PREMIÈRE PARTIE.

**SOMMAIRE.** — Le haut de la côte. — Une impératrice, S. V. P. — Une princesse ou une Française. — Le spectre rouge. — Le mot de Bordeaux, une gasconnade — Sentence de l'Évangile — Toujours la dynastie. — Une rancune de Crimée. — Le trompe-l'œil de la gloire.

Couronné, marié à Notre-Dame, en rentrant aux Tuileries, il respira comme un homme arrive en haut d'une côte qu'il a péniblement gravi. Il jeta sur l'univers un de ces regards qui absorbent et se dit : — Tout cela m'appartient ! Je suis l'héritier de Napoléon, et la France est à moi.

Son orgueil n'eut plus de limites. Son amour-

propre lui servit de fanal. Plus ou moins éconduit ou évincé des maisons souveraines où il cherchait une femme, il commença à comprendre qu'on l'avait reconnu par indifférence, mais qu'on ne l'accueillerait dans aucune royale famille.

Il épousa une étrangère, il eut tort; s'il eût choisi une Française, une fille des vieilles et illustres phalanges de son oncle, la nation eût été flattée. Du moment qu'il prenait une impératrice autre part que dans une maison princière, il eût honoré la France et lui-même en la cherchant parmi nous. Elle eût été plus aimée et lui eût présenté plus de chances de solidité.

L'empire s'établit difficilement : L'enthousiasme lui fit défaut. Sans le spectre rouge qu'on présenta sans cesse aux trembleurs comme un épouvantail, il eût oscillé bien davantage. Entre deux despotismes, on choisit le moins sanglant, et celui qui paraissait le moins abaisser notre dignité nationale.

Monsieur Napoléon, en prononçant sa fa-

meuse phrase, à Bordeaux : L'empire, c'est la paix, mentait sciemment. Les badauds s'y laissèrent prendre, mais ceux qui cherchaient le fond des choses n'en furent pas dupes. L'empire, c'était la guerre, ce ne pouvait être que la guerre, et, par un étrange contraste, si la guerre était une condition de son existence, elle devait être ensuite une des causes de sa perte.

Les peuples ne grandissent que par la paix et la civilisation, a dit un philosophe.

« Celui qui tire l'épée périra par l'épée, » a dit l'Evangile. Les Napoléon l'ont prouvé tous les deux.

La campagne de Crimée ne tarda guère. Il la crut nécessaire à sa dynastie ; ce fut le premier échelon de sa ruine. La Russie ne lui pardonna jamais. Elle se vengea sourdement d'abord, et, dans cette dernière circonstance, nous payons la dette de Sébastopol et de la tentative d'assassinat du bois de Boulogne.

Lorsque nous prîmes Malakoff, nous en fîmes un bruit qui nous attira bien des jalousies. Nous



n'avons pas la modestie du succès. L'Europe nous observa avec défiance, elle se tint sur ses gardes et pressentit des projets de conquêtes ou d'annexions qui l'offensèrent. Cependant la France fut tranquille; opprimée par le despotisme, elle accepta la gloire comme un dédommagement. Ce fut un trompe-œil pour la foule, elle ne demande la plupart du temps qu'à s'abuser.

---

# X

## SECONDE PÉRIODE

**SOMMAIRE** — Tambours et clairons. — Seconde rancune portée sur la note de la France. — Plus une ingratitude qui compte double. — Confidences d'Orsini. — Magnanimité forcée. — Un carbonaro. — Le roi Salomon et son bon plaisir. — Les petits cadeaux entretiennent l'amitié. — L'argent. — Tripotage général. — Les femmes et les poufs. — Allons tous ours ! — Chacun fait ce qu'il peut. — Pruderies et désordres. — La gangrène. — Tout se paie. — Les singes et les courtisanes. — Biographies galantes. — Approbation et privilège transformés, perdus. — Misère et vanité. — Les faiseurs. — Le Mexique.

La seconde période s'ouvrit au son des tambours, des clairons et des trompettes. Monsieur Bonaparte entreprit la guerre d'Italie, une des grandes fautes de son règne. Elle lui créa à Vienne de nouvelles rancunes et lui suscita un ennemi caché par certaines blessures d'amour-propre, que les peuples pardonnent difficilement.

On est peu sentimental en politique, l'intérêt de la Péninsule est d'oublier le concours prêté par la France, et de se tenir en garde contre nous. Quel que soit son gouvernement, si elle reste unie, elle n'y manquera pas.

Cette campagne ne fut point, on le sait, un élan spontané de monsieur Napoléon. L'attentat d'Orsini en devint une des principales causes. Le conspirateur fit les affaires de sa patrie par ses révélations, sous la pression desquelles l'ancien carbonaro marcha. Il se vit à chaque instant menacé de mort, s'il manquait à son serment, et s'il ne chassait pas les Redeschi de ses possessions usurpées.

Il obéit à cette crainte. Il est néanmoins impossible que lui, ou du moins les gens habiles qui l'entouraient alors, n'aient pas prévu les conséquences inévitables d'une pareille entreprise. Nous récoltons aujourd'hui ce qu'ils ont semé.

Monsieur Napoléon crut avoir un moment fort glorieux, le jour où l'Autriche lui remit la Vénétie, pour qu'il en fît à son bon plaisir. Il la

donna à Victor-Emmanuel, qui, en retour, lui offrit la Savoie et Nice. Echange de bons procédés.

Tranquille chez lui, ou à peu près, M. Bonaparte songea au bien-être intérieur. Le grain semé depuis quelques années dans les caractères avilis donna toute sa moisson.

Nous vîmes éclore les déplorables affaires industrielles qui tournèrent les têtes à une foule cupide, et dont le dénouement se fit devant la police correctionnelle, voire même la cour d'assises. L'argent devint le dieu du jour, on vendit l'honneur et les consciences, comme on vend une marchandise sur la place; tout cela se cota; on n'en rougit plus; on avoua, on afficha ses turpitudes, le sens moral se pervertit à ce point que le respect de soi-même et des autres n'exista plus.

Les besoins de luxe devinrent une nécessité, chacun, du plus petit au plus grand, voulut paraître ce qu'il n'était pas, toutes les fortunes s'entamèrent, et nul ne se montra difficile sur les moyens de les reconstruire. L'exemple partit

de très-haut. Les amis du maître, ses ministres, ses familiers, lui-même, dit-on, tous se mêlèrent aux spéculations dont ils furent accusés de diriger le bonheur, au mépris de l'honnêteté et de la probité la plus simple. Jamais le fameux mot : Enrichissons-nous ! qu'on a reproché à son auteur, ne reçut une plus complète application. La coquetterie des femmes, des mères de familles, ne connut plus de bornes. Leur toilette coûta des sommes extravagantes. L'impératrice, on l'a vu, se jeta la première dans cette voie, où elle ne fut que trop suivie. La simplicité, le bon goût, disparurent ; pouvu qu'une parure fût hors de prix, elle fût belle.

Nous avons connu bien des scandales causés par cette frénésie de bijoux et de dentelles. Des ménages séparés, des réputations perdues, des femmes déshonorées, des maris conspués. Qu'importe ! allons toujours ! menons le branle de la perdition et de l'infamie ! rions de tout, que rien ne nous soit sacré. Nous sommes les maîtres ! Ceux qui nous blâment font comme nous, suivant leurs moyens. Ils nous envient, parce que notre corruption est plus grande et

que notre position nous place au-dessus des atteintes.

Le débordement des mœurs alla toujours croissant. A la cour, avec des façons de prude, on accueillit tous les désordres. Les amants des grandes dames et les maîtresses des courtisans, furent publiquement payés et récompensés par des honneurs et des places.

Bientôt la grangrène s'étendit sur toutes les classes; les jeunes filles se laissèrent entraîner, non pas par les séductions de l'amour, mais par celles de l'argent. Des femmes mirent leur orgueil à imiter les courtisanes, qui donnèrent le ton et qui étalèrent aux yeux de tous les prodigalités et les ruines de leurs dupes. Elles se rencontrèrent partout avec celles qu'elles traitaient en émules. Aux courses, aux promenades, aux théâtres, elles se coudoyaient; leur mise, leurs manières étaient tellement semblables qu'un étranger n'eût pu distinguer les unes des autres.

Pour soutenir la lutte avec les hétaires, on vit des personnes du meilleur monde se con-

former en tout à leurs usages et accepter comme elles leurs colifichets de l'amour-propre ou de la générosité de celui qu'elles distinguaient. Plusieurs procès nous l'ont malheureusement révélé, à la honte de la société française.

En haut lieu, tout cela se racontait, et loin de réprimer de pareils excès, on les tournait en plaisanteries. Dans les cercles intimes, les petits jours, on épilogueait sur les aventures galantes. Les biographies des filles en évidence se faisaient devant ces dames, elles les connaissaient aussi bien qu'elles en étaient connues. C'était une confusion, un mélange sans précédent dans l'histoire des mœurs.

Tout cela avec *approbation* et *privilege*, comme disent les titres des vieux libraires.

Napoléon fit comme les autres, ou plutôt les autres firent comme lui. Des millions servirent à payer ces plaisirs, si grossièrement partagés par d'habiles flatteurs, à qui ils ne coûtaient rien. Il y aurait des pages infinies à écrire sur cette triste époque, que nos revers expient aujourd'hui.

Des millions plus nombreux encore furent employés à la transformation de Paris, on en fit la ville la plus luxueuse du monde, mais cette splendeur devait amener sa ruine.

La vie, même la plus simple, devint hors de prix. Les loyers dépassèrent toutes mesures. Pour satisfaire aux exigences de sa position, il en coûtait plus que dans les temps ordinaires pour se donner une réputation de prodigalité.

Ce fut une époque d'étalage, de misère et de vanité.

A présent que ce régime est renversé, il en résulte une ruine générale.

Voilà où nous a conduits cette folie de magnificence, dont personne n'était exempt, et que le chef de l'État encourageait de tout son pouvoir.

La dilapidation des finances s'opéra sur une grande échelle. Les séides de l'empire arrivèrent tous pauvres aux honneurs, tous sont gorgés, à l'heure qu'il est, de notre or, tous possèdent des fortunes immenses à nos dépens.



Non-seulement il leur a fallu des titres et des cordons, mais ils ont trafiqué de leur crédit, et on les a laissé faire.

La funeste et ridicule campagne du Mexique n'a pas d'autre origine.

Quelques *faiseurs* de la cour impériale — il y en avait beaucoup — avaient risqué, avec des financiers peu scrupuleux, une spéculation en ce malheureux pays. Cette entreprise tourna mal, les complices américains, déçus dans leurs espérances, refusèrent de solder leur dette, puisque le projet qui devait le leur permettre avortait. On envoya de Paris des émissaires, chargés de pleins pouvoirs pour faire rentrer ces sommes. On leur promit monts et merveilles, on exalta leur zèle jusqu'au dévouement ; malgré leurs efforts ils ne réussirent point.

Pendant ces tentatives, la question s'était compliquée du côté des États-Unis ; on la poussa à l'extrême, pour amener la guerre et agir sur les débiteurs par l'intimidation. Le reste est du domaine de l'histoire, et l'intention occulte de

soutenir les États du Sud fut une nouvelle fautedont nous subissons aujourd'hui les conséquences. Il n'en est pas moins vrai que cette tentative, qui nous a coûté tant d'hommes et tant d'argent, n'a eu pour point de départ que les intérêts privés des favoris.

J'en pourrais révéler beaucoup sur cet événement, encore très-obscur pour bien des curieux et des chercheurs. Il faudrait pour cela divulguer des secrets confiés à ma parole, et je suis de ceux pour qui elle est sacrée, quoi qu'il arrive. L'indignité même de ceux qui l'ont reçue ne m'en dégage pas.

Je me borne à cet aperçu, suffisant pour donner une idée de la manière gouvernementale de l'époque. La France devait servir les intérêts de ces messieurs, sans tenir compte des siens propres, et sacrifier à leur fortune personnelle ses enfants et ses deniers.

Ainsi donc, et c'est bien démontré, les campagnes conçues depuis l'établissement de l'empire, les guerres inutiles ou nuisibles qui ont eu lieu, n'ont été entreprises que pour la glorifi-

cation ou l'utilité des Bonaparte et de leurs zélés serviteurs.

Il est une autre plaie de ce régime dont je ne vous ai pas parlé, c'est la famille de monsieur Napoléon III en dehors des enfants de Jérôme. Elle a cependant été d'un entretien très-onéreux au pays. Quant à la valeur personnelle des individus, elle est pesée par l'opinion publique. La majorité est nulle, tous, un surtout, ont créé de grands embarras à la France.

Inutile de rappeler l'histoire du trop fameux soufflet. Elle eut des conséquences déplorables, quoique tous les torts n'aient pas été du côté de Pierre Bonaparte : son caractère et ses antécédents lui étaient défavorables et pouvaient le faire supposer capable de certains actes violents.

Il ne nous convient pas d'en dire davantage sur ce sujet. Il apporte une preuve de plus à la revue rétrospective sommaire que nous présentons ici, cela nous suffit pour le moment.

# XI

## TROISIÈME PARTIE

**SOMMAIRE.** — Ni bien ni mal. — Ecole de dépravation permanente. — Le général Boum et ses successeurs. — L'argent prime l'honneur. — Balthazar — La Providence. — Les drôlesses. — Le point culminant. — Les mages et le sauveur — Le colosse aux pieds d'argile. — Les rois et leur frère. — Le point noir. — Roulé — Comment on tombe. — De mal en pis — Encore six millions — Toujours la dynastie. — Le chat nous guette. — A Berlin ! — Il a menti.

La troisième partie de notre épopée renferme des événements tout à fait contraires et qui achèvent de compléter le tableau.

Rien ne peut donner une idée de ce qu'était la France pendant ces années des prospérités misérables.

Les notions du bien et du mal n'existaient pour ainsi dire plus.

La littérature, les théâtres étaient tombés dans les bas-fonds, ce n'était plus qu'une école de dépravation, où rien n'était sacré pour le ricanement et les sarcasmes.

On gouaillait toutes choses, depuis Dieu jusqu'à l'amour de la patrie. Le courage militaire, la gloire du drapeau étaient tournés en dérision. Aussi a-t-on encouragé l'espèce des *Général Boum* et consorts ; nous n'en avons vu que trop d'imitateurs dans la guerre actuelle.

Nous ajouterons, pour être juste, que si l'on a servi au public de semblables ragoûts, c'est que ses instincts dépravés n'en admettaient pas d'autres. Les bons livres, ceux qui renfermaient des saines doctrines, ceux qui pouvaient distraire et amuser délicatement l'esprit, restaient sur les rayons, de même que le répertoire honnête se jouait devant les banquettes. Or, dans un siècle où l'argent prime l'honneur, on ne pouvait attendre des auteurs et des directeurs de théâtre une croisade ruineuse en faveur de

la vertu. Ils offrirent à leurs clients ce qu'ils demandaient, et probablement même restèrent-ils au-dessous des aspirations d'une foule, à qui les plaisirs de ce genre n'auraient bientôt plus suffi. Ses impressions se blasaient, nous ne savons où on l'aurait conduite, si le malheur n'avait frappé au milieu du festin de Balthasar, comme aux temps bibliques.

La limite fixée par la Providence était atteinte.

Avant d'en arriver à ce point suprême, le gouvernement avait lâché la bride aux mauvaises passions, aux désordres qui devaient inévitablement porter dans les masses une perturbation mortelle.

Il proscrivit avec inflexibilité les grandes œuvres de l'intelligence qui pouvaient attaquer son omnipotent pouvoir, il toléra les obscénités, ces écarts de gestes et de langage, dont les hommes même rougissaient.

Les femmes coururent les cafés chantants, hantèrent les casinos, où l'on prodiguait effron-

tément la pudeur et les simples convenances ; on divinisa, on couvrit d'or des drôlesses, dont le seul mérite était leur cynisme et leur dévergondage. On les fit venir aux Tuileries, dans les salons officiels. Elles débitèrent leurs ignobles palinodies devant l'impératrice, devant les jeunes filles, qui trouvèrent l'exhibition *très-amusante*, et qui applaudirent du bout de leurs gants parfumés, en riant avec éclat.

Était-il étonnant alors que toute la ville y courût ?

Un autre gouvernement eût-il encouragé ces saturnales ?

L'exposition fut le point culminant de ce règne sans précédents, M. Napoléon et sa cour virent défiler devant eux tous les souverains, que le bruit de ces merveilles attirait. Ils crurent — nous entendons Napoléon et les siens — à un hommage rendu par ces nouveaux images au nouveau sauveur de l'Europe et du monde. Leur vanité s'en gonfla au point de les rendre aveugles et sourds, et de leur donner en

eux une de ces confiances hautaines qui ne reculent devant aucune audace.

Sous le masque de cet hommage trompeur, un véritable esprit politique eût facilement découvert les secrètes intentions, les pensées intimes de ces princes, qui ne venaient à lui que pour prendre sa mesure. Ils voulaient apprécier par eux-mêmes les côtés faibles de ce colosse aux pieds d'argile, et se rendre compte des moyens à employer pour l'abattre. Ils ont tout examiné, aucune de nos folies n'a échappé à leurs observations, ils ont feint de les partager, afin de les mieux connaître, l'enivrement de l'amour-propre avait placé un tel bandeau sur les yeux de cet homme qu'il ne s'en est pas aperçu. Il n'a vu, il n'a voulu voir que le triomphe.

Les rois voyageurs, sont retournés chez eux avec la certitude de leurs impressions, ils avaient jaugé leur *frère* et sa puissance; ils savaient par quel point l'attaquer. Guillaume méditait déjà la lutte qu'il comprenait inégale, et préparait notre envahissement.

Voilà à quoi servirent les millions dépensés,



les fêtes, les prodigalités insensées, dont nous avons fait les frais.

La bataille de Sadowa avait été le premier point noir de cet horizon. Nous eûmes l'air d'arrêter la Prusse dans son désir de conquête, mais il y eut des dessous de cartes qui nous portèrent une première atteinte, inaperçue mais certaine.

On commença à réfléchir, à craindre quelque peu ; l'insouciance reprit le dessus. M. de Bismark avait joué un jeu merveilleux de finesse ; Napoléon fut *roulé* — ce mot d'argot peut seul rendre l'exagération du fait, — d'une telle manière qu'un enfant eût été moins facile à duper, je l'ai dit. Il crut aux compliments, aux protestations, et posa de sa main la première pierre au monument triomphal de la Prusse, et par conséquent à son propre abaissement.

Cet homme si fort, cet homme qui, disait-on, tenait l'Europe dans sa main, fut bafoué par M. de Bismark, auquel il se croyait cent fois supérieur.

Il serait facile de démontrer que, dans maintes occasions, ses ennemis, en lui faisant des courbettes, se sont ainsi moqués de lui et de nous.

Les marques de la décadence se précipitèrent, dans ces dernières années, avec une rapidité vertigineuse; l'édifice craquait de toutes parts, nous le sentions tous, et nous regardions l'avenir avec inquiétude. Monsieur Napoléon se décida à examiner plus attentivement, à creuser au-dessous de la surface, et cette inquiétude le gagna.

Il fut effrayé lui-même de l'abîme caché sous ses pieds.

Il sentit la nécessité d'enrayer sur cette pente, mais le char était tellement lancé, il roulait si vite, qu'une main plus vigoureuse que la sienne aurait eu peine à l'arrêter.

Il sonda les plaies, elles étaient vives et douloureuses, il fallait un traitement énergique. Il n'avait ni le pouvoir ni les facultés nécessaires pour l'entreprendre et préféra temporiser. Sa

faiblesse entra dans la voie des concessions ; il se laissa entamer, dès lors il fut perdu.

Un gouvernement qui, après avoir tout possédé, accepte un amoindrissement, quand il n'a pas l'opinion des honnêtes gens pour drapeau, se détruit lui-même et ne doit plus compter sur une longue existence.

La porte fut ouverte aux discussions passionnées, les partis exaltés relevèrent la tête à ce semblant de liberté; ils s'essayèrent dans l'ombre d'abord, ouvertement ensuite. Depuis longtemps déjà, les villes se désaffectionnaient de celui qu'elles avaient d'abord regardé comme un sauveur. Elles ne se révoltaient point, parce qu'en France, quoi qu'on en dise, le premier besoin de la grande majorité est le repos et la paix. On hésitait à se jeter dans un inconnu qui pouvait devenir un cataclysme, on conservait l'empire en le méprisant, dans la crainte d'une république démagogique et sanguinaire. — Sa seule force était là.

Les vociférations des clubs, les manifestations des faubourgs n'étaient pas faites pour donner

de la confiance en un nouvel ordre de choses, provenant de cette source. Monsieur Napoléon en profita pour augmenter les terreurs, il fomenta ou laissa fomentier des troubles, et mêla la police à ces mouvements dont la liberté eut tant à souffrir.

Les paysans lui restaient.

Leurs denrées vendues à des prix fort élevés, leur propriété assurée les attachaient à celui qui les faisait riche. Il ne s'y trompa pas et voulut retremper sa puissance dans un nouvel appel à ce peuple des champs, facile à illusionner, et qui lui apporta six millions de suffrages.

Ce fut un temps d'arrêt bien court. Il ne fit illusion à personne, si ce n'est peut-être au plus intéressé; encore cette espérance fut-elle de courte durée.

La campagne le soutenait, mais la partie intelligente de la nation en était lasse. Il fallait néanmoins demeurer à sa place; à quelle jonglerie avoir recours pour étayer ce trône chan-

celant, qu'il sentait s'écrouler sous lui, et qu'il désirait tant léguer à sa dynastie.

Sa dynastie ! Telle était sa marotte, son unique objectif, et c'est surtout là ce qui l'a perdu ; il eût mieux fait de penser davantage au présent, et de ne pas tant compter avec l'avenir.

Le peuple français est avide de gloire, il résolut de l'en saturer, car, dans son aveugle présomption, il n'admettait pas même l'idée d'une défaite.

La Prusse, dont les vues avaient une autre profondeur que les siennes, ne le menaçait pas, elle attendait l'heure fatale où il se déciderait à jouer lui-même ce jeu ; elle escarmouchait, elle lançait quelques ballons d'essai, qu'elle retenait sagement, pour mettre les premières atteintes sur le compte de son adversaire ; elle le connaissait assez pour être sûr qu'il y viendrait au temps voulu. Patient, elle guettait. Forte, presque invincible, connaissant jusqu'aux derniers détails la carte de France, elle avait pesé nos ressources, voyait nos illusions, elle escomptait nos chimères, l'incurie de nos chefs, et, sûre

de sa victoire, elle voulait encore s'assurer le beau rôle dans l'épopée qui se préparait.

Monsieur Napoléon devint fou jusqu'à l'absurdité : il donna dans tous les pièges ; il brandit son épée et se crut appelé à continuer son oncle dans ses conquêtes.

Il enivra les Français en leur promettant une seconde représentation de nos anciens triomphes, et poussa le premier ce cri :

— A Berlin !

qu'on nous a tant reproché et que nous avons payé si cher.

Et cet homme n'avait rien prévu.

Non, la nation n'avait ni deviné ni désiré la guerre, on la lui a offerte, on a réveillé ses instincts batailleurs, on lui a assuré que tout était prêt, qu'elle avait des armées formidables, que ses magasins regorgeaient de munitions, et qu'enfin elle était sûre de vaincre.

Elle a accepté, elle a acclamé ces espérances.

Ce n'en est pas moins une infamie que de la rendre responsable, et quand monsieur Napoléon dit :

— Je ne voulais pas cette guerre, j'ai eu la main forcée par mon peuple.

Il a menti !

Qu'on me pardonne cette brutale parole ; il n'est pas d'autre mot pour répondre à cette lâche dénégation, qui ne laisse pas même à l'empereur déchu l'excuse d'une volonté personnelle.

Il est donc avéré, et le fait ne se conteste pas, que Napoléon seul nous a jetés en pâture à l'étranger qui nous ronge. Nous ne pouvons nous en prendre qu'à lui de tous les maux agglomérés sur notre patrie. Il en sera seul responsable devant Dieu, devant l'Europe et devant la postérité.

---

## CONCLUSION.

Tel est en abrégé le fidèle tableau de ce règne.

Monsieur Napoléon a joui d'une autorité sans bornes.

Il a disposé, sans contrôle, de la fortune publique et de tous les emplois.

En un mot, il a été le maître absolu :

Où nous a-t-il menés ?

Le caractère de la nation a été abaissé,



l'amour de l'argent, la soif des honneurs et des décorations, celle des plaisirs sensuels, le besoin du luxe ont tout dominé.

Nous avons mis notre vanité dans notre abaissement, nous sommes devenus les fanfaron des vices mêmes que nous n'avions pas.

L'intérêt était le seul guide, le seul mobile; aussi, au moment de sauver le pays, n'avons-nous plus guère rencontré que l'égoïsme et la personnalité.

L'armée, composée par la faveur, a perdu sa force et son prestige et n'a offert à l'ennemi qu'une faible résistance; l'indiscipline et l'ivrognerie n'ont pu être réprimées; les généraux et les officiers de cour, plus occupés de leurs croix et de leur avancement que d'apprendre leur métier, ont gêné les mouvements des véritables militaires, ardents et dévoués à la défense et au salut de leur France bien-aimée.

Les arts, les lettres, les sciences, tout s'est ressenti de la décadence amenée par ce dissolvant régime; nous en sommes arrivés à une

désorganisation complète, à une décomposition du corps social, que tous nos efforts suffiront à peine à arrêter.

Après ces considérations, l'empire serait-il fondé à revendiquer le droit du malheur ?

Non, non, mille fois non. Le malheur est pour nous, nous en avons épuisé la coupe jusqu'à la lie, mais la honte est pour lui, nous n'en sommes pas responsables. Notre patrie, blessée, humiliée, mourante, se relèvera sans nul doute, pourvu qu'elle s'éloigne de l'incapacité et de l'influence funeste exercées par Napoléon III. Dieu lui avait confié une nation qu'il pouvait faire heureuse et grande, il l'a réduite au dernier degré de l'infortune, livrée à tous les revers.

Notre intention ne fut jamais d'écrire un pamphlet. En parcourant ces pages, on en restera convaincu.

Nous ne sommes pas sortis, nous l'espérons du moins, des bornes de la convenance et de l'impartialité.

Notre unique but a été d'éclairer le pays, en lui disant la stricte vérité, sans passion et sans injure.

Nous avons remis sous les yeux le tableau exact de la déconsidération, des maux effroyables que la France doit aux Bonaparte.

Qu'elle juge l'avenir par le passé, et que sa raison et sa conscience prononcent !

FIN.

UN DINER A VERSAILLES

CHEZ

M. DE BISMARCK

---

Bruxelles. — Imprimerie de A -N. Lebègue et C<sup>o</sup>, 6, rue Terrarcken.

---

UN DINER A VERSAILLES

CHEZ

M. DE BISMARCK

PAR

ANGEL DE MIRANDA

~~~~~  
QUATRIÈME ÉDITION  
~~~~~

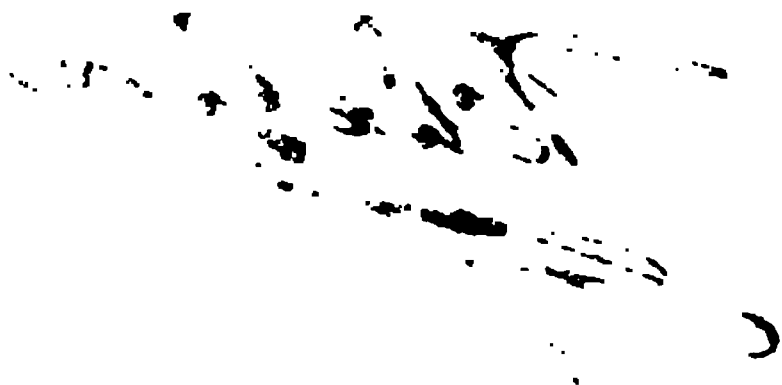
BRUXELLES  
OFFICE DE PUBLICITÉ

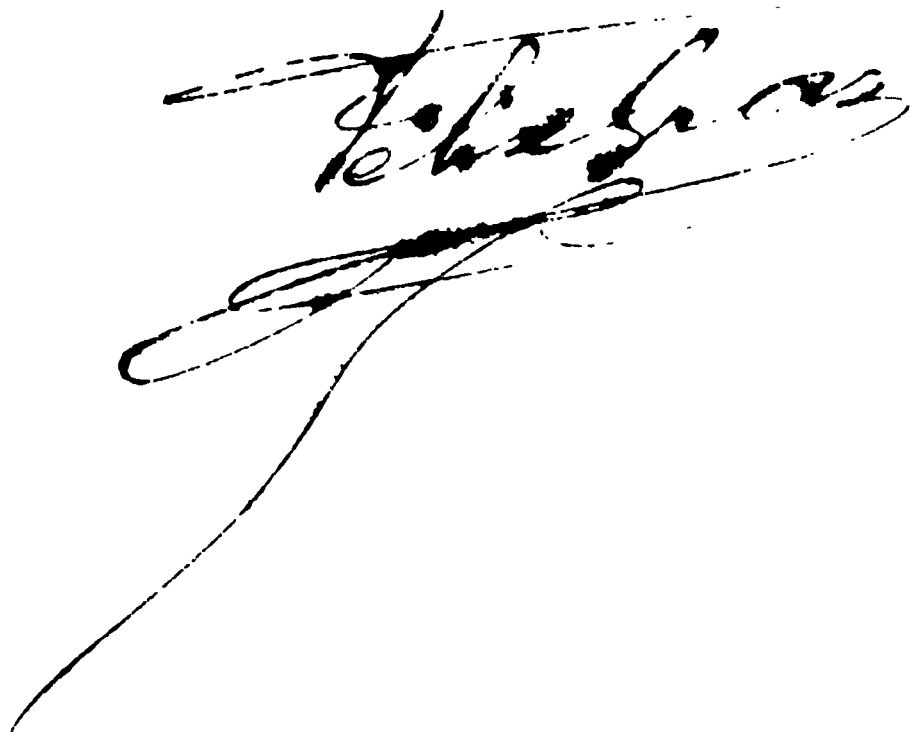
A.-N. LEBÈGUE ET C<sup>s</sup>, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE DE LA MADELEINE, 46

---

REPRODUCTION INTERDITE





## AVANT-PROPOS

Je suis obligé de parler de moi, et j'en demande pardon tout d'abord. Dans le récit qui va suivre, il n'y a vraiment pas moyen d'effacer ma personnalité et d'éviter le *je* prétentieux et haïssable.

Ce récit, d'autre part, je ne puis guère ne pas l'entreprendre : outre que ma profession de journaliste m'y engage spécialement, l'aventure dont j'ai été le seul héros, ou pour mieux dire la seule victime, n'en appartient pas moins au public ; les circonstances auxquelles cette aventure est liée en font un objet d'intérêt pour tout le monde et me commandent de ne point la conserver dans mon



souvenir comme une chose intime et personnelle.

Je n'éprouve ni colère, ni désir de vengeance, ni besoin de pitié ; je veux raconter simplement, brutalement, sans commentaires ni développements superflus, un curieux épisode de l'invasion allemande sur la terre française.

Les journaux annoncèrent, il y a un mois, mon arrestation à Versailles, mon emprisonnement, ma translation à la forteresse de Mayence, puis, dernièrement, mon évvasion. *L'Étoile belge* du 11 novembre publiait à ce sujet une note où j'annonçais le travail qui paraît aujourd'hui.

Cela dit, quelques explications avant de commencer.

Paris, la ville sympathique par excellence, où tant d'hommes ont trouvé une seconde patrie, a pour moi des titres spéciaux qui le recommandent à ma reconnaissance la plus vive.

C'est à Paris que je suis arrivé, un jour d'exil, errant et pauvre, tout meurtri de la lutte soutenue dans mon pays pour la liberté. C'est à Paris que nous avons trouvé, moi et mes compagnons d'infortune, un refuge hospitalier, l'aide moral dont notre cause avait besoin, le pain que réclamait notre indigence. La presse parisienne m'accueillit, moi qui balbutiais à peine la langue nationale ; je trou-

vai chez elle des maîtres complaisants pour redresser mes barbarismes.

Quand l'heure du combat sonna de nouveau pour mon parti, cette presse, tant accusée de vénalité, m'ouvrit gracieusement l'arsenal dont elle dispose, afin que j'y prisse les armes nécessaires à la défense de notre révolution ; plusieurs des plus vaillants luttèrent avec moi.

Au jour néfaste où Napoléon III ayant arraché le gant de la France le lança par-dessus la frontière allemande, je me trouvais au sein du journalisme parisien comme dans une famille nouvelle à laquelle m'attachaient les liens les plus étroits. Mon embarras fut extrême : mon cœur me disait d'épouser cette querelle de la France ; mon esprit résistait en face d'une guerre injuste, n'ayant d'autre raison qu'une politique aux abois, d'autre but qu'un intérêt dynastique, d'autre résultat possible qu'une recule dans la voie du progrès et une rupture de l'équilibre européen. De plus, j'étais Espagnol, c'est-à-dire du pays dont une question de politique intérieure avait servi de prétexte à cette querelle entre deux despotes, d'autant plus tenu, par cela même, d'observer une stricte neutralité.

A ce moment, l'esprit public en Espagne était fort surexcité contre la France. Le parti libéral gardait

une vieille rancune contre des voisins qui, en abdiquant leur liberté entre les mains d'un autocrate, avaient créé un obstacle permanent à l'émancipation progressive des peuples de l'Europe, à commencer par l'Espagne; quant aux autres partis, ils avaient eu successivement à se plaindre de la politique fourbe et ambiguë de l'empire. Tous les Espagnols, dans la circonstance présente, se trouvaient fort offensés du veto mis par Napoléon III à l'un des droits les plus élémentaires de la souveraineté des nations, celui du libre choix d'un chef d'État, et quoique le prince de Hohenzollern n'eût en Espagne que de rares partisans, l'opposition formelle mise à son élection par le gouvernement impérial avait froissé le sentiment public dans toute la péninsule.

Ces circonstances réunies rendaient ma position fort délicate; je remplissais en France des fonctions officielles, et en même temps j'étais attaché à la rédaction d'un journal parisien qui avait rendu, dès sa création, de grands services à notre cause révolutionnaire.

Ce journal, cependant, avait eu la malheureuse inspiration de soutenir la guerre *à priori*, et depuis l'incident Hohenzollern, il était monté à un diapason des plus belliqueux.

Les réclamations diplomatiques dont l'incident fut accompagné au début donnèrent lieu à des accusations de mauvaise foi et de mauvais vouloir dirigées contre le gouvernement espagnol. Ce journal m'ouvrit ses colonnes pour y défendre mes amis politiques, et c'est à la suite de cette circonstance que je devins rédacteur responsable de toute la partie étrangère du *Gaulois*. Depuis le commencement des réclamations diplomatiques dont je viens de parler, cette partie du journal porta ma signature.

L'attitude du *Gaulois* ne tarda guère à rendre ma position très-difficile. Forcé de garder un poste compromettant, je m'efforçai de mettre dans mes articles la plus grande discrétion, me bornant, au début de la campagne, à donner des extraits de journaux étrangers, des nouvelles, et m'abstenant le plus possible de commentaires.

La guerre avançait; un succès aussi inattendu qu'incontestable couronnait les armes prussiennes. Ces victoires successives devenaient à mes yeux, comme aux yeux de tant d'autres, un danger pour toute la race latine et une menace pour l'équilibre européen. Le désastre de Sedan, l'intention avouée par la Prusse de s'annexer l'Alsace et la Lorraine, vinrent mettre le comble à mes appréhensions.

Depuis 1815, le droit international poursuit cet

idéal : l'abolition du droit de conquête, d'après les idées modernes, toute annexion, dans le cas extrême où elle aurait été reconnue indispensable, doit être accomplie, ratifiée par le suffrage universel, seule expression légitime de la souveraineté nationale.

L'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, accomplie par la Prusse dans les circonstances que nous connaissons, devait être considérée comme un acte de violence odieuse, un retour pur et simple aux époques les plus néfastes où la loi de la force et le *vœ victis* constituaient tout le code des nations.

Dès ce moment, la protestation devenait un devoir ; toutefois la loi de neutralité me commandant la prudence, je m'abstins encore d'élever la voix contre la politique envahissante de la Prusse ; à peine hasardai-je, dans de courts entrefilets, quelques réflexions de détail sur ce sujet brûlant.

Je ne puis m'empêcher, toutefois, de flétrir comme elle le méritait, la façon toute proconsulaire dont le vainqueur traitait les provinces occupées.

Les événements se précipitaient. Un gouvernement de la défense nationale venait d'être proclamé, qui prit la forme républicaine plutôt par suite de la dissolution des pouvoirs publics réguliers que par le désir d'imposer l'opinion de ses membres à la France. Un des chefs les plus illustres de ce nou-

veau pouvoir, plein de l'autorité que donne un passé sans tache, un talent incontesté et l'immuable fixité des convictions, s'en alla, une branche d'olivier à la main, à la rencontre de l'envahisseur. Il fut reçu avec arrogance. M. de Bismark dont le machiavélisme procure aujourd'hui à l'Allemagne des satisfactions d'amour-propre aussi éphémères que chèrement payés, M. de Bismark refusa toute concession et posa d'une façon catégorique le droit de conquête.

Le négociateur s'en retourna et, dans un manifeste qui restera comme un titre de gloire dans les fastes du grand parti libéral, il informa l'Europe de l'échec de sa négociation.

A partir de ce moment, garder le silence devenait impossible; l'attitude du gouvernement prussien, menaçante pour toute notre race, était amplement commentée par les journaux d'Allemagne, qui proclamaient hautement la déchéance de toute la famille latine et l'avènement des Germains à l'empire du monde. J'écrivis sous ce titre : *La Prusse devant l'Europe*, un article où je condamnais, au nom du progrès humain, l'ambition de la Prusse, et où j'appelais ardemment l'intervention des neutres. Cet écrit, où se trouvait les négligences de style ordinaires de l'improvisation quotidienne, je char-

geai l'un de mes amis de le corriger en épreuves ; en rétablissant certaines phrases , il y introduisit des violences de langage que je fus le premier à regretter : le roi de Prusse se trouvait qualifié de *caporal mystique*, et certaines épithètes se ressentaient de l'indignation, très-justifiable d'ailleurs, qui agitait en ce moment tous les esprits.

J'aurai voulu pouvoir effacer ces traits par trop aigres, ces expressions agressives qui, sans ajouter à la force de l'idée, devaient paraître spécialement inconvenantes sous la plume d'un écrivain appartenant à une nation neutre ; mais il était trop tard.

J'ai parlé plus haut de ma position officielle. Il y a lieu de s'étonner, d'après les idées françaises, qu'un journaliste parisien se double d'un fonctionnaire : je suis depuis deux ans l'un des chefs de mission que l'Espagne entretient dans les trois grands centres financiers de l'Europe, Londres, Paris et Amsterdam, pour gérer ses opérations de crédit. En Espagne, où les mœurs sont essentiellement démocratiques, les fonctionnaires ne forment pas, comme ailleurs, une sorte de caste privilégiée, ils n'ont point de devoirs spéciaux à remplir dans la vie commune et leur position sociale est celle de tous les citoyens. La constitution péninsulaire consacrant tout d'abord le droit que possède tout Espa-

gnol d'exprimer ses opinions avec une liberté absolue, verbalement ou par écrit, le fonctionnaire peut user de ce droit comme tout autre citoyen. En vertu d'une telle loi et de telles habitudes, il est commun de voir des personnes constituées en haute dignité faire métier de journalistes et discuter en cette qualité les intérêts publics ; ainsi, le capitaine général de Madrid soutient fréquemment dans le journal *El Puente de Alcolea* ses idées personnelles sur les affaires de l'État. Pour moi, mon gouvernement, à qui j'avais eu l'occasion, en ma qualité de publiciste, de rendre quelques modestes services, m'encourageait plutôt, malgré mes fonctions officielles, dans la voie où je m'étais engagé.

Après la publication de l'article, dont je regrettais vivement les quelques expressions violentes passées à mon insu, je pris le seul parti qui me parût digne des circonstances, celui de m'abstenir désormais de toute intervention dans la discussion politique. Dès lors, ma présence à Paris n'avait plus de raison d'être. La liquidation du semestre de notre dette, encore en cours au moment où le siège commença, était déjà terminée ; toutes les obligations courantes étaient couvertes ; aucune opération nouvelle n'était pendante.

J'avais été attaché, depuis le commencement



de la guerre, au cabinet de notre dernier ambassadeur, M. de Olozaga, pour travailler sous sa haute initiative à consolider la bonne entente entre la France et l'Espagne; de ce côté aussi ma mission était finie : j'avais eu la satisfaction de contribuer, dans les limites de ma modeste influence, à faire disparaître toute trace de froissement entre le gouvernement français et celui de mon pays; grâce à l'ancienne amitié dont m'honorent quelques membres du gouvernement provisoire et au bienveillant accueil que je trouvai auprès d'autres; grâce aussi au prestige personnel dont M. de Olozaga jouissait à juste titre par son talent éprouvé et toute une vie consacrée à la défense de la liberté, une entente cordiale s'était rétablie rapidement entre les cabinets de Paris et de Madrid.

Ce résultat ne manquait pas d'importance, et il y avait eu quelque mérite à l'obtenir : en effet, l'opinion publique n'était pas sans s'irriter contre l'Espagne qui avait fourni le prétexte de cette guerre désastreuse; un incident regrettable d'abord, mais qui se termina heureusement, ne laissait aucun doute à cet égard : la veille du jour où la déchéance de l'Empire fut proclamée au Corps législatif, la voiture de l'ambassadeur d'Espagne avait

été assaillie devant le Palais-Bourbon : il fallut donner certaines explications à la foule, qui changea l'agression en triomphe, et escorta l'ambassadeur jusqu'à son hôtel en criant : « Vive l'Espagne ! Vive la république universelle ! »

Enfin, les hommes du nouveau pouvoir, partisans pour la plupart de la forme républicaine et rendus méfiants par vingt années de fourberies politiques, n'arrivèrent qu'après certains efforts à reconnaître le libéralisme du cabinet espagnol. La décision prise par M. de Olozaga de reconnaître un des premiers le gouvernement de la défense nationale, n'avait pas peu contribué à dissiper tout malentendu.

L'ambassadeur partit pour Madrid; le personnel de la délégation transporta ses bureaux à Tours; je n'avais donc plus aucun devoir qui me retint à Paris. Je résolus de me rendre à Tours et d'y attendre les ordres de mon gouvernement, non pas toutefois sans tenter de resserrer encore davantage les liens qui unissaient déjà le pouvoir exécutif de mon pays et le gouvernement de la défense. Plus l'avenir s'assombrissait, plus l'attitude prussienne semblait menaçante, plus je voyais l'importance d'un accord intime entre ceux qui avaient pour mission de diriger la politique des peuples latins.

J'avais souvent l'occasion de m'entretenir dans ce sens avec un homme dont la rare énergie a trouvé une si heureuse application dans les dangers de cette crise, M. le comte de Kératry, que des relations tout intimes me permettaient de voir quotidiennement. Son concours m'avait beaucoup aidé à cimenter l'union franco-espagnole; il me proposa, au moment de mon départ, une entrevue avec M. Jules Favre; j'acceptai avec reconnaissance.

Il n'est point utile de rapporter ici ce qui se dit dans cette entrevue, sans le moindre caractère officiel. Il fut naturellement question des relations entre les deux peuples. Je dois dire simplement, pour rendre hommage au personnage illustre qui dirige les relations extérieures de la France, qu'il parla de l'Espagne en homme d'État plutôt qu'en homme de parti, et qu'il mit dans cet entretien toute la bienveillante bonté qui rapproche les distances.

Pour moi, je ne fis que commenter mes correspondances avec le maréchal Prim, dont l'esprit, en ce qui touche la France, peut se résumer dans cette phrase, écrite le lendemain de la bataille de Sedan (je cite de mémoire) :

« Quel épouvantable désastre ! Quelle catastrophe

» incroyable ! Mon cœur en est aussi péniblement  
» ému que celui du Français le plus patriote ! »

Après cette conversation, dont je sortis l'âme confiante encore dans la délivrance de la France et dans l'avenir de notre race, je ne m'occupais plus que de mes préparatifs de voyage.

---

# I

Ce n'était pas un mince souci. L'espionnage prussien, exercé sur une vaste échelle avec une incroyable hardiesse et une grande habileté, avait rendu méfiantes les autorités françaises, et presque léroces les citoyens chargés de la police des avant-postes, les saufs-conduits nécessaires ne s'obtenaient qu'après beaucoup de difficultés, et, une fois obtenus, ils ne mettaient point à l'abri de la suspicion. De leur côté, les Prussiens, édifiés par leurs propres stratagèmes, soumettaient à un contrôle extravagant les rares personnes à qui ils permettaient de franchir leurs lignes. Il fallait donc se mettre en règle d'une façon exceptionnelle.

Les difficultés que je trouvais à me procurer les pièces nécessaires se compliquaient encore en l'absence de mon ambassadeur. Toutes furent vaincues, grâce à l'obligeance de M. de Lancaster, chargé d'affaires par intérim du Portugal, qui se mit gracieusement à ma disposition. Je me trouvais bientôt, grâce aux bons offices de ce diplomate, possesseur des pièces suivantes :

1° Un passeport du consul d'Espagne, seul fonctionnaire de mon pays qu'il y eût encore à Paris muni de l'autorité suffisante pour délivrer un tel document ;

2° D'un passeport du chargé d'affaires du Portugal, où il était dit que j'étais porteur des dépêches de cette légation ;

3° Un sauf-conduit du ministre des États-Unis, chargé de représenter la Prusse à Paris, pendant la durée de la guerre, pour les affaires de chancellerie. Mon désir de traverser les lignes prussiennes, dans la direction de Tours et de l'Espagne, était indiqué dans cette pièce, et ma demande était spécialement recommandée aux autorités militaires de la Confédération du Nord ; je réclamaï l'exercice d'un droit reconnu par les usages internationaux en faveur des fonctionnaires accrédités par les puissances amies des belligérants et même des simples citoyens ;

4° Un laissez-passer du gouverneur de Paris.

Toutes ces pièces étaient délivrées au nom de M. Angel de Vallejo, vice-président de la commission des finances d'Espagne à Paris, attaché à l'ambassade d'Espagne. J'insiste sur ce point, parce que, ainsi qu'on le verra plus loin, une des accusations mises en avant pour servir de prétexte aux violences exercées contre moi, fut celle de m'être servi d'un faux nom.

Cette difficulté surmontée, d'autres se présentaient : il me fallait, pour sortir de Paris, une voiture et des chevaux, un cocher et un officier parlementaire.

La question de l'attelage fut vite résolue ; l'état de siège, en rendant les bêtes de trait article de boucherie, avait produit, dans le prix des chevaux principalement, une baisse fantastique. Six chevaux de la reine Isabelle payés jadis 36,000 francs venaient d'être adjugés au Tattersall pour 1,000 francs, et les deux célèbres trotteurs envoyés à Napoléon III par l'empereur de Russie, estimés 56,000 francs, n'avaient pas trouvé acquéreur à plus de 800 francs.

Mon équipage fut bientôt prêt : un coupé des plus présentables, deux chevaux superbes et une paire de harnais fort élégants, le tout payé 600 francs.

Quant au cocher, je n'avais que l'embarras du

choix, et quel choix ! De nombreuses demandes m'étaient adressées chaque jour ; les domestiques pleuvaient chez moi, tous gens très-bien, accoutumés à recevoir et non à donner les services qu'ils m'offraient.

Nous convînmes de partir ensemble, trois de mes confrères et moi, l'un faisant l'office de cocher, le second de secrétaire, le troisième de groom.

Rèstait le parlementaire, beaucoup plus difficile à se procurer. Les commandants des lignes françaises se montraient fort avarés de cette faveur, et ils avaient raison, car les Prussiens, avec leur ingéniosité habituelle, avaient réussi à tirer un assez joli parti des parlementaires qu'on leur envoyait. D'abord ils s'étaient refusés, sous divers prétextes, à en recevoir ailleurs qu'au pont de Sèvres ; or, ce pont se trouve sur la ligne d'attaque du Point du Jour et du bois de Boulogne, le côté le plus faible de l'enceinte, par conséquent l'objectif principal des efforts de l'armée assiégeante. Le pont ayant sauté, le passage s'effectuait par un canot. C'était là une traversée fort longue, sans qu'il y paraisse, parce que les Prussiens avaient toujours soin de la faire durer outre mesure ; en effet, à chaque parlementaire qui se présentait, le Mont-Valérien, qui commande cette zone, était obligé de suspendre son feu ; les Prus-



siens, cependant, activaient leurs travaux avec une énergie qui n'arrêtaient plus les volées parties du fort; à la faveur de ces trêves, ils établissaient tranquillement leurs batteries d'attaque. Aussi se montraient-ils aussi empressés à répondre aux signaux parlementaires que lents à se mettre à portée de voix et à terminer la négociation qui avait fait arborer le drapeau blanc.

Ce truc découvert, il était tout naturel que les Français montrassent sous ce rapport une répugnance égale à l'enthousiasme des Prussiens.

Au ministère de la guerre, on décida que mon départ coïnciderait avec celui du ministre de Colombie et qu'un seul parlementaire servirait pour les deux.

Au dernier moment, deux de mes compagnons se ravisèrent et renoncèrent à partir. M. François Oswald, rédacteur théâtral du *Gaulois*, m'accompagna seul : c'était surtout du voyage de M. Oswald que l'on pouvait dire : « La politique est étrangère à l'événement. » Jamais il n'avait écrit une ligne qui pût le compromettre en aucune façon; son départ était justifié par l'inquiétude que lui inspirait le sort de sa famille dont il est le soutien, et qui avait quitté Paris avant le siège. Il partait en qualité de mon valet de chambre, mais son nom figurait en toutes lettres dans mes papiers.

Nous avions pris rendez-vous à la porte Maillot, le ministre de Colombie et moi; il était porteur de la lettre du ministre de la guerre au général Ducrot qui nous accordait un parlementaire.

Un poste de gardes nationaux gardait cette issue. L'aspect de la suite nombreuse du ministre mit en émoi ces braves gens; en effet, ce diplomate, qui emmenait un grand nombre de ses nationaux, n'avait pas moins d'une dizaine de voitures derrière lui.

On nous arrête, grand tumulte au poste; le chef, dans son trouble, déchire précipitamment l'enveloppe de la lettre adressée au général; malgré cette lettre, on nous refuse le passage, et c'est à grand-peine que nous pouvons avertir le quartier général de notre situation. Le général Aubert, chef de l'état-major, nous informe que le pont de Sèvres étant coupé, il n'était pas possible de franchir les lignes en voiture.

Il nous fallut rentrer à Paris fort désappointés, le ministre traînant derrière lui tout le convoi de ses nationaux, ce qui rappelait un peu la noce du *Chapeau de paille d'Italie*, — toutefois avec le rire en moins.

Il fit de nouvelles démarches qui n'aboutirent que plusieurs jours après. M. Oswald et moi, nous

nous résignâmes à partir, dans un équipage très-simplifié, où chevaux et voitures n'entraient pour rien.

Quand j'allai prendre congé du ministre de Colombie, à qui m'unissaient des relations de vieille date et une communauté d'idées et de travaux, il manifesta certaines craintes au sujet de mon voyage : on savait mes sympathies pour la France, l'air était rempli de rumeurs sur des projets d'alliance franco-espagnole, etc., etc.

— Parmi les nombreux visiteurs, ajouta-t-il, que vous avez pu rencontrer dans mon salon, je serais fort étonné s'il ne se trouvait pas au moins un ami de la Prusse...

Le lendemain je me présentai de nouveau au quartier général de la Porte-Maillot ; de là, je fus dirigé aux avant-postes commandés par le général de Mousson. Il fallut traverser le bois de Boulogne dévasté et converti en bivouac. C'était un triste spectacle : de grands abattis d'arbres, une vaste étendue toute hérissée de pieux, car on avait coupé les taillis un peu au-dessus du pied, afin d'entraver la marche de l'ennemi ; les chalets et les kiosques transformés en magasins à fourrages, les pelouses

encombrées de chevaux au piquet, des canons à la file le long des avenues, aux carrefours des barricades, des retranchements faits de terre et de branches; la cascade, à demi-tarie, servant de dépôt à un poste de mobiles bretons. Ce spectacle de destruction serrait le cœur; que serait-ce donc au jour de l'attaque? J'avais vu dans sa splendeur la villa Rothschild, qu'habitait maintenant le général commandant les avant-postes. Je la retrouvai dans un piteux état; des chasseurs campaient dans le parc; nous étions fort loin des gazons peignés et des corbeilles de fleurs arrosées chaque matin. Le général me donna comme parlementaire un de ses aides de camp, qui, avec une courtoisie parfaite, m'accompagna jusqu'à l'autre rive de la Seine. Là, le lieutenant Carl von Uslar, des hussards hessois, reçut mes passeports et nous pria d'attendre la réponse du quartier général, — laquelle, ajouta-t-il, *ne pouvait tarder plus d'une demi-heure.*

Nous restâmes sur la berge. Les forts avaient suspendu leur tir, mais les factionnaires des deux rives échangeaient encore, malgré les ordres, quelques balles, dont le sifflement interrompait d'une façon désagréable la monotonie de notre situation.

*Trois heures s'écoulèrent ainsi. Au bout de ce*

temps, le lieutenant reparut, à cheval, et nous amenant un autre voyageur, le colonel Loyd Lindsay, président de la Société internationale de secours aux blessés, de Londres, et pas de réponse à mon adresse. M. Lindsay demandait à entrer dans Paris; cette permission lui fut accordée au bout d'un quart d'heure. Nous attendions toujours; mon parlementaire s'impatiait; nous voyions, sous nos yeux, s'avancer les travaux que n'interrompait plus le feu des forts. Enfin, n'y tenant plus, nous rentrâmes au quartier général; le drapeau blanc fut retiré.

A peine le feu était-il repris, que la réponse de Versailles arriva comme par enchantement; le prince royal de Prusse M'ACCORDAIT, PAR ÉCRIT, LA PERMISSION DEMANDÉE, en ordonnant au lieutenant von Uslar de réquérir une voiture à Sèvres, et de m'escorter jusqu'à Versailles.

Deuxième traversée de la Seine. M. von Uslar, un véritable gentleman correct et élégant sur son cheval de bataille comme un horse-guard un jour de parade, m'adressa force excuses, accompagnées de révérences, et nous montâmes en voiture.

Profitant de la trêve nouvelle, les soldats français qui gardaient le fort de Sèvres étaient accourus en foule sur la berge et examinaient curieusement les

positions de l'ennemi. Du côté des Prussiens, pas une tête ne se montrait au-dessus des parapets : on aurait pu croire que le pont n'était pas gardé. A peine avions-nous fait quinze pas, que nous nous trouvâmes en face d'un poste nombreux, sous les armes. Je pus apprécier tout d'abord la fameuse discipline prussienne, et je n'oublierai jamais l'attitude du sous-officier, commandant le poste, en présence de mon lieutenant. Le secret de la force de cette incomparable armée me fut révélé dès cet instant.

Quelques notables de Sèvres se trouvaient là, — un prêtre, un médecin, et un grand industriel, tous gens d'une obséquiosité fort supérieure à leur patriotisme ; ils déploraient avec force jérémiades les dommages que leur causait la guerre, se plaignaient de l'entêtement de Paris et montraient une faiblesse peu en rapport avec les sentiments qui animaient les Parisiens.

A Versailles, on me dit que c'était Son Excellence le comte de Bismark qui recevait les fonctionnaires civils à leur arrivée au quartier général.

Cela me fut annoncé par un colonel d'état-major, qui ajouta d'un ton assez ironique :

— Vous vous rendez à Tours, d'après ce que j'ai lu sur vos passeports ; vous n'y trouverez plus

*ces messieurs de la défense* ; l'armée de la Loire est complètement défaite ; Tours doit être occupé, à l'heure qu'il est, et les messieurs de la défense ont dû se sauver.

— Où croyez-vous qu'ils soient allés ? demandai-je timidement.

— Que sais-je ? A Bourges, à Bordeaux, peut-être à Perpignan... Oh ! vous ne tarderez guère à les avoir dans votre pays.

Quelques minutes après, toujours accompagné de mon lieutenant des hussards et suivi de mon domestique improvisé, j'entrais chez M. de Bismark.

---

## II

La maison est située dans une des rues les plus sombres du sombre Versailles ; elle est d'apparence modeste, presque nue. En entrant dans cette demeure toute spartiate, je songeai aux pillages, aux réquisitions forcées, aux wagons entiers remplis de meubles précieux expédiés en Allemagne, et j'admirais le comédien minutieux qui se cache sous le masque de franchise soldatesque du très-excellent chancelier.

Un seul factionnaire se tenait à la porte.

Dès l'antichambre, la chaleur vous prenait à la gorge : le maître se plaît dans cette température



de magnanerie, favorable sans doute à l'éclosion de ses vastes projets. De grands manteaux militaires et d'énormes bottes garnissaient la pièce. A côté se tenaient une douzaine d'individus d'assez mauvaise mine qui travaillaient à un classement de papiers. L'un d'eux se leva, le chef sans doute ; il avait une longue barbe rousse.

Cet homme, qui devait jouer un certain rôle dans les aventures qui m'attendaient à Versailles, était une sorte de maître Jacques, tour à tour huissier, laquais, valet de chambre, selon les besoins, d'habitude préposé aux basses œuvres bureaucratiques de la chancellerie et mouchard perpétuellement.

M. de Bismark, en homme pratique et qui entend l'économie domestique, s'est servi pour monter sa maison militaire des principaux limiers de la police berlinoise. Ces honorables personnages, tout en lui rendant les services les plus divers, lui épargnent l'encombrement d'un personnel nombreux : — célérité et discrétion.

M. de Hatzfeld, chef du cabinet, vint me recevoir, et à son aspect, mon éternel guide le lieutenant de hussards prit aussitôt cette attitude de raideur soumise qui faisait dire à Heine : « Ils ont l'air d'avoir avalé le bâton avec lequel on les rossait jadis. »

La pièce où nous entrâmes après avoir échangé quelques mots était pleine de fumée et d'une température encore plus suffocante que celle de l'antichambre. Deux bougies brûlaient sur la cheminée, fichées dans des bouteilles et faisant deux tristes auréoles dans l'atmosphère opaque. Au milieu, sur un méchant guéridon, il y avait un broc contenant de la bière et quatre gobelets d'argent ; le reste du mobilier n'était rien moins que somptueux et fort élémentaire.

Trois personnes se tenaient là : un général qui s'esquiva à mon arrivée, puis un jeune homme vêtu d'une ample redingote bleu de ciel et de bottes fortes, enfin un grand gaillard assez mal affublé d'une interminable capote verte à collet et à doublure jaune, déboutonnée et laissant voir la chemise et les bretelles.

Ce personnage n'était autre que Son Excellence le comte de Bismark, chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord, pour le moment arbitre souverain des destinées de l'Europe.

Le comte se leva et m'invita à m'asseoir en essayant un sourire aimable qui ne réussit point. Après avoir écouté le rapport que lui fit en allemand, à mon sujet, le lieutenant von Uslar, il se mit à questionner longuement cet officier sur les moindres dé-

tails relatifs à l'incident; puis, il donna des ordres au jeune homme bleu, qui se retira. Ces préliminaires terminés, il revint à moi :

— Il reste donc encore à Paris des membres du corps diplomatique et du personnel des légations ? me demanda-t-il pour entrer en matière.

— Sans doute, monsieur le comte, et je vous croyais très au courant de ce fait, surtout après la note que les ministres restés à Paris ont eu l'honneur de vous adresser dernièrement pour vous demander le libre passage de leurs dépêches.

— C'est vrai; mais je ne comprends guère cette persistance à rester dans une ville assiégée et livrée à l'anarchie. En ce qui vous regarde, je suis plus étonné encore : l'ambassade d'Espagne, ce me semble, est partie depuis longtemps.

— En effet, mais il reste encore, même après mon départ, deux attachés chargés de garder les archives et de suivre le cours des événements militaires, sans compter le consul, et quelques employés de la commission des finances, dont je suis le vice-président.

Le comte parut surpris :

— J'ignorais tout cela, reprit-il ; j'apprends avec étonnement qu'il existe des rapports entre votre gouvernement et ces messieurs de Paris...

Il ajouta :

— Ah ! vous êtes vice-président de la commission des finances... Et comment êtes-vous parti sans nous prévenir ?

— Je vous demande pardon, monsieur le comte, répondis-je, je suis arrivé aux lignes accompagné d'un parlementaire, et j'ai remis au lieutenant von Uslar les saufs-conduits que voici, d'après lesquels le prince royal a daigné m'accorder le libre passage.

En disant cela, je tendis mes papiers à M. de Bismark, qui, sentant qu'il oubliait son rang et prenait les allures d'un gendarme en faction, les repoussa du geste :

— Oh ! c'est inutile, je ne doute nullement de votre identité !

Changeant brusquement de ton, il ajouta :

— Mais vous n'avez pas dîné probablement ; permettez-moi de vous offrir une collation ; elle ne sera pas brillante. L'heure de notre dîner est passée depuis longtemps, et nous manquons de tout à Versailles.

L'officier bleu reparut ; le chancelier me présenta :

— Mon neveu, M. le comte de Bismark, qui vous fera les honneurs en mon absence. Je vous prie de m'excuser, j'ai un travail urgent ; je reviendrai bientôt.

Je fus introduit dans la salle à manger, aussi piteuse d'aspect que le salon. Le système des bouteilles vides en guise de flambeaux y était continué. M. de Bismark neveu s'assit à ma gauche et M. de Hatzfeld à ma droite. On commença la « collation », largement arrosé de bordeaux et de champagne, et, sous prétexte de conversation, M. de Hatzfeld, remplaçant le chancelier, poursuivit mon interrogatoire en véritable juge d'instruction. Tout en affirmant la prompte entrée des Allemands à Paris, la défaite totale de l'armée de la Loire et la prochaine capitulation de Metz, il ne négligeait point de me questionner sur les moindres détails de la situation à Paris :

— Les cercles restent-ils encore ouverts? Y a-t-il encore du monde comme il faut? Comment font ces messieurs pour s'habituer à vivre en commun avec les sans-culottes qui exercent une tyrannie insupportable? Etc., etc.

Je répondis comme il convenait, c'est-à-dire que le patriotisme avait rapproché les distances; que, d'ailleurs, il était question non point de tyrannie, ni de sans-culottes, mais seulement de citoyens qui s'en allaient ensemble aux remparts, laissant pour plus tard le soin de régler leurs rapports mutuels.

Le chancelier rentra sur ces entrefaites, bruyant,

d'allure cavalière; il s'installa à califourchon sur une chaise en face de moi et demanda du bourgogne. Le maître d'hôtel entra, suivi de l'homme à barbe rousse; ils apportaient à eux deux huit bouteilles. M. de Bismark goûta la première; c'était du Nuits; il n'eut point de succès. Une seconde bouteille fut débouchée; cette fois, le chancelier parut satisfait; il examina le liquide à la lueur de la bougie et s'écria :

— Excellent! c'est de la Romanée.

— Vous êtes connaisseur, monsieur le comte, lui répondis-je, et à ce titre, vous devez être satisfait de la cave de céans...

Il m'arrêta :

— Vous vous trompez, s'écria-t-il avec vivacité, ce vin n'est pas de la maison, il vient de l'*Hôtel des Réservoirs*. Je suis gentilhomme, et je me ferais un scrupule de faire pour moi-même la moindre réquisition. Tout ce dont j'ai besoin, je l'achète; je ne veux pas que mes fils aient à rougir de moi. C'est ce qui vous explique, ajouta-t-il en désignant les bouteilles qui servaient de flambeaux, le dénuement qui existe ici.

Remarquant dans le sourire discret avec lequel j'accueillis ces paroles une imperceptible nuance d'incrédulité, il interpella vivement le domestique :

— Combien payez-vous cette Romanée ?

— Six ou huit thalers... Excellence, balbutia le valet. C'est bien huit thalers, je crois.

A cette invocation de témoignage d'assez mauvais goût, je ne trouvai rien à répliquer. La conversation continua sur le même sujet, le comte me parlant de sa cave de Berlin.

— Cave excellente, disait-il, car j'ai un fournisseur hors ligne, le marquis de T... que vous avez dû connaître à Paris. C'est un diplomate qui a distancé Talleyrand une fois en sa vie, en forçant le ministre des affaires étrangères de l'Empereur à le faire marquis sans le savoir. Il est fils d'un riche fermier et s'appelait Lemarquis, tout court. Parvenu à se faire envoyer à Francfort comme attaché à la légation de France, il ajouta à son nom celui d'une terre que son père possédait, cela fit Lemarquis de T. ; puis, peu à peu, il prit l'habitude de laisser écrire son nom en deux mots ; enfin, il finit par l'écrire ainsi lui-même. Il arriva à Berlin ; je connaissais l'histoire ; voyant le plaisir qu'il avait de s'entendre appeler marquis, je flattai sa manie et, dans un dîner diplomatique, je fis placer sous son couvert une carte de menu où son titre se trouvait inscrit en belle ronde de la façon la plus aristocratique. Il fut touché du procédé et m'envoya, le

lendemain, un panier de vins exquis, du bourgogne, qu'il recevait de *ses terres* de France. Depuis lors, il est resté mon fournisseur, et je m'en trouve bien. »

M. de Bismark racontait tout cela avec une grosse gaîté qui laissait bien peu deviner le rusé diplomate dont l'habileté tenait en ce moment toute l'Europe en suspens.

Nous parlâmes ensuite de Paris qu'il feignait de croire à bout de ressources, des Parisiens très-désireux sans doute de capituler au plus vite et maudissant les gens de l'Hôtel-de-Ville.

Je le détrompai là-dessus, et lui montrai la population de Paris tout entière décidée à se défendre jusqu'à la dernière extrémité, ce qu'il ne crut point.

— L'amour-propre les soutient maintenant, dit-il ; c'est le fond du caractère français. Cela ne tiendra pas devant une souffrance réelle. On ne me fera jamais croire que Paris soit une ville héroïque, et de toutes les façons il faudra bien que nous finissions par y entrer.

— Ce ne sera pas de vive force, à moins que vous ne vous décidiez à détruire la ville par le bombardement et à sacrifier une grande partie de votre armée.

— Le mode qu'on adoptera ne me regarde point,



reprit-il, c'est l'affaire des généraux ; si j'étais appelé à donner mon avis là-dessus — ce qui n'est point — je ne proposerais jamais l'attaque, parce que je pense comme vous que les Parisiens sont doués d'un courage très-actif et qu'ils opposeront une vive résistance ; dans ce cas, nous subirions de grandes pertes ; c'est indubitable ; or, *le jeu n'en vaut pas la chandelle*. D'autant plus que nous sommes sûrs de vaincre, avec un peu de patience, grâce aux deux puissants alliés que nous avons dans la place : les rouges et la famine.

— Les rouges, cependant, me paraissent suffisamment tenus en respect par la garde nationale ; quant à la famine, elle peut tarder longtemps.

— Soit ! Nous attendrons des années, s'il le faut, mais nous entrerons ! C'est chose décidée dans l'esprit du roi, qui veut épargner Paris autant que possible, mais qui a résolu de ne signer la paix qu'aux Tuileries. Cette idée est tellement ancrée dans la volonté du roi que Sa Majesté ayant rétabli, pour cette campagne, l'ordre de la Couronne de Fer, dans lequel on ne faisait plus de nominations depuis 1815, elle a invité les rares titulaires qui restent de cette époque à se rendre au quartier général, afin d'entrer pour la seconde fois dans la capitale au milieu de ces glorieux vétérans.

— Et vous ne craignez pas, en cas de prolongation, l'arrivée d'une armée de secours ou l'intervention de l'Europe entière?

— Où prenez-vous cette armée? Est-ce dans la Loire, où quelques bataillons, qui sont plutôt des troupes d'hommes que des troupes régulières, viennent d'être dispersés? Est-ce à Metz, dont la garnison affamée nous envoie chaque jour des parlementaires pour traiter de la capitulation? Détrompez-vous : la France n'a plus d'armée, et elle n'en aura pas de longtemps.

Quant aux puissances neutres, elles sont pour le moins autant nos amies que celles de la France, dont l'orgueil, la politique inquiète et agressive ont été un danger pour l'Europe depuis des siècles. Du reste, chaque pays me paraît destiné à avoir, sous peu, assez de ses affaires particulières. Au pis aller, nous n'accepterons aucune intervention étrangère dans une guerre que nous avons entreprise tout seuls et à nos risques.

— A Paris, cependant, on accordait une grande confiance à la négociation entreprise par M. Thiers.

— Cette négociation, croyez-le bien, se rapporte bien moins à la paix qu'à l'avènement des princes d'Orléans. Les Français sont par trop frivoles s'ils n'ont pas compris cela. D'ailleurs, peut-

être l'ont-ils compris et n'en sont-ils que plus enchantés, à commencer par M. Jules Favre et à finir par le général Trochu. Je comprends que l'on préfère tout à la dictature de M. Gambetta, cet avocat sans clients dont tout le bagage politique consiste en péroraisons de café, et en trois discours libéraux prononcés à la Chambre.

— Je ne crois pas qu'on ait compris dans ce sens, à Paris, la mission de M. Thiers. Dans tous les cas, on y disait que la Russie et l'Angleterre s'étaient mises d'accord pour intervenir.

— Que ne dit-on pas à Paris? La Russie et l'Angleterre d'accord !... Ha! ha! ha!

Le chancelier rit bruyamment en regardant M. de Hatzfeld, qui lui donna respectueusement la réplique par un sourire discret. Il reprit :

— Et vous autres, Espagnols, allez-vous aussi entrer dans cette terrible coalition contre nous?... C'est égal, j'aurais cru que, dans cette guerre, vous seriez nos alliés.

— Monsieur le comte plaisante!

— Pas le moins du monde. Nous avons fait la guerre un peu pour vous, et j'aurais trouvé naturel que vous marchiez à nos côtés. C'est à ce point que j'ai fait demander au maréchal Prim, le lendemain de la déclaration de guerre, quel serait le contin-

gent de l'Espagne. J'ai été fort surpris de voir le maréchal reculer devant les conséquences de sa politique.

— Pardon, répliquai-je vivement, l'Espagne n'a pas l'habitude de reculer, pas plus que le maréchal Prim. Si le prince de Hohenzollern n'avait pas retiré sa candidature, et s'il avait fallu se battre pour maintenir notre droit, nous nous serions battus, même contre la France.

— C'est grand dommage que les choses ne se soient point arrangées ainsi ; la France se serait trouvée prise au nord et au midi, et nous serions à Paris à l'heure qu'il est. Quel réveil pour votre peuple, endormi depuis si longtemps !

Il ajouta, après un silence :

— Et quelles sont maintenant les intentions du maréchal Prim ?

— Je ne sais ; le maréchal m'honore de sa confiance, mais non jusqu'au point de m'informer de ses projets politiques.

— Eh bien ! puisque vous allez le rejoindre bientôt, dites-lui de réfléchir... Je ne suis pas homme à me mêler des affaires d'autrui, et la Prusse n'a pas la moindre intention de s'immiscer dans la politique intérieure de l'Espagne ni d'aucun autre pays. Cependant on peut dire que le choix d'un prince alle-

mand eût été pour vous une garantie de régénération... Voyez-vous, la race latine est usée; elle a accompli de grandes choses, mais aujourd'hui ses destinées sont finies, et elle est appelée à s'amoin-drir peu à peu jusqu'à disparition totale — en tant que collectivité. Les hommes d'État prévoyants des pays latins doivent devancer et diriger ce mouvement de transformation, au lieu de s'épuiser en efforts stériles pour empêcher une chose fatale... Notre prince sur votre trône vous eût infusé, sans violence et sans humiliation, un peu de la sève allemande. La race germanique est jeune, vigoureuse, aussi pleine de vertu et d'initiative que vous le fûtes autrefois. C'est aux peuples du Nord qu'appartient l'avenir, et ils ne font que débiter dans le rôle glorieux qu'ils sont destinés à remplir pour le bien de l'humanité...

L'entretien prenait une tournure de plus en plus philosophique à mesure que les bouteilles se succédaient. M. de Bismark en était à la quatrième; il s'échauffait en parlant et débitait des menaces hautes d'un ton de bonhomie protectrice.

Les deux secrétaires et mon lieutenant, qui avaient pris place à table, semblaient fascinés; l'éloquence du chancelier résonnait à leurs oreilles comme un clairon de bataille.

Évidemment, il n'y avait pour moi, mortel égaré par hasard dans le sanctuaire où un dieu rendait ses oracles en personne, qu'un seul parti à prendre : celui du silence. Ce silence calma peu à peu mon interlocuteur et fit changer le cours de l'entretien. On parla de différentes choses, mais, fatalement, nous étions ramenés au sujet palpitant : la guerre, et M. de Bismark se rallumait ; il s'exprimait avec une animation qui semblait exclure toute idée de mystification ou de duplicité. D'ailleurs, je ne pouvais être, à ses yeux, un confident bien dangereux, et je suis persuadé que, durant cet entretien dont le souvenir m'est resté assez profondément pour me permettre d'en garantir l'exactitude, le chancelier pensa tout haut.

Après avoir parlé longuement des événements de la campagne de Sedan, de la marche conquérante de l'armée confédérée, de la mission Burnside, de l'entrevue avec Jules Favre, etc., — nous revînmes de nouveau à l'occupation de Paris : c'était la marotte du chancelier.

— Ce n'est qu'à Paris, dit sentencieusement M. de Bismark, que la paix peut être signée.

— Avec qui ? osai-je demander ; il me paraît difficile que le gouvernement de la défense, dont le programme a été si catégorique, puisse consentir

à traiter sur les bases d'une cession territoriale...

Eh bien ! nous occuperons Paris et la France aussi longtemps qu'il le faudra, et nous attendrons que le pays se constitue ; nous finirons bien par trouver un gouvernement avec qui traiter, *fût-ce celui de Robert Macaire*. L'essentiel pour nous est de faire la paix aux conditions que nous demandons en toute justice, et d'avoir des garanties sérieuses du traité. Le reste nous importe peu. Et, d'ailleurs, qui nous dit que l'Empereur ne reviendra pas — ou tout au moins sa dynastie ? Que peut lui reprocher la France ? D'avoir été vaincu, en poursuivant le vœu le plus cher au pays : la conquête du Rhin... Je ne serai pas étonné de voir la majorité de la nation le rappeler... *Petit bonhomme vit encore !* ajouta le noble comte avec un de ses gros rires dont il a l'habitude de souligner ses effrayantes arrière-pensées. Il continua, en s'adressant à son neveu et à M. de Hatzfeld :

— A propos, je viens de recevoir une dépêche ; *il arrive demain*.

Le sens de ces dernières paroles m'échappa tout d'abord. Plus tard, lorsque j'appris l'arrivée à Versailles du général de Boyer et ses entrevues avec M. de Bismark, j'acquis la certitude qu'elles désignaient l'envoyé de Bazaine, l'homme qui avait

servi d'intermédiaire dans l'intrigue nouée entre Metz, Hastings et Versailles.

Je crus devoir ajouter que, à mes yeux, l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine ne pouvait, de toutes façons, laisser espérer une paix durable.

— Dans tous les cas, répliqua M. de Bismark avec hauteur, c'est la volonté du roi... D'ailleurs, la paix, quelles que soient les conditions où elle se fasse, ne peut être qu'une trêve : la France est trop vaniteuse pour nous pardonner jamais ses défaites. Demain nous consentirions à évacuer son territoire sans demander une indemnité, que son amour-propre n'en souffrirait pas moins et qu'elle nous provoquerait à une guerre nouvelle aussitôt qu'elle le pourrait. Par conséquent, notre politique, dans l'intérêt de l'Allemagne comme de l'Europe entière, doit avoir pour but d'amoindrir le plus possible et de ruiner la France, de façon à la rendre incapable, pour longtemps, de troubler la paix générale.

Ces paroles d'une impitoyable logique, froidement exprimées, me donnèrent le frisson. A ce moment, je crus lire dans le livre du Destin l'arrêt sans appel qui condamnait la France. Il y eut un silence morne, après lequel je hasardai timidement cette objection :



— Vous mettez toujours en avant, monsieur le comte, la volonté du roi, et cependant l'Europe verra toujours en vous l'arbitre suprême de cette guerre.

— En jugeant ainsi, l'Europe se tromperait ; mais je crois que c'est seulement en France que l'on pense si légèrement. Ce peuple indiscipliné, accoutumé à être le jouet des aventuriers politiques, ne peut comprendre notre respect pour la monarchie, notre organisation, la solidité de notre échelle hiérarchique. Chez nous, monsieur, il n'y a d'autre volonté souveraine que celle du roi, seul le roi *veut*, parce que seul il a le droit de vouloir. Quelque haut placé que je sois, je ne suis que l'instrument de sa volonté politique, comme les généraux sont les instruments de sa volonté militaire. Quand Sa Majesté émet une idée, je suis chargé de proposer les moyens de l'exécuter, et ma gloire consiste à réussir parfois dans cette tâche. D'ailleurs, en ce moment, mon action reste absolument subordonnée à celle des chefs d'armée... qui ne sont pas toujours de mon avis.

L'entretien durait depuis trois heures. M. de Bismark, faiblement secondé par son neveu, son secrétaire, le lieutenant et moi, venait d'achever la dernière bouteille de Romanée. Je demandai la

permission de me retirer. M. de Bismark m'accompagna jusqu'à la porte et me dit, en me remettant aux mains de son neveu :

— On trouve difficilement à se loger à Versailles. J'ai donné l'ordre de vous faire préparer un appartement. Demain *je ferai mon possible* pour obtenir de l'autorité militaire qu'elle vous délivre sans retard votre sauf-conduit.

Je trouvai ma voiture à la porte; l'ami Oswald, dans l'attitude correcte d'un bon domestique, se tenait à la portière, tandis que l'on chargeait les malles. Lui aussi avait eu à subir — à l'office — un interrogatoire assez complet de la part des gens de Son Excellence.

Cinq minutes plus tard, la voiture nous déposait au n° 18 de la rue Montbauron, où des appartements avaient été retenus « pour un personnage de distinction. » L'ordonnance qui m'avait accompagné dit au propriétaire :

— Ayez soin de ce monsieur; c'est un grand personnage; Son Excellence a causé avec lui pendant trois heures; et il vient de me donner vingt francs... »

Hélas! ma grandeur n'allait pas tarder à déchoir d'une singulière façon!

### III

Je me réveillai le lendemain, l'esprit troublé par les effrayantes confidences de M. de Bismark, et résolu de poursuivre mon voyage jusqu'à Madrid, afin d'édifier sur ces choses ceux qui dirigent la politique de mon pays.

J'attendais mon sauf-conduit; de peur que la chancellerie ne m'oubliât, je mis sous enveloppe les dépêches dont j'étais porteur pour mon gouvernement et pour celui du Portugal, et je les envoyai à M. de Bismark avec prière de les faire parvenir à leur adresse.

Cela fait, je sortis. La ville était morne; la ter-

reur prussienne pesait sur elle ; les habitants se cachaient ou se glissaient dans les rues, silencieux et courbant la tête comme pour dérober à tous les yeux la honte que la servitude met au front des hommes.

J'interrogeai l'un de ces rares passants. Il me dit que les réquisitions étaient écrasantes et la discipline imposée par l'ennemi fort sévère. Il me montra un numéro du journal de la localité, annonçant qu'il cessait de paraître, l'autorité prussienne lui ayant interdit la publication de tout article sympathique à la cause nationale, *sous peine de quinze ans de travaux forcés, à subir même après la paix !* Il ajouta que, néanmoins, la rigueur de la situation se trouvait quelque peu atténuée, grâce à un officier français, M. Franchet d'Espères qui, ayant connu dans sa jeunesse le prince royal, avait usé de sa protection pour se faire nommer commandant de la place, afin de rendre le plus de services qu'il pourrait à ses concitoyens.

Une partie de la place du château était convertie en parc d'artillerie. Le reste servait de place d'armes. J'y assistai à une parade ; la tenue des troupes était aussi brillante, aussi peu négligée que s'il eût été question d'une revue passée aux *linden* de Berlin, et les mouvements s'exécutaient avec une admirable précision.

A la répulsion bien naturelle que m'inspirait un système qui change les hommes en autant de rouages d'une machine à détruire leurs semblables, se mêlait une admiration forcée pour cet ingénieux mécanisme de la discipline prussienne. En présence de ces régiments supérieurement équipés et manœuvrant avec une régularité automatique, de ces canons enfermés dans des étuis de cuir, comme des instruments précieux d'un cabinet scientifique, il ne fallait plus s'étonner de la force prussienne, mais, d'autre part, on ne pouvait se défendre d'un sentiment de colère contre un peuple qui abdiquait ainsi toute dignité, toute personnalité, pour servir une idée de violence. Tant de soldats et pas un seul citoyen, la condition de troupeau acceptée universellement sans la moindre idée de révolte : quelle infériorité dans cette puissance !

La salle à manger de l'*Hôtel des Réservoirs*, où j'allai déjeuner, était remplie d'officiers ; cet hôtel était le rendez-vous des gros bonnets de l'armée. Princes et généraux y foisonnaient, et les officiers de roture n'y osaient point paraître. Je vis, assis à une table, le général de Moltke, ayant plutôt, malgré son uniforme, l'aspect d'un aumônier que d'un chef d'armée ; puis une kyrielle de princes plus ou moins souverains, portant tous très-fièrement la

livrée de la Prusse, marque de leur déchéance.

Grâce à mon uniforme orné de la plaque d'Isabelle et à la croix de Saint-Jean de Jérusalem que je portais au cou, je pus trouver une place modeste dans un coin, non loin de la table où se trouvaient les généraux Burnside et Sheridan, dont l'intimité avec l'état-major prussien me frappa singulièrement et me fit voir clair dans certaines négociations qui avaient été pour les malheureux Français autant de duperies.

Je repris ma promenade dans Versailles ; on me fit plusieurs offres de départ ; je tiens à constater que, cette après-midi, j'aurais pu m'en aller tout simplement, sans la moindre difficulté, et continuer mon voyage en me passant du sauf-conduit que j'attendais, si j'avais eu la moindre raison de me tirer des mains des Prussiens.

Le lendemain, voyant que le fameux laissez-passer n'arrivait pas, j'allai chez M. de Bismark. Le neveu me dit que son oncle était fort occupé, que la pièce attendue n'était point arrivée encore et qu'on me l'enverrait chez moi dès sa réception.

Les paroles du ministre de Colombie me revinrent à l'esprit en ce moment ; les opinions que j'avais émises dans son salon, en présence de bien des gens, étaient loin d'être flatteuses pour la Prusse : le

ministre, comme je l'ai fait observer précédemment, avait attiré là-dessus mon attention ; il m'avait laissé entendre que M. de Bismark connaîtrait bientôt les sentiments que je venais d'exprimer.

Toutefois, ma conscience ne me reprochant rien, ma qualité officielle, mes papiers en règle, et surtout la parole du prince royal de Prusse me donnant des garanties qui pouvaient paraître plus que suffisantes, l'inquiétude que j'avais conçue d'abord ne tarda pas à se calmer.

Certaines phrases relatives à mon pays, dans la conversation de l'avant-veille, m'avait fait supposer une arrière-pensée du ministre au sujet de la candidature Hohenzollern. Je voulus éclaircir ce point, et j'écrivis au prince, qui faisait partie de l'état-major de Versailles, pour lui demander une audience.

Outre mon désir de connaître les sentiments que le prince Léopold avait gardés pour l'Espagne après sa renonciation à la couronne, je n'étais pas fâché de me rendre compte par moi-même des qualités personnelles de ce royal candidat, si choyé un moment par les hommes de mon parti.

Mais cette curiosité ne put être satisfaite. Le lendemain, comme j'étais chez moi, attendant toujours

la réponse du prince et mon sauf-conduit, Oswald entra, m'annonçant la visite du général gouverneur de la place et de son aide de camp, M. de Treschow.

Ces messieurs m'attendaient au salon. Je trouvai le premier se promenant de long en large, très-agité et tenant un journal à la main. Il vint à moi précipitamment, me mit le journal sous les yeux et me dit :

— Êtes-vous l'auteur de cet article?

Ce journal était le numéro du *Gaulois* contenant le fameux article : *la Prusse devant l'Europe*, avec la signature : Angel de Miranda.

Je répondis : Cet article est de moi.

— Mais alors, s'écria le général, vous êtes un imposteur! Vous vous êtes présenté à M. de Bismark sous un faux nom.

— Pardon, général! Je m'appelle Angel de Vallejo-Miranda. Ce dernier nom est celui de ma mère, que j'ai le droit de porter, d'après les lois et les mœurs espagnoles, mais dont je n'ai pas l'habitude de me servir dans les actes officiels. Voilà pourquoi il y a Angel de Vallejo, dans mes passeports, et Angel de Miranda au bas de mes articles. J'ajouterai que je me sers du nom de Miranda en France, de préférence à celui de Vallejo, à cause de la difficulté de prononciation que ce dernier offre aux Français.



— Soit ! dit le général ; mais, monsieur, cet article est odieux et infâme. Vous condamnez la politique prussienne ! Vous appelez le roi (ici le général s'aligna et porta la main à son casque, comme s'il était à la parade) *caporal mystique!!!* C'est abominable.

Je répondis que l'article était inspiré par mes opinions personnelles, absolument libres, et par les intérêts de mon pays, que la forme, les expressions malsonnantes ne pouvaient m'être imputées à crime, vu les circonstances où l'article avait paru, etc., etc.

— C'est bien, dit le général, je vais rendre compte de vos explications à M. de Bismark, qui est fort en colère de vous avoir reçu et d'avoir causé si longuement avec un ennemi. Je vous prie de me donner votre parole d'honneur de ne pas quitter cet appartement jusqu'à notre retour.

Je donnai ma parole, en priant le général de rassurer M. de Bismark sur mon compte.

L'aide de camp Treschow, petit bonhomme à l'uniforme rapé, l'air obséquieux et fourbe, dont les façons mielleuses étaient d'autant moins sympathiques qu'elles s'efforçaient d'être plus prévenantes, sortit derrière son maître, en me faisant force révérences : il ne savait pas encore s'il avait devant lui

un prisonnier d'État pur et simple, ou un étranger de qualité que la colère du grand-chancelier serait forcée d'épargner.

Aussitôt nous tîmes conseil, Oswald et moi. Il n'était rien moins que rassuré sur le dénouement de cette aventure. J'essayai de le tranquilliser, et le priai d'aller explorer les alentours de notre logement, transformé pour moi en prison. Il rentra au bout de quelques secondes et me dit que l'homme à barbe rousse arpentait le vestibule de la maison. Je m'approchai de la fenêtre, et je reconnais, posté dans la rue, un autre familier de la chancellerie. Cette façon d'être prisonnier sur parole me parut originale, et je pris bonne note de ces précautions, dont les Prussiens croyaient devoir renforcer un engagement d'honneur. Pourtant l'idée d'une évasion ne me vint pas. La journée s'écoula ainsi ; plus je réfléchis, plus j'acquis la certitude que mon arrestation était le résultat d'un rapport arrivé à Paris, avec le numéro du journal comme pièce de conviction.

Voyant que ma captivité se prolongeait, je fis prier le propriétaire de la maison de m'envoyer quelque nourriture en m'informant de ma situation. M. Chobert que je ne connaissais d'aucune façon, que je n'avais même point rencontré depuis mon installa-

tion chez lui, se mit courageusement à ma disposition, me pria d'accepter une place à sa table, et en attendant l'heure du dîner, sortit pour glaner quelques nouvelles.

Il revint bientôt, et m'apprit qu'un général français, arrivé tout récemment, était en conférence avec M. de Bismark, que M. Gambetta, sorti de Paris depuis cinq jours, était arrivé à Tours, et qu'il y avait publié une proclamation où les forces de Paris étaient énumérées ; M. Chobert avait même copié quelques chiffres sur son portefeuille.

Soudain un grand bruit se fit entendre dans l'escalier, la porte s'ouvrit avec fracas et les crosses de fusil résonnèrent dans l'antichambre.

Deux officiers m'attendaient au salon ; l'un était M. de Treschow, qui avait échangé son attitude pateline du matin contre une autre parfaitement insolente. L'autre se distinguait surtout par un énorme hausse-col suspendu au cou à l'aide d'une forte chaîne et s'étalant d'une façon ridicule sur sa maigre poitrine. Quand l'homme marchait, cette ferblanterie s'agitait avec un grincement pareil à celui des girouettes rouillées. Ce personnage que le lieutenant Treschow qualifiait d'officier de gendarmerie, était absolument fantastique : une figure décharnée, des yeux de hibou et un nez crochu surmonté d'une paire de lunettes d'or,

de longs bras ballants avec des mains qui rappelaient les pinces du homard, des jambes grêles, battues par une épée longue et mince comme une broche. Ce type d'alguazil eût fait l'honneur de feu notre inquisition.

En entrant, M. de Treschow me salua par cette phrase antique, toujours fort désagréable aux oreilles de ceux à qui elle est adressée :

— Monsieur, vous êtes notre prisonnier !

— Parfaitement, monsieur, répondis-je. Je crois inutile de vous demander des explications ; toutefois, puis-je savoir, en deux mots, de quoi l'on m'accuse ?

— Oh ! de beaucoup de choses, mais il n'entre pas dans mes instructions de vous les détailler.

— Je vous ferai remarquer, cependant, que je suis étranger, fonctionnaire d'un État neutre, porteur de papiers en règle, et, en m'arrêtant, on commet une violation flagrante du droit des gens.

— Allons, allons, pas d'explication ! glapit alors le monsieur qui accompagnait Treschow, et, me mettant la main au collet — selon l'antique coutume des sbires, — il me poussa dehors.

— Monsieur est officier de gendarmerie et chargé de vous arrêter, dit Treschow, comme pour justifier la violence de son compagnon.

— Je m'en aperçois !

— Il voudrait aussi visiter vos effets.

— Je n'ai rien à refuser à cet aimable gentleman.

Je me dégageai de l'étreinte du gentleman, et, entrant dans ma chambre à coucher, je remis mes effets, mon argent, mes papiers et mes clefs. L'homme de police poussait parfois de petits cris qui ressemblaient à des japements, et exprimaient sans doute la satisfaction qu'il avait de remplir ses fonctions. Comme je mettais de l'empressement à lui livrer tout, il se plaignait amèrement à Treschow de ce procédé ; il tenait absolument à opérer lui-même et à faire de la violence ; il voulait saisir et non recevoir. Cette engeance se reconnaît dans tous les pays du monde. Voyant que j'avais affaire à un amateur, qui avait élevé la perquisition à la hauteur d'un art, je laissai cet homme fouiller à son aise dans mes papiers, déplier mes chemises, fourrer son nez et ses doigts crochus dans les coins les plus intimes de ma malle, mettre à son oreille les boîtes de toilette pour en interroger le creux, retourner les poches des vêtements que j'avais sur moi et promener sa patte investigatrice tout le long de ma personne.

M. de Treschow, pendant cette opération, tâchait,

par des discours bien sentis, de me faire sonder toute la profondeur de mes forfaits : oser être l'ami des ennemis de la Prusse ! Rien que la mort n'était capable..., etc.

Cependant, le gendarme n'avait pu, malgré les plus louables efforts, découvrir rien de suspect. Cela ne pouvait pas se passer ainsi. On appela Barberousse qui rôdait depuis longtemps aux alentours, et l'on tint conseil dans le vestibule.

Soudain j'entendis de grands cris de joie ; mes gens venaient de faire une trouvaille chez le propriétaire : le carnet où se trouvaient inscrits les fameux chiffres de la proclamation Gambetta. Ordre immédiat de s'emparer de la personne de M. Chobert, fort étonné, cela se conçoit.

Ils revinrent sur moi, comme des chiens :

— Ah ! ah ! très-bien. Nous vous tenons enfin ! nous avons trouvé vos notes ; vous veniez espionner notre armée : « Douze cents canons, quatre cents coups par pièce. » Parfait. Canaille ! traître ! vous serez fusillé demain.

A toutes ces invectives, je répondis un seul mot, — que Victor Hugo a osé écrire en toutes lettres, — et je me laissai emmener.

Le bon gendarme me dit d'enlever la plaque d'Isabelle que je portais. Sur mon refus, il se char-

gea de l'arracher lui-même de mon uniforme avec la violence ordinaire.

Le sang me monta à la face, et je fus sur le point de sauter à la gorge du misérable. Très-heureusement, une seconde de réflexion m'arrêta.

On me fit entrer dans une voiture, en compagnie de Treschow, du gendarme et du premier mouchard de la chambre de M. de Bismark

Deux autres argousins se chargèrent de M. Chobert et d'Oswald, qui partageait ma mauvaise fortune. On me jeta dans un cachot cellulaire de la prison de Versailles, et on m'y laissa au secret. En me quittant, M. de Treschow prit la peine de m'assurer de nouveau que je serais fusillé le lendemain à huit heures.

— Vous auriez pu garder cela pour demain, lui répondis-je, et m'épargner ainsi une nuit fort désagréable. Mais puisque me voilà prévenu, je vous prierai de me faire donner de quoi écrire et de la lumière, je voudrais adresser une lettre à M. de Bismark.

Ma demande fut accordée, et j'écrivis immédiatement au chancelier, l'informant de l'avis qui m'avait été donné de mon exécution prochaine et en appelant à sa justice de cet acte de sauvagerie exercé sur la personne d'un fonctionnaire étranger, auquel

on n'avait d'autre crime à reprocher qu'un article de journal, au sujet duquel il avait fourni des explications suffisantes. Quant à l'accusation d'espionnage, se rattachant à la découverte du fameux carnet de mon prétendu complice, je la repoussai avec indignation comme une chose absurde. Ma lettre remise au guichetier, je parvins, non sans peine, à m'endormir. Je ne tiens pas à passer pour un héros, mais j'avoue, au risque d'être accusé de forfanterie, que l'idée de la mort me tourmenta moins que celle de grossir la liste des gens fusillés pour espionnage.

A une heure du matin, je fus réveillé en sursaut par un bruit de ferraille ; la porte de ma cellule s'ouvrit et donna passage à un prêtre, qui tenait à la main une bougie allumée. Cet homme me dit :

— Je viens à vous, mon frère, pour accomplir une mission pénible, mais chrétienne...

Puis il se mit à débiter, d'une voix mal assurée, une longue homélie, assez embarrassée, pleine de réticences et de précautions oratoires.

Cette prétendue consolation suprême n'était qu'une suite de variations fastidieuses sur ce thème :  
« Faites des aveux ; peut-être obtiendrez-vous par ce moyen l'indulgence de ceux qui ont votre vie entre leurs mains. »



Après avoir écouté avec beaucoup d'attention, je répondis froidement :

— Votre mission, monsieur, me paraît beaucoup moins chrétienne qu'elle n'en a l'air, et toutes vos paroles, d'ailleurs, sont parfaitement inutiles : n'ayant rien à me reprocher, je n'ai rien à révéler. Je défie tous les juges et tous les bourreaux du monde de m'arracher une confession, à moins d'inventer un roman qui satisfasse votre curiosité. Or, vous avouerez que le moment est mal choisi pour me demander une œuvre d'imagination.

L'homme balbutia :

— Puisque vous ne voulez rien dire, dans votre intérêt, faites au moins quelques déclarations qui puissent sauver vos complices, si, comme vous le donnez à entendre, ils ne sont compromis que par le fait de s'être trouvés avec vous.

— Volontiers ! Je suis prêt à faire tout ce qui dépendra de moi pour les rendre à la liberté. Je vais écrire à ce sujet une nouvelle lettre, que vous voudrez bien remettre à M. de Bismark.

— Je la ferai parvenir au gouverneur, répondit le prêtre, sans insister davantage dans la continuation de son rôle odieux et ridicule, et celui-ci la remettra à Son Excellence... Vous ferez bien de protester dans cette missive, ajouta-t-il, contre des bruits

qui ont couru au sujet de vos intentions vis-à-vis du prince de Hohenzollern, à qui vous avez demandé une audience.

— Quelles intentions?... Croit-on que je voulais l'assassiner?

— Je ne sais...

J'écrivis la lettre, où je reproduisais mes explications relatives aux articles du *Gaulois*, et où je plaçais la cause de mon compagnon de voyage Oswald, et celle du malheureux propriétaire, victime de l'obligance qu'il m'avait témoignée en m'invitant à dîner.

Le prêtre s'en alla, et je ne fus plus dérangé jusqu'à dix heures du matin, où on m'apporta l'horrible pitance de la prison — que je refusai. Ayant réussi à sauver une dizaine de francs des griffes de l'alguazil, je remis cette somme au geôlier, lui demandant en échange une nourriture possible et une entrevue avec mon ami Oswald. Le geôlier — sous-officier prussien — s'humanisa aussitôt et conduisit Oswald dans ma cellule. Celui-ci s'attendait aussi à être fusillé; j'essayai de lui communiquer un peu de ma résignation, mais le pauvre garçon se faisait bien difficilement — cela se conçoit — à l'idée des projectiles Dreyse, reçus en pleine poitrine, sans motif ni prétexte :

— Cela vous est facile à dire : vous êtes habitué !

me répondit-il avec cette gaieté du boulevardier endurci qui n'abdique point, même devant la mort.

Un nouveau visiteur se présenta ; c'était un officier armé de pied en cap, revolver à la ceinture et casque en tête.

Je crus que c'était le dénouement qui s'approchait et je dis à l'officier :

— Vous venez pour me conduire à la boucherie. Un vilain métier que vous faites là, monsieur!... Marchons !

— Vous faites erreur, répondit-il poliment, je viens pour vous conduire chez le gouverneur ; seulement je crois que vous aurez à faire ensuite un voyage assez long, et je vous conseille d'emporter des effets...

On fit venir Oswald.

— Voulez-vous rester en prison ? lui demanda l'officier.

— J'aimerais mieux autre chose.

— Eh bien ! si vous préférez accompagner M. de Miranda, suivez-nous.

Chez le gouverneur, je trouvai Treschow, — redevenu l'homme obséquieux de notre première entrevue : c'était bon signe. Il me rendit mon argent et mes papiers, hormis les laissez-passer des autorités parisiennes et le sauf-conduit délivré par

l'état-major du prince royal, pièce dangereuse entre mes mains et qui eût prouvé le guet-apens où l'on m'avait attiré. — Mais il me restait le témoignage des officiers de l'état-major du général de Moussion et particulièrement de l'aide de camp qui m'avait accompagné jusqu'aux lignes prussiennes : l'existence du document leur était connue, ainsi que la parole du général allemand de me laisser traverser les lignes librement.

M. de Treschow m'annonça que j'allais être interné dans la forteresse de Mayence, en attendant que mon sort fût décidé.

Je protestai, mais faiblement, très-heureux d'échapper à la mort que j'attendais depuis vingt heures.

— Vous ne nous en voudrez pas, ajouta Treschow, c'est la loi de la guerre qui nous force d'agir ainsi ! D'ailleurs je vous promets au nom du gouverneur que l'on vous traitera avec tous les égards possibles. Ce disant, il me prit la main et me la serra à plusieurs reprises. La veille, il m'avait appelé traître ; c'était une compensation.

Malgré toutes les recommandations que je fis en partant et les assurances que l'on me donna, je crains fort que M. Chobert, notre hôte, n'ait encore eu à supporter bien des mauvais traitements. Je lui envoie ici publiquement l'expression de ma reconnaissance et de mes regrets.

On nous casa dans une voiture de réquisition, Oswald et moi, en compagnie de l'officier au revolver. Un fantassin, armé jusqu'aux dents, la baïonnette au fusil, se prélassait sur le siège, et deux cavaliers, sabre au poing, galopaient aux portières.

C'est dans cet attirail que nous nous mîmes en route pour Corbeil, notre première étape.

Peu avant le départ, il s'était passé un fait assez significatif et que je ne veux point omettre : on avait négligé de me rendre les clefs de mon appartement de Paris et la plaque que le gendarme à lunettes m'avait arrachée. Je réclamai ces objets. On se mit à la recherche du gendarme — lequel n'était autre que le chef de la police berlinoise, comme je l'ai appris ensuite. — Il fallut relancer ce limier en chef dans la demeure royale, ce qui m'étonna quelque peu. Mon étonnement redoubla lorsque, demandant l'homme de police chez le roi, je vis sortir des appartements mon éternel Barberousse, qui m'apparut dans son quatrième rôle. Il me fut impossible, malgré l'aide de ce mouchard de la chambre, de retrouver l'alguazil-mayor, ni de rentrer en possession, par conséquent, de mes clefs et de ma décoration, qui avait une certaine valeur. On promit de me la renvoyer à Mayence. Je l'attends encore.

## IV

Je veux croire que l'amitié d'un grand homme est — ainsi qu'on s'est toujours plu à le répéter — un bienfait des dieux. Mais, en ce qui me concerne, les dieux ont eu une singulière façon de se montrer bienfaisants : trois heures d'intimité passées avec M. de Bismark ne m'avaient encore valu, à mon départ de Versailles, qu'une nuit d'angoisses mortelles et une perspective de voyage entièrement dépourvue d'attrait. Comme bienfait, cela ne pouvait guère compter, et sérieusement j'étais en droit d'attendre autre chose.

En attendant, je repassais dans mon esprit les

discours du chancelier, ses projets et ses plans en ce qui regarde l'Europe occidentale, ses façons d'agir sommaires. Ce qu'il m'avait dit à propos de la prépondérance du parti militaire dans les conseils du roi Guillaume me paraissaient être la vérité, et cette opinion fut confirmée par la conversation que j'eus avec l'officier qui m'accompagnait.

C'était un homme instruit et bien placé pour juger la situation, d'habitude chef de bureau du département des affaires étrangères, et, en guerre, capitaine de la landwehr. Avec maintes circonlocutions, il me dit que les conditions de paix, à son avis, ne seraient point si dures si M. de Bismark n'avait à compter qu'avec lui-même, mais que, sachant combien toute concession serait impopulaire et mal reçue au conseil, d'autre part n'étant pas homme à laisser voir qu'il subissait l'influence de l'opinion d'autrui, le chancelier renchérisait d'avance sur les exigences du parti militaire, afin de n'être point distancé par les généraux.

Nous parlâmes ensuite de l'organisation politique de la Prusse, et ce qu'il me dit à ce sujet fut encore une confirmation des idées que j'avais : la Constitution n'était qu'un fantôme, l'unité fédérale qu'un prétexte pour arriver à l'absorption de l'Allemagne entière par la Prusse. Les démocrates prus-

siens étaient des rêveurs platoniques ou des com-parses destinés à donner la réplique dans la comédie parlementaire jouée au bénéfice du gouvernement le plus autocrate du monde. C'est grâce à cette apparence d'opposition libérale que l'on faisait croire à l'existence d'un parlementarisme réel.

— C'est, d'ailleurs, parmi les fonctionnaires civils qu'il faut chercher en Prusse les seules velléités d'indépendance et de libéralisme, me dit mon gardien.

Quant à la guerre, mon compagnon de voyage ne m'apprit pas grand'chose de nouveau, mais il ne me laissa aucun doute sur la réalité des souffrances physiques et morales de l'armée allemande. Les états-majors, composés exclusivement d'aristocratie, voulaient pousser la guerre jusqu'aux dernières extrémités et acceptaient de grand cœur sa prolongation, pourvu qu'elle amenât de nouvelles victoires et de nouvelles conquêtes. Mais les petits officiers et les soldats, ceux qui avaient laissé dans la patrie une famille, une industrie en souffrance, et qui supportaient seuls tout le poids de la guerre, ceux-là soupiraient après la paix et trouvaient que l'Allemagne avait conquis assez de gloire.

Seules, les rigueurs bien connues de la discipline pouvaient étouffer dans leurs cœurs ces sentiments.

Une cruelle déception pour ces malheureux,



c'était la résistance inattendue de Paris, dont on leur avait assuré la capitulation après une semaine de siège.

— Nous souffrons plus que les assiégés eux-mêmes du blocus, continua l'officier, et l'état délabré de mon uniforme vous dit assez le service pénible auquel nous sommes astreints. Je viens de passer quinze jours aux avant-postes, et je peux dire que, pendant tout ce temps, j'ai dormi à peine quatre heures par jour. J'étais posté dans le parc de Saint-Cloud, qui a été si furieusement bombardé par les forts, et j'ai eu plus de vingt hommes de ma compagnie hors de combat sans coup férir.

Malgré la perfection de notre service d'intendance, les vivres arrivent mal, en quantité insuffisante, et le soldat, je vous l'assure, n'est point gai. Aussi demande-t-il sans cesse le bombardement. J'espère qu'il commencera bientôt, mais il faudrait, pour qu'il soit efficace, que nous passions la Seine.

— Cela ne sera pas facile.

— Nos généraux disent que oui — et ils ont fait leurs preuves, reprit mon guide, chez qui reparut l'orgueil national.

Vint le chapitre de mon arrestation. Il me fit comprendre qu'elle avait été la suite d'un rapport envoyé de Paris et complété par des renseigne-

ments fournis par M. de Solms ; quelques-uns avaient dû être récolté parmi les correspondants de journaux et autres étrangers qui se trouvaient à Versailles. Dans le rapport de Paris, je compris par ces confidences qu'il avait été question de ces entrevues avec MM. Jules Favre et de Kératry, et que l'on avait rapporté ces visites à des projets d'alliance avec l'Espagne, dont ce dernier paraissait chargé.

Il était onze heures du soir quand nous arrivâmes à Corbeil. Tout le long de la route, nous n'avions cessé de rencontrer des convois de vivres et de munitions expédiés d'Allemagne pour l'armée assiégeante.

Il faut ne pas oublier que ceci se passait le 16 octobre.

Ces convois, que je continuai à rencontrer jusqu'à Mayence, étaient à peine escortés par de faibles détachements ; ils passaient sans être jamais inquiétés, ce qui me donna une triste idée de l'énergie des paysans.

A Corbeil, je fus reçu très-courtoisement par le commandant d'étape, qui était Bava-rois. Malheureusement, ma feuille de route n'était autre qu'un long factum rapportant mes prétendus méfaits et l'hostilité dont je m'étais rendu coupable envers la Prusse. M. de Bismark avait daigné mettre de sa propre

main en marge de cet écrit cette simple note :  
« Homme dangereux. A isoler. »

Dans tout mon voyage, voici ce que me valut ce malencontreux papier : dès que les chefs d'étape en prenaient connaissance, je voyais se produire un terrible phénomène : les fronts se rembrunir, les sourcils se froncer, et ces braves gens, devenus soudain féroces à mon égard, s'ingénier à me torturer. Les Bava-rois, les Saxons et les Wurtembergeois passaient encore, mais chaque fois que j'avais le malheur de tomber sur un Prussien, il n'y avait guère d'avanie qu'on ne me fit.

Cela commença avec mon commandant bava-rois de Corbeil, qui me reçut fort bien d'abord, et me fit même asseoir à sa table. Mais je fus victime d'un officier prussien attaché à la commanderie : — il y a toujours auprès de tout officier des armées auxiliaires qui exerce un commandement, un Prussien chargé spécialement de l'espionner et de le rappeler au sentiment de la suprématie berlinoise et à l'obéissance aveugle ; j'eus l'occasion d'observer ce système en plusieurs circonstances. — Mon Prussien de Corbeil eut, dès l'arrivée, avec mon compagnon de route une petite conférence suivie de la lecture du fameux document. Aussitôt, irruption du Prussien dans la salle à manger, invectives adressées au comman-

dant (son supérieur) pour avoir osé me donner une place à sa table.

L'autre courba la tête, et les invectives se mirent alors à pleuvoir sur moi. J'essayai d'exprimer avec calme le sentiment que m'inspiraient de telles insultes adressées à un prisonnier. Je fus arraché violemment de table et conduit dans la prison qui regorgeait de monde; il y avait là cent cinquante détenus dans un local capable d'en contenir tout au plus une cinquantaine; plusieurs notables de la ville se trouvaient parmi les prisonniers. On choisit pour moi la cellule la plus triste et la plus malsaine et l'on défendit de me procurer le moindre soulagement.

Oswald, qu'on sépara de moi dès mon arrivée à Corbeil, parvint à regagner Tours à travers mille aventures dont il a fait lui-même le récit dans les colonnes du *Moniteur universel*.

Malgré la défense expresse, j'obtins quelque adoucissement à ma triste position, grâce à une personne charitable dont je ne puis dévoiler le nom, de peur de l'exposer aux vengeances prussiennes, mais à qui je garde une reconnaissance profonde.

Le lendemain, à 5 heures du matin, je fus hissé sur une charrette en compagnie d'un prisonnier nommé Lemaire. Le cas de ce malheureux, qui a été transporté à Erfürt, mérite d'être cité.

Une escouade prussienne s'était présentée deux jours auparavant à La Ferté et avait demandé logement et nourriture chez ce garçon, qui habitait avec son père une petite maisonnette. Les soldats n'avaient point de billet de logement, ne parlaient pas un mot de français et fouillaient partout. Le vieillard, âgé de 70 ans, s'était réfugié dans une pièce écartée, abandonnant le reste de la maison à ces forcenés. Les soldats voulant encore pénétrer dans cette chambre, Lemaire refusa d'ouvrir; alors ils tuèrent le vieillard. Le fils sauta dans la cour, où on l'arrêta, pour l'amener à Corbeil, puis en Allemagne, où il est interné.

Au départ, on me prévint que je ne pouvais parler à personne, et qu'à la moindre tentative d'évasion, l'escorte avait ordre de me fusiller sur-le-champ. C'était clair.

A la sortie de la ville, nous restâmes six heures sous une pluie battante, en attendant un convoi de malades qui devait faire route avec nous. A quelque chose malheur est bon : je dus à cette circonstance désagréable de ne point mourir de froid en route : M. Lachasse, intendant de M. Darblay, qui logeait dans son château le préfet prussien, vint à passer, et, touché de mon état vraiment piteux, il m'envoya une couverture.

Je ne puis entrer dans tous les détails de ce voyage, qui fut pour moi un véritable chemin du calvaire. Le jour, j'étais en butte aux insultes de la soldatesque qui formait l'escorte, et de celle que nous rencontrions. La nuit, on me jetait comme un chien dans un cachot ou dans un coin de corps de garde.

C'est à la compassion de quelques âmes charitables que je dois de n'être pas mort d'inanition, car on ne me donnait aucune espèce de nourriture. On jetait des fenêtres quelques morceaux de pain dans notre charrette, et dans les corps de garde, ceux qui avaient eu la charitable inspiration de venir à mon secours parlementaient avec les gardiens et arrivaient ainsi à me faire parvenir quelque secours.

Je vis s'accomplir en route des actes de violence inouïs : maisons saccagées, champs dévastés, habitants malmenés, bestiaux volés, à la barbe de leurs propriétaires, par notre escorte. Les convois se suivant de façon à former une ligne presque continue de Versailles à la frontière, c'était, pour les malheureux pays traversés, une misère et une ruine toujours renaissantes. Point de révolte : rien que la consternation et la terreur.

A Châlons, je fus promené de droite et de gauche, puis, finalement, enfermé dans un hor-

rible bouge, en compagnie d'une quinzaine de prisonniers atteints de dyssenterie. Inutile, je pense, de m'appesantir sur les agréments d'une telle position. J'eus l'imprudence de protester contre cet ignoble traitement, ce qui me valut, de la part de l'autorité prussienne, une prolongation de séjour en cet aimable endroit; on m'y laissa quarante-huit heures de plus, malgré les ordres de m'expédier très-rapidement. Le second jour, on amena dans la prison un malheureux enfant des environs de Reims, arrêté comme franc-tireur. Ce pauvre garçon était âgé de quatorze ans à peine; il avait la poitrine trouée, un bras cassé et un coup de feu à la jambe. Au corps de garde de Reims, où on l'avait transporté d'abord, les soldats l'avaient insulté et frappé à coups de pied.

A l'étape suivante — Nogent-l'Artaud — on me mit dans un wagon-écurie, et j'arrivai ainsi à Bar-le-Duc.

Là, un hasard heureux me fit rencontrer un commandant plus humain que les autres. C'était un maître de forges de la Prusse rhénane. Le lendemain de mon arrivée, ce galant homme me fit venir et me dit tout le regret qu'il avait de voir une personne de ma condition dans un si piteux état. Le fait est que mon voyage, et surtout mon séjour

parmi les malades de Châlons, avaient fait de moi un personnage d'assez triste mine.

Le bon commandant ajouta qu'il n'osait prendre sur lui d'apporter un changement complet dans ma situation, mais qu'il allait faire son possible pour l'améliorer. C'est ainsi que je partis de Bar-le-Duc dans une voiture de seconde classe, en compagnie du procureur impérial et du sous-préfet de Vitry, prisonniers comme moi et conduits en Allemagne.

Un notable de la ville, sexagénaire, fut forcé de monter sur la locomotive, et d'accompagner le train — selon l'ordonnance récemment mise en vigueur par l'autorité prussienne. Nous croisâmes de nombreux convois d'artillerie de siège en marche vers Paris et notre voyage subit des retards considérables par suite du mauvais état des chemins défoncés par les monstrueuses pièces de la fonderie d'Essen. Chaque boulet de ces engins formidables était placé dans un panier, et vingt de ces paniers suffisaient à remplir un wagon à transport.

Mes deux nouveaux compagnons de voyage avaient été arrêtés uniquement parce que l'on craignait que leur attitude ne contribuât à rendre le conseil municipal de Vitry moins docile aux ordres prussiens; c'était là un grief d'une espèce toute nouvelle. Ils me citèrent des choses inouïes à pro-



pos des réquisitions, des exigences grotesques, tels que ressemelages de bottes et livraison d'une certaine quantité de clyso-pompes, à l'usage de MM. les officiers.

• A Strasbourg, on nous permit de loger à l'hôtel sur parole. Nous visitâmes la ville, qui présentait le spectacle de désolation que l'on sait.

Le lendemain nous mettions le pied sur la terre allemande. Quel contraste avec ce que nous nous attendions à y trouver ! On nous avait assez rebattu les oreilles avec ce refrain : pays dépeuplé, campagnes désertes, sol épuisé, misère partout. Au lieu de tout cela, nous voyions l'animation et l'abondance, des vivres en quantité immense, des services d'hôpitaux admirablement organisés, des troupes fraîches, prêtes à partir au premier signal. Nos illusions à ce sujet, soigneusement entretenues jusqu'ici par les bruits absurdes mis en circulation en deçà du Rhin depuis le commencement de la guerre, nos illusions, dis-je, ne tardèrent pas à se dissiper de la façon la plus complète.

---

## V

Il était sept heures et demie quand nous arrivâmes à Mayence.

Je songeai à ces strophes d'Henri Heine :

« Minden est une forteresse qui a de beaux remparts.  
» Pourtant, j'aime peu avoir affaire avec les forteresses prussiennes.

» Nous y arrivâmes vers le soir. Les planches du pont-levis gémissaient d'une façon si lamentable quand nous le traversâmes. Au bas les sombres fossés étaient béants... »

Le gouverneur de la place est le prince de Hol-

stein, frère cadet, je crois, au souverain détrôné et qui, faute de fortune suffisante, s'est trouvé dans la pénible nécessité d'endosser la livrée prussienne et d'exercer le métier de geôlier.

Ce prince a laissé partout où il a passé les souvenirs les plus aimables. « C'est, m'écrivait-on de Londres, de Berlin et de Munich, un homme plein de courtoisie et d'affabilité. »

Sans doute, ces qualités si vantées ont beaucoup perdu par suite des fonctions que le prince exerce à Mayence, où il est l'instrument des rigueurs du gouvernement prussien envers douze à quinze mille prisonniers. Le fait est que ni moi ni mes compagnons de captivité n'avons pu reconnaître le personnage sympathique que l'on m'avait dépeint. Je dois dire cependant que nous avons trouvé un homme plein de convenance et de politesse, ce qui est déjà fort joli dans un tel milieu.

Nous attendîmes jusqu'à une heure du matin que l'on voulût bien décider de notre sort. A dix heures, comme nous nous sentions mourir de faim et de fatigue, j'obtins non sans peine du commandant d'étape la permission d'aller prendre quelque nourriture en compagnie de deux soldats armés.

En rentrant, nous trouvâmes un homme au visage défait, les vêtements en désordre ; c'était

M. Lesourd, premier secrétaire de l'ambassade de France à Berlin.

Comme il se trouvait à Versailles, dans sa famille, et auprès de sa mère souffrante, M. de Bismark l'avait fait immédiatement arrêter et conduire en Allemagne en qualité de prisonnier de guerre. Son voyage s'était accompli dans les conditions de sauvagerie qui forment le programme obligé de ces sortes d'expédition sous le régime prussien. Lui aussi était accusé d'un crime tout nouveau et parfaitement original : on lui reprochait *d'avoir remis la déclaration de guerre de la France au gouvernement prussien.*

« — C'est d'une audace incroyable, avait-on dit à M. Lesourd en l'arrêtant, que l'homme qui n'a pas craint d'apporter un défi à notre glorieux monarque ose séjourner dans la ville que Sa Majesté daigne honorer de sa royale présence ! »

Il n'y avait rien à répondre à cela. Le prisonnier, tout ahuri, s'était laissé emmener, et habitué moins que personne à de pareilles aventures, il avait souffert cruellement pendant ce terrible voyage.

Comme la décision n'arrivait pas de l'état-major, le commandant prit sur lui de fixer provisoirement nos destinées respectives. Le procureur et le préfet furent laissés libres sur parole de se loger en ville.

— Quant à vous, monsieur le secrétaire Lesourd, et vous, monsieur le vice-président Vallejo-Miranda, ajouta l'officier, vous irez à la citadelle.

En vain nous protestâmes contre cet acte de justice distributive : on nous fit comprendre que notre cas n'était point le même que celui des autres, eux n'étant que les victimes d'une autorité subalterne (le préfet de Châlons, je crois), tandis que nous avions l'honneur d'avoir mérité les rigueurs de M. le chancelier en personne.

Devant cette logique prussienne, force nous fut de suivre à pied, chargés de nos effets, la patrouille qui nous conduisit à la forteresse, par une pluie battante et sur un sol détrempé. On nous promena à travers chambrées et corps de garde, après quoi on nous remit aux mains d'un soldat ivre, qui, nous prenant bras-dessus, bras-dessous, nous fit faire une course fantastique d'une demi-heure, dans la plus profonde obscurité.

Mon pauvre compagnon d'infortune se trouvait fort mal de cette promenade dantesque faite au bras d'un soudard qui trébuchait à chaque part et ne cessait de ricaner. Enfin, le soldat nous jeta dans une vaste pièce, contenant une douzaine de lits d'hôpital. On nous y laissa jusqu'au lendemain soir, malgré nos demandes réitérées de voir le gouverneur. Le

soir, nous apprîmes que nous allions être dirigés sur Francfort, de là ailleurs — on ne savait — en compagnie du procureur, du sous-préfet et d'autres prisonniers civils.

C'en était trop : je déclarai que je ne bougerais plus, que l'on pouvait m'écharper sur place, mais que je refusais de servir plus longtemps de jouet à l'arbitraire le plus ridicule. Heureusement nos compagnons de route ne se trouvèrent pas au logis à l'heure de départ du train, et nous fûmes réintégrés à la citadelle.

Le lendemain, nous pûmes voir, enfin, le gouverneur. A son air embarrassé, il était facile de s'apercevoir qu'il luttait entre son désir de nous mettre en liberté sur parole et à la crainte de déplaire à Versailles.

Aux alentours, rôdait l'éternel surveillant prussien, sous la forme d'un colonel d'état-major, et l'embarras du prince et son indécision redoublaient. Enfin, les sentiments de justice et d'humanité triomphèrent, et nous eûmes, M. Lesourd et moi, la permission de nous loger en ville, en signant un engagement semblable à celui des officiers français. D'après cet écrit, au bas duquel nous opposâmes à contre-cœur nos signatures, et en faisant des réserves mentales justifiées par les antécédents de mon arrestation, nous promettions de ne faire au-

cune tentative de fuite, et de correspondre par l'intermédiaire du gouverneur.

Je protestai encore une fois contre la violence dont j'étais victime, moi, citoyen d'un pays neutre, que l'on traitait en prisonnier de guerre, pour le fait d'un article de journal hostile au roi de Prusse.

Le premier usage que je fis de ma liberté fut d'envoyer une note à mon gouvernement, par l'entremise de notre ministre à Berlin ; je faisais le récit de mon aventure et réclamaï la protection qui m'était due.

La réponse ne se fit pas attendre : le ministre avait adressé un rapport au cabinet de Madrid, et les négociations étaient entamées pour demander ma mise en liberté. En attendant, il me recommandait à son ami le prince de Holstein et à notre ministre à Londres. Plusieurs personnes haut placées m'informèrent également qu'elles allaient travailler à mon élargissement.

Cependant, je cessai de recevoir des lettres par l'intermédiaire du gouverneur ; on retenait tout ce qui m'était adressé.

La vie que l'on mène à Mayence est fort monotone. De malheureux soldats français, au nombre de 12,000 environ, sont parqués dans un camp derrière la citadelle, sans autre abri que de mauvaises tentes, très-mal nourris, soumis à une discipline ri-

goureuse, à des punitions sévères, à des exécutions sommaires (il y en eut trois, me dit-on, pendant mon séjour). Défense leur était faite de recevoir la visite des personnes de la ville et même des officiers prisonniers. Il suffit, d'ailleurs pour se faire une juste idée de leur situation, de lire le règlement, affiché aux poteaux du camp :

*Prescriptions relatives à la conduite à tenir par les prisonniers de guerre français vis à vis des Prussiens.*

Art. 1<sup>er</sup>. Chaque prisonnier doit connaître à quelle compagnie et à quel bataillon il appartient, ainsi que le nom de ses supérieurs directs.

Art. 2. Tout le camp est sous le commandement supérieur de S. A. le prince de Holstein, gouverneur de Mayence.

Art. 3. Les prisonniers forment une compagnie présidée par un sous-officier prussien, faisant fonction de commandant de compagnie, trois autres sous-officiers faisant fonctions de sergent-major et fourrier ; 3 compagnies forment un bataillon, commandé par 1 officier ; enfin, 3 bataillons forment 1 régiment sous la conduite d'un capitaine. Non-seulement les prisonniers de guerre sont soumis aux supérieurs prussiens, mais ils doivent encore l'obéissance à leurs propres supérieurs, pour tout ce que demande l'intérêt du service intérieur.

Art. 4. En outre, les prisonniers doivent se rendre aux ordres des gendarmes français quand ceux-ci portent leurs insignes.

Art. 5. Chaque soldat prussien est le supérieur des prisonniers, sans exception de grade, et toute sentinelle doit faire usage de son arme en cas de désobéissance.

Art. 6. Chaque désobéissance sera punie sévèrement d'après les lois de guerre prussiennes. En cas de récidive,



ainsi que pour les autres cas plus graves, le coupable sera puni de mort.

La même peine sera appliquée pour les voies de fait envers les supérieurs.

Art. 7. Les prisonniers doivent rendre les honneurs à tous les officiers et sous-officiers prussiens, et quand ils parlent à ces derniers ils doivent se lever, se découvrir, retirer la pipe et rester immobiles.

Art. 8. Chaque prisonnier doit dormir dans sa tente, et il ne doit pas quitter la ligne des tentes sans permission. Il est défendu d'entrer en liaison avec les civils, et les lettres à envoyer doivent toutes passer par les mains des commandants de compagnie; de même il n'est pas permis de recevoir des lettres autrement.

Art. 9. Le commandant demande avant tout le plus grand ordre, la plus sévère discipline, et il dépend de la conduite des prisonniers que le commandant adoucisse leur sort ou qu'il prenne des dispositions plus rigoureuses.

Art. 10. L'aumônier du camp qui viendra faire la visite doit être regardé comme supérieur, et chaque prisonnier doit lui rendre les honneurs.

A partir du 27, les journaux ne seront plus reçus par les prisonniers.

Tous les prisonniers portent sur l'épaule un carré de toile blanche sur lequel est inscrit le numéro de la compagnie et le nom du prisonnier.

Quant aux officiers — maréchaux compris — le règlement leur enjoint de ne pas franchir l'enceinte, de rentrer avant dix heures, de ne recevoir ni expédier de lettres que par l'entremise du gouverneur, de considérer tout officier prussien, depuis le sous-lieutenant, comme leur supérieur, de les saluer les

premiers, de se rendre tous les jours au rapport dans une salle où les ordres du gouvernement leur sont communiqués, enfin, d'obéir à toutes les exigences de l'état-major de la place.

Afin de se soustraire à la partie la plus vexatoire de ce règlement — celle qui ordonne de saluer les officiers prussiens — presque tous les Français s'habillent en bourgeois. Une somme très-minime leur est allouée pour leur subsistance : 45 francs par mois jusqu'au grade de commandant, et 92 francs jusqu'à celui de maréchal de France inclusivement. Il faut y ajouter les secours distribués parfois aux plus nécessiteux par les sociétés internationales.

Les repas se prennent généralement en commun, par groupes formés selon les sympathies personnelles, au *Café de Paris*, le cabaret à la mode de Mayence ou dans les restaurants. Le prix est invariable : vingt-cinq sous environ par tête.

Dans ces réunions se commentent les nouvelles du jour, on rappelle les souvenirs de la désastreuse campagne, on se communique des notes, des travaux que préparent les officiers les plus capables sur les opérations de chaque corps d'armée.

Malgré la diversité des opinions politiques, il est certains sentiments qui sont partagés de la façon la plus unanime : la haine des Prussiens, cela va sans

dire, et le mépris de l'empereur et de ses maréchaux.

Ce dernier sentiment est si bien marqué à Mayence que les généraux et officiers dévoués à l'empire ont dû quitter la place et se réfugier à Wiesbaden, où ils partagent leur temps entre les complots impérialistes, la roulette et la société des courtisanes émigrées — un trio d'occupations tout à fait digne de pareilles gens.

Personne, à Mayence, ne portait les insignes de la Légion d'honneur, tant était grande l'indignation contre tout ce qui rappelait l'empire. L'arrivée des officiers à Metz, qui débarquèrent tout chamarrés de décorations, y fit scandale.

Je dois dire aussi que le mépris de l'empire était doublé d'un sentiment analogue et aussi prononcé contre la délégation de Tours, personnifiée par M. Gambetta. On trouvait le langage de ce jeune avocat par trop cavalier; ses allures dictatoriales, ses promotions faites d'emblée en faveur de gens de peu étaient regardées comme outrageantes pour l'armée. Autant on avait de respect pour Jules Favre, Trochu et les hommes de Paris, autant on était prévenu contre le ministre de Tours. Je n'approuve pas, je constate.

Aux premières nouvelles de la capitulation de

Metz, la tristesse et la stupeur s'emparèrent des prisonniers ; à l'arrivée des premiers convois, il y eut une explosion d'indignation. Les arrivants criaient à la trahison ; on entendait dans les rues la clameur des soldats, et cette clameur vengeresse retentissait encore dans les wagons qui emportaient les prisonniers jusqu'au fond de l'Allemagne. Ce navrant défilé dura six jours à travers Mayence. Celui qui a entendu comme moi les malédictions proférées en cette circonstance ne peut plus conserver le moindre doute sur le renversement définitif de la dynastie napoléonienne.

Les jours s'écoulaient pour moi au milieu de ces pénibles scènes, sans apporter aucun changement à ma situation. Pourtant, je savais que l'on ne m'oubliait point et que des ordres rigoureux avaient été donnés à mon égard ; mes lettres, je l'ai dit, ne me parvenaient plus. A mes réclamations, on répondait :

— Vous n'êtes pas un prisonnier ordinaire : vous êtes hors la loi ; nous ne pouvons rien pour vous ; adressez-vous directement à Son Excellence le chancelier.

Un jour, on me dit :

— Priez Dieu que votre situation n'empire pas. Dès lors, je résolus d'opposer la ruse à la vio-

lence. Moyennant quelques sacrifices d'argent, je nouai des intelligences avec un employé des bureaux du gouvernement. Je sus par lui que l'indulgence dont on avait fait preuve à mon égard en me laissant prisonnier sur parole avait été blâmée à la chancellerie de Versailles. D'autre part, j'appris, à mon grand étonnement, que les négociations entamées par notre ministre réclamaient mon élargissement plutôt comme une faveur que comme un droit. Enfin, je reçus l'avis que l'un des princes de la famille royale de Bavière ayant demandé ma mise en liberté, il lui avait été répondu, le 4 novembre, que j'étais libre et en route pour l'Espagne par la voie de Suisse. Je possède des documents officiels qui constatent tous ces faits.

Je me trouvais dans une singulière perplexité, lorsque l'employé du gouvernement, dont j'ai parlé plus haut, m'annonça qu'au lieu de l'ordre d'élargissement prétendument donné et exécuté, on avait envoyé au gouverneur de Mayence de nouvelles instructions pour m'arrêter une seconde fois et m'envoyer à Kœnigsberg. Cet ordre, arrivé le 6 novembre, devait être exécuté le 8. et je devais faire partie d'un convoi de prisonniers à interner en cette place de l'extrême frontière.

Dès lors, je résolus de m'évader. Un scrupule

me retenait encore. Pouvais-je rompre l'engagement juré sans forfaire à l'honneur?

Toutes les circonstances s'accumulaient pour me délier de la façon la plus complète ; je voulus toutefois prendre conseil là-dessus.

Je consultai donc plusieurs officiers prisonniers et deux négociants de Mayence, dont la situation indépendante et les antécédents irréprochables garantissaient l'honorabilité. L'affaire clairement expliquée et réflexions faites, tous furent d'accord sur ces points : je n'étais pas strictement un prisonnier de guerre ; toutes les garanties contre l'arbitraire me faisaient défaut ; en m'arrêtant sans motif suffisant, on avait violé les principes élémentaires du droit des gens, et l'on m'avait placé hors la loi internationale ; enfin, on avait commencé par violer la parole donnée de me laisser traverser les lignes prussiennes,

J'avais donc les meilleures raisons du monde de rompre un engagement imposé par la violence et nullement légal.

« — Vous êtes, ajouta l'un de mes conseillers, dans le cas d'un voyageur pris par des brigands, menacé de mort, et de qui l'on aurait exigé la promesse de ne pas chercher à fuir avant le paiement de sa rançon. Il est évident que si cet homme

s'évade, il risque de recevoir une balle dans la tête, mais il ne forfait point à l'honneur. »

Je n'hésitai plus et préparai mon évasion. L'entreprise était dangereuse, car j'étais surveillé de près, et à l'hôtel même où je demeurais j'étais entouré d'espions. Je savais que tout prisonnier arrêté dans une tentative de fuite était fusillé sur-le-champ. Mais je préférais la mort à la condition qui m'était faite.

Je fus assez heureux pour réussir à m'échapper. Quant aux détails de mon évasion, je dois renoncer à les rapporter ici, malgré leur intérêt dramatique : ce serait désigner aux vengeances prussiennes les personnes généreuses qui m'ont aidé dans cette tâche difficile. C'est la même considération qui m'empêche de donner les noms de ceux qui approuvèrent ma fuite, après discussion approfondie de mon cas ; mais je suis prêt à lever tous ces voiles si on me donne des garanties en faveur de mes bienfaiteurs.

Enfin, après bien des dangers, après une nuit passée à la belle étoile, à Cologne, en proie à des angoisses continuelles, je parvins à franchir la frontière belge.

C'était le 8 novembre. Je n'oublierai jamais cette date.

La joie folle que j'éprouvai en touchant un sol

libre rend excusable un acte de représailles enfantines auquel je me livrai alors.

Je lançai de toutes mes forces au conducteur du train prussien, ce cri : « Au diable le chancelier ! »

Rien ne répondit. Décidément je n'étais plus en Prusse, et je pouvais achever les strophes de Heine, commencées en entrant à Mayence :

« Je pris la poste, et je ne pus respirer librement que lorsqu' »  
» que je fus en dehors de la forteresse, au milieu de la libre »  
» nature ! »

---



## VI

Mon récit est terminé. Qu'il me soit permis d'ajouter quelques lignes de conclusion.

Quel est le seul fait allégué par M. de Bismark pour donner quelque apparence de légalité à mon arrestation ?

Un article de journal écrit dans ce sens : « nécessité pour l'Europe d'intervenir après Sedan, et d'arrêter la lutte, sous peine de faiblesse dont les conséquences seraient fatales pour tout le monde ; les peuples latins surtout pourraient avoir grandement à se repentir de l'abandon où ils laissaient la France. »

En quoi l'expression de telles idées pouvait-elle dépasser mes droits ? M. de Bismark a-t-il songé à faire un procès à M. de Beust, par exemple, qui, plusieurs jours après moi, disait absolument la même chose dans une dépêche adressée au prince de Metternich, dépêche dont voici le texte :

« A notre avis, l'inertie de l'Europe en présence de la guerre actuelle est une faute regrettable, et nous croyons que si les cabinets s'entendaient pour offrir leurs bons offices, leur voix pourrait exercer une influence salutaire. Je transmets à Votre Altesse ci-joint copie d'une dépêche que j'ai adressée au comte Apponyi sur le même sujet. J'y exprime clairement ma pensée, et je ne cache pas ma conviction que les puissances auraient une belle mission à remplir si elles essayaient de mettre un terme aux éventualités fatales de la guerre. »

M. de Bismark aurait fort à faire, d'ailleurs, s'il devait poursuivre tous ceux qui condamnent sa politique.

Au surplus sa colère s'explique par les confidences qu'il m'avait faites, et par la connaissance tardive de ma qualité de rédacteur d'un journal qui devait lui être odieux.

J'ai payé ce qu'il pouvait y avoir d'excessif dans l'attitude du *Gaulois* vis-à-vis de la Prusse. J'accepte

les violences de M. de Bismark comme une compensation, heureux de m'acquitter ainsi, au nom du parti révolutionnaire espagnol, de notre dette envers un journal qui nous a aidé dans notre œuvre, sans que cela eût coûté un centime au trésor de mon pays.

Il me reste à protester contre les perfides insinuations faites à propos de mon évasion. Ai-je besoin de la justifier après le récit que je viens de faire ? Mon droit ressort suffisamment des faits eux-mêmes. Si, après vingt-cinq jours de captivité, j'ai résolu de me soustraire à l'hospitalité forcée que m'offrait la Prusse, il me semble que j'avais pour cela des raisons suffisantes et que je pouvais hardiment suivre l'avis de mes conseillers de Mayence.

Il y a évidemment, dans toute cette affaire, mauvaise foi et manque de parole, mais ce n'est point de mon côté : j'ai été attiré à Versailles sous la garantie donnée par le prince royal, et je suis tombé dans un véritable guet-apens, sous prétexte de permission de traverser les lignes ; en outre, j'ai été soumis au traitement que l'on sait.

Pour me condamner et absoudre la Prusse, il faudrait renverser toutes les lois de la justice universelle. Je pourrais alors répondre, comme

M. Wondthorst, l'ancien ministre hanovrien, a répondu ces jours derniers aux mandataires de M. de Bismark, qui cherchaient à excuser les violences contre les radicaux : « Je crois me trouver en présence d'une jurisprudence de corps de garde, à laquelle je n'ai rien à répliquer. »

Toutefois, je le répète, je n'éprouve ni haine ni colère. Sorti sain et sauf de ma petite odyssée, j'irai même jusqu'à avouer que je ne suis pas fâché de l'aventure.

Elle m'a permis de voir de fort près une des figures les plus originales de ce temps : en outre, d'étudier sur le vif des mœurs et des types d'un haut intérêt ; elle m'a surtout permis d'affirmer les sentiments dont mon cœur est rempli envers la France. C'est pourquoi je me trouve largement payé.

Il est bien entendu que je ne prétends pas faire le procès complet du militarisme prussien, et encore moins celui de l'Allemagne, d'après les vilaines impressions que j'ai eues dans le voyage. Les procédés de soudard dont j'ai été victime n'ôtent rien à la gloire germanique, devant laquelle il serait absurde de ne pas s'incliner. Même dans mon excursion tragi-comique à travers une armée grisée par la victoire, au milieu des rudesses et

des grossièretés de toute sorte, j'ai trouvé des gens d'une parfaite courtoisie et d'une haute distinction.

Quant à Son Excellence le chancelier, je demanderai humblement la permission d'introduire certaine réserve dans l'admiration que j'ai pour lui. Certes, M. de Bismark est un homme prodigieux; rien ne paraît étranger à ce vaste esprit chez qui l'intuition et la profondeur prennent des allures de double vue presque surnaturelle. Génie soit, — mais, à coup sûr, le mauvais génie de l'Allemagne.

« Rien ne réussit en France comme le succès, » a dit madame de Staël. Elle aurait pu dire cela également de l'Allemagne.

Le succès des plans bismarkiens ne prouve rien, sinon que le chancelier avait pour l'obtenir un instrument parfait, l'armée prussienne et un complice sans pareil, l'incapacité napoléonienne. Ce n'est pas lui qui a fabriqué cette machine aussi admirable qu'odieuse qui, après avoir accompli l'asservissement de l'Allemagne, poursuit aujourd'hui son travail sur l'Europe; l'inepte despotisme de l'empire n'est pas non plus son œuvre. La gloire récoltée à l'aide de ces deux éléments ne revient donc pas tout entière à M. de Bismark.

Dans l'entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir avec

elle, Son Excellence, on se le rappelle, me parla de la décrépitude de notre race, prédisant la déchéance du monde latin et l'avènement de la jeune Allemagne à l'empire du monde.

Celui qui nous accuse ainsi d'être vieux et usés, et qui revendique pour lui la jeunesse, la force et l'originalité comme autant de titres à la direction des affaires du monde, ne voit pas que sa prétendue jeunesse est une décrépitude et que son originalité remonte à l'antiquité la plus respectable ; la race latine, au contraire, rentre en enfance à force de se rajeunir continuellement par son esprit généreux et libéral.

L'unité de l'Allemagne sous le sceptre prussien : tel est le but que cet homme poursuit aujourd'hui, « en se frayant un passage à travers tous les obstacles », comme il l'a dit lui-même en pleine assemblée.

Et quelle est la philosophie de cette royauté ? Hegel et Gneist nous l'apprennent — deux personnages *suffisamment* autorisés :

« L'état est l'incarcération sublime du moi raisonnable et sa véritable cause finale. Il est devant la société plus qu'un arbitre et un garant, le grand éducateur chargé d'élever les hommes à la vie morale par les impôts de toute nature qu'il exige d'eux, de

les classer par les emplois et les distinctions qu'il leur accorde, de les moraliser par les institutions et les habitudes qu'il leur impose, — institutions dont *la plus salubre et la plus précieuse est le service militaire obligatoire et universel.* »

Voilà quel est le programme mille fois prôné, commenté, solennellement affiché de l'organisation que M. de Bismark et son maître veulent imposer à l'Allemagne d'abord, ensuite à l'Europe entière.

Et Votre Excellence appelle cela du neuf !

Mais c'est le monde romain ressuscité, l'idéal du pouvoir absolu et la centralisation poussée jusqu'aux dernières limites.

Vous travaillez dans le vieux, monsieur le comte, et n'êtes qu'un simple descendant de ces Germains que le Marseillais Pithéas trouva déjà plongés dans la servitude 340 ans avant Jésus-Christ. Ce que vous prenez pour nouveautés ne sont que vieilles friperies depuis longtemps reléguées par nous autres latins dans les museums, où elles ne servent qu'à perpétuer la mémoire d'un passé heureusement disparu.

Pour nous, nous cherchons un système où l'état se trouve aussi subordonné que possible à la société. Votre état n'est qu'un insupportable tyran,

que nous voulons réduire au rôle de valet, le rendre notre serviteur et point notre maître. Nous cherchons cet idéal dans les constitutions démocratiques où les libertés individuelles ont la plus large place, et d'où l'initiative du pouvoir exécutif disparaît complètement.

Voilà qui est jeune et original.

Si la vérité politique, c'est-à-dire le bonheur des peuples, était dans les principes dont vous vous dites l'apôtre, et dont vous n'êtes que le résurrectionniste, il y a longtemps que nous autres latins serions dans l'âge d'or.

Votre régime a déjà rendu tout ce qu'il pouvait rendre, la campagne de France est son produit suprême.

Je suis citoyen d'un pays dont on disait naguère que le soleil ne s'y couchait point : j'ai appris dans notre histoire nationale que de semblables grandeurs sont toujours suivies de terribles décadences. Les peuples qui s'en font les instruments les paient fort cher, de leur liberté d'abord (votre peuple en est là), de leur prospérité matérielle ensuite (il y arrivera prochainement).

Vous êtes grand sans doute — grand par le talent, grand par l'influence, grand, parce que vous êtes le ministre de la force ; vous ne resterez grand



pour la postérité qu'à la condition de changer de programme et d'aller plus loin que nous, à la tête de vos Allemands, sur la route de l'émancipation humaine.

Bruxelles, 15 novembre 1870.

FIN.

# TABLE DES MATIÈRES

CONTÈNUES DANS CET OUVRAGE.

---

	Pages
Avant-propos. . . . .	5
Chapitre I . . . . .	18
» II. . . . .	29
» III . . . . .	48
» IV . . . . .	67
» V . . . . .	79
» VI . . . . .	99

---



**CAMPAGNE DE 1870.**

---

**DES CAUSES**

**QUI ONT AMENÉ**

**LA CAPITULATION DE SEDAN**

**PAR**

**un officier attaché à l'État-Major Général,**

**AVEC LES PLANS DE LA PLACE ET DE LA BATAILLE.**

---

**SIXIÈME ÉDITION.**

---

**Prix : 75 centimes.**

---

**BRUXELLES.**

**LIBRAIRIE UNIVERSELLE DE J. BASTIEN.**

**RUE DE LA MADEIRA, 57.**





CAMPAGNE DE 1870.

DES CAUSES

QUI ONT AMENÉ

# LA CAPITULATION DE SEDAN

PAR

UN OFFICIER ATTACHÉ A L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL,

**avec les plans de la place et de la bataille.**

Lorsque la guerre fut déclarée et que l'Empereur prit le commandement en chef des armées françaises, il exprima souvent cette pensée qui se reflète dans sa proclamation, que la campagne qui allait commencer présenterait les plus grandes difficultés. Au milieu du contentement que devait lui faire éprouver l'enthousiasme éclatant partout sur ses pas, on remarquait dans ses traits une impression de tristesse lorsqu'il entendait les plus exaltés crier : à Berlin, à Berlin ! — comme s'il ne se fût agi que d'une simple promenade militaire, et qu'il eût suffi de marcher en avant pour vaincre la nation d'Europe la plus rompue au métier des armes et la mieux préparée à la guerre.

L'Empereur savait que la Prusse pouvait mettre sur pied en peu de temps 900 mille hommes, et, avec le concours des Etats du Sud, onze cent mille; la France ne pouvait lui en opposer que 600 mille. Et, comme le nombre des combattants n'est jamais que la moitié des effectifs réels, l'Allemagne était en mesure d'amener sur le champ de bataille 550 mille hommes, tandis que nous n'en avions que 300 mille environ à mettre en ligne devant l'ennemi.

Pour compenser cette infériorité numérique, il fallait, par un mouvement rapide, passer le Rhin, séparer l'Allemagne du Sud de la confédération du Nord et, par l'éclat d'un premier succès, attirer dans notre alliance l'Autriche et l'Italie.

Si l'on parvenait à empêcher les armées de l'Allemagne du Sud de se joindre à celles du Nord, l'effectif de l'armée prussienne se trouvait réduit de 200,000 hommes et la disproportion entre le nombre des combattants diminuait. Si l'Autriche et l'Italie faisaient cause commune avec la France, la supériorité du nombre se déplaçait à notre avantage.

Le plan de campagne de l'Empereur, qu'il ne confia, à Paris, qu'aux maréchaux de Mac-Mahon et Lebœuf, consistait à réunir 150 mille hommes à Metz, 100 mille à Strasbourg et 50 mille au camp de Châlons.

La concentration des deux premières armées, l'une sur la Sarre, l'autre sur le Rhin, ne dévoilait pas ses projets, car l'ennemi était laissé dans l'incertitude de savoir si l'attaque se porterait contre les provinces Rhénanes ou contre le grand-duché de Bade.

Dès que ces troupes auraient été concentrées sur les points indiqués, l'Empereur comptait réunir l'armée de Metz à celle de Strasbourg et, à la tête de 250 mille

hommes, passer le Rhin à Maxau, laissant à droite la forteresse de Rastadt et à gauche celle de Germersheim. Arrivé de l'autre côté du Rhin, il forçait les états du Sud à observer la neutralité et se portait ensuite à la rencontre des Prussiens. Pendant que ce mouvement se serait opéré, les 50 mille hommes rassemblés au camp de Châlons sous les ordres du maréchal Canrobert devaient se diriger sur Metz pour y protéger les derrières de l'armée et surveiller la frontière Nord-Est. En même temps, notre flotte croisant dans la Baltique aurait retenu et immobilisé dans le Nord de la Prusse une partie des forces ennemies pour la défense des côtes menacées d'un débarquement.

Ce plan n'avait de chance de réussite que si on gagnait l'ennemi de vitesse. Il fallait, dans ce but, rassembler en peu de jours sur les points déterminés non seulement le nombre d'hommes voulu, mais les accessoires essentiels, tels que les voitures, le train, les parcs, les équipages de ponts, les chaloupes canonnières pour protéger le passage du Rhin, enfin l'approvisionnement de biscuit indispensable pour nourrir une armée nombreuse qui marche réunie.

L'empereur se flattait de pouvoir obtenir ce résultat, et là fut son erreur, comme l'illusion de tout le monde fut de croire qu'au moyen des chemins de fer la concentration de tant d'hommes, de chevaux et de matériel pourrait se faire avec l'ordre et la précision nécessaires, bien que tout n'eût pas été réglé longtemps d'avance par une administration vigilante.

Les retards tinrent en grande partie aux vices de notre organisation militaire telle qu'elle existe depuis cinquante ans et qui se révélèrent dès les premiers moments.



Au lieu d'avoir comme en Prusse des corps d'armée toujours organisés, se recrutant dans la province et possédant sur les lieux leur matériel avec tous les accessoires, en France, les troupes appelées à composer une armée se trouvent dispersées sur tout le territoire, tandis que le matériel est amassé dans quelques villes au fond de magasins où tout s'encombre (1).

S'agit-il de former une division active sur un point quelconque de la frontière, l'artillerie arrive généralement d'un lieu très éloigné, les voitures du train et d'ambulance de Paris et de Vernon, presque tous les approvisionnements de la capitale, et les soldats de la réserve rejoignent de toutes les parties de la France. Les chemins de fer ne peuvent suffire à transporter les hommes, les chevaux et le matériel, la confusion s'introduit partout, et souvent les gares sont remplies d'objets dont on ignore la nature ainsi que la destination.

En 1860, l'Empereur avait décidé que les recrues de la deuxième partie du contingent seraient exercées dans les dépôts de leurs départements, pour être, en temps de guerre, versées dans les régiments destinés à faire campagne. Cette disposition alliait les avantages du système prussien à ceux du système français. Les hommes de la réserve n'ayant qu'à se diriger de leurs villages au chef-lieu du département, y étaient rassemblés, équipés en peu de temps et répartis dans les diffé-

(1) Il y a trois ans, comme on s'enquit, sur l'ordre de l'Empereur, du temps qu'il faudrait pour mettre sur roues les voitures engerbées à Vernon, on acquit la preuve que cette simple opération nécessiterait six mois de travail. On répartit alors ces voitures entre Paris, Châlons et Satory. Néanmoins, la concentration en était encore trop grande, et elle a amené de fâcheuses conséquences.

rents régiments. Cependant ceux-ci rapidement complétés ne se trouvaient pas comme en Prusse composés de la population de toute une province.

Malheureusement, on modifia cette combinaison, au ministère de la guerre, en 1866, et on attribua, dès les premières opérations du recrutement, chaque soldat à un régiment. De sorte que lorsque, en 1870, on appela la réserve, les hommes qui en faisaient partie durent, pour aller rejoindre leurs corps, suivre les itinéraires les plus compliqués. Ainsi, par exemple, ceux qui étaient à Strasbourg et dont les régiments se trouvaient en Alsace, au lieu d'être rassemblés immédiatement au dépôt de Strasbourg, furent envoyés à leurs dépôts respectifs, peut-être dans le midi de la France ou même en Algérie, et obligés ensuite de retourner en Alsace pour être incorporés dans leurs régiments.

On conçoit tout ce qu'une pareille organisation dut apporter de retard dans l'arrivée de la réserve.

Il en fut de même pour les effets de campement, pour les voitures d'ambulance, pour celles des officiers : au lieu d'être distribués dans les dépôts au centre de chaque département, ils étaient entassés dans un petit nombre de magasins, de façon que beaucoup d'hommes de la réserve ne purent rallier leurs corps que très-imparfaitement équipés, dépourvus de sacs, tentes-abri, gamelles, bidons, marmites, tous objets de première nécessité.

A ces inconvénients, il faut ajouter le peu d'initiative laissée aux généraux commandant les départements et aux intendants. Pour la plus petite chose il fallait un ordre ministériel. Impossible, par exemple, de donner ce qui était indispensable aux officiers, soit même les *nécessaires d'armes* aux soldats, sans un ordre venu de Paris.

Cette routine administrative enlevait aux généraux l'activité et la prévoyance qui suppléent quelquefois à un défaut d'organisation.

Cependant, hâtons-nous de le dire, pour composer une armée il faut moins compter sur l'intelligence des individus que sur une organisation solide faisant mouvoir des rouages simples, capables de fonctionner régulièrement pendant la guerre parce qu'ils ont été *habitués* à fonctionner régulièrement pendant la paix.

Malgré toutes les déceptions qu'on éprouva, il faut rendre justice aux hommes qui, au ministère de la guerre, furent chargés, au milieu d'une paix profonde, de mettre tout à coup en mouvement toute la puissance militaire de la France. En tenant compte des vices de l'administration, ce fut un vrai tour de force de mettre en ligne, en si peu de temps, des armées incomplètement formées, aucune mesure préparatoire n'ayant été prise à cet effet.

Sans doute on objectera que quelques-uns au moins des vices de l'administration française qui viennent d'être signalés devaient être corrigés d'avance. Mais on oublie combien il est malaisé d'avoir raison d'habitudes et de préjugés invétérés. D'ailleurs, les Chambres refusaient le concours nécessaire pour subvenir aux réformes les plus importantes. Qui ne se rappelle les difficultés et les réclamations auxquelles donna lieu le projet de loi sur l'organisation militaire? L'opposition s'en tenait à sa théorie si vaine des levées en masse et le mauvais vouloir était partout. D'un autre côté, l'Empereur, confiant dans des armées qui avaient remporté de si glorieux succès en Crimée et en Italie, n'était pas loin de penser qu'avec leur irrésistible élan elles pourraient suppléer à bien des insuffi-

sances et assurer la victoire. Ses illusions ne furent pas de longue durée.

Arrivé à Metz le 28 juillet, il commença à craindre que des obstacles insurmontables ne fissent échouer ses projets.

L'armée de Metz, au lieu de 150 mille hommes n'en comptait que 100 mille; celle de Strasbourg que 40 mille au lieu de 100 mille, et le corps du maréchal Canrobert avait encore une division à Paris et un autre à Soissons; son artillerie ainsi que sa cavalerie n'étaient pas prêtes. De plus, aucun corps d'armée n'était encore complètement muni des accessoires exigés pour entrer en campagne.

L'Empereur donna des ordres précis pour qu'on activât l'arrivée des régiments qui manquaient; mais on lui obéit lentement, alléguant qu'on ne pourrait laisser l'Algérie, Paris et Lyon sans garnison.

Toutefois, l'espoir de réaliser le plan de campagne n'était pas perdu. On croyait que l'ennemi ne serait pas prêt avant nous; on ignorait ses mouvements, de quel côté il réunissait ses forces, et c'est pour s'éclairer qu'on fit, le 2 août, la tentative de Saarbruck; mais, le 4, l'attaque de la division Douay à Wissembourg par des forces imposantes et, deux jours plus tard, la glorieuse et funeste bataille de Freischweiller firent cesser toutes les incertitudes.

Le même jour, 6 août, le corps d'armée du général Frossard en venait aux mains sur les hauteurs de Spiekeren avec des troupes ennemies nombreuses, et, bien que le résultat de cet engagement n'ait pas été favorable, on peut affirmer que, si les deux divisions qui étaient en mesure de soutenir le général Frossard eussent exécuté plus promptement les ordres qu'elles avaient reçus

du maréchal Bazaine, nous aurions ce jour-là remporté la victoire.

Quoi qu'il en soit, notre position était critique. Par l'initiative hardie des troupes allemandes qui débouchaient à la fois par la Sarre et par le Rhin, nous étions pris en flagrant délit de formation.

Le corps du général de Failly n'avait pas eu le temps de renforcer le corps du maréchal de Mac-Mahon et se trouvait séparé de l'armée de Metz ; le corps du général Douay, qui se rassemblait lentement à Belfort, se trouvait éloigné du théâtre des opérations militaires, et l'armée du maréchal Canrobert n'était pas encore complètement formée au camp de Châlons.

Dans ces circonstances, profondément attristé de voir toutes ses combinaisons détruites, et réduit en peu de jours à ne plus songer qu'à prendre une position défensive, l'Empereur résolut de ramener immédiatement l'armée au camp de Châlons où elle aurait pu recueillir les débris de l'armée du maréchal Mac-Mahon, le corps de Failly et celui de Douay. Ce plan, communiqué à Paris, fut d'abord approuvé par le conseil des ministres ; mais, deux jours après, une lettre de M. E. Olivier informa l'Empereur qu'après mûre délibération, le conseil avait pensé qu'il s'était trop hâté d'approuver la retraite de l'armée à Châlons, l'abandon de la Lorraine ne pouvant produire qu'un effet déplorable sur l'esprit public ; en conséquence, il engageait l'Empereur à renoncer à son projet. Celui-ci céda pour le moment à ce conseil.

L'effectif de l'armée de Metz fut porté à 140 mille hommes par l'arrivée du maréchal Canrobert avec deux divisions et des hommes de la réserve, et elle reçut l'ordre de se concentrer autour de Metz, dans l'espoir

qu'elle pourrait tomber sur une des armées prussiennes avant qu'elles eussent opéré leur jonction. Malheureusement, comme si, dans cette campagne, tous les éléments de succès devaient nous faire défaut, non seulement la concentration de l'armée fut retardée par le combat de Spiekeren et par le mauvais temps, mais son action fut paralysée par l'ignorance absolue où nous restâmes toujours de l'emplacement et de la force des armées ennemies. Les Prussiens cachèrent si bien leur mouvement derrière le formidable rideau de cavalerie qu'ils déployèrent devant eux dans toutes les directions, que, malgré les plus persévérantes recherches, on ne sut jamais réellement où était le gros de leurs troupes, et par conséquent où devait se produire l'effort le plus considérable; le 14 août comme le 16, on ne croyait nullement avoir toute l'armée prussienne sur les bras : personne ne doutait à Gravelotte de la facilité d'atteindre le lendemain Verdun; à Paris, on n'était pas mieux renseigné que nous.

Ces tristes débuts de la campagne devaient naturellement affecter l'opinion publique d'une manière pénible. L'Empereur sentit qu'on le rendait responsable de la mauvaise situation de l'armée, tandis que celle-ci accusait le maréchal Lebœuf des lenteurs et de l'insuffisance de l'organisation. Il se décida alors à donner le commandement au maréchal Bazaine, dont tout le monde appréciait la capacité, et à supprimer les fonctions de major-général.

Pendant que ces événements se passaient, plusieurs généraux conjurèrent l'Empereur de quitter l'armée, lui faisant observer qu'il pouvait arriver que la communication avec Paris fût coupée, et qu'alors, bloqué dans Metz, séparé du reste de la France, le chef de l'État

serait mis dans l'impossibilité de conduire les affaires du pays, de leur donner une direction utile, et que des agitations révolutionnaires pourraient résulter de cette situation.

Ces considérations avaient une incontestable valeur; elle n'échappa pas à l'Empereur, qui cependant ne voulait quitter l'armée que lorsqu'elle aurait repassé sur la rive gauche de la Moselle.

Il pressa le plus possible ce mouvement dont le maréchal Bazaine appréciait toute l'importance; mais le mauvais temps, l'encombrement des bagages en retardèrent la prompte exécution.

Arrivé à Gravelotte, l'Empereur, ne prévoyant pas une bataille générale et ne croyant qu'à des engagements partiels qui retarderaient la marche de l'armée, se décida à la précéder à Châlons. Il partit le matin du 16 août et passa à Conflans et Etain sans rencontrer un seul ennemi sur sa route.

Cependant, cette suite non interrompue d'événements malheureux avait produit à Paris une vive impression, et les ministres, inquiets de cet état de choses, avaient cru pouvoir jusqu'à un certain point s'affranchir de l'action constitutionnelle que l'Empereur devait exercer, puisqu'il n'avait donné à la Régente que des pouvoirs restreints. Ainsi ils convoquèrent les Chambres sans même en référer à l'Empereur, et, dès que celles-ci furent assemblées, ce fut, comme toujours dans les malheurs publics, l'opposition qui vit grandir son influence et qui paralysa le patriotisme de la majorité et la marche du gouvernement.

Depuis cette époque, les ministres semblèrent craindre de prononcer le nom de l'Empereur, et celui-ci, qui avait quitté l'armée et ne s'était dessaisi du comman-

dement que pour reprendre en main les rênes de l'Etat, se vit bientôt dans l'impossibilité de remplir le rôle qui lui appartenait.

Parvenu au camp de Châlons, l'Empereur y trouva le duc de Magenta et le général Trochu ; ce dernier avait été nommé par le ministre de la guerre commandant des troupes réunies au camp. Ces deux officiers généraux furent appelés par l'Empereur en un conseil auquel assistèrent le prince Napoléon, le général Schmitz, chef d'état-major du général Trochu, et le général Berthaut, commandant la garde nationale mobile. Il fut décidé que l'Empereur nommerait le général Trochu au commandement de l'armée de Paris, que les troupes réunies à Châlons se dirigeraient vers la capitale sous les ordres du maréchal Mac-Mahon, que la garde nationale mobile se rendrait au camp de Saint-Maur, à Vincennes, et que l'Empereur irait à Paris comme son devoir l'y appelait.

Lorsque cette décision fut connue du gouvernement, elle suscita une vive opposition. Bien des objections furent présentées : « Paris, disait-on, est en parfait état de défense ; sa garnison est nombreuse ; l'armée de Châlons doit être employée à débloquer Metz ; la garde nationale mobile serait un danger pour la tranquillité de la capitale ; le caractère du général Trochu n'inspire aucune confiance ; enfin, le retour de l'Empereur à Paris serait très mal interprété par l'opinion publique. »

Néanmoins, on se décida à exécuter les ordres de l'Empereur, tout en insistant sur l'opportunité de secourir le maréchal Bazaine. Mais le duc de Magenta fit connaître au ministre de la guerre qu'il croyait que la marche vers Metz serait de la plus haute imprudence



et signala tous les périls que présentait une semblable opération.

En effet, à cette époque, les armées prussiennes occupaient les deux côtés d'un triangle dont nous devons parcourir le troisième côté. Le prince Frédéric-Charles bloquait Metz avec 210,000 hommes. Le prince royal de Saxe occupait, avec 100,000 hommes, le pays qui s'étend de la frontière belge à Verdun et reliait sa gauche à l'armée du prince royal de Prusse, qui, à la tête de 150,000 hommes, avait établi son quartier-général à Bar-le-Duc.

Il déclara donc qu'il ne voulait pas exposer des troupes encore imparfaitement organisées à faire devant un ennemi très supérieur en nombre une marche de flanc extrêmement périlleuse, et annonça qu'il allait s'acheminer vers Reims, d'où il pourrait se porter soit sur Soissons, soit sur Paris. « C'est seulement sous les murs de la capitale, disait-il, que mon armée reposée et reconstituée pourra offrir à l'ennemi une résistance sérieuse. » En conséquence, l'armée fut dirigée sur Reims le 21, et prit position en arrière de cette ville. Mais le langage de la raison n'était pas compris à Paris : on voulait à tout prix donner à l'opinion publique la vaine espérance que le maréchal Bazaine pourrait être secouru, et le duc de Magenta reçut du conseil des ministres, auquel s'étaient adjoints le conseil privé et les présidents des deux Chambres, l'injonction la plus pressante de marcher dans la direction de Metz.

Le maréchal de Mac-Mahon, homme de devoir avant tout, obéit et résolut de courir la chance qui lui était présentée ; tout ce qui ressemblait à un sacrifice pour le bien public allait à son âme élevée, et il était flatté de l'idée qu'en attirant à lui toutes les forces ennemies il

délivrait momentanément la capitale et lui donnait le temps de terminer ses moyens de défense. Quant à l'Empereur, il ne fit aucune opposition. Il ne pouvait entrer dans ses vues de résister aux conseils du gouvernement de la Régente, laquelle montrait autant d'intelligence que d'énergie au milieu des plus grandes difficultés, quoiqu'il vît que son action s'effaçait complètement, puisqu'il n'agissait plus ni comme chef du gouvernement ni comme chef de l'armée ; il se décida à suivre de sa personne les mouvements de l'armée, sentant bien cependant que, s'il y avait des succès, tout le mérite en serait attribué comme de juste au général en chef et que, en cas de revers, on ferait retomber la responsabilité sur le chef de l'État.

Il n'est pas inutile d'examiner de quels éléments était composée l'armée de Châlons. Le 1<sup>er</sup> corps, formé en majeure partie des régiments d'Afrique, avait fait preuve à Freischweiler d'une héroïque valeur que l'écrasante supériorité numérique de l'ennemi avait seule pu vaincre. Vivement impressionnées par la défaite et les effets foudroyants de l'artillerie prussienne, ces troupes rapportaient du champ de bataille des dispositions fâcheuses que leur retraite jusqu'à Châlons, des marches incessantes et longues, des privations matérielles avaient encore aggravées. Le maréchal de Mac-Mahon ne se le dissimulait pas et comprenait qu'avant de les ramener au feu, il eût été sage de leur donner le repos et le temps capables de les raffermir. C'étaient nos plus vieilles troupes ; entourées de la renommée qui s'attache à bon droit aux soldats d'Afrique, elles l'avaient amplement justifiée. Le spectacle de leur découragement donné au reste de l'armée était donc doublement à craindre.

Déjà le 5<sup>me</sup> corps en avait particulièrement ressenti l'effet. Épuisé, lui aussi, par des marches précipitées qui l'avaient porté de Bitche à travers les Vosges par Neuf-Château et la Haute-Marne jusqu'au camp de Châlons, ayant perdu sans combattre une partie de son matériel et presque tous ses bagages, le 5<sup>me</sup> corps offrait un aspect de lassitude et de désorganisation de nature à inspirer de vives inquiétudes.

Le 7<sup>me</sup> corps, dont l'organisation tardive était à peine terminée, n'avait sans doute pas traversé les mêmes épreuves que les deux précédents ; mais, par suite de la longue marche en arrière qui l'avait ramené de Belfort, à travers Paris, au camp de Châlons, il ne présentait pas la solidité qu'on aurait désirée.

Quant au 12<sup>me</sup> corps, de création toute récente, il comprenait des éléments de valeur bien diverse. La 1<sup>re</sup> division se composait de régiments neufs sur lesquels on avait raison de compter ; la 2<sup>me</sup>, de quatre régiments de marche formés de quatrièmes bataillons avec des cadres incomplets et des soldats qui n'avaient jamais tiré un coup de fusil. La 3<sup>me</sup> division enfin, de quatre régiments d'infanterie de marine qui se sont bravement comportés à Sedan, mais qui, peu habitués aux longues marches, allaient semer les routes de traînards.

Telles étaient les troupes auxquelles on allait imposer le plan de campagne le plus difficile et le plus téméraire.

L'armée revint donc sur ses pas et partit de Reims le 23 ; mais, à peine avait-elle fait une marche en s'établissant sur la Suippe, à Bethniville, que la difficulté des approvisionnements obligea le maréchal de Mac-Mahon à se rapprocher de la ligne du chemin de fer. Il fit un mouvement sur sa gauche et arriva à Rethel, le 24, afin de donner à ses troupes plusieurs jours de

vivres. Cette distribution occupa toute la journée du 25. De Reithel, le quartier-général fut porté à *Tourteron*.

Depuis le commencement de la guerre, le Prince impérial, malgré son jeune âge, avait toujours suivi son père et partagé, à travers toutes les péripéties, les fatigues de la campagne; mais, en présence des dangers exceptionnels qui nous menaçaient, le maréchal insista auprès de l'Empereur pour que le Prince Impérial fût éloigné du théâtre de la guerre. Il partit donc à son grand regret pour Mézières et se rendit ensuite en Belgique lorsqu'il apprit la nouvelle de la capitulation de Sedan.

Le 27, l'armée arriva au *Chêne-populeux*. A cet endroit, l'armée du prince de Saxe avait fait sa jonction avec celle du prince royal de Prusse et leurs avant-gardes étaient déjà aux prises avec les corps des généraux de Faily et Douay. Le maréchal, voyant l'ennemi le gagner de vitesse, résolut, pour sauver la seule armée que la France eût encore disponible, de reprendre la direction de l'ouest. Il donna aussitôt des ordres dans ce sens; mais, pendant la nuit, il reçut par le télégraphe l'injonction formelle de continuer sa marche vers Metz. Certes, l'Empereur pouvait s'opposer à cet ordre, mais il était décidé à ne point contre-carrer la décision de la Régence, et il était résigné à subir les conséquences de la fatalité qui s'attachait à toutes les résolutions du gouvernement. Quant au duc de Magenta, il se soumit de nouveau à la décision venue de Paris, et reprit la direction de Metz.

Ces ordres et contre-ordres amenèrent des ralentissements dans les mouvements. Le quartier-général atteignit *Stonne*, le 28; par malheur, les différents corps d'armée éloignés les uns des autres ne purent se grouper

autour de cette position, et ceux de Faily et de Douay furent attaqués isolément.

L'intention du maréchal était d'arriver à Stenay et de là à Montmédy ; mais déjà l'ennemi était en force dans la première de ces deux villes : l'armée prussienne avait fait des marches forcées, tandis que, encombrés de bagages, nous avions mis avec des troupes fatiguées six jours à parcourir vingt-cinq lieues. Il fallut alors établir le quartier-général à Raucourt, afin de passer la Meuse à Mouzon.

Tandis que, dans la matinée du 30 août, une partie de l'armée opérait ce mouvement, déjà exécuté la veille au soir par le général Lebrun, les corps de Faily et de Douay, restés sur la rive gauche de la Meuse, en venaient aux prises, vers Beaumont, avec l'avant-garde de la grande armée prussienne. Le corps de Faily, vivement poussé par les troupes qui l'attaquaient, fit bonne contenance pendant plusieurs heures, mais il finit par être rejeté en désordre vers Mouzon. La brigade envoyée pour le soutenir fut entraînée dans la retraite. De son côté, le général Douay, arrivant à Remilly, dut traverser le passage étroit de la Meuse qui présentait les plus grandes difficultés ; le désordre se mit aussi dans ses troupes. Enfin le corps du général Ducrot atteignait Carignan après une marche longue et pénible.

Pour la troisième fois, le maréchal de Mac-Mahon fut contraint de renoncer au projet d'aller au secours du maréchal Bazaine, et, dans la nuit du 30, les événements de la journée lui ayant démontré l'impossibilité d'atteindre Montmédy, il donna l'ordre de se retirer sur Sedan.

Cette ville, classée comme place forte, est dominée de tous les côtés et incapable de résister à la puissance

de la nouvelle artillerie. Elle était d'ailleurs incomplètement armée et mal approvisionnée, ne possédait aucun ouvrage extérieur et ne pouvait offrir aucun appui à une armée en retraite. A vrai dire, elle n'avait d'importance que parce qu'elle se reliait à Mézières et à Paris par la ligne du chemin de fer qui, passant par Hirson, était le seul moyen de ravitaillement.

Les troupes, affaiblies par des marches continues, affectées par des échecs successifs, rétrogradèrent sans beaucoup d'ordre vers Sedan : elles y arrivèrent harassées dans la nuit du 30 au 31 et dans la matinée du 31.

L'Empereur, qui, le 30 au soir, se trouvait avec le corps du général Ducrot à Carignan où devait être le quartier-général, reçut dans la soirée même la nouvelle du mouvement de retraite et le conseil de la part du maréchal de Mac-Mahon de prendre le chemin de fer pour se rendre à Sedan. Rien n'était plus facile à l'Empereur que de pousser jusqu'à Mézières, et de mettre ainsi sa personne à l'abri. On lui en fit la proposition, il la repoussa, ne voulant pas se séparer de l'armée, et étant déterminé à partager son sort quel qu'il fût. Le 31 au matin, la proclamation suivante fut distribuée aux troupes :

#### SOLDATS,

Les débuts de la guerre n'ayant pas été heureux, j'ai voulu, en faisant abstraction de toute préoccupation personnelle, donner le commandement des armées aux maréchaux que désignait plus particulièrement l'opinion publique.

Jusqu'ici le succès n'a pas couronné vos efforts ; néanmoins, j'apprends que l'armée du maréchal Bazaine s'est refaite sous les murs de Metz et celle du maréchal de Mac-Mahon n'a été que légèrement entamée hier. Il n'y a donc pas lieu de vous décourager.

Nous avons empêché l'ennemi de pénétrer jusqu'à la capitale et la France entière se lève pour repousser ses envahisseurs. Dans ces graves circonstances, l'Impératrice me représentant dignement à Paris, j'ai préféré le rôle de soldat à celui de souverain. Rien ne me coûtera pour sauver notre patrie. Elle renferme encore, Dieu merci, des hommes de cœur, et s'il y a des lâches, la loi militaire et le mépris public en feront justice.

Soldats, soyez dignes de votre ancienne réputation ! Dieu n'abandonnera pas notre pays, pourvu que chacun fasse son devoir.

*Fait au quartier impérial de Sedan, le 31 août 1870.*

NAPOLÉON.

Cette proclamation, qu'on eut à peine le temps de répandre, fut le dernier appel que l'Empereur adressa à ses soldats.

Pendant que l'armée française prenait position autour de Sedan, les Prussiens, au nombre de 230,000, suivaient leur marche sur nos traces et arrivaient presque en même temps que nous en vue de la place. Il était trop tard pour échapper à la nécessité de la bataille qu'il nous offraient et que nous devions accepter maintenant dans la position désavantageuse où nous étions acculés.

Nos quatre corps d'armée étaient massés non loin de la ville dans l'ordre assigné pour le mouvement de retraite. Le 7<sup>me</sup> corps, qui formait l'arrière-garde dans la marche sur Metz, se trouvait en tête, à cheval sur la route départementale de Mézières à l'ouest de Sedan, occupant le terrain depuis Floing jusqu'au Calvaire d'Illy. Le 1<sup>er</sup> corps s'étendait de la petite Moncelle à Givonne et à Daigny. Le 5<sup>me</sup> corps était placé partie dans la ville, partie sur les hauteurs qui dominent au Sud-Est le fond de Givonne. Le 12<sup>me</sup> corps occupait

la Moncelle, la petite Moncelle et la Platrierie près de Bazeilles.

L'armée se trouvait donc formée en demi-cercle autour de la ville, les deux ailes appuyées à la Meuse. Jamais armée n'avait été placée dans des conditions aussi défavorables. Généralement on suit un plan d'opérations bien défini, assurant une ligne de retraite sur laquelle sont les réserves, les ambulances, etc.; ici, au contraire nos troupes risquaient d'être entourées de tous côtés sans ligne de retraite, et si elles avaient le malheur de vouloir se réfugier dans la ville, elles ne pouvaient que se précipiter dans un défilé inextricable à travers des portes étroites et des rues encombrées de chariots et de bagages.

Telle était cependant la conséquence d'un plan de campagne imposé de Paris et contraire aux principes les plus élémentaires de l'art de la guerre.

Le 31 au matin, le corps du général Lebrun avait été engagé et avait soutenu la lutte avec autant d'énergie que de courage. Mais l'armée ennemie, comptant sur la supériorité du nombre, avait divisé ses forces en deux masses principales qui devaient attaquer séparément, l'une par la droite et l'autre par la gauche. Son but était de tourner les deux ailes de notre armée et, en se réunissant sur les hauteurs derrière Sedan, de l'envelopper entièrement. Un corps de réserve, composé d'infanterie et d'une nombreuse cavalerie placée dans la plaine près de Donchery, était disposé pour empêcher toute communication avec Mézières, et les contre-forts sur la rive gauche de la Meuse étaient garnis d'une nombreuse artillerie qui flanquait les attaques de la rive droite.

Dans ces conditions, il n'y avait, selon nous, qu'une



résolution suprême à adopter pour sauver l'armée, c'était de prendre sa ligne de retraite sur le territoire neutre de la Belgique. Il était trop tard pour tenter de se faire jour soit à l'est vers Carignan, soit à l'ouest vers Mézières ; car, d'un côté comme de l'autre, l'armée se serait trouvée entre deux feux en présence de forces supérieures.

Mais, pour échapper à un investissement comme pour opérer une retraite assurée, il fallait occuper en force les hauteurs d'Illy et de Givonne, abandonner la ville de Sedan à ses propres ressources, faire volte-face et se retirer par les routes qui conduisent en Belgique.

En se plaçant avec une nombreuse artillerie sur les hauteurs qui viennent d'être indiquées, on pouvait espérer contenir l'ennemi et protéger efficacement la retraite. Malheureusement, les deux chefs qui se succédèrent dans le commandement de l'armée, après la blessure du maréchal de Mac-Mahon, se proposaient chacun un but différent, de sorte que le plateau d'Illy qui était le point le plus important ne fut que faiblement occupé.

Le 1<sup>er</sup> septembre, avant 5 heures du matin, l'attaque commença vers l'est, à Bazeilles, s'étendit à la Moncelle et Givonne, et, à l'ouest, sur les hauteurs de Floing.

Dès 5 heures, le maréchal de Mac-Mahon se porta aux avant-postes près de Bazeilles et fit prévenir l'Empereur, qui monta à cheval et accourut aussitôt sur le champ de bataille. Il rencontra en chemin le maréchal qu'on ramenait à Sedan, blessé d'un éclat d'obus. Ce malheureux événement, au commencement de l'action, était d'un triste augure ; l'armée avait une confiance entière dans la bravoure et la capacité du duc de Magenta. Celui-ci avait laissé le commandement au général Ducrot qui était au courant de ses intentions. Le général de Wimpffen

étant le plus ancien, et produisant une lettre de service du ministre de la guerre, réclama et obtint le commandement en chef. Cette substitution amena de fâcheuses conséquences, car ce n'est pas sans danger que, dans le cours d'une bataille, on change les dispositions antérieurement prises.

Jusqu'à deux heures, les troupes soutinrent avec vigueur une lutte inégale. Mais, vers le même temps, l'armée du prince royal de Prusse venant de l'ouest et celle du prince royal de Saxe venant de l'est opérèrent leur jonction sur le plateau d'Illy et l'armée française se trouva entièrement cernée. Dès lors, la bataille pouvait être considérée comme perdue et notre armée comme prisonnière; car, coupée de Mézières d'où elle tirait ses vivres et ses munitions, elle n'avait plus d'autre ressource que de se rapprocher des fortifications de la place où elle allait occuper un point central en butte au feu de 500 canons placés à la circonférence. Aussi, ni les efforts des différents commandants des corps d'armée et des officiers en général, ni l'héroïsme de notre artillerie, ni les charges brillantes de notre cavalerie, rien ne put arrêter la retraite de nos troupes.

L'Empereur s'était d'abord dès le matin porté en avant du village de Balan, où, comme nous l'avons dit, le 12<sup>e</sup> corps commandé par le général Lebrun était fortement engagé contre l'ennemi et maintenait vigoureusement ses positions; de là, il gravit les côteaux de la Moncelle couronnés par des batteries d'artillerie et d'où l'on pouvait embrasser une grande partie du champ de bataille; il traversa ensuite le fond de Givonne, rencontrant un grand nombre des blessés et parmi eux le brave colonel du 5<sup>e</sup> de ligne qui, étendu sur un brancard, se souleva, en le voyant passer, pour crier encore : Vive

l'Empereur ! touchant témoignage de l'attachement que lui portait l'armée. En remontant sur les hauteurs, il fut rejoint un moment par le général de Wimpffen. Sur tous les points le terrain était sillonné par une quantité prodigieuse d'obus arrivant à la fois de droite et de gauche et entrecroisant leurs feux.

Après être resté pendant cinq heures exposé à cette explosion de projectiles, l'Empereur revint à Sedan pour conférer, si c'était possible, avec le maréchal de Mac-Mahon ; il avait l'intention d'en ressortir, mais cela ne lui fut pas permis : les rues, les places, les portes étaient obstruées par tous les *impedimenta* qu'une armée en retraite précipitée entraîne à sa suite : chariots de toute espèce, débris de toute sorte entassés pêle-mêle. Cependant le reste de l'armée combattait encore sur les hauteurs aux portes de la ville, mais les corps n'ayant pas pu rester unis n'offraient plus aucune consistance.

Vers trois heures et demie, le général de Wimpffen envoya un officier proposer à l'Empereur de se placer au milieu d'une colonne qui essayerait de se faire jour à travers l'ennemi vers Carignan. L'Empereur, qui avait reconnu l'impossibilité de sortir à cheval de la ville, fit répondre qu'il ne pouvait aller rejoindre (1) le général ; que d'ailleurs il n'entendait pas, pour sauver sa personne, sacrifier la vie d'un grand nombre de soldats, et qu'il était décidé à partager le sort de l'armée. La proposition du général de Wimpffen, comme l'événement l'a prouvé, n'avait aucune chance de réussite. Celui-ci voulut néanmoins faire cette tentative désespérée, mais il ne put rassembler que deux mille hommes ; après s'être

(1) L'un des officiers qui vint offrir à l'Empereur de se frayer un passage à travers l'ennemi ne put même pas rejoindre le général de Wimpffen.

tre avancé de trois cents pas, il reconnut lui-même l'impossibilité de poursuivre et fut forcé de rentrer dans la place.

C'est alors que les commandants des corps d'armée vinrent annoncer à l'Empereur que leurs troupes, après avoir supporté pendant près de douze heures un combat inégal, exténuées de fatigue et de faim, ne pouvaient plus opposer une résistance sérieuse.

En effet, les soldats, pressés contre les murs, jetés dans les fossés, étaient décimés par l'artillerie ; la place elle-même, encombrée de débris de tous les corps, était bombardée de tous les côtés.

Les projectiles mettaient le feu dans les maisons et venaient frapper les blessés qu'on y avait recueillis. La grande caserne, convertie en hôpital et sur le toit de laquelle flottait le drapeau à croix rouge, n'était pas épargnée, et hommes et chevaux, entassés dans la cour, étaient continuellement atteints. Parmi les officiers et les soldats plusieurs trouvèrent la mort dans les rues balayées par les batteries ennemies, entre autres deux généraux.

L'Empereur essaya alors de faire parvenir au général de Wimpffen le conseil de demander un armistice, car chaque moment de retard augmentait le nombre des victimes. Ne recevant aucune nouvelle du général, à la vue de tant de sang versé inutilement, dans cette position désespérée, il fit arborer le drapeau blanc sur la citadelle.

Dans le même temps, le roi de Prusse dépêchait un officier à Sedan pour demander qu'on rendît la place. L'Empereur, dessaisi du commandement de l'armée, en référa au général de Wimpffen. Celui-ci, envisageant toute la gravité des circonstances et ne voulant pas

prendre sur lui l'initiative de la capitulation, envoya sa démission qui ne fut pas acceptée.

L'Empereur, convaincu, d'après l'affirmation de la presse, que le roi avait déclaré faire la guerre non pas à la France mais à son souverain, n'hésita pas à se constituer prisonnier, dans l'espoir que, le but de la guerre étant atteint par le sacrifice de sa liberté, le vainqueur serait moins exigeant envers la France et l'armée. Il adressa au Roi, par un de ses officiers, la lettre suivante :

- Monsieur mon frère,

« N'ayant pas pu mourir au milieu de mes troupes, il ne me reste  
« qu'à remettre mon épée entre les mains de Votre Majesté.

« Je suis de Votre Majesté

- *Le bon frère,*

« NAPOLÉON. »

Le Roi répondit :

« Monsieur mon frère,

« En regrettant les circonstances dans lesquelles nous nous rencontrons, j'accepte l'épée de Votre Majesté, et je la prie de bien vouloir nommer un de vos officiers muni de vos pleins pouvoirs pour traiter de la capitulation de l'armée qui s'est si bravement battue sous vos ordres. De mon côté, j'ai désigné le général de Moltke à cet effet.

« Je suis de Votre Majesté

« *Le bon frère,*

« GUILLAUME.

« Devant Sedan, le 1<sup>er</sup> septembre 1870. »

Le général de Wimpffen se rendit au quartier-général prussien afin d'y discuter les termes de la capitulation. Dans cette entrevue, le général français tâcha d'obtenir le traitement le plus favorable; mais le général de Moltke lui répondit : « Votre armée ne compte pas en ce moment plus de 80,000 hommes; nous en avons 230,000 qui l'entourent complètement; notre artillerie est toute en position et peut foudroyer la place en deux heures; vos troupes ne peuvent sortir que par les portes, sans possibilité de se former en avant; vous n'avez de vivres que pour un jour et presque plus de munitions. Dans cette situation, la prolongation de la défense ne serait qu'un massacre inutile; la responsabilité retombera sur ceux qui ne l'auront pas empêché. »

En revenant à Sedan, le général de Wimpffen rassembla un conseil de guerre composé d'environ 32 officiers généraux, et, à l'unanimité moins deux voix, on convint que toute lutte nouvelle entraînerait inutilement la ruine de milliers d'hommes, et la capitulation fut signée.

Le 2 septembre fut une journée dont le souvenir néfaste ne s'effacera jamais de notre esprit.

M. de Bismarck avait fait dire à l'Empereur, la veille, que le roi de Prusse lui offrait un rendez-vous pour le lendemain. En conséquence, l'Empereur partit de Sedan dans la matinée du 2 et fit prévenir le comte de Bismarck de son arrivée, en lui demandant quel était le lieu fixé pour l'entrevue. Il attendit le chancelier de la confédération de l'Allemagne du Nord dans une petite maison sur la route de Donchery. Celui-ci ne tarda pas à s'y rendre. Dans la conversation qui eut lieu, l'Empereur s'empressa de déclarer qu'ayant donné tous les pouvoirs à la Régente il ne pouvait point traiter des con-

ditions de la paix ; qu'il se bornait à remettre sa personne entre les mains du Roi, ne réclamant rien pour lui et faisant appel à sa générosité pour son armée et pour la France. Il ajouta que, la guerre ayant été malheureuse, il ne repoussait nullement la responsabilité qui lui incombait, mais que néanmoins il devait constater qu'il n'avait obéi qu'au sentiment national violemment excité. Les journaux ont fait un crime à l'Empereur de ces paroles, et cependant, dans sa proclamation à l'armée, la veille de son départ de Paris, comme dans sa réponse au président du Corps législatif, il avait exprimé cette même pensée en disant : « Nous avons fait tout ce  
« qui dépendait de nous pour éviter la guerre, et je puis  
« dire que c'est la nation tout entière qui, dans son ir-  
« résistible élan, a dicté nos résolutions. » Cette constatation était indispensable, puisqu'on l'accuse encore aujourd'hui d'avoir tiré l'épée dans un intérêt dynastique.

Les deux souverains se rencontrèrent dans le château de Bellevue, aux environs de Sedan. Dans cette conférence, le Roi témoigna des sentiments élevés qui l'animaient, en ayant pour l'Empereur tous les égards que comportait son malheur, et celui-ci conserva une attitude pleine de dignité.

Le général de Wimpffen, qui avait dit à l'Empereur que l'armée comptait sur son intervention auprès du roi de Prusse pour obtenir de meilleures conditions, fut averti de l'impuissance de ses efforts.

Tel est le récit des opérations militaires qui se terminèrent si malheureusement par la reddition de l'armée à Sedan.

Une si épouvantable catastrophe ne doit pas seulement nous arracher des larmes : elle doit aussi être

féconde en enseignements et fournir des leçons qu'on ne saurait oublier.

Les succès de la Prusse sont dus à la supériorité du nombre, à la rigoureuse discipline de son armée, à l'empire qu'exerce dans toute l'Allemagne le principe d'autorité. Que nos malheureux compatriotes qui sont prisonniers profitent au moins de leur séjour en Prusse pour apprécier ce que donnent de force à un pays le pouvoir respecté, la loi obéie, l'esprit militaire et patriotique dominant tous les intérêts et toutes les opinions. Certes la lutte était disproportionnée ; mais elle aurait pu être plus disputée et moins désastreuse pour nos armes, si les opérations militaires n'avaient pas été sans cesse subordonnées à des considérations politiques. Nous aurions aussi été mieux préparés si les Chambres n'avaient pas sans cesse été préoccupées de réduire le budget de la guerre et si elles ne s'étaient pas toujours opposées aux mesures qui devaient augmenter les forces nationales. Quinze jours avant la déclaration de guerre, la commission du budget du Corps législatif émettait l'intention de supprimer la garde impériale et de réduire l'effectif de l'armée.

A ces causes principales de nos revers, nous devons ajouter les regrettables habitudes introduites dans l'armée par la guerre d'Afrique. Manque de discipline, manque d'ensemble, défaut d'ordre, exagération du poids que porte le soldat et du nombre de bagages des officiers, tels sont les abus qui se sont introduits dans nos armées. Le fantassin français, renommé autrefois pour la rapidité de sa marche, est devenu plus lourd que le fantassin allemand. Le laisser-aller de la tenue influe sur l'esprit militaire : nos officiers et nos soldats semblent ne plus être fiers de porter l'uniforme, et la



ditions de la paix ; qu'il se bornait à remettre sa personne entre les mains du Roi, ne réclamant rien pour lui et faisant appel à sa générosité pour son armée et pour la France. Il ajouta que, la guerre ayant été malheureuse, il ne repoussait nullement la responsabilité qui lui incombait, mais que néanmoins il devait constater qu'il n'avait obéi qu'au sentiment national violemment excité. Les journaux ont fait un crime à l'Empereur de ces paroles, et cependant, dans sa proclamation à l'armée, la veille de son départ de Paris, comme dans sa réponse au président du Corps législatif, il avait exprimé cette même pensée en disant : « Nous avons fait tout ce  
« qui dépendait de nous pour éviter la guerre, et je puis  
« dire que c'est la nation tout entière qui, dans son ir-  
« résistible élan, a dicté nos résolutions. » Cette constatation était indispensable, puisqu'on l'accuse encore aujourd'hui d'avoir tiré l'épée dans un intérêt dynastique.

Les deux souverains se rencontrèrent dans le château de Bellevue, aux environs de Sedan. Dans cette conférence, le Roi témoigna des sentiments élevés qui l'animaient, en ayant pour l'Empereur tous les égards que comportait son malheur, et celui-ci conserva une attitude pleine de dignité.

Le général de Wimpffen, qui avait dit à l'Empereur que l'armée comptait sur son intervention auprès du roi de Prusse pour obtenir de meilleures conditions, fut averti de l'impuissance de ses efforts.

Tel est le récit des opérations militaires qui se terminèrent si malheureusement par la reddition de l'armée à Sedan.

Une si épouvantable catastrophe ne doit pas seulement nous arracher des larmes : elle doit aussi être

féconde en enseignements et fournir des leçons qu'on ne saurait oublier.

Les succès de la Prusse sont dus à la supériorité du nombre, à la rigoureuse discipline de son armée, à l'empire qu'exerce dans toute l'Allemagne le principe d'autorité. Que nos malheureux compatriotes qui sont prisonniers profitent au moins de leur séjour en Prusse pour apprécier ce que donnent de force à un pays le pouvoir respecté, la loi obéie, l'esprit militaire et patriotique dominant tous les intérêts et toutes les opinions. Certes la lutte était disproportionnée ; mais elle aurait pu être plus disputée et moins désastreuse pour nos armes, si les opérations militaires n'avaient pas été sans cesse subordonnées à des considérations politiques. Nous aurions aussi été mieux préparés si les Chambres n'avaient pas sans cesse été préoccupées de réduire le budget de la guerre et si elles ne s'étaient pas toujours opposées aux mesures qui devaient augmenter les forces nationales. Quinze jours avant la déclaration de guerre, la commission du budget du Corps législatif émettait l'intention de supprimer la garde impériale et de réduire l'effectif de l'armée.

A ces causes principales de nos revers, nous devons ajouter les regrettables habitudes introduites dans l'armée par la guerre d'Afrique. Manque de discipline, manque d'ensemble, défaut d'ordre, exagération du poids que porte le soldat et du nombre de bagages des officiers, tels sont les abus qui se sont introduits dans nos armées. Le fantassin français, renommé autrefois pour la rapidité de sa marche, est devenu plus lourd que le fantassin allemand. Le laisser-aller de la tenue influe sur l'esprit militaire : nos officiers et nos soldats semblent ne plus être fiers de porter l'uniforme, et la

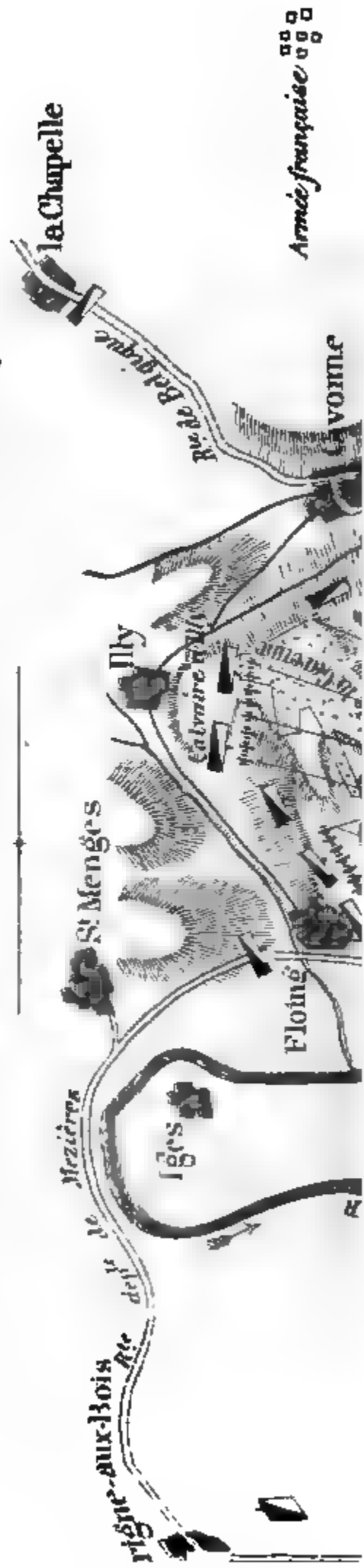
l'égarrure du costume affecte péniblement les yeux. Ce abandon dans la tenue se reproduit dans tout le reste : on ne sert plus avec cette régularité, cet amour du devoir, cette abnégation de soi-même qui sont les premières qualités de ceux qui commandent comme de ceux qui obéissent.

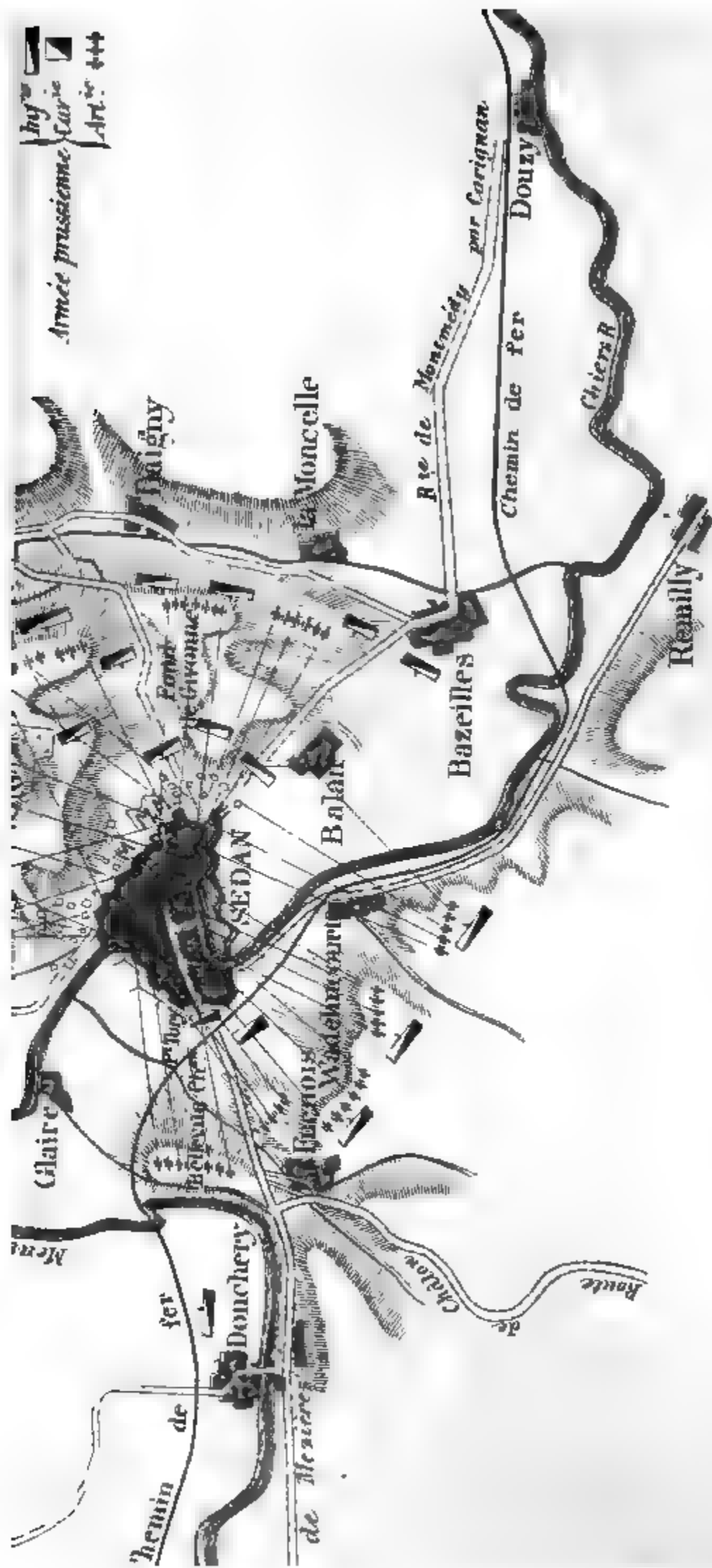
En résumé, l'armée réfléchit toujours l'état de la société dans laquelle elle a été formée. Tant que le pouvoir en France a été fort et respecté, la constitution de l'armée a présenté une solidité remarquable ; mais, lorsque les violences de la tribune et de la presse sont venues affaiblir l'autorité et introduire partout l'esprit de critique et d'indiscipline, l'armée s'en est ressentie.

Dieu veuille que le drame terrible qui se déroule serve de leçon pour l'avenir et que notre patrie se relève de la catastrophe qu'elle vient de subir !

FIN.

# A. II. BATAILLE DE SEDAN. — Positions des deux armées à la fin de la journée.





# LES DEUX TERREURS.

DEPOSE.

---

*Traduction et reproduction interdites.*

---

LES *Thiers*  
**DEUX TERREURS**

(1871-1793.)

**LA RÉVOLUTION DE DEMAIN.**

DEUXIÈME ÉDITION.

**SOMMAIRE :**

**PRÉFACE.**

L'ENNEMI TERRASSÉ. — L'ERREUR UNIVERSELLE.  
LE MASQUE DES TERRORISTES DE 1871. — LEUR VRAI PROGRAMME. — LES FAUSSES DUPES.  
AU SECOURS ! — PRENEZ GARDE...

**1871.**

LA FUSILLADE. — LA COMÉDIE DE LA PLACE VOLTAIRE.  
VERSAILLES TERRORISTE. — LE VRAI MOTIF DU MEURTRE DE LA RUE DES ROSIERS.  
LA FÉDÉRATION DES MALFAITEURS. — LES NIAIS.  
L'ERREUR DES REPRÉSAILLES. — LES TREMBLEURS TERRORISTES.  
LES ARRESTATIONS. — LES OTAGES.  
LA LETTRE FORCÉE. — LE REVOLVER MANDAT D'ARRÊT. — SATURNE DÉVORANT SES ENFANTS.  
LA PEUR : — L'ORDRE ANARCHIQUE. — LE DÉFI DES POLTRONS.  
LES DÉFAILLANCES. — « IL A FAIT LE COUP ! » — LA TERREUR ARTISTIQUE.  
L'ILLUSTRE MOUILLARD.

**1793.**

LA PREMIÈRE TERREUR.  
LES GUILLOTINEURS GUILLOTINÉS. — LES JOURNALISTES AIDES DU BOURREAU.  
LE *Père Duchêne*. — L'HYSTÉRIE DE LA MORT.

**LA RÉVOLUTION DE DEMAIN.**

APRÈS PARIS, VERSAILLES ! — REVANCHES A PRENDRE. — L'EUROPE NÉCROPOLE. — LIBERTÉ.



**BRUXELLES,**  
**OFFICE DE PUBLICITÉ,**  
46, RUE DE LA MADELEINE, 46.





# PRÉFACE.

---

Ce n'est jamais sans scrupule de conscience qu'on s'attaque à un ennemi terrassé, qu'il le soit déjà, ou qu'il le doive être demain.

La défaite impose la générosité.

Et il est vraisemblable que les lecteurs nous abandonneraient en chemin, si cette brochure n'était qu'un pamphlet contre ceux qu'avec tant d'autres, ils peuvent croire des hommes politiques, car il est de toute évidence que peu échapperont au châtiment qui leur est réservé.

Convierait-il, en ce cas, de les charger?

Non !

Mais précisément notre but est de détruire, preuves en mains, l'erreur trop répandue — surtout à l'étranger — sur le caractère de ces hommes.

Erreur si bien complète, si bien générale, que leurs discours et leurs actes sont discutés, dans les journaux, par des esprits de valeur qui ont la candeur de les prendre si parfaitement au sérieux qu'ils les combattent méthodiquement.

L'habileté narquoise des politiques allemands, et surtout

de leur chef, ne contribue pas peu à accréditer cette erreur, à laquelle ils trouvent profit pour porter de nouveaux coups à cette France, qui, si vaincue qu'elle soit, les occupe encore terriblement.

Eux aussi discutent les théories communalistes des hommes de la Terreur de 1871, heureux de l'effondrement de cette ville où ils n'ont pu entrer qu'avec une réserve extrême.

Mais l'intérêt qu'ils ont à amadouer les provinces conquises, et la sourde rancune qu'ils gardent aux Parisiens de leur humble entrée triomphale, sont de médiocres garants de leur bonne foi.

Ils savent bien, et pour mille raisons, que l'on apprendra, plus tard, que ces théories communalistes, ces revendications apparentes, ne sont qu'un prétexte, qu'un masque obligatoire pour des gens qui ne peuvent vraiment pas dire officiellement :

— « Nous sommes des flibustiers qui voulons jouir à notre guise de la fortune publique. »

C'est pourtant bien là le dessous des cartes, le vrai et l'unique programme, la seule traduction de tout ce que ces individus sans aveu, sans nationalité quelconque, ont dit, ont écrit, et ont prétendu imposer à la bourgeoisie lasse, déroutée et trahie — trahie jusque par elle-même !

Non ! ces individus ne sont pas des hommes politiques, à quelque titre que ce soit ; ce sont des malfaiteurs cosmopolites, réunis en assez grande force pour avoir eu raison de la gendarmerie, et qui, retranchés dans un repaire solide, gobelottent et saccagent, emplissent leurs poches et s'enivrent, grâce à des bataillons de combattants naïfs, auxquels, avec de certaines phrases apprises dans les annales révolutionnaires, ils ont persuadé que leur cause est la même.

Et ceux-ci, pauvres dupes, lamentables moutons de Panurge, triste multitude de victimes bafouées, ceux-ci se font tuer comme des chiens serviles ; ils condamnent femmes et

enfants, vieux parents épuisés par l'âge et le labeur ingrat des villes, ils les condamnent au deuil et à la faim !

Voilà le crime !

Voler la Banque, trafiquer des richesses nationales, cracher sur nos religions, ce n'est rien.

Nos religions sont au-dessus de la bave des bandits.

Les richesses se reforment.

Les volés s'indemnisent.

Mais faire tuer de pauvres diables bornés et crédules, en les entraînant par le mensonge, cela, c'est le fait de Cartouches, de Mandrins ; c'est se mettre en dehors de l'humanité tout entière, et c'est ce qui permet qu'on accable quand même ceux que la justice saisira finalement.

Une chose inquiète, c'est que devant ce qui se passe, toutes les nations de l'Europe ne disent pas à la France :

— Nous voilà, prenons-les ensemble !

Car enfin, si demain des voleurs s'introduisaient dans ma maison, les passants écouterait-ils et discuterait-ils, en se tournant les pouces, ce que ces voleurs croiraient devoir dire pour établir leur droit de m'opprimer, de me voler ?

Point du tout ! sans distinction d'opinion, de croyance, de nationalité, ils accourraient à mon secours.

Eh bien, voilà une ville où des voleurs se sont introduits — grâce à quel abandon, mon Dieu ! — ils y sont, ils y volent, ils y oppriment, et la presse, et l'opinion publique, et les passants écoutent, pèsent, critiquent — certains approuvent ! — le semblant de justification des actes de ces malfaiteurs.

Voyons ! sont-ils donc si habiles qu'ils vous dupent à ce point, vous, écrivains, vous, diplomates, vous, lettrés de tous les pays ?

De bonne foi, vous croyez à leur sincérité ? Vous croyez qu'ils ont un système ; qu'ils défendent une cause, qu'ils revendiquent une réforme sociale, économique ou politique ?

L'ignorance des victimes qui combattent de bonne volonté

pour eux ne vous afflige pourtant pas ; vous n'avez pas le stimulant de la frénétique épouvante de ceux qui, compromis dans un mauvais pas, sont aveuglés par le désespoir d'en sortir la vie sauvée.

Et vous discutez ces proclamations folles, ces décrets insensés, ces mensonges effrontés et bouffons !...

Savez-vous bien ce que vous aurez fait, du moins ?

Prenez garde ! vous les aurez aidés à trouver des victimes nouvelles, à prolonger la lutte, à se maintenir quelques heures de plus.

Nous nous sommes donné la tâche de dépouiller ces hommes du masque à l'aide duquel ils mystifient le monde, et cela, non pas en substituant notre appréciation particulière et isolée à celle de la presse européenne, mais uniquement par l'examen pur et simple, par l'analyse logique de leurs agissements.

---

**1871.**

---

## **CHAPITRE I.**

---

Si l'on parvient à se dégager de la tristesse qu'imposent les événements de Paris; si l'on peut ressaisir son sang-froid, il saute aux yeux deux faits importants, qui sont de nature à rassurer, tout au moins, sur les suites et sur la portée de ces effroyables événements.

D'abord, il est de toute évidence que les procédés de la Commune sont identiquement les procédés du coup d'État impérial.

Napoléon, ou plus vraiment ses àcolytes, n'ont eu qu'un système pour s'imposer : stupéfier la population de terreur.

La leçon a porté ses fruits :

La fusillade de la place Vendôme est exactement la fusillade du boulevard Montmartre.

Ici et là, des hommes armés et ivres tirent sur des citoyens sans armes.

L'effet est le même :

Eparpillement du pouvoir établi.

Tentatives isolées et insuffisantes de résistance.

Après la tuerie bonapartiste, quelques députés s'assemblent dans une mairie, espérant qu'on se ralliera autour d'eux.

Après la tuerie communaliste, l'amiral Saisset cherche à rallier des bataillons sous son commandement.

Les deux tentatives échouent également, parce que toutes deux également sont timides et insuffisantes.

De l'une et de l'autre, il résulte des proclamations, une protestation.

Et c'est tout.

Depuis bien longtemps d'ailleurs, les démocrates répétaient cette phrase significative :

— « La république de 1848 a été trop douce (certains disaient trop honnête!). C'est ce qui l'a perdue. L'Empire nous a appris comment on s'établit solidement. »

Cependant, ils maudissaient l'Empire, ils maudissaient ses procédés.

Et ils les imitent!

Est-ce donc qu'ils jouaient une comédie? Non! jamais! Leur sincérité est certaine, incontestable, et c'est pour cela qu'ils sont effroyables, c'est pour cela que la société doit tout sacrifier pour les vaincre.

Tout en imitant les procédés de Bonaparte, ils continuent de flétrir ces procédés de la meilleure foi du monde. Aussi, s'ils imitent, c'est qu'ils ne trouvent pas mieux; voilà tout.

Ces hommes sont d'une ignorance profonde, d'un manque complet d'intelligence; ils ne savent que recommencer ce qu'ils ont vu réussir.

Bonaparte s'est fait Empereur en tuant des inoffensifs; ils tuent des inoffensifs, et leur logique leur dit qu'usant du même moyen, ils doivent forcément arriver au même but : réussir.

Ils n'en voient pas plus long. Et qui donc, quelles lectures, quelles études leur auraient appris que les mêmes causes produisent, presque toujours en histoire, des effets différents?

Que savent-ils de leur propre histoire? Qu'ont-ils lu?

Rien.

Ce sont des inconscients, en bas, des médiocrités aigries, en haut.

S'ils avaient le moins du monde étudié, ils sauraient que l'histoire ne se répète jamais; que jamais elle ne peut se répéter.

Et ils se seraient bien gardés, à dix-neuf ans de distance, d'espérer, en copiant les conspirateurs de Décembre, le triomphe de Bonaparte.

Le second fait qui frappe et prouve encore mieux leur insuffisance et leur ignorance, c'est leur acharnement stérile à copier 93.

Eux qui ont tant reproché (et à juste titre) aux avocats de croire suffire à tout avec des mots plus ou moins sonores, ils s'évertuent, et avec quelle peine! à suffire à tout avec des souvenirs.

C'est sinon leur but, du moins leur idéal; à tel point que s'il leur était démontré que la réussite est plus assurée et plus prompte par un autre moyen, ils hésiteraient à l'adopter, crainte du désorientation.

Ils iraient en aveugles dans une autre voie, tandis qu'ils savent la Terreur de 93. Ils s'en sont fait un fétichisme ces hommes, qui bannissent tous les cultes, toutes les croyances, toute foi!

Ils *croient* les bannir; ils *croient* se dérober à la foi. Mais, hélas! l'éducation première est indélébile, et ils ont foi dans la Terreur, comme les cléricaux ont foi dans le droit divin.

Mais voyez ce que c'est que la force des choses, ce que le temps qui s'est écoulé impose aux hommes les plus butés sur un point.

Ils ne croient qu'à la Terreur. Il faut à toute force qu'ils la répètent, et c'est un des leurs qui, aux applaudissements des autres, écrit :

« Le 9 avril, vers neuf heures, le rappel battait dans une par-



tie du 11<sup>e</sup> arrondissement, et bientôt le 137<sup>e</sup> bataillon prenait position sur la place Voltaire. Après quelques instants d'attente, le public que cette réunion avait attiré, voyait les rangs de la garde nationale livrer passage à quelques hommes accompagnés d'une escouade de gardes nationaux. Ils déposèrent, au centre de l'espace laissé vide, de fortes charpentes, des cordes, des engins divers et une épaisse lame d'acier sur laquelle les regards ne s'arrêtaient pas sans une émotion pénible : c'étaient les différentes pièces composant l'échafaud destiné aux exécutions capitales, ou, pour employer les termes officiels, les *bois de justice*.

Par une inspiration attestant dans la population parisienne un profond sentiment du progrès et de l'adoucissement des mœurs qui caractérisent la civilisation de notre temps, un grand nombre de citoyens du 11<sup>e</sup> arrondissement s'étaient rendus rue Folie-Méricourt, au lieu de dépôt de l'instrument de supplice, et s'étaient emparés des charpentes, afin d'en faire, au pied même de la statue de Voltaire, une auto-da-fé auquel applaudirent tous les vrais partisans du Progrès. Le premier acte de la République de 1848 avait été de prononcer l'abolition de la peine de mort; les républicains de 1871 ont voulu reprendre cette idée et lui donner en quelque sorte une sanction matérielle, en brûlant l'échafaud publiquement, au grand jour.

Quand on vit les flammes s'emparer des sinistres charpentes, des applaudissements et des cris de Vive la République! ont éclaté de toute part; on suivait l'œuvre de destruction avec une sorte d'empressement attentif, et plusieurs femmes qui étaient présentes s'approchaient du foyer pour saisir quelque charbon à demi éteint, afin de conserver un témoignage matériel de cette éclatante protestation contre la peine de mort.

Puisse cette hideuse guillotine, que le peuple vient de brûler, ne jamais se relever sur nos places publiques. »

Souveraine raillerie !

Ils *veulent* fermement, au risque de leur vie, recommencer l'œuvre de 93, et forcément ils sont contraints de *vouloir* détruire le seul ressort qui était la force des terroristes !

Et voyez quelle stupéfiante inconséquence, jusque dans les détails :

Ils réprouvent les cultes, et font un holocauste !

C'est à confondre l'entendement.

Mais, encore une fois, voilà pourquoi ces hommes sont épouvantablement redoutables ; c'est que, ignorants, dépourvus de la notion de la réalité, ils sont comme tous ceux qui ont fait le malheur de l'humanité : prêtres, rois, réformateurs, ils sont idéalistes. Ils marchent les yeux fixés dans les nuages, poursuivant, le pied dans les entrailles de leurs enfants, une idéalité confuse, insaisissable, qu'ils ne peuvent ni comprendre, ni définir, l'espérance d'une terre promise, par des hallucinés qui l'ont forgée dans la fièvre de la maladie intellectuelle, un rêve ; rien !

Rien ! ah ! voilà le malheur ! car s'il leur est impossible d'en donner une définition, il est de même impossible aux autres de leur en démontrer l'absurdité réelle et philosophique.

Et ils se battent, ils se tueront, comme se sont tués papistes et réformés, chrétiens et musulmans, comme tous ceux qui, imbus d'une croyance, et guidés par des fourbes adroits, ont cru sincèrement faire œuvre juste et héroïque de tuer ceux qui avaient un autre idéal en tête, un autre rêve, un autre mot un autre rien !

---

## CHAPITRE II.

---

Ce n'est qu'après coup que les communalistes sont devenus plagiaires. Au début, ils n'en avaient pas la volonté.

C'est que, malgré tout ce qu'on en peut croire, d'après ce qu'il en a été dit et écrit, leur volonté était non point active, mais bien absolument négative.

Ils ne savaient pas du tout ce qu'ils voulaient ; mais ils savaient parfaitement ce qu'ils ne voulaient pas.

Et c'était le plus fermement du monde qu'ils ne le voulaient pas.

Ils ne voulaient du gouvernement du 4 septembre , à aucun prix.

Ils avaient tenté par deux fois de le renverser, au nom de la Commune, deux fois, ils avaient échoué. En l'entreprenant une troisième fois, ils gardèrent le même mot, parce qu'il était tout fait, mais il n'avait plus alors la signification qu'il avait eue d'abord.

Il est important de bien préciser ce point, qui est des plus bizarres et qui démontre qu'après tout, ces gens font de la politique exactement comme en faisait l'Empire : au jour le jour ; la politique de l'improvisation !

Pendant le siège, ils voyaient comme tout le monde l'insuffisance du gouvernement des avocats. Ils pressentaient la fin. Et confiants dans les ressources de l'armée de Paris ils espé-

raient vaincre l'ennemi en remplaçant la Défense Nationale par la Commune de 93.

La Commune alors, ce n'était pas du tout la Terreur ; c'était la résistance à outrance. C'était la prise au sérieux des grandes phrases du Gouvernement du 4 septembre. Et ils sentaient que, pour résoudre Paris à cette résistance obstinée, aux sorties réelles, il n'y avait nullement besoin de l'élément terroriste. Toutes les classes de la société étaient, avec eux, d'accord sur ce point. La garde sédentaire eût marché, sans broncher, tous, jusqu'aux vétérans.

Voilà ce que signifiait la Commune à cette époque.

Plus tard, ce ne pouvait plus être cela. Les préliminaires de la paix étaient signés. Il ne s'agissait plus de résistance à outrance.

Mais le mot était un drapeau désormais, on le connaissait, on en avait l'habitude, on le garda.

Seulement la signification fut absolument autre ; il signifiait :

« Franchises municipales. »

Cette fois encore, l'élément terroriste n'entrait pas dans leur programme. La Terreur ? Pourquoi ? On n'en avait pas besoin. On était au contraire animé de sentiments doux et conciliants ; on ne voulait qu'une chose :

« Vivre de sa vie propre, suffire à ses besoins et les gouverner soi-même. »

La prétention n'avait rien d'exagéré ni de fou ; elle pouvait se concilier avec la complète reconnaissance du pouvoir central, et elle avait de nombreux adhérents.

Avec l'instinct du bon sens qui caractérise le peuple français, et qui l'amènerait aux plus grandes choses, s'il n'était pas, par contre, enclin à se laisser berner et détourner de cet instinct par des intrigants, il comprenait que ces revendications seraient traitées de rêves creux, s'il était sans armes.

C'est pourquoi, possesseur de fusils et de munitions, détenteur de pièces d'artillerie, il ne voulait se dessaisir de rien avant qu'on eût au moins entamé des négociations au sujet des franchises qu'il réclamait.

On sait ce qu'il advint.

L'Assemblée fit la sourde oreille, et pendant que les uns disaient :

— Rendez-nous nos franchises, .

Les autres répondaient :

— Rendez-nous les canons.

Versailles crut pouvoir les reprendre purement et simplement.

Et de fait, il les aurait repris aux gardes nationaux, un peu las du service qu'ils faisaient depuis tant de mois, sans un groupe d'hommes décidés... à tout embrouiller plutôt que de ne pas délivrer Paris des préfets à la Haussmann.

Conseil occulte avec qui l'on est fort embarrassé de traiter, car l'on ne sait où le joindre; il suffisait à ces hommes que l'on montrât au pouvoir qu'on était de force à lutter.

Et le conflit de la place Pigale se produisit.

Si le gouvernement régulier avait pris la chose comme les gouvernements précédents avaient pris l'émeute tant de fois jadis, celle-ci eût duré comme les autres, des *jours*, seulement, grâce au concours des bataillons de la bourgeoisie.

Mais il quitta la place.

Dès lors la Commune, prenant en mains l'administration de la ville, fut contrainte et forcée par les événements, par la situation, par la tâche qui lui incombait tout à coup, à sa grande surprise, de recourir aux procédés uniquement révolutionnaires, à l'élément « Terreur » dont jusqu'ici elle était d'autant plus éloignée que, dans les circonstances précédentes, cet élément ne lui eût été d'aucune utilité.

Il faut donc le reconnaître : c'est le gouvernement régulier, c'est le parti de l'ordre qui a donné naissance à

l'obligation, pour la Commune, de recourir à la Terreur.

En effet, aucun autre moyen de gouverner, et aucun autre moyen de se dérober à l'obligation de gouverner, à moins d'aller supplier le pouvoir de reprendre sa place.

Mais, en ce cas, c'était abandonner toute revendication ; ce qui n'était pas possible.

Du moment que M. Thiers quittait Paris, il fallait à toute force que les communalistes prissent le gouvernement de Paris, et, le prenant, il fallait à toute force qu'ils gouvernassent par la Terreur ; car il était bien certain qu'une grande partie de la population leur ferait obstacle, et que les agents en sous-ordre de Versailles leur en créeraient d'autres à dessein.

Voilà donc qui est certain :

C'est Versailles qui a réduit Paris à gouverner par la Terreur.

Seulement cette Terreur n'était pas forcée, ni par Versailles, ni par elle-même, d'être la parodie de celle de 93.

Seulement encore, cette Terreur n'était pas du tout contrainte d'être diffuse et anarchique, et dès lors sans portée, sans action, quant à la solution du problème, quant au résultat final.

Cette seconde conséquence : l'anarchie et la stérilité, n'était obligatoire que par suite d'une autre cause que nous avons indiquée précédemment : l'ignorance, et l'idéal spiritualiste des chefs du mouvement.

Ce n'est pas le départ de M. Thiers qui est cause des mesures inutiles du Comité.

C'est à sa composition seule qu'il doit s'en prendre de la stérilité de ses efforts, efforts très-puissants durant la lutte, sans doute, mais absolument nuls en fait, quant au but poursuivi.

Ils l'ont oublié, ce but : ces franchises municipales, si ardemment convoitées, si généralement voulues.

Bien plus, ils l'ont compromis et reculé par l'exaspération même de leur résistance.

A leur tour, ils seront cause de la réaction qui suivra ; ils seront les auteurs de la Terreur blanche qui ne manquera pas de succéder à leur chute.

Et cela pour une seule raison :

L'insuffisance de vues politiques.

Ils n'ont rien fait qu'à bâtons rompus.

---

### CHAPITRE III.

---

Nous avons dit plus haut, que le gouvernement régulier fut sur le point de reprendre les armes et les canons de Montmartre et qu'un groupe d'hommes, inconnus encore à ce moment, crut sauver le principe des franchises municipales, en provoquant tout à coup l'effusion du sang.

C'est ce même groupe qui, dans la même pensée, provoque le meurtre du général Lecomte et de M. Clément Thomas, à la rue des Rosiers.

On venait de tirer quelques coups de fusil dans le bas de la butte.

Le 88<sup>e</sup> régiment, après avoir mis la crosse en l'air, s'était laissé désarmer et incorporer dans l'émeute.

Durant le premier moment, ce ne fut qu'une fraternisation du peuple et de l'armée, une allégorie pacifique, qui se célébrait chez le marchand de vins. On chantait, on criait, mais l'exaspération était passée.

Il se pouvait fort bien que tout finit là.

Le temps faisait son œuvre et le gouvernement, s'y prenant mieux une autre fois, pouvait se rendre maître de la situation.

A Paris tout est possible.

Voilà ce que craignit ce groupe d'hommes.

Dans leur sein même, certaines défaillances se produisirent, faute de voir clairement une issue.



L'un d'eux — lequel? on ne sait — prit le parti de tout embrouiller, à quelque prix que ce fût.

Mais comment?

Hélas! l'occasion ne tarda pas longtemps.

La nouvelle de la capture des deux généraux arriva.

On sait le reste.

Une fois ces deux victimes jetées entre l'émeute et le gouvernement, il n'y avait plus d'accommodement, d'attermoiement possibles.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, ce meurtre ne fut point une provocation lancée à l'Assemblée ni au pouvoir exécutif; il fut exécuté froidement par des hommes qui voulaient acculer leurs partisans.

Plus moyen de reculer désormais. Il fallait marcher en avant, suivre les chefs, quand même.

On avait brûlé ses vaisseaux!

Tel est le véritable caractère de cette infamie, qui n'est encore qu'une répétition du coup de pistolet du boulevard des Capucins de 1848.

Mais, après tout, la parodie bien démontrée partout et toujours, pourquoi s'en étonner? Pouvait-il en être autrement? Impossible : Toute Terreur rouge se produisant en 1871, c'est-à-dire dans l'état actuel et bien connu de l'esprit public en Europe, cette Terreur ne pouvait être qu'une parodie de la première, non-seulement à cause de l'ignorance des chefs du mouvement, mais à cause principalement des hommes qui y avaient recours.

Que sont-ils donc, en effet, ces hommes?

Nous allons le dire :

Ils sont de deux sortes : ceux de la première heure ; ceux qui les ont dépassés.

Les premiers, gens bornés, mais convaincus ; sans éducation, comme sans grande intelligence, mais relativement probes, en cela que leur objectif n'a pas été leur pros-

périté personnelle, ont déjà disparu pour la plupart.

Avec eux, on serait resté dans le domaine des revendications de la Commune; on se serait battu sans doute; mais on serait resté dans l'élément émeute.

Les autres, au contraire, devaient s'affranchir de tout programme et de tout objectif, par la nature même de leurs antécédents; car, nous l'allons établir, ce ne sont rien que des malfaiteurs, ni plus ni moins.

Qu'est-ce par exemple, que Cluseret?

Un homme qui, dans l'armée française, s'est fait mépriser dans les bas grades. Une de ces incapacités hargneuses, affligées de besoins excessifs, ne voyant pas de moyens réguliers d'y satisfaire, et qui s'en prennent à la société.

En temps ordinaire, ces gens-là vont dans les tripots clandestins, et font sauter la coupe. En temps de révolution, ils se font agréer des gouvernements improvisés qui, un peu effrayés de la mission qu'ils se sont octroyée de leur chef, accueillent qui leur promet le triomphe.

Cluseret s'offrit ainsi en tout pays troublé. En Amérique, il parvint plus ou moins régulièrement à un grade de général. En Italie, après s'être offert au Pape, il se faisait également repousser par Victor-Emmanuel.

La Commune devait accepter ses offres de service.

Que lui importe la cause et le drapeau; il n'y entend rien, seulement. Pourvu qu'il y ait des galons à mettre sur son habit et des fonds à manipuler, voilà tout ce qu'il demande.

On l'a destitué et écroué, parce qu'il n'a même pas eu l'intelligence de tricher habilement. Il offrait de se vendre aux conservateurs.

Voyez Vermorel, d'un autre côté.

Autre incapacité besogneuse qui veut du renom et de l'argent à tout prix. Accusé, par ses dignes collègues, d'avoir été soudoyé par la police de l'Empire, il n'a pu s'en laver, pas plus qu'il n'est parvenu à sortir les mains nettes de la

liquidation du journal qu'il avait fondé : *le Courrier français*.

Qu'est-ce encore que Dombrowski ?

Quelques journaux ont fait du chef de l'insurrection de Paris un homme doué de facultés extraordinaires, et qui aurait occupé une haute position dans l'armée russe.

Il n'y a rien de fondé dans ces appréciations ; le *citoyen* Jaroslav Dombrowski n'a jamais été qu'une personnalité fort infime, et, en fait de hautes dignités dans l'armée russe, il n'a jamais été au delà du grade d'adjudant sous-officier. Par conséquent, il n'a jamais pu être attaché à la personne du grand-duc Constantin, comme on l'a dit.

En 1862, on le trouve conspirant avec quelques jeunes gens de basse condition, et cherchant à fonder dans l'armée russe une société politique, qui a porté un moment le titre de comité *Zemlia i Wolia* (terre et liberté). Tous les membres de ce comité furent arrêtés, Dombrowski seul échappa à l'enquête. Des affiliés de ce comité recherchèrent même l'edit Dombrowski, pour le mettre à mort comme dénonciateur de la société.

Quand l'insurrection éclata en Pologne, Jaroslav Dombrowski offrit ses services au Comité central, qui n'avait pas à ce moment trop d'adhérents et il fut accueilli avec empressement. Le Comité central accorda à Dombrowski le poste d'organisateur de la désertion dans l'armée russe et mit à sa disposition la somme de 6,000 roubles dont il ne rendit jamais compte ; il ne parvint pas, du reste, à recruter un seul officier russe pour le service de l'insurrection.

Dombrowski fut arrêté en 1863 et enfermé dans la citadelle de Modlin. Les uns prétendent que le comité central contribua pour beaucoup à son arrestation, à cause du gaspillage des deniers révolutionnaires qui lui avaient été confiés ; d'autres soutiennent que Dombrowski se laissa arrêter uniquement pour se poser en martyr et exploiter la bonne foi des Polonais. Cette dernière croyance peut être vraie, car le citoyen Dombrowski, pendant ses quatre mois de captivité, parvint à obte-

nir des sommes importantes de différents patriotes polonais, plus généreux que clairvoyants.

Condamné à l'internement en Sibérie, Dombrowski s'évada en chemin, ce qui n'est jamais arrivé à un homme désigné comme dangereux aux chefs des convois de prisonniers.

En 1865, Dombrowski, arrivé en France, brigua le poste de membre du comité de l'émigration polonaise, l'obtint et dut se retirer promptement par suite de la constatation d'un déficit dans la caisse de ce comité.

En 1866, il se rendit à Florence, se mit en rapport avec Garibaldi et obtint le droit de former une légion polonaise qui devait seconder l'Italie dans sa lutte contre l'Autriche. — Il fit en conséquence un appel aux souscriptions pour obtenir les fonds nécessaires à l'armement et à l'équipement de sa légion.

Trois jours après Sadowa, Dombrowski avait recueilli 45,000 francs et n'avait encore enrôlé que sept hommes. Il suspendit naturellement ses opérations et on ne l'entendit jamais parler de l'emploi des 45,000 francs.

En 1867, Dombrowski revint en France et fut accusé publiquement, par un réfugié polonais, de fabrication et d'émission de faux billets de la banque de Russie. Il provoqua en duel son accusateur, mais ne se battit point.

En 1869, il fut arrêté avec plusieurs réfugiés sous la prévention d'émission de faux billets de la banque de Russie, mais il put se disculper et obtint le bénéfice d'un acquittement en cour d'assises, tandis que ses agents d'émission furent condamnés.

Pendant le siège de Paris, Dombrowski fut enfermé à Mazas, sur une plainte de Suzanne Lagier, qui l'accusa d'entretenir des relations avec l'armée ennemie, précisément au moment où il organisait une légion garibaldienne et recueillait des souscriptions.

Grâce à une dépêche de Gambetta, il fut mis en liberté et partit, en ballon, rejoindre Garibaldi.

Il revint à Paris après l'armistice avec un *passirscheim* (laissez passer), délivré par les autorités allemandes.

Telle est la biographie exacte du commandant en chef des insurgés de Paris.

A côté de ces êtres sans aveu, à qui il faut de la gloriole et de l'argent pour avoir du luxe et des filles, se trouvent les niais farouches et sinistres.

Tels sont Delescluze et Félix Pyat.

Le premier n'est qu'un fou dangereux, atteint de la manie des grandeurs.

Loin d'être un jouisseur, celui-ci, il se complait dans la simplicité extérieure. Il singe Robespierre, et s'admire.

Il lui faut l'émeute et le trouble pour briller; sa monomanie le rend furieux et l'on doit tout redouter d'un être de cette sorte.

Les autres, on peut les acheter.

Celui-ci, point. Il veut être maître et dominer, rien de moins, rien autre chose pour le satisfaire.

Célibataire, sans affection, sans enfants, il n'avoua jamais qu'une tendresse : sa mère. Mais encore, quelle tendresse !

Il ne faisait même pas pour elle exception à son profond mépris pour les femmes.

Quand elle mourut, comme elle était catholique fervente, elle avait demandé d'aller à l'église.

Delescluze l'y conduisit, mais il resta à la porte du temple.

Voilà l'homme...

Pyat, lui, bien moins redoutable, est un exemple comique de ce que peut donner l'amour-propre d'auteur blessé.

De la politique, du socialisme, il ne sait pas le premier mot et ne s'en soucie guère. C'est un auteur dramatique, pas autre chose.

Malheureusement, il n'avait pas de talent; ses pièces furent sifflées et, comme tant d'autres, il cria à la cabale.

Il voulut que le gouvernement de Louis-Philippe le proté-

geât contre les gens sans goût qui bâillaient à ses pièces ; mais comme le gouvernement avait mieux à faire que d'envoyer de force les passants à l'Odéon, les pièces de Félix Pyat ne furent pas jouées longtemps, et, comme de raison, il se fit républicain.

Ce vieux déconfit est plutôt un inoffensif, en cela qu'il rade et que dès qu'il est nommé à un poste quelconque, il cesse d'être dangereux, par cela même qu'on s'aperçoit aussitôt de sa stupidité naturelle.

Ainsi voilà les hommes du second jour : des tarés et des nullités.

Il va de soi que les seconds sont menés par les premiers, et ainsi l'on comprend que ces gens, acculés comme ils le sont, certains du sort qui les attend au lendemain de la défaite, pousseront la résistance jusqu'à la dernière extrémité.

Par contre, si le gouvernement de Versailles se refuse absolument à traiter sur n'importe quel pied avec eux il en ressort d'autant mieux que le pouvoir régulier est atrocement coupable d'avoir livré Paris à des sujets de cette espèce, la pire qui se puisse trouver.

En bonne équité c'est un crime, le premier devoir d'un gouvernement étant de protéger la population contre les mal-fauteurs.

Il fallait combattre à Paris, quand même. Il fallait crier au secours ; la bourgeoisie fut descendue ; elle ne demandait pas mieux.

Au lieu de cela, ses élus l'ont abandonnée, livrée, sans chefs, sans ordres, au mépris du contrat social, à une bande de fous furieux.

Mais quand Versailles a tenu l'un de ces monomanes : Duval, Henry, d'autres chefs, on les a fusillés ; le terrible mot : « représailles » a été prononcé.

Quelle autre erreur !

On voulait effrayer. Et certes, on y est si bien parvenu, que

ceux dont la tête est en jeu, ne pouvant plus douter de ce qu'on leur réserve, feront tout sauter en l'air, plutôt que de se laisser prendre.

Et voilà, encore une fois, pourquoi le gouvernement de Versailles est cause de la terreur qui sévit à Paris.

C'est, qu'en effet, cette terreur date de la première exécution sommaire. On ne croyait pas que le gouvernement de Versailles oserait en venir là. Mais l'y voyant venu, on eut peur, et au lieu de se rendre, on se persuada qu'il n'y avait à espérer ni grâce, ni merci, et l'on se précipita en aveugle dans la lutte à outrance, pensant arriver à composition si, à son tour, on effrayait.

Mais, pour cela, il fallait exaspérer les combattants ; on ne recula devant rien. On inventa des détails effroyables, on spécula sur la popularité de Flourens. Sa mort parut trop simple dans sa réalité. Afin qu'elle servît à jeter de l'odieux sur les adversaires, on fit publier cette version *arrangée*, qui a l'air d'une rectification :

« Un témoin *oculaire* donne, sur la mort du colonel Flourens, des détails qui se trouvent être en contradiction flagrante avec tous ceux qui ont été publiés au lendemain de ce tragique événement.

Jusqu'à présent, la version accréditée est celle-ci :

Flourens, se voyant cerné dans la maison où il s'était réfugié, se défendit énergiquement, déchargea son revolver sur les gendarmes qui se précipitaient sur lui, et fut tué dans cette action par le capitaine Desmarets, du 2<sup>e</sup> régiment de gendarmerie.

La version *vraie* est celle-ci : Flourens, assailli par une cinquantaine de gendarmes, se défendit, tira dans le groupe et blessa un de ses agresseurs ; mais, malgré sa résistance, il fut entraîné hors du jardin qui entoure la maison qu'il occupait. Jusque-là il n'avait pas été frappé. Au moment où il franchissait sans escorte la petite porte conduisant à la berge de la

Seine, il fallut passer devant le capitaine Desmarets, qui attendait à cette même porte. Le capitaine avait à la main son sabre nu, et en assena un coup furieux sur la tête du prisonnier. Flourens tomba; alors un gendarme lui tira un coup de fusil à bout portant.

Les gendarmes prirent le cadavre par les bras, et le traînèrent quelques pas jusqu'à un paillason roulé; une portion du paillason fut déroulée pour couvrir le corps; pendant ce trajet, la cervelle, s'échappant par l'ouverture béante du crâne, se répandait sur le sable.

C'est de l'homme qui, sur l'avis de l'officier, dut ramasser dans ses mains les débris de la cervelle du malheureux Flourens, que l'on tient ces horribles détails. »

Il fallait bien, à tout prix, faire de Flourens un martyr...

---



## CHAPITRE IV.

---

Il est de la nature du crime d'épouvanter ses auteurs dès qu'ils l'ont accompli.

De même que Bonaparte — tout autant que son ami Maupas, sinon plus que lui — fut effrayé de son triomphe, les communalistes furent saisis de peur, une fois maîtres de la situation.

Tant qu'ils avaient revendiqué, le cœur était solide : la Commune devait suffire à tout.

Une fois constituée, la Commune eut peur, et n'eut plus qu'une idée : dissimuler cette peur, en ayant l'air de défier l'ennemi.

En veut-on une preuve ? Qu'on lise ce compte rendu d'une de ses séances (20 avril) :

### « PRÉSIDENT DU CITOYEN VIARD.

« La séance est ouverte à trois heures dix minutes.

Des questions de stratégie et de mouvements de troupes devant être discutées, l'assemblée se déclare en comité secret.

La séance est reprise, sur la proposition faite par le citoyen Delescluze, à cinq heures.

LE CITOYEN PRÉSIDENT. — Le citoyen Delescluze a la parole pour sa proposition au sujet des délégués des commissions ;

« La Commune arrête :

« 1° Le pouvoir exécutif est et demeure confié, à titre provisoire, aux délégués réunis de neuf commissions, entre lesquelles la Commune a réparti les travaux et les attributions administratives ;

2° Les délégués seront nommés par la Commune, à la majorité des voix ;

3° Les délégués se réuniront chaque jour, et prendront, à la majorité des voix, les décisions relatives à chacun de leurs départements ;

4° Chaque jour ils rendront compte à la Commune, en comité secret, des mesures arrêtées ou exécutées par eux, et la Commune statuera. »

Sur quelques observations du citoyen Delescluze et du citoyen Avrial, l'ensemble de la proposition est mis aux voix et adopté.

LE CITOYEN JOURDE — demande qu'on nomme ces services importants.

LE PRÉSIDENT en donne lecture :

Guerre,

Finances,

Subsistances,

Justice,

Instruction publique,

Services publics,

Sûreté générale,

Travail et échange,

Relations extérieures. »

La séance est suspendue cinq minutes.

La séance est reprise à six heures et demie.

LE CITOYEN ANDRIEU. — La proposition que je fais réunit déjà l'adhésion de plusieurs membres. Je propose qu'avant de voter

nom par nom, on vote par scrutin de liste, afin de pouvoir connaître les noms les plus sympathiques à l'assemblée; ce sera ainsi un premier degré dans le vote qui permettra d'éclairer sur le second vote.

LE CITOYEN CLÉMENT. — Je demande qu'avant de passer au vote des divers candidats pour une même fonction, les noms soient annoncés à haute voix.

LE CITOYEN PRÉSIDENT. — Tout cela n'indique pas le mode de vote à employer.

LE CITOYEN RAOULE RIGAUT. — Nous avons décidé tout à l'heure que le vote serait sur chaque fonction par main levée.

Un membre. — Je demande le vote secret.

LE CITOYEN PRÉSIDENT. — Le citoyen Delescluze fait demander si l'on veut signer son bulletin de vote.

Un membre. — Oui, il faut le signer; c'est une bonne pratique à adopter.

LE CITOYEN AMOUROUX. — Il est on ne peut plus nécessaire que chacun signe son bulletin; parce qu'en signant il est responsable de celui qu'il nomme.

Je demande, moi, qu'on ne discute pas brièvement les noms des candidats, parce que ce serait affaiblir plus tard l'autorité des élus.

Je demande encore qu'on vote séparément, parce qu'aujourd'hui nous devons tous nous connaître. (Oui!)

LE CITOYEN PRÉSIDENT. — Le vote est ouvert.

Plusieurs membres : Comment vote-t-on ?

LE CITOYEN PRÉSIDENT. — Que ceux qui sont d'avis de voter avec indication du département, veuillent bien lever la main.

Le vote au scrutin de liste est adopté.

LE CITOYEN LEFRANÇAIS. — Le scrutin sera-t-il secret, ou signé ?

(On décide que le bulletin sera signé. — Bruit. — Appel nominal.)

LE CITOYEN AMOUROUX. — Le dépouillement se fera par le secrétaire, auquel vous voudrez bien adjoindre un membre.

LE CITOYEN ARNOLD. — Je ne pourrais pas me prononcer, car je ne connais pas les candidats.

Voix. — Eh bien — vous ne vous prononcerez pas !

LE CITOYEN ARNOLD. — Voulez-vous me laisser parler ? En deux mots, je demande l'appel nominal, et chaque membre pourra ainsi s'éclairer.

LE CITOYEN AMOUROUX. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin.

Ont été nommés pour composer la commission exécutive, les citoyens :

Guerre. . . . .	Cluseret.
Finances. . . . .	Jourde.
Subsistances. . . . .	Viard.
Relations extérieures. . . . .	Paschal Grousset.
Travail et échange. . . . .	Frankel.
Justice. . . . .	Protot.
Services publics. . . . .	Andrieu.
Enseignement. . . . .	Vaillant.
Sûreté générale. . . . .	R. Rigault.

Il reste à nommer les délégués aux services publics et au travail et à l'échange, la majorité absolue n'ayant pas été atteinte par les candidats.

Il va y être procédé par un vote à main levée.

Il est procédé au vote et sont nommés :

Le citoyen Andrieu, aux services publics,

Et le citoyen Frankel, au travail et à l'échange.

La séance est levée à huit heures moins dix minutes.

Un autre indice de peur, plus frappant encore, car il ne dissimule en rien celui-ci, c'est l'empressement des gens

compromis à se donner des otages contre les représailles.

On sait que les personnes choisies comme offrant le plus de garanties furent surtout des prêtres. On connaît aussi les lettres — lettres forcées — de Mgr. Darboy et Deguerry.

Mais ce n'était pas assez, il fallait être sûr de l'effet produit à Versailles.

Le mercredi, 11 avril, à cinq heures du soir, furent extraits des cellules de la Conciergerie et conduits chez le chef de cabinet du délégué à la sûreté générale, à l'ex-préfecture de police, six ecclésiastiques, arrêtés depuis quelques jours; c'étaient les abbés :

Surat, protonotaire apostolique, archidiacre, grand vicaire de Paris;

Petit, secrétaire général de l'archevêché;

Bertaux, curé de Saint-Pierre-Montmartre;

Levayer, vicaire de la même église;

Dorveau, aumônier des bénédictins de Nancy.

Le chef de cabinet, M. Gaston Dacosta, jeune étudiant de 22 à 23 ans, annonça aux ecclésiastiques qu'il s'agissait que l'un d'entre eux allât porter à Versailles deux lettres écrites l'une par M. Darboy, archevêque de Paris; l'autre par M. Deguerry, curé de la Madeleine, ayant toutes deux pour objet d'inviter le gouvernement de Versailles à empêcher l'exécution des prisonniers après le combat ou l'achèvement des blessés.

Ces lettres, ajouta M. Dacosta, ont été envoyées à Versailles; l'envoyé n'est pas revenu et la réponse n'a pas été faite. Si un d'entre vous veut, à ses risques et périls, se rendre à Versailles, à travers les lignes ennemies, il recevra un sauf-conduit pour traverser nos lignes, et, à l'aide d'un brassard ou drapeau d'ambulance, il cherchera à franchir les postes de l'armée de Versailles.

M. l'abbé Bertaux s'offrit pour cette mission, faisant toutefois observer que sa propre influence serait loin de valoir celle de ses supérieurs hiérarchiques, ici présents. A quoi il fut

répondit qu'il n'était pas question d'influence ni de diplomatie, mais d'une mission périlleuse. On avait songé à employer un frère des écoles chrétiennes, mais il semblait plus convenable de confier cette mission à un curé.

Sur les instances de MM. Surat et Deguerry, l'offre de M. Bertaux fut acceptée.

Lecture fut donnée alors de la lettre de M. Darboy. Le chef du cabinet n'avait pas sous la main la lettre de M. Deguerry. Celui-ci déclara s'en rappeler assez exactement les termes pour la reproduire de mémoire, ce qu'il fit, et le chef du cabinet en reconnut tous les termes.

Il fut convenu que le curé de Montmartre partirait le lendemain, jeudi, à six heures du matin.

Les six ecclésiastiques furent réintégrés à la Conciergerie.

Par suite d'événements militaires, c'est seulement le jeudi, à onze heures, que M. l'abbé Bertaux fut mis en liberté provisoire, après avoir signé l'engagement de revenir, sous trois jours, avec une réponse; il emportait, outre un sauf-conduit, une lettre cachetée pour M. Thiers, et une autre pour « les membres de l'Assemblée. »

M. Bertaux partit à pied; il dut suivre la Seine jusqu'à la porte du Point-du-Jour, et de là gagner, toujours à pied, Sèvres, où il parvint sans danger, sinon sans fatigue, et où il monta dans une voiture publique allant à Versailles. Il y arriva un peu après deux heures.

Avec quelque peine, le curé de Montmartre pénétra dans la salle des Pas-Perdus de l'Assemblée, écrivit pour le chef du pouvoir exécutif et pour le président de l'Assemblée, deux billets où il indiquait l'objet de sa mission et sollicitait un entretien.

L'huissier à qui il remit ses missives parut surpris de voir qu'un simple prêtre, aux vêtements poussiéreux, eût la prétention d'arriver ainsi auprès des deux principaux personnages du gouvernement, et ne dissimula pas qu'il y avait peu de succès à espérer.

Tandis que M. l'abbé Bertaux attendait, un député vint, demandé par une personne qui, trop impatiente, était partie. M. Bertaux profita de l'occasion, aborda M. G..., lui exposa la cause de son voyage et le pria de l'introduire auprès de ceux qu'il avait à voir. M. G... mit le curé en rapport avec un autre député, M. de M..., qui se chargea de la lettre au président et promit son concours pour ménager une entrevue avec M. Thiers; puis il fit placer le curé dans une tribune.

« Au bout d'une demi-heure, M. de M... revint chercher M. Bertaux, lui annonça que sa lettre à M. Grévy était remise. « Maintenant, dit-il, allons porter l'autre à M. Thiers. »

Ils se rendirent, en effet, à la préfecture, où ils furent reçus par M. Barthélemy-Saint-Hilaire, qui prit la lettre pour la porter au chef du pouvoir exécutif.

Bientôt M. Thiers, la lettre à la main, arriva, et exprima au curé sa surprise qu'un prélat aussi éclairé que M. Darboy eût pu croire que le gouvernement traitât de la sorte des prisonniers de guerre et des blessés : « Dites bien, monsieur le curé, ajouta-t-il, dites bien à votre archevêque que nous n'agissons pas ainsi envers des hommes égarés ; que dans la chaleur du combat, nous ne pouvons pas, il est vrai, répondre de malheurs communs à toutes les guerres, mais qu'une fois le combat terminé, les prisonniers et les blessés sont protégés et soignés comme cela se pratique chez les nations civilisées. »

M. Bertaux fit alors observer qu'il ne pouvait retourner à Paris qu'avec une réponse écrite.

« C'est bien certain, monsieur le curé, répondit M. Thiers ; revenez demain, vous aurez une lettre. »

M. Bertaux retourna à l'Assemblée, et, la séance achevée, fut conduit au cabinet de M. Grévy. Le président montrant la suscription de la lettre « aux membres de l'Assemblée, » émit l'avis qu'il y avait là une erreur, et que la lettre s'adressait évidemment au Conseil des ministres ; il la remit sous enveloppe avec l'adresse rectifiée.

Le lendemain, vendredi, le curé de Montmartre revint à la préfecture à l'heure du Conseil, envoya sa lettre et attendit une réponse.

Après la séance, il fut introduit auprès de M. Thiers, qui tenait la réponse préparée en Conseil, mais dans laquelle, dit-il, il avait à modifier quelques expressions, que d'ailleurs la lettre serait prête entre une heure et deux.

En effet, à l'heure indiquée, M. Barthélemy-Saint-Hilaire remit la réponse, après lui en avoir donné lecture, à M. Bertaux, avec un sauf-conduit, pour traverser les lignes de l'armée de Versailles; il y ajouta des paroles de bienveillance et de bon espoir.

Il était trop tard pour partir le jour même et arriver aux avant-postes à la nuit tombante ou close.

M. l'abbé Bertaux quitta Versailles le vendredi 14, à neuf heures du matin, par la voiture de Sevrès, entra à Paris par le Point-du-Jour, et à deux heures et demie, se présentait à la préfecture de police, au cabinet de M. Gaston Dacosta, entre les mains de qui il déposa la lettre de M. Thiers.

M. Bertaux avait devancé de vingt-quatre heures le terme assigné à sa mission.

M. Dacosta porta la lettre de Versailles à M. Raoul Rigault, puis écrivit l'ordre de mettre en liberté « le nommé Bertaux. »

Vers quatre heures, le curé de Montmartre était libre, libre d'aller chercher un asile où il pourrait, car son presbytère était changé en corps-de-garde, et le commissaire de police du quartier lui faisait faire défense d'y rentrer, comme aussi d'en retirer le mobilier, qui est pourtant sa propriété personnelle.

Les autres arrestations ont un autre caractère, ce qui fait que nous n'y appuyons pas dans ce chapitre.

Qui ne se souvient de ces deux directeurs de journaux à caricatures, Pilotel et Polo, dont le second fut arrêté et jeté en prison par le premier, ayant pour tout mandat d'arrêt, un revolver comme argument, argument d'ailleurs sans réplique.



Cela n'est que de l'excentricité lugubre, une façon de supprimer la concurrence.

Mais, dans le plus grand nombre de cas, c'est la peur qui domine. C'est la peur qui fait arrêter Bergeret, Lullier, Cluseret et Rossel, et qui contraint ainsi la Commune à imiter Saturne, qui dévorait ses enfants.

Mais ces enfants ne sont pas tous du même tempérament, ni de la même humeur.

Si, d'un côté, Bergeret, jeté en prison, et relaxé de la façon qu'on sait, sort de sa cellule pour venir siéger au comité, en disant (car c'est là la phrase textuelle) :

— Mes enfants, je ne vous en veux pas du tout.

Un autre enfant de la Saturne-Commune entend ne pas se laisser avaler tout cru, et au moment de disparaître dans l'œsophage paternel, il se met en travers :

« Je lis avec étonnement, dit-il, dans le *Journal officiel*, cette note incroyable :

« Il est absolument faux que le citoyen Charles Lullier ait reçu un commandement quelconque dans la flottille.

» La Commune ne peut donner de commandement à l'homme par la faute duquel, DE SON PROPRE AVEU, le Mont-Valérien est entre les mains de l'ennemi. »

Lorsque le comité central me prépara un guet-apens, il donna pour raison la remise par moi d'un sauf-conduit au citoyen Glais-Bizoin, et il en conclut, vis-à-vis des gardes nationaux soudoyés pour m'arrêter, que je devais certainement avoir des intelligences avec Versailles.

Aujourd'hui, il vient de mettre en avant un motif aussi peu plausible que le premier.

Le 20 mars, aussitôt les positions stratégiques à Paris assurées, j'envoyai deux bataillons, le 152<sup>e</sup> et le 153<sup>e</sup>, pour sommer la forteresse du Mont-Valérien.

Partis à cinq heures de l'Hôtel de ville, ces bataillons arrivèrent à huit heures sur les glacis du fort et commu-

niquèrent la sommation au colonel commandant du fort.

Celui-ci déclara qu'il ne tirerait point sur Paris, mais qu'il était parfaitement décidé à ne recevoir d'autres ordres que ceux du ministère de la guerre. Il avait des armes, des canons, des hommes, et pour vingt-quatre heures de vivres.

Devant cette déclaration les bataillons se replièrent. Qui donc ose prétendre qu'une forteresse comme le Mont-Valérien puisse tomber devant une attaque de tirailleurs, suivie d'une charge à la baïonnette ?

Pour réduire la forteresse, il fallait en faire un siège régulier ; et où se trouvaient donc à cette époque les moyens ? Plus d'officiers d'artillerie, pas d'artilleurs, pas de chevaux, pas de génie.

Si les fortes têtes de la Commune, qui ont osé lancer la note en question dans leur *Officiel*, voulaient un siège en règle, pourquoi ne l'ont-elles pas ordonné depuis ?

Quant à enlever le fort avec de l'infanterie, c'est absolument insensé. Les vingt bataillons dispersés par l'artillerie du fort dans leur marche incroyable ; comme conception et comme direction sur Versailles, le prouvent surabondamment.

Il n'est pas de ma dignité de descendre à discuter de telles assertions. Celui qui a écrit cette note ridicule, sans oser la signer, est aussi fort dans l'art de la guerre que je puis l'être en liturgie ou dans l'art de dire la messe.

Quant au commandement des canonnières, j'ai posé mes conditions pour l'accepter et, moins que jamais, je ne puis assumer cette responsabilité.

Malgré mes conseils et mes avis incessants, on ne les a point utilisés, et on a laissé détruire le barrage de Suresnes, qui a saigné la Seine de 1 mètre 45 à l'étiage.

Les canonnières sont désormais paralysées ; les fortes têtes de la Commune peuvent nommer M. Darboy, M. Duguerry ou l'un des sacristains de ces messieurs, pour le commandement de la flottille. Le résultat à venir sera le même.

Reste à savoir comment les matelots, qui ont joué leur tête dans le mouvement et qui ont le droit de la défendre, prendront la chose. »

« CHARLES LULLIER. »

## CHAPITRE V.

La peur est une impression qui change de caractère selon qu'elle est à l'état aigu ou à l'état chronique.

Durant la période chronique, il vint et il devait venir à ces hommes la singulière idée de faire de l'ordre : — L'ordre anarchique !

Que sera-ce ?

Hélas ! comme on ne sait pas ce que c'est, force est de nouveau de remonter à 93 et de s'inspirer des anciens.

Il faut absolument une déclaration de principes, un programme ; les journaux et les combattants l'exigent : pour tant faire que de risquer sa peau, au moins faut-il savoir à peu près pourquoi ; car pour *qui*, le peuple ne le saura jamais, il ne *voudra* jamais le savoir.

La déclaration suivante, écrite en vingt minutes par Vermorel, parut satisfaisante à la Commune, qui, pour le plus grand nombre de ses membres, n'y comprit goutte, surtout lorsqu'arriva le paragraphe où il est parlé d'une « ère nouvelle de politique expérimentale, *positive* et scientifique. »

Pauvre Auguste Comte, qui l'eût dit !...

Il y eut même un violent débat sur la phrase qui traite de la liberté individuelle et de la liberté de conscience. Les comparses, incapables de concevoir le rapport philosophique des choses, confondant le présent tout de trouble avec l'avenir

idéal, où les alouettes doivent tomber toutes rôties dans la bouche des travailleurs qui ne feront plus rien, ces comparses, disons-nous, criaient à la trahison.

Quoi donc ! la liberté individuelle ? C'est-à-dire la liberté de ne pas marcher avec les autres ? La liberté d'accaparer les richesses et les approvisionnements sous le vain prétexte qu'on en a hérité, ou qu'on les a acquis à la force du poignet ?

Quoi donc, encore ! la liberté de conscience ? C'est-à-dire le droit de croire à la trinité évangélique, de rebâtir des églises, d'entretenir des curés ?

Il fallut qu'on criât comme à des sourds pour les ramener ? Ils n'en restèrent pas moins furieux ; mais ils permirent, à contre-cœur, qu'on publiât la pièce suivante, qui est un chef-d'œuvre de rouerie naïve :

## « COMMUNE DE PARIS.

### DÉCLARATION

### AU PEUPLE FRANÇAIS.

» Dans le conflit douloureux et terrible qui menace une fois encore Paris des horreurs du siège et du bombardement ; qui fait couler le sang français, n'épargnant ni nos frères, ni nos femmes, ni nos enfants écrasés sous les obus et la mitraille, il est nécessaire que l'opinion publique ne soit pas divisée, que la conscience nationale ne soit point troublée.

» Il faut que Paris et le pays tout entier sachent quels sont la nature, la raison, le but de la révolution qui s'accomplit ; il

est juste, enfin, que la responsabilité des deuils, des souffrances et des malheurs dont nous sommes les victimes, retombe sur ceux qui, après avoir trahi la France et livré Paris à l'étranger, poursuivent avec une aveugle et cruelle obstination la ruine de la grande Cité, afin d'enterrer dans le désastre de la République et de la Liberté le double témoignage de leur trahison et de leur crime.

» La Commune a le devoir d'affirmer et de déterminer les aspirations et les vœux de la population de Paris; de préciser le caractère du mouvement du 18 mars, incompris, inconnu et calomnié par les hommes politiques qui siègent à Versailles.

» Cette fois encore Paris travaille et souffre pour la France entière, dont il prépare par ses combats et ses sacrifices la régénération intellectuelle, morale, administrative et économique, la gloire et la prospérité.

» Que demande-t-il ?

» La reconnaissance et la consolidation de la République, seule forme de gouvernement compatible avec les droits du peuple et le développement régulier et libre de la société.

» L'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de la France et assurant à chacune l'intégralité de ses droits et à tout Français le plein exercice de ses facultés et de ses aptitudes, comme homme, citoyen et travailleur.

» L'autonomie de la Commune n'aura pour limites que le droit d'autonomie égal pour toutes les autres communes adhérentes au contrat, dont l'association doit assurer l'Unité française.

» Les droits inhérents à la Commune sont :

» Le vote du budget communal, recettes et dépenses ; la fixation et la répartition de l'impôt, la direction des services locaux, l'organisation de sa magistrature, de la police intérieure et de l'enseignement ; l'administration des biens appartenant à la Commune.

» Le choix, par l'élection ou le concours avec la responsabilité et le droit permanent de contrôle et de révocation, des magistrats ou fonctionnaires communaux de tous ordres.

» La garantie absolue de la liberté individuelle et de la liberté de conscience.

» L'intervention permanente des citoyens dans les affaires communales par la libre manifestation de leurs idées, la libre défense de leurs intérêts : garanties données à ces manifestations par la Commune, seule chargée de surveiller et d'assurer le libre et juste exercice du droit de réunion et de publicité.

» L'organisation de la défense urbaine et de la garde nationale qui élit ses chefs, et veille seule au maintien de l'ordre dans la Cité.

» Paris ne veut rien de plus à titre de garanties locales, à condition bien entendu de retrouver dans la grande administration centrale, délégation des communes fédérées, la réalisation et la pratique des mêmes principes.

» Mais, à la faveur de son autonomie et profitant de sa liberté d'action, il se réserve d'opérer comme il l'entendra, chez lui, les réformes administratives et économiques que réclame sa population, de créer des institutions propres à développer et propager l'instruction, la production, l'échange et le crédit, à universaliser le pouvoir et la propriété, suivant les nécessités du moment, le vœu des intéressés et les données fournies par l'expérience.

» Nos ennemis se trompent ou trompent le pays, quand ils accusent Paris de vouloir imposer sa volonté ou sa suprématie au reste de la nation, et de prétendre à une dictature qui serait un véritable attentat contre l'indépendance et la souveraineté des autres communes.

» Ils se trompent ou trompent le pays, quand ils accusent Paris de poursuivre la destruction de l'Unité française constituée par la Révolution aux acclamations de nos pères, accourus à la fête de la Fédération de tous les points de la vieille France.

» L'unité telle qu'elle nous a été imposée jusqu'à ce jour par l'empire, la monarchie et le parlementarisme, n'est que la centralisation despotique, inintelligente, arbitraire ou onéreuse.

» L'unité politique, telle que la veut Paris, c'est l'association volontaire de toutes les initiatives locales, le concours spontané et libre de toutes les énergies individuelles en vue d'un but commun : le bien-être, la liberté et la sécurité de tous.

» La Révolution communale commencée par l'initiative populaire du 18 mars inaugure une ère nouvelle de politique expérimentale, positive, scientifique.

» C'est la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges, auxquels le prolétariat doit son servage, la Patrie ses malheurs et ses désastres.

» Que cette chère et grande Patrie, trompée par les mensonges et les calomnies se rassure donc ? — La lutte engagée entre Paris et Versailles est de celles qui ne peuvent se terminer par des compromis illusoires ; l'issue n'en saurait être douteuse. La victoire, poursuivie avec une indomptable énergie par la garde nationale, restera à l'idée du droit.

» Nous en appelons à la France.

» Avertie que Paris en armes possède autant de calme que de bravoure ; qu'il soutient l'ordre avec autant d'énergie que d'enthousiasme ; qu'il se sacrifie avec autant de raison que d'héroïsme ; qu'il ne s'est armé que par dévouement pour la liberté et la gloire de tous, que la France fasse cesser ce sanglant conflit.

» C'est à la France à désarmer Versailles, par la manifestation solennelle de son irrésistible volonté.

» Appelée à bénéficier de nos conquêtes, qu'elle se déclare solidaire de nos efforts ; qu'elle soit notre alliée dans ce combat qui ne peut finir que par le triomphe de l'idée communale ou par la ruine de Paris.



» Quant à nous, citoyens de Paris, nous avons la mission d'accomplir la Révolution moderne, la plus large et la plus féconde de toutes celles qui ont illuminé l'histoire.

» Nous avons le devoir de lutter et de vaincre..

» 19 avril 1871.

» *La Commune de Paris.* »

Qu'ajouter à cela? Quel commentaire possible?

Cette pièce, sans portée, œuvre d'improvisation, fabriquée en un moment pour donner, après coup, un semblant de but au gâchis que l'on triture dans un ruisseau de boue sangnolente, ne devait pas plus rester dans le souvenir de ceux pour qui elle a été faite que dans celui de ses rédacteurs.

Personne ne la prit au sérieux; personne n'y songe plus, et elle en est réduite à figurer ici comme curiosité historique.

Seul, peut-être, Bismark, l'allié pour le moins intentionnel de ces malheureux, a tiré profit de l'idée de franchises municipales qui se dégage par force de cette pièce étrange, pour flatter, chez lui, la croyance de l'abaissement et de la ruine de la France. Mais en dehors de lui, nul effet.

## CHAPITRE VI.

Nous avons dit que la peur possédait ces hommes; nous les avons montrés alguillonnés par elle; et poussés aux bravades des poltrons, que demain épouvante.

Ils ont crié qu'ils se feront plutôt sauter que de rien rabattre de leurs prétentions, et si, dans ce moment de vertige, on les eût acculés, ils eussent été capables d'exécuter leur menace.

Mais ce lendemain, en tardant, en leur permettant de vivre de la vie ordinaire, c'est-à-dire de quitter la séance, de rentrer chez eux, de dormir, de s'éveiller dans la solitude, les a fait réfléchir malgré eux.

Tel un homme, sous le coup d'une injure, qui irait dans le moment même sur le pré, y batailler avec frénésie, s'il faut qu'il attende une nuit, le lendemain le trouve changé d'humeur.

Hier, il n'eût entendu à rien.

Ce matin, l'instinct de la conservation s'impose à sa conscience.

Ce matin-là est venu à la fin aux plus fougueux des terroristes; la défaillance se trahit, si habilement, qu'on la pare.

Plus d'un cherche à atténuer sa situation en tirant, s'il se peut, son épingle du jeu.

Qui s'y serait attendu? Félix Pyat donne sa démission!

Voyez dès lors les autres, pâles, affolés, qui disent : « — Non, non ! coquin ! tu as fait le coup avec nous, tu ne nous laisseras pas seuls aux prises avec la police. »

Ne dirait-on pas des bandits sur le banc de la cour d'assises.

Là, du moins, ils ne parodient point leurs devanciers de 93!.....

Suivons-les pas à pas.

A propos de cette démission, Vermorel s'écrie :

« Citoyens, je crois que la publicité a, en elle-même, sa moralité. Nous avons reçu la démission de Félix Pyat, mais cela ne le dispense pas de la responsabilité des actes auxquels il a participé. Le *Vengeur* d'hier blâme avec force la suppression de plusieurs journaux : je tiens à constater que cette mesure a été approuvée ici par le citoyen Pyat et qu'il en a même, dans une certaine mesure, pris l'initiative. Il faut qu'on le sache, et je demande que mon observation, qui est une observation de moralité politique, soit insérée à l'*Officiel*. »

— Il a fait le coup ! Il en était ! C'est lui qui en a eu l'idée première. Si l'on nous coupe la tête, il faut qu'on la lui coupe à lui aussi.

Ainsi, certains inculpés ont le dernier espoir d'attendrir les juges en faisant des révélations.

Mais un autre, pris de pitié peut-être, ou bien espérant s'échapper par le même moyen, défend celui qu'on charge :

LE CITOYEN RÉGÈRE. — « L'initiative de cette mesure émane de Rigault seul, et je certifie que Félix Pyat y est étranger ; je le constate. »

Mais le premier insiste...

— Il a fait le coup ! Il en était !

Et ils se disputent :

« Les citoyens Vermorel et Régère s'expliquent vivement, » dit le procès-verbal.

**Suivez** —

**LE CITOYEN RÉGÈRE.** — « On calomnie des absents.

*Plusieurs membres.* — « Il n'y a pas de calomniateurs ici !

(Assez ! A l'ordre !)

**LE CITOYEN PRÉSIDENT.** — « Citoyen Régère, je ne puis vous laisser parler ainsi. Nous n'avons pas à revenir sur un incident qui a été vidé par la Commune.

**LE CITOYEN MORTIER.** — « Il a été décidé, antérieurement, qu'il serait bien convenu qu'aucune démission ne serait admise, et je ne vois pas pourquoi le citoyen Félix Pyat, qui était présent lorsque la mesure sur les journaux a été prise, donne aujourd'hui sa démission.

**LE CITOYEN BABICK.** — « On a dit ici que toutes les démissions seraient regardées comme des trahisons.

*Plusieurs membres.* — « Oui, c'est vrai !

Oui, c'est vrai ! il a fait le coup ! Il faut qu'il ait notre sort !  
Eux-mêmes, ils demandent la tête de leur complice. Pas de pitié ! On leur tirera les preuves contre lui, s'il le faut !

Non, non, cequin ! tu ne t'en tireras pas tout seul ; tu as fait le coup avec nous !

Un peu plus, ils en donneraient leur parole d'honneur.  
**Suivez toujours.**

**LE CITOYEN MORTIER.** — « On ne doit pas quitter un poste, quand c'est un poste de péril et d'honneur.

**LE CITOYEN DEREUNE.** — « Je crois que le citoyen Régère n'était pas là quand la discussion a eu lieu ; car il saurait, comme nous, que le citoyen Félix Pyat a appuyé la demande du citoyen Rigault, et il l'a appuyée énergiquement. Il n'a donc pas aujourd'hui le droit de se déjuger, et je trouve extraordinaire que le citoyen Régère prenne ainsi sa défense lorsque toute l'assemblée convient que le citoyen Félix Pyat appuyait énergiquement la motion de Rigault.

LE CITOYEN AMOUROUX. — « Je vais chercher le compte rendu analytique. »

Nous disions bien : voilà les preuves !

LE CITOYEN J.-B. CLÉMENT. — « Voilà mon opinion sur l'incident. Le citoyen Félix Pyat a toujours été, et je ne l'en blâme pas, pour les mesures énergiques ; eh bien, je trouve étrange qu'aujourd'hui il nous accuse, et non-seulement au sujet de la presse, mais il y a dans son journal un blâme au sujet des citoyens. Eh bien, je dis qu'il est indigne du citoyen Félix Pyat de désertier ainsi la cause. Vous avez arrêté des gens pour bien moins. Je demande formellement l'arrestation de Félix Pyat, »

Non-seulement « il a fait le coup » ; mais plus que nous il mérite la corde !

Si on osait, on le battrait !

LE CITOYEN LEDROIT. — « Je demande la parole sur le procès-verbal, avant qu'on passe à l'ordre du jour sur la démission de Félix Pyat. L'assemblée a déclaré que toute démission serait refusée et que l'on ne pouvait recevoir celle de Félix Pyat.

LE PRÉSIDENT. — « Je demande à faire une observation. Le bureau me fait observer qu'on passe à l'ordre du jour pur et simple, attendu qu'un vote antérieur avait déjà décidé que l'on n'accepterait aucune démission.

*Un membre.* — La Commune a déclaré, dans un vote précédent, qu'elle refuserait toute démission. Elle ne peut donc aujourd'hui se déjuger.

LE CITOYEN MIOT. — « Je demande la parole.

LE PRÉSIDENT. — « Est-ce sur l'incident ?

LE CITOYEN MIOT. — « Non.

LE PRÉSIDENT. — « Alors vous aurez la parole après la clôture de la discussion sur le procès-verbal. »

Mais bah! sauve qui peut!

Ecoutez celui-ci maintenant :

LE CITOYEN CLÉMENCE: — « Il est possible que l'on ait pris un vote refusant les démissions; je n'en sais rien, je n'assistais pas à la séance. Je déclare en mon nom que je ne me considère pas comme un déserteur, mais je me réserve expressément ma liberté d'action. Je veux pouvoir donner ma démission quand il me plaira, et toutes les décisions de la Commune n'y pourront rien.

*Plusieurs membres.* — « Appuyé! »

Appuyé!!...

Tout à l'heure, quand on disait qu'il était impossible de se soustraire à la responsabilité, ils criaient : — Oui, c'est vrai! C'est que celui qui voulait s'y dérober s'y prenait timidement : Haro! sur le baudet.

Cet autre tout crânement dit : Je m'en tirerai s'il me plaît, et vous n'y pourrez rien!

C'est donc chose possible que de se tirer de là? Dès lors : — Appuyé!!

Mais ce n'est pas fini. Allez jusqu'au bout de la séance :

LE CITOYEN AVRIAL. — « Je demande que la commission chargée de l'enquête sur l'arrestation du général Bergeret nous apporte son rapport; il n'est pas possible que nous laissions sous les verrous un homme qui, dans l'opinion actuelle de cette assemblée, n'était pas coupable.

LE CITOYEN PROTOT. — « La commission doit vous présenter son rapport. Elle attendait des renseignements, ils ont été très-peu nombreux, et je crois que vous adopterez les conclusions de la commission, qui sont la mise en liberté de Bergeret.

*Voix diverses.* « Au vote! au vote!

LE CITOYEN PROTOT. — « Eh bien, que l'on mette aux voix les conclusions de la commission d'enquête, que le citoyen Lan-

gevin, secrétaire de la commission, ne désavouera pas.

On demande la mise aux voix des conclusions de la commission d'enquête sur l'affaire Bergeret.

Plusieurs membres demandent qu'on vote sur la mise en liberté immédiate.

Cette proposition est adoptée, et la mise en liberté immédiate est votée à l'unanimité (Bravos.)

LE CITOYEN RAOULT RICAILL. — « Je demande que le citoyen Pindy soit chargé d'aller lui-même chercher le citoyen Bergeret. (Cette motion est adoptée.) »

C'est qu'un revirement s'est produit. Ils ont pensé que Bergeret détenu devenait une victime, et qu'ils lui faisaient la part trop belle; qu'il pourrait échapper, lui, peut-être!

— Non, non coquin! Tu en étais aussi! Tu as fais le coup; tu suivras notre sort. »

Ils ont peur!...

## CHAPITRE VII.

---

Tout se trouve ici, même la farce.

Pendant le siège de Paris, par les Allemands, quantité de fous offrirent et développèrent des systèmes de toute sorte pour sauver la ville. Mais il n'y eut pas que des fous ; il y eut aussi des imbéciles, des spéculateurs.

Dans le tas, le citoyen Gustave Courbet se distingue par une proposition bouffonne au suprême degré. Il voulait qu'on déboulonnât la colonne Vendôme. Un éclat de rire répondit à cette idée saugrenue du plus habile puffiste de la corporation des peintres.

Et il n'en fut plus question.

Sous le régime des communeux, autre accueil devait nécessairement être fait à une telle proposition ; car ces gens ne sont terroristes que par circonstance. Plagiaires jusqu'en leur déclamation, chez eux le grotesque s'allie à l'horreur, à certains moments. Courbet devait être en faveur près d'eux. C'est que Courbet avait donné des gages à cette démocratie-là. N'avait-il pas été l'ami de Proudhon ? De quoi il avait abusé en faisant un dessin hideux du pauvre homme à son lit de mort : dessin qui se vendit fort bien par exemple !

Point important, pour l'aimable Courbet !

N'avait-il pas aussi refusé la croix, qu'un ministre lui avait offerte, s'appuyant officiellement sur son ignorance parfaite des choses d'art.



Courbet, après cela, devait être l'artiste de la Commune. Il le fut effectivement, et les honneurs qu'il avait refusés du tyran, lui tombèrent dru comme grêle sous le règne de ceux qui n'ont presque rien de tyrannique en leurs agissements, comme on peut voir...

Le voilà donc nommé président des artistes de la Commune. Quel honneur ! Ce ne serait rien ; mais le bon compère n'est pas seulement un peintre, c'est aussi un orateur, qui voudrait bien être *honorable*. Aussi assemble-t-il les artistes un beau jour, et n'y allant pas par quatre chemins, il leur dit :

« La revanche est prise. Paris a sauvé la France du déshonneur et de l'abaissement. Ah ! Paris ! Paris a compris, dans son génie, qu'on ne pouvait combattre un ennemi attardé avec ses propres armes. Paris s'est mis sur son terrain, et l'ennemi sera vaincu comme il n'a pu nous vaincre. Aujourd'hui Paris est libre et s'appartient, et la province est au servage. Quand la France fédérée pourra comprendre Paris, l'Europe sera sauvée.

» Aujourd'hui, j'en appelle aux artistes, j'en appelle à leur intelligence, à leur sentiment, à leur reconnaissance : Paris les a nourris comme une mère, et leur a donné leur génie. Les artistes, à cette heure, doivent, par tous leurs efforts (c'est une dette d'honneur), concourir à la reconstitution de son état moral et au rétablissement des arts qui sont sa fortune. Par conséquent, il est de toute urgence de rouvrir les musées et de songer sérieusement à une exposition prochaine ; que chacun, dès à présent, se mette à l'œuvre, et les artistes des nations amies répondront à notre appel.

» La revanche est prise, le génie aura son essor ; car les vrais Prussiens n'étaient pas ceux qui nous attaquaient d'abord. Ceux-là nous ont servis, en nous faisant mourir de physiquement, à reconquérir notre vie et à élever tout à la dignité humaine.

» Ah! Paris, Paris la grande ville, vient de secouer la poussière de toute féodalité. Les Prussiens les plus cruels, les exploiters du pauvre étaient à Versailles. Sa révolution est d'autant plus équitable, qu'elle part du peuple. Ses apôtres sont ouvriers, son Christ a été Proudhon.

» Depuis dix-huit cents ans, les hommes de cœur mouraient en soupirant, mais le peuple héroïque de Paris vaincra les mystagogues et les tourmenteurs de Versailles, l'homme se gouvernera lui-même, la fédération sera comprise, et Paris aura la plus grande part de gloire que jamais l'histoire ait enregistrée.

» Aujourd'hui, je le répète, que chacun se mette à l'œuvre avec désintéressement : c'est le devoir que nous avons tous vis-à-vis de nos frères soldats, ces héros qui meurent pour nous. Le bon droit est avec eux. Les criminels ont réservé leur courage pour la sainte cause.

Oui, chacun se livrant à son génie sans entrave, Paris doublera son importance, et la ville internationale européenne pourra offrir aux arts, à l'industrie, au commerce, aux transactions de toutes sortes, aux visiteurs de tous pays, un ordre impérissable, l'ordre par ses citoyens, qui ne pourra plus être interrompu par les ambitions monstrueuses de prétendants monstrueux.

» Notre ère va commencer; coïncidence curieuse, c'est dimanche prochain, le jour de Pâques; est-ce ce jour-là que notre résurrection aura lieu?

» Adieu le vieux monde et sa diplomatie. »

Sans y mettre de parti pris, il est clair que ce président a juste autant de talent en éloquence qu'en peinture; le style et le goût sont les mêmes ici et là. Et ne croyez pas que sa parole ne soit pas autorisée. Il parle ainsi officiellement, en vertu d'un décret qu'il est bon de conserver :

» **LA COMMUNE DE PARIS,**

» Autorise le citoyen Gustave Courbet, président des peintres, nommé en assemblée générale, à rétablir, dans le plus bref délai, les musées de la ville de Paris dans un état normal, d'ouvrir les galeries au public et d'y favoriser le travail qui s'y fait habituellement.

» La Commune autorisera à cet effet les quarantes-six délégués qui seront nommés demain jeudi, 13 avril, en séance publique, à l'Ecole de médecine (grand amphithéâtre) à deux heures précises.

» De plus, elle autorise le citoyen Courbet, ainsi que cette assemblée, à rétablir, dans la même urgence, l'exposition annuelle aux Champs-Élysées.

» Paris, le 12 avril 1871.

» *La Commission administrative,*

AVRIAL, F. CURNET, DELESCUZE,  
FÉLIX PYAT, TRIDON, VERNOREL,  
ED. VAILLANT. »

C'est un chef d'œuvre!

Mais rétablir l'exposition, relever le niveau de l'art, est-ce bien vraiment de cela qu'il est question ?

Erreur !

Le but est d'arriver au rêve de Courbet, et ce rêve le voilà enfin réalisé par le décret suivant :

« **LA COMMUNE DE PARIS,**

» Considérant que la colonne impériale de la place Vendôme est un monument de barbarie, un symbole de force brutale et de fausse gloire, une affirmation du militarisme, « négation du droit international, une insulte permanente aux vaincus, un attentat perpétuel à l'un des

trois grands principes de la République française, la fraternité,

» DÉCRÈTE :

» *Article unique.* — La colonne de la place Vendôme sera démolie.

» Paris, le 12 avril 1871. »

Cependant pourquoi tant d'acharnement contre cette colonne ? Courbet est-il donc vraiment un philosophe, ou un ennemi personnel des Bonaparte. Non mille fois ! M. Courbet, peintre sans grand talent, mais avide de bruit, de réclame et de célébrité, n'a vu là qu'une occasion d'attacher son nom à quoi que ce soit de mémorable, rien de plus ! Les Parisiens se soucient probablement fort peu d'une colonne de plus ou de moins ; mais il n'en est pas moins blessant qu'ils soient ainsi à la merci d'un individu ivre de publicité, qui n'est surtout connu chez eux que par sa sottise, ses puffs, et l'aimable habitude qu'il a de se souler de bière.

Peut-être s'en sont-ils aperçu ; peut-être ont-ils cru devoir faire semblant de prendre à cœur la question artistique. De fait, la colonne déboulonnée, sacrifiée, détruite — ils en sont venus — et ça ne pouvait pas manquer ! — à la *Fédération des artistes*.

Ah ! la fédération ! Combinaison supérieure, panacée universelle qui va relever le niveau de l'art moderne, de la peinture s'entend, cet art qui domine tous les autres. C'en est fait : d'autres Rubens, d'autres Michel-Ange vont surgir, et comment pourrait-il en être autrement. Lisez plutôt :

## FÉDÉRATION DES ARTISTES DE PARIS.

« Les artistes de Paris adhérant aux principes de la République communale se constituent en fédération.

» Ce ralliement de toutes les intelligences artistiques aura pour bases :

» La libre expansion de l'art, dégagé de toute tutelle gouvernementale et de tous privilèges.

» L'égalité des droits entre tous les membres de la fédération.

» L'indépendance et la dignité de chaque artiste mises sous la sauvegarde de tous par la création d'un comité élu au suffrage universel des artistes. Ce comité fortifie les liens de solidarité et réalise l'unité d'action.

### *Constitution du comité.*

« Le comité est composé de 47 membres représentant les diverses facultés, savoir :

16 peintres,

10 sculpteurs,

5 architectes,

6 graveurs et lithographes,

10 membres représentant l'art décoratif, nommé improprement art industriel.

» Ils sont nommés au scrutin de liste et au vote secret.

» Ont droit de prendre part au vote les citoyens et citoyennes qui justifient de la qualité d'artistes, soit par la notoriété de leurs travaux, soit par une carte d'exposant, soit par une attestation écrite de deux parrains artistes.

» Les membres du comité sont élus pour une année,

» A l'expiration du mandat, quinze membres, désignés par un vote secret du comité, resteront en fonctions pendant l'année suivante, les trente-deux autres membres seront remplacés.

» Les membres sortants ne peuvent être réélus qu'au bout d'une année d'intervalle.

» Le droit de révocation peut être exercé contre un membre.

qui ne remplit pas son mandat. Cette révocation ne peut être prononcée qu'un mois après que la demande en a été faite, et, si elle est votée en assemblée générale, à la majorité des deux tiers des votants.

» *Détermination du mandat.*

» Ce gouvernement du monde des arts par les artistes a pour mission :

- » La conversation des trésors du passé ;
- » La mise en œuvre et en lumière de tous les éléments du présent ;
- » La régénération de l'avenir par l'enseignement.

» *Monuments, musées.*

» Les monuments, au point de vue artistique, les musées et les établissements de Paris renfermant des galeries, collections et bibliothèques d'œuvres d'art, n'appartenant point à des particuliers, sont confiés à la conservation et à la surveillance administrative du comité.

» Il en dresse, conserve, rectifie et complète les plans, inventaires, répertoires et catalogues.

» Il les met à la disposition du public pour favoriser les études et satisfaire la curiosité des visiteurs.

» Il constate l'état de conservation des édifices, signale les réparations urgentes, et présente à la Commune un compte-rendu fréquent de ses travaux.

» Après examen de leur capacité et enquête sur leur moralité il nomme des administrateurs, secrétaires, archivistes et gardiens, pour assurer les besoins du service de ces établissements et pour les expositions, dont il sera ultérieurement parlé.

» Il les révoque pour cause de négligence, mauvaises gestions ou malversations constatées.

» *Expositions.*

» Le comité organise les expositions communales, nationales et internationales ayant lieu à Paris.

» Pour les expositions nationales ou internationales qui n'ont pas lieu à Paris, il délègue une commission chargée des intérêts des artistes parisiens.

» Il n'y admet que des œuvres signées de leurs auteurs, créations originales ou traductions d'un art par un autre, telle que la gravure traduisant la peinture, etc.

» Il repousse d'une manière absolue toute exhibition mercantile, tendant à substituer le nom de l'éditeur ou du fabricant à celui du véritable créateur.

» Il n'est pas décerné de récompenses.

» Les travaux ordinaires commandés par la Commune seront répartis entre les artistes que les suffrages de tous les exposants auront désignés.

» Les travaux extraordinaires sont donnés au concours.

» *Enseignement.*

» Le comité surveille l'enseignement du dessin et du modelage dans les écoles primaires et professionnelles communales, dont les professeurs sont nommés au concours ; il favorise l'introduction des méthodes attrayantes et logiques, estampille les modèles, et désigne les sujets chez lesquels se révèle un génie supérieur, et dont les études doivent être complétées aux frais de la Commune.

» Il provoque et encourage la construction de vastes salles pour l'enseignement supérieur, pour des conférences sur l'esthétique, l'histoire et la philosophie de l'art.

» *Publicité.*

» Il sera créé un organe de publicité intitulé : *Officiel des arts.*

» Ce journal publiera, sous le contrôle et la responsabilité du comité, les faits concernant le monde des arts et les renseignements utiles aux artistes.

» Il publiera les comptes rendus des travaux du comité, le procès-verbal de leurs séances, le budget des recettes et dépenses, et tous les travaux de statistique apportant la lumière et préparant l'ordre.

» La partie littéraire, consacrée aux dissertations sur l'esthétique, sera un champ neutre ouvert à toutes les opinions et à tous les systèmes.

» Progressif, indépendant, digne et sincère, l'*Officiel des arts* sera la constatation la plus sérieuse de notre régénération.

#### » Arbitrages.

» Pour toutes les contestations litigieuses relatives aux arts, le Comité, sur la demande des parties intéressées, artistes ou autres, désigne des arbitres conciliateurs.

» Dans les questions de principe et d'intérêt général, le Comité se constitue en Conseil arbitral, et ses décisions sont insérées à l'*Officiel des arts*.

#### » Initiative individuelle.

» Le Comité invite tout citoyen à lui communiquer toute proposition, projet, mémoire, avis ayant pour but le progrès dans l'art, l'émancipation morale ou intellectuelle des artistes, ou l'amélioration matérielle de leur sort.

» Il en rend compte à la Commune et prête son appui moral et sa collaboration à tout ce qu'il juge praticable.

» Il appelle l'opinion publique à sanctionner toutes les tentatives de progrès, en donnant à ces propositions la publicité de l'*Officiel des arts*.

» Enfin, par la parole, la plume, le crayon, par la reproduction populaire des chefs-d'œuvre, par l'image intelligente et moralisatrice qu'on peut répandre à profusion et afficher aux



mairies des plus humbles communes de France, le Comité concourra à notre régénération, à l'inauguration du luxe communal et aux splendeurs de l'avenir et à la République universelle. »

G. COURBET, MOULINET, STEPHEN MARTIN, ALEXANDRE JOUSSE, ROSEZENGE, TRICHON, DALOU, JULES HERBAU, C. CHABERT, A. DUBOIS, A. FALENIÈRE, EUGÈNE POITIER, PERRIN, A. MOULLIARD. »

Et que dites-vous, non des dispositions de ce décret, mais de ces gens qui vont galvaniser l'art, et lui rendre sa splendeur. Hein! quelle garantie, que le célèbre Moulinet! l'illustre Jousse! et Trichon, et Dalou! et Moulliard; le doux, le fort, le majestueux Moulliard! Vous comprenez que si Moulliard en est, que dis-je, s'il en répond, l'art est sauvé. Un nouveau soleil se lève. Oh! France, la Renaissance recommence. Heureux pays.

Gloire à Moulliard!

---

**1793.**

---

## **CHAPITRE I.**

---

Maintenant que nous avons, pour ainsi dire, suivi pas à pas, les piètres terroristes de l'an de grâce 1871 ; maintenant que nous les avons vus à l'œuvre, ces pygmées singeant des géants ; maintenant que nous en avons fini avec les communistes, communistes et communeux, l'instant est venu de remettre en scène leurs modèles et de refaire, en quelques pages, le résumé succinct de cette Terreur primitive de quatre-vingt-treize, à laquelle — n'en déplaise aux terroristes modernes — on ne songe point sans frémir.

Raconter les principaux actes de la vie politique des instigateurs de septembre, des massacreurs par principe — avant d'être eux-mêmes massacrés par sécurité — c'est refaire, en bien des points, l'histoire de la Commune, mais c'est aussi, et surtout, montrer combien celle-ci fut coupable sans but et brutale sans objet...

C'est remettre les hommes de 1871 à la place qui leur convient, c'est les rabaisser une fois de plus au vulgaire niveau des simples malfaiteurs.

Courbet, après cela, devait être l'artiste de la Commune. Il le fut effectivement, et les honneurs qu'il avait refusés du tyran, lui tombèrent dru comme grêle sous le règne de ceux qui n'ont presque rien de tyrannique en leurs agissements, comme on peut voir...

Le voilà donc nommé président des artistes de la Commune. Quel honneur ! Ce ne serait rien ; mais le bon compère n'est pas seulement un peintre, c'est aussi un orateur, qui voudrait bien être *honorable*. Aussi assemble-t-il les artistes un beau jour, et n'y allant pas par quatre chemins, il leur dit :

« La revanche est prise. Paris a sauvé la France du déshonneur et de l'abaissement. Ah ! Paris ! Paris a compris, dans son génie, qu'on ne pouvait combattre un ennemi attardé avec ses propres armes. Paris s'est mis sur son terrain, et l'ennemi sera vaincu comme il n'a pu nous vaincre. Aujourd'hui Paris est libre et s'appartient, et la province est au servage. Quand la France fédérée pourra comprendre Paris, l'Europe sera sauvée.

» Aujourd'hui, j'en appelle aux artistes, j'en appelle à leur intelligence, à leur sentiment, à leur reconnaissance : Paris les a nourris comme une mère, et leur a donné leur génie. Les artistes, à cette heure, doivent, par tous leurs efforts (c'est une dette d'honneur), concourir à la reconstitution de son état moral et au rétablissement des arts qui sont sa fortune. Par conséquent, il est de toute urgence de rouvrir les musées et de songer sérieusement à une exposition prochaine ; que chacun, dès à présent, se mette à l'œuvre, et les artistes des nations amies répondront à notre appel.

» La revanche est prise, le génie aura son essor ; car les vrais Prussiens n'étaient pas ceux qui nous attaquaient d'abord. Ceux-là, nous ont servis, en nous faisant mourir de faim physiquement, à reconquérir notre vie et à élever tout individu à la dignité humaine.

» Ah! Paris, Paris la grande ville, vient de secouer la poussière de toute féodalité. Les Prussiens les plus cruels, les exploiters du pauvre étaient à Versailles. Sa révolution est d'autant plus équitable, qu'elle part du peuple. Ses apôtres sont ouvriers, son Christ a été Proudhon.

» Depuis dix-huit cents ans, les hommes de cœur mouraient en soupirant, mais le peuple héroïque de Paris vaincra les mystagogues et les tourmenteurs de Versailles, l'homme se gouvernera lui-même, la fédération sera comprise, et Paris aura la plus grande part de gloire que jamais l'histoire ait enregistrée.

» Aujourd'hui, je le répète, que chacun se mette à l'œuvre avec désintéressement : c'est le devoir que nous avons tous vis-à-vis de nos frères soldats, ces héros qui meurent pour nous. Le bon droit est avec eux. Les criminels ont réservé leur courage pour la sainte cause.

Oui, chacun se livrant à son génie sans entrave, Paris doublera son importance, et la ville internationale européenne pourra offrir aux arts, à l'industrie, au commerce, aux transactions de toutes sortes, aux visiteurs de tous pays, un ordre impérissable, l'ordre par ses citoyens, qui ne pourra plus être interrompu par les ambitions monstrueuses de prétendants monstrueux.

» Notre ère va commencer; coïncidence curieuse, c'est dimanche prochain, le jour de Pâques; est-ce ce jour-là que notre résurrection aura lieu?

» Adieu le vieux monde et sa diplomatie. »

Sans y mettre de parti pris, il est clair que ce président a juste autant de talent en éloquence qu'en peinture; le style et le goût sont les mêmes ici et là. Et ne croyez pas que sa parole ne soit pas autorisée. Il parle ainsi officiellement, en vertu d'un décret qu'il est bon de conserver :

discuter... La Terreur doit être cruelle, féroce, stupide.

Sinon s'imposerait-elle ?

Dans le Tribunal révolutionnaire, antichambre de l'échafaud, boudoir du meurtre, les jurés ne sont qu'un décor, une tapisserie à personnages, comme on en voyait jadis ; le défenseur n'est qu'un comparse engagé pour jouer les inutilités. Quant aux juges, ce sont de simples mécaniques automatiques qui se remontent matin et soir et disent « oui » quand on presse le ressort. Chaque « oui » est une tête qui tombe. Cela seul suffirait à rendre lugubre ce Guignol de la Révolution...

Il n'y a guère que deux acteurs qui occupent sérieusement la scène : le pourvoyeur et le bourreau ! Celui qui amène les victimes et celui qui les fait disparaître.

Le premier parle peu : d'un geste il désigne la tête à couper ; le second, qui ne parle pas du tout, d'un geste l'abat.

L'un s'appelle Fouquier-Tinville, l'autre Sanson.

Tout le Tribunal révolutionnaire est là.

Nous allons maintenant voir défiler à sa barre, passant fugitifs comme les ombres chinoises sur l'écran, les victimes de Fouquier, les patients de Sanson.

Avant tout, lugubres mystifiés de la Terreur dont ils s'étaient faits les sanglants mystificateurs.

---

## CHAPITRE II.

---

**C'est d'abord Robespierre.**

**A tout seigneur, tout honneur...**

**On connaît de reste la vie et la mort de Robespierre,**

**C'est donc plus son portrait moral que son histoire que nous voulons retracer ici.**

**Comme Danton, Robespierre fut victime de la réaction que leurs violences et celles de leurs collègues devaient fatalement amener et qui devaient, non moins fatalement, frapper les terroristes avant tout.**

**Robespierre fut égorgé, au nom de cette réaction, sincère ou feinte, de justice ou de pitié, par ses anciens complices, dont la libératrice hardiesse fit oublier les crimes et que les larmes de la France reconnaissante lavèrent — sauveurs indignes! — de leurs ignominies.**

**Robespierre la vit venir cette réaction qui allait, tout à l'heure, exécuter les exécuteurs et dresser l'échafaud pour les bourreaux eux-mêmes; mais, il n'eut ni l'habileté de suivre nettement le courant nouveau, ni la force de lui résister.**

**Dès le mois de juin 1794, Robespierre cherche à rompre timidement avec la cruauté et l'athéisme. Il « lâche d'un cran » le Comité de salut public, lui son fondateur, et s'abstient de paraître à ces meurtrières délibérations.**

**Bien mieux, il cherche à constituer un gouvernement régu-**

lier dont la Convention sera le siège, dont les Jacobins seront la voix, dont les Comités seront les bras, et dont il sera, lui, le chef inviolable, d'autant plus inviolable qu'il gouverne *sans le paraître*.

Absolument comme nos terroristes de contrefaçon moderne, pour qui la République consiste en une tyrannie secrète et occulte, dissimulée derrière tant de comités, de commissions et de « délégués » qu'elle ne se révèle point aux yeux du vulgaire et se cache lâchement sous les libertés les plus fallacieuses ainsi qu'un serpent sous les fleurs.

Mais revenons à Robespierre... De ce rêve ambitieux qu'il nourrissait évidemment, certains panégyristes — Louis Blanc entre autres — lui ont fait honneur. Pourquoi?

Faut-il prendre au sérieux ce goût tardif de Robespierre pour la clémence et la modération? Ce subit revirement, ce retour inattendu aux notions de justice et d'ordre étaient-ils donc consciencieux, sincères?

N'était-ce pas plutôt la dernière illusion de son orgueil, le dernier effort de sa dissimulation?

Faut-il plaindre celui qui, après avoir opprimé sans pitié ni trêve, fut à son tour opprimé? Celui qui fut trahi par les siens après les avoir trahis?

Dans la victime de Thermidor, est-il possible de voir autre chose qu'un futur despote pris à son propre piège?

Non!

Robespierre fut puni par le coup d'État de Thermidor d'une politique toute de coups d'État. L'intimidation qu'il évoquait depuis si longtemps se dressa tout à coup sinistre et vengeresse devant lui. La Terreur lui avait donné, comme au bourreau, une cour et des flatteurs. Elle ne lui laissa pas un ami, et l'heure fatale venue, il se trouva seul.

Hélas! Tous ceux qui, un jour, eussent pu le soutenir et le défendre, ne les avait-il pas lui-même sacrifiés sur l'autel sanglant de la patrie? Où étaient les Dupont, les Barnave, les

Bailly? Où étaient les Girondins? Où étaient les Hébert, les Chaumette, les Danton, les Camille Desmoulins, les Fabre d'Églantine?

Morts sur l'échafaud du Comité de salut public!

De toutes les premières gloires de la Révolution, de tous les organisateurs, de tous les orateurs, de tous les journalistes des premières et fières années, combien restaient debout? Pas un! Robespierre les avaient sacrifiés tous à son ambition d'avenir, à sa politique tortueuse et personnelle.

Seul, entre Couthon et Saint-Just, Robespierre pouvait impunément profiter de leurs idées, de leurs actions, de leurs projets, s'envelopper enfin dans cette popularité dont lambeau par lambeau il les avait dépouillés pour s'en faire un manteau souverain.

Sans contredit, si en juin 1794, Robespierre voulut changer de système et revenir à la clémence et au droit humain, il le voulut par orgueil ou par peur. Il voulut jouir du triomphe ou en atténuer l'horreur. Le char sanglant et armé de faux de la révolution menaçait de lui passer sur le corps; il chercha à l'arrêter...

Mais Robespierre, tout-puissant qu'il fut, n'était qu'un homme et il avait, l'insensé! élevé la destruction à la hauteur d'un principe.

Il fut victime de son principe.

A la suite du coup d'État — ou plutôt du guet à pens — du 9 thermidor, Tallien, Fréron, Barrère devinrent des héros, presque de grands hommes. Si Robespierre, au lieu de se laisser surprendre, les avaient devancés, les acclamations eussent été plus unanimes et plus chaleureuses.

Mais quoi! Il ne sut pas, il n'osa pas! Il tira de sa poche un discours, alors qu'il fallait, comme Tallien, tirer un poignard. Il parla quand il fallait agir et discuta au lieu de combattre.

Il attendit le coup de pistolet de Méda, comme s'il l'eût



prévu ; et le réquisitoire de Fouquier-Tinville, et les insultes de tout un peuple et la mort ignominieuse de la guillotine, comme s'il se fût absolument préparé à la chute.

S'il fallait, d'homme à homme, rétablir les rapprochements des deux époques qui nous occupent jusque dans leurs éléments personnels, constitutifs de l'individu, le seul à qui l'on pourrait aujourd'hui comparer Robespierre, vous l'avez déjà nommé, c'est Ch. Delescluze.

'Moins d'habileté et plus de naïveté confiante pourtant, chez Delescluze que chez Robespierre.

Et puis, il lui reste le dernier acte à jouer... Qui sait si le dévouement qu'il prépare satisfera la foule, en attendant qu'il plaise à l'histoire?

---

### CHAPITRE III.

---

« Qui a frappé par l'échafaud, périra par l'échafaud. »

Telle est la formule absolue de la Terreur de 1793.

Il est tout naturel, dès lors, que Danton, qui fut, indiscutablement, l'instigateur de la Terreur rouge, subît un des premiers ce retour de fortune et s'en allât retrouver aux sombres bords les malheureux que sans remords il y avait envoyés.

La première partie de la carrière de Danton — sans compter la période qu'il passa au barreau sans y faire grand bruit — est consacrée par lui à un travail d'intrigues occultes dont les fils emmêlés ne sont point d'un facile dévidage...

De nos jours, les façons d'agir de Danton semblent avoir servi de point de mire à un agitateur qui fut, de tout temps, le mauvais génie de la France contemporaine : nous avons cité Blanqui.

Conspirateurs prudents tous deux, ils restent dans la coulisse jusqu'au moment propice où le drame, suffisamment corsé, paraît plaire décidément — au peuple — ce public d'éternels gobe-mouches que l'on entortille de grands mots à peu près comme la corde cingle la toupie qui tourne, tourne... et tombe!

Danton est mort victime de ce peuple *tonton* qu'il fit, près de deux ans durant, si bien tourner à sa guise.

A moins que la maladie ne s'en mêle et ne l'enlève au juste

châtiment de ses crimes impolitiques, le même sort est réservé à Blanqui... Qu'il en accepte l'augure, et puisse cette facile prophétie lui être légère !

Un jeune écrivain — ce n'est point Dumas fils — a, de nos jours, essayé de réhabiliter Danton... Mon Dieu ! qui ne parvient-on pas à réhabiliter un brin ?

Danton, qui avait su tuer, sut mourir à son tour... Et puis après ?

Le réhabilitez-vous pour ses intrigues patentes au profit du parti d'Orléans ? Oublierez-vous que Lafayette et Saint-Just affirment qu'il était *payé* pour cela ? Le réhabilitez-vous pour ses relations non moins sonnantes et trébuchantes avec les ministres de Louis XVI ? Sans compter les *Mémoires de Lafayette* et ceux de Levasseur, n'avons-nous pas, à cet égard, les révélations de M. Thiers (II, chap. VII), et les affirmations de M. Louis Blanc ?

Dans une lettre « destinée à ne jamais voir le jour » et publiée tout au long dans la *Correspondance de Mirabeau avec M. De la Mark*, Louis Blanc cite le témoignage de Godefroid Cavaignac, frère du conventionnel de ce nom, lequel tenait l'anecdote de sa mère, et qui déclare que Danton dînant — avec Cavaignac et ses amis, se laissa aller à dire ces paroles monstrueuses :

« Mes amis, notre tour est venu de jouir de la vie ; les hôtels somptueux, les mets exquis, les étoffes d'or et de soie, les femmes dont on rêve, tout cela est le prix de la force acquise ? Après tout, voyez-vous, la Révolution n'est qu'une bataille, et son plus clair résultat est le partage, entre les vainqueurs, des dépouilles opimes des vaincus. »

Ah ! les terroristes de 93 étaient vraiment les modèles dont les communeux de 1871 devaient s'inspirer !

C'est de Danton que l'on peut dire surtout, avec Garât : —  
« Ah ! l'honnête homme ! Ah ! l'honnête homme, que ce grand seigneur de la sans-culotterie. »

Danton ne fut pas plus humain qu'il ne fut honnête. En septembre 1792, pendant les massacres, Danton était ministre de la justice... Il laissa libre cours à cette immense débauche d'assassinats.

Bien mieux, le premier acte de ministre qu'il posa, fut la création du tribunal révolutionnaire. Il faut tout dire : ce tribunal ne se montra pas digne, tout d'abord, de la mission *régénératrice* qu'on entendait lui confier : il ne fournissait qu'une tête par jour, et encore fallait-il plaider, supplier, vociférer, menacer pour l'obtenir des juges, cette tête !

L'impatience populaire voulait supprimer toutes ces formalités *inutiles*. Entre l'arrestation et la décapitation on ne voulait pas d'entr'acte.

Le 27 août, eut lieu cette fête hideuse dont la pensée et l'organisation sera la honte de la mémoire de Sergent.

Le 28 août, Danton monte à la tribune de l'Assemblée :

« C'est par une convulsion, dit-il, que nous avons renversé le despotisme, ce n'est que par une grande convulsion nationale que nous ferons rétrograder les despotes. On a fermé les portes de la Capitale ; on a eu raison : il était important de se saisir des traîtres ; mais, y en eût-il trente mille, il faut qu'ils soient arrêtés demain. Nous vous demandons de nous autoriser à faire des visites domiciliaires. »

Le lendemain, trois mille personnes étaient arrêtées ; deux mille furent retenues sous les verrous.

Le surlendemain, à la réunion du *Comité de défense générale*, Danton prononça ces paroles significatives :

« Reculer, c'est nous perdre. Il faut donc nous maintenir ici *par tous les moyens*. Parmi les moyens proposés, aucun ne me paraît décisif. *Il faut faire peur aux royalistes.* »

En quittant l'Assemblée atterrée, surtout par le geste *exterminateur* dont Danton avait accompagné ces mots, il se rendit au *Comité de surveillance*. Ce fut là que, dans la nuit, d'horribles projets furent arrêtés. Là, Danton fut de l'avis de Marat.

Ainsi donc, bien loin d'enrayer le mouvement en avant des massacreurs quand même, Danton le favorisa, le dirigea, l'excita.

Il fait plus : du haut de la tribune, il exhorte la Convention à s'associer à ce « mouvement sublime du peuple. » C'est alors qu'il prononça ces paroles restées fameuses :

« Que quiconque refuse de servir de sa personne ou de remettre les armes, soit puni de mort... *De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et la France est sauvée!* »

Le soir du 1<sup>er</sup> septembre, Danton, attablé avec de belles républicaines, Mesdames Desmoulins et Robert, trinquait galamment avec ces Grâces révolutionnaires.

A Grandpré, qui le suppliait de mettre fin au massacre, et de sauver les prisonniers restants, Danton répondait brutalement : — Je me f.... bien des prisonniers ; qu'ils deviennent ce qu'ils pourront ! »

A Mandar, qui lui demandait la répression énergique de ces saturnales du meurtre, Danton disait tranquillement : — « Sieds-toi. *C'était nécessaire!* »

A Brissot, déplorant la mort des innocents, Danton disait avec une fureur cynique : — « Il n'y a pas d'innocents. »

Danton signa la circulaire homicide de la Commune conviant la France à imiter Paris.

Danton harangua les assassins d'Orléans revenant d'abattre ceux qui leur étaient confiés.

Danton avait la force, comme Robespierre avait l'autorité.

---

## CHAPITRE IV.

---

Nous allons à présent, si vous le voulez bien, voir un autre de ces héros de 1793... Celui-ci, élégant, spirituel comme Rochefort, comme lui homme de lettres avant tout, n'eut jamais ni l'autorité de Robespierre, ni la force de Danton.

C'est Camille Desmoulins.

« Celui qui savait aimer ainsi aurait dû deviner l'art de bien mourir. »

Telle est l'oraison funèbre qu'un écrivain français prononça, en terminant une étude sur le rédacteur du *Vieux-Cordelier*.

Cette phrase commente la phrase dernière par laquelle Camille Desmoulins terminait sa lettre d'adieu à sa femme : « Adieu, ma vie, mon âme, ma divinité sur la terre ! Adieu, Lucile, ma Lucile, ma chère Lucile !... Mes mains liées t'embrassent et ma tête séparée repose encore sur toi ses yeux mourants. »

Oui, « celui qui savait aimer ainsi aurait dû deviner l'art de bien mourir. » Par malheur, l'amour et la mort sont deux, et Camille Desmoulins, s'il *savait* l'un avec ses enchantements et ses rêveries profondes, ne connaissait de l'autre que l'horreur et la brutale réalité.

Camille Desmoulins mourut mal : il faiblit, fut presque lâche et se révolta comme un enfant devant le couperet de Guillotin.

En somme, il mourut comme il avait vécu. Son existence entière n'est que perpétuelle révolte contre les autres et contre lui-même; que faiblesses sans raison et palinodies sans but... A une époque où l'on ne pouvait moins que jamais prévoir l'avenir, Desmoulins'ent le tort immense de ne pas même pouvoir pénétrer le présent.

On le voit, le *Mot d'ordre* descend en droite ligne de ce *Vieux-Cordelier*, qui jadis obtint un égal succès.

Camille Desmoulins naquit à Guise, en Picardie. Son père était lieutenant d'un bailliage. Camille, dès l'enfance, rêva un autre horizon; aussi prit-il son essor vers Paris, à l'âge le plus tendre. Il fit ses classes au collège Louis-le-Grand, où il se lia avec Robespierre.

Desmoulins avait un défaut de nature que ses premiers débuts au barreau ne corrigèrent point, quoi qu'il fit : il bégayait. Il fallut une grande émotion pour lui délier la langue...

C'était le 12 juillet 1789.

Un jeune homme, presque un enfant, sort du café Foy, au Palais-Royal. Il monte sur une chaise du jardin et se met à haranguer la foule, un pistolet dans chaque main : « Citoyens, s'écrie-t-il, je viens tout droit de Versailles : M. Necker est banni ; cette disgrâce est le tocsin d'une nouvelle Saint-Barthélemy de patriotes. Ce soir, les bataillons allemands et suisses descendront du Champ de Mars pour nous exterminer... Aux armes ! Prenons des cocardes comme signe de ralliement. Quelle cocarde voulez-vous ?

Quelqu'un cria : — Choisissez !

Et Camille reprit :

— « Volez-vous le vert, couleur d'espérance ? ou le bleu Cincinnatus, couleur de la liberté américaine et de la démocratie ?

Des voix alors : — Le vert ! le vert ! La couleur d'espérance...

— » Soit ! que tous les bons citoyens m'imitent donc.

Desmoulins, à demi étouffé sous les étreintes délirantes du peuple, descendit de sa chaise et orna son chapeau d'un large ruban vert qu'on venait de lui quérir. Il en distribua à ceux qui l'environnaient... Bientôt les rubans sont épuisés. Que faire ? — « Prenons les feuilles » s'écrie le jeune tribuna...

En un clin d'œil, les arbres du Palais Royal sont dépouillés.

Deux jours plus tard, Camille Desmoulins, à la tête du peuple, assistait à la prise de la Bastille. Ce fut son premier acte politique.

Desmoulins était doué d'une sensibilité excessive, comme bien le prouve la phrase de la lettre testamentaire que nous avons citée tout à l'heure. Il pleurait facilement, trop facilement. Sur ce point, un homme politique de l'époque actuelle lui ressemble fort : nous avons nommé M. Jules Favre.

Mais Camille Desmoulins, comme tous les êtres sensibles par l'imagination plus que par le cœur, poètes et rêveurs incorrigibles à qui manque sans cesse une volonté ferme, une foi sincère, Desmoulins fut, à ses heures, cruel, sanguinaire, injuste, odieux aux autres et à lui-même, maudissant, les remords venus, ses cruautés, ses injustices, ses violences sanglantes et pleurant sur ses erreurs en toute sincérité.

Du 12 juillet 89 au 5 avril 94 — jour de son exécution — il donna des preuves continuelles et singulières de cette sensiblerie toujours débordante. Larmes d'enthousiasme, larmes de rage, larmes de regrets, larmes de repentir et de remords, larmes de pitié et d'amour, larmes de femme et d'enfant maladif, Desmoulins les prodigua toutes. Il pleura beaucoup, ce révolutionnaire de la Terreur, il pleura trop.

Toute sa vie fut celle d'un grand comédien et pourtant qui lui eût dit qu'il ne sentait pas ce qu'il disait ou écrivait, lui eût certes fait injure... Il lui faut donc laisser sa part de responsabilité dans les drames politiques où il joua l'un des premiers grands rôles.



Robespierre, qui le connaissait du collège, le défendant un jour dans une séance des Jacobins, disait : — « J'engage Desmoulins à poursuivre sa carrière, mais je l'exhorte à n'être plus aussi versatile et à tâcher de connaître mieux les hommes de la Révolution.

C'était, en même temps, un conseil d'ami et une menace de compétiteur politique... Conseil et menace furent perdus pour Camille Desmoulins.

Après avoir signé, avec Danton, la pétition du Champ-de-Mars; après s'être paré, lui-même, du titre de « procureur général de la lanterne; » après avoir encensé le « divin » Marat; après avoir applaudi les septembriseurs, celui qui, de son propre aveu, se vantait d'avoir dressé par son pamphlet « *Brissot dévoilé* » l'échafaud des Girondins, celui-là trouva bon de revenir tout à coup à l'indulgence. Il recommanda l'installation d'un *Comité de clémence*, provoquant ainsi le renversement de la Terreur bien avant le moment déterminé par Robespierre !

Il faut tout dire : derrière Camille il y avait une femme, la sienne, celle-là même à laquelle il écrivait cette missive navrante dont nous avons cité un passage.

Il s'inspirait à la fois de Lucile, clément par grandeur d'âme, et de Danton, clément par ambition et calcul politique. Un jour, le général Brune, son intime ami, dit à Camille, au sujet de cette pitié subite et outrée : « Tu te livres et tu ne sauves rien. » Ce à quoi la tendre et héroïque Lucile répliqua : « Qu'il sauve son pays aujourd'hui... Nous mourrons demain ! »

Sublime bravade d'une femme qui sut mourir devant un homme d'esprit que la mort épouvanta.

Camille Desmoulins continua à jouer au Tacite, dans sa feuille du *Vieux-Cordelier*, son *Père Duchesne* à lui. Si bien qu'une seconde fois il revint, en accusé, aux Jacobins. Robespierre, cette fois, conclut à brûler les écrits du pamphlétaire.

— Brûler n'est pas répondre ! s'écria Camille.

— Que répondre, répliqua son ancien camarade de collège, à des pages qui font les délices des aristocrates ?

— Ici, tu me condamnes, fit Desmoulins, et pourtant chez toi, où je te lus ces lignes, tu m'approuvas.

— Tu ne m'as pas tout montré, et comme je n'épouse aucune querelle, je ne voulus point lire les autres. On n'aurait eu qu'à dire que je te les avais dictées !

Lâcheté d'un côté, mépris de l'autre... Robespierre livrait ainsi le *Comité de clémence*, Danton et Desmoulins, au Comité de salut public.

---

## CHAPITRE V.

---

Si plus d'un point de rapport existe entre la vie agitée, la politique fébrile de Camille Desmoulins et le socialisme nerveux de Rochefort, voici un farouche qui a fait même école encore, c'est le terrible Hébert, l'homme aux fourneaux.

Après le *Vieux-Cordelier*, le *Mot d'ordre* ; après le *Père Duchesne*, le *Père Duchesne* !

L'influence du *Père Duchesne* sur le peuple fut immense, et l'on peut dire qu'il fut véritablement l'oracle des classes populaires, qu'il inspira et guida, leur parlant son langage, en leur soufflant les velléités premières d'indépendance républicaine et de démocratique affranchissement.

Qu'était-ce que le *Père Duchesne* ?

Qui l'ignore ?

Un journal à un sou, plutôt un pamphlet quotidien, composé de plusieurs feuillets — huit au plus — et rédigé dans ce style imagé, pittoresque et grossier, qui est celui des porte-faix et des chiffonniers.

Est-ce tout ?

Non pas. Sous ce style à l'emporte-pièce qui était voulu et du reste très-réussi dans son genre, il y avait une forte dose d'esprit naturel et plus encore de philosophie réaliste, sous les apparences modestes du simple bon sens d'un chacun.

Paul-Louis Courier a dit du pamphlet que c'est une ou plu-

sieurs feuilles de papier noirci qui viennent on ne sait où, vont on ne sait où et se trouvent partout...

Tel était le *Père Duchesne*, avec cette différence en plus en sa faveur, qu'il s'adressait à tous, lettrés ou non et que le prolétaire qui en écoutait attentivement la lecture au coin du trottoir, les pieds dans le ruisseau et les épaules frissonnant sous la bise, le comprenait aussi bien que le républicain de bon ton qui le parcourait distraitemment les pieds sur les chemins.

Courier fut l'écrivain des républicains policés et raisonnés; Hébert était l'initiateur des masses brutales aux aspirations de liberté et de revendications humanitaires.

Hébert et le *Père Duchesne* ne font qu'un; celui-ci était incarné en celui-là. Il vécut pour son œuvre, et pour son œuvre il mourut.

Cependant, Hébert n'était point le créateur proprement dit, l'inventeur du *Père Duchesne*. Voulant répandre dans le peuple les principes révolutionnaires, les constitutionnels avaient créé déjà une feuille quotidienne sous ce nom. Le *Père Duchesne* original était rédigé de façon assez incolore, bien que ses pages fussent émaillées des « bougrès » et des « foutres » obligés, par un ex-employé des postes, du nom de Lemaire. Le succès de cette première tentative chagrina les montagnards et les hommes du 10 août, qui créèrent un nouveau *Père Duchesne*, décalque absolu de son prédécesseur.

Ce fut Hébert, alors à peu près inconnu, qui se chargea de la rédaction de la feuille concurrente.

Comme Hébert venait de sortir du collège et d'entrer dans la vie, une histoire scandaleuse faisait le sujet de toutes les conversations d'Alençon, sa ville natale. Il s'agissait d'une aventure d'amour, compliquée d'une tentative d'assassinat.

Un médecin d'Alençon avait, par pur et unique motif de jalousie, tenté d'empoisonner un malheureux garçon pharmacien.

Hébert écrivit contre le susdit docteur une virulente diatribe, un *placard*, comme on disait alors. Le bailliage d'Alençon qui, paraît-il, ne plaisantait pas, prononça contre Hébert une sentence de bannissement. Cette sentence fut annulée par le Parlement de Rouen, mais Hébert n'en jugea pas moins prudent de se réfugier à Paris.

Il y vécut longtemps misérable, tirant — comme il disait lui-même — « le diable par la queue, » vivant d'expédients et d'emprunts. Il faut lui rendre cette justice qu'il paya rigoureusement ses dettes plus tard et se montra toujours fort reconnaissant envers ceux qui l'avaient aidé de leurs bons offices ou de leur bourse, en ce moment critique.

Hébert obtint enfin la place de contrôleur en chef et de secrétaire, au théâtre des Variétés comiques, alors situé au Palais-Royal.

Mais c'est de la création du *Père Duchesne* que date sa fortune. Le succès de ce pamphlet, confié aux soins d'Hébert, fut réellement prodigieux ; son tirage se maintint presque constamment à *quatre-vingt mille*, ce qui est colossal pour l'époque.

La vente du *Père Duchesne* produisit net, à Hébert, un peu plus de *trente mille francs* ! Il dut également au succès inespéré de son œuvre la place de substitut du procureur-syndic de la Commune.

Jacques Hébert faisait partie du club influent des Cordeliers ; il en était même l'un des orateurs les plus écoutés.

Cependant, s'il prit une part active et bien évidente aux événements du 10 août, il n'est nullement prouvé, quoi qu'on en ait dit, qu'il participa aux massacres de septembre.

Un des côtés les plus curieux de ce curieux caractère, c'est, sans contredit, la haine innée qu'il avait vouée personnellement à Louis XVI et aux siens. La déposition d'Hébert, dans le procès de Marie-Antoinette, effaroucha la pudeur du tribunal révolutionnaire — et l'on sait s'ils étaient faciles à émouvoir,

ces juges de sang ! Le féroce Robespierre, lui-même, s'en montra indigné....

Au reste, plus l'échafaud se teignait de pourpre, plus le *Père Duchesne* « rigolait. » Il applaudit à l'exécution des Girondins ; il applaudit à la mort de Camille Desmoulins ; il applaudissait déjà au supplice, encore en expectative, de Danton et de Robespierre, lorsqu'il fut, à l'improviste, prévenu par ceux-ci !

C'est au *Père Duchesne* que l'on doit la profanation des églises et le trop fameux culte ridicule de la déesse Raison.

Comme si tout devait être contradiction dans Hébert, cet homme, immolé surtout comme prédicateur de l'athéisme, avait épousé une ex-religieuse de la Conception-Saint-Honoré, Jacqueline Goupille. Cette femme était spirituelle et pieuse ; elle avait conservé ses croyances religieuses et ses habitudes claustrales. Hébert la laissait en paix accomplir toutes les pratiques de la dévotion. La pauvre femme, mère de famille, n'en périt pas moins sur le même échafaud que son étrange époux, vingt jours après lui.

Ce fut le 4 germinal an XI, que cette *Marianne*, qu'il avait tant encensée, fit tomber la tête de Jacques Hébert.

Et comme on le menait à la guillotine, le peuple escortant la charrette qui le menait au dernier supplice, lui criait : « Ah ! foutre, il est bougrement en colère le père Duchesne ! »

Atroce ironie du sort, qui ne dut pas être pour Hébert le remords le moins cuisant...

En tête de chaque numéro de son pamphlet, le *Père Duchesne* était représenté, taillé en hercule, une plume d'une main, l'autre appuyée sur deux fourneaux, mal vêtu, débraillé, la pipe à la bouche...

Rien ne ressemblait moins à Hébert que cette image, espèce d'enseigne qui avait sa signification. Jacques Hébert était petit et fluët ; sa physionomie était fine et ouverte ; il était toujours mis avec une certaine recherche, s'exprimait avec élégance, et

aimait à s'entourer de tous les comforts de la vie.

Eh bien, cet aimable et galant homme avait assisté — et de près, — au supplice de Louis XVI, et avait eu soin, en compagnie de quelques fanatiques de l'échafaud, de tremper dans le sang royal son mouchoir de poche !

Hébert, ami des arts, avait chez lui une splendide gravure, représentant le Christ en compagnie des deux disciples d'Emmaüs. Sous le cadre, le père Duchesne avait tracé ces mots, à la sanguine : *Le sans-culotte Jésus soupant avec deux de ses disciples dans le château d'un ci-devant.*

Hébert aimait à faire chère lie... Il dînait à six heures et dînait grassement. Un jour qu'il avait convié un ami à sa table, un sans-culotte entra, sollicitant bruyamment une place de concierge de prison. Hébert promit la place et trinqua avec le solliciteur, ne lui ménageant pas les « bougres » et les « foutres. »

Quand il fut parti, Hébert se tournant vers son convive, lui dit en criant : « Vous voyez *Monsieur*, que ce patriote s'adressait au Père Duchesne, et vous avez entendu que c'est le Père Duchesne qui lui a répondu. A l'Hôtel de Ville et en fonctions, j'ai, comme dans le monde, un tout autre langage. Je suis même du petit nombre d'hommes du 10 août qui ont conservé leur coiffure et un costume décent. Les sabots de Chaumette ne produisent pas sur le peuple l'effet que Chaumette en attend. »

Le *Père Duchesne*, nous l'avons dit, n'était pas précisément un journal. Les nouvelles à la main, les *Faits Paris* y étaient introuvables. C'était un discours, une exhortation, une diatribe, sur un sujet à l'ordre du jour.

L'œuvre entière consiste en trois cent cinquante-cinq numéros, dont la collection complète est devenue une rareté hors prix.

Nous avons également dit tout à l'heure que le style plus qu'énergique du *Père Duchesne*, sorte de faux nez destiné à attirer l'attention des masses, cachait parfois des idées saines et justes.

Le passage suivant, sur l'instruction de la jeunesse, extrait de l'un des numéros de cette feuille légendaire, en donnera un exemple :

« Ce n'est qu'avec des lois sévères, et surtout par l'éducation, que l'on corrigera les vices et que les bonnes mœurs s'établiront ; mais attendons peu de ceux qui ont sucé le lait du despotisme et qui ont croupi sous l'esclavage. Les hommes sont comme les arbres : celui qui a été planté par un bon cultivateur, qui a été greffé à temps, dont les rameaux ont été émondés, dont une main salubre a éloigné toutes les plantes vénéneuses ou parasites qui auraient dévoré la sève, croît à vue d'œil et rapporte bientôt d'excellents fruits. Mais le triste sauvageon qui se trouve jeté au hasard sur une terre stérile, et qui est abandonné à lui-même, est étouffé par les épines ; les chenilles le dépouillent de sa verdure, et il se dessèche sans rien produire.

Non, *foutre !* non, jamais on n'aura de bons généraux, de bons magistrats, jusqu'à ce qu'une bonne éducation ait réformé les hommes ! Emprêssons-nous donc de former nos enfants sous les principes républicains. Que leurs mères soient leurs nourrices, la nature l'ordonne ; que les premiers mots qu'elles leur feront balbutier soient ceux de *liberté* et d'*égalité* ; que leurs vieilles grand'mères, au lieu de leur apprendre des contes de fées et de revenants, leur racontent, dès le berceau, tous les crimes des rois... aussitôt que l'enfant républicain marchera, *foutre !* qu'il soit placé dans les écoles publiques, où on lui apprendra avec l'A, B, C, la constitution ; ce sera là son premier catéchisme. »

On le voit, les mots *sans-culottes* n'émaillaient le style du *Père Duchesne* que comme un condiment obligé dont il ne faisait point abus, du reste...

Nous pouvons d'autant mieux comprendre aujourd'hui le succès de la feuille Hébert en parcourant les pages, uniquement grossières, de son successeur — car la révolution de



Montmartre a ressuscité le *Père Duchesne* comme celle de 1848, du reste. C'était écrit !

Voici un extrait édifiant du *Père Duchesne* — on a changé sans doute par ignorance l'orthographe du nom — en date du 24 *germinal an 79*, soit 24 mars 1871 :

« Ah ! foutre ! c'est le Père Duchêne qui était en colère hier soir.

Oui ! le Père Duchêne !

Qui pourtant d'habitude n'est pas bien méchant,

Et, foutre ! fait tout son possible pour donner de bons conseils aux patriotes,

Quoique certains jean-foutres disent que c'est un infâme !

L'infâme Père Duchêne !

C'est le mot qu'ils redisent tous.

L'infâme Père Duchêne !

Parce qu'il parle juste, et qu'il flétrit à son aise les jean-foutres qui nous ont trahis.

Qu'a-t-il dit, depuis un mois qu'il existe, le Père Duchêne ?

Qu'a-t-il dit ? foutre !

Toujours la vérité,

Franche sans se gêner ; parce que, ce qu'il a le plus en horreur, ce sont les traîtres à la Patrie et à la République !

Foutre, foutre ! les bons patriotes le lisent et l'aiment,

Parce qu'il est honnête,

Et qu'il cherche à ouvrir les yeux aux bons bougres que les jean-foutres ont trahis depuis le 4 septembre, et qu'aujourd'hui ils assassinent !

Ah, oui ! il était en colère cette nuit, le Père Duchêne ;

Car c'est lui qui, hier, a ouvert le feu !

Et il tonnait crânement !

Ah ! comme il était content aussi,

De démolir tous ces roussins qui venaient nous assommer avec leurs casse-têtes.

Comme sous Badinguet, foutre !

Car il faut que vous le sachiez, patriotes, les bons bougres du bastion des Ternes ont donné à un de leurs canons le Père Duchêne pour parrain !

Il ne laisse pas les bons patriotes aller se faire casser la gueule par les gendarmes !

Non, foutre !

Ça ne serait pas bien !

Le Père Duchêne est de la bataille,

Il en a déjà été, et foutre ! il espère bien en être encore !

Et vous pourrez voir son bon bougre de canon tous les jours en passant, patriotes.

Qui allonge au-dessus du bastion sa grosse gueule de bronze,

Qui, nom de nom, parle fort,

Et crache juste, allez !

Il est là, qui dort au soleil, couché sur son affût,

Et c'est lui qui a donné hier le signal, le canon du *Père Duchêne* !

Et voilà que tous les autres, qui n'avaient pas encore parlé, ont répondu.

Et, foutre ! ça n'a plus été qu'une sacrée pétarade,

Que vous avez tous entendue, patriotes,

Et qui, foutre ! n'était pas piquée des vers !

Comme on leur en a foutu une de ces brossées, aux jean-foutres !

Comme on a écrasé tous ces roussins de malheur !

Comme les patriotes ont vengé nos braves amis Flourens et Duval, et tous ceux qui sont morts, lâchement assassinés, Morts pour la Révolution sociale,

La Sociale, foutre !

La Commune, le Drapeau Rouge. »

Ce n'est plus seulement de la brutalité populaire, et le bon sens n'a plus rien à voir dans ces divagations coupables. C'est de l'hystérie littéraire !

D'ailleurs, ce *Père Duchêne* de carrefour est rédigé par un jeune homme du nom de Vermersch, auteur ordinaire de brochures érotiques, viveur émérite, qui ne vit en cette affaire qu'un moyen de « refaire ses fopds. »

Il y parvint, sans doute, car le *Père Duchêne* de 1871 eut — n'est-ce point navrant à dire — presque autant d'influence que le *Père Duchêne* de quatre-vingt-treize; seulement, Hébert était Français; Vermersch est Belge.

C'est une excuse... pour la Commune.

## LA RÉVOLUTION DE DEMAIN.

Elle se nommera la contre-révolution.

Après Paris, Versailles.

Après le règne éphémère de la Cour des Miracles à l'Hôtel de Ville, surgira du sépulcre blanchi de Versailles le fantôme de la *Réaction*, blême, échevelé, furibond, inexorable.

Paris et Versailles, les Communeux et les Ruraux, sont des frères siamois, enfantés le même jour ; l'existence de l'un se relie à celle de l'autre, au point qu'ils se copient et se reproduisent d'une façon inconsciente et presque providentielle.

Tous deux sont tour à tour cause et effet.

Tous deux tendent fatalement au même but :

**LA TYRANNIE !**

La Terreur, voilà leur système.

Terreur rouge. — Terreur blanche.

Leurs moyens sont les mêmes.

Cependant, la Terreur blanche est plus néfaste, plus mortelle.

La Terreur rouge est brutale, criarde, bravache et loquace. Pleine de forfanterie cynique, elle proclame ses actes iniques, s'en prévaut et les exagère volontiers. Elle se grise des ruines qu'elle fait, et plus encore de celles qu'elle s'imagine avoir faites.

La Terreur blanche, c'est la silencieuse.

Deux fois depuis 93, elle a fauché en France une moisson humaine effroyable. Ce fut une mer de sang ; nul n'a jamais compté ses victimes. Elle ne les a pas jugées pour ne pas parler.

Elle a tué ! tué ! tué !

En 1871, elle ne tuera plus.

Si de Maistre vivait aujourd'hui, il n'oserait plus glorifier le bourreau comme il l'a fait, et en faire le *« lien de l'ordre social. »*

La Réaction blanche, pareille à sa hideuse compagne, n'osera recourir au meurtre.

La Commune n'a pu empêcher que le peuple, dans son admirable instinct, ne brûlât la guillotine, pour que nul n'osât la relever.

Versailles, par hypocrisie, — par prudence peut-être, — sanctionnera l'abolition de la peine de mort.

A quoi bon tuer les corps ?

Cela se peut-il, d'ailleurs ?

Aujourd'hui, l'armée de la Liberté s'appelle Lé-  
gion.

Les bourreaux se lasseraient. Mieux vaut tuer  
l'esprit.

Ce que la Commune a commencé, Versailles l'ache-  
vera.

La Commune a comprimé, bâillonné la justice et le  
droit.

Versailles les garrottera.

Il respectera le corps.

Il tuera l'âme.

Sans liberté, la France n'est qu'un corps sans âme.

Versailles veut en faire un cadavre.

89, 93, 1830, 1848, 1849, et le 4 septembre 1870.

Autant de dates, autant de revanches à prendre !

Et l'Europe ?

L'Europe secondera la réaction.

Déjà, elle l'appelle de ses vœux liberticides.

Nous verrons, dans un doux accord, tous les gou-  
vernements forts se donner la main et tendre un vaste  
filet, à mailles serrées, au grand parti de la liberté !

— « Profitons de l'occasion » — murmure-t-on,  
dans les conciliabules de Vienne, de Berlin, de Saint-  
Petersbourg, de Versailles !

Les peuples de l'Europe, saisis d'épouvante, con-  
templant, terrifiés, le travail de dissolution accompli  
en peu de jours, à Paris, en France, par l'INTERNA-  
TIONALE,

C'est l'heure de les surprendre.

Sous prétexte de mesures préservatrices et défensives, enchaînons-les au rocher du militarisme.

Des armées permanentes colossales accompliront l'œuvre du vautour qui s'acharnera aux flancs de ce Prométhée immortel; elles l'épuiseront matériellement.

Des lois contre la presse et le droit d'association, des lois d'espionnage et de surveillance universelle lui ôteront la force nécessaire pour secouer, comme Samson, les chaînes dont on l'avait chargé pendant son sommeil.

On fera une nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée, des résolutions de Carlsbad. Cette œuvre de la Sainte-Alliance de 1815, on l'étendra à l'Europe, qui ne sera plus qu'une vaste nécropole, jusqu'au jour où retentira la trompette du jugement dernier de la révolution vraie.

Celle-ci ne se contentera pas de promettre la liberté, elle la donnera pleine et entière, sans restrictions aucunes, aux uns et aux autres, aux opprimés comme aux oppresseurs.

Mais, en attendant, que de mauvais jours! que de souffrances! que de larmes! que de désespoirs!

Voilons la statue de la Liberté et regardons passer la contre-révolution!









# LA TERREUR

OU

## LA COMMUNE DE PARIS

EN L'AN 1871,

DÉVOILÉE

**PAR W. DE FONVIELLE,**

Condamné à mort par la Commune.



**BRUXELLES**

**AU BUREAU DU PETIT JOURNAL,**

**26, RUE DE L'ÉCUYER, 26.**

—  
**1871**

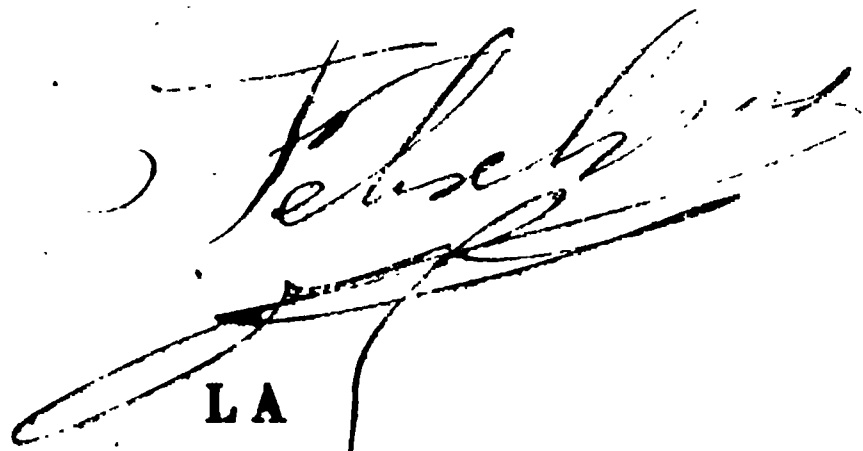


## SOMMAIRE :

La Commune des Parisiens. — La Commune des Francs-Maçons. — La Commune des Prussiens. — L'historique des Communes. — Abeilard-Marcel et Grommier. — Caboche le boucher. — Portraits des membres de la Commune. — Les relations de l'auteur avec chacun d'eux. — Lefrançais, ancien instituteur dégommé. — Son emploi chez Richer. — La barbe de M<sup>me</sup> Lefrançais. — Miot l'octogénaire. — Ses démêlés avec Raspail et Blanqui. — Delescluze, parasite de Ledru-Rollin. — L'inventeur de la manifestation Baudin. — Les journaux, l'Exposition universelle ; le *Réveil*. — Cournet. — Le duel de Cournet père contre Barthélemy, ancien forçat. — Ce qu'était Barthélemy. — Félix Pyat, le Pontife de la Commune. — Ses décrets. — Blanqui. — Ses condamnations à mort. — Son évasion après l'affaire de mai. — Sa dénonciation contre Barbès. — *Demande de la commune d'échanger Blanqui contre l'archevêque de Paris*. — Beslay, banquier, échangiste. — Son intimité avec Proudhon. — Verdure, ex-caissier de la *Marseillaise*. — Sa fille Marie, ses exploits. — Courbet. — Ses visites aux brasseries. — Décoration. — Motifs de sa haine contre la colonne Vendôme. — Rogeard, ses *Propos de Labienus*. — Ulysse Parent. — Sa femme modiste au quartier Breda. — Le coup de pied de l'agent de police André. — Le citoyen Floquet. — Le Prussien sur l'Orient de la loge 133. — Le zouave Jacob. — M<sup>me</sup> Floquet. — Les démissions de Floquet. — Ranc. — Paschal Grousset, le muscadin. — Sa lutte contre Rochefort. — Jules Alix. — Le gymnase Tryat. — Ote-toi de là que je m'y mette. — Versailles et une porte de Paris. — Arthur Arnould. — Son emploi chez Haussmann. — Jules Vallès. — Les harengs du père Richard. — L'argent de Rouher. — Vermorel vendu, mais non livré. — Sa mort anticipée. — Les soufflets de Cassagnac. — Cluseret. — Ses actes. — L'incarcération de Bergeret. — Mazzini et Bismarck. — Élysée Reclus. — Ses articles dans la *Revue des Deux-Mondes*. — Son frère Élie. — Leurs femmes. — Lockroy. — Sa conduite avec Thiers. — Henri Rochefort. — Sa *Lanterne*. — Son *Mot d'ordre*. — Gustave Flourens. — *Paris livré* et l'éditeur Guillaumin. — Le dernier dîner de l'auteur avec Flourens après sa condamnation à mort. — Projet d'évasion concerté avec Albert Alexandre. — Son duel avec Cassagnac. — L'impétueux Lullier. — Mort de Flourens. — Insulte à son convoi. — Le général Duval, le modelleur. — Arrestation du général Chanzy. — La préfecture de police. — La Commune et les aérostiers. — Évasion des membres de la Commune. — Robert Macaire grand communard.

---





# COMMUNE DE PARIS.



## **La Commune et les Parisiens.**



Dans les premiers jours de leur triomphe éphémère, les insurgés qui ont pris pour drapeau la revendication des droits de la commune de Paris ont balbutié timidement quelques arguments étrangers pour révéler aux populations surprises qu'ils comptaient, comme jadis Louis XVIII, après Leipzig et Waterloo, rattacher la chaîne des temps, et qu'ils venaient accomplir l'œuvre de l'émancipation des communes commencée par Louis le Gros.

La presse républicaine s'est montrée médiocrement touchée d'apprendre qu'on faisait assister la France à tant de scènes horribles pour compléter une révolution vieille de 66 ans.

Les conspirateurs prussiens, italiens, américains pour

la plupart qui sont accourus à cette curée universelle, nous ont été présentés comme étant destinés à couronner l'édifice fondé à Laon. C'est par des considérations historiques que ces novateurs si téméraires ont essayé d'excuser l'attentat prémédité, exécuté contre notre souveraineté nationale au nom de libertés municipales dont nous aurions bien le droit de ne point vouloir après tout. Serait-on fusillé au nom de la liberté conquise par le citoyen Delescluze, si l'on préférerait le régime du baron Haussmann à celui du citoyen Verdure et la musique de Paganini à celle du citoyen Billioray.

Ces allégations étranges sont une sorte d'hommage burlesque rendu à la raison par les inconnus qui sont sortis de l'ombre pour mettre au pillage nos caisses et nos droits. Les chefs de ces bandes étrangères devraient avoir d'autres arguments que la fusillade pour s'implanter chez nous.

Nous autres vrais Parisiens, qui sous aucun prétexte n'abdiquerions notre nationalité, nous avons le droit de nous étonner que des Français renégats, des Polonais élevés à Saint-Petersbourg, des Italiens mâtinés de Croatie, des Berlinoises de la plus belle eau viennent nous chasser de notre ville natale sous prétexte qu'il faut y établir une commune dont nous ne nous soucions en aucune façon.

En effet, nous avons appris dès notre enfance à nous préoccuper beaucoup des libertés de la France et fort peu des libertés de Paris. Que dis-je? nous avons été jusqu'à sacrifier, sans qu'il nous en coûtât un regret, à la République naissante toutes les libertés de notre cher Paris. Quand nous avons combattu pour fonder la République de Février, quand certains généraux de la Com-

mune, alors à la solde de Louis-Philippe, fusillaient nos frères, nous avons généreusement donné le suffrage universel à tous. Nous nous sommes contentés d'une commission municipale pour régler nos affaires de clocher !

Nous ne nous laisserons point toucher par les bruyantes protestations de coquins si peu célèbres qu'ils ont pu garder l'anonyme tout en signant de leurs noms. Nous savons bien que les inconnus qui ont envahi l'hôtel de ville sous prétexte de conserver les canons de Montmartre ne se préoccupent de notre commune, pas plus que nous ne nous préoccupons nous-mêmes des communes de New-York, de Rouen et même de Berlin. Nous savons bien, hélas ! que nous sommes tombés entre les mains d'une bande de canailles internationales, obéissant à un mot d'ordre qu'ils ne comprennent pas plus, qu'ils ne connaissent pour la plupart ceux qui les font marcher. On peut dire (phénomène unique peut-être dans nos annales) que Paris, ville de publicité et de lumière, est gouvernée par des hommes masqués !

Ah ! c'est bien le cas de dire avec notre pauvre Béranger :

Hommes noirs d'où sortez-vous ?

Car jamais bande plus noire ne s'est montrée sanglante sous le « glorieux haillon. »

Faire de l'histoire même frelatée comme le général Dombrowsky faisait des billets, les hommes qui siègent à l'hôtel de ville en sont profondément incapables, eux qui savent à peine l'orthographe nécessaire pour faire comprendre leurs bons de réquisition. Quels sont donc les croupiers d'idée qui alimentent leur polémique, et qui



doivent demeurer à quelque distance de Paris, à en juger au temps qu'ils mettent à répondre aux questions indiscretes. Car la fusillade est la seule chose qu'ils aient jusqu'à ce jour trouvé le moyen d'improviser.

Un trait de lumière sur la situation, c'est que les grotesques érudits de la Commune s'entendent à merveille avec les archéologues du gouvernement prussien. Ils prétendent venir, eux aussi, de l'époque où régnait le droit féodal et le droit divin, dont la Prusse monarchique et conquérante s'est ouvertement éprise. Leur argumentation sent l'époque où l'on mettait un paratonnerre sur le casque des soldats. Communards et *Juncker* semblent avoir puisé aux mêmes sources du vieux droit germanique, les uns et les autres semblent avoir pour idéal de faire remonter à l'humanité le fleuve des destinées. L'empire d'Allemagne avait sa confédération de villes libres du temps où les crapauds de Prusse n'étaient point encore sortis de leurs marais polonais. Le Louis le Gros du *xix<sup>e</sup>* siècle, celui qui rédigea la charte de la bonne ville de Paris ne serait-il point Sa Majesté l'empereur Guillaume? Est-ce que le prince de Bismarck ne serait point le greffier. N'est-ce point encore au nom de ces prétendus droits historiques que l'école pédante d'Allemagne a justifié l'amputation de la France; que l'on nous a enlevé nos forts d'Alsace et de Lorraine, dont ces faux partisans d'une fausse république universelle ont si lâchement oublié les souffrances et les patriotiques pensées! Ne rendraient-ils point un immense service à la Prusse quand ils ne feraient qu'occuper le tapis, que distraire l'attention européenne du grand crime international qui se perpète en ce moment.

---

## **La Commune et les Francs-Maçons.**

---

Hier encore, en passant par Saint-Denis, j'ai vu briller sur les murs de cette pauvre cité captive une preuve que la Prusse sait vivre en bonne intelligence avec toutes les institutions que le temps a consacrées. Une belle affiche lilas s'étalait entre une proclamation du citoyen Thiers et une notification du prince royal de Saxe annonçant que, par suite de la déclaration d'état de siège, toutes les publications seraient soumises au contrôle de l'autorité germanique. Ce placard lilas, autour duquel s'était groupée une foule de badauds, était signé Montanier, obscur Vénérable d'une loge encore plus obscure que lui. Comment se faisait-il que cette planche maçonnique pût s'étaler en plein soleil prussien ? Car le roi de Prusse a été solennellement traduit devant la loge suprême du rite écossais, sur les réquisitions du Frère Floquet, alors une des lumières de la loge 133. Le roi de Prusse aurait-il vu la lumière du temple de Salomon, puisque les balles des maîtres, au lieu d'aller chercher les Bismarck et les Guillaume, sont fondues pour les Arnaud, les Thomas et peut-être les Fonvielle aussi ? Le factum de cet honnête tartufe qui se nomme Montanier explique pourquoi les afficheurs de cette planche n'ont point maille à partir avec le commandant d'étapes, pas plus que les amateurs de noyades qui veulent jeter du haut du pont du Canal les colonels de la garde nationale parlementaire, pas plus

que les officiers-payeurs de la Commune qui viennent solder régulièrement les compagnies de marche pour qu'elles n'aillent point à Marly.

En effet, du haut de son Orient peu lumineux, le Vénérable Montanier adresse ses représentations maçonniques aux deux gouvernements français, à celui du rite de Versailles et à celui du rite de Paris. Il consacre pontificalement le schisme que la Prusse a tant d'intérêt à éterniser. Il engage l'Assemblée à traiter avec cette admirable Commune de Paris, si admirable que, si elle n'existait pas, la Prusse l'aurait certainement inventée!!!

---

## **La Commune et les Prussiens.**

---

Si l'on remonte à l'histoire de l'invasion de l'Empire romain, histoire que les barbares de 1871 ont apprise dans leurs écoles germaniques, on comprend la grande affection que la Prusse doit montrer, non-seulement pour la Commune de Paris, mais encore pour toutes les communes qui voudraient suivre l'exemple antipatriotique des communards de Paris. On ne comprend pas pourquoi les démocrates de 1871 auraient confiance dans l'esprit de clocher dont, jusqu'à ce jour, la démocratie a toujours eu horreur; mais on n'est point étonné des tendresses subites que M. de Bismarck pourrait manifester pour les communards de Paris.

En effet, les communes opprimées par les empereurs ont pris pour patrons, pour défenseurs, les évêques, qui, surtout en Gaule, ont pactisé avec les barbares et ont ouvert les portes de l'empire à leurs bons amis les Francs ! Les communes improvisées mettent leurs évêques au dépôt de la préfecture, mais la démocratie a des évêques socialistes à qui la Prusse ne fait pas peur, témoin l'accueil fait au citoyen Frankel par les membres du conclave de l'hôtel de ville.

Si jamais un temps devait paraître peu favorable à l'émancipation communale, n'était-ce pas au moment où la France signe la triste paix qui consacre sa ruine ? En effet, si cette nation guerrière et vaillante a été frappée d'impuissance, n'est-ce pas surtout parce qu'il a été impossible de coordonner les mouvements de soixante-dix départements, dès que Paris eût été séparé de la France par son investissement ? Fut-il né à Suresnes, il est plus Prussien que le roi de Prusse, le général qui combat pour compléter la dislocation de la France, qui veut rendre définitif son abaissement en la morcelant en quarante mille parcelles indépendantes ! Les philosophes qui trouveraient un argument pour conseiller ce suicide national ne seraient que des complices du Machiavel de Berlin, quand bien même ils se nommeraient le Frère Fauvety ou le citoyen Renouvier !

Ne faut-il point être fou pour espérer un seul instant que les libertés municipales des agglomérations urbaines seraient suffisantes pour garantir les villes fédérées contre l'ignorance des populations rurales livrées sans contrôle à la merci des nobles et des prêtres ? Si l'on échappait par miracle à la Prusse, ce serait pour tomber dans une affreuse Restauration.

Ne serions-nous pas tout préparés à devenir une autre Pologne, si notre contrée offrait le hideux spectacle de quelques flots d'athéisme dressant inutilement leur tête orgueilleuse au milieu d'un océan de superstitions ?

Est-ce que le droit communal à outrance prêché par ces faux fanatiques n'est pas destiné à dissoudre notre France aussi facilement que le *Liberum veto* des nobles de Pologne livra, il y a un siècle, la Pologne à la Prusse et à ses complices, l'Autriche et la Russie ?

---

### **La Commune et les ruraux.**

---

Nous ne ferons point à nos lecteurs l'injure de croire qu'ils n'ont point compris d'eux-mêmes et sans vain appareil de fausse érudition tout ce qu'il y a d'odieux dans le sans-façon avec lequel les *communards*, nouveaux aristocrates de la blouse, traitent trente-trois millions de Français. Non, ces trente-trois millions de Français, quoiqu'ils ne soient pas *affranchis* chaque matin pour dix centimes par le citoyen Grousset, ne sont point un vil bétail taillable et corvéable à merci. Ces ruraux, comme on les appelle, ne sont point la vache à lait des communes pas plus qu'ils n'auraient dû l'être de l'empereur Napoléon III. Si Dieu a donné la France en bail aux mamelucks de l'hôtel de ville, je leur dirai ce que le général Bonaparte disait

aux mamelucks d'Égypte : « Qu'ils montrent donc le bail que Dieu a passé avec eux. »

Rochefort a beau leur prodiguer le nom de rural, la démocratie ne veut pas qu'on fasse litière des droits de ces ruraux. Cette prétention serait au moins aussi odieuse que celle de Badinguet qui se servait des campagnes pour noyer le vote des villes. Ma foi, coup d'État pour coup d'État, s'il fallait choisir entre le prince Président et le vidangeur Lefrançais, je crois que je voterais pour que Décembre recommençât. Mais, Dieu merci, nous n'en sommes point réduits à hésiter entre Rouher et Jules Vallès, son ex-mouchard, entre Morny l'escroc et Dombrowsky le faussaire, entre Piétri, le chef de la brigade Corse, et Raoul Rigault, le *Polonais* des petites dames du quartier latin, entre Saint-Arnaud le massacreur et Eudes l'assassin.

Non, non, de pareilles conceptions ne peuvent venir à l'esprit que de maçons émancipés comme Martin Nadaud, de la Creuse, lequel est naturellement tout glorieux d'avoir quitté la truellerie pour gâcher dans son auge communiste et communaliste quelques principes de philosophie.

Comme les communes de Lyon, de Marseille, de Toulouse et de Lille ne figurent que sur les affiches noircies de mensonges communards par le blanchisseur Grolier, nous restreindrons notre étude sommaire à la commune de Paris.

Il ne nous sera point difficile de montrer aux gens impartiaux que les apparitions intermittentes des actes de patriotisme municipal parisien ont toujours été fatales au progrès des libertés publiques, à l'émancipation des vrais travailleurs et à l'évolution de la souveraineté nationale.

## **La Commune et la philosophie positive.**

Auguste Comte, entre deux actes de fièvre philosophique a cru faire une grande découverte en réservant à la ville chérie de Juliers le gouvernement révolutionnaire de la France. C'est en qualité de positiviste que le docteur Babinet et le rimailleur Stupuy voudraient fraterniser avec les ministres de Versailles sur le comptoir du grand liquoriste Stupuy. Mais, bien avant Auguste Comte et sa *philosophie positive*, Paris centralisait le véritable mouvement français. En effet, Paris est bien placé au cœur de cette noble contrée qui s'étend depuis les Alpes jusqu'à l'Océan, depuis les Pyrénées jusqu'au Rhin, et que malgré les traîtres de la Commune M. de Bismarck ne parviendra point à écarteler.

Tous les bassins des fleuves français, tous les versants des montagnes françaises, tous les dépôts des océans antiques, tout ce qui vit, tout ce qui se meut, tout ce qui pense, tout converge vers Paris.

Paris est le creuset où l'idée française s'élabore et s'affirme. Paris, malgré les lâches et les traîtres de la Commune, Paris est le raccourci de la France, comme la France est le raccourci de l'humanité !!

Auguste Comte n'a inventé qu'une chose. Il voulait que Paris mît à sa tête des prolétaires, ce qui peut être sage, car ces prolétaires il les voulait intelligents et doués de l'instinct de subordination.

Combien y a-t-il de membres de la Commune qui aient vraiment le droit de porter la blouse? Et parmi ces prolétaires combien y en a-t-il que Comte ne désavouerait pas? N'ont-ils pas fait peur par leur dévergondage d'idées à Ulysse Parent et à Loiseau Pinson!

---

### **La Commune et les Capétiens.**

---

Au moment le plus terrible de l'invasion, alors que la Gaule n'avait plus d'épées à donner à ses braves, Paris employa les larmes de ses vierges, et sainte Geneviève, sublime patriote, sut, suivant la légende, arrêter par ses prières l'indomptable Attila. Vrai ou faux, ce souvenir se place comme une inscription divine au frontispice de l'histoire de Paris. Cette circonstance est sans doute ignorée par les communards vendus à la Prusse, qui font flotter le drapeau rouge sur la basilique. Mais elle servira à demander grâce à l'histoire pour toutes les erreurs passagères de Paris. Pensons à sainte Geneviève toutes les fois que des traîtres pareils aux communards ont essayé de livrer la France en trompant Paris. Ce n'est pas le droit divin, c'est Paris qui a fait la dynastie des Capétiens forte, grande et populaire. Les prêtres de Rome avaient beau oindre à Rheims le fils de saint Louis ou d'Henri IV, ce n'était point la sainte ampoule qui les faisait régner.



## **La Commune de Marcel.**

---

Il n'est point étonnant qu'à une époque où la liberté était un privilège, et où les hommes les plus vaillants étaient obligés de se renfermer dans une armure de fer, Paris ait parfois trop cherché peut-être à s'isoler de la monarchie pour laquelle il avait fait tant de sacrifices, dont il avait payé la gloire de son or, de son sang. Les excès des communards de nos jours eussent été moins coupables en un siècle d'isolement général, où il n'y avait ni chemins de fer, ni télégraphes électriques, même à l'état de rêve, car la poste était encore à inventer !

La monarchie devait, par ses ombrages naturels, gêner une magistrature qui se rappelait des commencements des Capétiens. Ce souvenir n'était-il point à la fois une menace pour le possesseur légitime de la couronne, une espérance peut-être pour le chef de la municipalité parisienne, quelque humble que pût être son nom, quelque restreintes que pussent être les fonctions dont il était revêtu ?

La France doutait d'elle-même, et Paris pouvait douter de la France, lorsque la Commune s'est montrée pour la première fois. C'était au lendemain de la funeste journée de Poitiers qui livrait la France à l'étranger. Ces lugubres circonstances n'ont point eu d'analogues jusqu'à la crise que nous traversons aujourd'hui.

Pour prendre la dictature, le prévôt Marcel commença

comme ses imitateurs de Montmartre. Il aurait été digne de siéger au comité de salut public de la rue des Rosiers, à côté du général Gromier, car il fit massacrer les maréchaux de Champagne et de Normandie. Mais, montrant une générosité dont les Clémenceau de nos jours seraient incapables, il sauva le Dauphin en lui mettant sur la tête son chaperon rouge et bleu. C'est ce que n'auraient fait ni le citoyen Jaclard, ni le citoyen Dereure, adjoints de la butte, ni même le citoyen Clémenceau !

Ce chaperon rouge et bleu devint un symbole qui, plus heureux que le drapeau rouge des révoltés de 1871, parvint à rallier les bourgeois de toutes les bonnes villes.

Le prévôt Marcel, plus heureux que les délégués de 1871, parvint à rallier la confédération des villes que la Commune de mars n'a fait que de rêver. C'est le comité des bonnes villes qui permit à Marcel de dominer les États-Généraux, c'est-à-dire l'Assemblée nationale du temps. Cet exemple semble avoir tenté les tristes plagiaires de notre Commune, mais il ne saurait séduire les patriotes qui voient dans le maintien d'une république travailleuse et ordonnée la voie féconde de progrès certain. Ils laisseront le monopole de ces conspirations ténébreuses aux gens qui apprennent la morale et l'histoire dans le bréviaire de nos francs-maçons.

Le triomphe de ces bandes assassines de Marcel ne pouvait durer longtemps, car l'assassinat est la porte d'ébène par où entrent les gouvernements voués à une honteuse destruction. Il en fut du patriotisme de Marcel comme de celui d'Eudes l'assassin. Ce fut Marcel qui, de sa main prévôtale, se chargea d'introduire l'étranger. Cet étranger, ami de Marcel, était le roi de Navarre, Charles le Mauvais, ce hideux souverain flétri par l'histoire, com-

mandant des routiers qui servaient d'avant-garde aux Prussiens du temps.

Dire qu'il y a des gens que ces temps atroces ont frappé d'admiration, et qui, véritables savetiers politiques, ne savent que ressemeler de vieilles traditions éculées !

Ce n'était pas pour trahir la nation que les bourgeois de Paris avaient si patriotiquement fortifié leur ville, qu'ils avaient exécuté des travaux aussi gigantesques que ceux auxquels a donné naissance le dernier siège de Paris.

Marcel fut tué à coups de hache par son compère Mail-lard, au moment où il allait consommer son crime et ouvrir la porte Saint-Antoine à l'étranger qui occupait alors Saint-Denis !

Ce fut Paris qui se réveilla de sa longue torpeur, et qui, par le bras des loyaux Parisiens, se débarrassa lui-même du traître et de la trahison.

Thiers montre qu'il connaît bien son histoire, s'il est vrai qu'il en appelle de Paris ivre à Paris à jeun !

---

## **La Commune de Caboche.**

Le mouvement révolutionnaire confus qui éclata en même temps que les grands événements qui se passaient à cette époque, ont passionné bien des historiens. On a vu dans ces révoltés les ancêtres de la démocratie moderne. Il y a une école qui cherche peut-être à rattacher à ces crises les convulsions actuelles, comme les protestants cherchaient à répéter l'histoire des premiers chrétiens. Cette folie rétrospective est commune à tous les partis, et les annales du genre humain ou plutôt de la déraison inhumaine, sont peuplées de revenants. Il n'est de rêveur et d'utopiste qui ne cherche à se créer un état civil. Contentons-nous des saines lumières de la philosophie. Condamnons hardiment ces révoltes bestiales, indignes du marteau, de l'équerre et de la truelle, indignes du siècle où nous vivons.

Cette portion sombre de l'histoire est horrible, et jamais nos internationaux de 1871 ne pourront égaler ceux qu'ils semblent s'être proposé de parodier.

Alors comme aujourd'hui, les bourgeois des villes se réunirent pour lutter contre la royauté. Il n'y avait pas de frontières pour ces révoltés. On voit paraître, s'il faut en croire les vieux auteurs, la secte internationale pour qui la patrie est un vain nom. Mais quoique Londres, Gand et Paris s'entendissent mieux que de nos jours peut-être, les tentatives internationales aboutirent aux sanglantes exécutions de 1382. Ces efforts sauvages ne profitèrent

qu'aux bourreaux et aux rois. La violence produisit les malheurs publics, les crimes se multiplièrent à l'infini, mais dans ces affreux orages rien ne fut fondé.

Il y a mieux à faire pour un peuple qui possède le suffrage universel que d'avoir recours à la force. Cette dernière raison des rois ne saurait être la première des prolétaires, s'ils veulent être réellement émancipés, s'ils ne se contentent point des trente sous de la Commune qui finirait par les changer en malandrins.

Les travailleurs seront sauvés par la science et non par l'ignorance, dont le triomphe éphémère semble avoir abruti la nation. Car la vie morale, intellectuelle de la France semble s'être retirée depuis que cette bande internationale a surgi devant les regards du monde ahuri.

C'est dans le sang que l'on voulut noyer la révolte, et des exécutions en masse firent que les révoltés trouvèrent grâce devant l'histoire, et que souvent les historiens se montrent bien sévères pour la royauté. Les suites de ces vengeances impolitiques furent si terribles que nous espérons que 1871 ne copiera point 1382. Thiers ne sera point l'imitateur des premiers Valois.

Lorsque l'Angleterre menaça de nouveau la France, le peuple de Paris ou au moins les bourgeois furent désintéressés par leurs haines farouches. Il se trouva des bourreaux, des assassins en masse, mais on trouva peu de soldats. Les Bourguignons massacrèrent Louis d'Orléans dans la rue Barbette, et Caboché le boucher, Caboché acquit une célébrité que le citoyen Protot n'effacera pas.

La Commune de 1407 eut ses Rochefort qui se nommaient Jean Petit pour faire l'apologie du régicide en pleine Sorbonne; ses Delescluze se nommaient Jean de

Troye, Legoux, Hubert et Saint-Yon ! Rien ne manquait à cette débauche des corporations urbaines ; mais pendant que la France était perdue par ces bourgeois coalisés avec une reine adultère, elle était sauvée par une vierge rurale. Jeanne Darc, inspirée par l'amour de la patrie, mettait en fuite les Anglais ! En France quelquefois, n'en déplaise aux communards, les ruraux ont quelquefois du bon.

Ces prolétaires de l'intelligence, qui ne savent que copier leurs prédécesseurs, accouchent toujours d'événements hideux. La Commune de Caboché fut la caricature de celle du prévôt Marcel, comme la Fronde fut la parodie de la Ligue, comme la Commune de 1871 est la satire de la grande Commune de 1793.

Les cabochiens, aussi féconds que les communards de 1871, ont rédigé une ordonnance qui ne les rendit pas bien solides, car il suffit d'une portion de la *garde nationale* pour les chasser de l'hôtel de ville. Que nos triomphateurs de mars prennent garde aux idées de 1413. Paris se sauva lui-même comme il se sauvera encore plus d'une fois. Sans doute la honteuse fin du parti Caboché nous montre comment finira la sanglante comédie des nouveaux cabochiens.

---

## **La Commune des ligueurs.**

---

Lorsque le moine Augustin Luther déchira les bulles du pape, il donna le signal d'une grande révolution de l'esprit moderne contre la superstition antique. Mais ce fut la noblesse de France, qui était un peu rurale, qui adopta surtout avec enthousiasme la cause de la libre pensée. Quant aux bourgeois des bonnes villes, ils furent en général loin d'être sympathiques aux doctrines nouvelles. Si la France resta catholique, c'est que la croyance des communes, des gens de métier et des jésuites l'emporta sur celle de l'aristocratie. C'est une vérité historique qui est sans doute désagréable aux nouveaux maîtres de Paris, et dont ne se doutent point les fédérés qui ont incarcéré l'archevêque de Paris, et qui croient sans doute que la fédération des bonnes villes représente le *nec plus ultra* du progrès à outrance qu'on leur promet.

Comment les bourgeois ont-ils eu raison de cette aristocratie intelligente, que nous résumerons dans le nom vaillant d'Agrippa d'Aubigné, dans le docte Théodore de Bèze, dans le fulminant Calvin? Ce fut par le massacre hideux de la Saint-Barthélemy dont la garde nationale célébrerait aujourd'hui le troisième anniversaire séculaire si elle ne s'était trompée d'un an. La Saint-Barthélemy fut l'œuvre du comité de la garde nationale du temps, plus encore que du monarque assassin qui, du haut de sa fenêtre du Louvre, tirait sur ses sujets.

La ligue fut faite par les colonels de la garde nationale du temps. Les revues de cette armée fanatique font songer à celles que passent les généraux Bergeret et Cluzeret, escortés du citoyen Miot. C'est qu'aussi malheureuse que la religion catholique, la foi démocratique a ses jésuites aussi. Les prêtres et les moines, l'arquebuse sur l'épaule, marchaient en tête des bataillons qu'ils excitaient à l'assassinat, plus encore qu'à la guerre. La Sorbonne retentit des éloges du régicide. Rogeard, Vermorel, Longuet et tous les scribes de l'*Officiel* de la Commune ne sont que des plagiaires de ces grands théologiens farouches. Les thèses du xvi<sup>e</sup> siècle, appuyées sur l'histoire de Judith et d'Holopherne, sur l'ancien et le nouveau testament, sur l'histoire ancienne et moderne, ont une verdeur et une érudition que les théoriciens du xix<sup>e</sup> siècle n'égaleront jamais ! Renvoyons ces fanatiques dans les caveaux de l'église de Montmartre, où Loyola fit prêter à ses premiers disciples le serment de tout sacrifier en ce monde pour le triomphe de la papauté !

La ligue répondit au crime par le crime, à l'assassinat par l'assassinat. Elle eût manqué à la tradition farouche si elle n'avait trahi la patrie. En effet, c'était le légat du Pape et l'ambassadeur d'Espagne qui payaient les hommes obscurs, sans conscience, sans talent, sans vergogne dont la ligue, aussi peu difficile que la Commune, avait fait ses idoles, ses héros ! Il y a dans cette folie communale un certain progrès en ce sens que l'étranger de nos jours cherche à cacher sa main, quoique l'étiquette internationale soit de nature à éveiller les soupçons des gens les plus crédules et les plus confiants ! Bien des choses, du reste, sont pareilles : même cruauté froide bestiale, même absence de raisonnement, même obstination chez



les meneurs et peut-être mêmes regrets chez les dupes.

Henri IV montra qu'il était à la fois un grand cœur et un grand politique, Henri IV pardonna ! Il pardonna sans arrière-pensée, ce dont il fut puni par le poignard de Ravallac, car les jésuites de l'Église, pas plus que ceux de la politique, ne pardonnent à ceux qui leur ont pardonné ; mais la grandeur de la France était assurée. Paris était réconcilié avec la nation. Henri IV en mourant laissait Sully, et Sully prépara Richelieu.

---

## **La Commune de la Fronde.**

---

Après la grande pièce nous avons toujours la petite, après l'odieux, le grotesque, la farce ne manque jamais de couronner l'édifice de la tragédie.

Soixante ou soixante-dix ans après la ligue, les barricades reparurent. Les vieilles armes furent tirées des armoires et le peuple se souleva contre la royauté. Le mouvement ne fut point national comme celui qui éclata dans le même moment en Angleterre, et qui trouva son Cromwell. Condé, le dernier des ligueurs, alla quérir le secours de l'Espagne. Le succès de la ligue, pierre de touche dans notre France si patriotique, aurait livré la nation à un despote étranger. Le peuple abandonna la ligue, comme il abandonnera nos fédérés de 1871. Fati-

guées d'une anarchie sans but et sans portée les compagnies bourgeoises s'insurgèrent et imposèrent aux frondeurs la paix qui devait livrer la France au despotisme le plus terrible auquel elle ait été soumis. Des écervelés sans principes, sans foi religieuse, sans religion politique avaient préparé la dictature du monarque volontaire, absolu. Le Parlement, privé de véritables lumières, avait mérité que Louis XIV tout botté, vint agiter son fouet devant la perruque de ses conseillers.

La révolte de 1871 n'a point les duchesses aimables et guerrières dont le philosophe Cousin est devenu amoureux. La Fronde des internationaux n'a que des vivandières dont nous avons vu amener à Versailles de bien hideux échantillons. Mais l'hôtel de ville a vu les massacres de 1652 et la terreur du grand Condé a produit les effets qui sortiront infailliblement de celle que veut organiser le citoyen Protot !

Internationaux, lisez encore votre future histoire dans celle de ces ridicules agitations. Infailliblement elles nous préparent un Louis XIV, si l'ordre ne se rétablit point prochainement, car la France aura horreur de ceux qui s'appuient sur la Prusse, comme des traîtres qui allaient chercher l'Espagnol pour résister à Mazarin. Ni les chansons, ni les caricatures, ni les *mazarinades* de 1871 n'empêcheront le peuple de Paris de voir de quel côté est le droit républicain, et la France rurale finira par avoir raison de nos Prussiens urbains.

---

## **La Commune de 1793.**

---

Ce qui fit la gloire et le succès de la grande révolution, c'est qu'elle ne fut pas seulement l'œuvre des villes, elle fut l'œuvre de toute la nation. C'est, en effet, toute la nation qui se souleva contre la noblesse, le clergé et la royauté. L'explosion avait été préparée par une philosophie lumineuse, humaine et savante. C'était, en réalité, le génie de l'humanité qui cherchait à prendre possession du gouvernement des sociétés humaines. L'idée s'efforçait de conquérir le monde des faits et de se l'approprier. La France n'avait point pour but d'être conquérante autrement que par la pensée, mais elle ne voulait point s'immoler elle-même sur l'autel de l'humanité.

Les républicains étaient avant tout des patriotes, et les royalistes des traîtres vendus à l'étranger. C'était en qualité de complices de Pitt et de Cobourg qu'ils portaient leur tête sur l'échafaud. C'était pour répondre aux victoires des Prussiens qu'on massacrait les prisonniers royalistes de l'Abbaye !

Si quelques hommes furent suspects, peut-être à juste titre, de pactiser avec l'étranger, c'est dans les rangs de la Commune qu'il faut les chercher ! Ils étaient au nombre de ces agitateurs que Louis Blanc, alors apologiste de Robespierre, avait si énergiquement flétris. C'est de la Commune de Paris que sont sortis tous ces désorganiseurs qui ont précipité la Révolution dans la voie san-

glante au bout de laquelle se trouvait l'échafaud de thermidor et le fossé de brumaire, le panier de Sanson et le sceptre de Napoléon.

La Commune de 1793 avait ses généraux ridicules, qui, comme le stupide Rossignol, voulaient marcher majestueusement et en masse sur les Vendéens ! La République honnête et vaillante avait ses Hoche et ses Marceau, aussi impopulaires près des hommes de Septembre que le sont aujourd'hui à l'hôtel de ville les Faidherbe et les Chanzy ! La Commune avait ses savants, qui, dignes de fraterniser avec l'homme des Escargots sympathiques, se nommaient le docteur Marat. Elle avait l'ignoble Père Duchêne, que les Humbert et les Vermorel devaient ressusciter.

Elle avait aussi ses poètes, qui, au lieu de donner au monde *la Marseillaise*, avaient fait traîner *la Carmagnole* dans toutes les rues de Paris. Elle chargeait les cordonniers du Temple d'abrutir le jeune Capet. Elle avait ses tricoteuses et ses assassins soldés. Qu'est-il resté lorsque le ruisseau a cessé de déborder dans la grande cité ? De la fange et du sang, dont l'odeur a enivré des plagiaires de l'assassinat ! Les rois se sont servis de la Commune chaque fois qu'ils ont voulu écarter la république ! La Commune a été l'épouvantail que des espions payés ont bien des fois agité devant les yeux des bourgeois affolés !

Chaque fois que les princes ont eu besoin de faire peur à leurs dupes, ils ont eu recours à la Commune et au *chiffon radieux*, dont les élus de la Commune ont fait leur drapeau, leur écharpe.

Quand on voit apparaître ces hommes sinistres, ces fous de l'histoire qui prêchent l'assassinat, c'est qu'il y a

derrière ces fous un scélérat qui les mène. C'est une pensée criminelle qui exploite ces insensés ! Si l'on voulait que la Commune fît son chemin dans l'histoire, il fallait qu'elle se débaptisât. Il y a de ces noms sinistres qu'on ne porte point impunément deux fois !

---

## **La Commune justifie Napoléon I<sup>er</sup>.**

---

Le drame sanglant de l'empire fut le châtiment terrible des excès commis à l'ombre du nom de la Commune. Cependant la Commune de 1793 était moins coupable que la Commune de 1871, car elle ne prêchait pas la complicité avec l'étranger envahissant la patrie ! Quel serait donc notre châtiment si nous laissions la Commune traîtresse de mars pousser ses racines immondes jusque dans les égouts de Paris !

Déjà ce qui arrive justifie presque la conduite du roi Joseph, désertant Paris plutôt que d'armer les faubourgs ! On se prend à excuser Napoléon qui, après Waterloo, refuse le secours du peuple l'assiégeant dans l'Élysée !!

Comment aurait-on arraché les armes aux bandes qui demandaient qu'on les leur confiât pour la défense de la patrie ? Est-ce que la garde nationale improvisée en 1814 et en 1815 n'aurait point odieusement trahi la nation ?

Étaient-ce bien pour lutter contre les villes ou pour faire des sorties à l'intérieur, pour se lancer sur l'hôtel de ville que ces prolétaires demandaient des fusils de munition ?

Voilà les questions terribles que, grâce aux communs de 1871, on est obligé de se poser avec anxiété.

Le triomphe d'Assi, de Billioray, de Delescluze nous fait perdre, ou pour le moins ébranle nos plus patriotiques illusions. Quoi ! malgré ces progrès de l'idée démocratique dont nous sommes si fiers, nous n'aurions abouti qu'à armer des lazzaroni, qu'à mettre en état de guerre des bandes analogues à celles que dut mitrailler Championnet !

Peut-être sont-elles plus dangereuses encore, car pour les calmer, il leur faut trente sous par tête et par homme ; il ne suffit pas de liquéfier le sang de saint Janvier dans une fiole. C'est à la Banque que Beslay, vieillard positif, vient pratiquer des saignées !

---

## **La Commune et les affaires de juin.**

---

Le mouvement du 18 mars donne la clef, la philosophie de celui du 23 juin 1848. Les ateliers nationaux contenaient dans leurs flancs tumultueux le germe d'une Commune, et par qui cette Commune était-elle préparée ? Elle était préparée par les hommes que nous avons con-

nus sous l'empire, vivant à l'état de mouchards retraités ! C'est aux cris de « Vive Napoléon ! Nous l'aurons ! » qu'avaient eu lieu les émeutes. C'est par des agents bonapartistes que Bréa a été fusillé à la barrière d'Italie ! Le même complot sinistre transpire derrière les figures lugubres, quelquefois héroïques des prolétaires insurgés. Si ces insensés ont égorgé la République, c'est qu'une conspiration monarchique, — la ruse infâme est dévoilée de nos jours, — leur avait mis le poignard à la main. C'était le premier acte de décembre qui ensanglantait les rues de Paris !

Cavaignac commit de grandes fautes que Thiers n'imita point. Il frappa les soldats entraînés, innocents pour la plupart. Il laissa échapper les chefs. L'Assemblée constituante, qui était républicaine cependant, négligea l'enquête sur les menées monarchiques. Elle craignait de voir apparaître dans le sang et le pillage la figure sinistre du futur Napoléon III.

Voilà pourquoi il ne faut pas qu'une amnistie générale prive la République de septembre des preuves évidentes de la culpabilité des prétendants et des monarques étrangers. Il faut que l'on ne laisse échapper aucun des indices de culpabilité écrasante, qui permettront de remonter à Berlin, à Chislehurst et peut-être aussi à Claremont !

---

## **Les portraits des membres de la Commune.**

---

### **LE CITOYEN LEFRANÇAIS.**

Le citoyen Lefrançais a été le premier président de cette noble assemblée. Il l'a été au moment le plus périlleux. Car les membres n'avaient point encore pris l'habitude de figurer dans le sein d'une assemblée délibérante. Dieu seul sait le nombre de hurlements que le citoyen Lefrançais a dû essuyer. En ces temps héroïques de la crise communale, il aurait été absurde de songer à faire un compte-rendu même analytique ; autant aurait valu se poser en problème de dresser procès-verbal des apparences que l'on voit en regardant au kaléidoscope.

Des journaux habitués aux traditions monarchiques ayant imprimé que le citoyen Lefrançais était le président de la Commune, *la Commune a réclamé*. Elle n'a point de président. Elle n'a qu'un président de bureau que l'on change constamment. Le citoyen Lefrançais n'a point combattu la motion, mais ce n'est point à son initiative parlementaire qu'elle est due.

Le citoyen Lefrançais est un ancien instituteur dégomme sous la première république à la suite de manifestations socialistes. Il était au mieux avec Pauline Roland, la transportée de Décembre, qui avait formé son esprit et son cœur aux principes démocratiques. Le citoyen Lefrançais est marié devant M. le maire, ce qui est



rare. Sa femme est ornée d'une barbe très-apparente. Si le citoyen Lefrançais est obligé de filer en Angleterre où en Belgique, la barbe de sa femme lui donnera un moyen honnête de subsister. Je l'engage à la cultiver par avance avec un peu de pommade de lion.

Le citoyen Lefrançais a lui-même une barbe noire des mieux fournies. Il s'arrache avec soin les pœils blancs qui viennent déparer cet ornement de la démocratie. Sa voix est plus que mâle et son débit est plus qu'assuré. Il parle de tout avec éloquence quand il n'y a pas de danger. Arrêté après le 31 octobre, il a été moins heureux que Flourens. Le peuple ne l'a point arraché à la justice de la réaction. Il a comparu devant la cour martiale, et je dois dire que sa contenance a beaucoup laissé à désirer. Il a rejeté sur Flourens tout le poids de la journée, puis il attendait l'*omnibus* ! Pas plus que ce brave Maurice Joly, il n'avait craché au visage de la défense.

Devant le conseil de guerre la défense n'avait point d'ami plus dévoué.

Par pitié et dégoût, le conseil de guerre acquitta le citoyen Lefrançais, qui par profession ne se préoccupe ni de l'endroit d'où viennent les choses, ni du motif qui fait agir. Car il a été longtemps employé dans la comptabilité matière de l'usine Richer; on dit qu'il a montré dans cette place de confiance, de l'ordre, de l'économie. Lefrançais est un franc-maçon du rite écossais. Il appartient à la fameuse loge 133, où il a appris les belles manières démocratiques sous le vénérat du citoyen Schœffer, caissier du *Siècle*. C'était un des habitués du café de la Porte Montmartre où il faisait souvent honneur au *bras cassé*. Nous dirons ce qu'est le *bras cassé* à propos du citoyen Ulysse Parent, qui l'a, dit-on, inventé.

Lefrançais est dépourvu d'intelligence et d'instruction. Il y supplée par le toupet. Quiconque arriverait au milieu d'un de ses discours jurerait qu'il est éloquent ! Il faut quelque temps pour s'apercevoir que ce bavard ne dit rien ! Au demeurant c'est un être insociable, vain, vindicatif, lâche et ladre. Il ne me pardonnera jamais les vérités que je dis sur son compte, et s'il me tenait il me ferait piler dans un mortier. C'est par *antiphrase* qu'on le nomme sans doute Lefrançais. Car il n'a rien que d'anti-français. Il serait mieux à sa place dans la commune de Berlin.

---

MIOT.

Miot est un des derniers élus de la Commune, mais il n'est pas un de ceux qui se prennent le moins au sérieux. Il ne le cède pas sur ce point au citoyen Lefrançais. Il a les cheveux blancs et rares, la barbe abondante et encore parsemée de poils noirs. Cette barbe a fait longtemps sa gloire, et la terreur du père Dupin. A l'Assemblée constituante et à l'assemblée législative de 1848 le citoyen Miot avait la spécialité des interruptions. Si l'on avait la patience de coudre les uns au bout des autres toutes les interjections de cet ex-honorable, on arriverait à constituer un discours aussi long que celui du citoyen Thiers lorsqu'il a écrasé le citoyen Proudhon.

Miot était dans des temps plus calmes pharmacien à Clamecy, mais il n'aime pas qu'on lui rappelle les temps où il fut complice de M. Purgon.

Il affectait pour Raspail un mépris tout à fait aristo-

cratique, car le Camphre n'était pas un pharmacien suivant la formule de la loi. On devinait que le citoyen Miot n'était pas déshonoré. Le citoyen Miot est le seul représentant de la Législative qui ait eu l'honneur de la transportation dont ses autres collègues ont trouvé moyen de glisser entre les doigts du coup d'Etat. Miot fut envoyé dans une baraque de la province d'Oran au milieu du désert, où il ruina la République et subia ce qu'il avait de la pharmacopée. Après avoir fait un long stage dans les cables, Miot fut interné à Alger en l'annuité qu'il refusa vint le trouver. Il en profita, mais ce ne fut point sans avoir bombardé de protestations l'Akhbar, journal bonapartiste du lieu. Miot signait ses missives : ancien représentant du peuple, ancien conseiller général, etc., etc. L'Akhbar ajouta méchamment, en reproduisant la lettre : « Mais le citoyen Miot oublie d'ajouter ancien pharmacien. »

Le citoyen Miot prit part à la défense de Paris comme adjoint de je ne sais quel arrondissement ; il était alternativement un des coadjuteurs du citoyen Delescluze et du citoyen Motin. Comme on le voit, le citoyen Miot a été élevé à bonne école, et il n'a point son pareil quand il s'agit de crier à la trahison. Ses collègues n'ont qu'à bien se tenir s'ils ne veulent pas que le citoyen Miot les fasse pendre. Je ne crois pas qu'on ait jamais vu le citoyen Miot rire. Celui qui l'aurait vu devrait se garder de le dire, sans cela le citoyen Miot le ferait fusiller. Jadis le citoyen Miot avait en horreur le citoyen Blanqui. Mais aujourd'hui il le considère comme un martyr de la réaction. Nous ne sommes point curieux, mais nous donnerions quelque chose pour savoir ce que le citoyen Miot pense de cet infâme réactionnaire de Barbès, son ancien ami

qui a commis l'indélicatesse de démontrer que Blanqui n'était qu'un affreux mouchard vendu à la police de Louis-Philippe et démasqué par Taschereau.

---

DELESCLUZE.

Voilà un vrai grand homme, taillé en lame de couteau. Il a une sorte de maigreur constitutionnelle si obstinée que je doute que la table dictatoriale de la Commune l'engraisse, même quand elle jouirait de ses vingt cuisiniers dont la *Gazette de Versailles* veut qu'elle soit ornée. Delescluze est au déclin de sa carrière, ce qui n'est point étonnant, car il est né vieux et envieux. Je demande comment Ledru-Rollin, nature riche, planteuse, a pu s'attacher pendant si longtemps un pareil parasite. Il est vrai que c'est sans doute le parasite qui s'est attaché à lui.

Depuis qu'il n'est plus poussé par cette mouche dentelée, Ledru doit commencer à respirer.

Delescluze avait une réputation d'honnête homme si bien établie que, quand il attaqua Girardin, Girardin faillit être désarçonné. Delescluze n'avait *pas de carton*; il n'avait point de dossier politique.

En cherchant bien, Girardin trouva l'affaire de *Risquons-tout* dans laquelle Delescluze n'avait rien risqué du tout! Il avait envoyé de pauvres diables traverser pour lui le Rubicon.

Delescluze, si tendre pour la défense nationale, avait pourtant dans son œil la poutre belge, mais il n'y regarde pas de si près.

Delescluze est honnête homme. Il a une honnêteté de caissier, car c'est à lui que le citoyen Mottu, avant qu'il fut banquier, lui confiait sa clef. Il est vrai que les mauvaises langues prétendent que cette caisse, toujours à jeun, aurait pu être confiée à un forçat.

Le citoyen Delescluze a été rédacteur de *la Révolution démocratique et sociale*, que la réaction parvint à couler bas. Orné d'un nombre suffisant d'années de prison, il se réfugia en Angleterre, où il acquit une haine invétérée de tout ce qui est Anglais. C'est une manière comme une autre de payer l'hospitalité des gens.

Fatigué d'attendre la chute de l'empire, Delescluze résolut de chercher à la précipiter au risque de sa vie. Il se rendit à Paris pour diriger l'exécution d'un complot, sans doute préparé par Pyat ; car il était lardé de mouchards !

Delescluze, arrêté sur les indications de ces traîtres, fut envoyé à Cayenne, où il resta jusqu'à l'amnistie.

De retour à Paris, Delescluze attendit des temps meilleurs, en se nichant dans le fromage du citoyen Mottu ; puis il établit un journal industriel appelé *l'Exposition universelle*, où je faisais la partie scientifique. Delescluze voulait rester honnête et ne point vendre sa feuille. Il obtint la récompense de ceux qui ne veulent pas se vendre ! Sa feuille sombra. Cet accident prévu augmenta peut-être son humeur misanthropique, et Delescluze, le cœur plein de fiel, prit possession de la rédaction en chef du *Réveil*.

Le succès du *Réveil* fut lent. Le style de Delescluze a le malheur d'être endormant. Il est monotone comme son éloquence. Delescluze est resté ennuyé comme un classique. Il ne déride son lecteur que par les cris qu'il fait pousser à ceux qu'il déchire !

Delescluze inventa la manifestation Baudin. Il avait rêvé que dans cette tombe fermée depuis dix-huit ans il ensevelirait l'empire, et son rêve fut en quelque sorte réalisé. Cependant, *le Réveil* allait s'endormir, faute de lecteurs, au milieu de son triomphe. Si Delescluze écrivait comme il conspire, ce serait le phénix des auteurs de notre temps ; il rendrait des points à Victor Hugo ! Delescluze était un des fanatiques de l'abstention à outrance. Il déchirait les citoyens qui avaient la faiblesse de voter, même quand ce serait pour lui donner leur voix ! Ces principes ne l'ont pas gêné pour voter la validation des élections de la Commune, malgré le nombre effrayant des abstentions et des désertions. Le citoyen Delescluze n'était plus caissier fidèle en encaissant un pareil vote. Mais qui est-ce qui pense en ce moment à la caisse du citoyen Mottu ? Delescluze fut bon fils ; il pourvut pieusement aux besoins de sa vieille mère, et il loge avec sa sœur, vieille fille, qui est sans doute devenue aussi venimeuse que lui. A force d'être ambitieux, Delescluze finit par oublier qu'il l'est, et il est de force à se monter la tête au point de croire qu'il agit pour le bien du genre humain tout entier.

C'est petit à petit et pendant toute la durée du siège que Delescluze est descendu par degré au fond du gouffre dans lequel Dante renfermait les calomniateurs. L'investissement de Paris a *fourché* sa langue, a aiguisé son dard de scorpion. Il est devenu un des plus habiles Basile de la démocratie ; son amitié pour son ancien patron Mottu a beaucoup aidé à sa transformation. Nommé maire de la Villette, en remplacement du citoyen Richard, brave opticien, inoffensif et bien intentionné, le citoyen Delescluze n'a point tardé à montrer sa haute incapacité. Il

s'en est vengé en donnant sa démission, afin de devenir promptement maire de Paris. Dans les temps antérieurs au 18 mars, il était fougueux centralisateur, adepte passionné de l'école de Robespierre. Il est resté adversaire des socialistes. C'est à lui que la Commune doit l'ambition de conquérir la France; c'est lui qui a le plus contribué à empêcher la révolution de se localiser. Cette prétention de travailler pour toute la France est le trait le plus saillant qu'il ait conservé de ses anciennes opinions. En effet, il a laissé supprimer d'un trait de plume tous les journaux hostiles. Il est vrai qu'il ne fut jamais fanatique de la liberté de la presse, mais seulement de la liberté du *Réveil*, qui contenait à ses yeux tout l'évangile de la révolution. Le *Réveil* était imprimé rue d'Aboukir, chez Towne, avec la *Marseillaise*. Delescluze ne déguisait point le dépit que lui faisait concevoir la rapidité avec laquelle la prose de ce baladin de Rochefort s'écoulait, tandis que le *Réveil* n'avait qu'un succès d'estime chez les pontifes de la démocratie. Il est vrai que le *Réveil* paraissait le soir, et que par conséquent il était difficile de ne pas s'endormir en le lisant; mais Delescluze n'admettait point cette circonstance atténuante. Il ne commença à se réconcilier avec le peuple que quand on l'eut nommé maire d'abord et ensuite député. Le jour où il entra à la Commune fut sans doute le plus beau de sa vie. Delescluze doit avoir pourtant un remords. Non-seulement moi, qui fus son rédacteur, un peu son ami, je l'attaque, mais Ledru-Rollin ne le défend point. Le grand orateur garde un silence plein de réticence et de menace pour les gens qui trempent dans la comédie à laquelle nous assistons. Pour un pontife de la démocratie, la position est un peu risquée. Était-ce bien la peine de faire

le collet-monté pour s'asseoir à côté de Vallès, de Vermorel et du citoyen Assi?

COURNET.

Le citoyen Cournet était encore en bas-âge lorsque son père dut quitter la France, après avoir vaillamment lutté contre le coup d'État sur les barricades de Paris. Cournet ne s'appartient point, c'est un de ces hommes que Delescluze a fanatisé en exerçant sur eux une fascination inexplicable, car il n'a ni le talent de la plume, ni celui de la parole, ni celui de l'épée. Si Cournet s'appartenait, il ne serait point à la Commune, qui n'est, en réalité, que la suite de la Commune de Londres, par laquelle son père fut assassiné quelques mois après le coup d'État.

L'histoire sombre, lugubre, mérite d'être racontée, car je n'en connais pas de plus instructive pour permettre de toiser le degré d'égarement des communards.

Lorsque les proscrits républicains arrivèrent à Londres, ils ne tardèrent point à se diviser en deux groupes analogues à ceux qui se trouvent actuellement en présence au sein de la Commune. Cournet, le père, ancien officier de marine, était le plus vaillant des amis de Ledru, républicains formalistes ou au moins opposés à cette tourbe socialiste dans les rangs de laquelle grouillaient des espions de toutes catégories. La Commune révolutionnaire de Londres, entièrement à la dévotion de Félix Pyat, avait choisi pour spadassin un nommé Barthélemy,



ancien ouvrier mécanicien, dont la vie avait été déjà singulièrement dramatisée.

Barthélemy n'avait que 13 ans lorsqu'éclata, au quartier Popincourt où il travaillait, une terrible émeute dans laquelle un sergent de ville fut percé d'un coup de stylet. Barthélemy, arrêté dans la bagarre, fut accusé du meurtre. On le jugea en cour d'assises et on le condamna. En égard à sa jeunesse, on lui fit grâce de la vie et il alla au bagne, où il compléta son éducation qui avait été légèrement négligée.

Barthélemy profita singulièrement des leçons qui lui furent données, et quand la révolution de Février éclata, il était devenu un parfait scélérat. La révolution de Février le fit mettre en liberté, en vertu du même principe, malheureusement respectable, qui fit que septembre élargit Edmond Mégy.

Lorsque Juin éclata, Barthélemy se jeta avec ardeur du côté des barricades. Le sang coulait, il fallait que cette jeune hyène en goûtât. Peut-être était-il poussé par quelque agent secret des princes prétendants, ce qui n'était pas difficile, car pousser Barthélemy au crime n'était pas plus difficile que de lâcher une détente pour mettre en mouvement un tourne-broche quand le ressort est monté!

Barthélemy, qui était brave, se défendit bravement. Il fut pris et jeté en prison à l'hôtel des conseils de guerre, où la cour l'attendait. Mais des amis dévoués lui procurèrent une corde et une lime. Une nuit il sortit de son cachot avec un médecin nommé Lacambre, qui était son compagnon de captivité. Il se sauva par les combles de la maison voisine, empruntant le chapeau d'un habitant de la mansarde où il avait pénétré. Il le paya d'une pièce de cinq francs et d'un billet autographe. C'est peut-être

la seule fois qu'il trouva le moyen d'être honnête dans toute sa vie....

Arrivé à Londres, il fut engagé par la Commune de Pyat comme spadassin attitré. On le lança naturellement contre Cournet. Un duel fut arrêté. Les deux adversaires, placés à trente-cinq pas, avaient le droit de marcher l'un sur l'autre de dix pas. Cournet fait bravement ses dix pas..... et attend Barthélemy, qui ne bouge pas... « Marchez donc, dit Cournet... Marchez. » — « Non, je ne marcherai point, répond Barthélemy, je marcherai plus tard; vous tirez le premier. » — En disant ces mots, il se place fièrement, carrément, par la poitrine, au lieu de s'effacer. Il se croise les bras comme un homme déterminé. Tout brave qu'il fût, Cournet se sent impressionné... Impatienté, il tire... il manque, sa balle frise l'oreille de Barthélemy. Alors Barthélemy s'avance à pas comptés; une fois arrivé au mouchoir, il vise, il tire... mais son pistolet rate. Il avait été convenu entre les témoins, avant l'affaire, que tout coup raté ne comptait pas. Barthélemy demande une arme. Cournet, impatienté, lui jette son pistolet. Le témoin de Barthélemy le charge et le passe à son client, qui vise et tire encore... Cette fois le pistolet ne rata point... et Cournet roula dans la poussière, frappé d'un coup au cœur !

Nous espérons que le fils de l'assassiné, qui a abandonné l'Assemblée pour la Commune, lira ces lignes, et que ces lignes seront son châtiment.

Il sera bien assez sévère pour que nous ne lui en désirions point d'autre. Cependant nous devons raconter les événements qui ont privé la Commune de la présence de Barthélemy, qui aurait figuré avec honneur entre Pyat et Mégy, en face du citoyen Lefrançais.

Barthélemy, mis en liberté après un procès qui émut profondément l'opinion britannique, menait une existence panachée, fort suspecte à beaucoup de citoyens. Un certain jour, on apprit qu'il avait été arrêté après avoir assassiné un Anglais, dans le domicile duquel il s'était rendu dans un but inconnu, avec une femme dont le nom ne fut jamais révélé, et qui ne put être retrouvée. La version la plus probable est que Barthélemy se servait de la présence de cette femme pour extorquer de l'argent à cet Anglais. Chemin faisant, il brûla la cervelle à un citoyen qui, s'étant jeté sur lui, voulait l'empêcher de s'évader. Barthélemy, arrêté, fut traduit en justice comme après le meurtre de Cournet. Il dédaigna de se défendre, ce que sans doute il ne pouvait faire sans se déshonorer. Il fut condamné à être pendu, et fut en effet pendu sans avoir prononcé une seule parole qui pût mettre sur la trace des raisons pour lesquelles il avait commis ce nouvel assassinat.

L'exécution eut lieu avec un certain appareil militaire plus grand que de coutume, parce que l'on avait fait courir le bruit que les membres de la Commune de Londres allaient faire une tentative pour enlever Barthélemy. Mais il n'en était rien. Ce que ses collègues de la Commune de Londres auraient pu faire, eût été d'essayer de le rendre inviolable en votant pour lui. Mais Calcraft n'aurait point respecté une pareille inviolabilité.

---

FÉLIX PYAT.

Félix Pyat était le Pontife de la Commune révolutionnaire de Londres, comme il n'a pas craint de l'avouer en envoyant sa démission conditionnelle. Il faut qu'il ait plus que du courage pour accepter une pareille paternité. Car, de même que le cheval mort attire les mouches, aussi Félix Pyat traînait, tout vivant qu'il était, les mouchards après lui. Les Barthélemy au petit pied n'étaient point rares dans ce milieu putride dont les proscrits honnêtes, les vrais républicains, s'écartaient avec horreur. Les complots abondaient autour du dramaturge qu'un de nos amis appelait le *Mazzini des ruisseaux* !

Félix Pyat est doué d'une imagination sombre, chagrine. Il conspirerait contre lui-même, et s'il avait le courage de s'empoigner, il passerait sa vie en prison. Mais ce n'est point précisément par le courage qu'il brille. Bien au contraire. *Sa timidité d'exécution* est passée depuis longtemps à l'état de proverbe. C'est le théoricien du régicide. Il adresse des discours empruntés à la petite balle qui affranchira la démocratie, mais pour un empire vous ne lui feriez point tirer un coup de pistolet autrement que par procuration, au besoin potariée. Il fréquentait à Londres le British Museum, mais son humeur hargneuse le fit détester des conservateurs, qui saisirent l'occasion d'une incartade pour l'inviter à ne plus se représenter.

Félix Pyat a pris l'Angleterre en horreur pour la récompenser de l'hospitalité qu'elle lui a accordée. C'est le seul genre de reconnaissance dont il soit susceptible. Il faut qu'il ait bien peur de Delescluze, pour consentir à

délibérer avec lui. Mais c'est à la terreur que cet homme-épouvantail a toujours obéi dans toutes les circonstances de sa vie. Il se sent mal à l'aise à Paris, depuis que l'on parle de l'occupation de Saint-Denis. Car se sauver en ballon n'est point son affaire. Par exemple, il irait jusqu'au bout du monde si l'on n'avait pas besoin de sortir d'un égout pour y arriver ! Son aspect est sinistre ; son allure rappelle celle de la hyène. Mais c'est une hyène qui, si elle ne lèche pas son poil, lèche sa prose avec le plus grand soin. La fureur de cet énergumène sent l'huile... l'huile de poisson.

---

BLANQUI.

« Pleurez mes yeux, fondez-vous en eau,  
La moitié de ma vie a mis l'autre au tombeau. »

Il paraît que les royalistes de Versailles ont mis la main sur cette lumière de la démocratie. Ce petit vieillard fûté, au poil blanc, à l'air fauve, à l'aspect fuyant, s'est laissé prendre dans un terrier de province. Blanqui, le grand conspirateur par excellence, a pu asservir Paris par ses trames ; il n'a pas su conserver sa propre liberté.

Blanqui a un grand rapport avec Félix Pyat. C'est un conspirateur habile à fuir..... le danger ; un vrai vieux de la Montagne, aimant à juger les coups à distance, sans doute afin de mieux se rendre compte des effets. Même profondeur de creux, mais plus de nerveux dans le style, Blanqui est un Félix Pyat concentré.

Blanqui a mis en pratique le *sinit parvulos* du Christ. Il aime à s'entourer de jeunes gens. Il a commencé une active propagande pendant sa captivité à l'école pratique, où il fut renfermé pendant quelques mois.

Sa condamnation avait été injuste, quoiqu'il conspirât certainement, car il ne saurait se passer de nourrir quelques petits complots. Mais la police impériale était si niaise qu'on l'accusait à faux et que l'on trouva moyen de donner l'auréole de l'innocence à ce vieux pécheur endurci.

Blanqui a quelque chose de louche et de fuyant dans le regard. Il paraît qu'il n'était pas comme cela avant qu'il eût été flétri par Barbès, on peut dire aux yeux de l'univers entier. Condamné à mort après l'affaire de mai, Blanqui avait mangé le morceau comme un *coquin vulgaire*. Quand février vint, la vérité se découvrit. Barbès, le loyal Barbès, mit le traître au ban de la démocratie. Il faut que la dégénérescence de la morale politique soit bien prononcée pour que Blanqui soit toléré. Sa haine était si grande qu'il a trouvé grâce. L'amour, dit quelque part une héroïne de Victor Hugo, m'a refait une virginité. C'est par le fiel, le fiel seul que Blanqui, conspué, déshonoré, est arrivé à se réhabiliter aux yeux de certains fous. Aussi a-t-il été une des plaies vives de la démocratie.

La Commune voulait, paraît-il, échanger Blanqui contre l'archevêque de Paris ! L'offre était séduisante, car Paris fait depuis quelque temps une fameuse consommation d'archevêques, et monseigneur pourrait bien ne point sortir entier des mains du citoyen Raoul Rigault. Mais Blanqui sera privé d'assister à son triomphe éphémère et de dire sa messe rouge à l'hôtel de ville ! Blanqui est-il

malheureux d'être captif? Nous nous permettons d'en douter; car cette circonstance lui permet d'espérer qu'il se tirera des affaires sans être fusillé. Or, si Blanqui tient peu à la vie des autres, c'est parce qu'il croit que la sienne doit être à tout prix conservée comme essentielle au salut de l'humanité!

---

BESLAY.

Beslay fut le doyen d'âge de la Commune. C'est lui qui eut l'honneur de prononcer le seul discours que l'*Officiel* ait conservé à la postérité. Il est étrange que la Commune n'ait pas vu dans ce fait une violation du principe d'égalité. Il est vrai que les soixante-dix ans bien sonnés auxquels Beslay dut sa gloire passagère ne sont point, sans doute, enviés par beaucoup de gens.

Beslay fut député dès ses plus jeunes années, ce que, si je ne me trompe, son père avait été avant lui. Il figura avec peu d'éclat dans les chambres royales, et même dans les assemblées républicaines dont il fit partie. C'est un parleur très-diffus, qui ne lâche ses adversaires qu'après être parvenu à les assommer complètement; à moins qu'on ne se dérobe, on est sûr qu'il réussira. Beslay était un des habitués de la Réunion Delestre, où les démocrates du Quartier-Latin se réunissaient pendant cette longue captivité de Babylone qui se nomme le règne de Badinguet. Beslay était, je crois, un peu exécuteur testamentaire de Proudhon, avec qui il vivait sur un pied d'intimité. Ses idées d'échange lui avaient brouillé la cervelle. Il était aussi un peu banquier et devait avoir un

compte ouvert à la Banque de France. C'est lui qui fut chargé de la mission délicate d'expliquer à MM. les régents qu'il serait sage d'entrebâiller leurs coffres et de ne point répondre par un *non possumus* aux réquisitions de l'hôtel de ville. Le père Beslay a de l'ardeur, de l'entrain ; c'est un vieillard qui, malgré son âge, est beaucoup plus vert que bien des jeunes gens. Il était à Paris au commencement de l'investissement et s'engagea dans un régiment de ligne comme simple soldat. C'est seulement lorsqu'il eut été constaté qu'il ne pouvait faire le service qu'il quitta les rangs.

---

#### VERDURE.

Verdure est un homme de taille un peu au-dessus de la moyenne, de corpulence assez forte sans être obèse. Il est lourd et myope. Il porte du reste des lunettes. C'est un vrai caissier. Il était le caissier de la *Marseillaise* dans des moments où son poste s'approchait beaucoup d'être une sinécure, mais où il fallait de la tête et du discernement. En politique, on peut dire qu'il aurait besoin de mettre des lunettes encore beaucoup plus fortes que celles qu'il a déjà sur le nez ! Quoique la saison qui s'avance semble devoir, comme tous les printemps, lui être favorable, je doute que le citoyen Verdure ait par la suite beaucoup à se féliciter du rôle qu'il est en train de jouer en ce moment. Verdure n'est point de la catégorie des conspirateurs fluides et subtils qui se glissent partout. Il est du genre de ceux qui se laissent prendre à toutes les souricières et qui s'accrochent à tous les hameçons !



Une preuve que Verdure est convaincu, c'est qu'il a communiqué ses convictions à sa fille Marie, institutrice laïque dans une des écoles de la ville de Paris.

Marie Verdure est à la fois très-timide et très-indomptable, c'est une belle jeune fille appliquée à ses devoirs. Il serait à déplorer qu'il y eût en France un parti quelconque qui ne comptât pas dans son sein quelques femmes dignes de ce nom. Marie Verdure a signé des manifestes qui font plus honneur à son enthousiasme qu'à son discernement, et qui ont dû remplir de joie le père Verdure, meilleur communard qu'il n'est bon père en encourageant de pareilles divagations.

~  
—

#### COURBET.

Courbet est un des derniers élus de la Commune. Il doit sa nomination à une de ces minorités honteuses que le citoyen Delescluze a fait déclarer majorités suffisantes, et dont, malgré sa fièvre révolutionnaire, Rogeard n'a point voulu. Surtout lorsqu'il a absorbé un nombre suffisant de bocks, Courbet doit s'en contenter. Mais le matin, avant d'avoir commencé à tuer le vers, Courbet doit regretter le temps où ses actes politiques se bornaient à refuser la décoration et à signer des pétitions pour que l'on démolît la colonne Vendôme, symbole de gloire militaire dont son imagination réaliste a horreur. Courbet a, paraît-il, couvert sa poitrine d'une brochette de décorations étrangères qu'il avait reçues sans protester, et le précédent surintendant des beaux-arts était moins bien pourvu que lui. Courbet est fanatique de sa propre gloire.

Il ne s'aperçoit point qu'il la servirait mieux à coups de pinceau qu'en prenant, lui, l'homme de la réalité, le gouvernement de la Commune pour un gouvernement sérieux, car pour régner il ne suffit pas de faire empoigner les gens. Courbet a été perdu par sa haine d'Ingres, dont il a, dit-on, fait disparaître les toiles des musées. Mais nous doutons beaucoup que les troupes de la Commune lui donnent la satisfaction d'aller réquisitionner celles qui sont encore en la possession des Versaillais. Courbet est lâche dans sa vengeance; car il sait très-bien que les royalistes de Versailles ont trop de goût pour aller user de représailles envers lui, et pour refuser longtemps à ses chefs-d'œuvre la place qu'ils doivent occuper. Jamais Versailles, fût-il dix fois vainqueur, n'enverra les toiles de Courbet orner nos greniers.

---

ROGEARD.

Rogear, né pour être proscrit quand même, offre le plus curieux contraste que l'on puisse imaginer avec le gros peintre réjoui, pansu, qui voudrait que l'on fît de l'hôtel de ville la succursale de la Brasserie Hautefeuille. Rogear ne se serait jamais pardonné s'il avait manqué cette occasion de se faire transporter. Aussi faut-il lui savoir gré de l'éclair de bon sens qui lui a interdit d'accepter la validation de son mandat. Cette modération, qui ne lui est point ordinaire, a eu pour effet de mettre en évidence la lâcheté organique, mentale de Félix Pyat! C'est encore un service qu'il a rendu à la cause de la démocratie. Rogear n'est point un de ces êtres immondes. Il

serait capable, en un moment de fièvre, de prendre le poignard qu'il engage les bons citoyens à plonger dans le flanc des princes. Rogeard brille par les effets d'un style pesamment torturé; c'est un littérateur du genre constipé. Il a longuement digéré ses fameux *Propos de Labienus*. Il reçoit volontiers les conseils littéraires, et se serait certainement mis de la Commune, si la qualité de conseiller lui avait permis de mettre en réquisition l'érudition de son ami Despois. Rogeard en veut à la nature qui lui a donné juste assez de talent pour comprendre qu'il n'arriverait jamais à la gloire, parce qu'il ne serait jamais qu'un Courrier manqué. Il ne recommencera pas, quoi qu'il fasse, ses *Propos de Labienus*, et ce n'est point assez d'une brochure d'une feuille pour arriver à la postérité la plus reculée.

---

ULYSSE PARENT.

Le jour où Parent fut nommé fut le plus beau de sa vie. Si le peuple nommait le bourreau au suffrage universel, Ulysse Parent serait candidat permanent, non parce qu'il aimerait à être le portier de l'éternité, mais parce qu'il faut que Parent *soit*... quelque chose. Sans cela il n'y a plus de République. Nous sommes en monarchie dès que Parent est obligé de rentrer chez sa femme qui fait des modes pour les petites dames du quartier Breda. Ulysse Parent est devenu célèbre parce qu'un agent de police nommé André lui a administré quelque part un violent coup de pied. L'agent de Badinguet produisit un effet analogue à celui de Jupiter qui jeta Vulcain du ciel

sur la terre. Il précipita Parent de l'asphalte du boulevard dans l'égout des communards. Comment Parent s'est-il arrêté dans la dégringolade? Voilà un phénomène renversant. Est-ce qu'un peu de raison serait entré dans cette tête sans cervelle? Est-ce que ce moulin à parole cesserait de tourner à tous les vents. Parent démissionnaire, voilà un phénomène que je ne comprends pas. Le père Delescluze a dû être épouvanté de voir que Parent avançait dans sa fuite le rat Pyat.

Il esi vrai que Parent a fait un bond de la Commune dans le sein des comités de conciliation. Tudieu, quel conciliateur que ce dissolvant universel qui a appris la politique et la philosophie dans les loges des francs-maçons !

---

#### LE CITOYEN FLOQUET.

Peut-être cette démission fameuse est-elle combinée avec celle non moins fameuse du citoyen Floquet qui déserta Versailles comme Parent avait déserté la salle Saint-Jean. Dans ce moment Parent et Floquet se trouvent l'un et l'autre entre deux selles.... le Prussien sur l'Orient de la loge 133.

Ni l'un ni l'autre ne trouvent sans doute que les choses en doivent rester là. Si je suis étonné que Parent soit sorti de la Commune, je suis bien plus étonné encore que le citoyen Floquet n'y soit pas entré.

L'éloquence de Floquet est précisément de celles qui plaisent en pareil lieu. Que dis-je? Ce n'est que là que le citoyen Floquet, représentant du peuple démissionnaire,

peut se trouver dans son élément ! M. Grévy ne l'avait encore rappelé à l'ordre que deux fois ! Floquet allait être oublié à Versailles comme il l'a été au Palais.

Le citoyen Floquet a pourtant conquis sa célébrité au Palais, mais non point de la même manière que Jules Favre ou Picard. C'est en criant *vive la République* lorsque le Czar passa. Il fait de la politique comme le zouave Jacob faisait de la médecine. Par conséquent, peu lui importe que son malade vive. Il aime mieux la République morte pour la gloire du citoyen Floquet, que la proposition inverse.

Le citoyen Floquet est Alsacien par son mariage avec une demoiselle de la famille Charras, dont il s'est patriotiquement épris. Ce sacrifice était peu difficile à accomplir, car la mariée était riche, jolie et spirituelle. Le citoyen Floquet ne donnera pas sa démission de ce côté-là, car il ne saurait trouver mieux. C'est cependant par l'à-propos de ses démissions que le citoyen Floquet brilla. Adjoint du maire de Paris, le citoyen Floquet devint démissionnaire après le 31 octobre ; le peuple le récompensa en l'envoyant à Versailles où, comme l'univers entier le sait, le citoyen Floquet démissionna.

Evidemment de grandes destinées lui sont réservées. Je dois être fier de cet élève, car j'étais son chef de file politique à l'Ecole nationale d'administration. C'est moi qui l'introduisis dans le *Courrier de Paris*, où il débuta dans la politique sous les auspices de Clément Duvernois, alors une des espérances de la démocratie. Qui diable aurait pu prévoir qu'il avait un ministère dans le ventre. Le citoyen Floquet ayant démissionné un jour avant que le journal tombât, entra chez Nefftzer comme un âne en un moulin. Une démission, donnée assez à propos pour

avoir l'air d'une bonne désertion, bien franche, lui ouvrit toutes grandes les colonnes du *Siècle*, alors le Parnasse de la démocratie. C'est par une démission que sortit du *Siècle* le citoyen Floquet. Quand la démocratie de l'hôtel de ville aura des commissaires, des missionnaires ou des démissionnaires à expédier, le citoyen Floquet sera toujours là ! Le citoyen Floquet ne me pardonnera jamais ces lignes par principe, car je crois que jamais le citoyen Floquet n'a rien pardonné. Il est de ces hommes à qui il sera beaucoup pardonné... *en enfer*, non, bien entendu, parce qu'ils ont beaucoup aimé, mais parce qu'ils ont beaucoup détesté.

---

RANC.

Ranc sait quelque chose. Ranc veut quelque chose. Ranc est quelqu'un. Ranc est un véritable directeur de la sûreté générale. Ranc ne se compromettra point inutilement dans une bagarre dont il ne comprend ni le sens ni la portée. C'est par Ranc que le coup du 18 mars se rattache à la politique. Ranc est le fil qui rattache la Commune, dont il ne fait plus partie, à l'Assemblée, dont il n'est plus membre et à d'autres choses dont il sera certainement. Ce fil est un de ceux qui ne se coupent jamais.

L'histoire parlera de Ranc ! C'est à Ranc qu'il appartient maintenant de décider du jugement que portera la postérité. Ranc peut être la porte de l'enfer et aussi celle du paradis. Il y a bien des espèces de rancunes, mais il n'y a qu'un Ranc et il ne saurait y en avoir qu'un.

---

PASCHAL GROUSSET.

Paschal Grousset s'engagea dans les chasseurs à pied. Il fut réquisitionné par la commission des barricades. Ses exploits militaires se bornèrent à remuer des pavés.

Paschal Grousset est un des beaux fils de la Commune. C'est lui qui représente dans ce milieu l'élégance française et les grâces méridionales. S'il n'avait été journaliste, Paschal Grousset aurait eu beaucoup de succès comme garçon perruquier. Son physique l'aurait mené aussi loin que sa prose. Il excelle à mettre des papillotes à la vérité. Ces papillotes sont en papier à chandelle, il est vrai, tant il est grossier dans sa manière d'écrire. Il a le style d'un bellâtre. La violence le distingue. Au milieu de la cacophonie de la presse enragée, il joue le rôle de l'homme canon. Grousset veut que l'on parle de lui. Il n'est pas fâché qu'on en dise du bien, mais si l'on en disait beaucoup, il verrait qu'on se moque de lui et il ne le pardonnerait jamais de sa vie.

Grousset voudrait faire oublier Rochefort, qu'il a longtemps flatté, et qui n'a point sans doute à se louer de l'avoir écouté. Grousset est de la Commune et Rochefort n'en est pas. Voilà ce qui le console quand il lit le *Mot d'ordre* après avoir griffonné l'*Affranchi*; mais le peuple ingrat n'a pas donné à Grousset le droit d'aller à Versailles pour donner sa démission. O canailles d'électeurs, vous qui avez nommé Floquet, pourquoi avez vous oublié Paschal dont le nom rime avec Valet ?

JULES ALLIX.

Javais cru jusqu'à ce jour que Jules Allix serait le délégué des fous. Pourquoi les fous n'auraient-ils point leur entrée en ce cénacle? Mais je m'aperçois que malgré sa charge des escargots sympathiques, Allix a su manœuvrer avec beaucoup d'intelligence pour se concilier les sympathies *des escargots de rempart*! Cette folie était feinte. Jules Allix le hurleur suivait le conseil de Proudhon, et faute d'avoir un pistolet il tirait des petits coups de pétard pour faire tourner la tête aux passants. La preuve que j'en rapporte, c'est qu'il n'a point été assez fou pour oublier de faire donner à son beau père Tryat un cours de gymnastique destiné à régénérer l'humanité en général et la famille Tryat en particulier. Ces grands énergumènes, que l'on mettrait volontiers à Charenton, sont au fond de la même pâte que bien des bourgeois. Leurs manifestations les plus déréglées sont souvent une variante de *l'ôte-toi de là* que je m'y mette. Une fois arrivés à quelque chose, ils seraient d'assez bon diables s'ils trouvaient le moyen de se débarrasser de leur queue.

Mais que d'Allix voudraient avoir un gymnase pour le donner à leur Tryat, et mettraient le monde en branle pour que ce gymnase se put trouver. Mais en ce moment je ne me sens pas le courage de dire trop de mal de ce grand amateur de gymnastique. Car c'est sans doute en pluie d'or que va se changer Jupiter-Thiers pour conquérir Paris-Danaé.... une porte ne saurait valoir bien cher. Un peu de courage à la poche du budget. Il y a



bien à la Commune des gens honnêtes qui, après s'être vendus à la Prusse, ne demanderaient pas mieux que de devenir honnêtes en se vendant à la France.... dix fois plus cher qu'ils n'ont jamais valu.

---

ARTHUR ARNOULT.

Arthur Arnoult est l'ancien secrétaire de la *Revue nationale* publiée par Charpentier, le célèbre éditeur. Il n'était point encore *international* dans ce temps-là. Arnoult maniait l'étrille pour lustrer le poil du coûteux cheval de bataille que Charpentier entretenait dans son écurie du quai. Mais là ne se bornaient point les occupations d'Arnoult. Il était employé à l'hôtel de ville au plus beau temps du baron Haussmann. On l'aurait bien étonné en lui disant alors qu'un jour viendrait où il remplirait l'hôtel de ville de sa gloire. Mais le baron Haussmann reviendrait qu'Arnoult ne s'en formaliserait guère, pourvu qu'il eût part au gâteau municipal. Arnoult a la morale de Gaucho et de Sosie. Il ne s'en cache point et n'affiche pas de doctrines sévères. Il n'a de prétentions ni à la vertu, ni même à l'esprit. Pourvu que sa prose se paie, peu lui importe qu'elle paraisse. Après avoir pris l'argent pour écrire il serait enchanté d'en prendre encore pour supprimer. Il n'a même pas l'hypocrisie de soutenir qu'il ne se sauverait pas. Il ne tient point à passer pour brave. Partout ailleurs qu'à table c'est un sceptique; comme ce n'est plus un des jeunes, il était temps qu'il eût accès à une table où l'on dîne bien. Arnoult est du

parti de ceux qui pensent qu'Esaü a bien fait de vendre son droit d'aînesse. Si Versailles a des lentilles à lui servir il fera en sorte que la comédie finisse par un bon dîner.

---

JULES VALLÈS.

Voilà un cynique, que les honneurs doivent incommoder ! Il était mieux à la Villette avec les harengs du père Richard qu'à l'hôtel de ville, s'il n'y a que des poissons aristocratiques et du vin fin. Vallès aime véritablement les harengs et le petit bleu.

Il a pris l'argent de Rouher pour se faire nommer député et pour tomber ce traître de Jules Simon ! Est-ce qu'il ne fallait pas que Jules Vallès vive ! C'est être bien réactionnaire que de dire que Jules Vallès a mal fait. Que serait devenu le *Cri du Peuple* si Jules Vallès était mort de faim ! Est-ce que tout le monde, sous l'empire, n'a pas été mouchard un peu ! Jules Vallès n'est pas brave, c'est-à-dire sa langue est vaillante. Il n'y a que les jambes qui ne le soient pas. Jules Vallès est un Diogène qui n'a même pas de tonneau, et qui ne se lave que lorsqu'il tombe dans le ruisseau. La Commune devrait lui voter un savon municipal, mais le savon est la seule denrée que par principe la Commune n'ait jamais réquisitionné.

---

VERMOREL.

Encore un client de Rouher, à ce que dit la chronique de l'OEil-de-Bœuf. Mais si Vermorel a pu se vendre, ce que j'ignore certainement, Vermorel ne s'est pas livré. Heureusement pour Rouher, qui n'aurait su que faire de cette marchandise-là ! Pour ambitieux, Vermorel l'est et l'avoue facilement ; mais pour traître, Vermorel serait le dernier à s'en apercevoir.

Vermorel a édité les œuvres de Robespierre ; sans doute qu'il ne les a pas lues, ou s'il les a lues il ne les a pas comprises, ou s'il les a comprises on ne s'en aperçoit point, parce qu'il traîne dans une Commune où Hébert aurait peut-être eu honte de figurer. Il a créé une multitude de journaux qu'il a tués sous lui, et il s'en vante comme s'ils avaient été tués par les boulets ennemis. L'ambition d'être rédacteur en chef lui ayant conseillé une multitude d'actions embrouillées, nous croyons que Vermorel reculerait devant peu de choses pour couronner l'édifice de ses patriotiques destinées.

Nous avons connu Vermorel travailleur, pauvre, mourant de faim ; nous le croyons homme de pensées troubles, mais s'il prend de l'argent, ce n'est point pour thésauriser. Nous croirons tout de Vermorel, même le bien, mais nous n'avons jamais cru qu'il ait été se faire tuer à Courbevoie, comme le bruit en avait couru. Le plus grand acte de courage que nous lui ayons vu accomplir, est de se laisser cracher à la figure par les Cassagnac. Cependant il est des cas où Vermorel se bat. Il a tenu vaillamment une épée qu'il touchait pour la première fois de sa vie.

GÉNÉRAL CLUSERET.

Il n'y a guère de cas, au contraire, où Cluseret ne se batte pas. Un des torts de la défense nationale, est de ne point avoir trouvé les moyens d'utiliser les talents militaires de ce guerrier universel, qui taille ses plumes avec un sabre, mais qui, quelquefois, s'en sert assez bien. Il est vrai que, poussé par une ambition ingouvernable, Cluseret a tout fait pour dégoûter le gouvernement de l'employer. Trochu a bien vu que Cluseret était un canon chargé de picrate qui ne tue jamais que les gens assez pour le mettre en batterie.

Cluseret préfère perdre Paris sous lui, Cluseret, que de l'avoir sauvé sous Trochu. Il a un caractère entier, despotique. Il faut qu'il brise ou qu'il soit brisé, qu'il domine ou qu'il périsse. Pour être dominé, il ne le sera jamais et il ne l'a jamais été. Cluseret a dû exciter des haines et des jalousies immenses depuis qu'il préside à la défense de Paris. Les défaites inévitables lui seront imputées comme des crimes par les communards qui rendraient des points aux Carthaginois eux-mêmes dans cette manière de crucifier les chefs malheureux. Il lui sera bien difficile d'éprouver des échecs et d'échapper au soupçon de trahison. Pour lui, la plus difficile de toutes les victoires serait de conserver sa popularité. Mais Cluseret n'est point homme à bénir la main qui l'emprisonne, comme le général philosophe Bergeret. Il faut que celui qui l'arrêtera le fusille sur place, s'il ne veut être fusillé.

Cluseret connaît admirablement le terrain où les armées

**opèrent. Si Thiers lui donnait le commandement de l'armée de Versailles, en deux jours il aurait pris Paris, mais il voudrait prendre Versailles le lendemain, et Thiers serait bientôt le brosseur de Cluseret.**

---

## **La ménagerie internationale.**

Le temps, le courage nous manquent pour éplucher les vrais internationaux, ceux qui ont préparé et exécuté le coup, auquel tant d'autres se sont ralliés. Quand nous disons les vrais internationaux, il faut s'entendre, car les vrais internationaux d'Angleterre les renient presque tous. Tolain, un des leurs, est resté à Versailles, et ils l'ont, dit-on, excommunié. Pourquoi fouillerions-nous plus longtemps dans cette fange, qui n'est point le fumier d'Ennius, car pas une perle ne saurait s'y trouver.

Je m'arrête involontairement à la pensée que dans cette bande internationale se trouvent à la fois des agents de Bismarck et des agents de Mazzini. Je crois que c'est de Mazzini que Bismarck s'est servi pour s'entendre avec la démocratie avancée..... si avancée qu'elle pue comme un gibier faisandé !

Mazzini, en effet, est jaloux depuis qu'il fait de la politique de cette nation généreuse qui se nomme la France. Sa haine est la seule chose qu'il n'ait pas cachée ; il veut rehausser Rome, non en lui donnant ce qui lui manque, mais en rabaissant Paris. Son but est double : en amoindrissant la France, il est d'accord avec Bismarck, qui n'a rien à craindre de ces rêves ; la Révolution lâche la proie pour l'ombre d'une chimère. D'un autre côté, Mazzini sert ses rancunes personnelles ; il se venge du siège de Rome en obligeant la France à assiéger Paris.

Le siège de Rome, il nous le reproche, à nous, qui, le 13 juin, avons achevé de perdre notre République pour essayer de sauver sa patrie ! Il doit triompher en ce moment, sans s'apercevoir que Bismarck joue avec lui comme il jouait il y a deux ans avec Badinguet.

Si quelqu'un pouvait faire pardonner au Pape d'être Pape, ne serait-ce point Mazzini ?

---

## **Les Martyrs.**

---

Il n'y a pas de cause qui ne compte dans son sein un certain nombre d'hommes de bonne foi. Le contraire serait malheureux pour la nature humaine. L'enthousiasme est une qualité qui heureusement se met à toutes les sauces !

La Commune a donc ses martyrs aussi ; mais précisément parce que toute cause quelconque est dans ce cas, le dévouement de quelques hommes n'est point suffisant pour infirmer nos prémisses et pour démontrer qu'il y a des idées au milieu de ce fouillis de vulgaires déclamations.

Nous serons généreux pour étendre ce mot, et nous ne le marchanderons pas à ceux auxquels on pourrait le refuser. Tout homme qui souffre est respectable, par cela seul qu'il souffre, même quand la cause pour laquelle il

s'est armé est injuste. L'intérêt public peut même, dans certaine mesure, s'appliquer légitimement aux traîtres qui ont livré la patrie. Dès qu'il est démontré qu'ils ne peuvent plus nuire, la politique inflexible perd ses droits ; c'est l'humanité qui reprend les siens et les conserve jusqu'à ce que toutes les traces de nos dissensions soient effacées. Mais si nous voudrions pouvoir désarmer la vengeance publique, dès que la République sera sauvée, dès que le salut du peuple sera assuré, ce n'est point sur les chefs que notre sollicitude se manifestera principalement. Nous réserverons notre influence et nos démarches pour les soldats obscurs, qui souvent n'ont marché que contraints et forcés. Les uns, en effet, l'ont été par la pression directe, par la menace de la violence ; les autres, au contraire, par la faim, *malesuada fames*. Les ateliers étant fermés, ils ont dû demander aux affreux ateliers de la guerre civile leur subsistance quotidienne. Voilà les malheureux héros, peut-être, quand ils se dévouaient pour leurs femmes et leurs enfants, dont nous devons cicatriser les blessures et atténuer les douleurs.

Mais n'oublions pas surtout combien de tristes malentendus ont été nécessaires pour que des Français s'armassent contre des Français ! Ne perdons pas de vue nos propres fautes, le silence de l'Assemblée, que nous sommes obligés de défendre, la pression des calamités publiques, quand nous songeons aux pères sans enfants, aux enfants sans pères, aux femmes sans maris.

Par un décret aussi menteur que les autres parties de son programme, la Commune a promis d'adopter ces veuves, ces orphelins, ces vieillards sans appui. Acceptons franchement, noblement, largement l'héritage de ces misères, que de méprisables ambitions nous ont léguées.



Les républiques doivent être grandes et généreuses, même pour leurs ennemis. Tâchons de nous réhabiliter en montrant au monde que nous savons que république oblige et que nous faisons nos humbles efforts pour parvenir à nous montrer dignes d'être républicains.

---

ÉLYSÉE RECLUS.

J'ai été bien étonné d'apprendre qu'Élysée Reclus avait été pris parmi les gardes nationaux qui ont exécuté la grande sortie où Flourens a perdu la vie. Je croyais à Élysée Reclus plus de bon sens, et, véritablement, son entraînement me paraît inexplicable, quoique la famille Reclus habite Batignolles et que l'influence du voisinage explique bien des choses.

Élysée est un écrivain de la *Revue des Deux-Mondes* et des guides Hachette, qui est loin de manquer de talent. Je connais beaucoup de gens qui l'admirent, mais j'avouerai que leur enthousiasme ne m'a pas séduit. C'est un grand travailleur, très-appliqué, qui a écrit un ouvrage très-étendu sur la terre, et qui parle *ex-professo* de l'immensité. Comment, diable, va-t-il se fourrer dans une bagarre communale !

Les Reclus sont deux frères qui habitent fraternellement la même demeure et qui mènent une vie honnête, honorable. Leur père, pasteur protestant, un peu borgne, leur a donné une sévère éducation, analogue à celle que recevaient les pasteurs du désert. Élie et Élysée ont senti le besoin de prophétiser comme leurs homonymes bibli-

ques. Ils ont signé un manifeste de conciliation, sans comprendre sans doute que conciliation voulait dire trahison.

Il faut espérer qu'on rendra Élysée à Élie, sans cela Élie se ferait bientôt tuer ou prendre pour rejoindre Élysée. Étrange contraste que ces deux frères si tendrement unis. Le brun a épousé, je crois, une blonde, et le blond une mulâtresse. C'est l'aîné qui paraît le plus jeune, et le plus grand suivant la chair est le plus petit suivant l'esprit.

---

LOCKROY.

J'ai écrit contre Lockroy en des termes amers avant de savoir que Lockroy était pris. Je me réjouirais de cette capture, si je n'avais point attaqué Lockroy. Il fallait taper dans le tas, je l'ai pris comme j'aurais pris un autre, sans qu'il fût plus coupable que ses confrères en conciliation, On me dit qu'il vaut mieux que le commun des députés, des millionnaires et des maires capitulards. Je le crois sans peine, car ces messieurs valent bien peu de chose, suivant moi. Dans son cas, il y a une circonstance qui me touche. Lockroy a refusé la liberté que Thiers lui apportait. Refuser la liberté c'est beau, car c'est dur, et cela prouve en faveur de celui qui le fait.

Mais ce n'est point cependant de sa captivité que Lockroy est le plus à plaindre, c'est de songer au bien qu'il aurait pu faire, au mal qu'il aurait été à même d'empêcher, car Lockroy sait manier vaillamment la plume. Il sait tourner une épigramme. Il sait s'indigner avec cœur,

avec âme. Pourquoi a-t-il mis ces qualités si précieuses au service de vils intrigants? Pourquoi a-t-il prêté son esprit à des calomniateurs de bas étage, à des gens qui lui ont fait gaspiller sa gloire littéraire? Pourquoi n'a-t-il pas suivi la voie austère de la vérité mâle? Pourquoi Loc-kroy a-t-il obéi au vil plaisir de flatter les passions populaires?

Il est une jouissance plus noble réservée aux âmes fières et pures, c'est de savoir qu'on devient impopulaire parce que l'on dit courageusement la vérité; alors on entrevoit comme une ombre de la joie divine qui envahit l'âme des grands sages de Socrate buvant la ciguë, de Jésus sur son calvaire et de Coligny massacré!

---

HENRI ROCHEFORT.

Henri Rochefort est libre... il publie son *Mot d'ordre*, du moins. Mais quelles pensées doivent traverser son active et impressionnable intelligence, en présence de si grands événements!

N'est-il point le premier à sentir la décadence... de son bon sens, de sa raison. Dieux puissants, le voilà, l'homme inimitable qui a terrassé l'empereur, obligé de lutter avec Vésinier! Combien il doit regretter ces jours de cellule où il jetait un regard furtif à travers les barreaux de Sainte-Pélagie pour apercevoir la femme aimée qui se cachait des sergents de ville, et qui mendiait un sourire en se penchant gracieusement à la fenêtre du marchand de vin. La *Lanterne* restera comme un monument immense, si

Rochefort n'emploie pas tout son esprit, toute sa science à la gâter ! Rochefort a instinctivement horreur des drôles. La suppression des feuilles lui a fait horreur. Il a protesté... Sans doute, il protestera encore. Que Rochefort redevienne Rochefort, et la République aura remporté une victoire plus grande que celle que prépare, dit-on, Mac-Mahon.

---

GUSTAVE FLOURENS.

Si Flourens n'est plus, je n'ai point à me le reprocher. J'ai employé honnêtement toute mon influence sur son cœur, sur sa raison, pour l'empêcher de se mêler à cette horrible affaire des canons. Si Flourens n'avait point été condamné à mort par la cour martiale, Flourens aurait quitté la France, et peut-être vivrait-il encore. La République compterait un républicain de plus !

Arraché par ses amis à la captivité, Flourens s'était caché chez un de nos amis communs, homme dévoué, intelligent... Dans sa retraite, Flourens composa un réquisitoire contre le gouvernement de la défense nationale. Ce réquisitoire, il l'intitula : *Paris livré*, titre menteur, mais mensonge honnête, car Flourens croyait tout ce qu'il écrivait, et trop souvent, hélas ! tout ce qu'on lui disait.

*Paris livré* devait paraître chez Guillaumin, éditeur du *Journal des Économistes*, homme très-moderé, trop modéré peut-être, mais qui était lié avec la famille Flourens, parce qu'il devait sa fortune, en partie du moins, à la publication des œuvres du père, secrétaire perpétuel

de l'Institut. Mais quand M. Guillaumin apprit que Flourens avait été condamné à mort, il crut qu'il serait peut-être fusillé s'il persistait à mettre en vente *Paris livré*... M. Guillaumin changea donc d'idée, et Flourens dut prier l'ami dévoué, dont je parlais tout à l'heure, de lui chercher un autre éditeur. Ce que fit cet ami. L'éditeur se trouva sans difficulté, mais cela prit du temps et, pendant toutes ces démarches, l'affaire des canons éclata. Le comité de la garde nationale mit le feu à la mine stupide qu'il avait bourrée de mensonges pendant tant de semaines.

La dernière fois que je vis Flourens, c'était le dimanche qui précéda le 18 mars. Il me fit l'honneur de dîner chez moi. Comme il avait sacrifié sa longue barbe, il ne se ressemblait pas à lui-même et par conséquent, surtout le soir, il pouvait circuler partout. Nous avions été, quelques jours auparavant, visiter les ruines du château de Meudon, passant les portes en plein jour sans prendre aucune précaution. Nous plaisantions gaiement sur la condamnation à mort, et nous ne doutions point que, dans quelques jours, elle serait si cruellement exécutée. Mon ami Albert Alexandre de Lille était du dîner, et Flourens lui donna rendez-vous à Bruxelles, où il devait se rendre quand il aurait quitté la frontière. Mais il ne voulait plus se mêler d'affaires politiques ; il avait formé le dessein de changer de nom, pour éviter certaines importunités. Le souvenir de Baury, ce traître qui l'avait poussé dans des complots vendus d'avance, le tourmentait constamment.

Flourens commençait à se défier de lui-même, et, en effet, dans bien des circonstances, il avait été son pire ennemi. Il avait gaspillé, sans profit pour sa gloire ni

pour la République, une popularité immense. Il l'avait gaspillée, non par ambition, mais par faux calcul patriotique, car le gouvernement de la défense nationale n'avait rien négligé pour se le concilier ! On aurait donné à Flourens tout ce qu'il aurait pu décemment demander ; mais Flourens avait craint de prendre et surtout de se rallier sans arrière-pensée à des hommes dont il se défiait. Il y avait sans doute autour de ce cœur simple, de ce grand enfant, un émule de Baury.

Flourens avait beaucoup de qualités, mais il lui manquait la douce influence d'une femme, car Flourens n'avait jamais aimé ! Ce n'était pas par principe ou par défaut de tempérament, c'était par exaltation d'idées.

Il y avait une destinée funeste qui semblait décider que Flourens dût périr à Chatou. Car c'est à Chatou déjà que Flourens avait échappé par miracle à l'épée de Cassagnac qu'il avait follement provoqué.

Flourens qui, de sa vie, n'avait jamais été à la salle d'armes, avait été jaloux des lauriers de l'impétueux Lullier, espèce d'Achille de la démocratie militante. Il avait jeté le gant de si rude manière, que Cassagnac avait dû le relever. Mon frère Ulric, qui avait accepté d'être témoin, fut épouvanté quand il vit Flourens le fer en main. Car Flourens l'avait noblement trompé, refusant de prendre des conseils, et se déclarant de première force à l'épée. Flourens fut touché à trois reprises ; la troisième assez grièvement. Mais Paul de Cassagnac, il est juste de le dire, n'usa point de ses avantages, sans cela Flourens était perdu.

Flourens fut soigné avec dévouement dans une maison de campagne voisine de l'auberge où il fut tué. Il connaissait parfaitement le pays, et il avait de belles chances

de s'évader s'il avait pu échapper aux premières recherches.

Je ne m'arrêterai point à raconter les circonstances douloureuses de cette mort. Ma pensée se reporte sur cette mère dont Flourens était l'orgueil, et qui le soigna saintement pendant une longue convalescence. Je me figure cette petite maison calme, riante, si voisine de l'auberge rouge, dont le sang de Flourens devait bientôt humecter le sol fangeux !

Dire qu'il s'est trouvé un monstre pour reprocher à cette mère infortunée les larmes, le deuil, le convoi de son fils bien-aimé !

---

#### LE GÉNÉRAL DUVAL.

On m'a dit que le général Duval était modeleur de son état. Je n'ai pu vérifier ce dire. Ce que je sais, c'est que ce général Duval était un homme, et je ne suis point étonné de la lettre hautaine que sa mort a inspirée à sa veuve. Cet homme devait être aimé.

Je n'ai vu le général Duval qu'une seule fois, et j'ai bien pu le juger, car il était alors dans l'exercice de ses fonctions. Voici les circonstances qui ont fait que je me suis trouvé en rapport avec ce météore militaire, qui comme une étoile filante n'a fait que de passer. Un des actes les plus répréhensibles de l'insurrection est sans contredit l'arrestation du général Chanzy et des officiers qui l'accompagnaient. Un de ces officiers se trouva être un ancien compagnon d'armes de mon frère Ulric. Il avait fait avec lui la campagne de la Shenandoah et il avait

traversé l'Atlantique pour offrir son épée à la République française qui l'avait acceptée. Après une pénible campagne il venait à Paris, où il se voit arrêté comme suspect parce qu'il portait l'uniforme d'un officier français. Il ne connaissait à Paris qu'Ulric. C'est à Ulric qu'il adressa sa lettre. Il croyait que le nom d'Ulric était encore une recommandation.

Il ne savait pas que cent fanatiques se prétendant républicains auraient volontiers exécuté le crime qu'un Bonaparte avait inutilement essayé ! La lettre de ce prisonnier m'étant tombée entre les mains, je me rendis à l'ambassade et M. Washburne me pria d'accompagner, en qualité d'interprète, un attaché d'ambassade avec lequel nous allâmes fouiller les prisons. Après une triste odyssée où nous vîmes bien des choses lugubres, nous allâmes à la préfecture de police qu'occupait militairement le chef de légion Duval. Duval ne s'était point encore nommé général. Je ne sais à quel exploit fut dû cette patriotique promotion !

La préfecture de police avait été mise non-seulement en état de défense, mais encore en état de siège, et je doute que jamais sultan ait employé un pareil luxe de précautions. En effet, quiconque entrait dans l'hôtel était mis en état d'arrestation jusqu'au moment où quittant l'hôtel avec un congé en forme on était élargi. On nous remit à deux gardes très-nationaux qui nous conduisirent au chef de légion Duval, lequel nous donna un ordre pour être reconduit hors des lignes préfectorales.

Tous ces mouvements s'effectuèrent avec une régularité que je n'avais point vue ailleurs, quoique les couloirs fussent reemplis d'hommes accroupis et dormant avec leur chassepot entre les jambes.



Le chef de légion qui nous croyait américains tous deux, se montra fort courtois, fort empressé à justifier les mesures qu'il était obligé de prendre. Il s'éleva avec une indignation qui ne me parut pas feinte contre les maladroits qui avaient transféré les prisonniers en plein jour, de sorte qu'on avait eu un mal infini à les arracher à la foule qui voulait les déchirer sur place. Duval était un homme de petite taille, de bonnes manières, portant son uniforme avec aisance et facilité. Il avait l'air très-décidé, s'exprimait en excellents termes. On n'aurait pas dit que l'on avait affaire à un général improvisé.

Il n'oublia qu'une chose : demander le nom de l'interprète, qui ne l'aurait pas dissimulé. Mais je m'étais détourné sans affectation pour causer avec les deux gardes qui nous avait amenés, et Duval n'avait pas cru qu'il fût nécessaire de m'interroger. Je passais sur l'ordre d'élargissement par-dessus le marché.

*Finis coronat opus.*

---

L'*Officiel* de la Commune a publié un arrêté relatif à la constitution d'une compagnie d'aérostiers. Cet arrêté est très-injurieux pour le gouvernement de la défense nationale, que la Commune accuse d'avoir trahi aéronautiquement la patrie. L'*Officiel* prétend que cette compagnie d'aérostiers est destinée à faire des ascensions captives.

**Mensonge, triple mensonge. Ces ballons serviront à expédier dans les airs les grands citoyens de la Commune, quand le terrain deviendra trop brûlant pour eux ! La Commune finira comme un coup de ce grand communard qui se nommait Robert Macaire.**

**La Belgique et la Prusse doivent s'attendre à recevoir ces grands citoyens. Il n'y aura de pris par Versailles que ceux qui auront préféré sortir par les égouts que de s'évader par les cieux.**

**FIN.**

1

1

# TABLE DE MATIÈRES.

---

	Pages.
La Commune et les Parisiens. . . . .	5
La Commune et les Francs-Maçons. . . . .	9
La Commune et les Prussiens. . . . .	10
La Commune et les ruraux. . . . .	12
La Commune et la philosophie positive . . . . .	14
La Commune et les Capétiens. . . . .	15
La Commune de Marcel. . . . .	18
La Commune de Caboche . . . . .	21
La Commune des ligueurs. . . . .	24
La Commune de la Fronde . . . . .	26
La Commune de 1793 . . . . .	28
La Commune justifie Napoléon I <sup>er</sup> . . . . .	30
La Commune et les affaires de juin. . . . .	31
Les portraits des membres de la Commune :	
Le citoyen Lefrançais . . . . .	33
Miot . . . . .	35
Delescluze . . . . .	37
Cournet. . . . .	41
Félix Pyat . . . . .	45
Blanqui. . . . .	46
Beslay . . . . .	48
Verdure. . . . .	49
Courbet. . . . .	50
Rogear. . . . .	51
Ulysse Parent. . . . .	52
Le citoyen Floquet . . . . .	53
Ranc. . . . .	55
Paschal Grousset. . . . .	56
Jules Alix . . . . .	57
Arthur Arnoult . . . . .	58
Jules Vallès . . . . .	59
Vermorel . . . . .	60
Général Cluseret. . . . .	61
La ménagerie internationale . . . . .	63
Les martyrs. . . . .	64
Élysée Reclus. . . . .	66
Lockroy. . . . .	67
Henri Rochefort . . . . .	68
Gustave Flourens . . . . .	69
Le général Duval . . . . .	72

